

Gabriel PERREUX

Ancien élève de l'École Normale Supérieure,
Agrégé d'histoire et de géographie,
Ancien pensionnaire de la Fondation Thiers.

LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

*Étude sur les associations
et la presse " patriotiques " des journées
de juin 1832 aux lois de septembre 1835.*

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.



LIBRAIRIE HACHETTE

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555811_0046

LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE
AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Gabriel PERREUX

Ancien élève de l'École Normale Supérieure,
Agréé d'histoire et de géographie,
Ancien pensionnaire de la Fondation Thiers.

LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

*Étude sur les associations
et la presse " patriotiques " des journées
de juin 1832 aux lois de septembre 1835.*

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.



LIBRAIRIE HACHETTE

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1930

LA PROPAGANDE
RÉPUBLICAINE
AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION DE 1848



A MA FEMME

BIBLIOGRAPHIE

I

BIBLIOGRAPHIE DES SOURCES

C. Brière et P. Caron : *Répertoire méthodique de l'Histoire moderne et contemporaine de la France*, 1898-1903, 6 volumes.

Pierre Caron : *Bibliographie des Travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'Histoire de la France depuis 1789*, Paris, 1907-1912, in-8°.

G. Lanson : *Manuel bibliographique de la littérature française moderne (1500-1900)*, 2 vol., nouvelle édit., Paris, 1925.

R. de Lasteyrie : *Bibliographie générale des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*, in-4°, Paris, 1888-1914, 10 vol.

Otto Lorenz : *Catalogue général de la Librairie française (1840-1918)*, 28 vol., Paris, 1892-1924.

Josef Stammhammer : *Bibliographie des Socialismus und Communismus*, I, Iéna, 1893, 4e; Band II, Nachträge und Ergänzungen bis Ende des Jahres 1898, Iéna, 1900; Band III, Iéna, 1909.

Catalogue de l'Histoire de France (Bibliothèque Nationale).

Catalogue de la Bibliothèque de la Ville de Paris.

Schmidt : *Les Sources de l'Histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.

II

SOURCES

A. — Sources manuscrites.

1^o **Archives nationales :**

a) *Série BB*¹⁸, surtout BB¹⁸ 1185 à 1235 et BB¹⁸ 1315 à 1360.

Cette série, qui renferme une quantité de pièces de toutes sortes, contient, entre autres, un certain nombre de rapports des procureurs généraux et des procureurs du roi sur la situation politique de leurs ressorts respectifs ainsi que, çà et là, quelques comptes rendus de préfets.

Ces rapports sont très irréguliers pour cette période. Ils abondent surtout après les événements les plus saillants, au lendemain des journées de juillet 1830 et des journées d'avril 1834.

A signaler particulièrement dans : BB¹⁸ 1472 un long rapport anonyme sur les arrestations de carbonari opérées à Toulouse et dans les autres villes du midi (octobre 1835).

b) *Série F*⁷.

F⁷ 3888 (Bulletins de police de Paris).

F⁷ 3907 à 4215 (une centaine de cartons renfermant les rapports de gendarmerie, classés par départements).

Ces comptes rendus présentent un intérêt très inégal suivant la personnalité des auteurs. On y trouve des renseignements sur toutes sortes de sujets. Çà et là quelques détails généralement vagues sur la situation politique, parfois cependant assez précis soit pour confirmer les dires des procureurs généraux et des préfets, soit pour les compléter.

c) *Série CC*, surtout CC 554 à 670.

La plus riche. Elle renferme tous les documents manuscrits ou imprimés qui ont servi à la rédaction du rapport de Girod de l'Ain pour l'instruction du procès d'avril 1834, à la confection des réquisitoires du procureur général Martin de Nord, à Paris, et du procureur général Chegaray, à Lyon.

Beaucoup de pièces ont été inutilisées ou volontairement passées sous silence par les rapporteurs, et sont, par là même, très précieuses.

On trouve dans cette série toutes les archives des différentes associations (Droits de l'Homme, Instruction libre du Peuple, Association de la Presse, etc...) qui ont pu être saisies par la police, soit de 1832 à 1834, soit au moment de l'insurrection d'avril 1834.

Voici quelques détails :

CC 554 à 573. — Ces 19 cartons concernent Lyon.

CC 554. — Dans ce carton, un état des militaires tués ou blessés, un état des armes et munitions saisies, une proclamation des insurgés, un état des pièces à conviction, une circulaire du « Comité central d'affiliations républicaines pour les départements » (Division du Midi) du 1^{er} décembre 1833, les dépositions des témoins pour l'affaire d'avril, des copies de pièces saisies à la *Glaneuse*, des rapports de commissaires de police et de l'autorité militaire sur les journées d'avril à Lyon, des pièces concernant l'Association lyonnaise de la liberté de la presse, des pièces relatives aux forts détachés, plusieurs brochures publiées par l'association des *Droits de l'Homme*, un plan de la bataille des rues, etc.

CC 555. — Des numéros de divers journaux, du *Précurseur*, de la *Glaneuse*, du *Patriote de Saône-et-Loire*, du *Bon Sens*, de l'*Écho de la Fabrique*, du *Courrier de Lyon*, du *Journal du Commerce*, relatifs aux derniers mois de 1833 et aux premiers mois de 1834.

CC 556. — Dépositions de nombreux témoins, surtout celle de Gasparin, le préfet, qui reprend tout le mouvement ouvrier et politique depuis 1831. Dossiers concernant Baune, Martin, Albert, Hugon, Court, etc.

CC 557. — Dossiers des inculpés acquittés ou ayant bénéficié d'un non-lieu (Granier, Ferton, etc.).

CC 558. — Dossiers concernant les mutuellistes et l'*Écho de la Fabrique*.

CC 559 à 573. — Dossiers concernant les inculpés, par quartiers. Ces dossiers contiennent les relations des événements survenus dans les divers quartiers de la ville, des rapports de commissaires de police, des dépositions de témoins, etc.

CC 574. — Perpignan : dossiers des inculpés.

Épinal et Lunéville : dossiers d'information générale.

CC 575. — Épinal et Lunéville : dossiers des accusés.

CC 576. — Épinal et Lunéville : dossiers des non-lieu.

CC 577. — Saint-Étienne : dossiers d'information générale.

Dossiers des accusés.

CC 578 et 579. — Saint-Étienne : dossiers des non-lieu.

CC 580. — Ce carton renferme des pièces originales concernant différentes villes et aussi des copies de renseignements transmis par le ministre de la Guerre relatifs à de nombreuses villes : Aurillac, Auxerre, Beaune, Besançon, Bordeaux, Chalon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Nîmes, Perpignan, Poitiers, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulouse, etc....

CC 581. — Isère : Grenoble, Vienne. Dossiers des non-lieu.

CC 582. — Chalon-sur-Saône, Besançon : dossiers des inculpés.

CC 583. — Arbois : dossiers des inculpés.

CC 584. — Marseille : dossiers des inculpés. Information générale (dépositions de témoins, exemplaires du *Peuple Souverain*, circulaires et règlement des *Droits de l'Homme* de Marseille), dossiers relatifs à Maillefer, à Imbert, etc.

CC 585 à 620. — Renseignements concernant Paris.

CC 585. — Renseignements généraux. Lettres des *Droits de l'Homme*, brochures éditées par les *Droits de l'Homme*, interrogatoires, état d'armes saisies et P. V. de saisie.

CC 586. — Pièces et rapports concernant les événements d'avril 1834 dans les divers quartiers de Paris, notamment l'affaire de la rue Transnonain, avec un plan de la maison du 12 de cette rue et des détails sur les individus tués et blessés les 13 et 14 avril.

CC 587 à 589. — Interrogatoires des sectionnaires des *Droits de l'Homme* des divers arrondissements (divers renseignements sur la vie des sections).

CC 590. — Dossiers des sectionnaires condamnés à la déportation (Beaumont, Berrier-Fontaine, Cavaignac, Delente, De Ludre, Kersausie, Guinard, Lebon, Marrast, Vignerte). A signaler un gros dossier sur *la Tribune*, un plan de la *Société d'Action*.

CC 591, 592, 593. — Dossiers des sectionnaires condamnés à la détention (15, 10 et 5 ans).

CC 594. — Dossiers des sectionnaires condamnés à l'emprisonnement.

CC 595. — Dossiers des acquittés.

CC 596 à 611. — 16 cartons contenant les dossiers des non-lieu.

CC 612. — Quatre gros registres concernant l'*Association pour la liberté de la presse*.

Dans le premier : toutes les circulaires officielles et les P. V. de séance de l'Association.

Dans le deuxième : la liste des souscriptions pour *la Tribune*.

Dans le troisième : une liste de membres de l'Association.

Dans le quatrième : les procès-verbaux de la section corrézienne de cette Association avec une liste de ses membres.

CC 613. — Plus de cinq cents lettres saisies chez Marchais, le secrétaire général de l'*Association pour la liberté de la presse*.

Il y a là toute la correspondance du comité central avec les départements. C'est le carton le plus riche en renseignements sur la société de presse.

CC 614. — Diverses lettres ayant trait à la même société et saisies chez Marchais, notamment des pièces relatives aux bals et aux loteries patriotiques.

CC 615. — Papiers saisis chez Dolley et relatifs à l'*Association libre pour l'éducation du peuple* (notamment les statuts de la société, les procès-verbaux des séances du comité, la liste des membres de la 10^e cohorte, des lettres sur la loterie patriotique, les procès-verbaux des séances de la commission de la loterie, un rapport du comité de secours et des prisons, quelques brochures une carte des forts détachés, etc.).

CC 616. — Papiers saisis à Sainte-Pélagie. Quantité de renseignements intéressants sur les sections des *Droits de l'Homme* (P. V. de séances, état des membres, noms des sections), des procès-verbaux des séances de la commission de secours pour les détenus de la presse patriotique, une lettre de Raspail, de Sainte-Pélagie, et les P. V. des séances tenues à ce sujet par les prisonniers, etc.

CC 617 et 618. — Papiers saisis à la *Tribune* (un dossier sur le banquet patriotique de Gien en juillet 1833, des listes des souscriptions aux amendes de la *Tribune*, etc).

CC 619. — Renseignements transmis par les ministères de l'Intérieur et de la Justice. Un des cartons les plus intéressants. Il renferme des quantités de rapports de procureurs généraux ou de procureurs concernant divers ressorts, le Rhône, le Bas-Rhin, la Côte-d'Or, la Seine-Inférieure, les Bouches-du-Rhône, etc.

A noter, dans le dossier 4, liasse 5, la pièce 21. C'est une liste des associations républicaines datée du 27 avril 1834, par départements, de l'Aube à la Haute-Garonne.

CC 620. — Grenoble : information générale et renseignements transmis par l'autorité militaire et le préfet, sur les événements d'avril. Dossiers des inculpés (Baune et Chancel).

CC 621 à 624. — Demandes de permissions.

CC 625 et 626. — Actes de forme (1834 à 1836).

CC 627. — Journaux divers.

CC 628 et 629. — États. Divers faits, au Greffe.

CC 630 à 632. — Dossiers de copies de pièces.

CC 633. — Projets d'arrêts et notes pour les interrogatoires.

CC 634. — Cinq liasses d'ordonnances de non-lieu.

CC 635 à 649. — Ordonnances de mise en liberté. Ordonnances de renvoi devant les tribunaux compétents. Arrêts provisoires de mise en liberté. Pièces concernant la défense, les témoins. Originaux d'arrêts d'actes d'accusation. Pièces relatives aux contumaces. Procès-verbaux de résistance des accusés et incidents d'audience. Conclusions. Réquisitoire du Procureur général. Exécutoires de frais. Pièces relatives au personnel et à la comptabilité du greffe. Formulaire et imprimés divers.

CC 650 à 657. — Notes pour la rédaction des procès-verbaux (n^{os} 1 à 194).

CC 658 à 662. — Minutes du rapport.

CC 663. — Notices sur les inculpés. Feuilles de renvoi aux pièces de la procédure (à signaler des notes intéressantes sur Kersausie et de nombreux détails sur la *Société d'Action*, un rapport manuscrit sur les journées des 13 et 14 avril à Paris).

CC 664. — Parquet. Rapports de police. Quelques détails sur Miran, des renseignements sur les prisonniers à Sainte-Pélagie, notamment sur les sociétés secrètes qu'ils essayèrent de reformer, des papiers saisis à Sainte-Pélagie sur Berrier-Fontaine, un inventaire des objets laissés par les évadés du 12 juillet 1835 et des notes sur ces derniers.

CC 665. — Diverses lettres de Thiers, une note de l'Intérieur, quelques lettres de préfets et de procureurs généraux des départements.

On trouve, égarée dans ce carton (liasse 3, p. 2 *bis*), une liste des associations républicaines par département, de l'Ille-et-Vilaine à l'Yonne. C'est évidemment la suite de la pièce 21 (dossier 4, liasse 5) du carton CC 619.

CC 666 à 670. — Renseignements divers. Notes et pièces relatives aux témoins. Pièces relatives à l'instruction dirigée à Lyon par Chegaray. Pièces relatives aux taxes des témoins. Inventaire général.

* * *

2^o **Archives du ministère de la Guerre** : Section historique. *Correspondance générale de 1830 à 1835*. (Un carton en général par mois, quelquefois un par quinzaine.)

On y trouve des lettres de généraux commandant les subdivisions et les divisions qui confirment ou complètent les renseignements fournis par les procureurs généraux et les préfets, quelques rapports de commandants de gendarmeries.

Ces rapports sont d'intérêt inégal. Il y en a de curieux sur Marseille. A signaler ceux du commandant de gendarmerie Cuynat qui opéra dans l'Isère, à Marseille et dans la Loire-Inférieure.

A noter, également, un rapport politique assez complet du 25 mars 1833, du chef d'escadron Gallié, commandant la gendarmerie de la Loire-Inférieure.

Quelques renseignements intéressants sur les carbonaris dans l'armée après 1834.

* * *

3^o Archives des départements :

Quelques sondages permettent de constater qu'on n'y rencontre guère que des copies de rapports existant déjà à Paris soit dans la série BB¹⁸, soit dans les dossiers du procès d'avril (CC 554 à 670) des Archives nationales.

Par exemple : Archives du Doubs 14, U. 10 : deux rapports de novembre 1835 sur l'*Association des Bons Cousins Charbonniers* figurant déjà à BB¹⁸ des Archives nationales.

Ceci s'explique fort bien puisqu'on a tout centralisé à Paris, lors du procès d'avril.

* * *

4^o Bibliothèques :

Bibliothèque Nationale : *Mrs. Blanqui*, nouv. acq. fr. 9580 et suiv.

Bibliothèque de la Ville de Paris : *Papiers de Buchez*.

Bibliothèque de la Ville d'Arbois : *Manuscrit anonyme faisant suite aux Annales de Bousson de Mairet et attribué au même, relatant au jour le jour les événements saillants survenus à Arbois de 1830 à 1860* (Mss. 35).

B. — Sources imprimées.

1. — Journaux et publications périodiques de Paris.

JOURNAUX RÉPUBLICAINS :

Le Bon Sens, journal populaire de l'opposition constitutionnelle publié sous les auspices des députés signataires du compte rendu

(fondateurs : Cauchois-Lemaire, rédacteur en chef; Rodde aîné, directeur, 1^{re}-8^e année, 15 juillet 1832-3 mars 1839). Paris, au bureau, rue des Frondeurs, n^o 6, 8 vol. in-fol. (d'abord hebdomadaire, puis quotidien); BN. Lc² 1321.

La Tribune des Départements : journal politique, commercial, littéraire (le n^o 1 est du 8 juin 1829). Paris, au bureau, rue des Filles-Saint-Thomas; BN. Lc² 1224-1225-1226.

Le National, feuille politique et littéraire (3 janvier 1830-2 décembre 1851). Paris, au bureau, rue Neuve-Saint-Marc, n^o 10, 45 vol. in-fol.; BN. Lc² 1239.

Le Fondateur, journal de l'Association Libre pour l'éducation du peuple (rédacteur en chef : Victor Lechevallier). Paris, au bureau, rue de l'Abbaye, n^o 3, Bibliothèque de l'École Normale Supérieure.

La Revue républicaine, journal des doctrines et des intérêts démocratiques, publié par A. Marchais (10 avril 1834-juin 1835). Paris, au bureau de la revue, rue du Croissant, 16, 5 tomes en 3 vol. in-8^o; BN. Lc² 1380.

Le Populaire, journal des intérêts politiques, matériels et moraux du peuple; par une société patriotique. Étienne Cabet, directeur, 4 p. in-fol., 9 francs par an; hebdomadaire, du 3 juillet 1833 au 8 octobre 1835.

Le Journal du Peuple. Édouard Bucquet, directeur (juin 1834-30 avril 1842). Paris, rue Monsigny, n^o 6; BN. Lc² 1383.

Le Réformateur, journal quotidien des nouveaux intérêts matériels et moraux, industriels et politiques, littéraires et scientifiques, publié par MM. Raspail et Kersausie (9 octobre 1834-27 octobre 1835). Paris, 24, rue Dauphine, 2 vol. in-fol.; BN. Lc² 1388.

JOURNAUX DE RÉFORME SOCIALE :

Le Globe, journal philosophique et littéraire (15 septembre 1824-20 avril 1832). Paris, 12 vol.; les 7 premiers in-4^o, les cinq derniers in-fol.; Lc² 1183.

JOURNAUX SATIRIQUES :

La Caricature, journal fondé et dirigé par Ch. Philippon (4 novembre 1830-27 août 1835). Paris, 10 vol. in-fol.; Lb⁵¹ 2828.

Le Charivari, publiant chaque jour un nouveau dessin, fondé

par Ch. Philipon (1^{er} novembre 1832-décembre 1855). Paris, 45 vol. in-fol.; BN. Lc² 1328.

JOURNAUX D'OPPOSITION DE GAUCHE :

Le Courrier Français.

JOURNAUX DYNASTIQUES :

Le Journal des Débats.

Le Constitutionnel.

JOURNAUX LÉGITIMISTES :

La Quotidienne.

La Gazette de France.

JOURNAUX JUDICIAIRES :

La Gazette des Tribunaux.

JOURNAUX DÉPARTEMENTAUX ET LOCAUX :

Je n'ai pu consulter tous les journaux départementaux et locaux de cette période, ce qui demanderait une vie entière, la plupart manquant, en effet, à la Bibliothèque Nationale. Mais j'ai utilisé chaque fois qu'il m'a été permis de le faire soit les collections de la Nationale, soit les numéros dépareillés ou les numéros-programmes qui s'y trouvent, soit un grand nombre d'exemplaires détachés qui figurent aux Archives Nationales dans les séries BB¹⁸ et CC.

Parmi ces journaux, les plus importants sont :

A Lyon :

La Glaneuse.

Le Précurseur.

L'Echo de la Fabrique, journal industriel de Lyon et du département du Rhône (1^{re} à 4^e année, 30 octobre 1831 à 1834). Lyon, 4 vol. in-4°; BN. Lc¹¹ 517.

A Marseille : *Le Peuple Souverain.*

A Besançon : *Le Patriote Franc-Comtois*; BN. Lc⁹ 75.

A Dijon : *Le Patriote de la Côte-d'Or.*

A Chalon : *Le Patriote de Saône-et-Loire.*

A Moulins : *Le Patriote de l'Allier.*

A Bourges : *La Revue du Cher et de l'Indre*, Bourges, in-fol., 1831-1834; BN. Journaux 376.

A Clermont-Ferrand : *Le Patriote du Puy-de-Dôme.*

- A Nancy : *Le Patriote de la Meurthe*.
A Metz : *L'Utile*, journal de la Moselle.
A Grenoble : *Le Dauphinois*, 1832-1835; BN. Journaux 105.
A Arras : *Le Propagateur du Pas-de-Calais*.
A Rouen : *Le Journal de Rouen*.
Au Mans : *Le Courrier de la Sarthe*.
A Rennes : *La Revue de Bretagne* (janvier 1833-décembre 1834).
5 tomes en 3 vol. in-8°; BN. Lc⁹ 47.
Pour les autres journaux, voir le chapitre VI, ou les notes des
bas de pages.

2. — Rapports et documents officiels. Débats parlementaires.

Cour des Pairs, Affaire du mois d'avril 1834. Paris, Imprimerie Royale, 1834-1836, 15 vol. in-4° reliés en 11 (BN. L^{b51} 2435).

Rapport fait à la Cour, par M. Girod de l'Ain, 4 vol.

Réquisitoire de M. le Procureur général présenté à la Cour, le 8 décembre 1834, 1 vol.

Réquisitoires présentés à la Cour, par MM. Martin du Nord, procureur général; Chegaray, Franck-Carré, avocats généraux; Plougoum et de La Tournelle, substituts de M. le Procureur général, dans les séances des 16, 17, 25 juillet; 2, 3, 18, 19, 22, 23 décembre 1835; 18 janvier et 7 juin 1836, 1 vol.

Procès-verbaux d'arrestation et autres, 1 vol.

Arrêt du vendredi 6 février 1835. Acte d'accusation, 1 vol.

Procédure. Dépositions des témoins, 3 vol.

Procès-verbal des séances, 3 vol.

Archives parlementaires (2^e série).

Duvergier : *Collection complète des Lois*.

3. — Publications des diverses associations.

a) PUBLICATIONS DES ASSOCIATIONS EXISTANT ENTRE 1830 ET 1832.

Projet à discuter. Profession de foi politique de la Société Constitutionnelle Centrale de Paris. Paris, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 228.

Société Constitutionnelle Centrale de Paris, rue Taranne, n° 12. Paris, imp. de Fain, 1830, in-8°, pièce. BN. Lb⁵¹ 334.

Société Constitutionnelle Centrale de Paris : De la liste civile. Avis à ceux qui la paient. Paris, imp. Tastu, décembre 1830, in-8°, pièce. BN. Lb⁵¹ 361.

Société Constitutionnelle de Versailles : De la circulaire du Préfet du 19 mars 1831 sur les Associations patriotiques. Versailles, imp. Allois, s. d., in-8°, pièce. BN. Lb⁵¹ 557.

Association Nationale. Senlis, 20 mars 1831; Paris, imp. Gaultier-Laguionie, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 551.

Association Nationale pour assurer l'indépendance du pays et l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons. Lyon, imp. Brunet, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 552.

Association Nationale de la Côte-d'Or, etc. Dijon, imp. Carion, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 553.

Association patriotique Alsacienne. Strasbourg, imp. F. C. Heitz, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 554.

Association patriotique du département du Lot. Cahors, imp. Combarieu, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 555.

Association patriotique de l'arrondissement de Limoux (Aude). Limoux, imp. Villemeur, s. d., in-fol.; pièce. BN. Lb⁵¹ 556.

Manifeste de la Société des Amis du Peuple. Paris, 1830, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 229.

Règlement de la Société des Amis du Peuple, adopté dans la séance du 10 novembre. Paris, 1830, in-16; pièce. BN. Lb⁵¹ 306.

Société des Amis du Peuple. Paris, février 1831, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 468.

Société des Amis du Peuple. De la civilisation. Paris, imp. Carpentier-Méricourt, s. d., in-8°; pièce.

Société des Amis du Peuple, 18 août 1831. Paris, Prévost, s. d., in-16; pièce. BN. Lb⁵¹ 888.

Société des Amis du Peuple, 31 août 1831. Paris, Prévost, s. d., in-16; pièce. BN. Lb⁵¹ 903.

Société des Amis du Peuple, 15 septembre 1831. Paris, Prévost, s. d., in-16, pièce. BN. Lb⁵¹ 941.

Société des Amis du Peuple, n° 9, octobre 1831. Paris, Rouanet, s. d., in-16 pièce. (Cette pièce est la 1^{re} numérotée des publications de la Société.) BN. Lb⁵¹ 983.

Société des Amis du Peuple. Procès des Quinze (10-12 janvier). Paris, imp. A. Mie, 1832, BN. Lb⁵¹ 1182.

Le Franc Patriote, 11^e brochure publiée par la Société des Amis du Peuple, 10 novembre 1831. Paris, s. d., in-16; pièce. Lb⁵¹ 1055.

Souscription mensuelle en faveur des patriotes détenus pour délits politiques. Société des Amis du Peuple. Paris, 1831, in-8°; pièce. Lb⁵¹ 609.

Société des Amis du Peuple. Procès des Quinze. Défense du citoyen Alex. Juchaud, Cour d'Assises de la Seine, 12 janvier 1832. Paris, s. d., in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1181.

Défense du citoyen Eugène Plagniol dans le procès des Quinze, relatif à plusieurs écrits publiés par la Société des Amis du Peuple, Assises de janvier 1832 (12 janvier). Paris, s. d., in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1180.

Société des Amis du Peuple. Procès des Quinze. Défense du citoyen Henri Bonnias. Cour d'Assises de la Seine, 12 janvier 1832. Paris, s. d., in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1179.

Procès des Quinze. Défense du citoyen Trélat devant la Cour d'Assises du département de la Seine. Audiences des 10, 11 et 12 janvier 1832. Paris, s. d., in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1178.

Défense et allocution du citoyen Raspail, président de la Société des Amis du Peuple aux Assises des 10, 11 et 12 janvier 1832. Paris, s. d., in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1176.

Défense du citoyen Louis-Auguste Blanqui devant la Cour d'Assises. Paris, 1832, in-8°; pièce. Lb⁵¹ 1177.

b) PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ « AIDE-TOI ».

G. Cavaignac : *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Paris, le 20 août 1830. Paris, s. d., in-4°; pièce. Lb⁵¹ 129.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Paris, le 23 septembre 1830 (signé : A. Marchais). Paris, s. d., in-4°; pièce. Lb⁵¹ 195.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Comptes rendus des sessions législatives. Compte rendu de la session de 1831, pour faire suite aux notes et jugements sur la chambre de 1830. Paris, 5 juillet 1832, in-8°; Lb⁵¹ 1427.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Rapport du Comité. Assemblée générale du 14 novembre 1832. Paris, imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1584.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Revue Politique, mars 1833. Paris, imp. Ducasso, s. d., in-8° pièce (Rapport du Comité, Assemblée générale du 4 février 1833; BN. Lb⁵¹ 1713.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Compte rendu des sessions législatives. Sessions de 1832 et 1833, Édouard Bucquet, éditeur. Paris, Paulin, décembre 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1848.

Aide-toi, le ciel t'aidera. Les trois dialogues de maître Pierre. Paris, Paulin, décembre 1833, in-8°; pièce.

c) PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ
DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen : Procès du coup de pistolet, publié par deux sectionnaires (11-18 mars). Paris, Lagarde jeune, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1750.

Procès de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen, discours sur le droit d'association prononcé par le citoyen Guyot, le 10 avril 1833, à la Cour d'Assises de la Seine. Avignon, imp. de V. Guichard aîné, mars 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1770.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Paris, A. Mie, s. d., in-12; pièce. (Règlement) BN. Lb⁵¹ 1784.

Association Républicaine de Bretagne, Programme. Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1847.

Exposé de quelques principes républicains à l'occasion de la réception de plusieurs membres dans une section de la Société des Droits de l'Homme par le citoyen Anderson. Paris, A... R... (Riom), s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1849.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Du Gouvernement en général. Paris, imp. L. E. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1851.

De l'Éducation Nationale, BN. Lb⁵¹ 1850.

De l'Égalité, BN. Lb⁵¹ 1852.

De l'Organisation de l'armée selon les principes républicains, BN. Lb⁵¹ 1853.

Des Fortifications de Paris, BN. Lb⁵¹ 1854.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Pourquoi nous sommes républicains et ce que nous voulons, par le citoyen Guérineau, ouvrier. Paris, A... R... (Riom), s. d., in-8°; pièce BN. Lb⁵¹ 1856.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Paris (imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce (réponse à une attaque de la *Société des Droits du Peuple*). BN. Lb⁵¹ 1857.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Comité de correspondance générale et d'affiliations républicaines. Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce (« Citoyens, nous avons pensé que le meilleur moyen »...) BN. Lb⁵¹ 1921.

L'étranger et le juste milieu (signé J.-J. Vignerte, de la Société des Droits de l'Homme). Paris, imp. L.-E. Herhan, s. d., in-8°; pièce BN. Lb⁵¹ 1950.

Société des Droits de l'Homme et du citoyen. Règlement. Paris, imp. L.-E. Herhan, s. d., in-18, pièce. (il s'agit de la Société de Rouen) BN. Lb⁵¹ 1954.

Association lyonnaise des Droits de l'Homme et du Citoyen. De la civilité et de la fraternité par un membre de l'Association. Lyon, imp. J. Perret, s. d., in-8°; pièce.

Réflexions d'un ouvrier tailleur sur la misère des ouvriers en général, la durée des journées de travail, le taux des salaires, les rapports actuellement établis entre les ouvriers et les maîtres d'ateliers, la nécessité des associations d'ouvriers comme moyen

d'améliorer leur condition (signé Grignon, ouvrier tailleur, membre de la Société des Droits de l'Homme). Paris, imp. L.-E. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1978.

Exposé des principes républicains de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen suivi des noms des membres du comité central. Paris, L.-E. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹, 1992.

De l'Association des ouvriers de tous les corps de l'État (signé : Efrahem, ouvrier cordonnier). Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2002.

Ce qui est et ce qui sera (signé : Eugène Lhéritier, de la Société des Droits de l'Homme). Paris, imp. L.-E. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2011.

Liberté, égalité, fraternité. Société patriotique dacquoise. Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, décrétée par la Convention Nationale. Règlement. Dax, P. Senget, s. d., in-fol. oblong; BN. Lb⁵¹ 2015.

Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Association des travailleurs (signé : Marc Dufraisse). Paris, A. Havard, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2034.

Association Lyonnaise des Droits de l'Homme et du Citoyen. Au Peuple. Lyon, Au bureau de la Société lyonnaise de Propagande démocratique, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2036.

Publication Républicaine à un sou. Société des Droits de l'Homme. Bureau de « La Glaneuse ». Des droits et des devoirs du républicain, par Ad. Rion. Lyon, imp. J. Perret, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2412.

d) PUBLICATIONS DES ASSOCIATIONS EN FAVEUR DE LA PRESSE PATRIOTE.

Association en faveur de la Presse patriote. Paris, ce 6 octobre 1832 (signé : Ch. de Lasteyrie, etc.), Paris, imp. H. Fournier, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1522.

Arrondissement de Montargis. *Association de la Presse*, discours de M. de Cormenin, député de l'Ain. Paris, imp. P. Dupont et Laguionie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1524.

Société Patriotique et Populaire de Metz. Metz, imp. Lamort, s. d., in-12; pièce (séance générale du 15 février 1833) BN. Lb⁵¹ 1721.

Association en faveur de la Presse patriote, proposée par MM. Cormenin, Laguet-Mornay et Cordier, députés de l'Ain, premiers souscripteurs correspondants. Bourg, imp. P.-F. Bottier, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1728.

Association pour la liberté de la presse. Discours du citoyen Desjardins sur la misère du peuple (Affaire de la Société des « Amis du Peuple », audience du 22 février). Paris, imp. A. Mie, 1833, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1729.

Association parisienne pour la défense de la liberté de la presse. Discours du citoyen G. Desjardins sur l'Association Républicaine (Affaire de la Société des « Amis du Peuple », audience du 8 avril). Paris, imp. A. Mie, 1833, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1767.

Réunion de l'Ouest. Procès-verbaux des séances des 9 et 10 avril 1833. Angers, imp. E. Lesourd, 1833, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1768.

Circulaire relative à la fondation d'une association politique entre les patriotes des départements de l'Est. Lyon, imp. Charvin, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1769.

Association républicaine pour la liberté individuelle et la liberté de la presse. Procès de *La Glaneuse*, journal républicain de Lyon, *Le Petit Poucet* et *Gros-Gras et Bête*. Plaidoirie de M^e Dupont. Paris, imp. Auffray, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1817.

Association Nationale en faveur de la Presse patriote. Comité Central et Comité Parisien. Extraits du *National* des 11 et 13 juillet 1833 (sur la Bastille). Paris, Auffray, in-8°, s. d. pièce; BN. Lb⁵¹ 1860.

Département de l'Aube. *Association Nationale en faveur de la Presse patriote.* Troyes, imp. Baudot, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1861.

Association Nationale en faveur de la Presse patriote. Comité Central et Comité Parisien. Lettre de M. Arago sur l'embastillement de Paris. Paris, imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1863.

Cour d' Assises du Pas-de-Calais. Audience du 24 août. Affaire du Propagateur. Arras, imp. J. Degeorge, 1833, in-12; BN. Lb⁵¹ 1905.

Allocution prononcée à une Assemblée générale de l' Association pour la liberté de la presse, par le citoyen Ernest, Président de section de cette Association, et secrétaire du Comité Central de la Société des Droits de l'Homme et du citoyen à Rouen. Paris, L.-H. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1991.

Association républicaine pour la liberté individuelle et pour la liberté de la presse. Publication du Comité Parisien. Appel au bon sens du peuple du jugement rendu par le tribunal de police correctionnelle contre les ouvriers (signé : Pagnerre). Paris, imp. L.-E. Herhan, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2035.

Association républicaine pour la liberté individuelle et la liberté de la presse. Procès de la Société des Droits de l'Homme ou Conspiration des Vingt-Sept.... Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2062.

Association pour la presse patriote et pour l' instruction populaire dans l'arrondissement d'Orléans (Loiret) et dans le canton de la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher). Orléans, imp. Danicourt-Huet, janvier 1834, in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2110.

Association pour la liberté de la presse, département de l'Ain. Prospectus. Lyon, s. d., in-fol.; pièce. Lb⁵¹ 4794.

e) PUBLICATIONS DU « POPULAIRE ».

Procès du « Propagateur du Pas-de-Calais » (1^{re} publication du *Populaire*). Paris, bureau du *Populaire*, 1833, in-8°, 40 p.; BN. Lb⁵¹ 1909.

Lettre de M. Cermenin (2^e publication du *Populaire*). Paris, bureau du *Populaire*, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1944.

Arrestations illégales des crieurs publics. Poursuites du « Populaire » et de ses crieurs contre M. Gisquet, ses commissaires de police et M. de Saint-Didier, juge d' instruction. Procès du crieur Delente et mémorable arrêt de la Cour royale contre l' appel du Procureur général Persil (3^e publication du *Populaire*). Paris, imp. L.-E. Herhan, 160 et 1833, in-8°, 24 p.; BN. Lb⁵¹ 1970.

La République du Populaire (4^e publication du *Populaire*). Paris, bureau du *Populaire*, 1833, in-8°, 20 p.; BN. Lb⁵¹ 1971.

Réponse d'un républicain aux calomnies des pamphlétaires de la police (5^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1972.

Dialogue entre un garde national républicain et un garde national juste-milieu (6^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1973.

Moyens d'améliorer l'état déplorable des ouvriers (7^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1977.

Procès du républicain Vergers, commandant de la Garde Nationale à cheval de Dax, accusé d'offense envers la personne du roi (8^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1988.

Quatre-vingt-sixième procès de « La Tribune ». Énorme condamnation à 24 000 francs d'amende pour un petit discours adressé à Louis-Philippe (9^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1990.

Discours du citoyen Raspail, prononcé dans l'Assemblée générale de l'Association républicaine pour la liberté de la presse (10^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; Lb⁵¹ 2021.

Démolière (H.) : *La Justice du Peuple* (poésie) (11^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°.

Procès du journal républicain « Le Patriote de la Côte-d'Or », et de l'Association dijonnaise contre les impôts antipopulaires sur les boissons et le sel (12^e publication du *Populaire*). Paris, bureaux du *Populaire*, 30 novembre 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2026.

Louis-Philippe à lui seul fait plus de propagande républicaine que tous les républicains ensemble (13^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2027.

Illégalités, outrages, tyrannies et despotisme du Ministre de la Guerre de Louis-Philippe contre les officiers d'artillerie de l'armée française (14^e publication du *Populaire*). Paris, L.-E. Herhan, 24 janvier 1834, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2099.

Nécessité de populariser les journaux républicains. Moyens. Paris, imp. L.-E. Herhan, 1833, in-8°, 3 p.

Association libre pour l'éducation du peuple. Discours de M. Cabet. Paris, imp. Demonville, 1833, in-4°; 2 p.

Pagnerre et Cabet : *Soutenons la presse populaire.* Paris, L.-E. Herhan, 1834, in-8°, 4 p.; BN. Lb⁵¹ 2109.

Poursuites du gouvernement contre M. Cabet (publication du *Populaire*). Paris, bureau du *Populaire*, 1834, in-8°.

Cabet : *Histoire populaire de la session de 1834. Adresse des députés et discours prononcés pendant la discussion.* Paris, bureaux du *Populaire*, 1834, in-8°, 32 p.

Cabet : *La justice d'avril. Lettre à M. Guizot* (1^{er} février 1835). Paris, Pagnerre, 1835, in-8°, 16 p.

Cabet : *Les masques arrachés*, publiés au nom et aux frais d'une grande réunion d'actionnaires du *Populaire*. Paris, bureaux du *Populaire*, 14 décembre 1844, 144 p. (Bibliothèque de l'École Normale Supérieure).

Deuxième et troisième procès du journal républicain « Le Propagateur du Pas-de-Calais » acquitté à l'unanimité par la Cour d'Assises de Saint-Omer (10 et 12 décembre) (17^e publication du *Populaire*). Paris, imp. Bacquenois, s. d., in-8°; pièce BN. Lb⁵¹ 2048.

f) PUBLICATIONS DU « BON SENS ».

Publications patriotiques du Bon Sens, V. Rodde, éditeur, 11 et 13 octobre 1833. Publicité des rues conquise sur la police. Paris, imp. A. Auffray, s. d., in-8°, pièce. BN. Lb⁵¹ 1956.

Publications patriotiques du Bon Sens, V. Rodde, éditeur. Trois ans de règne, publié par M. Frédéric Degeorge. Paris, imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1993.

Publications patriotiques du Bon Sens. V. Rodde, éditeur, Liberté individuelle. Cour d'Assises de la Seine. Audience du 14 novembre. Affaire de M. Raspail. Paris, imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2020.

Publications patriotiques du Bon Sens. Défense de la presse populaire, par M. de Cormenin. Paris, imp. Auffray, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2108.

Publications patriotiques du « Bon Sens. » V. Rodde, éditeur.
Procès des Vingt-Sept, imp. Aufray, s. d., in-8°; BN. Lb⁵¹ 2063.

4. — Brochures et pièces diverses relatives aux associations ou aux journaux.

Les Sociétés populaires de 1830, par un négociant, officier de la garde nationale (signé : L. C., 3 octobre). Paris, 1830, in-18; BN. Lb⁵¹ 225.

Aux gardes nationales, sur les sociétés populaires (signé : Masson, 6 octobre). Paris, s. d., in-8°; pièce BN. Lb⁵¹ 226.

Apologie des sociétés populaires, par J... P..., ex-professeur de législation (14 octobre). Paris, 1830, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 266.

M. Chavard : *De la liberté et des sociétés populaires*. Paris, s. d. in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 227.

Des sociétés politiques, de leur origine, de leurs progrès et de leur fin, par M.... Rouen, 1832, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1641.

De l'opposition en 1831, par Alphonse Pépin. Paris, 1832, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1166.

Discours de M. Cavaignac sur le droit d'association, prononcé à l'audience de la Cour d'Assises du 15 décembre 1832 dans l'affaire de la Société des Amis du Peuple. Paris. imp. C. Hingray, s. d., in-fol.; pièce. BN. Lb⁵¹ 1637.

Procès du droit d'association soutenu et gagné en décembre 1832 par la Société des Amis du Peuple. Paris, Rouanet, 1833, in-8°; BN. Lb⁵¹ 1638.

Société des Droits du Peuple. Règlement. Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1722.

Manifeste de la Société de la Nouvelle École. Paris, A. R. (Rion), s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1832.

Les Francs-Maçons à Sainte-Pélagie à tous leurs frères (signé : Boissaye). Paris, imp. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1858.

Association de propagande démocratique. Prospectus (signé : Roux, Hadot-Desages). Paris, A. Rion, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1915.

Boutades d'un riche à sentiments populaires (par Voyer d'Argenson). Paris, A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1924.

Des droits et des devoirs du républicain, par Adolphe Rion, membre de l'Association de propagande. Paris, s. d., in-32; pièce. BN. Lb⁵¹ 1937.

Procès de « La Tribune », 22 000 francs d'amende, cinq ans de prison, 23 septembre. A. Mie, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1940.

Association démocratique des Patriotes bretons résidant à Paris. Programme. 13 octobre. Saint-Cloud, imp. Chausseblanche, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1958.

Association Bretonne (signé : le docteur Leroux de Rennes, homme de Juillet). Saint-Cloud, imp. Chausseblanche, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1959.

Lettre d'un républicain sur la misère des ouvriers et sur les moyens de la faire cesser, ou la France républicaine (signé : R.). Paris, imp. A. Mie, s. d., in-fol. plano; BN. Lb⁵¹ 2001.

Procès des Vingt-Sept ou de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen et des élèves de l'Ecole Polytechnique. Paris, A. Rion, 1834, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2065.

Loterie patriotique de 1834. Paris, imp. de H. Dupuy, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2073.

Procès des citoyens Vignerte et Pagnerre, 22 février. Paris, L.-E. Herhan, 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2141.

Procès de « La Glaneuse », 12 mars 1834. Lyon, J. Perret, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2152.

Procès de la Société du Bas-Rhin contre l'impôt des boissons et du sel... (20 mars 1834). Strasbourg, imp. G. Silbermann, 1834, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2156.

Procès de Delente. Arrêt de la Cour royale de Paris contre les prétentions de M. Gisquet... Paris, imp. Sétier, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1955.

Procès du journal républicain « Le Patriote de l'Allier »... Discours des citoyens Achille Roche et Trelat. Paris, imp. A. Mie, s. d., in-12; pièce. BN. Lb⁵¹ 1983.

Cour d'Assises des Landes... Affaire de M. Vergers. Lyon,

imp. J. Perret, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1985 (publié par la *Société du Progrès*).

Débats des procès de la place de Grève et du « Patriote de la Meurthe » (25 et 26 novembre). Nancy, imp. Dard, s. d., in-12; pièce. BN. Lb⁵¹ 2023.

Procès des républicains d'Aurillac et du « Patriote du Puy-de-Dôme » devant la Cour d'Assises de Saint-Flour, 25, 26, 27 et 28 novembre 1833. Clermont-Ferrand, A. Veyssset, s. d., in-12; BN. Lb⁵¹ 2025.

Procès du « Vigilant » (4 décembre). *Discours de M. de Cormenin en faveur de la presse patriote*. Versailles, à l'imp. du Journal, 1833, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2032.

2^e procès du « *Patriote de Saône-et-Loire* » (10 décembre), s. l. n. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2052.

Procès des citoyens Voyer d'Argenson, Charles Teste, Auguste Mie... (21 décembre 1833). Paris, A. Havard, 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2053.

3^e procès du « *Patriote de Saône-et-Loire* » (21 décembre). Chalon-sur-Saône, imp. J. Duchesne, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2060.

Procès du « Patriote », journal républicain de Franche-Comté, acquitté à l'unanimité, le 20 janvier 1834. Besançon, au bureau du *Patriote*, 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2097.

Qu'est-ce que la liberté, la République, la Monarchie, la Loi, la Société, les Droits de l'Homme, etc. Catéchisme des Peuples, par le Père André. Paris, A. R. (Rion), s. d., in-fol. plano; BN. Lb⁵¹ 1536.

Première lettre du Père André sur les droits et les intérêts du peuple français, etc. Paris, imp. Sétier, s. d., in-4°; pièce.

Association des Amis de l'égalité (signé : Eug. Plagniol). Saint-Denis, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 661.

Société des Amis de l'égalité : Célébration de l'anniversaire du 14 juillet. Paris, s. d., in-4°; pièce. BN. Lb⁵¹ 797.

Société des Amis de l'égalité. L'arbre de la liberté tel que nous l'entendons. Paris, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 778.

Société des Montagnards : Déclaration des Droits de l'Homme. Paris, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1263.

Extrait de la « Gazette des Tribunaux ». Arrêt de la Cour de Cassation, prononcé à l'audience du 27 février 1832, dans l'affaire dite des républicains (Raspail, Blanqui, Bonias, Thouret et Gervais), précédé de l'analyse du réquisitoire du procureur général, à l'audience du 25. Paris, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1232.

Doctrines républicaines : programme de « La Tribune » (extrait de La Tribune du 31 janvier 1833). Signé : A. Marrast. Paris, 1833, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1703.

Lyon et Paris en avril 1834, précédé :

1° D'un précis sur Robespierre, ses doctrines et ses actes, considérés comme cause des insurrections de Lyon et de Paris;

2° D'une notice historique sur Lyon et le siège qu'il a soutenu en 1793. Lyon, 1843, in-18; BN. Lb⁵¹ 2184.

Du droit d'association, et de la prétention de l'autorité municipale d'appliquer les dispositions de l'article 291 du code pénal à certaines sociétés existantes dans la ville d'Agen. Agen, 1833, in-8°, Paris; BN. Lb⁵¹ 1686.

Sur la loi contre les associations, par Latour de Saint-Ybars. Paris, 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2165.

Discours prononcé à Paris dans une société d'hommes de bien et du progrès, à l'occasion de la loi contre les associations, par Ferdinand Quillon, Lyon, 1834, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 2168.

Association libre pour l'éducation du peuple : discours d'installation de M. Cabet (9 février). Paris, s. d.; 4^e pièce. BN. Lb⁵¹ 4749.

Association du progrès : souscription pour l'instruction du peuple. Règlement général. Lyon, janvier 1834, in-12; pièce. BN. Lb⁵¹ 4796.

5. — Ouvrages contemporains ou écrits par des contemporains.

Louis Blanc : *Révolution française. Histoire de dix ans (1830-1840)*, 5 vol. in-8°. Paris, Pagnerre, 1841-1844; BN. Lb⁵¹ 44.

M. Cazeaux : *Le Gouvernement de Juillet, les partis et les hommes politiques (1830-1835)*, par l'auteur de l'*Histoire de la Restauration*. Paris, 1835, 2 vol. in-8°; BN. Lb⁵¹ 34.

Armand Carrel : *Rapport à Casimir Périer sur la situation politique dans l'Ouest*, de Vannes, 15 août 1830. *Revue des Documents historiques*, 1878, t. V, p. 98-106.

Duclerc et Pagnerre : *Dictionnaire politique, encyclopédique du Langage et de la Science politiques*, avec une introduction par Garnier-Pagès. Paris, 1842, gr. in-8°; BN. R. 7303.

J. Deleuze : *Coup d'œil sur l'état de l'esprit public en France, après six ans de règne*. Paris, 1837, in-8°; BN. Lb⁵¹ 2618.

M. Desban : *Projet d'association des gardes nationales de France pour secours mutuels*. Paris, 1831, in-8°; pièce. BN. Lf¹³³ 46.

Auguste Fabre : *La Révolution de 1830 et le véritable parti républicain*. Paris, 1833, 2 vol. in-8°; BN. Lb⁵¹ 4516.

J.-T. Flotard : *De la garde nationale considérée comme moyen d'ordre public et de puissance militaire*. Paris, 1830, in-8°; pièce. BN. Lf¹³³ 35.

Morchoine Frémont : *Considérations sur la nécessité de faire coopérer tous les citoyens au service de la Garde nationale*. Paris, 1833, in-8°; pièce. BN. Lf¹³³ 50.

Léonard Gallois : *Observations rassurantes sur les opinions politiques des habitants du midi de la France* (1^{er} mars). Paris, mars 1831, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 504.

Ch. Grenier : *Situation du Gouvernement et du pays au commencement de l'année 1833*. Paris, mars 1833, in-8°; broch. 110 p.

L. de la Hodde : *Histoire des sociétés secrètes et du parti républicain de 1830 à 1848. Louis-Philippe et la Révolution de février. Portraits, scènes de conspirations, faits inconnus*. Paris, Julien, Lanier et Cie, 1850, in-8°.

J.-B. Monfalcon : *Histoire des insurrections de Lyon en 1831 et en 1834*, d'après des documents authentiques. Lyon et Paris, juin 1834, in-8°.

L. Rosset : *Opinion des départements ou l'Écho de la France*. Lyon 1830, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 324.

F. Rittiez : *Histoire de règne de Louis-Philippe I^{er} (1830 à 1848)*. Paris, V. Lecou, 1855, in-8°.

Colonel S. de Rotalde : *Le bien et le mal de la Garde nationale*,

et réformes nécessaires à sa loi organique. Paris, 1832, in-8°; pièce. BN. Lf³³ 47.

B. Sarrans, jeune : *Lafayette et la Révolution de 1830, Histoire des hommes et des choses de Juillet.* Paris, 1832, 2 vol. in-8°; BN. Lb⁵¹ 23.

Revue rétrospective ou archives secrètes du dernier gouvernement. Recueil non périodique. Paris, Paulin, mars-novembre 1848, 33 numéros en 1 vol. gr. in-8°; BN. Lb⁵¹ 64.

La situation politique en mars 1831. Lettre du duc de Bassano au général baron Lallemant, *Nouv. Rev. Rétrospective*, 1901, t. XIV, p. 300-306.

La vérité sur l'état des provinces de l'Ouest, depuis la Révolution de Juillet (juin 1831). Paris, s. d., in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 770.

De Corcelle : *Documents pour servir à l'histoire des conspirations de partis et de sectes.* Paris, 1831, in-8°; BN. La³⁸ 3.

Pièces relatives aux journées des 5 et 6 juin 1832. In. *Rev. Rétrospective*, 1893, t. XIX, p. 73-96, 145-168, 265-287.

Notes d'Aug. Lallemant sur les journées des 5 et 6 juin 1832. (Document) in *Rev. Rétrospective*, 1887, t. VI, p. 280-86.

6. — Mémoires et correspondance.

D'Alton-Shée : *Mes Mémoires.* Paris, 1869, 2 vol.

De Barante : *Souvenirs (1782-1866)*, 8 vol. in-8°. Paris, 1890-1901; BN. Ln²⁷ 39184.

Odilon Barrot : *Mémoires posthumes*, 4 vol. Paris, 1875-1876, in-8°; BN. La³⁸ 49.

P. de Béranger : *Correspondance*, recueillie par P. Boiteau. Paris, 1860, 4 vol. in-8°; BN. Z 41649-41652.

Boucher de Perthes : *Sous dix rois*, t. III à VI. Paris, 8 vol. in-12, 1863-1868; BN. Ln²⁷ 2531.

Duc de Broglie : *Souvenirs (1785-1870)*, 4 vol. Paris, 1886, in-8°.

Cuvillier-Fleury : *Journal et correspondance intime*, 2 vol., 1903.

Dupin aîné : *Mémoires (1815-1848)*, 4 vol. Paris, 1855-1861, in-8°.

De Falloux : *Mémoires d'un royaliste*, 2 vol. Paris, 1888, in-8°.

Gisquet : *Mémoires de M. Gisquet, ancien Préfet de police, écrits par lui-même*. Paris, 1840, 4 vol. in-8°, BN. 8° Lb⁵¹ 42.

Guizot : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Paris, 8 vol., 1858-1867, in-8°; BN. 8° La³⁸ 30.

Guizot : *Complément des Mémoires de mon temps*. Paris, 1863, in-8°; BN. 8° La³⁸ 30 A.

Henri Heine : *De la France*. Paris, 1857, 1 vol. in-8°; BN. 8° Lb⁵¹ 1543.

Henri Heine : *Lutèce*. Paris, 1855, in-8°; BN. 8° Li³ 189.

La Fayette : *Mémoires, correspondance et manuscrits publiés par sa famille*, 6 vol., Paris-Londres, 1837-1838. in-8°.

De Lamennais : *Correspondance*. Paris, 1859, 2 vol. in-8°, dans les *Œuvres Posthumes*; BN. 8° Z. 4963.

Martin Nadaud : *Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon*. Bourgneuf, 1895, in-8°.

Proudhon : *Correspondance*. Paris, 1874-1875, 14 vol. in-8°.

Raspail : *Lettres sur les prisons de Paris*. Paris, 1839, 2 vol. in-8°.

De Reiset : *Souvenirs de 1814 à 1836*. 3 vol., 1900-1902.

George Sand : *Histoire de ma vie*. 20 vol. in-8°, Paris, 1854-1855.

Mémoires du baron Sers (1786-1862), publiés par H. Sers et R. Guyot. Paris, 1906, in-8°.

D^r L. Véron : *Mémoires d'un bourgeois de Paris*. Paris, 1853-1855, 6 vol. in-8°; BN. Lb²⁷ 20262.

7. — Recueils d'écrits et de discours, etc.

Berryer : *Discours*, 5 vol. Paris, 1872-1874, in-8° (t. I-V des *Œuvres*).

A. Carrel : *Œuvres politiques et littéraires*. Paris, 1857-1859, 5 vol. in-8°; BN. Z. 44827-44831.

L.-M. Cormenin : *Pamphlets anciens et nouveaux*. Paris, Pagnerre, 1870, in-8°; BN. Z. 46212.

Jules Favre : *Mélanges politiques, judiciaires et littéraires avec une préface et des notes par P. Maritain*. Paris, in-8°, 1882; BN. 8° Z. 1845.

Paris Révolutionnaire, 1833-1834, 4 vol. in-8°, reliés en 2 vol.; BN. 8° Lk⁷ 6509.

Pierre Leroux : *La grève de Samarez (L'Espérance*, 1^{re}, 2^e et 4^e livr.), Jersey, in-4°; 1^{er} livr., mai 1858; 2^e livr., juill. 1858; 4^e livr., janv. 1859.

Thiers : *Discours*, 16 vol. in-8°. Paris, 1879-1889.

Voyer d'Argenson : *Discours parlementaires*. Paris, 1845, 2 vol.

III

TRAVAUX

1. — Histoire générale.

Vict. du Bled : *Histoire de la monarchie de 1830 à 1848*, 2 vol. in-8°. Paris, 1879.

H. Bouteiller : *Histoire des milices bourgeoises et de la Garde nationale de Rouen*. Rouen, 1850, in-8°; BN. Lf¹³³ 16.

Ferd. Buisson : *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*. Paris, Hachette, 1882-1893, 2 part. en 5 vol. et 2 suppléments. gr. in-8°; BN. 49 R. 726 (Art. Ass. polytechnique).

A. Calmon : *Histoire parlementaire des Finances de la monarchie de juillet*, t. I-III (continué par Calmon-Maison, t. IV). Paris, 1895-1899, 4 vol. in-8° BN. Lb⁵¹ 5196. (C. R. in *Rev. Hist. Mod.*, 99-00, t. I, p. 501).

L. de Carné : *Histoire du Gouvernement représentatif en France (1789-1848)*. Paris, 1855, 2 vol.

Créteineau-Joly : *Histoire de Louis-Philippe et de l'Orléanisme*, 2 vol., in-8°, 1862-1863; BN. Lb⁵¹ 4530.

A. de Faget de Casteljau : *Histoire du droit d'association de 1789 à 1901* (Thèse de Droit). Paris, 1905, in-8°; BN. 8° F. 17618.

M. Deschamps : *Les sociétés secrètes et la société*, 3 vol. in-8°. Avignon-Paris, 1882 (6^e édit.).

Georges Dumont : *Histoire de l'association polytechnique et du développement de l'instruction populaire en France*, in-4° (gr.). Paris, Chaix, 1880.

E. Fournière : *Le règne de Louis-Philippe*, t. VIII de l'*Histoire socialiste*, publiée sous la direction de J. Jaurès. Paris, J. Rouff, 1906, in-4^o.

O. Gréard : *La législation de l'instruction primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris, 1874, 3 vol. in-8^o : I, de 1789 à 1848; II, de 1848 à 1874; III, table analytique; 1889-1902, 2^e édit., 7 vol.

E. Hamel : *Histoire du règne de Louis-Philippe*. Paris, 2 vol. in-8^o, 1889-1890.

Ernest Lavisse : *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la Paix*, t. V : *La Monarchie de Juillet*, par C. Charléty. Paris, Hachette, édit.

Ch. Lesur : *Annuaire historique et universel* (1 vol. par an), années 1830 à 1836.

A. Nettement : *Histoire de la littérature française sous le gouvernement de juillet*. Paris, 2 vol. in-8^o, 1876.

V. de Nouvion : *Histoire du règne de Louis-Philippe*, 4 vol. in-8^o. Paris, 1857.

Horace Raisson : *Histoire populaire de la Garde nationale de Paris, juillet 1789-juin 1832*. Paris, 1832, in-8^o; Lf¹³³ 11.

Ch. Seignobos : *Histoire politique de l'Europe contemporaine*. Nouv. édition. Paris, 1924. Colin, 2 vol. gr. in-8^o.

H. Taine : *Les origines de la France contemporaine*, 6 vol. in-8^o. Paris, 1876-1893.

Paul Thureau-Dangin : *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Paris, 1892, 7 vol. in-8^o; BN. Lb⁵¹ 5144.

I. Tchernoff : *Le parti républicain sous la Monarchie de Juillet*. Formation et évolution de la doctrine républicaine. Paris, in-8^o, 1901; BN. Lb⁵¹ 5235.

G. Weill : *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, nouv. édition. Paris, 1928, in-8^o (1^{re} édition : BN. La³⁸ 74).

— *La France sous la monarchie constitutionnelle (1814-1848)*, 2^e édit., 1912, in-16; BN. 8^o La³⁸ 85.

— Les républicains et l'enseignement sous Louis-Philippe (*Revue internationale de l'Enseignement*, 15 janvier 1899).

2. — Histoire des idées et des mœurs, et du mouvement social.

Alazard : Le mouvement politique et social à Lyon, entre les deux insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834 (*Revue d'hist. moderne*, 1911).

Ch. Andler : *Le manifeste communiste de Karl Marx et F. Engels*, t. II; *Introduction historique et commentaire*. Paris, 1901, in-16; BN. 8° R. 17152.

A. Bardoux : *La Bourgeoisie française (1789-1848)* 1 vol. in-8°. Paris, 1886.

Charles Benoist : *La crise de l'État moderne*. 2^e partie : L'organisation du travail, t. II : l'espèce, l'ouvrier, la classe ouvrière. Paris, Plon-Nourrit, 1914.

G. et H. Bourgin : *Le socialisme français de 1789 à 1848* (Collection l'*Histoire par les Contemporains*). Paris, 1912, in-16, VIII-111 p.

H. Bourgin : *Fourier* (voir biographies).

M. Buffenoir : Le fourierisme à Lyon (1832-1848), *Revue d'histoire de Lyon*, 1913.

Hippolyte Castille : *Les hommes et les mœurs en France sous le règne de Louis-Philippe*. Paris, 1853 in-8°, XII-383 p. BN. Lb⁵¹ 79.

S. Charléty : *Histoire du Saint-Simonisme (1825-1864)*. Paris 1896, in-16.

A. Espinas : *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution*. Paris, Alcan, 1898, in-8°; BN. 8° R. 17041.

O. Festy : L'insurrection de Lyon en 1831 d'après des documents inédits. *Annales des Sciences politiques* (1910).

— Le mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet (1830-1834) 1908 (*Bibl. d'hist. moderne*, t. II, fasc. III).

E. Fournière : *Les théories socialistes au XIX^e siècle, de Babeuf à Proudhon*. Paris, 1904, in-8°; BN. 8° R. 19193.

John Grand-Carteret : *Les mœurs et la caricature en France*. Paris, s. d. in-4° BN. 4° L¹ 51.

H. Hauser : Les coalitions ouvrières et patronales de 1830 à 1848. *Rev. Socialiste*, 1901, t. XXXIII, p. 539-548.

G. Isambert : *Les idées socialistes en France de 1815 à 1848*. Paris, F. Alcan, 1905, in-8°.

Otto Karmin : L'influence du symbolisme maçonnique sur le symbolisme révolutionnaire, in *Rev. histor. de la Révolution Française*, 1910, t. I, p. 176 et suiv.

Levasseur : *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*. 2^e édit., 1904, 2 vol. in-8°.

Benoît Malon : *Histoire du socialisme depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Paris, Derveaux, 1884, 5 vol. in-4°.

G. Morange : *Les idées communistes dans les sociétés secrètes et dans la presse sous la Monarchie de Juillet*, Paris, in-8°, 1905.

J. Prudhommeaux : *Étienne Cabet et les origines du communisme icarien* (voir biographies).

G. Sencier : *Le Babouvisme après Babeuf, sociétés secrètes et conspirations communistes (1830-1848)*. Paris, 1912, in-8° (thèse de droit).

G. Weill : *L'Ecole Saint-Simonienne, son histoire, son influence jusqu'à nos jours*. Paris. F. Alcan, 1896, 1 vol. in-16.

G. Weill : *Un précurseur du socialisme : Saint-Simon et son œuvre*. Paris, Perrin 1894.

3. — Histoire de la presse.

D'Avenel : *Histoire de la presse depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris, 1900, in-8°, 884 pages BN. Lc¹ 69.

E. Auxionnat : *Quelques pages d'histoire locale, l'imprimerie, la librairie et la presse à Gisors de 1779 à 1908*. Gisors, 1908, in-16; BN. 8° Q. 3657.

C. de Batines et Olivier Jules : *Bibliographie et recueils périodiques du Dauphiné* (dans : *Mélanges biographiques et bibliographiques relatifs à l'histoire littéraire du Dauphiné*). Valence 1837, in-8°; BN. Ln²⁰ 54.

Bibliographie de la France. Années 1831, 1832, 1833, 1834.

Bresson et Bourgoïn : *Progrès de la presse périodique depuis 1831*. Paris, 1831, in-8°, 45 p. BN. Lb⁵¹ 4665.

— *Rapport sur la presse périodique départementale pendant les huit premiers mois de 1832*. Paris, 1832, in-8°; 58 p. BN. Lb⁵¹ 5162.

J.-B. Carnaudet et F.-A. Hesse : *Recherches sur les périodiques de la Haute-Marne*. Paris 1861, in-8°; BN. Rés. Lc¹ 24.

Paul Dupont : *Histoire de l'imprimerie*, 2 vol. in-4°, 1854; BN. Q. 1167-1168.

Léon Emblard : *Les imprimeurs et les journaux à Valence*, in *Bull. de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*. T. XXXVI, 1902, p. 49-56.

Faustin Hélie : *Du jury appliqué aux délits de la presse*. Paris, 1834, in-8° pièce. BN. Lb⁵¹ 4771.

A. Germain : *Le martyrologe de la presse*, 1861, in-18; BN. 8° Lc¹ 52.

E. de Girardin : *Les droits de la pensée (1830-1864)*. Paris, Servière, 1864, in-8°; BN. La³⁹ 10.

Fernand Giraudeau : *La presse périodique de 1789 à 1867, lettres au rédacteur de « l'Étendard »*. Paris, 1867, in-8°; BN. 8° Lc¹ 29.

Guyot de Fère : *Liste des journaux de Paris en 1834. Statistique des lettres et des sciences*. 2 tomes en 1 vol. in-8°; BN. Z 50141-50142.

E. Hatin : *Bibliographie historique et critique de la presse française*. Paris, 1866, in-8°; BN. Q. 5254.

— *Histoire du journal en France*. Paris, 1846, in-16; BN. Lc¹ 1 (2^e édition 1853, même cote).

— *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, avec une introduction historique sur les origines du journal, 1859-1861, 8 vol. in-12 (t. VIII).

Le livre du centenaire du Journal des Débats 1789-1889. Paris, in-4°, 1889.

René Kewiler : *Essai d'une biographie des publications périodiques de la Bretagne*. I. Département du Morbihan; II. des Côtes-du-Nord; III. du Finistère; IV. de la Loire-Inférieure. 4 fasc. in-8°; Rennes, 1884-1898.

Labadie : *Bibliographie de la presse Bordelaise*, 1910.

Labot et Degravier : *Abrégé de la statistique universelle de la*

presse périodique en France et à l'étranger. Librairie A. Belin. Avril 1833; B. N. G 6916, in-4°.

G. Lavalley : *Bibliographie des journaux normands qui se trouvent à la bibliothèque municipale de Caen*. Caen, 1910, in-8°; BN. 8° Lc¹ 73.

— *Études sur la presse en Normandie : L'Ami de la Vérité* (3 mars 1831-2 octobre 1835). Paris, 1901, in-8°; BN. 8° Lc¹ 73.

Lépreux : *Bibliographie de la presse périodique du département du Nord*. Douai, 1896, 2 vol. in-8°.

F. Libaudière : *La presse à Nantes sous la Restauration et les Mangin*. In *Annales de la Société Académique de Nantes*, 8°-s., t. I, 1903, in-8°, p. 152-167.

F. Mège : *Journaux et périodiques de la Basse Auvergne*. Clermont, 1869, in-12.

Émile Mermet : *La presse, l'affichage et le colportage. Histoire et jurisprudence comprenant la nouvelle loi sur la presse du 21 juillet 1881*. Paris, 1881, in-12.

E. Merson : *La liberté de la presse sous les divers régimes*. Paris, 1874, in-8°; BN. Lb⁵⁷ 4657.

L.-A. Meunier : *Du journalisme d'opposition*. Rouen, 1833. Paris, in-8°; pièce. BN. Lb⁵¹ 1963.

Milsand : *Etude bibliographique de journaux publiés à Dijon*. Dijon, 1861, in-8°.

Cl. Nisard : *Histoire des livres populaires ou de la littérature de colportage*. Paris, 2 vol. in-8°, 1854.

M. de Pradt : *De la presse et du journalisme*. Clermont, 1832, in-8°; BN. Lb⁵¹ 4688.

V. Rodde : *Almanach populaire et politique. Esprit du « Bon Sens », ou extraits des articles publiés dans ce journal, du 29 juillet au 31 décembre 1832*. Paris, 1833, in-8°; BN. Lc²² 105.

H. Rousset : *La presse à Grenoble, histoire et physionomie 1700-1900*, Grenoble, in-8°, 1900.

Ed. Texier : *Histoire des journaux. Biographie des journalistes, contenant l'histoire politique, littéraire, industrielle, pittoresque et anecdotique de chaque journal publié à Paris, et la biographie de ses rédacteurs*. Paris, 1850, in-18; BN. Lc¹ 12.

A. Vingtrinier : *Histoire de l'imprimerie à Lyon, de l'origine jusqu'à nos jours*, Lyon, 1894, in-8°.

G. Weill : *Les journaux ouvriers à Paris 1830-1870*. *Rev. d'Histoire moderne*, IX, 89-103.

Nouvelles idées concernant les journaux... Paris, mars 1832, in-4°; pièce. Lb⁵¹ 4687.

4. — Biographies.

Ambert : *Portraits républicains*, Armand Carrel, G. Cavaignac, A. Marrast, le colonel Charras. Paris, in-18, 1870; BN. Ln² 180.

Philibert Audebrand : *Nos révolutionnaires*, 1830-1880. Paris, in-8°, 1886; BN. La³⁹ 29.

De Barante : *Etudes historiques et biographiques*. Paris, 2 vol., 1857. BN. Ln¹ 62.

Victor Bouton : *Profil révolutionnaires*, par un crayon rouge. Paris, 1848-49, gr. in-8°; BN. Lb⁵² 8.

H. Bourgin : *Fourier*, Paris, 1905, in-8°.

Étienne Charavay : *Le général Lafayette (1757-1834)*. Paris, 1898, in-8°.

A. Douarche : *Michel de Bourges et le parti républicain*. Bourges, gr. in-8°, 1882.

Gustave Geffroy : *L'Enfermé*, avec le masque d'A. Blanqui. Paris, 1897, in-18; BN. 8° Ln²⁷ 44423.

Magon-Barbaroux : *Michel de Bourges*, Marseille, in-8°, 1897.

E. de Mirecourt : *Les Contemporains*. Paris, 1854-1858, 100 numéros in-32. — N° 56, Raspail; n° 30, Arago; n° 91 Blanqui; n° 94, Cormenin; n° 96, Barbès.

J. Prudhommeaux : *Etienne Cabet et les origines du communisme icarien*. Nîmes, 1907, 1 vol. in-8° (thèse de lettres).

G. Sarrut et B. Saint-Edme : *Biographie de Garnier-Pagès, député de la Sarthe*. Paris, in-8°, 1841.

J. Saint-Martin : *Raspail*, 1878, Montpellier, in-32.

Jules Troubat : *Un lutteur des temps héroïques, F.-V. Raspail (1794-1878)*. Paris, 1907, in-8°; Ln²⁷ 52992.

G. Weill : Philippe Buonarroti (1761-1837). *Rev. historique*, 1901, t. LXXVI, p. 241-275.

Obsèques de G. Cavaignac : Discours prononcés sur sa tombe par MM. Ledru-Rollin, F. Flocon, Guinart, Trelat, L. Blanc. Paris, 1845, in-8°; pièce. BN. Ln²⁷ 3724.

Biographie de quelques futurs grands hommes par un petit homme passé (signé : Ch. Rey). Paris, Delaunay, 1834, in-8°; BN. Ln² 81.

5. — Histoire locale.

Jules Andrieu : *Bibliographie générale de l'Agenais*. Paris, A. Picard, 1886-1891, 3 vol. in-8°; BN. 8° Q. 1178.

J.-X. Carré de Busserolle : *Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire, et de l'ancienne province de Touraine*. Tours, 1878-1884, 6 vol. in-8°, un tome VII et supplément, Tours, 1888.

S. Charléty : *Bibliographie d'histoire de Lyon*, 2^e partie, 1789 à nos jours. Lyon et Paris, in-8°, 1903; BN. Z. 13523.

L. Delayant : *Histoire du département de la Charente-Inférieure, La Rochelle*, 1872, in-8°; BN. 8° Lk⁴ 1280.

Eug. Dramard : *Bibliographie géographique et historique du Boulonnais*. Paris, 1868, in-8°.

Eug. Dramard : *Bibliographie géographique et historique de la Picardie*. Paris, 1869, in-8°, t. I^{er}.

Ch. M. Laurent : *Histoire de la Bretagne Républicaine depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris, s. d., in-8°; 8° Lk² 3403.

G. Lebas : *Histoire de la ville de Dieppe (1830 à 1875)*. Dieppe, 1900, in-8°; BN. 8° Lk⁷ 32982.

Roger Lévy : *Le Havre entre trois révolutions (1789-1848)*. Paris, 1912, in-8°; BN. 8° La³² 845.

Félix Libaudière : *Histoire de Nantes sous le règne de Louis-Philippe*. In *Annales de la Société Académique de Nantes*, 1897, 7^e sér., t. VIII, p. 79-167; 1898, 7^e sér., t. IX, p. 111; 1899, 7^e sér., t. X, p. 11.

A. Vingtrinier : *Catalogue de la Bibliothèque Lyonnaise de M. Coste*. Lyon, 1853, 2 vol. in-8°.

ABRÉVIATIONS¹

AN. = Archives Nationales.

BN. = Bibliothèque Nationale.

AG. = Archives historiques du Ministère de la Guerre.

p. = *page*, s'il s'agit d'une référence à un imprimé et *pièce*,
s'il s'agit d'une référence à des archives manuscrites.

l. = *liasse*.

d. = *dossier*.

reg. = *registre*.

Corr. gén. ou Corr. gén. = Correspondance générale.

1. Il s'agit des abréviations employées dans les notes de bas de pages.

LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE DE JUILLET 1830 A JUIN 1832

En délivrant la nation du joug des Bourbon, en faisant espérer, sous le gouvernement des Orléans, un régime de libertés inconnu depuis longtemps, la Révolution de 1830 ouvre une période de renouveau intellectuel et politique intense. Les partis, tenus en laisse sous l'Empire et la Restauration, peuvent donner désormais libre cours à leur activité contenue. Entre tous, le parti républicain prend un essor considérable. A peu près inorganique dans les dernières années du règne de Charles X, embryonnaire à peine durant les journées de Juillet, il laisse s'installer sur le trône le « roi des barricades », parce qu'il n'est pas « en force¹, » et

1. « Vous avez tort de nous remercier disait Cavaignac à Duvergier de Hauranne; nous n'avons cédé que parce que nous n'étions pas en force. Il était trop difficile de faire comprendre au peuple qui avait combattu au cri de « Vive la Charte, » que son premier acte après la victoire devait être de s'armer pour la détruire. Plus tard, ce sera différent. » Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire*, t. X, p. 651.

parce qu'aussi on lui a promis que Louis-Philippe serait « la meilleure des Républiques. » C'est pourquoi les deux années qui suivent la Révolution sont, pour lui, une période d'attente. C'est pourquoi aussi, pendant ce laps de temps, son action n'a ni la méthode, ni la vigueur, ni l'ampleur qu'on aurait pu attendre d'un groupe qui possède un grand passé et une tradition fortement établie. Mais les événements viennent rapidement le détromper. Les journées de Juin consomment sa rupture avec la Monarchie et donnent à son effort une orientation toute nouvelle. Alors commencent trois années d'une propagande acharnée et originale. Tout change ou se précise en elle : ses moyens se développent, son organisation se rationalise, le milieu où elle s'exerce s'élargit, la doctrine qui la soutient s'épure et prend corps, sa forme devient plus souple et s'adapte aux circonstances. Aussi, quand le procès des accusés d'Avril vient l'interrompre et semble-t-il, la briser net, est-il trop tard pour le Juste-Milieu : la République est déjà née.

*
* *

Ce sont les organisations sorties des barricades qui ont fourni à l'armée républicaine, encore mal dégagée de la masse de l'opposition, ses premiers cadres et ses premiers moyens de propagande. Au lendemain de Juillet, dans le grand enthousiasme de la liberté reconquise, une foule de clubs et de sociétés populaires réunissant les débris de la Charbonnerie, sont éclos au grand jour sur le modèle offert par les clubs de la grande Révolution. Deux groupes se distinguent immédiatement des autres en ce qu'ils comprennent surtout les mécontents : l'un, *la Société des Condamnés politiques* se recrute parmi les libéraux victimes de leurs principes sous la Restauration, l'autre, formé par les

Réclamants de Juillet marche à la suite d'O'Reilly et « réclame » la récompense des services rendus en 1830. Avec ses 5 000 adhérents, il est peut-être le plus important de tous. Dans un autre ordre d'idées, voici les Associations d'étudiants : Sambuc, à la tête de la *Société de la Liberté de l'Ordre et des Progrès* veut rendre au peuple l'exercice de sa souveraineté, au besoin avec l'aide du fusil et des cartouches que doit posséder obligatoirement chacun des membres du groupe¹. L'*Association des Écoles* avec Dufraisse et Lhéritier se propose l'abolition de l'Université, l'éducation

1. On a en général peu de renseignements précis sur ces diverses Sociétés. Cependant les débats du procès d'avril 1831 nous fournissent quelques détails sur la Société de Sambuc. Elle s'appelait *Société de la Liberté, de l'Ordre et des Progrès*, et non comme on le dit communément *Société de l'Ordre et du Progrès*. D'après Sambuc elle aurait eu pour but simplement de « préparer les travaux nécessaires pour fonder une Société des Écoles. » Guidé par l'exemple d'autres pays, il voulait donner aux étudiants « des moyens réguliers de faire connaître leurs désirs » et il expose ses idées dans une brochure *Aux Étudiants, sur les derniers événements et sur la nécessité d'avoir recours à un modèle régulier d'organisation et d'expression*.

Mais les papiers saisis chez lui et chez d'autres accusés du procès d'avril 1831 montrent que la Société avait un but nettement politique. Dans le règlement particulier on lit que les membres de cette association veulent « obtenir toutes les conséquences » de la « glorieuse révolution »... « par tous les moyens compatibles avec l'honneur.... »

Le journal personnel de Sambuc, de son côté, contient, à la date du 17 décembre, un projet de Gouvernement provisoire.

Sambuc, lui-même, sans vouloir avouer, reconnut cependant que la Société fut « détournée de son but par des influences auxquelles il était difficile d'échapper. »

La Société comptait une trentaine d'adhérents seulement, dont un horloger. Elle se constitua le 11 ou 12 décembre 1830, tint huit ou neuf séances à son siège, 22, rue des Grès, et se sépara au début de janvier 1831.

Elle eut des relations étroites avec les *Amis du peuple* : Sambuc rendit de fréquentes visites à Trélat. (*Procès des dix-neuf citoyens accusés de complot tendant à remplacer le Gouvernement royal par la République*. Paris. Prévot, édit. 1831.)

gratuite, obligatoire et laïque. D'autres clubs, les *Amis de la Patrie*, les *Francs régénérés*, la *Société Gauloise* de Thielmans sont de véritables sociétés militaires, hiérarchisées, organisées uniquement en vue de conspirer. Enfin, on peut ranger à part l'*Union* qui poursuit à peu près le même but que l'étudiant Sambuc, mais qui ne paraît pas avoir un caractère aussi agressif¹. Tous ces groupements sont, en général, plus remuants que nombreux, plus bruyants que réellement forts. Plus que des réunions d'étude ou de propagande, ce sont des organisations de combat ou des syndicats de secours mutuels. En outre, ils ne sont pas « purs. » Quelques-uns, entre autres la *Société Gauloise*, comprennent même des carlistes à côté des républicains. Enfin leur rayon d'action est très limité. Hors Paris, il n'ont pas d'influence².

Bien différentes sont d'autres sociétés comme la *Société Constitutionnelle*, les *Associations Nationales*, *Aide-toi le ciel t'aidera*. La première date de juillet 1830. Elle compte parmi ses membres des gens comme Lasteyrie, le fondateur, Drouineau, Berville, d'Épagny, Durozoir, Cauchois-Lemaire. Dès sa fondation elle avait eu un organe, *Le Patriote*, disparu d'ailleurs aussitôt que né.

Comme son nom l'indiquait, elle se proposait la défense de la Constitution, c'est-à-dire de la Charte révisée. Elle voulait éclairer l'opinion, développer les principes de Liberté

1. Archives du Ministère de la Guerre : *Correspondance générale* (décembre 1832). « Entre autres Associations révolutionnaires de Paris une Société de « l'Union » s'est formée l'an dernier et tient ses séances rue Bergère. C'est un vrai club républicain.

« Le dimanche 2 de ce mois on y a remarqué plusieurs réfugiés étrangers et particulièrement un général espagnol et un général italien. » (Lettre du Ministère de l'Intérieur, 15 décembre 1832.)

2. On trouve quelques renseignements sur ces Sociétés éphémères dans : Louis Blanc, *Histoire de Dix ans*, t. II, chap. ix; Gisquet, *Mémoires*, t. I, chap. xv; De la Hodde, *Histoire des Sociétés secrètes*, p. 26.

et d'Égalité sanctionnés par la Révolution de Juillet. Elle demandait l'abolition de la pairie, la suppression des monopoles, la réforme de l'impôt, et une réforme électorale prudente. Aux réunions de la Société centrale, aucun orateur bien sérieux ne se faisait entendre. Il y régnait « un ordre et un ton décents¹. » En province, quelques groupes affiliés s'étaient formés, notamment en Seine-et-Oise², dans la Côte-d'Or³, mais ils ne furent jamais nombreux et s'éteignirent, semble-t-il, avec la société, dès 1831.

C'est précisément au début de cette année que, sur plusieurs points du royaume, se créèrent les *Associations Nationales*. Elles entendaient « assurer l'indépendance du pays et l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons. » Tous les associés s'engageaient « sur la vie et sur l'honneur, à combattre, par tous les moyens personnels et pécuniaires, l'étranger et les Bourbons et à ne jamais transiger avec eux. » Beaucoup de députés de la gauche, beaucoup de militaires, beaucoup de fonctionnaires accoururent, en masse, grossir les rangs de la nouvelle société qui comptait, dans son comité, Armand Carrel, Béranger, Salverte. En mars 1831, elle existait dans 41 départements⁴. Partout elle avait créé des foyers d'opposition. Un des premiers-nés, et des plus importants, se trouvait à Metz où l'association était en hostilité déclarée avec les adminis-

1. *Les Sociétés populaires de 1830*, par un négociant, officier de la garde nationale. Bibl. Nat., Lb⁵¹ 225.

Cf. aussi : Louis Blanc, *op. cit.*, t. II, chap. ix.

La Société publia quelques manifestes, notamment sur le projet de loi électorale (BN. Lb⁵¹ 334) sur la liste civile (BN. Lb⁵¹ 361).

2. BN. Lb⁵¹ 557. Société constitutionnelle de Versailles. *De la circulaire du préfet du 19 mars 1831 sur les Associations Patriotiques*.

3. AN. BB¹⁸ 1337. Société constitutionnelle de Seurre, *Règlement*, daté du 20 décembre 1830.

4. *Le National*, 25 mars 1831.

trations locale et centrale. Bouchotte, Charpentier y sollicitaient le renversement du ministère Périer comme contraire à l'indépendance de la France¹.

Ces deux associations, l'une constitutionnelle, l'autre nationale, ne sont pas encore franchement républicaines. Ce sont surtout des hommes du *Mouvement* qui les composent, mais elles expriment déjà, respectivement, les deux parties essentielles du programme républicain, le développement des principes de Juillet, et la revanche des Traités de 1815. Elles ont servi d'écoles de préparation, elles ont formé les cadres. C'est dans leur sein, par exemple, que des gens comme Thierry, Tisserandot qui deviendront deux militants de la province², ont fait leur éducation.

Ce sont de véritables associations pré-républicaines. Elles se distinguent, en outre, des groupements similaires, en ce qu'elles ont essayé d'organiser la province. En sorte que, dès leur disparition en 1831³, les bases du programme et de l'organisation républicaine étaient posées.

1. AN. BB¹⁸ 1319. Il paraît même s'être formé, sous la direction de Metz, une *Union des départements de l'Est pour la défense de la patrie*, en février 1831. La Moselle, à elle seule, fournit 1 200 membres. 800 assistaient à l'assemblée générale du 20 mars.

Cf., pour la Seine, dans BB¹⁸ 1319, le *Journal du Commerce* du 14 mars 1831; pour l'Oise BN. Lb⁵¹ 551; pour le Rhône, Lb⁵¹ 552; pour la Côte-d'Or, Lb⁵¹ 553; pour l'Alsace, Lb⁵¹ 554; pour le Lot, Lb⁵¹ 555; pour l'Aude, Lb⁵¹ 556, etc.

Il se forma même, sur cet exemple, une *Association nationale belge* pour assurer l'indépendance du pays et l'exclusion perpétuelle de la maison de Nassau (AN. BB¹⁸ 1319, *L'Indicateur de l'Est*, 7 avril 1831).

2. AN. BB¹⁸ 1337, déjà cité.

3. Elles disparurent sur l'injonction de Casimir Périer qui interdit aux fonctionnaires toute affiliation à ces associations. Malgré la résistance de l'opposition, à la séance de la Chambre du 29 mars 1831, la victoire resta au Ministère. Des fonctionnaires furent révoqués, notamment Delaborde et Odilon Barrot. Cf. Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 416.

Un peu dans le même genre, mais plus stable, plus accentuée, nous apparaît *Aide-toi le ciel t'aidera*. A vrai dire, cette société avait été plutôt la cause que le produit de la révolution de Juillet, mais elle s'était complètement transformée au lendemain des « Trois Glorieuses. » Fondée en 1827 par une fusion des rédacteurs du *Globe* avec des patriotes de la loge des *Amis de la Vérité*, elle s'occupait d'abord des élections. Après la Révolution, elle ne négligea pas son but primitif, mais elle prit, en plus, une direction nouvelle. Le Comité se proposa de faciliter à nos voisins l'imitation de notre exemple, en envoyant des secours aux réfugiés espagnols, en formant un sous-comité pour la Belgique. Il voulait également développer le droit de pétition, tendre par de constants efforts à l'émancipation politique de la jeunesse, favoriser tout ce qui pourrait donner au « Patriotisme » la place qu'il méritait¹.

Pour ces divers objets, il fonda en septembre 1830 trois commissions, une pour les élections et la correspondance, une pour l'intérieur, et une pour l'extérieur. Ses membres les plus influents étaient au début, Decrussy, Thomas, Baseède, Boinvilliers, Berville, Dupont, Garnier-Pagès, « tous gens de mérite et de probité », et surtout Marchais, le secrétaire général, l'âme de la société, sur qui la police avait l'œil, « le terrible Marchais, que l'on attendait, armes chargées, et la baïonnette au bout du fusil » et qui se trou-

1. Tchernoff dans *Le parti républicain sous la Monarchie de Juillet*, se trompe quand d'après le *Rapport du Comité* à l'assemblée de février 1833 (Lb⁵¹ 1713) il dit que la tâche de l'Association consistait « à soutenir » les journaux patriotes des localités, à en établir où il manquait... à subvenir au paiement des amendes, » etc.

Ce que dit le Rapport, c'est que *Aide-toi* a poussé de toutes ses forces ses membres provinciaux à former de nouvelles associations ayant ce but, mais sans « empiéter » sur leurs attributions.

vait en réalité « d'une fort petite taille » avec « une figure des plus douces¹. »

Ce qui constituait l'originalité de cette association, c'est qu'elle était très solidement assise en province. Des comités départementaux existaient un peu partout fortement reliés au comité central². En outre elle était certainement la plus nombreuse, comptant des membres « par centaines. » Enfin elle publiait de courtes brochures qu'elle lançait à travers toute la France et qui, répandues à bas prix, devaient éclairer l'opinion et favoriser l'éducation du peuple³.

Malheureusement, comme ses délibérations étaient secrètes, elle n'avait aucun contact avec ce peuple⁴. De plus, elle n'était pas uniquement composée de républicains. On y rencontrait beaucoup de membres de la gauche dynastique, même après le départ de Thiers. A l'assemblée de novembre 1832, on voit encore, à côté de Carrel, de Dupont, de Garnier-Pagès, qui sont républicains, Chatelain, le rédacteur en chef du *Courrier*, monarchiste libéral, et Cauchois-Lemaire qui, sans être tout à fait républicain, n'est plus tout à fait gauche dynastique⁵.

Une seule association était vraiment républicaine, la *Société des Amis du peuple*. C'est le 30 juillet 1830, qu'elle

1. Sur cette Association de 1830 à 1832, voir *Les Sociétés Populaires de 1830* par un Négociant et Documents pour servir à l'histoire des Sociétés Populaires sous la Monarchie de Juillet, publiés par H. Duval, dans *La Révolution de 1848*, 1915-1916, t. XII, p. 373.

Cf. aussi Georges Weill, *Histoire du parti Républicain en France*, p. 74 et 75 et Tchernoff, *Le parti républicain sous la Monarchie de Juillet*.

2. *Rapport du Comité*, à l'Assemblée générale de novembre 1832. D'après ce rapport 35 départements comptaient des groupements affiliés (BN. Lb⁵¹ 1584).

3. Par exemple les *Comptes rendus des réunions législatives de 1832 et 1833*, avec des indications sur les députés (BN. Lb⁵¹ 1848).

4. *Les sociétés populaires de 1830*, cité.

5. *Rapport* à l'Assemblée de Novembre 1832, cité.

avait pris naissance, sous l'impulsion, semble-t-il, de quelques rédacteurs de la partie du journal *Le Pour et le Contre*¹ intitulée la *Révolution*, réunis à quelques amis dans les salons Lointier, restaurant politique des premiers jours de la Révolution.

La société attirait à elle toute l'élite du parti républicain. Cavaignac, Marrast, Buchez, F. Avril, Antony Thouret, Guinard, Charles Teste, Blanqui, Plagniol, Fazy en firent partie. Hubert, ancien notaire de banlieue, puis Trélat², puis Raspail³, la présidèrent. On se réunit d'abord dans les bureaux de *La Révolution*, puis très vite, dès le milieu d'août au vaste manège Pellier offert par son propriétaire Caffin d'Orsigny⁴. Ce cadre nouveau convenait à merveille au caractère démocratique de la société. Là point de fauteuils, des chaises de paille fort simples. Pour le bureau, deux ou trois planches étendues sur deux bancs. Pour le public, une simple corde tendue d'un mur à l'autre, derrière lequel il se tenait debout. « Sous le rapport de l'aspect et de la décoration, ainsi que par l'analogie des circonstances, le manège Pellier était le Jeu de Paume de la Révolution nouvelle⁵. » La société se fit tout de suite remarquer par sa violente affiche de septembre, qui dénonçait les misères des ouvriers et l'égoïsme de « l'aristocratie bourgeoise » et dont la publication entraîna la démission retentissante de François de Corcelle. Dans une lettre publique ce dernier dénonça le « jacobinisme d'imagination » des républicains, les divisions

1. Hatin, *Bibliographie de la presse parisienne*, p. 372. Le journal avait deux rédactions distinctes. La partie royaliste était dirigée par Achille de Jouffroy, la partie libérale par Plagniol.

2. En décembre 1830.

3. En mai 1831, Cf. Raspail, *Lettres sur les prisons de Paris*, XXIV^e Lettre.

4. *Les Sociétés populaires de 1830*, cit., p. 28.

5. Raspail, *op. cit.*, XXIV^e Lettre, p. 301-302.

qui les déchiraient, le vague de leur doctrine. « Vous n'avez pas de doctrine dirigeante, ajoutait-il, vous êtes constitués de manière qu'à défaut de principes unanimement adoptés, aucun règlement ne pourrait rallier vos esprits et donner à vos travaux un but réel, une moralité pratique¹. » Pourtant, ce n'était pas la bonne volonté qui manquait dans la société ni dans ses réunions. Les séances se tenaient généralement dans une atmosphère paisible.

« Convaincue que, pour être utile, elle devait former son instruction politique, la société s'était divisée en différents Comités, tels que Comité de l'Impôt, Comité de Législation, Comité de Correspondance². » Effectivement, l'officier de la garde nationale qui commanda l'expulsion du manège Pellier, le 25 septembre, ne put s'empêcher d'exprimer « son étonnement de la tranquillité et de l'aspect de travail de la séance, » où l'on discutait, ce jour-là, de banques d'escomptes³. « Mais les discussions de ce genre n'aboutissaient guère. On ressassait éternellement « des déclarations de principe » qu'on pouvait « éternellement commenter sans faire un pas⁴. »

La démission de Corcelle, l'expulsion du manège Pellier, à trois jours d'intervalle, portèrent un rude coup au prestige des *Amis du Peuple*. Suivant Raspail, le thermomètre de l'influence de la société descendit à zéro, et elle ne donna

1. *François de Corcelle à la Société des Amis du peuple*, BN. Lb⁵¹ 192.

2. *Procès des 19 Citoyens*.

3. *Id.*

4. *François de Corcelle à la Société des Amis du peuple*, cit.

Voici, d'autre part, comment d'après Raspail, les séances se passaient au manège Pellier. « La société procédait à la réception publique des membres qu'avait acceptés le comité, puis les orateurs désignés par elle, pour entamer une discussion, prenaient la parole sur un point de doctrine, et chaque membre exposait ses objections, tour à tour. » (*Op. cit.*, XXIV, p. 301.)

presque plus signe de vie¹. Désormais, en effet, elle ne pouvait plus tenir de séance ouverte. Elle se borna à organiser des réunions privées, mais non secrètes. Bientôt, cependant, les assistants redevinrent assez nombreux pour que l'on songeât à trouver un nouveau local. Les franc-maçons prêtèrent leur salle de la rue Grenelle-Saint-Honoré, où désormais les *Amis du Peuple* s'assemblèrent tous les huit jours². Mais le vague et la confusion critiqués par Corcelle ne disparurent pas. Le local eut-il une influence? Toujours est-il que les délibérations rappelaient à s'y méprendre « par la forme et l'expression le mysticisme semi-matériel de la franc-maçonnerie. » On ouvrait la séance pour lire le procès-verbal, et l'on discutait presque tout le temps, sur le sens, plus ou moins conforme aux principes, d'une phrase de la rédaction du procès-verbal de la séance précédente³. »

Devenu président de la Société, Raspail essaya de lui rendre son énergie et son activité primitives. D'abord il voulut faire disparaître les dissensions intestines. Sans doute il n'y avait plus de « constitutionnels de 1830, » à peu près plus de « saint-simoniens. » Seuls les jacobins « pur-sang » formaient le fond de l'association. Mais les divisions que l'on avait vu poindre, dès le début, parmi ceux-ci s'étaient terriblement accentuées. Elles ne se contentaient plus de se manifester dans les esprits, mais elles se concrétisaient et se matérialisaient, maintenant, jusque dans la salle des réunions, où deux écriteaux pendus à deux colonnes opposées marquaient les emplacements respectifs des « Crapauds du Marais », et des « Saints de la Montagne. » A l'une des premières séances de sa présidence, Raspail descendit du bureau, prit les deux écriteaux, les froissa et les brûla à la

1. Raspail, *op. cit.*, p. 305.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, XXVI, p. 320.

chandelle¹. Usant de son droit d'élire les divers comités, il le fit « servir au bien². » En quelques jours, il bouleversa la société tout entière. Dorénavant, comme aux premiers jours, « les plus belles questions d'économie et de morale publique » se trouvèrent, à chaque séance, à l'ordre du jour³. Désormais, personne ne put aborder la tribune sans une véritable préparation.

Au dehors, la société adopta la fondation d'écoles d'adultes dans les divers quartiers de Paris, « écoles de chant, de grammaire, d'écriture, d'arithmétique, d'histoire, d'hygiène. » Elle se proposa même la création d'écoles d'enfants en bas âge.

Mais elle ne pensa pas seulement à la nourriture spirituelle, elle voulut également soulager les misères matérielles.

Un comité de secours se forma pour apporter des soulagements aux prisonniers. Les membres de la société se partagèrent Paris. Chacun d'entre eux prit l'engagement de mettre « sous son protectorat, cinq à six familles pauvres ou peu aisées » dont il devait se constituer « l'avocat dans la poursuite de leurs droits matériels, et le précepteur dans l'éducation ou la surveillance des enfants en bas âge. » Il s'engageait aussi à procurer du travail aux chômeurs. Enfin la société mit « ses fonds, son dévouement, ses avocats, ses industriels, à la disposition de chacun des membres qui en réclamera le secours, dans l'intérêt des familles ses clientes⁴. »

Les réformes de Raspail, il est vrai, furent plus symboliques qu'efficaces. La plupart demeurèrent à l'état de projet. Du reste, le temps manqua pour donner à ce plan d'organisation une réalité et pour obtenir une propagande vraiment pratique. Aussi, la société ne fut-elle jamais bien nom-

1. Raspail, *op. cit.*, XXVI, p. 323 et suiv.

2. *Id.*, p. 326.

3. *Id.*, p. 326.

4. Raspail, *op. cit.*, XXVI, p. 326-327

breuse. Sans doute, il y avait, à chaque séance, une grande affluence d'auditeurs. Le 25 septembre, on en comptait 1 200 au manège Pellier¹. Plus tard même, en février 1832, malgré les persécutions du gouvernement, Heine en dénombre 1 500, dont beaucoup de dames². Mais sur ce chiffre on n'aurait pu trouver, au début de septembre 1830, que 130 sociétaires véritables, et 350 seulement, à l'époque du procès Hubert³. Peut-être la société s'accrut-elle un peu, mais sans dépasser de beaucoup ce dernier chiffre. Dans sa 24^e *Lettre sur les prisons*, écrite sans doute en mai ou juin 1831. Raspail dit que la société s'est déjà épurée six fois par voie d'élimination et qu'elle s'occupe activement d'une épuración nouvelle. « Chacune de ces opérations secrètes, ajoute-t-il diminue la liste des membres d'un tiers⁴. » Malgré les efforts des chefs, en dépit des prédictions de Raspail⁵, son influence ne pénétra guère en province où, plus encore qu'à Paris, elle terrifia les esprits. A peine pouvait-on signaler quelques noyaux sympathiques à Bayonne, à Montauban⁶, en Normandie⁷. Mais ces groupes étaient squelettiques et isolés. Aucune action d'ensemble ne les reliait, entre eux, et avec la capitale. Enfin, malgré ses allures débraillées, la *Société des Amis du peuple* ne se concilia pas la masse, trop ignorante pour s'intéresser aux « belles questions d'économie et de morale publique. » Le gros de ses troupes était formé « de jeunes gens du commerce, d'étudiants en droit et en médecine, d'anciens mili-

1. *Procès des 19 citoyens*, p. 126.

2. Henri Heine, *De la France*, p. 58.

3. *Les Sociétés populaires de 1830*, p. 53.

4. Raspail, *op. cit.*, t. I, p. 308.

5. La Société « enveloppe Paris et puis elle enveloppera la France.... » *Op. cit.*, XXV^e Lettre, I, p. 327.

6. AN. F⁷ 4208, mars 1832.

7. AN. BB¹⁸ 1203.

taires¹ » mais elle ne paraît pas avoir compté beaucoup d'ouvriers parmi ses adhérents².

Avec la presse, les républicains n'étaient guère mieux partagés. Leurs journaux, rares et tout récents, n'atteignaient qu'un public restreint. *Le Patriote de 1830*³, organe de la *Société Constitutionnelle*, avait dû disparaître dès septembre 1830, tué par la nouvelle loi sur la presse. *La Caricature*⁴, de Charles Philipon, faisait bien au gouvernement une guerre au crayon sans merci, et assez populaire, mais ce n'était là que de la propagande négative. *Le Mouvement*, créé en 1831 par Achille Roche, n'était qu'une feuille insignifiante. Il fusionna bientôt avec *La Tri-*

1. *Les Sociétés populaires de 1830*, cit., p. 26.

Raspail (*Lettres sur les Prisons*, XXIV^e Lettre, t. I, p. 300) dit aussi qu'elle comprenait des artistes, des hommes de lettres, des savants, des médecins, des manufacturiers. Toujours d'après Raspail « il est peu d'hommes à idées généreuses, qui, les premiers jours, ne se soient empressés de s'y faire inscrire. » Le duc d'Orléans demanda, lui-même, à en faire partie. On s'excusa d'avoir à « ajourner l'examen de la demande. » « Le candidat ne se représenta pas. »

Par la suite beaucoup de membres de la première heure l'abandonnèrent. Raspail dit avoir remarqué au début « soit comme membres, soit comme assistants, une foule de noms remarquables qui brillent aujourd'hui dans les rangs des *Monsieur* » (*Op. cit.*, I, XXIV, p. 301).

2. Sur cette Société aucune monographie n'a été faite jusqu'à présent. Les principaux renseignements nous sont fournis par Louis Blanc, *Histoire de Dix ans*; Raspail, *Lettres sur les Prisons*; De la Hodde, *Histoire des sociétés secrètes, Les sociétés populaires de 1830*; Gisquet, *Mémoires*, les brochures assez nombreuses de la Société qui se trouvent à la série Lb⁵¹ de la Bibl. Nat. et dont les principales sont énumérées dans G. Weill, *op. cit.*, p. 82, les comptes rendus des divers procès de la Société, et les ouvrages plus récents de Thureau-Dangin, G. Weill, Tchernoff, cités plus haut.

Il exista aussi une Société des *Amis de l'Égalité* dont Plagniol était commissaire-rédacteur et Giacobi, président (BN. Lb⁵¹ 661 et une *Société médicale des Élèves des Facultés*, affiliée aux *Amis du Peuple*. (Raspail, *op. cit.*, I, p. 338 et 339.)

3. Hatin, *op. cit.*, p. 371-372.

4. *Id.*, p. 374.

bune¹. La République put croire, un moment, s'appuyer sur *La Révolution de 1830* de James Fazy et Antony Thouret. Le journal s'annonçait en effet comme le soutien « des intérêts populaires. » Il prétendait qu'il devait tout au peuple, et son titre, et le droit de paraître. Il se défendait, d'ailleurs, de vouloir remettre en honneur « les théories sanglantes de 1793 », mais son titre, au contraire, indiquait son véritable point de départ. « A l'ère républicaine », il empruntait « sa haine du privilège, ses principes de liberté et d'égalité, ses institutions démocratiques » ; « à l'ère impériale » il prenait « son vif sentiment de gloire et de nationalité. » En définitive, avec l'un de ces régimes, il relevait « la dignité de l'homme et de citoyen », avec l'autre il rehaussait « la dignité de la nation. » C'était là, semble-t-il, tout le programme républicain. Malheureusement, si l'on en croit Raspail, le journal sacrifia vite la première partie de son programme à la seconde, et devint « éminemment napoléoniste². » *Le National*, pendant le même temps, ne compte pas pour la propagande républicaine. Carrel y est, pour le moment, gouvernemental. Il croit que « le mieux est de s'intéresser à cette administration si entravée sur son terrain couvert de débris, de la conseiller, de la pousser avec bienveillance, de la soutenir, au besoin, contre de ridicules minuties. » L'avènement du gouvernement de Périer, ministère de la paix à tout prix, lui fait changer de tactique. Il passe à l'opposition, mais ce n'est qu'au début de 1832 qu'il franchira le Rubicon, et lâchera le mot de République³. Seule, dans la presse, restait pour la propagande, *La Tribune des Départements*. Le journal d'Auguste et de Victorin Fabre,

1. De la Hodde, *op. cit.*, p. 36 et Hatin, *Bibliographie de la presse parisienne*, p. 380.

2. Hatin, *op. cit.*, p. 375.

3. *Id.*, p. 369 et suiv.

« patriote » avant 1830, avait, dès le lendemain de Juillet, jeté vigoureusement le masque et était devenu ouvertement le grand organe républicain. Mais il ne tirait qu'à un petit nombre d'exemplaires et, malgré son titre, ne pénétrait, pour ainsi dire pas dans la province¹.

Quant à la presse autochtone, elle n'était encore qu'à ses débuts. Certes, les journées de Juillet, faites par et pour la presse, avaient été, en province comme à Paris, le signal de l'éclosion de quantité de feuilles nouvelles. Durant les quinze mois qui suivirent la Révolution, le nombre des journaux départementaux doubla. Certaines villes furent favorisées. Montpellier, Strasbourg, Orléans, qui ne possédaient qu'une gazette, en eurent, les deux premières, chacune quatre, la dernière trois. Marseille vit naître trois nouveaux journaux. Lille, Rouen suivirent le mouvement². Il s'accrut pendant la première moitié de 1832. Dans ce court laps de temps vingt-quatre feuilles furent créées; quatre quotidiennes, le *Journal du Haut et Bas-Rhin* à Strasbourg, *Le Courrier* à Lyon, *L'Estafette* au Havre, *La Boussole du Commerce* à Bordeaux; deux paraissant tous les deux jours, *Le Patriote de Juillet*, à Toulouse, *Le Patriote de la Meurthe*, à Nancy; cinq, trois fois par semaine, *Le Patriote franc-comtois*, à Besançon, *Le Courrier de la Drôme et de l'Ardèche*, à Valence, *Le Brestois* à Brest, *L'ami des Lois*, au Mans, *L'Éclaireur de la Méditerranée*, à Toulon. On note encore huit bi-hebdomadaires et cinq hebdomadaires. En même temps, treize journaux augmentaient leur fréquence de publication, huit agrandissaient leur format. Ainsi quarante-cinq feuilles avaient amélioré leur sort³.

1. Hatin, *op. cit.*, p. 368 et 369.

2. Bresson et Bourgoïn, *Progrès de la presse périodique*, nov. 1831.

3. Bresson et Bourgoïn, *Rapport sur la presse périodique départementale* (huit premiers mois de 1832).

Au milieu de cet essor général, quelle était la part des républicains? Sur les vingt-quatre nouveaux journaux, ils en comptaient sept, à peine le tiers : *Le Patriote de Juillet*, *Le Patriote de la Meurthe*, *Le Patriote franc-comtois*, *La Sentinelle du Jura*, *La Sentinelle de la Meuse* et *L'Industriel de Verdun*. Sur les vingt et un autres, la presse républicaine en possédait déjà onze. Il y avait là un embryon sérieux mais un embryon seulement. Des nouveaux journaux acquis à la République en effet, aucun n'était quotidien, et sur ceux qui venaient d'agrandir leur format ou d'accélérer leur rythme de publication, il ne s'en trouvait guère que deux à avoir une influence, dans le Nord, *Le Propagateur* qui de tri-hebdomadaire devenait bi-hebdomadaire et, à Lyon, *Le Précurseur*, qui au lieu de paraître six fois par semaine, se publiait maintenant sept fois. En outre, le développement se faisait au hasard, sans plan préconçu, sans idée directrice. Les efforts, sporadiques, s'éparpillaient, sans grand profit pour la cause républicaine.

Qu'on étudie, d'ailleurs, Paris ou le reste de la France, les mêmes caractères se retrouvent dans la presse d'extrême gauche; indécision dans les doctrines, désaccord avec les associations, négligence des masses. Le seul journal républicain ne s'entend pas avec l'unique association républicaine. « Il ne vous arrivera plus, dit Raspail, de rencontrer le titre de la *Société des Amis du peuple* cité même dans la *mignone* de *La Tribune* d'aujourd'hui; le chef de l'administration vous dirait, au besoin, que le journal perd un abonné, chaque fois qu'il cite ce titre¹. » Ailleurs, il ajoute que *La Tribune* refuse ses colonnes aux membres de la société. Aussi, de bonne heure, celle-ci avait-elle senti la nécessité de posséder un organe qui lui appartînt en propre. » Il nous

1. Raspail, *op. cit.*, I, XXIV, p. 302.

fallait un journal à nous, dont nous soyions les rédacteurs et les actionnaires, explique encore Raspail. Le journal est fondé. » Il a paru « pâle et insignifiant si vous le voulez, » ajoute-t-il, « mais il a paru. » C'est une « innovation qui remue la capitale. » Le premier jour, on en a vendu de 4 à 5 000 exemplaires. « Le principe est posé, le journal de la *Société des Amis du peuple* en fera naître mille autres de ce genre; la publicité va courir les rues¹. »

Raspail exagérait. Du moins, il parlait un peu trop tôt. On ne retrouve, en effet, nulle trace de ce journal. Il est probable qu'il dut vite disparaître, car il était écrit « sans cautionnement, sans dépôt, sans timbre et sans droits de poste². » Quoi qu'il en soit, son succès n'eut pas de lendemain, et son influence, comme celle des autres feuilles, ne s'exerça pas sur la foule. Les journaux républicains ne se préoccupaient pas encore du problème social ou, du moins, ils le reléguaient au dernier plan. Ils n'écrivaient pas pour le peuple. Beaucoup trop chers, beaucoup trop théoriques, trop exclusivement politiques, ils restaient le privilège d'une élite.

C'est qu'à vrai dire ni les idées républicaines ni le milieu n'étaient au point pour une propagande à grand rendement. L'indécision rencontrée dans les associations ou dans la presse se retrouvait aisément dans les différentes classes de la société. Bourgeois, paysans et ouvriers s'étaient ralliés, sinon sans enthousiasme, du moins conditionnellement au nouveau régime. La bourgeoisie du *Mouvement* attendait encore la réalisation de cette « monarchie à institutions républicaines » promise par La Fayette et par le lieutenant-général. Pour elle, la Révolution n'était pas l'essentiel.

1. Raspail, *op. cit.*, I, XXV, p. 329 et suiv.

2. *Idem.*

L'important, à ses yeux, c'était les conséquences de la Révolution. Celle-ci devait être un point de départ et non une conclusion. Ce qu'elle demandait? L'abaissement ou la suppression du cens, l'abolition de la pairie héréditaire, toutes les mesures capables de développer la Souveraineté du peuple. A l'extérieur, elle réclamait la revanche des traités de 1815 et des quinze années d'humiliation que la France venait de subir. « Le droit public ne peut plus dater de Waterloo, écrivait Carrel, mais de nos journées de Juillet¹. » De leur côté, les classes qui travaillent avaient des préoccupations analogues. Comme la bourgeoisie, d'abord elles désiraient l'accession plus large à la vie politique. Mais elles étaient davantage attachées à la revanche de Waterloo. « Les ouvriers parlent de la guerre qui vient, écrit le préfet de police Gisquet, et disent qu'il n'y aura de véritable paix que celle gagnée après avoir battu les ennemis de 1815². » Dans les campagnes, même sentiment. « En général, voici l'esprit public, rend compte la gendarmerie de Tarn-et-Garonne : les républicains et les patriotes sont indignés que les armées françaises n'aient pas déjà franchi le Rhin, pour châtier les despotes du nord³. » Mais pour la classe populaire il existait une préoccupation bien plus sérieuse encore que plus terre à terre, c'était la question matérielle. On avait partout accueilli les journées de Juillet avec un enthousiasme délirant parce qu'on croyait que l'ère nouvelle de liberté allait amener une amélioration considérable de la vie. Pour les campagnes, la royauté de 1830 signifiait

1. Pour la politique extérieure de Carrel, voir *Le National*, passim, surtout 5 novembre, 1, 4 et 11 décembre 1830, 17 janvier, 2 février, 22 mars et 17 avril 1831, etc., cité par Tchernoff, *Le parti républicain*, p. 135.

2. *Bulletins de police*, Paris, AN. F⁷ 3886 (1832).

3. *Rapport de la gendarmerie de Tarn-et-Garonne*, AN. F⁷ 4208 (juillet 1832).

l'abolition des droits réunis, pour les ouvriers, la fin de la crise économique qui durait depuis trois ans, pour tous, une ère de félicité inconnue jusqu'alors. Cet état d'esprit se reflète dans presque tous les rapports des procureurs.

« Les changements politiques qui ont produit un règne de liberté..., dit celui de Saint-Omer, n'ont pas été réduits par chacun à leur juste conséquence par rapport à l'intérêt privé. De là, notamment pour la classe ouvrière, tantôt le besoin vivement senti et manifesté de se soustraire soit à l'énormité de certains impôts, soit à la gêne de certains modes de perception, tantôt enfin le désir d'assurer son existence en maintenant ou en faisant descendre à un taux modéré le prix des choses de première nécessité, donc du pain¹. »

Dans une tout autre région, à Dijon, le procureur affirme qu'une grosse faute de la Restauration fut de promettre la suppression des droits réunis, et de les avoir rétablis sous une forme qui en avait peu allégé la charge, et il engage son gouvernement à ne pas retomber dans la même erreur². »

Enfin, à l'autre bout de la France, le procureur de Montpellier signale que « la nation avait entendu annoncer en 1814 la suppression des droits réunis, » qu'elle « les a vu subsister sous un autre nom avec les mêmes vexations » et que « la haine s'en est accrue. » Quand les derniers événements sont venus renverser le gouvernement parjure, ajoutait-il, « le peuple a cru, en beaucoup d'endroits, qu'il allait voir disparaître aussitôt cette perception devenue si odieuse³.... »

Tels étaient donc les desiderata les plus souvent formulés : pour la bourgeoisie, développement des droits politiques et relèvement extérieur; pour les basses classes, suppression

1. Lettre du Procureur du roi de Saint-Omer, au Ministre de la Justice, 16 et 18 sept. 1830, AN. BB¹⁸ 1188.

2. Le Procureur général de Dijon, 8 octobre 1830, AN. BB¹⁸ 1316.

3. Le P. G. de Montpellier, sept. 1830, AB. BB¹⁸ 1187.

des droits réunis et amélioration de la condition matérielle. Avant de condamner le régime, on l'attendait aux actes. Pendant quelque temps, on lui fit crédit parce que ses premières mesures semblaient indiquer qu'il suivrait la voie libérale. A l'extérieur, si la politique du roi citoyen semblait encore équivoque, du moins était-il intervenu en Belgique, et la chute d'Anvers avait déchaîné un enthousiasme indescriptible dans toute la France. A l'intérieur, l'abolition de la censure, la loi sur le jury, l'abolition de la pairie étaient des gages d'une monarchie qui pouvait s'annoncer populaire. Bourgeois et ouvriers s'en contentèrent au début.

Mais bientôt la politique gouvernementale s'affirme. Le *Mouvement* est vaincu. La *Résistance* triomphe. Au lieu de l'aristocratie nobiliaire, c'est une aristocratie financière qui gouverne. On a simplement changé de maîtres. Les ministères se suivent et se ressemblent. Laffitte, Périer, Guizot accentuent, chacun plus que l'autre, les mesures de contre-révolution : lois sur la garde nationale, loi sur l'organisation municipale, maintien du cens, etc. Autant de sujets de mécontentement qui détachent peu à peu du Régime les membres de la gauche dynastique et les font pencher vers la République.

Que dire de la politique du Juste-Milieu à l'égard des classes inférieures? Ici, sa mauvaise volonté est plus frappante encore. Les impôts indirects demeurent, la vie renchérit. Des émeutes éclatent sur de nombreux points du royaume, principalement dans les pays vignobles. Les paysans révoltés brûlent les registres des contributions indirectes, renversent les *barrières*, malmènent les employés d'octroi, pillent les marchés¹. Bien plus, la loi de septem-

1. Voir série, F⁷ (Rapports de gendarmerie) et BB¹⁸ (Lettres des procureurs), aux Archives nationales, passim, et mes articles sur

bre 1831 sur l'impôt direct soulève des protestations indignées dont on retrouve l'écho affaibli dans certains rapports au ministère. « La nouvelle répartition de l'impôt a laissé dans les basses classes des motifs graves de mécontentement que les ennemis exploitent, écrit le commandant de la gendarmerie de l'Isère¹. Dans la Haute-Saône, « l'augmentation des impôts cause des mécontentements, entre autres, l'impôt de quotité, très mal réparti dans les campagnes². » Les Landes, les Côtes-du-Nord, l'Orne³, un grand nombre de départements, retentissent de plaintes analogues.

En même temps que l'impôt pèse plus lourdement, la vie renchérit. La Révolution de Juillet n'a fait qu'aggraver la crise économique qui sévissait depuis 1827. Les derniers mois de 1830, l'année 1831 tout entière voient le ralentissement considérable des affaires. La conséquence première c'est le chômage. Partout les ouvriers sont réduits à la plus dure des conditions. « Si quelque chose devait faire craindre pour la tranquillité de ce département, dit la gendarmerie de la Charente, ce serait la misère qui se fait sentir chaque jour davantage parmi la classe ouvrière⁴. » Le peu d'activité qui règne dans le commerce, écrit cet autre, a réduit un certain nombre d'ouvriers dans un état voisin de la misère⁵. En Saône-et-Loire c'est la « stagnation » complète⁶. Les verreries du Creusot ont dû fermer leurs portes. Dans l'Orne les manufactures et les filatures sont abandonnées⁷. La

L'esprit public dans les départements au lendemain de 1830, dans *La Révolution de 1848*, sept.-oct. 1923, et mars-avril 1924.

1. AN. F⁷ 4030, décembre 1831.

2. AN. F⁷ 4148, décembre 1831.

3. AN. F⁷ 4037-4038, 3972, 3973 et 4112, etc.

4. AN. F⁷ 3950, juillet 1831.

5. AN. F⁷ 4124, Basses-Pyrénées, juillet 1831.

6. AN. F⁷ 4152, janvier 1831 et suiv.

7. AN. F⁷ 3973, janvier 1831.

Nièvre a vu cesser les travaux, à Cosne, à la Charité¹. Dès le mois de mai 1831, toutes les fabriques de porcelaine de la Haute-Vienne sont réduites au chômage et les secours alloués par le Gouvernement épuisés². De partout, le même cri s'élève, chômage, misère, mendicité! C'est dans ces conditions que survient l'effroyable épidémie de choléra de 1832. Les misères physiques de l'ouvrier, son ignorance, en firent la proie du terrible mal dont les ravages furent particulièrement considérables dans la classe inférieure. Aussi le ressentiment populaire, déjà grand, ne fit-il que s'accroître.

A plusieurs reprises depuis 1830 il s'était manifesté, lors des émeutes sociales de la fin de 1830, lors des émeutes de la faim et des machines pendant toute l'année 1831. Ce n'est pas le lieu d'énumérer ces démonstrations, mais on les signale dans beaucoup de villes ouvrières, à Paris, au Havre, à Rouen, à Bordeaux, à Lyon³, etc. A ces révoltes, le gouvernement répondait par des mesures de répression. Les journaux dévoués à sa cause montraient une incompréhension totale de la situation. Après avoir couvert de fleurs les ouvriers au lendemain de Juillet, ne s'avisèrent-ils pas de les traiter maintenant de « barbares. » Quelle injure aurait mieux pu émouvoir les esprits de ceux qui écrivaient après la Révolution : « Trois jours ont suffi pour changer notre fonction dans l'économie de la Société et nous sommes maintenant la partie principale de cette société, l'estomac qui répand la vie dans les classes supérieures, revenues à leurs véritables fonctions de serviteurs⁴! » Malheureusement,

1. AN. F⁷ 4101, novembre 1831.

2. O. Festy, *Le mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet*, p. 72. Il en est ainsi dans presque toute la France (Cf. les rapports de Gendarmerie, AN. F⁷).

3. O. Festy, *op. cit.*, chap. III et suiv. et AN. série F⁷, *passim*.

4. *L'Artisan*, prospectus du 22 sept. 1830, cité par O. Festy, *op. cit.*, p. 66.

mal instruits, mal organisés ils n'étaient pas en mesure de se défendre eux-mêmes. Aussi devaient-ils songer à se tourner vers le parti qui leur montrait le plus de sympathie agissante, le parti républicain.

Seul ce dernier, en effet, avait paru comprendre, ou du moins entrevoir, la question sociale. De bonne heure, *la Société des Amis du peuple* s'était préoccupée du sort des ouvriers et, en général, des « prolétaires. » Son affiche violente de septembre dénonçait l'exploitation de l'homme par l'homme, la souffrance des ouvriers et l'égoïsme de l'aristocratie bourgeoise. Dans les nombreuses brochures éditées par ses soins, elle traitait des problèmes qui intéressaient directement la classe populaire. Pour n'en citer qu'un, elle s'était spécialement occupée de celui qui était le plus à l'ordre du jour et qui se posait avec une acuité particulière parce qu'il enlevait à de nombreux travailleurs la possibilité de gagner leur pain, le problème de l'introduction des machines dans l'industrie¹. Partout, elle proclamait, bien haut, son but qui, outre la réforme politique, consistait dans l'amélioration de la condition physique et morale des classes populaires. Ses préoccupations d'ailleurs n'étaient point uniquement démagogiques et déclamatoires. La Société avait une « commission industrielle². » On la voit, par exemple, étudier, à un certain moment, un projet de banques d'échange des produits de l'industrie³.

De plus, d'autres mesures plus directes devaient toucher la classe ouvrière. On a vu comment la Société adopta la fondation de cours d'adultes dans les divers quartiers de Paris, ainsi que d'écoles pour les enfants en bas âge, comment elle forma un comité de secours pour apporter des soula-

1. BN. Lb⁵⁴ 941, 15 septembre 1831.

2. *Les Sociétés populaires* de 1830, p. 40.

3. *Id.*, p. 40.

gements matériels et moraux aux « pauvres prisonniers, » comment chaque membre avait pris l'engagement de prendre sous sa protection cinq à six familles indigentes ou peu aisées, pour éduquer leurs enfants et leur procurer de l'ouvrage¹. Dans cette voie, elle marchait de pair avec une autre association républicaine encore en formation, *l'Association libre pour l'éducation du peuple*². Toutes ces mesures attiraient aux républicains les sympathies ouvrières. Sans doute la doctrine saint-simonienne semblait mieux répondre aux aspirations sociales de la basse classe, mais elle était trop aristocratique et surtout trop philosophique, par là même inaccessible à des cerveaux sans culture³. Aussi dès 1832, s'établit-il comme un accord tacite entre les ouvriers et les républicains les plus avancés. On eut même l'occasion de le vérifier au cours de l'insurrection de Juin. Dans les séances qui se tinrent au « cercle Deschapelle » le 4 juin, les ouvriers promirent leur concours à la *Société Gauloise*. Et le 5, on vit effectivement figurer dans le cortège funéraire du général Lamarque, à côté des associations républicaines, diverses corporations d'ouvriers, bannières en tête, les teinturiers, les brasseurs, les chapeliers, les imprimeurs, etc.⁴. »

1. Raspail, *op. cit.*, t. I, p. 326 et 327.

2. Cf. plus loin, p. 274 et suiv.

3. « Les républicains... imprégnés, à l'inverse des disciples de Saint-Simon, de tendances démocratiques, confiant dans la valeur sociale des principes d'égalité et de liberté, révolutionnaires le plus souvent, puisque l'action populaire pour la réforme sociale et politique ne pouvait guère s'exercer par des moyens légaux, ils étaient beaucoup mieux préparés que les Saint-Simoniens à gagner à leur parti la classe ouvrière. » Festy, *op. cit.*, p. 84.

4. Cf. ma communication sur la *Conspiration Gauloise* dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, juin 1923.

O. Festy, dans *Le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet*, p. 82 et suiv. et p. 126 et suiv., montre comment les Saint-Simoniens exercèrent leur influence sur les républicains, et comment ceux-ci, à leur tour, se rapprochèrent des ouvriers.

Mais ce n'était là qu'une alliance toute extérieure et momentanée. Les ouvriers n'avaient pas encore formé bloc avec les républicains. On peut dire qu'il y avait mélange et non combinaison. Pourquoi? Parce que ce mouvement qui entraînait les républicains vers les masses était plus théorique que réel, plus dans le langage que dans les faits. Peu nombreux ceux d'entre eux qui mettaient sinon au premier plan, du moins à leur juste place, les revendications sociales! Les journaux les ignoraient. *La Société Constitutionnelle*, les *Associations nationales*, *Aide-toi y* restaient à peu près étrangères. Même dans la *Société des Amis du peuple*, la plupart des membres envisageaient surtout la réforme politique et beaucoup avaient accepté les formules saint-simoniennes sans en comprendre la portée. En outre, les théories républicaines, même débarrassées de la philosophie du Saint-Simonisme, étaient encore trop éloignée du peuple. Toutes ces études à allure philosophique, bonnes à grouper un noyau d'initiés, effrayaient le grand public. Il arrivait souvent qu'à la tribune des *Amis du peuple* Buchez parlât sans être compris¹. Quant aux cours envisagés par la Société, la plupart étaient restés à l'état de projet. D'un autre côté les ouvriers se défiaient encore des républicains qu'ils regardaient comme des bourgeois. Les allures d'un Marrast « l'aristarque de la société moderne² » comme on l'a appelé, leur déplaisaient singulièrement. C'est que le parti républicain, jusqu'à présent, n'était pas allé franchement au peuple. La propagande n'avait pas encore

1. *Les Sociétés populaires de 1830*, par un Négociant, p. 69. « Jusqu'à présent du moins, les sociétaires paraissent avoir adopté les formules Saint-Simoniennes sans en comprendre la portée. J'ai cru m'apercevoir même que quand il (Buchez) parle on ne le comprend pas toujours. »

2. *Id.*, p. 67.

été méthodiquement organisée dans cette voie. Ce n'était plus d'ailleurs qu'une question de jours. En juin 1832, le milieu se trouvait particulièrement favorable. Il n'y avait qu'à saisir l'occasion.

Depuis longtemps le gouvernement l'avait compris. Dès septembre 1830, le *Journal des Débats* expliquait que l'agitation ouvrière ne deviendrait dangereuse que si le parti républicain essayait de s'en servir¹. Au fur et à mesure que les masses se détachaient davantage du Régime, cette vérité s'imposait de plus en plus. Aussi le Juste-Milieu n'hésita-t-il pas à tenter d'enrayer, dès le début, la propagande républicaine, en l'atteignant dans ses deux moyens principaux, la Presse et l'Association. A vrai dire, la Révolution de 1830, faite par et pour la presse, semblait avoir ouvert à cette dernière une ère de liberté inconnue jusqu'alors. La Charte révisée reconnaissait aux Français le droit de faire publier et imprimer leurs opinions en se conformant aux lois. La censure était à jamais abolie. De nouvelles dispositions vinrent préciser ces déclarations théoriques : la loi du 8 octobre 1830 rendit les délits de presse et les délits politiques à la juridiction des cours d'assises, c'est-à-dire au jury². Une autre loi, promulguée le 10 décembre, abrogea l'article 290 du Code pénal qui exigeait, sous des peines correctionnelles, l'autorisation de la police pour exercer la profession d'afficheur et de crieur d'écrits imprimés, de dessins ou de gravures. Dorénavant une simple déclaration préalable devant l'autorité suffisait. Enfin le 8 avril 1831 on régla la procédure en matière de délits de presse, d'affichage et de criage : on la simplifiait en permettant la citation directe devant le jury.

1. Le *Journal des Débats*, 13 septembre 1830. Voir aussi, Festy, *op. cit.*, p. 59.

2. Duvergier, *Collection des Lois*.

La presse pouvait donc se croire libre, mais cette liberté paraissait singulièrement équivoque dès que l'on examinait plus en détail les conditions auxquelles les journaux restaient soumis. Sans doute les lois de décembre 1830 et 1831 avaient réduit le cautionnement, abaissé les droits de timbre et de port. Mais ceux-ci demeuraient écrasants. Pour une feuille paraissant plus de deux fois par semaine, on exigeait un cautionnement de 2 400 francs de rente. Pour les organes quotidiens des départements, il fallait 800 francs de rente dans les villes de 50 000 habitants et au-dessus, et 500 francs dans les autres¹. Quant au droit de port qui s'élevait à 0,05, on l'avait simplement abaissé à 4 centimes hors du département, et à 2 centimes à l'intérieur. C'était donc encore « un monopole en faveur de la richesse et une prime à la servilité des feuilles subventionnées. » D'autre part les lois qui réglaient l'imprimerie, en établissant le monopole, mettaient les instruments de la publicité à la merci des ennemis politiques. On pouvait aisément, dans un département, rendre impossible la publication d'un journal d'opposition en menaçant de poursuites ou de retrait de brevet, l'imprimeur qui prêterait ses presses. Dans ces conditions, rares étaient ceux qui osaient s'engager. Comment, par ailleurs, obtenir de nouveaux brevets avec le monopole²?

Ces règlements, même restrictifs, avaient au moins un avantage : ils étaient précis et ne pouvaient donner lieu à aucune contestation. Mais combien plus dangereuse était la loi du 29 novembre 1830³ ! Elle consacrait le principe de l'irresponsabilité du chef de l'État et punissait les attaques

1. Duvergier, *op. cit.*

2. Cf. dans AN., *Papiers du Procès d'Avril*, CC. 612 (Registre 1, pièces 1 et 2 et suiv.) les commentaires des républicains sur les lois qui réglementent la presse.

3. Duvergier, *op. cit.*

par la voie de la presse contre les droits et l'autorité du Roi et des Chambres. Les termes, très vagues, prêtaient à des interprétations fort diverses. Où commençaient l'attaque et le délit, et où finissaient-ils? La seule conquête vraiment démocratique était le jury. Mais, là encore, les républicains ne pouvaient compter sur aucune garantie. L'administration avait le loisir de travailler les listes. Pour offrir une véritable sécurité, cette institution aurait dû être accompagnée de lois de pénalités en harmonie avec le droit politique fondé dans les *Trois jours*. Or il n'existait rien de semblable. La presse restait sous le régime pénal de la Restauration. L'appréciation du délit était bien laissée aux jurés, mais, par contre, il appartenait aux seuls *juges* de mesurer la peine, et « leur mauvais vouloir » avait la possibilité de s'exercer à l'aise dans la latitude pénale qui leur était offerte. Rien ne devenait plus facile à des juges que de dénaturer un verdict, en appliquant le maximum au lieu du minimum. Le cas se présentait la plupart du temps, et les pénalités oppressives pleuvaient sur les journaux et sur les journalistes.

Comme, d'autre part, la liste des délits était interminable, il paraissait impossible d'écrire sans se mettre dans un cas punissable, et la vie du plus jeune journaliste n'aurait pas suffi à « fournir le nombre d'années de prison qui pouvaient, en un mois, lui être imposées. » Malgré leur rigueur, de tels procédés restaient encore insuffisants pour abattre un journal. En admettant que les journalistes fussent emprisonnés, une feuille avait cependant la possibilité de subsister, même sans gérant, sans imprimeur, sans rédacteur. Aussi, pour suppléer à l'insuffisance de la prison, le gouvernement possédait-il des moyens non moins radicaux : la saisie et les amendes venaient, en fin de compte, porter le coup de grâce au journal trop audacieux. Enfin, pour

terminer le tableau, le colportage demeurerait soumis à l'arbitraire de la police administrative¹.

De graves menaces se trouvaient donc suspendues théoriquement sur la tête des républicains. Très vite elles entrèrent dans le domaine des actes. Dès 1830 les procès de presse se succédèrent sans interruption. Sur un total de 75 arrestations et de 87 000 francs d'amendes², d'août 1830 à juin 1832, les républicains eurent leur bonne part. En octobre 1830 Fazy, gérant de *La Révolution* et Paulowski du *Tocsin national* sont condamnés pour non cautionnement et non déclaration préalable à six mois de prison et 1 200 francs d'amende³. Deux mois plus tard, pour avoir présenté la Chambre des Députés comme une Chambre provisoire, le même Fazy subit quatre mois de prison et 6 000 francs d'amende sous prétexte d'avoir porté atteinte au droit et à l'autorité des Représentants de la Nation⁴. A la fin de l'année 1831 l'affaire des fusils Gisquet vaut à Marrast un emprisonnement de six mois et une amende de 3 000 francs⁵. Quelques jours après, Philipon de *La Caricature* doit purger six mois de prison et payer 2 000 francs⁶. En avril 1832 enfin, *La Tribune*, accusée d'outrages au roi, se voit encore infliger en la personne de Sarrut et Bascans six mois de prison et 6 000 francs d'amende⁷.

Ce sont là les affaires les plus retentissantes, mais il y en eut bien d'autres. Antony Thouret dit qu'en octobre 1831,

1. Pour tout ce paragraphe voir AN. CC 612, Reg. 1, p. 1 et 2 et suiv.

2. AN. BB¹⁸ 1388, Reg. A 9, n° 1214 et 1316. Relevé des condamnations pour délits de presse de 1830 à 1841.

3. Lesur, *Annuaire historique*, 1830.

4. Lesur, *Annuaire historique*, 1831.

5. *Id.*

6. *Id.*

7. *Id.*, 1832 et AN. CC 612. Reg. 1, p. 6

La Tribune et *La Révolution* réunies avaient eu, jusqu'alors, 39 procès¹. En juin 1832, *La Tribune* seule en est à sa cinquante-deuxième poursuite. Ainsi la presse républicaine se trouve prise, dans une véritable équivoque, entre deux séries de dispositions contradictoires, d'une part la Charte qui proclame bien haut la liberté de la presse avec tout le cortège des lois pseudo-libérales, et d'autre part une seconde législation et une politique restrictives.

La même situation se présente en ce qui concerne les associations. La Charte modifiée a reconnu la liberté d'association. Mais on a laissé subsister l'article 291 du Code pénal. Cet article s'applique à toutes les associations quelles qu'elles soient, sous les seules conditions du nombre des associés et de la régularité des réunions. Il impose aux sociétés le régime de l'autorisation préalable. Le gouvernement doit donner son agrément, et cela, sous les conditions qu'il lui plaira d'imposer, ce qui paraît impliquer aussi pour lui le droit de retirer son autorisation sans motif. Deux exceptions seulement sont faites à l'autorisation préalable, lorsque l'association compte moins de 20 personnes, et lorsque les membres sont domiciliés dans la maison où ont lieu les réunions. L'article 291 est complété par l'article 294 qui exige la permission de l'autorité municipale pour qu'un local puisse être affecté aux réunions d'une société même autorisée. En cas de non soumission, des pénalités sont prévues, l'amende aux chefs, ou la dissolution. Ainsi, comme la Presse, l'Association se trouve enfermée entre deux propositions qui se contredisent : d'un côté, on reconnaît le principe de liberté, de l'autre on le nie. Qu'est-ce, en effet, qu'une association de moins de 20 personnes, « c'est un enfant qui dans sa vingtième année, gêné dans

1. Lesur, *op. cit.*, octobre 1831.

sa libre expansion s'étioler et meurt¹. » Toute la question était de savoir comment le gouvernement interpréterait et la Charte et les lois postérieures, et surtout comment il appliquerait celles-ci et celle-là.

On fut bientôt renseigné. Dès le 25 septembre 1830, la question portée incidemment à la Tribune de la Chambre, fournissait l'objet d'une longue discussion. A l'occasion d'une pétition de quelques commissaires-priseurs, Benjamin Morel, parlant des inquiétudes et de la détresse du commerce, les attribua aux sociétés populaires qui, de toutes parts, relevaient la tête. Il signalait particulièrement cette société désorganisatrice qui, suivant sa propre maxime, conspirait à ciel ouvert. De Tracy, qui lui répondit, reconnut que les sociétés populaires avaient amené quelques troubles, mais en même temps, il insinua qu'on devait faire des améliorations dans les lois. « Qu'on s'occupe donc, s'écria-t-il, de mettre la législation en harmonie, avec le pacte nouveau. » Après lui, Guizot, au nom du Gouvernement, concéda que les craintes excitées par les sociétés populaires étaient exagérées. Sans doute ces groupements devenaient un mal, du moment qu'ils entretenaient, en permanence, l'état révolutionnaire, état contraire au besoin, aux intérêts et aux vœux de la France. De plus, il fallait tenir compte de l'anxiété de l'Europe qui se demandait si, du sein de ces associations, n'allait pas surgir une nouvelle propagande révolutionnaire. Mais, passant à l'état de la législation, et aux remèdes, il trouva indigne que l'article 291 pût subsister dans un pays libre. Selon lui, le gouvernement n'avait pas l'intention d'abuser de cet article et de fermer les sociétés régulières. Il connaissait cependant le danger, il le contiendrait. « Le temps viendra, ajoutait-il, et j'espère qu'il

1. Simonin, *Congrès de 1899*, p. 204.

ne sera plus long, où l'article 291 n'étant plus motivé par l'état de la société, disparaîtra de notre code¹. » Une telle attitude était singulièrement équivoque. Elle ne résolvait rien. C'est que le gouvernement se débattait dans une difficulté insoluble. La cause de sa naissance n'était-elle pas aussi la raison de sa faiblesse? Plusieurs de ses membres n'avaient-ils pas fait partie de ces sociétés populaires qu'il réprouvait²? Celles-ci allaient immédiatement exploiter la fausse situation de ces hommes dont la popularité était une condition d'existence, et qui se trouvaient gênés pour lutter contre ceux-là même auxquels ils devaient leur fortune. Cette première déclaration montrait qu'ils n'osaient ni combattre ouvertement, ni tolérer sans réserve. Encore une fois le Juste-Milieu allait favoriser la propagande républicaine.

C'est ce qui apparut nettement quand le Gouvernement, des paroles, voulut passer aux actes. Comme les journaux, les associations furent traquées. Le soir même de la séance de la Chambre où Guizot avait fait espérer la suppression future de l'article 291, la *Société des Amis du peuple* était expulsée du manège Pellier où elle tenait séance publique. Son président, Hubert, traduit en correctionnelle avec trois des membres du comité, se voyait condamné, le 2 octobre, à trois mois de prison et 300 francs d'amende. La dissolution de la Société était prononcée. Un peu plus tard, la cour d'assises confirmait le jugement³. Quelque temps après, l'*Association nationale* qui avait fait une propagande

1. Pour tout ce débat : voir *Archives parlementaires*, 2^e série, t. LXIII.

2. Salverte et les membres de la gauche le leur avait reproché dans la séance du 25 septembre.

Barthe, Guizot avaient été carbonari et avaient fait partie de la Société *Aide-toi*.

3. Lesur, *op. cit.*, 1830.

active dans l'armée, dans la magistrature et, en général, parmi les fonctionnaires de tous genres, subissait le même sort. A titre d'exemple, deux conseillers d'État, Delaborde et Odilon Barrot étaient révoqués, ainsi que plusieurs fonctionnaires, dont Bouchotte, le maire de Metz¹. Le Gouvernement paraissait donc triompher. Mais, en même temps, sa faiblesse éclatait au grand jour. La plupart des procès n'étaient pour les républicains que des prétextes de propagande. D'accusés ils devenaient accusateurs. De grands avocats, Dupont, Michel de Bourges, faisaient publiquement l'éloge de la République, et les prévenus, eux-mêmes, profitaient de la tribune que leur offraient les assises pour proclamer ouvertement leurs revendications². En outre, pour une misérable victoire, que de défaites n'enregistrait pas l'autorité ! Sur les 39 procès de presse dont parle Antony Thouret, elle dut se contenter de cinq condamnations. La *Société des Amis du peuple*, cinq ou six fois poursuivie, fut presque toujours acquittée. Le procès d'avril 1831 se termina par l'acquittement général des prévenus. Les « Quinze » eux-mêmes, se retirèrent sans dommage. Mais rien ne montre mieux la difficile situation où se trouvait le pouvoir, que le dernier grand procès des *Amis du peuple*. Dans la répression féroce qui suivit les journées de Juin ils ne furent naturellement pas épargnés sur la liste des accusés.

1. Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 416.

Voir dans les *Archives parlementaires*, 1831, la séance du 29 mars à la Chambre. Les Associations nationales furent défendues par La Fayette.

2. Au procès d'avril 1831, outre ces deux avocats, Achille Roche et Rittiez prirent la parole. Il y eut d'autres défenseurs, Marie, Charles Ledru, etc.

Au procès des « Quinze », en janvier 1832, tous les accusés firent de la propagande républicaine. Il y avait là Raspail, Trélat, Blanqui, Plagniol, Antony Thouret, Gervais, etc.

Or le verdict qui clôtura les débats, vaut d'être cité une fois de plus.

« Y a-t-il eu association de plus de 20 personnes? interrogeait-il.

— Oui!

— Cette association était-elle périodique?

— Oui!

— Était-elle autorisée par le gouvernement?

— Non!

— Les prévenus sont-ils coupables?

— Non¹!

Pouvait-on mieux berner le Gouvernement et encourager la propagande républicaine?

Celle-ci, cependant, dut s'adapter aux conditions qui lui étaient faites. Elle ne s'étala plus aussi franchement au grand jour. Les clubs publics se transformèrent en sociétés plus secrètes. Les affiliés seuls furent désormais censés assister aux réunions². Les convocations n'eurent plus lieu par le moyen des journaux ou par voie d'affichage. Mais ce n'était pas encore le mystère absolu. Quoique devenue secrète, écrit de la Hodde, de la *Société des Amis du peuple*³, « elle n'avait pas cette organisation et cette discipline qui caractérisaient le carbonarisme et que nous retrouverons plus tard. Jusqu'à un certain point les séances pouvaient passer pour publiques, puisque la plupart des discussions étaient publiées. Toutefois, le comité, n'avouant qu'une

1. Lesur, *op. cit.*, 1832.

2. Depuis l'expulsion du manège Pellier, la société se réunissait d'ailleurs chez les francs-maçons de la rue Grenelle-St-Honoré. Raspail, *Lettres sur les prisons*, XXV^e Lettre, t. I, p. 320. Cf. plus haut, p. 11.

3. De la Hodde, *Histoire des Sociétés secrètes*, p. 64 et 65.

Il est difficile de concilier cette opinion avec le témoignage de Heine qui note, en février 1832, quinze cents personnes présentes à une réunion.

propagande morale, et les sections ayant soin d'éviter les réunions au-dessus de vingt personnes, il en résultait une sorte de légalité dont les tribunaux d'alors se contentaient. »

En résumé, sous ses divers aspects, on peut dire que la période qui va de la Révolution de 1830 aux journées de Juin 1831, apparaît comme une période d'essai, de tâtonnement, d'expectative. Dans les rapports du pouvoir et des républicains, aucune position nette n'a été prise. Le premier, pris entre deux principes contraires, n'a pas encore les moyens d'obtenir une répression complète. De plus, né de l'émeute, il n'ose pas encore la combattre ouvertement. Les seconds, pour subsister, ont dû transformer leurs associations. La propagande publique du début manifestement contraire au Code, sinon à l'esprit de la Révolution de Juillet s'est modifiée; mais elle n'a pas eu recours encore à la véritable société secrète. Si l'on regarde maintenant le milieu où elle s'exerce, la même équivoque se manifeste. Les républicains ne sont pas encore franchement allés aux ouvriers, et ceux-ci constituent l'infime minorité, dans les sociétés républicaines. Enfin les moyens d'action et la méthode ne sont pas encore au point. Une presse peu nombreuse et peu répandue. Des associations embryonnaires, les unes purement républicaines et sans influence, les autres déjà fortes mais mêlées d'éléments étrangers, celles-ci fortement établies dans les départements, celles-là confinées à Paris. Des individualités, des journaux, des associations francs-tireurs. Une province et une capitale qui s'ignorent : telles sont les conditions de la propagande républicaine avant l'insurrection de juin. Aussi, en juillet 1832, le général Pelet, gouverneur de Paris, passant en revue les divers partis pouvait-il affirmer qu'il n'avait jamais cru à l'existence dans l'état d'un autre parti que du parti carliste. Dans les républicains, il ne voyait que « des hommes égarés par leurs théories ou

exaltés par la fougue de l'âge. » « Rien de tout cela ne constitue un parti, ajoutait-il; il n'y a ni la force, ni le nombre qui peuvent rendre redoutable, ni l'argent et les sympathies qui font des prosélytes¹. » Cependant, au moment même où il écrivait ces lignes, des hommes enthousiastes et résolus tiraient les conséquences des récentes expériences malheureuses. « Jusqu'à présent, notait un ordre du jour des *Droits de l'homme*, le parti républicain n'a été représenté que par des manifestations individuelles ou trop étroitement collectives. Journaux écrits, discours, procès, les associations même, tout *jusqu'aux journées de Juin* se produit avec ce caractère d'isolement ou de bonne volonté et d'action en quelque sorte personnelle, qui ne diminue pas le mérite des efforts, mais qui ne constitue pas une représentation de parti. On doit y procéder, dès à présent, par ces actes d'ensemble... qui montrent une opinion sous un même aspect, qui la lient et l'expriment dans sa généralité². » C'est à cet œuvre que, forte de l'expérience des deux années écoulées, la propagande républicaine allait se consacrer dès le lendemain des 5 et 6 juin 1832.

1. Arch. Hist. Min. de la Guerre, *Correspondance générale* (juillet-août-septembre 1832, 1 carton).

2. Girod de l'Ain, *Rapport à la Cour des Pairs*, t. II, p. 54.

CHAPITRE II

LES NOUVEAUX MOYENS DE PROPAGANDE. LES ASSOCIATIONS A PARIS

Pour la tâche nouvelle, les républicains avaient à leur disposition un instrument tout préparé : l'*Association*. C'est elle qui, mieux utilisée, devait leur donner la solidarité, l'unité, qui leur manquaient. Mais il ne fallait plus, comme auparavant, laisser au hasard et à la bonne volonté individuelle le soin de la réaliser et d'en tirer parti. Dorénavant, elle serait le produit d'une activité réfléchie et raisonnée, guidée par des principes issus de l'expérience et dirigée vers un but clairement exprimé. En manière de préface, en guise de plan pour l'action, les républicains allaient donc disposer d'une véritable philosophie originale de l'association. Dans la confusion des premiers mois du régime de Juillet, il ne leur avait guère été possible de l'élaborer. Mais à la fin de 1832, les éléments en étaient suffisamment dégagés pour être rassemblés en une notion claire et distincte, coordonnés en un système rigoureusement logique.

Sans doute, dès 1830 deux exemples s'offraient déjà aux vainqueurs de Juillet : les sociétés populaires et fraternelles de la grande Révolution, les sociétés secrètes de la Restauration. La liberté étant rétablie, ces dernières n'avaient plus de raison d'être, et c'est à l'instar des clubs révolutionnaires que les hommes de Juillet, et les premiers répu-

blicains se figurèrent l'association. Les assemblées populaires de 1830 devaient, dans leur pensée, aider au développement des conséquences des *Trois Glorieuses*, de la même façon et par les mêmes moyens que les sociétés fraternelles de 89 ou de 93 avaient contribué au progrès de la grande Révolution. Mais, outre que la pratique en avait été oubliée depuis trente-cinq ans, l'organisation ancienne ne répondait pas suffisamment aux nécessités présentes. Deux années d'exercices avaient été indispensables aux républicains pour mettre l'instrument au point. Chaque association, pour sa part, avait, en quelque sorte, fait l'essai d'un caractère original¹. Il ne restait plus, en 1832, qu'à opérer la synthèse de ces caractères pour obtenir l'association parfaite.

A l'expérience acquise de leur propre gré, les républicains pouvaient, de plus, ajouter après les journées de Juin, celle que le gouvernement leur avait imposée. La politique du Juste Milieu venait de prouver que l'association était de plus en plus nécessaire mais que l'association populaire ouverte, publique, des premières années, avec ses assemblées aussi enthousiastes qu'indisciplinées, avait fait son temps. Une nouvelle formule s'imposait, pour laquelle il fallait, à présent, faire appel aux sociétés secrètes récentes, et surtout au carbonarisme². Synthèse du club révolutionnaire et de la vente, tel est, donc, le premier aspect sous lequel l'association apparaît aux républicains en 1832.

Mais une troisième influence est venue donner à l'esprit d'association, l'originalité et la teinte de nouveauté suscep-

1. L'exemple de la discipline et de l'organisation avait été fourni par la *Société Gauloise*; celui de la propagande départementale par *Aide-toi*, celui de la doctrine et de la centralisation par les *Amis du peuple*, etc.

2. Presque tous les membres des nouvelles sociétés avaient été carbonari avant 1830.

tible de l'adapter à l'époque, celle des théories socialistes récentes; Saint-Simonisme et Fouriérisme. Les idées saint-simoniennes avaient pénétré dans les *Amis du Peuple* dont quelques disciples du maître avaient fait partie, au début¹. La théorie de l'*Association universelle*, quoique très vague, se trouvait, dans sa généralité, concorder avec certaines idées républicaines. A vrai dire cette influence interne était disparue assez rapidement. Bientôt en effet le Saint-Simonisme s'était séparé des associations politiques qu'il jugeait en deçà de son but. Cette attitude avait apparu à tous lors de l'affaire des *Associations nationales*, en mars 1831. Tout en se déclarant plutôt favorables aux libéraux, tout en ne les blâmant nullement de s'associer, les partisans de la doctrine saint-simonienne entendaient rester en dehors des sociétés patriotiques. Autrefois, disaient-ils, nous avons été « libéraux, chaudement » mais maintenant nous avons un but plus haut placé, une mission plus élevée. Leur association n'était pas un groupement de haine, de résistance, de méfiance, mais une association d'amour. « Nous avons la noble mission, écrivaient-ils dans *Le Globe*, non pas d'instituer sur la terre une opposition dans laquelle la générosité ne peut se manifester que sous des formes de haine et de jalousie, mais de rapprocher tous les partis, de leur inspirer à tous une foi nouvelle, de les réunir tous au nom

1. Buchez qui s'était séparé de Saint-Simon en 1829, avait du moins apporté, dans les associations, une partie des idées du maître, la critique de l'état industriel et l'idée d'association. L'influence des idées saint-simoniennes apparaît dans plusieurs brochures de l'époque, notamment *La Voix du peuple* publiée en décembre 1831 par la *Société des Amis du peuple*.

Cf. aussi, un article du républicain Laurent, en novembre 1831, dans la *Revue Encyclopédique*, t. LII, p. 37, le plaidoyer de Blanqui au procès des Quinze, en janvier 1832. Voir O. Festy, *op. cit.*, p. 83 et 126.

de Dieu, de notre maître, dans le cercle de l'association universelle¹. » Malgré tout, la formule avait continué à pénétrer le milieu républicain : Cavaignac reconnaissait que les Saint-Simoniens, au milieu de leurs erreurs, avaient soutenu des idées utiles, notamment l'emploi de l'association². Et Marrast déclarait qu'il serait indigne de parler avec le mépris devenu à la mode des efforts du Saint-Simonisme³.

Cependant son attitude de splendide isolement, la complexité de ses théories avaient assez vite effacé l'influence de ce dernier au profit du Fouriérisme. En 1832, les théories phalanstériennes n'étaient, certes, pas nouvelles, mais, repoussées dans l'ombre par le scandale du Saint-Simonisme à son apogée, elles avaient mis plus longtemps à percer au grand jour. Et c'est seulement à partir de cette date, qu'elles étaient arrivées à conquérir les esprits, d'autant plus profondément que l'infiltration avait été plus lente. Leur influence se manifesta très vite. La *Société des Droits de l'homme* ne cessa de citer Fourier dont la doctrine, plus

1. *Le Globe*, n° 83, 24 mars, n° 85, 26 mars, et n° 90, 31 mars 1831.

« Et pendant ce débat entre les libéraux et le pouvoir, ajoutaient-ils, nous restons, nous, spectateurs non pas impassibles, car le faux pas auquel nous assistons et dont la société souffre nous affecte douloureusement, mais nous restons sans nous ranger autour d'aucune de ces deux bannières, sans nous enrôler dans les associations patriotiques.... »

« Cependant si nous sommes obligés de prendre parti, écrivaient-ils encore, nos sympathies sont plutôt du côté des libéraux » et plus loin : « le rôle des libéraux est important et glorieux.... »

2. *Opinion de G. Cavaignac sur le droit d'association*, BN. Lb⁵¹ 1637 (au Procès des amis du peuple en décembre 1832). « Je citerai, entre ceux qui développent cette idée d'avenir (l'idée d'association)... les Saint-Simoniens; car nous ne sommes pas Saint-Simoniens, il s'en faut, mais les hommes justes reconnaissent qu'au milieu de leurs erreurs, ils ont soutenu avec dévouement, des idées utiles, parmi lesquelles se trouve l'emploi de l'association. »

3. Paris révolutionnaire, *La presse révolutionnaire*, t. I, p. 386.

populaire et plus précise, devait davantage plaire aux masses, et dans les associations républicaines les Fourieristes remplacèrent les Saint-Simoniens¹.

Marrast parlait avec admiration de cet homme « marchant à part » qui avait « ramené avec toute la hardiesse du géant la plupart des questions qui embrassent la constitution sociale et qui prennent l'homme dans ses éléments physiques, et dans son état passionnel. » « On a deviné, ajoutait-il, M. Fourier et ses disciples, dont M. Lechevallier². » De tous ces systèmes, auxquels il faudrait ajouter celui de Buchez dans *L'Européen* et celui de Leroux dans la *Revue Encyclopédique*³, les républicains ont retenu la partie sociale, sans doute, mais surtout le cadre général, le principe, c'est-à-dire l'Association. Alors que les doctrines, auxquelles ils puisaient, étaient purement utopiques et visaient l'État futur, ils ont pris seulement la formule pratique applicable immédiatement, celle de l'association politique. « Le principe d'association, s'écriait Raspail, en 1833, n'est que le principe sur lequel doit s'appuyer une société bien constituée. L'association n'est que la société dans des limites plus restreintes. Un jour nous n'aurons que des associations agricoles, industrielles, commerciales, mais aujourd'hui que le privilège politique dévore la grande association sociale, il faut bien que les hommes généreux se groupent et s'organisent en associations politiques⁴. »

Il ne suffisait pas d'être éclairé sur la nécessité de l'Association, il fallait la justifier contre les prétentions du pouvoir, et aux yeux même de ses partisans. Persécutés par le gou-

1. O. Festy, *op. cit.*, p. 129.

2. Paris révolutionnaire, *La presse révolutionnaire*, t. I, p. 386.

3. *Id.*, et Cavaignac, *Discours sur le droit d'association*, cit.

4. *La Tribune*, 29 août 1833, Procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Association parisienne pour la liberté de la presse.

vernement, instruits par deux ans de pratique, les républicains étaient, en 1832, en mesure de le faire. Ils allaient se poser en s'opposant et établir, pour l'Association, un véritable fondement philosophique. A vrai dire, ils n'étaient pas d'accord. Dès le principe, on pouvait constater la division qui allait affecter les associations, aussi bien dans la forme de l'organisation que dans le fond du programme, et partager les républicains en deux écoles, l'école montagnarde et l'école américaine.

Cavaignac était le porte-parole de la première. L'Association, disait-il, en substance, est le droit le plus *naturel* et le plus vital de toute organisation humaine. Il existe au même titre que la société tout entière. De par sa nature, il échappe à la loi. Ce n'est pas une concession de celle-ci, mais il découle des deux droits les plus naturels et les plus féconds chez l'homme, celui de penser, celui de travailler, de produire, par conséquent du droit d'employer le meilleur moyen possible pour faciliter et utiliser son travail, exercer et propager sa pensée. Or le meilleur moyen c'est le concours de plusieurs activités, de plusieurs intelligences, c'est l'Association. Il n'y a pas une seule chose au monde qui soit susceptible d'être faite par un seul. C'est pour cette raison que l'Association est d'une nécessité de nature. « Le législateur qui veut en disposer à sa guise, disait-il, fait une chose aussi juste et aussi praticable que s'il prétendait réglementer l'attraction qui allie les mondes. » La loi est donc abusive. Nous nous plaçons en face d'elle et nous lui disons : « Tu peux nous punir de ce que nous ne t'observons pas, mais tu ne peux nous forcer de te trouver juste et par conséquent de t'obéir. » Nous lui disons avec J.-J. Rousseau : « Lorsqu'une loi est abusive, les citoyens doivent, en la transgressant, lui fournir l'occasion de sévir contre eux, car plus elle sera appliquée souvent et mieux ressortira,

aux yeux de tous, aux yeux du juge lui-même, le vice qui doit en amener l'abrogation¹. » Ailleurs, un autre républicain, Guyot, faisait remarquer de même que l'Association était, pour l'organisation de toute société, ce que les rapports des chiffres entre eux sont pour la formation d'une arithmétique. Il y a immoralité, disait-il, injustice et stupidité à vouloir la faire rentrer dans le domaine de la loi, domaine qu'elle seule a pu créer².

En face des partisans du droit naturel, se dressait l'école « américaine » représentée par *Le National*. Il n'y a point de libertés antérieures et supérieures à la société, lisait-on dans ce journal, de même qu'il n'y a point de souveraineté monarchique antérieure et supérieure au droit qu'à toute nation de changer la forme de son gouvernement. La liberté de la presse, la liberté individuelle, le droit d'association, ne sont pas des droits naturels, comme l'a dit la Constituante, ce sont des conventions d'un état social très avancé. Nulle part ces conventions ne sont exemptes de restrictions, pas plus le droit d'association que les autres. « Autrement, la plus petite fraction de la société se constituerait rivale de la société tout entière, revendiquerait pour elle les prérogatives de la souveraineté nationale, au détriment de la véritable souveraineté nationale. » Or, il n'est pas vrai que 3 000, 5 000, 10 000 citoyens, partant d'un droit naturel tout à fait chimérique, puissent s'établir en association au milieu d'une grande société. C'est si vrai que le droit naturel

1. *Opinion de Cavaignac sur le droit d'Association, cit.*, BN. Lb⁵¹ 1637 et reproduit dans *Le Fondateur*, janvier 1833.

2. *Procès de la Société des Droits de l'homme et du citoyen* : Discours sur le droit d'Association, prononcé par le citoyen Guyot, le 10 avril 1833, à la cour d'assises de la Seine. Lb⁵¹ 1770.

Cf. aussi *Association parisienne pour la défense de la liberté de la presse*. Discours du citoyen Desjardins sur l'Association républicaine, dans l'affaire des *Amis du peuple*, 8 avril 1833, Lb⁵¹ 1767.

d'association a été attaqué par tous les gouvernements, quels qu'ils soient, même la Constituante qui a fermé les établissements religieux, les corporations de métier, même la Convention. Le droit d'association, en définitive, n'est pas un droit de nature, c'est un droit de convention que toute société politique avancée accorde à ses membres pour faciliter entre eux une multitude de rapports qui augmentent le bien-être général, en rendant une certaine somme de bien-être ou d'agrément privé, plus accessible, avec une dépense moindre. La première condition pour l'Association, c'est donc de ne pas chercher un avantage qui tournerait au désavantage du plus grand nombre; aussi le gouvernement doit-il intervenir. Mais ce qui est vrai, c'est que, si le gouvernement représente vraiment la volonté générale, comme aux États-Unis, il est impossible que la convention politique appelée droit, soit restreinte, sinon dans l'intérêt général. Dans un État assez avancé, où le gouvernement est l'expression de la volonté de tous, il n'y a pas un intérêt du gouvernement et un intérêt national distincts. Et, par suite, on n'aura jamais à examiner si telle association propice à l'intérêt général n'est pas contraire à l'intérêt du gouvernement. En France, particulièrement, le droit d'association doit exister, non en vertu d'un droit de nature, mais en vertu du progrès qu'a fait la Révolution de Juillet¹.

Quelles que fussent ces discussions, les uns et les autres étaient d'accord sur ce point, que le droit d'association devait exister. Une polémique ayant mis aux prises les deux écoles, en juillet 1833, *Le National*, tout en maintenant ses positions, affirma que l'Association était un droit sacré. « Que le droit d'association soit naturel ou conventionnel,

1. Pour tout ce paragraphe, voir *Le National*, 30 juillet, 2 août, 4 août 1833.

s'écriait-il, il s'agit de savoir si l'on en veut ou non. Nous en voulons, nous¹. »

C'est qu'en dehors de tout fondement philosophique, il trouvait une large justification pratique. Ce n'était pas par pur désir de joutes oratoires que le même cri retentissait partout, dans les brochures, dans les manifestes, dans les banquets, dans les procès. Pour les républicains, l'Association avait un but général de fraternité. Elle seule pouvait « un jour, faire cesser l'esprit d'égoïsme et d'individualisme qui gangrène le monde², » unir les nations « qui ne sont divisées que par les intérêts des princes³. » Elle seule devait être « le dogme absolu de toute société, » en tout cas, celui de toute société républicaine. Plus que jamais cette vérité s'imposait en 1833. Dispersés en face du bloc monarchique, les républicains, sous peine de succomber, étaient dans l'obligation absolue de constituer un autre bloc. A d'autres temps d'autres nécessités. Jusqu'ici, en effet, la presse, plus que les associations, avait été la principale force. En 1830 c'est elle qui avait joué le rôle essentiel, c'est elle qui « recevant et communiquant toutes les inspirations généreuses » avait conservé « le peu qui restait de la liberté; » elle qui, confiante en sa mission s'était toujours placée devant le pouvoir, arrêtant sa marche, retenant son bras, lui disant : « Tu n'iras pas plus loin; » elle enfin, qui, « suppléant à l'éducation politique qui manquait, et réveillant au moment du danger les sympathies populaires endormies, avait commencé par le sentiment la tâche que le raisonnement accomplirait plus tard. » Mais, à présent, « couverte de blessures,

1. *Le National*, 4 août 1833.

Vignerte répondit par une lettre ouverte à ce journal le 4 août. Cf. AN. CC 590, dossier Vignerte.

2. AN. CC 585, l. 7, d. 3, p. 78.

3. AN. CC 585, l. 2, p. 48.

toujours courageuse, toujours en butte à de nouvelles attaques, elle avait besoin du secours d'une autre puissance populaire comme elle, qui partageât ses dangers et qui fit cause commune avec elle, » l'Association¹.

Si la presse était libre, en effet, si la grande masse du peuple pouvait et savait lire les journaux, s'il était permis aux prolétaires de dévoiler leurs souffrances et de réclamer leurs droits, l'association serait vaine. Mais puisque les journaux restaient fermés aux républicains par suite des difficultés matérielles, qu'il était impossible à ceux-ci d'avoir des organes à eux, et par suite de propager leurs doctrines, il ne leur restait plus, « à l'instar de ces hommes partis de Judée qui proclamaient partout le principe de la fraternité, » qu'à s'appuyer sur « la foi dans leurs doctrines » pour propager partout la prédication et les affiliations².

Outre qu'elle devait soutenir la presse, l'Association en était le complément nécessaire. Le pouvoir manquait en effet à sa première obligation, en refusant au peuple l'instruction qui lui était due; or l'émancipation politique ne pouvait se faire que par l'émancipation intellectuelle. C'est la presse qui y contribuait d'abord en propageant « les vérités utiles au bonheur de tous, » en relevant « la dignité de l'homme, » en l'éclairant sur ses droits, ses besoins, et ses devoirs, pour qu'il puisse un jour s'assurer « des conditions honorables et faciles d'existence. » Mais elle n'était pas suffisante. Même, s'il y avait des journaux, l'association resterait nécessaire. Elle accomplissait ce que la presse était impuissante à réaliser. Elle agissait sur la grande masse des prolétaires qui, négligée par le législateur, n'avait jamais reçu

1. CC 612, Reg. 1, p. 4. *Procès-verbal de l'assemblée centrale des délégués des associations en faveur de la presse patriote*. Adresse aux patriotes de tous les départements.

2. *Lettre de Vignerte au « National »*, cit.

d'instruction et ne savait pas lire; l'enseignement oral, l'effet de la parole n'étaient-ils pas plus puissants que la lecture morte d'un journal¹? De plus, l'association ne devait pas servir seulement à propager les principes. Elle en commençait la mise en pratique. Quoi de plus magnifique en effet que ce peuple des sections « délibérant, votant, élisant ses fonctionnaires, sanctionnant ses règlements et les exécutant ensuite avec une obéissance religieuse! » L'Association est la véritable école de la politique. C'est aussi l'école de la fraternité. Dans les réunions, se trouve représenté « le dévouement de toutes les classes et de tous les âges. » « Le vieillard de 93 se trouve assis à côté du jeune homme de 1830, » et « le médecin, l'avocat et l'étudiant y pressent avec effusion la main calleuse des ouvriers émancipés et rappelés à leur dignité². » Ainsi la presse et l'Association, chacune par leurs moyens propres, en se soutenant, en se complétant arrivent au but final, qui est l'éducation populaire, la formation d'une opinion publique qui est la « force souveraine d'un État libre³. » Le mal actuel venant de deux causes, « l'ignorance et la faiblesse, deux moyens peuvent seuls le détruire, la presse et l'Association. » « La presse éclaire, l'Association fortifie, la presse dénonce les abus, l'Association les réprime; lumière et force, tel est le résultat de leur solidarité⁴. » En aucun cas elles ne doivent se séparer. A une organisation qui partout attaque sous une direction commune, il est nécessaire d'opposer une organisation unique qui partout résiste⁵. Cette organisation, c'est l'Association

1. AN. CC 612, Reg. 1, p. 4.

2. *Lettre de Vignerte*, cit.

3. AN. CC 612, reg. 1, p. 4.

Cf. aussi Girod de l'Ain, *op. cit.*, IV, p. 522 et suiv. *Société des droits de l'homme et du citoyen : De l'Instruction*.

4. AN. CC 612, I, p. 4.

5. *Id.*, Cf. aussi : Girod de l'Ain, *op. cit.*, IV, p. 54, p. 33.

qui, en définitive, la réalise, l'Association sous toutes ses formes. « Serait-ce trop, s'était écrié Cavaignac au procès des *Amis du peuple* que d'une association pour la diminution des impôts, d'une autre pour des enquêtes sur les diverses causes de malaise moral et matériel dont se plaint le pays, et sur les remèdes à y apporter, d'une autre pour l'instruction du peuple, pour le régime municipal, pour le système pénitentiaire, pour le maintien du jury, une autre encore pour la liberté individuelle, etc.¹. » C'était énoncer là tout le programme théorique que les républicains allaient mettre en pratique, après les journées de Juin, aussi bien à Paris que dans les départements.

A Paris, d'abord, où la tourmente avait emporté les résultats de deux années d'efforts, tout était à reconstituer. « Les républicains ne forment plus un parti, écrivait Gisquet, le 12 juin 1832, ce sont des hommes isolés qui conservent leur opinion politique, mais qui n'osent pas, quant à présent, réunir les membres épars de leurs bandes découragées². » Après l'échec de l'émeute, un grand nombre d'associations s'étaient dispersées d'elles-mêmes. La répression avait fait le reste. Mais, peu à peu, malgré les poursuites, malgré les dissolutions, quelques-unes des anciennes associations se reconstituèrent. La *Société des Amis du peuple* d'abord, semble s'être réorganisée un instant. C'est du moins ce qui paraît ressortir d'une lettre de d'Épercy à un rédacteur de *La Tribune*. Dissoute légalement après son procès de décembre 1832, dissoute de fait « par l'impossibilité où se trouvent ses membres de se réunir en assemblées générales³, » elle

1. *Opinion de Cavaignac sur le Droit d'association.*

2. *Bulletins de police de Paris*, AN. F⁷, 3886.

3. *Réquisitoire du Procureur général à la Cour des Pairs*. Annexes, pièce 10, p. 96 (Lettre de d'Épercy à *La Tribune*), et Girod de l'Ain, *op. cit.* t. IV, pièce 120, p. 257.

paraît, malgré tout, avoir subsisté quelque temps. On voit encore en avril 1833 son nouveau président Desjardins, et un certain Denoux, comparaître en cour d'assises, le premier pour infraction à l'article 291, le second pour avoir prêté son local sans autorisation de l'autorité municipale¹. Elle est en décadence d'ailleurs. Si l'on en croit Raspail, la police y aurait eu de plus en plus ses entrées, et aurait essayé de la déconsidérer par toutes sortes de manœuvres. « Il est de bon ton, écrit-il, d'y arriver saoul comme des marquis de la Régence. On y a vu un orateur traîné à la tribune aux harangues par deux compères qui en se servant mutuellement d'arcs-boutants gardaient un tant soit peu mieux l'équilibre². » En fait, au milieu de 1833, on n'en parle plus.

Plus durables ont été d'anciennes associations comme la *Société de la Nouvelle École*, *L'Union de Juillet*, *Aide-toi, le ciel t'aidera*. La première qui s'est maintenue jusqu'en avril 1834, n'a pas fait beaucoup de bruit. C'est que beaucoup de ses membres se trouvaient en même temps faire partie d'autres sociétés plus importantes³. La seconde, formée en 1831, tenait ses séances rue Bergère. Composée surtout de réfugiés étrangers et de militaires, elle était présidée par le général La Fayette⁴. Le 28 mars 1834, on la voit protester encore contre la loi sur les associations⁵. Mais en somme, « elle n'a révélé son existence par aucun fait sérieux⁶. » Du reste, elle était moins une société qu'une

1. Lesur, *Annuaire historique*, 1833, p. 222.

2. Raspail, *Lettres sur les prisons*, t. II, XL^e Lettre, p. 388.

3. Cf. son manifeste BN Lb⁵¹ 1788 et AN. CC 590, pièce 11 : *Des républicains*, 20 avril 1834.

4. Archives historiques du Ministère de la Guerre, *Corresp. générale*, nov.-déc. 1831. Le 2 décembre, dans une de ses réunions, assistaient un général espagnol et un général italien.

5. *Id.*, avril 1834, *Lettre de la Gendarmerie de Saône-et-Loire*, 3 avril.

6. Gisquet, *Mémoires*, t. III, p. 300.

« assemblée accidentelle des hommes les plus marquants de l'opposition avancée et du parti républicain¹. » Parmi les anciennes associations, ce fut la société *Aide-toi* qui garda la plus grande influence. Après l'insurrection de Juin, comme le dit une de ses circulaires, il était difficile que « les mesures exceptionnelles respectassent la société *Aide-toi* et les membres du Comité qui la dirigeaient. » Des « tentatives » furent faites pour « entraver sa marche. » C'est ainsi que le 21 juin, la police perquisitionna au siège de la société et saisit des circulaires lithographiées dont le but était de mettre en garde les membres de la province contre la manière dont le compte rendu des 5 et 6 juin avait été fait par les journaux gouvernementaux. Malgré tout elle annonça bien haut son intention de continuer l'œuvre qu'elle avait entreprise. La société, écrivait-elle, « n'en persévéra pas moins à faire son devoir, et fidèle à sa patriotique mission, à défendre, par les voies légales dont elle ne s'est en aucun temps écartée, les droits conquis en Juillet sur l'absolutisme². » Son but resta donc le même : éclairer tous les citoyens, et plus particulièrement les électeurs par des publications utiles; entretenir avec les départements une correspondance qui permette de faire connaître, soit par la voie de la presse, soit à la tribune, les actes arbitraires et les abus de pouvoir dont gémissent les bons citoyens; être, en quelque sorte, le centre de tous les comités qui s'établissent en France, tel fut son objectif principal³. En d'autres termes, elle ne s'écarte guère de son caractère électoral. Son comité qui comprenait, à la fin de 1831, Barthélemy-Saint-

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 300.

2. *La Révolution de 1848*, t. XII, 1915-1916; H. Duval, *Documents pour servir à l'histoire des sociétés populaires*. Lettre de Garnier-Pagès à E. Albert, à Riom, du 18 juin 1832, p. 381.

3. *Id.* Lettre du même au même du 19 novembre 1831, p. 375.

Hilaire, Blanc, Cadet-Gassicourt, Carrel, Cauchois-Lemaire, Chatelain, Chevallier, Debains, Dupont, Garnier-Pagès, Sentis, Vallier, semble, d'autre part, être resté le même jusqu'à sa dissolution¹. Elle fit encore de bonne besogne au cours de l'année 1833, et eut quelque popularité mais, quels qu'aient été « le dévouement et l'activité des hommes qui la continuaient, elle ne put échapper à l'affaissement de toute association qui survit à l'ordre des choses en vue duquel elle a été organisée². » De plus son influence ne s'exerça guère qu'en province. A Paris elle était à peu près nulle³.

C'est que, dans la capitale, trois grandes associations venaient de naître, dont le but et l'organisation répondaient davantage aux besoins nouveaux de la propagande républicaine : l'*Association libre pour l'instruction du peuple*, l'*Association pour la liberté de la presse*, la *Société des Droits*

1. *La Révolution de 1848*, H. Duval : *Documents... etc.*, cit., p. 378 et *Aide-toi : Assemblée générale de Novembre, 1832*, BN. Lb⁵¹ 1584.

2. Sarrans, *Histoire de la Révolution de Février*, p. 57.

3. Voici, d'après le compte rendu de l'assemblée générale de novembre 1832, quels étaient les principaux points des statuts de *Aide-toi*.

Elle avait pour but « d'éclairer et de seconder les citoyens dans l'exercice légal de tous les droits politiques qui découlent du principe de la souveraineté nationale. » Ses moyens : « ceux que donne la loi, principalement pour favoriser, à l'avènement de la Chambre des députés, aux grades de la garde nationale, aux conseils municipaux, d'hommes probes, instruits, indépendants et patriotes, pour aider à la propagation de tout ce qui a trait à l'enseignement primaire, pour éclairer et fortifier l'opinion publique, pour développer l'exercice du droit de pétition. »

Elle tirait ses ressources d'un droit de réception de 10 francs à Paris, de 5 francs en province, et d'une cotisation régulière mensuelle de 5 francs à Paris, et de 1 franc en province, ainsi que de souscriptions spéciales.

Un comité central de 12 membres l'administrait, divisé en 3 sections. La première s'occupait des élections générales et des pétitions, la seconde des conseils municipaux, des gardes nationales, de l'instruction publique, la troisième, du matériel et du personnel.

de l'homme et du citoyen. A vrai dire, la première était bien antérieure aux événements de Juin, mais, dissoute pour avoir assisté au cortège du général Lamarque, elle n'eut vraiment sa pleine organisation qu'en 1833. Elle tenait son origine de l'*Association polytechnique* formée dès le lendemain des journées de Juillet. Suivant l'exemple donné par Poncelet, Bardin, Bergens à Metz, Charles Dupin à Paris, avant 1830, plusieurs élèves de l'École Polytechnique avaient organisé, après la Révolution, des cours pour les blessés convalescents réunis dans le château de Saint-Cloud¹. Après leur guérison, les fondateurs, à la suite d'un banquet de cent couverts présidé par le général Bertrand, songèrent à une organisation permanente. On nomma un comité dont le président fut le duc de Choiseul-Praslin, pair de France, ancien ingénieur-géographe². Il était assisté de Victor de Tracy, député, ancien officier d'artillerie; d'Auguste Comte, répétiteur à l'École Polytechnique; de Vauvilliers, inspecteur des Ponts et chaussées; de Larabit, député, capitaine du génie. Des professeurs volontaires s'offrirent : Auguste Comte, pour l'astronomie; Maurice Courtial, pour l'arithmétique et la géométrie appliquées aux arts; Mengaud pour le dessin linéaire; Adolphe Gondinet, Garbit et Meissas. Le but de l'Association était alors d'établir entre tous les anciens élèves de l'École Polytechnique une solidarité puissante, et de répandre, dans les classes laborieuses, l'instruction qui forme la base d'une société moderne³. Les cours fonctionnèrent d'abord à l'Hôtel de Ville, puis aux Petits-Pères, dans la mairie de l'ancien troisième arrondissement, au cloître Saint-Merry⁴.

1. *Histoire de l'Association polytechnique*, p. 36.

2. *Id.*, p. 38.

3. *Id.*, p. 35.

4. *Id.*, p. 40.

Mais, parmi les fondateurs, se trouvaient plusieurs adeptes de la doctrine saint-simonienne qui « tentèrent de transformer la société en une force politique et sociale et essayèrent de s'en servir pour propager leurs idées¹. » Deux professeurs surtout, Lechevallier, à l'Hôtel de Ville, et Raucourt aux Petits-Pères firent, spontanément, de leurs cours, une dissertation sur la philosophie sociale. Après enquête, le comité supprima ces deux enseignements. C'est précisément à la suite de cette mesure disciplinaire que Lechevallier ouvrit un cours de physique au Conservatoire des Arts et Métiers, puis fonda, le 15 juin 1831, un nouveau groupement sous le titre de *Association pour l'instruction gratuite du peuple*. Cette société rallia tout de suite la plupart des fondateurs de l'Association Polytechnique. Au comité figuraient Alexandre de Laborde, président; Dupont de l'Eure, vice-président. A côté d'eux siégeaient de Tracy, Lechevallier, Larabit, Guibert, Meissas, Raucourt, Courtial, etc. Le siège social fut transporté rue de l'Abbaye au n° 3. Le 4 juin 1832 l'Association nouvelle tenait sa première assemblée générale et élisait un nouveau comité². Alexandre de Laborde, trop favorable à la Royauté de Juillet, se voyait éliminé et remplacé à la présidence par Dupont de l'Eure. Cormenin devenait vice-président, Lechevallier, secrétaire. Ils étaient assistés de Laffitte, Odilon Barrot, F. Arago, Salverte, Voyer d'Argenson, Audry de Puyraveau, Cabet, Grouvelle, de Lasteyrie, Teste, Recurt, Berrier-Fontaine, Dolley. Marchais figurait dans une commission. Comme on le voit, les noms des membres du comité étaient significatifs, et cette élection marquait une très sérieuse évolution à gauche³.

Survint, presque aussitôt, l'émeute de Juin. Lechevallier,

1. *Histoire de l'Association polytechnique*, p. 41.

2. *Le Fondateur*, décembre 1832.

3. *Histoire*, cit., p. 42.

aperçu sur une barricade le fusil à la main, organisant ses cohortes, dut s'enfuir en Angleterre¹. L'Association, privée de ses locaux par le gouvernement, suspendit ses cours et fut dissoute. Elle mit six mois à se reconstituer. Ce n'est que le 13 janvier 1833 que, rue des Fossés-Saint-Jacques, une assemblée générale réélisait le comité². Il n'y eut que peu de changement. F. Arago fut porté à la vice-présidence. Audiat et Ferron devinrent vice-secrétaires. Quelque temps après, Cabet était nommé secrétaire général. Cette réorganisation coïncidait à peu près avec la réouverture des cours, qu'on avait eu grand'peine à obtenir du ministère. En même temps, le règlement était modifié et l'organisation devenait définitive.

La société qualifiée de « philanthropique, » « populaire » et « patriotique » prenait le titre d'*Association libre pour l'éducation du peuple*. Elle avait pour but de fournir à tous les Français l'éducation physique, intellectuelle et morale nécessaire aux membres d'une nation agricole, industrielle et commerçante, et à laquelle tous ont des droits égaux. Cette éducation devait être donnée dans des cours publics à tous les citoyens riches ou pauvres et aux deux sexes. Quant aux citoyens affligés par la misère et la maladie, ils recevraient, dans leur demeure, et par la voie des commissaires de l'Association, des secours physiques, intellectuels et moraux tels : 1^o qu'ils passent, dans le temps le plus court possible, de l'état de dénuement à l'état d'ouvriers vivant librement de leur travail; 2^o que le goût de l'instruction pénètre dans leurs esprits; 3^o qu'ils deviennent des citoyens vertueux et utiles à l'humanité.

L'ouverture des cours avait lieu chaque année le 1^{er} sep-

1. *Le Fondateur*, janvier 1833.

2. *Le Fondateur*, février 1833.

tembre, et la clôture, le 1^{er} août. Pendant les vacances on procédait aux examens et au classement des auditeurs suivant leur progrès, à la distribution des prix et des diplômes de capacité. Pour suivre ces cours il fallait présenter de sérieuses références. Les jeunes gens au-dessous de dix-sept ans devaient être présentés par leurs parents ou par des correspondants garants de leur conduite. Les ouvriers étrangers étaient tenus de montrer leur permis de séjour; ceux de Paris, de donner le nom des chefs d'atelier qui les occupaient; les militaires, de fournir une permission de leurs chefs. Toute absence était communiquée aux divers répondants.

L'Association était fortement organisée. Pouvaient en faire partie toutes les personnes des deux sexes, à condition d'être agréées par les commissions d'arrondissement et le Comité central, et de payer une cotisation de vingt-cinq centimes par semaine, ou de treize francs par an. Toutefois, les citoyens aisés se voyaient invités à payer une somme proportionnelle à la mesure de leurs moyens. Les membres de la société étaient réunis à Paris par arrondissement, hors de Paris par communes, en *cohortes*. Chaque cohorte se divisait elle-même, « pour la facilité de la perception » des cotisations, en *centuries* et en *décuries*. L'ensemble avait à la tête un *Comité central*, siégeant à Paris, et autant de commissions qu'il y avait d'arrondissement ou de communes. Tous les six mois, on procédait à la réélection des dirigeants. Le Comité central centralisait tous les services de l'Association et avait pour mission de lui conserver « la direction la plus avantageuse au bonheur physique, intellectuel et moral du peuple. » Il élisait lui-même un bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, de deux vice-secrétaires, d'un inspecteur de la comptabilité, d'un trésorier, d'un bibliothécaire, d'un conservateur du cabinet

de physique et chimie, d'un conservateur du matériel. Lors des séances du Comité, les travaux se faisaient dans l'ordre suivant : 1^o Lecture et adoption du procès-verbal de la séance précédente; 2^o Lecture de la correspondance et annonce d'ouvrages offerts au Comité; 3^o Compte rendu des commissions d'arrondissement et établissement de la comptabilité hebdomadaire; 4^o Rapports des commissaires et discussions; 5^o Développement des propositions faites par les membres du comité. Quant aux commissions, composées des membres du comité habitant l'arrondissement, du chef de cohorte, des centurions et des décurions, elles fonctionnaient comme le comité central, chacune dans sa sphère. Un soin tout spécial était apporté au recouvrement et à la gestion des finances. Au commencement de chaque mois, le président de la commission remettait au chef de cohorte autant de bordereaux paraphés par lui qu'il y avait de décuries. Celui-ci les distribuait aux centurions qui les répartissaient aux décurions. Ces derniers recueillaient les cotisations. L'argent parvenait hiérarchiquement au chef de cohorte qui le remettait au Comité. De plus, il existait des commissaires-quêteurs chargés de recevoir les fonds et les dons non périodiques. La surveillance générale appartenait à l'inspecteur de la comptabilité; et chacun pouvait, à jours et à heures fixes, vérifier l'état de la caisse chez le trésorier.

Enfin au sein du Comité, fonctionnaient quatre commissions spéciales et permanentes : une commission des locations, chargée de visiter les locaux, d'en débattre le prix, d'en passer les baux; une commission des impressions; une commission d'achat de matériel qui examinait les projets d'achat et passait les marchés; une commission de l'enseignement, qui donnait son avis sur tous les objets relatifs aux cours proprement dits, examinait les livres proposés,

entendait et examinait les professeurs qui se présentaient, les inspectait une fois admis.

L'Association avait son journal : à partir d'octobre 1832 ce fut *Le Fondateur* d'abord rédigé par V. Lechevallier puis par Cabet. *Le Fondateur* disparut en mars 1833. Quelques mois plus tard Cabet le remplaçait par *Le Populaire*. A la fin de 1833 l'*Association libre pour l'éducation du peuple* comptait près de trois mille sociétaires dont plus de soixante députés¹.

Le deuxième groupement important qui rallia les forces républicaines, après juin 1832, fut l'*Association pour la liberté de la presse*. L'idée n'en était pas nouvelle. Une société analogue avait fonctionné avant 1830. De plus, après les journées de Juillet, *Le Patriote*, ruiné par la loi du 14 décembre qui rétablissait le cautionnement, les droits de timbre et de poste, avait profité de son dernier numéro paru, le 19 septembre, pour fonder une *Association patriotique de la presse*. Elle se donnait comme but de résister « aux nouvelles rigueurs, onéreuses et préventives. » Elle devait se composer « d'hommes notables » dont les noms seraient publiés incessamment. Elle se proposait d'acheter tous les brevets d'imprimeurs vacants à Paris et dans les départements afin de réserver au peuple français la faculté de publier par journaux, brochures ou autrement, tout ce qui serait utile à l'intérêt public conformément à la loi. Mais toute cette production devait être vendue à prix coûtant. *Le Patriote* voulait également ouvrir dans les différentes villes des départements des souscriptions. Il y

1. Pour l'organisation de la société, voir *Le Fondateur*, octobre, novembre, décembre 1832, janvier, février, mars 1833, les papiers de Teste, folios 24, 36, 100, 166, 168, 170, à la Bibl. Nat. le règlement et les délibérations du Comité dans les papiers du procès d'avril AN. CC 614, pièce 266, CC 615, 1^{re} liasse (71 pièces).

aurait pour la nouvelle société des actions de 500 francs, divisibles en coupons de 50. On recueillerait également les souscriptions de 1 à 50 francs. *Le Patriote* disparu, le projet fut abandonné¹.

On ne le reprit, à Paris, que deux ans plus tard, à l'exemple de ce qui venait de se passer à Metz et à Lyon. En septembre 1832 on retrouve en effet un projet d'*Association centrale pour la liberté de la presse*². La nouvelle société se propose de demander l'abolition de toutes les lois préventives, de l'arrestation préalable des écrivains, des saisies, du timbre, du cautionnement, l'amélioration des lois répressives et, notamment, l'institution d'un jury d'accusation. Elle annonce, en outre, qu'elle présentera, à bref délai, un code complet de la presse, et qu'elle distribuera des secours. *La Tribune* avait publié ce projet dans son numéro du 18 septembre, mais, après réflexion, dès le lendemain elle le désavouait, n'approuvant pas l'établissement d'un code de la presse. En même temps elle se félicitait de ce que cette publication ait hâté la mise au jour d'une association plus forte qui n'avait rien de commun avec celle de la veille et dont le titre était : *Association en faveur de la presse patriote*³. Les intentions de ce groupement paraissaient encore assez vagues. D'après les statuts, il se formait « pour aviser aux mesures à prendre dans l'intérêt des journaux patriotes établis ou à établir, à Paris et dans les départements. » Il devait, notamment, les aider à payer les amendes mais seulement lorsque la moralité du journal serait bien constatée. Ferait partie de la société quiconque s'engagerait à payer mensuellement une cotisation dont il indiquerait lui-même le montant. Un comité de trente membres,

1. Hatin, *Bibliographie de la presse parisienne*, p. 372.

2. *La Tribune*, 18 sept. 1832.

3. *La Tribune*, 19 sept. 1832.

recruté d'abord parmi les cent premiers souscripteurs, administrerait l'association¹.

Le projet fut aussitôt réalisé. Un conseil d'administration se réunit sous la présidence de De Lasteyrie, assisté de Népomucène Lemer cier et de Rostan. On nomma deux secrétaires : Étienne Arago et André Marchais, l'ancien secrétaire de *Aide-toi*. Ce dernier devint la cheville ouvrière de la nouvelle société, dont le siège fut fixé à son domicile 9, rue Louis-le-Grand². Un des premiers actes de l'Association fut de payer le quart de l'amende de 6 000 francs à laquelle *La Tribune* venait d'être condamnée, et de faire appel aux départements pour fournir le reste. Dans une circulaire adressée à la province, elle montra l'intérêt de la souscription : de son succès dépendait l'avenir même du groupement nouveau³. Les progrès furent rapides. De toutes parts, en province, surgirent des sociétés de la presse, créées sur le modèle de l'Association parisienne. Celle-ci, au cours de 1833, connut une grande prospérité. C'est vers le milieu de l'année qu'elle se transforma en élargissant son but⁴. Devenue *Association républicaine pour la défense de la liberté de la presse patriote et de la liberté individuelle*, elle se réorganisa sur un plan beaucoup plus vaste. Elle conserva son comité de trente membres élus tous les six mois par l'assemblée générale, mais elle le divisa en six bureaux chargés d'administrer les six comités qui se partageaient le travail, et qui formaient comme autant de sous-groupements. On rencontrait d'abord le *Comité d'enquête*. Il s'occupait de toutes les poursuites, visites domiciliaires et arrestations, surtout de celles qui avaient un caractère

1. AN. CC 612, reg. 1, p. 1.

2. *Idem*.

3. *Id.*, p. 6 et 8.

4. AN. CC 612, reg. 1, p. 23.

politique. Il suivait les affaires, et devait s'assurer jusqu'à exécution du jugement si elles avaient un caractère légal. A sa tête se trouvaient Cabet, Marrast, Guinard, Bernard et Pagnerre.

Dans le même ordre d'idées, le *Comité de Défense* se chargeait, ainsi que son nom l'indique, de tout ce qui concernait la défense des prévenus. Il désignait, au besoin, le conseil et le défenseur, faisait distribuer aux jurés et aux témoins des instructions relatives à leurs droits et à leurs devoirs. Il surveillait la libre communication des prévenus avec le dehors, accélérail l'instruction, assurait la publicité des débats, contrôlait les dépositions des témoins et favorisait la liberté de la défense. On y voyait figurer cinq avocats : Joly, Dupont, Marie, Boussy et Rittiez.

Lorsque les prévenus étaient condamnés le rôle de ces deux comités cessait au profit d'un troisième : le *Comité de secours, des prisons et des finances* que dirigeaient Cormenin, Audiat et Boissaye. Ses membres provoquaient et recueillaient des cotisations et des dons de toute espèce. Ils distribuaient des secours aux prévenus et aux condamnés, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants. Ils veillaient à ce que la captivité de l'ouvrier, de l'industriel ou du commerçant ne fût pas trop funeste à leurs intérêts respectifs. Enfin ils étaient spécialement chargés de surveiller les prisons de Paris et des départements sous le rapport de la salubrité du logement, des aliments, des communications avec l'extérieur, de la séparation des divers genres de détenus, etc.

Les trois autres comités avaient des attributions plus générales. Le *Comité de législation* s'occupait des propositions législatives propres à assurer la liberté individuelle et la liberté de la presse, et aussi des plaintes qui pouvaient être portées à la tribune. La Fayette, Garnier-Pagès,

Carrel, Conseil et Desjardins en assuraient le fonctionnement.

Quant aux deux derniers comités, ils possédaient le même bureau dont faisaient partie Voyer d'Argenson, Audry de Puyraveau, Cavaignac, Marchais, Fenet et E. Arago. Le *Comité de la presse* remplissait les mêmes fonctions que par le passé, c'est-à-dire s'occupait spécialement des amendes et des publications de toutes sortes. Enfin le *Comité central* donnait l'impulsion et l'activité aux autres comités et aux commissions et sous-commissions. Il faisait toutes démarches nécessaires et usait de tous moyens convenables, notamment de la publicité dans les journaux et à la tribune législative, pour atteindre le but de l'Association. Il dirigeait les impressions à faire, recevait le compte périodique des recettes et des dépenses, publiait, tous les trimestres, un résumé général des travaux, et provoquait l'organisation d'associations semblables avec lesquelles il correspondait. A côté des comités, des commissions de cinq membres, une dans chaque arrondissement, développaient la société, recherchaient et recevaient tous renseignements utiles, et correspondaient tant avec le comité central qu'avec le comité d'enquête.

En ce qui concerne les finances, on prit de nouvelles dispositions. La cotisation cessa d'être volontaire. Pour faire partie de l'Association on dut payer dorénavant trois francs par an, à raison de vingt-cinq centimes par mois, pour ceux qui le désiraient. Dans la distribution des fonds un tiers allait au Comité de secours, un tiers à celui de la presse, un tiers au Comité central. Ce dernier tiers était partagé avec les quatre autres comités proportionnellement à leurs besoins¹.

Cette réorganisation eut lieu probablement dans la séance

1. Girod de l'Ain, *op. cit.*, t. IV, pièce 29, p. 44.

du 29 août 1833 que présidait Raspail et où l'Association fut dispersée par la police. L'assemblée avait eu le temps, cependant, de réélire son comité et de lui incorporer des éléments nouveaux; d'Argenson devenait président, Audry de Puyraveau et Cavaignac vice-présidents; un troisième secrétaire, Fenet, était désigné. Enfin Raspail, Napoléon Lebon, Rodde, Grouvelle entraient au Comité¹. L'organisation nouvelle devait rester la même jusqu'à la dissolution de la Société, en avril 1834.

A peu près vers la même époque que l'Association de la presse, moins rapidement peut-être, se fondait la plus célèbre des trois sociétés nouvelles, la *Société des droits de l'homme et du citoyen*. Elle existait sous ce nom, à titre de fraction isolée et presque indépendante, dans la *Société des Amis du peuple*². En effet, un comité de cette société eut pour mission spéciale de se mettre en rapport avec les ouvriers et de les embrigader dans les rangs des *Amis du peuple*. Un des membres du comité, Caunes, rédacteur du *Moniteur des Faubourgs*³, très populaire parmi les ouvriers, fonda ainsi un groupe. Comme il était fervent admirateur de Robespierre, il le dénomma : section des Droits de l'homme et du citoyen, et fit connaître qu'il adhérerait à la déclaration des droits présentée par Robespierre à la Convention⁴. Par la suite d'autres sections adhérèrent à ce pro-

1. *La Tribune*, 29 août 1833.

2. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 64.

3. Caunes fut un des chefs du bataillon volontaire envoyé par les *Amis du peuple* au secours de la Belgique après l'évacuation et le bombardement d'Anvers par le général Chassé. Il mourut pendant l'expédition. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, t. II, chap. III et IX et *Procès des 19 citoyens*, *cit.*, p. 127.

4. Ainsi s'expliquerait peut-être la brochure datée d'août 1830 et intitulée *Déclaration des principes de la Société des Droits de l'homme et du citoyen*, BN. Lb⁵¹ 126, Cf. G. Weill, *op. cit.*, p. 98.

gramme, ce qui « amena un véritable schisme dans le parti républicain¹. » Ainsi serait née la fameuse société qui allait préoccuper si fort le pouvoir dès 1832. Après les journées de Juin, alors que le gouvernement croyait les républicains abattus et dispersés pour longtemps, la *Société des Amis du peuple* étant à peu près détruite, elle entreprit, avec patience et ténacité, de rallier les vaincus de Juin et de reconstruire les organisations disloquées. Dès le 28 juin la police signalait cet effort de reconstitution². Au début d'août la propagande se fit plus intense. De nouvelles bases furent posées avec des précautions sévères pour assurer le secret³. Le 20 décembre 1832 la fusion des *Droits de l'homme* et des *Amis du peuple* paraissait un fait accompli⁴. Ceux-ci n'avaient guère compté plus de 3 ou 400 membres. La nouvelle Association, à la fin de 1832, après quelques mois d'existence, comptait déjà au moins 750 affiliés à Paris et dans la banlieue⁵. Elle se développa tellement, et le nombre des sections augmenta si rapidement qu'en novembre 1833, pour établir des liens plus étroits, elle fut obligée de se réorganiser complètement. Son règlement, publié au grand jour, nous est bien connu. Mais il est cependant nécessaire d'en rappeler les détails.

1. Rittiez, *Histoire du Régime de Juillet*, t. I, p. 369.

2. *Bulletins de police de Paris*, AN. F⁷ 3886.

3. *Id.*

4. Ou tout au moins la plupart des membres de la *Société des Amis du peuple* entrent dans la nouvelle société. Il est difficile de déterminer la date de la fusion qui, sans doute, se fit insensiblement. Ce qui est certain, c'est que les deux sociétés fusionnèrent. AN. F⁷ 3886, 20 décembre 1832 et Girod de l'Ain, *op. cit.*, IV, p. 402, pièce 147.

D'ailleurs un registre ayant comme titre *Société de l'Union médicale, rue de la Harpe*, 50, et contenant l'état des sections de la société des *Droits de l'homme* le confirme amplement. Cette société médicale était autrefois affiliée aux *Amis du peuple*, AN. CC 616, reg. 2.

5. AN. CC 616, reg. 3. (Ce registre contient sous le titre de *Loterie patriotique de 1832*, l'état des sectionnaires de la banlieue et de Paris, par ordre alphabétique. On y relève 765 noms.)

La société est divisée en sections composées de 10 membres au moins, et de 20 au plus, pour respecter et tourner à la fois l'article 291 du code pénal. Les sections sont distribuées par arrondissement et par quartier. Chacune porte un nom spécial. Les fonctionnaires sont : le chef, le sous-chef et les trois quinturions. Le chef préside, fait les collectes et donne lecture des publications du comité. Il tient exactement la liste des sectionnaires et prend note des absents aux réunions. Le sous-chef le remplace, en cas d'absence. Le quinturion aide le sous-chef, prend les renseignements et fait les rapports sur les candidats au titre de chef. Tous ces fonctionnaires sont élus par la section à la majorité absolue. Au-dessus des sections se trouve le Comité central. Il est composé de 11 membres élus à la majorité absolue des sectionnaires et renouvelables par tiers tous les trois mois.

Le comité délègue auprès des sections des commissaires d'arrondissement et de quartier. Le commissaire de quartier visite les sections de son ressort, distribue les écrits, perçoit le montant des collectes, fait des rapports et les remet chaque semaine entre les mains du membre du comité désigné à cet effet. Les commissaires de quartier sont sous la surveillance des commissaires d'arrondissement. Ceux-ci servent de traits d'union entre le comité central et les commissaires de quartier, à qui ils transmettent les instructions venues d'en haut. Leur charge spéciale est l'éducation politique des sections et la propagande au dehors. Chaque semaine ils doivent fournir le compte rendu de leur activité.

Une fois par semaine, dans chaque arrondissement se tient une assemblée de chefs de sections, de commissaires d'arrondissement et de commissaires de quartier. C'est ce conseil qui répartit les sections et seconde les commissaires d'arrondissement dans leur propagande, et qui vérifie la liste des membres présentés et admis par les sections durant

la semaine écoulée. Il examine également les propositions relatives à l'organisation ou à l'administration de la société, qui ont pu être faites et adoptées dans une ou plusieurs sections. Il en saisit aussitôt toutes les sections du ressort. Si celles-ci les adoptent, elles sont transmises, par lui au comité qui les soumet immédiatement à la délibération des autres arrondissements. Chaque chef de section préside à son tour ce conseil. Un procès-verbal de chaque séance est adressé au Comité central.

Outre l'organisation proprement dite, le règlement fixe aussi le travail des sections qui a lieu dans l'ordre suivant : appel nominal des sectionnaires, réception des candidats déjà présentés, collectes, délibérations, présentations de nouveaux candidats. Ces dernières se font à haute voix et le présentateur fait connaître en même temps les moyens d'existence du candidat. De nouveaux renseignements sont pris sur son compte, et, sur le rapport qui lui est remis, la section vote. Deux voix d'opposition suffisent à faire écarter le postulant. Si l'admission est votée on l'introduit. On lui lit, alors, le règlement et la Déclaration des Droits de l'homme. S'il y adhère, il est proclamé membre. Les collectes servent à entretenir la section d'écrits patriotiques. Chacun y contribue suivant ses moyens, sans avoir à rendre compte de la modicité de son obole ou de son refus. Enfin une partie de la séance doit toujours être consacrée à l'examen des droits de l'homme et du citoyen, à la lecture des écrits distribués par le comité central, à des interpellations adressées à chaque membre sur les doctrines contenues dans les écrits¹.

Ce règlement qui fut adopté purement et simplement à la majorité de plus de trois quarts des voix, et proclamé « défi-

1. Girod de l'Ain, *op. cit.*, IV, p. 91, pièce 46.

nitif¹, » était l'œuvre d'un nouveau comité, pour la première fois avoué au grand jour. Cavaignac le présidait, assisté de Vignerte comme secrétaire. Avec eux siégeaient, Berrier-Fontaine, d'Argenson, Guinard, Lebon, Kersausie, Audry de Puyraveau, Beaumont, Desjardins et Titot. Ces deux derniers ayant démissionné, on les remplaça par Delente et Recurt. D'autre part Berrier-Fontaine, au secrétariat, et de Ludre, au comité, remplacèrent Vignerte démissionnaire et nommé membre honoraire.

A la suite de cette réorganisation, les « adhésions commencèrent à parvenir » au comité. Tout indiquait qu'elles seraient nombreuses. Effectivement le nombre des sections s'accrut rapidement. Il s'éleva bientôt à 163 pour Paris et la banlieue. Mais dans ce total tous les arrondissements n'étaient pas également représentés. Venaient en tête le troisième, le sixième et le onzième avec, respectivement, 19, 23 et 25 sections, puis le premier, le quatrième, le cinquième, le septième, le dixième, le douzième avec 11, 14, 14, 11, 12 et 14 groupements, et enfin le second, le huitième, le neuvième et la banlieue avec 8, 2, 4 et 6 sections. Il se forma, en outre, semble-t-il, peu de temps avant l'insurrection d'avril, quatre nouvelles sections dans le treizième arrondissement et trois dans le quatorzième, ce qui porta le nombre total des sections à 170. La Société comprit donc à Paris environ 3 000 membres².

*
* *

Cette courte analyse des caractéristiques principales de chacune des trois associations nouvelles, nées sur les barri-

1. Girod de l'Ain, *op. cit.*, II, p. 68, *Ordre du jour du Comité*.

2. Girod de l'Ain, *op. cit.*, t. II, p. 70, et suiv..

cadés de Juin, suffit pour montrer combien elles différaient l'une de l'autre.

La première est une société d'enseignement général à esprit républicain. C'est elle qui se tient, pour ainsi dire, au premier degré. Pour qu'un citoyen puisse exercer librement ses devoirs civiques, il doit être suffisamment instruit. Cette instruction il la trouvera dans les cours spécialement organisés pour lui par une société spéciale, l'*Association libre pour l'éducation du peuple*. Une fois instruit, il pourra lire avec profit les journaux.

Mais des journaux, il faut qu'il en possède. C'est alors qu'au deuxième degré intervient une autre société, l'*Association en faveur de la presse patriote*. Le but de ce nouveau groupement est donc aussi l'enseignement, mais un enseignement écrit, et cette fois directement républicain. Pour que le citoyen puisse le recevoir, la société créera de nouveaux journaux, les aidera à vivre, publiera des brochures, où l'on exposera la vraie doctrine républicaine à propos des questions à l'ordre du jour, et où chacun trouvera un guide pour l'accomplissement de ses devoirs civiques.

Jusqu'ici, le républicain n'a reçu en quelque sorte qu'une éducation théorique. S'il veut *vivre* ce qu'on lui a appris, il entrera dans la troisième société, dans la *Société des droits de l'homme*. A l'intérieur des sections, lui privé de droits civiques, il discutera, il délibérera, il votera, comme au sein d'un véritable Parlement. En un mot il trouvera là la République *en action*. La République *en action*, c'est la République qui se crée, qui s'organise, mais c'est aussi la République qui se défend. Le sectionnaire sera donc prêt à protéger en toutes occasions son idéal; et c'est ainsi que, plus que les deux premières, la *Société des Droits de l'homme* apparaît comme un association de combat.

Pratiquement sans doute ces distinctions sont moins

nettes. Les trois sociétés sont toutes également des groupes de défense de la presse, des groupes d'enseignement populaire, des groupes de secours mutuels. On retrouvera dans les statuts de l'une des buts inscrits aux statuts de l'autre. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'elles sont très spécialisées. La première s'occupe surtout de l'instruction en général, la seconde, de la presse et la troisième de l'action républicaine.

C'est par là qu'elles se distinguent profondément des sociétés de 1830 et de 1831. Celles-ci, nées spontanément et formées « au petit bonheur » portent la marque de leur origine. Si l'on osait employer une expression un peu hardie on dirait qu'il y règne une véritable « pagaïe. » On s'y occupe un peu de tout et de rien. C'est la confusion, le désordre. Au contraire les associations de 1832 ont profité d'une expérience de deux années : elles sont plus réfléchies ; leur but est plus clairement aperçu, leur tâche plus nettement fixée.

De là une organisation plus parfaite, du moins en théorie : cohortes de l'*Instruction du peuple*, comités de l'association de *presse*, sections des *Droits de l'homme*, tout marche presque militairement et avec une discipline infiniment mieux observée.

De là encore une adaptation rigoureuse aux conditions du moment. Plus de séances à grand tapage et à grosse publicité comme, autrefois, chez les *Amis du peuple*. Seuls les membres inscrits assistent aux réunions. Déjà même le secret s'est introduit dans le fonctionnement de la plus agressive des trois associations. N'entre pas à la *Société des Droits de l'homme* qui veut ! Les procès-verbaux sont des plus succincts. Des chiffres ou des lettres, à clef, désignent le plus souvent les sections. Sans doute, on observe encore la loi, mais toute l'organisation est prévue pour la tourner.

De là, enfin, des règles assez souples et assez simples pour pouvoir s'appliquer ailleurs qu'à Paris. Les associations parisiennes de 1832 et de 1833, sans doute, sont infiniment plus fortes que celles auxquelles elles succèdent. Le chiffre de 3 000 adhérents qui représente le contingent des *Droits de l'homme* est infiniment plus considérable que celui des effectifs des *Amis du peuple*. Et il ne représente pas — loin de là — tous les républicains de Paris inscrits aux associations, car beaucoup font partie de la Société de presse ou de la Société d'instruction, sans appartenir aux *Droits de l'homme*. Mais, cette fois, l'organisation de la capitale est telle qu'elle sera susceptible de servir de modèle aux départements. Et, comme on va le voir, ce n'est pas la moindre originalité des nouvelles sociétés républicaines.

CHAPITRE III

LES NOUVEAUX MOYENS DE PROPAGANDE. LES ASSOCIATIONS EN PROVINCE; L'EST

« Après les 5 et 6 juin, s'exprime Girod de l'Ain dans son rapport, la faction républicaine sentit que, tout en conservant dans la capitale son centre de direction, elle devait préparer ailleurs l'explosion qu'elle attendait¹. » Il n'est pas douteux, en effet, que le soulèvement parisien avait laissé la province à peu près insensible et que, même victorieuse, son succès eût été sans lendemain faute de l'appui indispensable des départements. Cette vérité rendue mieux sensible par l'expérience de la défaite récente réveilla, dans les mémoires, l'exemple des Jacobins de la première Révolution qui n'avaient pas négligé « de se rattacher les clubs de la province, fiers, à leur tour, de former un même corps avec celui de la capitale² » et toute l'activité républicaine se tourna désormais de ce côté.

La tâche de Paris se trouvait d'ailleurs facilitée par les jalons posés précédemment. En de nombreux endroits, *Amis du peuple*, *Sociétés constitutionnelles*, *Associations nationales*, avaient préparé le terrain. De ces dernières,

1. Girod de l'Ain, *op. cit.*, I, p. 135.

2. Lettre de d'Epercy au directeur de *La Tribune* (21 mars 1833). Girod de l'Ain, *op. cit.*, t. IV, *Annexes* : dossier d'Epercy, p. 258, n° 120.

même, plusieurs avaient subsisté, notamment à Metz, à Arbois. Ailleurs, comme à Nancy, à Lunéville, à Lyon, à Saint-Étienne, la *Charbonnerie*, survivant aux journées de Juillet, fournissait des cadres tout préparés. Mais la base la mieux établie était celle qu'offrait un peu partout la Société *Aide-toi*. Comprenant la première que l'union fait la force, elle s'était étendue « sur tout le territoire » et pouvait, « de cette manière, diriger ce grand mouvement qui agitait la France, détruisait la confiance dans la stabilité de l'ordre de choses actuel et préparait l'établissement du régime nouveau. » De tous temps, elle avait entretenu des relations actives avec la province, mais ce n'est guère qu'en janvier 1832 que sa propagande fut méthodiquement organisée. S'apercevant que « les justes espérances que la Révolution de 1830 avait inspirées, » s'étaient « évanouies en présence d'une décevante réalité, » le comité jugea utile de « ne plus retarder l'exécution d'un projet » qui lui avait été soumis par un grand nombre de correspondants. Dans la circulaire qu'il adressait aux patriotes des départements, le 18 janvier, il les informait de la décision suivante :

ARTICLE PREMIER. — Il sera ouvert dans tous les départements, et par les soins des correspondants, des listes où seront inscrits les noms des citoyens qui désireront faire partie de la société.

ART. 2. — Les conditions pour devenir membre de la société exigent un patriotisme et une probité bien reconnus.

ART. 3. — Les candidats devront être agréés par un correspondant au moins.

ART. 4. — Chaque candidat devra verser, au moment de sa réception, un droit d'admission, dont le minimum est fixé à cinq francs, et devra s'engager, en outre, à payer, soit par mois, soit par semestre, soit de toute autre manière, une cotisation qui ne pourra être moindre de douze francs par an.

ART. 5. — Tous les sociétaires des départements auront droit à toutes les publications de la société.

« Nous n'avons pas besoin d'insister, ajoutait-il, pour vous faire sentir de quelle importance doit être l'établissement des *Sociétaires de départements*. A l'avenir la société pourra répandre au nombre de vingt et trente mille exemplaires les écrits qu'elle n'adressait qu'à deux mille personnes au plus, c'est-à-dire seulement à ses correspondants. » Le comité ne s'en tint pas là. Pour que l'organisation eût plus de cohésion, que l'action fût plus méthodique et plus efficace, il provoqua, en août 1832, la formation de comités dans les cantons. Ces comités devaient « faciliter l'inscription de ceux qui ont acquis le droit d'élire et faire sentir l'importance de ce droit. » En apparence, ils avaient donc un caractère purement électoral et temporaire; mais dans la pensée de la société centrale, leur rôle était plus étendu. « Ces comités cantonaux de trois, cinq ou sept membres, devaient grouper, autour d'eux, par le titre de sociétaires et la distribution des écrits de la société, tous les patriotes de la localité.

Effectivement ces comités s'organisèrent dans un grand nombre de départements, trente-cinq si l'on en croit le compte rendu de l'assemblée générale de février 1833. Ils se bornèrent, en général, à refléter l'action du comité central, et à s'occuper surtout de questions électorales ou de la garde nationale. Un exemple nous est fourni de cette activité par la relation des travaux du comité cantonal de Beaumont-le-Roger. On le voit obtenir le maintien du bataillon cantonal de la garde nationale que l'autorité supérieure veut supprimer, demander avec succès une place pour un citoyen « recommandable », qui a « des droits incontestables, » mais qui « rougirait de demander le prix de sa généreuse indépendance »; réunir les députés patriotes de l'Eure au grand citoyen qu'ils ont choisi pour modèle, leur faire offrir par

toute la population le tribut de reconnaissance que l'on offre au passé et qui féconde l'avenir, et retremper ainsi l'esprit public, tout en accomplissant « une dette sacrée. »

C'était là, sans doute, un résultat non négligeable. Quand, d'autre part, les divers groupements provoquaient, dans toute la France, des pétitions pour la réforme électorale, quand ils surveillaient les listes et le scrutin, lors des élections à la Chambre ou à la Garde nationale, ils accomplissaient également une tâche utile.

Mais leur rôle essentiel, en 1832, est, peut-être, simplement d'avoir existé, c'est-à-dire d'avoir fourni des noyaux tout prêts pour la constitution de sociétés nouvelles. Il a suffi en beaucoup d'endroits, aux comités de *Aide-toi*, de changer simplement de nom pour devenir *Associations pour la liberté de la presse* ou des *Droits de l'homme*. Ailleurs, ils ne se sont pas bornés à ce rôle purement passif. Mais, suivant les directives du comité central, ils ont poussé de toutes leurs forces à la fondation des nouvelles associations. « Sans prétendre, en rien, substituer son action à celle du comité spécial fondé à Paris, » la société *Aide-toi* « a profité de ses relations pour provoquer partout des associations, soit de département, soit d'arrondissement, soit de canton¹. » C'est ainsi que, sous ses auspices, se fondèrent les groupements de la liberté de la presse de l'Ain, des Hautes-Alpes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, du Calvados, du Gard, de Saône-et-Loire, etc.².

Les associations nées des journées de Juin trouvèrent donc la voie toute préparée. Elles s'y lancèrent hardiment. Dès sa constitution, le Comité de Paris pour la liberté de la presse multipliait les appels aux départements. « Les

1. *Rapport du Comité à l'assemblée générale du 4 février 1833*, BN. Lb⁵¹ 1713.

2. *Idem*.

patriotes de Paris savent bien, écrivait-il, que, sans le secours des départements, ils se consumeraient en efforts vains et incomplets, et ils sentent doubler leur dévouement, leur confiance, toutes les fois qu'en portant la main autour d'eux, ils sentent vivre cet esprit public qui anime toutes les portions du pays, et ne sera jamais centralisé dans un seul point de la patrie française¹. » Devant ce mouvement, qui s'affirmait chaque jour davantage, beaucoup prirent peur et craignirent de voir se renouveler les tentatives fédéralistes, girondines ou royalistes. Aussi, les associations durent-elles expliquer avec soin qu'elles s'affligeaient de cette manie de décentralisation et de fédéralisme que fomentaient les carlistes et l'impéritie du gouvernement. Pour elles, la France devait, suivant le grand dogme républicain, rester « une et indivisible. » Elles voulaient, simplement, « localiser l'esprit public². » « Qu'on ne craigne donc pas de propager l'esprit d'association dans les départements, s'écriait Dornès; au lieu d'être des instruments passifs et mécaniques, comme ils le sont aujourd'hui, ils deviendront les auxiliaires actifs et intelligents, dans l'accomplissement de la grande œuvre dont la direction appartient et doit appartenir à Paris³. » Ces principes bien établis, les républicains des nouvelles associations ne se contentèrent pas de suivre les traces anciennes. Ils prirent le soin d'écrire, nominativement et par lettre circulaire, à chacun des patriotes que leur position où leurs antécédents désignaient

1. AN. CC 612, reg. 1, p. 3.

2. AN. C 612, I, p. 2.

3. *La Tribune*, 14 sept. 1832. Le 1^{er} juillet 1833, *La Tribune* publia également un article sur la presse départementale et la décentralisation. « La presse départementale, disait-elle, doit se proposer la décentralisation.... Les journaux patriotes, en demandant la décentralisation, ne prêchent pas le fédéralisme. Il y a l'immensité entre ces deux opinions. »

comme susceptibles de faire partie d'une association, en leur demandant une réponse¹.

Le système fut employé surtout par l'*Association de la liberté de la presse*. Les *Droits de l'homme* créèrent un organe chargé tout spécialement de la propagande en province, le *Comité d'affiliations républicaines*, divisé lui-même en sections correspondant aux diverses régions du pays². Les deux sociétés reprirent, avec succès, pour leur propre compte, l'emploi des commis-voyageurs utilisés par *Aide-toi*. Sans négliger la foule d'émissaires qui partaient, à chaque instant, de Paris pour la province, elles se servirent surtout des républicains en renom. Cavaignac, dans l'Est, Berrier-Fontaine, à l'Ouest, hâtèrent les affiliations aux *Droits de l'homme*. Garnier-Pagès, Laboissière, Carrel, dans l'Est et le Sud-Est, Marrast, dans le Sud-Ouest, Cabet à Dijon déterminèrent la fondation de groupements de la presse. Enfin, quelques patriotes dévoués avaient de bonne heure quitté la capitale pour aller fonder des succursales républicaines, tels Trélat et Achille Roche dans le Centre.

Ainsi, peu à peu, par une série d'efforts convergents, se créèrent dans toute la France des associations, à l'instar de celles de Paris. L'*Association pour l'instruction libre du peuple* ne semble pas, pour sa part, avoir compté beaucoup de filiales hors de Paris. C'est à peine si on trouve un groupement de ce genre organisé à Caen³. Mais les deux autres : *Droits de l'homme* et *Association de la Presse*, couvrirent littéralement la France de sous-groupements.

1. AN. CC 612, reg. 1, pièce 5.

2. Girod de l'Ain, I, p. 87.

3. AN. CC 613, I, p. 129 et 130. C'est un décurion du 3^e arrondissement de Paris du nom de Boisdon qui la fonda à Caen à la fin d'octobre 1832. Le 3 octobre, il écrivait qu'en trois jours, il avait inscrit 60 membres et il envoyait 37 francs pour le *Fondateur*.

C'est dans l'Est que ces filiales furent le plus nombreuses et le plus actives. La raison en est simple. La *Charbonnerie* n'y avait jamais été complètement détruite. De plus, les *Amis du peuple*, *Aide-toi* y avaient eu des adhérents. Enfin et surtout, les *Associations nationales* s'y étaient montrées particulièrement vivaces. Tous ces groupements qui se qualifiaient de *patriotiques*, y puisaient, plus qu'ailleurs, leurs motifs d'existence. Ils s'étaient formés, spécialement, pour défendre le sol de la patrie contre un retour possible des Bourbons appuyés par l'étranger. « Cette mesure était plus précieuse encore pour les habitants des frontières qui auraient été les premières victimes de l'invasion¹. »

Un premier groupe d'associations se forma ainsi, d'abord, dans l'Est proprement dit, autour de Metz et de Strasbourg.

A Metz, sous l'impulsion du maire, Bouchotte, et de l'avocat Dornès, s'était fondée dès 1829 une *Société Constitutionnelle* qui prit, après juillet, le titre de *Société patriotique et populaire*. C'est elle qui avait créé dans la région, dès sa fondation, un des premiers journaux d'opposition, le *Courrier de la Moselle* et qui, la première, avait représenté aux élections l'opposition dans ce « bourg pourri du gouvernement. » En même temps, elle propageait, dans son ressort, l'*Association bretonne pour le refus de l'impôt*. En 1831, elle se transforma et devint *Association nationale pour l'indépendance du pays et l'expulsion des Bourbons*. Elle comprit à Metz 1500 membres de toutes les classes sociales². Puis,

1. Archives du Ministère de la guerre, *Corresp. Gén.*, Besançon, 22 mai 1833.

2. AN. BB¹⁸ 1319. Ce dossier contient une série de journaux qui donnent des détails sur l'Association nationale de la Moselle, notamment des numéros de l'*Indépendant de la Moselle*, de l'*Indicateur de l'Est*. Il renferme aussi un prospectus intitulé : *Union des départements de l'Est pour la Défense de la Patrie* (11 février 1831), un compte rendu

le péril qui avait présidé à sa constitution ayant disparu, elle se changea, à l'exemple de Lyon et précédant Paris, en *Association pour la liberté de la Presse*. Le 14 septembre 1832, elle comprenait déjà 215 souscripteurs. Dornès comptait qu'elle en atteindrait bientôt trois ou quatre mille. En réalité, elle ne paraît guère avoir eu plus de 500 membres¹. Son activité n'en était pas moins grande. En 1832 deux almanachs sortaient de ses presses, *Le Messager patriote de l'Est*, et *Dieu protège la France*. Puis elle lança un nouveau journal populaire mensuel *L'Utile*, qui coûtait seulement trente-quatre sous par an. Paru en décembre 1832, *L'Utile* pouvait, en février 1833, s'enorgueillir déjà de 1 500 abonnés, recrutés, non seulement autour de Metz, mais dans toute la France. Dans la séance générale du 15 février 1833 le secrétaire Dornès exposait ainsi le programme de la société : il critiquait d'abord le système de l'impôt qui pesait uniquement sur les pauvres, et demandait un impôt unique et progressif. Il voulait un gouvernement « simple et à bon marché. » Enfin il entendait, en même temps, tirer de la Révolution de Juillet toutes les conséquences qu'elle entraînait pour les masses. Elle était, disait-il « une révolution sociale, » qui devait « changer la condition physique et morale des travailleurs. » Mais, pour lui, la réforme sociale était inséparable de la réforme politique. « Le sort des masses ne changera pas, s'écriait-il, elles resteront ignorantes et

de l'Assemblée du 20 mars qui donne, pour le nombre total des membres de la Moselle, le chiffre de 1 200.

1. AN. CC 665, liasse 3, pièce 2 bis. Cette pièce qui semble faire suite à la pièce contenue dans la liasse 5 du dossier 4 de CC 619, renferme une liste des départements qui ont des associations républicaines, avec quelques détails, mais très incomplète.

En ce qui concerne la Moselle, elle attribue à la Société de Metz de 450 à 500 affiliés divisés en 5 sections.

Cf. aussi *La Tribune*, 14 sept. 1832.

misérables, tant qu'elles ne seront pas représentées dans les Chambres investies du pouvoir législatif. » Or le système électoral est injuste, impolitique, contraire aux intérêts populaires, puisque, sur 33 millions d'habitants, 120 000 seulement sont électeurs. La réforme sociale est donc, tout entière, dans la réforme électorale et parlementaire¹.

Si l'on en juge par ce programme, l'Association de Metz fut donc une association modérée. Dans son comité, d'ailleurs, outre des négociants, on trouve surtout des gens appartenant à des professions libérales, professeurs, médecins, journalistes, avocats, propriétaires, mais pas un ouvrier; de plus, elle ne semble pas s'être affiliée aux *Droits de l'homme*.

Elle chercha à propager son influence dans le voisinage immédiat. Les Ardennes offraient un terrain peu favorable. L'Association nationale mosellienne, elle-même, n'y avait eu que peu de succès. L'Association de la presse ne put s'y établir, non pas tant à cause des carlistes et de l'opposition gouvernementale, que parce qu'on rencontrait là « beaucoup d'hommes tièdes et égoïstes. » Les hommes énergiques s'y trouvaient isolés et se rebutaient facilement. La tâche était d'autant plus dure que le département ne possédait aucun journal patriote, et que beaucoup auraient cru « faire pour autrui en faisant pour la presse des départements². » La Meuse n'était guère plus favorisée. Le correspondant Humbert dut renoncer à établir des centres d'action à Montmédy, à Commercy, à Bar, où « tout une peste soufflait de l'excuseur de la police de Bonaparte, le député Étienne, » et borner son rôle à recruter pour la société de Metz³. Seul

1. C. R. de l'Assemblée générale de février 1833, BN. Lb⁵¹ 1721.

2. AN. CC 613, 1^{re} liasse, pièce 72.

3. AN. CC 613, I, pièces 144 et 145. Cette influence paralysante d'Étienne est signalée aussi dans le compte rendu de *Aide-toi*. BN. Lb⁵¹ 1713.

Verdun paraissait plus propice. Mais il ne semble pas qu'un groupement s'y soit fondé. Dans la Marne, les efforts des républicains furent un peu plus heureux. Un premier essai échoua à la fin de 1832. Ce n'est qu'assez tard, en octobre 1833, que Liénard et Droinet, exploitant le mécontentement créé par la condamnation de *La Tribune*, organisèrent une Association pour la presse au chef-lieu¹. Reims eut aussi au début de 1834 sa *Société des Droits de l'homme*².

Avant d'arriver à Strasbourg, si l'on fait un léger crochet vers le sud, on rencontre un groupe assez original formé par la Meurthe et les Vosges. Sans doute, à Nancy, Valdenaire, Grandjean et Lefèvre avaient fondé, dès août 1832, après un banquet offert aux députés patriotes du département, une association de la presse. Mais elle ne se développa guère. En novembre de la même année, son président écrivait qu'elle n'avait pas fait un pas depuis sa constitution³. C'est que, dans ces deux départements, l'influence appartenait aux éléments extrêmes. La Charbonnerie y restait encore solidement organisée autour de ses chefs, le comte de Ludre et l'avocat Saint-Ouen, à Nancy et Mathieu, à Épinal. Elle se recrutait surtout dans l'armée et elle avait fait de nombreux prosélytes, principalement dans la garnison de Lunéville. Bien qu'elle correspondît avec les *Droits de l'homme*, cette organisation secrète garda toujours son caractère original. En mars 1834, on voit encore se réunir l'Association républicaine d'Épinal pour recevoir de nouveaux initiés⁴, notamment le sous-officier Mascareigne, qui

1. AN. CC 613, I, p. 123 et 124.

2. A. Guerre, *Corr. Gén.*, mai 1834.

3. AN. CC 613, p. 16, 17, 21. En 1833 elle refuse de participer à la souscription organisée en faveur de la *Revue républicaine*, et de son cercle.

4. A. Guerre, *Corr. générale*, 2^e quinzaine de mars 1834. Lettre du général commandant la 3^e division militaire, à Metz.

se trouvait être, en réalité un mouchard de la police. Mathieu, au cours de cette séance solennelle, lui remet le grand ordre de la Charbonnerie, lui donne le mot sacré et les nouveaux signes de reconnaissance, mais il lui donne également un exemplaire du règlement des sections lyonnaises des *Droits de l'homme*¹.

Si, à Metz et aux alentours, domine la nuance « liberté de la presse », si, à Nancy et à Épinal, on a surtout affaire à la Charbonnerie, par contre, dans le Haut et le Bas-Rhin, la prééminence appartient nettement au genre *Droits de l'homme*. Colmar eut son association de presse²; Wissembourg son comité républicain, dont les chefs étaient les avocats Zögger et Zeyst, le notaire Westercamps; Schlestadt, son noyau travaillant spécialement dans l'armée. Mais, si l'on en croit les rapports préfectoraux, le parti républicain n'aurait pas fait beaucoup d'adeptes dans les campagnes. En particulier, il aurait, tout au plus, réuni 300 membres dans le Bas-Rhin³. C'est que les 9/10 se trouvaient à Strasbourg, groupés autour des chefs. C'étaient d'abord des avocats et des avoués, comme Lichtenberger, Martin, Schneegans, Wernert, Schneider, Jordis, Røederer, Stoeber; des journalistes : Boersch, rédacteur et Silbermann, imprimeur du *Courrier du Bas-Rhin*; des notaires ou clercs de notaires; des médecins comme Eissen et Bartholomé; des professeurs,

1. A. G. Corr. Gén., 2^e quinzaine de mars 1834, cit. Cf. aussi Girod de l'Ain, I, p. 95.

2. AN. CC 665, liasse 3, p. 2 bis.

3. Robert Vivier, *L'esprit d'opposition à Strasbourg*, dans *La Révolution française* (juillet-août-septembre 1924). M. Vivier cite des lettres du Préfet au Ministère de l'Intérieur, ou des sous-préfets au préfet, d'après la série M des archives du Bas-Rhin. Suivant une de ces lettres, en 1832, Schneider, rédacteur au *Courrier du Bas-Rhin* et Chauvet, collaborateur de *La Tribune*, auraient vainement cherché à fonder une section des *Amis du peuple* à Schlestadt.

comme Richard; des brasseurs, « particulièrement hostiles au régime, en raison des droits qui grèvent les boissons » : Schnitze, Lipp, Hatt, Schützenberger, Fraudel; des commerçants : Schertz, Béranger; des chefs de la garde nationale : le colonel Champy, les officiers d'artillerie Schmitt et Hey; des étudiants enfin : Petit-Dugourd et Petit-Delisle¹.

C'est autour de ces chefs que s'agrégèrent les diverses associations strasbourgeoises. La capitale alsacienne avait eu sa société *Aide-toi*². Dès 1830 il s'y était formé aussi une section des *Amis du peuple*. Là, comme à Paris, les débris de cette dernière société constituèrent la *Société des Droits de l'homme*. Celle-ci ne comprit d'abord qu'un nombre limité de membres, fixé à 100.

Ils se recrutaient surtout dans le faubourg National et dans le faubourg de Pierre et dans l'armée³. Sur les 100 membres, on comptait 30 officiers du 49^e d'infanterie⁴. Ce noyau formait la société proprement dite, dans laquelle n'étaient pas compris les républicains « que l'on appelait dans des circonstances données. » Elle se trouvait complète dès le 19 avril 1833⁵. On avait adopté ces distinctions entre les républicains de première et de deuxième zone, si l'on peut dire, pour éviter les trahisons. On voulait n'avoir que des hommes sûrs⁶. Mais on pouvait compter, le cas échéant, sur 5 ou 600 ouvriers et sur presque toute la basse classe, notamment sur les ouvriers de la manufacture de tabac, dont

1. Note du commissaire de police Letz du 10 mars 1834, d'après R. Vivier, *op. cit.*

2. AN. CC 619, dossier 2 (Bas-Rhin). Strasbourg vit naître aussi une *Association Nationale* dont les statuts furent publiés dans le *Courrier du Bas-Rhin*, du 27 mars 1831.

3. AN. CC 619, II, 22.

4. AN. CC 619, II, 5.

5. AN. CC 619, dossier II, p. 2.

6. *Idem*, pièce 8.

le meneur était un certain Daniel Schneider, et qui avaient autrefois fait partie des *Amis du peuple*.

Malgré toutes les précautions prises, d'ailleurs, la surveillance de la police paraît avoir beaucoup inquiété les membres de la société. En mai 1833, par exemple, on voit se former une espèce de comité secret, qui se composait seulement des gens très sûrs et que l'on initiait aux formules du carbonarisme¹. Ces gens étaient prêts à tout, « à se sacrifier, se déplacer, aller à Paris s'il le faut, et même se porter à un assassinat. » Au dehors l'activité des républicains ne se faisait guère connaître que par des manifestations tapageuses sans grande portée. C'est ainsi qu'à cette époque, les républicains de Strasbourg adoptèrent, comme signe de ralliement, des chapeaux de paille avec des rubans rouges et des gilets à la Robespierre, doublés de rouge².

L'affaire des crieurs publics vint réveiller l'ardeur « des anarchistes. » Sur des instructions venues de Paris, ils décidèrent que la section de Strasbourg serait réorganisée mais seulement à l'arrivée des étudiants, en novembre 1833. A ce moment, elle enrôla beaucoup d'élèves de l'École militaire qui furent « les plus enragés », et elle se reforma sur le modèle de Paris, de façon à former « un tout plus régulier, plus compact, » capable d'agir « avec plus d'ensemble. » En même temps l'obligation du serment fut imposée. On jurait par son sang et à la face du ciel, fidélité aux principes républicains, haine aux rois, à l'aristocratie et à tous ceux qui soutiennent la féodalité. On promettait le secret, et on jurait de souffrir le martyre et la mort plutôt que de perdre la liberté³. La société fut, dès lors, plus active et tint des réunions plus fréquentes à la brasserie du *Pélican* chez Müller,

1. AN. CC 619, II, p. 9.

2. *Idem*.

3. AN. CC 619, II, p. 13.

à celle de l'*Ours blanc* chez Lipp, à celle des *Cigognes*, à celle du sieur Rothenbach au faubourg National¹. Là paraissent l'étudiant Petit-Dugourd, président, l'avocat Wernert, secrétaire, le brasseur Anstett, Marsano, Trowitz, etc.

Parallèlement à la *Société des Droits de l'homme*, se fonda une autre société. A vrai dire, elle existait depuis 1831 sous le nom de *Casino Patriotique* dont le siège était établi au café Fraudel². Elle se composait de toutes les classes de citoyen « dont les opinions sont fort exagérées et même républicaines. » Elle se réunissait sous la direction des Lichtenberger, des Richard, des Martin, pour lire et commenter les journaux, et « déblatérer » contre le gouvernement³. C'est le *Casino patriotique*, appelé encore *Cercle patriotique* qui fut l'embryon de la nouvelle société patriotique pour la liberté de la presse que présida Lichtenberger. Celle-ci fut définitivement constituée après une réunion des républicains de Strasbourg à l'Hôtel de Ville de Nancy le 19 septembre 1833⁴. Son programme fut plus modéré que celui des *Droits de l'homme*. Elle refusa toujours de se livrer aux manifestations qu'elle jugeait de nature à amener la répression. Mais elle n'atteignit jamais le chiffre de sa concurrente. En mars 1834 elle comprenait 11 sections seulement, alors que les *Droits de l'homme* en comptaient 37⁵.

1. Lettre du Ministère de l'Intérieur, 26 mars 1834. A. Guerre, *Corr. Gén.*, 2^e quinzaine de mars 1834.

Les Allemands, eux, se réunissent chez Schützenberger, à la brasserie de la *Patrie*.

2. AN. BB¹⁸ 1358. Il y eut aussi un *Casino du Commerce*, de fort bon ton, et un *Casino littéraire*, « moins paisible que le précédent » (d'après Vivier, *op. cit.*), qui, en 1831, ne comptaient que des membres d'opposition constitutionnelle modérée du parti du Mouvement, mais qui semblent avoir compté quelques républicains très modérés par la suite.

3. AN. CC 619, dossier II, p. 24.

4. R. Vivier, *op. cit.*

5. AN. CC 619, dossier 2, p. 27 et 30. Il est bien difficile de donner

La loi du 30 avril 1834 sur les associations provoqua la fusion des deux sociétés sous le titre commun de *Société des Droits de l'homme*¹, et sous la direction d'un comité réduit de 15 à 7 membres. Lichtenberger en fut le président, Wernert le secrétaire. Avec eux figuraient Bartholomé, Martin, Lipp, le marchand de fer Jobey, le lieutenant de pontonniers Duguay². Malgré cette réunion, les deux fractions conservèrent leur esprit différent. La première, composée en grande partie d'étudiants et de jeunes gens, ne voyait pas d'un bon œil les bourgeois de la seconde, et ceux-ci n'étaient nullement satisfaits de « se trouver assimilés à des jeunes gens qui devaient les compromettre³. » D'ailleurs les doctrines, aussi bien que les esprits, étaient différentes. Si tous voulaient la République, les uns réclamaient un état fédératif avec un président et une constitution, les autres, « les forcenés », « le régime de 93 avec la loi agraire⁴. »

Au sud de l'Alsace, le premier groupe républicain actif était celui de Franche-Comté-Bourgogne, avec les centres de Besançon et d'Arbois d'une part, de Dijon et de Chalon, d'autre part.

A Besançon les sociétés républicaines ne paraissent s'être

un chiffre exact pour l'une ou l'autre société, tellement les rapports des préfets, des procureurs ou de la police varient. C'est ainsi que, suivant une note de la police d'avril 1834, citée par Robert Vivier, *op. cit.*, la *Société des Droits de l'homme* comprend à ce moment 2 000 affiliés. Suivant une note du 20 mai suivant, elle ne compte plus que 1 500 membres, ce qui se comprend après la loi sur les associations. Mais on ne sait s'il s'agit des *Droits de l'homme*, seuls, ou des deux Sociétés qui se sont réunies, comme on le verra plus loin.

1. CC 619, II, p. 27.

2. *Idem*, p. 35.

3. *Idem*, p. 30.

4. *Idem*, p. 5. Pour tout ce paragraphe il faut aussi se reporter au rapport Girod de l'Ain, *passim*.

formées qu'assez tard. C'est en juillet 1833, en effet, que se constitua le premier embryon de l'Association de la presse, dont la commission provisoire comprit Tisserandot, Mathiot, Bittoley, Morel et Miran¹; et c'est seulement en octobre de la même année, après le passage de Garnier-Pagès que fut organisée la *Société des Droits de l'homme*. On forma un comité central des associations du Doubs dont le chef fut Gilbert, dit : Miran, le rédacteur du *Patriote franc-comtois*. On enregistra bien quelques affiliations qui pouvaient à la rigueur justifier ce titre, à Pontarlier, à Baume-les-Dames, à Gray, à Vesoul, à Lure² : mais le gros des troupes fut recruté dans la capitale bisontine. On y comptait 18 sections au début de 1834³.

Beaucoup plus importante était l'Association d'Arbois, d'ailleurs en relations suivies avec Besançon. Dès mars 1831, il s'était constitué dans la petite ville jurassienne, à l'instar de la Moselle, une *Association nationale*. Mais bien vite, plus vite qu'ailleurs, les efforts des chefs réussirent à faire triompher les idées républicaines, et l'Association devint l'*Association républicaine du Jura*⁴. Elle se divisait en sections, groupées par quartiers et par villes et administrées par des comités centraux et cantonaux, comme les *Droits de l'homme*, mais elle présentait des caractères à part. Ces

1. Réquisitoire du procureur général. Annexes, p. 107.

2. Archives Guerre, *Corr. générale*, avril 1833.

Dans une lettre du 28 avril, le lieutenant de gendarmerie de Lure signale 11 républicains à Lure (5 avocats ou avoués, 2 rentiers, 1 médecin, 1 maître de musique, 1 architecte, et le commandant de la garde nationale).

3. AN. F⁷ 3983.

Cf. aussi : Réquisitoire, *cit.*, p. 296.

4. Cf. Lettre de d'Epercy à *La Tribune*, dans Girod de l'Ain, IV, p. 257 : « Elle prit naissance vers la fin de mars 1831, aussitôt après que nous eûmes connaissance de celle qui se formait dans le département de la Moselle. »

sections tout en comprenant chacune 20 membres, en général, atteignaient souvent le chiffre de 30 et ne se dédoublaient qu'à 34¹. D'autre part, les statuts n'imposaient aucune cotisation car, disaient-ils, c'eût été une chose choquante d'exiger des sacrifices d'argent; chacun donnait ce qu'il pouvait et cette liberté n'empêcha pas l'Association d'Arbois de souscrire largement aux cotisations demandées pour payer les amendes de *La Glaneuse* et de *La Tribune*². Ce qui en faisait, avant tout, l'originalité, c'était la façon dont elle se recrutait. Elle se composait, en effet, presque uniquement « d'hommes laborieux, sans cesse occupés à la culture³. » S'ils étaient venus à la politique, la cause ne s'en trouvait pas dans « le désœuvrement, » mais dans le fait que la population, essentiellement agricole, avait cruellement souffert dans les deux invasions. Les vexations sans nombre que la faction légitimiste lui avait imposées sous la Restauration, le souvenir des souffrances encore profondément gravées dans les cœurs, avaient détaché les habitants de la région du gouvernement; mais longtemps les républicains jurassiens crurent qu'ils étaient associés surtout « pour défendre le sol contre une invasion étrangère et repousser la branche aînée des Bourbons⁴. »

Sous la direction de chefs jeunes, ambitieux, énergiques, intelligents, comme Eugène Regnaud d'Épercy, « grand discoureur », comme l'avocat Clerc de Landresse, et Budin, maire révoqué de la commune voisine de Vadans, l'Association fit de rapides progrès. Elle réussit à étendre ses ramifications dans 52 cantons du Jura, principalement dans

1. AN. CC 613, 1^{re} liasse, pièce 250 et suiv.

2. *Idem.*

3. CC 619, dossier 5, liasse 3, p. 5. Procureur général à Justice, 16 août 1833.

4. *Idem.*

l'arrondissement de Poligny. Elle compta bientôt 600 membres¹.

Parmi toutes les associations du début du régime de Juillet, elle fut certainement une des plus actives. Elle ne tenait des assemblées générales que tous les cinq mois², mais elle avait des réunions plus fréquentes. On en compte quatre, de décembre 1832 à juillet 1833. Ces réunions avaient toujours lieu le dimanche, sans que la date en fût fixée d'avance. Les chefs de section étaient prévenus seulement la veille. Ils se rendaient alors au domicile de chacun de leurs ressortissants respectifs. Quant aux membres des villages éloignés, on les convoquait également la veille, par des lettres adressées à leurs chefs de sections qui les prévenaient également à domicile. On s'assemblait généralement en plein air, sur le plateau de l'Hermitage, à environ une demi-lieue de la ville³.

Une des plus curieuses de ces manifestations est, à coup sûr, celle qui eut lieu lors de l'anniversaire des journées de Juillet, en 1833. Quatre cents personnes y prirent part. A neuf heures, tous les membres de l'Association, réunis sur le plateau, débouchaient avec leur famille de l'allée du roi de Rome, groupés par sections, chacune ayant, à sa tête, le drapeau tricolore. Jusqu'à midi, les sections formées en carrés, avec les chefs au milieu, dont Clerc de Landresse, cravaté et coiffé de rouge, tinrent une séance politique et écoutèrent les discours. A l'heure du déjeuner, les associés et leurs amis se répandirent par petits groupes pour banqueter. On

1. AN. CC 619, dossier 4, liasse 5, p. 17 et AN. F⁷ 4035. Extrait du *Patriote franc-comtois* du 11 mars 1834 et Réquisitoire du P.G., *cit.*, p. 292 et suiv.

2 000 patriotes du Jura ont signé la protestation contre les bastilles (CC 613, liasse 1 et *Réquisitoire du P.G.*, p. 99, n° 11).

2. Cf. Lettre de d'Epercy à *La Tribune*, *cit.*

3. AN. CC 619, *cit.*

leur avait recommandé d'apporter double, triple et même quadruple ration de façon à pouvoir amener des invités en plus grand nombre possible. Durant tout le festin, des musiciens jouèrent des contre-danses et des valse. Mais la plus sévère décence ne cessa d'être observée. Quiconque se serait avisé de troubler la fête par des propos injurieux ou une conduite scandaleuse, se serait vu expulser immédiatement¹.

Beaucoup d'autres manifestations furent organisées par l'association d'Arbois. En septembre 1832, elle signa la pétition déposée à la Chambre pour réclamer la réforme des impôts et du scrutin². Le 18 février 1834, elle fut l'âme de la mascarade au cours de laquelle, en procession et masqués, ses membres promènèrent et tournèrent en dérision un mannequin représentant la personne du roi³. Enfin, parmi les protestations contre la loi sur les associations, celle d'Arbois fut une des plus vigoureuses. Elle réunit sept cents signatures, dont celles des représentants des sociétés voisines, par exemple Miran, de Besançon, et Gindriez, de Dijon⁴.

Longtemps l'Association républicaine du Jura resta isolée, mais, dans le vaste mouvement de solidarité qui unit tous les républicains au début de 1832, elle sentit, elle aussi, le besoin de se rattacher à Paris. Dès mars 1832 d'Épercy, poussé par ses troupes, avait demandé l'affiliation aux *Amis du Peuple*. Il ne reçut pas de réponse, et pour cause. Mais il fut obligé de donner quand même à penser qu'il correspondait avec Paris, afin de ne pas amener le découragement⁵.

1. A. Guerre, *Corr. gén.*, juillet 1833. On trouve encore des détails sur l'association d'Arbois dans AN. BB¹⁸ 1354 A.

2. AN. F⁷ 4034.

3. AN. F⁷ 4035.

4. AN. CC 619, IV, 5, p. 17.

5. Lettre de d'Épercy, *cit.*, Réquisitoire du P.G., p. 292 et suiv.

En mai 1833, il renouvela sa demande, en se plaignant que, seules, les associations de presse fussent vraiment unies¹. Cette fois, semble-t-il, il fut entendu. Mais l'association jurassienne conserva toujours, au milieu de toutes les autres sociétés, avec son nom distinct, une véritable originalité et une grande indépendance².

On le vit bien lors de la formation des associations de presse. D'Épercy accepta, avec le plus vif empressement, d'entrer en relations avec le comité central de Paris. Mais il pensa qu'il y aurait de « graves inconvénients » à changer les bases de l'association actuelle. A mon avis, écrivait-il, « en dehors de cette association où les masses reçoivent une organisation peut-être bien favorable plus tard aux projets d'affranchissement des républicains, il y a place pour une association composée de citoyens pris parmi les classes plus aisées que celles qui composent la grande majorité de l'association républicaine et qui peuvent s'imposer des sacrifices pécuniaires³. » C'est pourquoi, à part, il fonda, dès le 16 septembre 1833, l'*Association pour la presse patriote*. Elle était constituée exactement sur le modèle des groupements de ce genre, avec cette originalité qu'elle se divisait en sections de 10 associés. Elle se recrutait presque uniquement dans l'*Association républicaine*⁴. Chacun des membres payait 100 francs, et 30 francs pour les brochures. Un mois plus tard, d'Épercy pouvait écrire qu'il avait des correspondants partout et qu'il voyait ses efforts couronnés d'un plein succès.

Ces deux groupements, centralisés à Arbois, furent les seuls vraiment importants du Jura. Pourtant, vers janvier 1834, il semble s'être formé à Saint-Claude, « une société

1. Lettre de d'Épercy à *La Tribune*, *cit.*

2. Girod, IV, p. 127, n° 63.

3. Réquisitoire du P. G., *cit.*, Annexes, p. 100 et suiv. N° 11.

4. *Idem*, p. 106.

composée de quelques anciens militaires, de jeunes avocats et de jeunes gens connus pour leurs opinions républicaines, ainsi que de quelques chefs de famille. » Elle se proposait, disait-elle, la lecture en commun des journaux. *Le National* était le seul admis dans ce cercle. Elle n'aurait rien eu d'hostile, disent les rapports de justice, si elle n'avait répandu deux pétitions, l'une pour la réforme électorale, l'autre pour accroître la *Société des Droits de l'homme*. Elle donna donc peu d'inquiétude au pouvoir. D'ailleurs, en mars de la même année, la désunion existait déjà au sein du groupe qui se trouva bientôt dissous « volontairement¹. »

Les associations franc-comtoises voisinaient volontiers avec les sections bourguignonnes, dont les centres étaient Chalon et, principalement, Dijon.

La Côte-d'Or avait été, au lendemain des journées de Juillet, un des départements où l'opposition de gauche se trouvait le mieux organisée. Dès la seconde moitié de 1830 on signalait à Beaune, à Nuits, à Arnay des sociétés secrètes². Ces sociétés, sans changer de but, prirent diverses formes, suivant les circonstances, mais leur composition demeura toujours la même. A mesure que l'opposition grandit, elles furent de mieux en mieux disciplinées, et, de secrètes, devinrent à peu près publiques. Au milieu de cette poussière de groupes, le plus important fut tout de suite la société patriotique et populaire qui se forma en décembre 1830, et qui eut son foyer le plus actif dans la petite ville de Seurre³. L'exposé de ses buts est intéressant à retenir,

1. AN. F⁷, 4035.

2. AN. CC 649, dossier IV, liasse 5, pièce 1.

3. AN. BB¹⁸ 1337, *Règlement de la Société patriotique de Seurre*.

La fondation de la société fut annoncée par une lettre de son président au *National*, le 27 décembre. Il annonçait que Seurre avait imité Metz.

en ce sens qu'il montre clairement le point de départ des hommes de Juillet, et fait bien apprécier toute l'étendue du chemin parcouru dans la suite. Les préliminaires du règlement de la société stigmatisent « la marche oblique » du ministère, les divers amendements restrictifs apportés à la loi sur la garde nationale par une Chambre ennemie des libertés. Ils se plaignent qu'aucune des réformes attendues n'ait été faite. Et c'est pourquoi la société patriotique de Seurre prend le nom des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, en indiquant par là son but principal. « Les patriotes français, lit-on, s'associent pour s'aider et se secourir mutuellement en toute occasion, se défendre contre les sociétés contre-révolutionnaires, répandre les lumières, propager les principes de la saine morale, du véritable honneur, de la liberté et de l'égalité, exciter les sentiments patriotiques et généreux, améliorer le sort du peuple, assurer l'indépendance nationale, et procurer à la Nation la jouissance de tous ses droits. » Cette Association n'avait donc, en apparence, rien de révolutionnaire. Elle ne prétendait que suivre la marche patriotique du gouvernement existant. Mais elle devait fatalement s'en séparer. Un de ses buts principaux n'était-il pas de réclamer l'attribution du droit électoral et du droit d'éligibilité à tout citoyen domicilié, faisant partie du jury, ou contribuant aux charges de l'État par un impôt annuel de cinquante francs c'est-à-dire, en somme, le suffrage universel?

Dès le début, son organisation fut très précise et très solide. Elle se composait de divers *cercles* comprenant chacun 20 personnes. On en distinguait de trois sortes : le haut cercle, le cercle central et le cercle ordinaire, hiérarchiquement superposés, le premier dans l'arrondissement, le deuxième dans le canton, le troisième dans la commune. Chaque membre payait une cotisation d'au moins cinquante

centimes. Ce qui différenciait la société de Seurre des associations similaires, c'étaient les conditions sévères d'admission de ses membres et les peines auxquels ils s'exposaient. Chacun des nouveaux initiés prêtait serment, et, en retour, recevait le signes de reconnaissance et l'attouchement qui le consacrait membre de la société. Celle-ci punissait la trahison volontaire et l'indiscrétion. Dans le premier cas, le coupable était déclaré « infâme, » et son nom envoyé à tous les cercles avec cette qualification. Dans le second cas, on l'expulsait. De plus, la négligence, par exemple l'absence aux séances, était sévèrement réprimandée. L'échelle des peines comportait trois degrés : d'abord l'avertissement fraternel, puis la censure avec amende, enfin la suspension provisoire suivie, s'il y avait lieu, de la suspension définitive.

Outre le serment, toutes les dispositions étaient prises pour assurer le secret. Il n'existait que trois exemplaires du règlement. On ne le confiait qu'aux membres du cercle central, et encore le temps nécessaire seulement pour procéder aux réceptions, avec défense d'en prendre copie¹.

La société disparut très vite, semble-t-il, en même temps que les associations nationales, mais le pli était pris et les cadres demeuraient. On retrouvera ses deux chefs : Thierry et Tisserandot au plus fort du mouvement républicain de 1833.

Il subsistait, d'ailleurs, d'autres éléments. C'est ainsi que Dijon possédait une des plus importantes sections de la société *Aide-toi*. Il ne fut donc pas difficile, en 1833, de regrouper les forces républicaines un instant dispersées. C'est en juillet de cette même année que se constitua, dans

1. Pour tout ce paragraphe. Cf. AN. BB¹⁸ 1337.

Le règlement de la société était signé de 50 noms, dont celui du président Tisserandot.

la capitale bourguignonne, un cercle patriotique qui se proposait la lecture des journaux, des brochures et des feuilles de tout genre. Le cercle n'était pas public. On ne pouvait y être admis que sous certaines conditions. Les réunions se tenaient dans des salles à plusieurs issues : l'une d'elles notamment communiquait avec le café des *Mille Colonnes*. Le règlement, très sévère, n'y autorisait ni les chants, ni les délibérations. On devait se contenter de lire les journaux, de jouer à divers jeux, de s'entretenir de politique et de littérature. Un jour, un jeune homme ayant voulu chanter reçut l'injonction de cesser sous peine d'exclusion. Une telle association ne pouvait pas faire de propagande bien active. Du reste, si les membres du bureau se recrutaient parmi les hommes de « l'opinion la plus exaltée, » la plupart des adhérents étaient des plus modérés. On comptait, notamment, parmi eux, « des personnes très recommandables¹, comme M. Proudhon, doyen de l'École de droit. »

Un peu plus tard, quelque temps après l'anniversaire des journées de Juillet, s'organisèrent, à Dijon, l'*Association pour la liberté de la presse*, et la *Société des Droits de l'homme*. La première, « une des plus importantes de France² », était dirigée par un propriétaire, Monnet, qui la présidait, assisté d'un secrétaire, Mathieu, un négociant. Elle eut des filiales à Semur et dans les principales villes de la Côte-d'Or. En septembre, elle comprenait trois cents membres résidant à Dijon, plus les correspondants des cantons ruraux³, mais elle

1. AN. BB¹⁸ 1337, Lettres du 22 juin (Intérieur à Justice et Justice à Procureur général), du 2 juillet (P. G. à Justice), du 12 juillet 1833 (Intérieur à Justice).

2. *Aide-toi : Assemblée générale du 4 février 1833*, BN. Lb⁵¹ 1713.

3. AN. BB¹⁸ 1338. Rapport du P. G. de Dijon, 20 sept. 1833 et CC 612, reg. 1, p. 3.

paraît avoir été, à peu près partout, vite supplantée, et même absorbée, par la *Société des Droits de l'homme*. Celle-ci semble avoir eu beaucoup de mal à naître. Ce n'est qu'après le banquet Cabet et l'intervention des délégués de Chalon, en décembre, qu'elle comença à se développer à Dijon¹. Elle ne reçut guère son organisation définitive qu'au début de l'année 1834, après de sérieuses difficultés dues aux discordes intérieures. Parmi ses dirigeants on citait, en mars 1834, James Demontry, Monnet, Gindriez, Chevrot². Le noyau de Dijon s'agglutina toutes les affiliations du département qui s'étaient constituées bien avant lui. A Beaune, un groupe composé d'abord d'environ 80 personnes, en majeure partie des ouvriers, se réunissait au café Boulée sous la direction de d'Aloze, de Cochery, de Coppens, de Videau « gens perdus de dettes..., mais actifs, intelligents et capables d'affronter le péril³. » En septembre 1833 le même groupe comptait 150 républicains. Nuits avait son association que présidait le médecin Rasse⁴. On trouvait des réunions analogues à Aignay, à Recey dont les deux comités se formèrent en novembre, à Semur, à Châtillon, à Arc-sur-Tille, à Chagny⁵. Enfin et surtout, dès juillet 1833, Seurre offrait 1 000 sectionnaires au parti⁶.

Dijon recueillait également les affiliations de la Haute-Marne, de Chaumont, de Langres, de Vassy, qui n'avaient

1. AN. BB¹⁸ 1338 (P. G. à Justice).

Ce banquet offert en l'honneur de Cabet, à propos de l'acquittement du *Patriote*, comprit 800 convives venus de partout, de l'Isère, de Lyon, de Saône-et-Loire, etc.

2. AN. CC 619, dossier 4, liasse 6.

3. CC 619, dossier 5, liasse 5, pièce 1. Lettre du procureur de Beaune au procureur général, le 6 décembre 1835.

4. AN. BB¹⁸ 1354 A.

5. *Idem*.

6. Réquisitoire *cit.*, p. 85.

point de sociétés organisées¹, de l'Aube qui ne correspondait guère qu'avec *Aide-toi*. Pourtant un effort sérieux fut tenté dans ce dernier département, à Troyes surtout, par Pance, par Saint-Amand, dit Amand-Soleil, rédacteur du *Progressif de l'Aube*, par le pharmacien Perrot, commandant de la garde nationale. Bien que la ville fût « diablement tiède, » ils réussirent à grouper « les bons éléments. » Une association de presse se constitua d'abord, puis un « comité républicain, » qui comprit des « hommes actifs, ambitieux et assez populaires » dont la plupart des membres se recrutèrent dans la garde nationale, surtout parmi les chefs, et dans la classe ouvrière².

La Côte-d'Or correspondit, enfin, avec l'Yonne. Là, non plus, la tâche n'avait pas été facile. Uzanne, qui fut l'âme du parti républicain dans le département, écrivait le 26 novembre 1832 qu'il y avait « peu de chances de succès pour le moment. » « Nous sommes en travail de monter un journal, ajoutait-il, et c'est déjà besogne bien fatigante.... Il y a beaucoup de tiédeur et de mauvais vouloir.... Nous espérons mieux pour l'Association de la presse, quand le journal marchera. Voici comment : 100 personnes, pour le moins, auront un intérêt dans le journal, et il ne sera pas difficile de les amener à l'Association. En leur prêchant tout à la fois, elles pourraient se dégoûter de tout. C'est bien triste, mais voilà où nous en sommes³. » Il faut croire que le système inventé par Uzanne réussit puisqu'un groupe se forma à Auxerre avec des filiales à Tonnerre et à Avallon.

1. AN. BB¹⁸ 1338.

2. AN. CC 613, liasse 1, pièce 28. Lettre de Pance du 10 mai 1833; CC 619, dossier 6, liasse 5, pièce 21; Girod, *op. cit.*, IV, p. 63 et A. G., *Corr. Gén.*, mars 1834, 1 carton.

3. AN. CC 613, liasse 1, pièce 99. Lettre de Uzanne, du 26 novembre 1832.

Un peu plus tard, le chef-lieu eut même une association républicaine divisée en nombreuses sections¹, puis deux loges de francs-maçons entièrement composées de républicains. Robert et Leblanc étaient les deux principaux chefs, avec Labrune, le correspondant de *Aide-toi*².

La transition entre la Franche-Comté et la Bourgogne d'une part, et le Lyonnais, d'autre part, s'opérait par le centre de Chalon-sur-Saône, avec lequel le comité d'Auxerre avait noué « les liens intimes de la fraternité³. » En juin 1832, déjà, il s'y était organisé une société patriotique qui se proposait, comme but principal, de « favoriser le principe de la souveraineté du peuple. » Au dire du procureur du roi, cette « réunion » revêtait le même caractère que celles qui existaient sous le nom de cercle ou de casino, dans toutes les villes de France, comme, par exemple, à Dijon ou à Strasbourg. Elle louait, dans un café, une salle particulière, où les membres se rendaient, non point à certains moments marqués, mais à toute heure du jour, depuis le matin jusqu'à onze heures du soir, pour y « chercher les plaisirs et les distractions qu'on peut trouver dans un café. » Chacun y allait à l'heure qui lui convenait le mieux, et « dans une intention appropriée à ses goûts particuliers » : tel, pour lire les journaux, tel autre, pour jouer au billard ou à d'autres jeux, tel autre, enfin, pour boire de la bière ou du café. Mais l'opinion du groupe était « généralement » républicaine⁴.

1. « La salutare contagion qui répand la société, écrit *La Glaneuse*, le 9 février 1834, est si puissante qu'elle s'étend dans les départements les plus arriérés.... L'Yonne a secoué le joug ignominieux du Juste-Milieu.... Auxerre a donné une heureuse impulsion.... De nombreuses sections ont été établies dans la ville; elles sont dirigées par un comité composé d'hommes éclairés.... » (Réquisitoire du P. G., p. 85 et 86.)

2. AN. CC 665, liasse 3, p. 2 bis.

3. *La Glaneuse*, 9 février 1834 et Réquisitoire, *cit.*, p. 86.

4. AN. BB¹⁸ 1337, Lettre du P. G. de Dijon, du 2 juillet 1833.

La société admettait des membres résidants, ceux de Chalon et de l'arrondissement, et des membres correspondants, ceux des autres arrondissements. Pour en faire partie, il fallait avoir vingt et un ans et être reçu par les 9/10 des voix des votants, lesquels devaient, à leur tour, compter au moins la moitié plus un des membres résidants. Parmi les principaux adhérents, en rencontrait des conseillers municipaux, des conseillers d'arrondissement et même un membre du conseil général. A part « quelques partisans du désordre », qui d'ailleurs préféraient se réunir en dehors du café, la majorité paraissait tranquille¹.

C'était du moins l'avis du procureur. Il semble que, pourtant, les réunions n'aient pas été exemptes de discussions violentes. Garnier-Pagès et Cavaignac, lors de leur passage à Chalon, se firent huer pour avoir prêché la temporisation. En septembre 1833, la société comprenait seulement 50 membres résidant à Chalon, et 4 ou 5 correspondants par canton². Elle avait des affiliés à Mâcon, à Louhans, où n'existait pas de groupes constitués, à Autun, où le nombre des républicains passa de 12, en 1833, à 71 en septembre 1833, et où, en l'absence d'association organisée, se tenaient des « réunions maçonniques » dans lesquelles « l'espoir républicain » se donnait libre carrière³. On pouvait rencontrer aussi à Saint-Bonnet-de-Joux, dans l'arrondissement de Charolles, quelques républicains qui recevaient leurs instructions de Saint-Gingoux ou de Chalon⁴. On en trouvait 8 ou 10 à Blanzey⁵. A Saint-Marc-de-Veaux il y

1. AN. BB¹⁸ 1338, Lettre du P. G. de Dijon, du 20 septembre 1833.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. AN. BB¹⁸ 1338 Lettre du procureur d'Autun au P. G., septembre 1833.

5. AN. CC 619, dossier 5, liasse 5, p. 5 (décembre 1833).

avait un groupe organisé. A Conchet, dans l'arrondissement d'Autun, s'était même formée une société vraiment originale. Elle s'appelait *Société de l'Arquebuse*, et s'occupait de tir. Autrefois, elle choisissait comme chef un personnage qui avait le nom de *roi* mais l'esprit républicain s'y étant implanté, elle abolit cette dénomination et la remplaça par la suivante : *Monsieur le Premier*¹. Elle paraît avoir été assez importante pour la commune, si l'on en juge par la protestation contre les forts détachés, qui recueillit 50 signatures.

Jusqu'en octobre 1833, les liens entre ces divers groupements furent assez lâches. Mais, sous l'impulsion des Parisiens, une véritable organisation centralisée s'établit à Chalon. Le principal artisan en fut l'avocat Menand, membre et secrétaire du Conseil municipal, conseiller général. Sans cesse en correspondance avec Paris et Lyon, il travailla sans relâche, et avec succès. Bientôt pas une commune ne resta isolée. Chalon devint la « métropole » de la grande Bourgogne. En janvier 1834, 40 communes étaient organisées dont 28 dans le seul arrondissement de Chalon². Au total, le parti républicain comprenait, dans la région, environ 1400 adhérents dévoués, dont 800 à Chalon³ répartis en 65 sections⁴. Là, comme à Dijon, l'Association de la presse, dont le délégué était également Menand, fut bien vite absorbée par les *Droits de l'homme*.

Chalon, on vient de le voir, correspondait avec Paris, mais par sa situation même, elle se trouvait beaucoup plus encore sous l'influence directe de Lyon, la première ville républicaine de France. Lyon avait eu son Association

1. AN. BB¹⁸ 1338 (procureur d'Autun à P. G.).

2. AN. F⁷ 4452.

3. *Idem*.

4. *La Glaneuse*, 9 février 1834; *Réquisitoire*, p. 277.

nationale, vite disparue¹. Jusqu'en 1832 on n'y rencontra guère que des réunions sporadiques. Mais à ce moment, les efforts d'un réfugié, ancien alcade de Barcelone, du nom de Rault, changèrent la situation². Il travailla d'abord toute l'année à réorganiser la Charbonnerie. Il échoua. « Certaines divisions produites par des antipathies personnelles, la lassitude, la difficulté d'organiser une société secrète sans resserrer le cadre, tout avait concouru à rendre stériles les efforts tentés³. » Mais ses démarches ne tardèrent point, cependant, à porter leurs fruits. Ce Rault fut, en effet, avec Lagrange et Lortet, un des fondateurs d'une société curieuse, établie en marge de l'*Association pour la presse* et des *Droits de l'Homme*, et qu'on ne trouve nulle part ailleurs : La *Société du Progrès*, d'abord à moitié secrète, puis publique. Elle paraît être née dans les bureaux du *Précurseur*⁴, et s'être recrutée surtout dans les classes moyennes et parmi les « honnêtes ouvriers. » C'était une société purement lyonnaise qui, dans la pensée de ses fondateurs, devait se mettre à la tête d'un mouvement à part, destiné à s'étendre sur tout l'Est de la France.

D'après les statuts⁵, elle se composait d'un nombre indéfini de souscripteurs réunis en sections dont chacun payait une cotisation mensuelle d'au moins cinquante centimes. Neuf souscripteurs au moins, 19 au plus formaient une section présidée par un collecteur. Trois sections au moins, 10 au plus, constituaient une division. La réunion de tous les collecteurs s'appelait le conseil divisionnaire. Au sommet,

1. AN. F⁷ 4144.

2. AN. CC 556, liasse 1, pièce 1, déposition du préfet du Rhône, Gasparin.

3. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 227.

4. AN. CC 613, liasse 1, pièce 93.

5. *Association du Progrès, Règlement général* (janvier 1834), BN. Lb⁵¹ 4796.

se trouvait le comité d'administration qui comprenait tous les présidents des conseils divisionnaires, mais l'Association « reconnaissant les hommes tous égaux en droits n'attachait aucune dignité aux emplois qu'elle donnait. »

Cette société, assez peu connue, paraît avoir voulu, tout en faisant concurrence à l'*Association de la liberté de la presse* qu'elle ne trouvait pas assez avancée, et à la *Société des Droits de l'homme* qu'elle jugeait trop parisienne, synthétiser tous les avantages qu'elles offraient. En effet, entre autres buts, elle se proposait de « couvrir le montant des frais et amendes auxquels pouvaient être condamnés pour délits politiques, les journaux indépendants de Lyon, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra pas dépasser 11 francs pour chacun des membres dans le courant d'une année¹. » Mais elle avait « un but plus étendu et plus hostile². » Plus étendu : on lit, dans le règlement général, qu'elle s'était constituée « pour répandre l'instruction dans la classe industrielle. » Elle voulait « tendre constamment à la propagation des connaissances utiles à l'homme, et particulièrement de celles qui se rattachent à ses droits et à ses devoirs comme Français, comme citoyen et comme chef de famille. » Ses principaux moyens d'instruction étaient « la publication d'écrits et l'établissement d'un bureau de consultation créé pour éclairer chaque citoyen. »

Deux commissions s'occupaient de faire passer les principes dans la pratique. La première, la commission d'instruction, qui se composait d'un nombre illimité de citoyens choisis dans les sections par le conseil d'administration, sur la proposition des secrétaires généraux, traitait toutes « les

1. Alazard, *Le mouvement politique et social à Lyon entre les deux insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834* dans *La revue d'Histoire Moderne*, 1911, t. XVI, p. 281.

2. AN. CC 613, I, p. 93.

questions morales contentieuses et d'économie politique » capables d'intéresser « la société en particulier, » « le peuple en général. » C'est elle qui travaillait aux publications que l'Association devait répandre parmi les prolétaires. La seconde, la commission de secours, formée en principe de trois membres, avait pour tâche d'aider les membres de l'Association qui se trouvaient dans le besoin, « soit par suite de la manifestation légale de leurs opinions, soit pour toute autre cause qui ne compromettait point l'Association¹. »

La *Société du Progrès* faisait donc étalage, au moins dans ses intentions, d'une prudence extrême. La *Société du Progrès* est « toute légale », disent les statuts, ce qui n'empêchait pas les autorités de la considérer comme « hostile. » Hostile au régime, elle l'était, en effet, par les réformes qu'elle demandait. Les sociétaires du *Progrès* réclamaient un pouvoir central électif, temporaire et responsable, émanant de la souveraineté, une assemblée nationale élue par tous les intérêts légitimes et les représentants de tous, une organisation judiciaire fondée sur l'institution du jury, une organisation industrielle destinée à améliorer le sort de l'ouvrier, soit par une plus juste répartition des produits, soit par la diminution progressive du loyer des instruments de travail, soit enfin par la simplification des rapports entre le producteur, le travailleur et le consommateur, simplification résultant du libre droit d'association, un système financier d'impôt progressif sur l'unique superflu, un système d'instruction publique approprié aux besoins du progrès et applicable à tous, une garde nationale composée de citoyens organisés pendant la guerre, sans qu'on puisse les enlever à la production durant la paix, enfin, une fédé-

1. Cf. le Règlement, *cit.*

ration de tous les peuples assez instruits. Le programme était vaste. Sa réalisation exigeait une refonte totale de l'État qui, on le conçoit aisément, ne cadrerait guère avec les intentions du régime de Juillet. Mais ce qui fit le plus peur au gouvernement, c'est que la *Société du Progrès* approuva le manifeste de la société des *Droits de l'Homme*. Comme cette dernière, elle croyait que « la déclaration de Maximilien Robespierre était ce qu'il y avait de mieux. » C'était en quelque sorte, la quintessence de toutes les idées philosophiques de Jean-Jacques Rousseau et de Volney. » Il est juste d'ajouter que, conformément aux termes des statuts, la société « toute légale » ne réclamait ni pillage, ni vengeance. Tout en étant prête à défendre les droits du peuple, s'il le fallait, elle croyait que la réalisation de ses principes devait s'effectuer progressivement¹.

On ne retrouve, nulle part, dans les événements de l'époque, les traces d'une activité bien considérable de la *Société du Progrès*. Elle existait encore, il est vrai, au début de 1834². Mais il est vraisemblable que, « quelque temps après » le manifeste des *Droits de l'Homme*, vers septembre ou octobre 1833, elle fut dissoute sinon en droit, au moins en fait, et absorbée, soit par la *Société des Droits de l'homme*, soit par l'*Association pour la liberté de la presse patriote*³.

Celle-ci fut la première de ce genre organisée en France,

1. Pour tout ce paragraphe, voir le *Règlement général*, déjà cité, et, dans Girod, t. IV, annexe 67, p. 138 : *La lettre d'un prolétaire sur l'association du Progrès*. Cf. aussi, Girod, t. I, p. 164.

2. Si l'on en croit le *Règlement général*, qui porte la date de janvier 1834.

3. Dans sa déposition à la cour des Pairs, le 10 juillet 1834, Lagrange dit que la société a été dissoute il y a dix mois, ce qui semble confirmer cette hypothèse.

Pourtant d'après de la Hodde, elle existait encore au moment de l'insurrection d'avril. Cf. *Histoire des sociétés secrètes*, p. 157 et 158.

Dès août 1832, elle était constituée. Elle aussi avait un caractère très régionaliste, « fédéraliste », comme on disait alors. Malgré « la joie » qu'elle éprouvait à établir des liens avec Paris, elle resta toujours assez réfractaire à l'influence du Comité central. Elle eut d'abord, à sa tête, Lortet qui ne rêvait que décentralisation¹. A côté de lui, Jules Seguin, de Seynes, Drivon, Saint-Bonnet, étaient tous partisans d'une république fédérative à l'américaine². Mais au début de l'année 1833, on renouvela l'administration. Le nouveau comité comprit des hommes comme Bertholon, comme Martin, dont les idées étaient beaucoup plus avancées³. Tel fut le début de l'évolution qui mena, un peu plus tard, à la fusion à peu près complète de l'Association avec la *Société des Droits de l'homme*.

Les débuts de cette dernière se placent au milieu de 1833. En juillet, Cavaignac, qui était venu à Lyon, présida dans les bureaux du *Précurseur* une assemblée des principaux républicains lyonnais. On décida d'activer et de centraliser la propagande⁴. A cet effet, fut élu un comité secret, surnommé « comité invisible, » qui comprenait Seguin, Lortet, Bertholon, Baune, Charassin, Poujol, Jules Favre, Michel-Ange Périer, Antide Martin, Rivière cadet⁵. Mais ce comité n'agissant pas, ou paraissant « vouloir s'abstenir, » les républicains les plus ardents décidèrent d'organiser la section

1. Girod, IV, Annexe 56, p. 118 et suiv. *Lettre de Del à Marchais*, 28 mars 1833. Il se figure qu'une fois la France dotée de libertés municipales son organisation politique sera complète.

2. Girod, t. IV, annexe 56. Il y avait encore Ph. Chanay, Depouilly, Gilibert, Castellan (Cf. le même : annexe 61).

3. Girod, IV, annexe 55, p. 117 : Lettre de Lortet à Marchais, du 18 février 1833 (post-scriptum), et annexe 61, p. 125 : *Lettre de Chanay à Marchais*, 3 janvier 1833. L'élection qui renouvela le comité eut lieu le 6 janvier.

4. Louis Blanc, *op. cit.*, IV, p. 227 et suiv.

5. Louis Blanc, *op. cit.*, IV, p. 229.

lyonnaise des *Droits de l'Homme*. Ils nommèrent, en octobre 1833, un Comité exécutif provisoire composé de cinq membres, Bertholon, Baune, Hugon, Martin et Poujol, qui se mit immédiatement en rapport avec Paris et s'affilia au comité central. Mais c'est seulement le 25 décembre que l'organisation devint définitive, par l'adoption des règlements et l'élection du comité régulier¹.

La société se fondait, à l'exemple de Paris, pour répondre « à des bases unitaires. » Aussi, ne faut-il pas s'étonner de voir cette fois le règlement reproduire, à peu près, les termes de celui de la capitale. Les dirigeants sont les mêmes : il y a des sections, des chefs, des sous-chefs, des quinturions, des commissaires, etc. Les travaux des sections sont identiques. On remarque cependant quelques différences qui dénotent une volonté d'agir plus énergique. A Paris les quêtes sont facultatives, à Lyon la cotisation de cinquante centimes par mois est obligatoire. De plus, le règlement est précédé d'un préambule qui adopte franchement la déclaration de 1793. Enfin, tandis qu'à Paris on demande une simple adhésion à cette déclaration, à Lyon, on exige le serment. Le nouveau sectionnaire doit jurer de travailler de toutes ses forces à faire comprendre et adopter par les citoyens non sociétaires les principes de la déclaration, et de se conformer aux statuts de la société².

En même temps qu'on votait le règlement, on élisait le comité régulier. Les cinq membres existants furent conservés. On leur adjoignit deux collègues nouveaux : Albert et Sylvain Court. Baune devint président et Martin secrétaire³.

L'organisation de la société lyonnaise reproduisait donc

1. Girod, I, p. 156, et IV, annexe 63.

2. Girod, I, p. 157.

3. Girod, I, p. 158.

à peu près celle de la société parisienne. Son but était également analogue¹. Les citoyens qui composent l'Association lyonnaise, disent les statuts, ont un but tout pacifique.... « Ils consacrent leurs efforts à perfectionner l'instruction et l'éducation de ceux d'entre leurs frères que le vide des institutions a forcés de rester dans l'ignorance.... » Ils se protègent mutuellement et s'entr'aident de tout leur pouvoir dans leurs besoins moraux et physiques. Leur œuvre est donc essentiellement « philanthropique et patriotique. » Les moyens sont la lecture des meilleurs écrits philosophiques et politiques, des instructions orales suivies de discussions générales, des publications de leçons sur des questions de politique générale, d'industrie, d'état social ou d'organisation gouvernementale, écrites par des membres de l'Association et publiées à ses frais.

La société avait son siège au journal *La Glaneuse*. Solidement constituée, elle se livra à une propagande énergique et prit une extension rapide, surtout dans les premiers mois de 1834. A l'élection du 25 décembre, 288 votants seulement avaient concouru. C'était peu, même en supposant de nombreuses absences. Sur la protestation lancée à propos de la loi contre les associations, 56 chefs de sections signèrent, ce qui permet d'évaluer le nombre total des adhérents à un millier environ². Il est cependant bien difficile d'en donner un dénombrement exact. Les évaluations sont fort différentes. Un témoin du procès d'avril dit que, d'après les cotisations, 800 francs, on peut adopter le chiffre de 1 600. Un autre parle de 80 chefs de section, ce qui donne à peu près le même total³. Gasparin, dans sa déposition⁴, compte

1. Girod, IV, annexe 97, p. 220 et AN. CC 614, p. 263.

2. Girod, I, p. 158, et note 2.

3. Girod, I, p. 158, et note 2, *Réquisitoire*, p. 150.

4. *Idem* et AN. CC 556 l. 1, p. 1.

2 400 sectionnaires à la fin de 1833, et 4 000 après février 1834. Ce chiffre paraît exagéré. En prenant une moyenne, on ne risque pas de se tromper en disant que la société lyonnaise des *Droits de l'homme* groupa certainement de 1 500 à 2 000 républicains, ce qui est déjà raisonnable.

La capitale lyonnaise renferma encore beaucoup d'autres sociétés républicaines ou à tendances républicaines, par exemple les *Hommes libres*, la *Charbonnerie* qui « manquait » là, il est vrai, « d'une organisation solide. » Louis Blanc raconte à ce sujet, que plusieurs charbonniers se plaignaient du mystère dont les membres de la haute vente nationale restaient enveloppés. Martin et Bertholon étaient, semble-t-il, au nombre des plaignants. Il y eut de fâcheux tiraillements. En juillet 1833 une reconstitution paraissait imminente¹. Elle fut vraisemblablement entravée momentanément par le développement des *Droits de l'Homme*. On remarqua aussi, à Lyon, une société républicaine des *Indépendants philanthropes* fondée par Marius Chastaing, un transfuge de *L'Écho de la fabrique*. Celui-ci, qui la qualifiait du nom de société « politique et industrielle » assure qu'elle comptait déjà en novembre 1833 près de 300 membres². « Nous déclarons, écrivait-il aux *Droits de l'homme*, au nom du comité exécutif, nous déclarons nous unir de cœur et d'âme au programme que vous avez publié. Nous aussi, nous croyons, avec vous, devoir rattacher l'ère de l'émancipation des prolétaires à la Convention Nationale³. » Cette dernière Association fut donc, semble-t-il, en plus petit, une copie de la *Société des Droits de l'homme*. Elle avait simple-

1. Louis Blanc, *op. cit.*, IV, chap. v, p. 227.

2. Girod, IV, annexe 100, p. 227. Lettre de Chastaing au rédacteur en chef de *La Tribune*, 15 novembre 1833.

3. Girod, IV, annexe 100 et Lettre à l'Association des *Droits de l'homme*, 12 nov. 1833, et AN. CC 617, liasse 7, p. 2.

ment une tendance sociale plus marquée, que paraît confirmer le caractère du journal qu'elle publiait : *L'Écho des travailleurs*.

Des organisations aussi nombreuses et aussi ardentes ne pouvaient manquer de rayonner hors de la ville elle-même. Effectivement, la région lyonnaise fut une des plus étroitement enserrées par les mailles du réseau républicain. Au Nord et au Sud, se fondèrent d'abord des filiales de l'*Association pour la liberté de la presse*. Bourg eut la sienne¹ avec l'avoué Bochard comme président, Morellet comme secrétaire². Dans l'Ain, on en forma encore à Pont-de-Vaux, à Belley où le président était en même temps le commandant de la garde nationale³. Dans l'Isère c'est la *Société du Progrès* qui, dès les premiers mois de 1832⁴, avait poussé des ramifications. La section locale de Grenoble réimprima les lettres de Cormemin et toutes les publications importantes parues à Paris, chercha à répandre *Le Bon Sens*, paya les frais des procès républicains. Elle évita, en règle générale, de faire parler d'elle parce qu'elle était constituée de membres « sûrs en toute occasion... tous triés un à un. » Néanmoins il y eut, à Grenoble, une *Société des Droits de l'homme* qui comptait 21 sections⁵. D'autre part, sur l'invitation du Comité de Paris et, « pour ne pas avoir l'air de rester en

1. Girod, I, p. 162 et AN. CC 612, I, p. 15.

2. AN. CC 612, I, p. 15 et 612. Reg. 3.

3. AN. CC 612, reg. I, p. 19 et 612, reg. 3.

4. AN. CC 613, I, p. 93 et *Réquisitoire*, annexe IX, p. 33 et suiv. Lettre de Detroyat à Marchais du 4 décembre 1832 et lettre de Ad. Perrier à Marchais du 4 décembre 1832.

Perrier répondait notamment à une invitation de Marchais : « Je viens de faire le tour du département et de fonder et pousser à fonder, dans les trois arrondissements, la *Société de la Presse*.... Tu ignores que depuis un an cette société existe chez nous, sous le titre de *Société du Progrès*, avec un but plus étendu et plus hostile.... »

5. AN. BB¹⁸ 1354 B. P. G. Grenoble, 24 avril 1834.

arrière », deux grenoblois, Périn et Perrier, propagèrent la *Société de la presse* dans les trois arrondissements et au chef-lieu. Dès le 18 décembre 1832, celle-ci existait à Grenoble. Elle fit venir l'*Almanach populaire* de Nancy, prit une souscription au *Bon Sens*, et Perrier fut même un des rares républicains de province qui ait souscrit à l'*Association libre pour l'éducation du Peuple*¹. A Vienne, où elle s'organisa le 1^{er} janvier 1833, elle compta bientôt 40 membres. Dans un des cantons de cet arrondissement, à Saint-Jean de Bour-nay, le seul où elle marchait vraiment bien, il y eut plus d'associés qu'au chef-lieu². Elle s'établit enfin à Vizille également³. Plus au Sud, on trouvait quelques groupements de ce genre dans l'Ardèche, à Tournon, et dans la Drôme, à Valence, à Romans⁴.

Mais là encore la *Société des Droits de l'homme* devint prépondérante. Elle eut des affiliations à Villefranche, à Bourg⁵. Baune alla la répandre à Valence, à Romans⁶. S'il faut en croire un document, elle aurait même réussi dans l'Isère à s'agréger *Aide-toi* et la *Société de la presse* pour former une seule association républicaine, avec diverses ramifications à la Tour-du-Pin, à Vienne, à Saint-Marcellin⁷. Dans la seule ville de Grenoble, où elle se forma très tard, en février 1834, elle eut bientôt 21 sections, environ 400 adhérents⁸.

1. Pour tous ces détails voir la lettre de Perrier à Marchais, *Réquisitoire*, p. 35 et 36.

2. AN. CC 613, I, pièce 91.

3. AN. CC 612, reg. 1, p. 15. Tableau des Associations pour la liberté de la presse.

4. Pour Tournon, voir AN. CC 612, I, p. 15. Pour Valence AN. CC 612, reg. 4, séance du 7 août 1833.

5. *Réquisitoire*, p. 85.

6. AN. BB¹⁸, 1354 B Lettre du procureur général de Grenoble, 24 avril 1834.

7. AN. CC 665, liasse 3, pièce 2 bis.

8. AN. BB¹⁸ 1354B. Lettre du P. G. *cit.*

Mais la région où la propagande lyonnaise eut le plus de résultats appréciables fut l'agglomération ouvrière de la Loire, avec les centres de Saint-Étienne et de Montbrison. Dans les deux villes, la *Charbonnerie* avait des groupes importants qui subsistèrent, d'une façon originale, jusqu'au début de l'année 1834. Le chef en était Caussidière¹. Aidé de Tiphaine et d'un sieur Lefranc, médecin à Saint-Paul, près de Saint-Chamont, il fut le véritable propagateur des *Droits de l'homme* dans la région². Dès les premiers jours de janvier 1834, quelques sections fonctionnèrent à Saint-Étienne, où avait été également organisé un bureau d'affaires gratuit pour les patriotes³. Peu de temps après, on y comptait 50 sections soit environ 1 000 membres⁴. Caussidière fonda également des filiales à Rive-de-Gier, à Saint-Bonnet-le-Château, et jusqu'à Annonay. Mais c'est assez tard seulement que les républicains de la Loire abandonnèrent, pour qualifier leurs groupements, la dénomination de *Charbonnerie*. Après les troubles de Lyon, du 19 janvier 1834, ce fut « un fait accompli. » Leur agrégation prit le titre de *Société des Droits de l'homme*. Ils ne s'appelèrent plus *Charbonniers* mais encore tinrent-ils à « conserver leurs titres de reconnaissance⁵. »

Il faut encore attendre plus tard pour trouver la *Société*

1. Ce Caussidière, d'origine genevoise, était, paraît-il, un homme de 5 pieds 10 pouces, d'une corpulence énorme et d'une force proportionnée. Lettre du préfet, 22 février 1834. A. Guerre, *Corr. Générale*, février 1834.

2. A. G., *Corr. génér.*, février 1834. Lettre du général Villeret, commandant la division de Clermont, au ministre de la Guerre.

3. Girod, I, p. 159 et suiv., et IV, annexe 98.

4. *La Glaneuse*, 9 février 1834 dans Girod, I, p. 162.

5. A. G., *Corr. générale*, février 1834. Lettre du général Pégot, commandant la subdivision de Saint-Étienne, au général Villeret, commandant la 19^e division à Clermont, 1^{er} février 1834 et Lettre du général Villeret au ministre de la Guerre, 3 février 1834.

des Droits de l'homme à Montbrison. » C'est Berlié qui la constitua en février 1834 sur le modèle de Lyon. Elle comprit 4 sections où l'on trouvait entre autres membres, 30 réfugiés italiens et 5 fourriers du 23^e de ligne. Mais là, comme à Saint-Étienne, les adhérents conservèrent leurs noms de guerre et de nombreux restes de la *Charbonnerie*¹.

*
* *

La Loire et l'Isère marquent une limite très nette d'avec le Sud dans le développement des associations républicaines. Les quelque vingt départements qui se succèdent, de l'Alsace jusqu'au cours inférieur du Rhône, constituent vraiment une zone originale dans la carte républicaine de la France entre 1832 et 1835.

Ce qui frappe d'abord quand on étudie de près cette zone, c'est sa continuité. Metz, Strasbourg, Nancy, Dijon, Besançon, Arbois, Chalon-sur-Saône, Lyon, Saint-Étienne, Grenoble, sont autant de gros centres postés régulièrement sur une ligne ininterrompue dont les jalons ne sont guère plus éloignés que de 100 kilomètres les uns des autres. Pas de déchirures dans le réseau des mailles républicaines à l'Est.

Ces mailles ne sont pas seulement régulières. Elles sont aussi serrées. Loin d'offrir un caractère sporadique et squelettique le républicanisme des provinces de l'Est compte une armée assez nombreuse. Il est difficile de l'évaluer exactement. Les statistiques données par les intéressés ou par

1. Girod, I, p. 160 et IV, annexe 65. Lettre de Berlié à Ferton, gérant de *La Glaneuse*, le 20 février 1834.

Berlié cite dans cette lettre les noms de quelques membres avec leurs noms de guerre. Parmi ceux-ci : France, Cromwell, Roti, Danois, Sans quartier, Sans peur, l'Enfonceur, etc.

les autorités sont diminuées ou grossies à dessein suivant les besoins du moment. En outre les diverses associations chevauchent souvent les unes sur les autres et il serait faux de vouloir additionner purement et simplement les effectifs des *Associations de presse* et ceux des *Droits de l'homme*. Tel, par exemple, qui fait partie d'une association de presse n'entre pas dans les cadres des *Droits de l'homme*. D'autre part, si l'on connaît souvent les chiffres pour les gros centres, on les ignore plus souvent pour les villages et les bourgs. Enfin les républicains se comptent souvent en *sections* : Comment savoir si ces sections sont au complet de 20 membres ou ne comprennent que quelques unités? Cependant en procédant par approximation et en n'évaluant que les forces des centres principaux, on peut se faire une idée d'ensemble qui ne doit pas s'éloigner trop de la vérité. C'est ainsi qu'en notant 1 500 républicains à Metz, 300 dans le Bas-Rhin, 1 000 à Strasbourg, 400 à Besançon, 600 à Arbois, 300 à Dijon, 150 à Beaune, 1 000 à Seurre, 1 400 en Saône-et-Loire, 2 000 à Lyon, 400 à Grenoble et 100 à Saint-Étienne, on arrive à un total d'environ 10 000 hommes.

Ce nombre ne serait rien si la petite armée républicaine était désunie. Mais elle possède la cohésion. Sans doute tous ces groupements regardent vers Paris où ils prennent le plus souvent leur mot d'ordre. Mais plus encore, ils regardent les uns vers les autres. Ils sont en relations suivies. Ils s'écrivent. Ils se rendent visite. Quand la petite association d'Arbois organise des manifestations on y rencontre des délégués de Besançon, de Nancy, de Dijon, de Chalon, de Lyon. Bien sûr les républicains de l'Est ne dédaignent pas leurs frères de l'Ouest ou du Midi, mais ils ont la prétention d'être plus purs que les autres, et de former un noyau à part. D'où viennent les émeutes? De Paris sans doute, mais aussi de Lyon, et quand Lyon bouge, Arbois, Chalon,

Nancy, Grenoble s'ébranlent, alors que dans tout le reste de la France, il n'y a guère que Marseille et Toulouse qui donnent signe de vie. Lyon fait ainsi figure de métropole. La meilleure illustration de cette affirmation n'est-elle pas dans cet essai de constitution d'une association des provinces de l'Est qui hantait le cerveau de Petetin?

Et cela s'explique. Ce caractère un peu particulariste (aujourd'hui nous dirions : régionaliste) de l'Est vient d'un idéal, non plus élevé certes, mais plus senti, plus pressant que partout ailleurs. N'oublions pas que vers 1830, le mot : *républicain* s'identifie encore avec le mot : *patriote*. Ils ne sont pas des patriotes ceux qui ont émigré au moment de la grande révolution; pas des patriotes ceux qui ont ramené les Bourbons dans les fourgons de l'étranger, ceux qui ont entraîné avec eux l'invasion du sol français. Non! Les vrais patriotes sont ceux qui se sont opposés à ces invasions, et les plus purs d'entre eux, ceux qui ont eu le plus à souffrir de cette invasion, c'est-à-dire les habitants des frontières, les habitants de l'Est. L'idée se concrétise à merveille dans les titres de journaux : *Le Patriote de la Meurthe*, *Le Patriote de la Côte-d'Or*, *Le Patriote Franc-comtois*, *Le Patriote de Saône-et-Loire*. Voici réunis dans un petit coin de France plus de *Patriotes* que dans tout le reste du pays! Écoutons l'un d'eux : « Le patriotisme, écrit le journal républicain de Dijon, consiste à faire pour son pays tous les sacrifices possibles, à n'épargner ni ses biens, ni son temps, ni sa propre personne dès que l'intérêt commun l'exige, *dès que le territoire de la liberté est menacé*; sans cela il serait incomplet.... Le patriotisme a cela de commun avec la nationalité *qu'il est ennemi de l'invasion* et veut à tout prix la prospérité au dedans, la gloire et la dignité à l'extérieur.... » Voilà qui est bien net : Un républicain c'est d'abord un patriote. Le reste vient après : « Ce que le patriotisme veut

de plus, continue le même journal, c'est la liberté, l'égalité politique, véritable base de l'ordre et de la prospérité publique, car c'est en assurant à tous les Français, indistinctement, la jouissance pleine et entière de leurs droits qu'ils se livreront avec plus de sécurité aux arts, aux sciences, au commerce, à l'industrie¹.... »

Ainsi, il n'y a pas de doute, ce qui fait la continuité, la force, la cohésion du républicanisme dans l'Est, ce n'est pas seulement le souvenir de l'organisation disciplinée de la *Charbonnerie*, mais encore et surtout l'habitude d'un idéal plus nécessaire que partout ailleurs, la pratique du *patriotisme*.

1. *Le Patriote de la Côte d'Or*, article cité par *La Tribune*, du 25 septembre 1832.

CHAPITRE IV

LES ASSOCIATIONS : CENTRE, MIDI, OUEST, NORD

Le reste du pays était loin de présenter la même continuité et la même cohésion dans les associations, que la région de l'Est. Cependant le Centre et le Midi avaient le caractère commun d'offrir encore au parti républicain quelques groupes compacts et assez bien organisés.

Dans le Centre, d'abord, on rencontrait trois noyaux importants : celui du Loiret autour de Montargis, celui du Cher autour de Saint-Amand, celui du Puy-de-Dôme autour de Clermont-Ferrand, ralliant toute l'Auvergne et même une grande partie du Massif Central.

C'est le député Cormenin qui avait constitué le premier, en commençant par l'arrondissement de Montargis, dans lequel il habitait. Dès le lendemain des journées de Juillet, Montargis s'était montré l'arrondissement le plus turbulent du département. Les rapports administratifs signalent son « mauvais esprit », qui se manifeste en toute occasion. Aussi, ne fut-il pas difficile d'y recruter les éléments d'une association républicaine qui devint fort remuante et suscita beaucoup d'ennuis au gouvernement¹.

Cormenin en lança l'idée le 13 octobre 1832. A cette date,

1. A. G., *Corr. Gén.*, mai 1833, 1^{re} quinzaine. Rapport du commandant de gendarmerie de Montargis du 2 mai : « Il existe une société patriote de la presse qui fait beaucoup de mal. »

il prononça un grand discours qui servit de modèle dans toute la France. Il y exposait que les associations par département manquaient d'homogénéité et d'unité, qu'il fallait, selon lui, fonder des groupes dans les communes d'abord. Celles-ci se rattacheraient aux cantons; ceux-ci, à leur tour, s'affilieraient aux arrondissements, et ainsi de suite. Il insistait sur l'intérêt qu'il y avait à imiter les États-Unis, et à répandre partout les journaux¹. C'est pourquoi le comité provisoire dont les bases avaient été posées dès le 29 septembre², et qui se fonda aussitôt après le discours, décida que les 94 communes de l'arrondissement prendraient chacune un abonnement au *Bon Sens*³. L'esprit républicain fit de rapides progrès. En mai 1832, pas un des citoyens appartenant à l'opposition ne se serait cru dispensé de fêter l'anniversaire du roi; en mai 1833, aucun d'eux n'assistait à la revue de la Garde Nationale⁴. Dès ce moment, l'Association était assez forte pour faire vendre à Montargis, à Gien⁵, à Orléans, un almanach républicain composé et imprimé par elle-même.

Les idées républicaines se répandirent d'abord dans les basses classes de Montargis. Puis, des réunions furent organisées parmi les campagnards. Enfin on profita, en mars 1834, d'un licenciement d'une portion de l'armée pour faire des recrues nouvelles.

1. *Revue du Cher et de l'Indre*, 30 octobre 1832, BN. Journaux 376, et LC¹⁰ 73 bis.

2. AN. CC 613, liasse 2, pièce 232. *Le Comité de l'Association de Montargis aux députés de l'opposition*.

3. *Revue du Cher et de l'Indre*, 30 octobre 1832. « C'est la première fois qu'on aura vu toutes les communes d'un arrondissement, même les plus retirées et les plus ignorantes, dotées chacune d'un journal. »

4. A. G., *Corr. gén.*, mai 1833, 1^{re} quinzaine, Rapport du commandant de gendarmerie de Montargis, 2 mai 1833.

5. Il se fonda aussi une petite association à Gien. (AN. CC 612, reg. 4, séance du 7 août 1833.)

Outre Cermenin, deux hommes jouèrent un grand rôle dans l'Association de Montargis : l'adjudant Martignon de la Garde Nationale, qui la représentait à l'assemblée générale de Paris, en avril 1833¹ et Souesme, commandant de la Garde Nationale de Villemandeau qui fut secrétaire de l'Association². Ce dernier eut souvent maille à partir avec l'autorité. En mai 1833 il prononça un discours séditieux au banquet donné en l'honneur des Polonais et fut traduit en justice. Sa défense fit grand bruit³. Le 3 mars 1834 on put le voir se rendre à Montargis coiffé d'un bonnet rouge. Il se présenta devant la Garde Nationale et la Ligne sous les armes. Agitant son bonnet il cria : « Vive Cabet, vive la liberté de la presse, vive l'Association de la presse patriotique, vivent les classes populaires⁴. »

De Montargis, Cermenin tenta, suivant sa formule, de faire rayonner l'Association dans tout le département, notamment au chef-lieu. Il eut un certain mal. « Nous sommes ici dans la terre classique de l'indifférence et de l'égoïsme politique, lui écrivait Danicourt, qu'il avait pressenti dès novembre 1832. Une foule de gens pensent fort bien, mais il ne faut pas leur parler d'argent à donner.... Impossible d'y parvenir.... Tous, sauf trois ou quatre, font la sourde oreille. » « Entreprise à abandonner, concluait-il⁵. » Pourtant Cermenin ne se découragea pas. En octobre 1833, il vint, lui-même, à Orléans et réussit à former un comité provisoire⁶. L'organisation définitive eut lieu seulement en février 1834. C'est au même moment que le groupe d'Orléans

1. AN. BB 18 1335 et A. G., *Corr. Gén.*, 1^{re} quinzaine de mai 1833. Note du commandant de la gendarmerie.

2. AN. CC 613, II, 232.

3. La défense est reproduite dans *La Tribune* du 28 juillet 1833.

4. AN. F⁷ 4056.

5. AN. CC 613, I, p. 104.

6. AN. BB¹⁸ 1219. PG. Orléans, le 29 octobre 1833.

s'affilia au comité de Paris. Dans une de ces lettres un peu solennelles et grandiloquentes, mais débordantes de foi sincère, caractéristiques du ton généralement employé par les républicains à cette époque, l'Association fit part à ce dernier de sa résolution et de ses « principes politiques, » qu'elle le priait de prendre « en grande considération. » Elle se proposait de défendre la presse contre les excès du pouvoir, de favoriser le développement de l'instruction civique. Mais elle avait bien soin de faire des réserves. Elle ne comptait employer que les moyens « raisonnables, » et, surtout, elle invitait « à la patience, » à la modération, à la prudence... ceux qui... veulent obtenir aujourd'hui même ce que tous les hommes de bonne foi, d'expérience et de cœur réclameront nécessairement demain, et dès qu'il sera possible, sans trouble ni commotion. C'était là une attitude très modérée dont les républicains du Loiret ne se départirent jamais¹. Aussi la *Société des Droits de l'homme* ne fit-elle pas beaucoup de partisans dans ce département.

Par contre, le groupe du Cher montrait des idées plus avancées. Le département comptait beaucoup de patriotes. Avant même la fondation de tout groupement, les républicains de Saint-Amand avaient, en trois mois, souscrit pour 392 francs à l'amende de *La Tribune*². Vers octobre 1832, ils constituèrent le premier noyau de l'Association pour la presse, qui, deux mois après, réunit dans la ville seule plus de 130 souscripteurs, plus une vingtaine dans les cantons³. C'est le 25 novembre que l'Association s'organisa sous l'impulsion de Bidault. Ce jour-là, 72 républicains, presque tous ouvriers, artisans ou vigneron, s'assemblèrent pour nommer le comité, élaborer des statuts et un programme

1. AN. CC 614, p. 232. Lettre du 8 février 1834.

2. AN. CC 613, I, p. 143.

3. *Idem*.

commun¹. Le comité comprit 7 membres : Le Bois des Guays, Bidault, Gireault, Rousselet, Thévenard, etc., quatre avocats, un propriétaire, un négociant, un avoué². Il se proposait, non seulement de souscrire aux amendes, mais aussi, et surtout, de consacrer une grande partie de ses ressources à répandre les journaux. C'est pour faciliter l'accomplissement de cette dernière tâche que l'Association fut subdivisée en sections de 10 à 15 membres : ainsi la distribution et la lecture des brochures et périodiques de tout genre deviendrait plus aisée. D'autre part on donna, à chaque section, son règlement particulier, de façon à ce qu'il y ait « moins de réclamations auprès du comité. » Ne suit-on pas, en effet, plus « volontiers le règlement à la confection duquel on a participé³? » Cette mesure, dans la pensée de ses auteurs, rendrait aussi plus étroites les relations entre les membres. Ainsi se répandrait l'esprit d'association, et s'établirait ce lien moral qui manquait en France et qui avait « sauvé l'Angleterre⁴. »

L'Association de Saint-Amand entreprit, dès sa fondation, la réalisation de son programme. Elle fit distribuer les brochures de la société *Aide-toi*⁵ et envoya le *Bon Sens* dans toutes les communes où existait des groupes constitués⁶. A Saint-Amand, elle faisait venir 16 journaux, 8 *Bon Sens* et 8 *Revue du Cher* lus par plus de 300 personnes⁷. Puis,

1. AN. CC 613, I, p. 143.

2. *Idem* : Le Bois des Guays remplaça Bidault, lequel avait été, jusqu'alors, président de l'*Association nationale*.

3. *Revue du Cher*, 4 décembre 1832.

4. AN. CC 613, I, p. 140.

5. AN. CC 613, I, p. 138.

6. Dans celles-là, seulement, et pas gratuitement, car, disait-elle, on ne s'intéresse qu'à ce qu'on a payé. On ne lit pas ce qui est la « propriété de tout le monde. » (AN. CC 613, I, p. 140.)

7. AN. CC 613, I, p. 138.

dans les premiers mois de l'année 1831, l'organisation étant achevée au chef-lieu de l'arrondissement, elle chercha à rayonner dans tout le ressort. Cette méthode s'inspirait de « l'avis d'un publiciste célèbre¹, » car les associations départementales, « trop grandes, manquent de nerfs, » et les associations cantonales sont trop « morcelées. » Dun-le-Roi avait donné l'exemple dès la fin de 1832, par une liste de souscriptions qui contenait 50 noms². Les autres communes suivirent. La Guerche, Orval eurent leur groupe en mars 1833, Sancoins, Sagogne en avril³. Parmi les adhérents on rencontrait beaucoup de vigneron. La plupart vinrent à la République à la suite de la lettre de La Fayette qui fut réimprimée par les soins du Comité, et qui produisit un « merveilleux effet » dans les campagnes⁴.

Dès qu'elle eut acquis plus de force, l'Association de Saint-Amand redoubla d'activité. Elle installa partout des bibliothèques sur le modèle de celle de l'arrondissement, qui possédait 200 volumes, perfectionna la distribution des brochures⁵, répandit à 60 exemplaires le discours de Cavaignac⁶.

1. *Revue du Cher*, 4 décembre 1832. Il s'agit de Cormenin et de son discours à l'association de Montargis (*Revue du Cher*, 30 octobre 1832).

2. *Revue du Cher*, 30 novembre 1832.

3. *Revue du Cher*, 12 mars et 30 avril 1833.

4. AN. CC 613, I, p. 139. Une fois sa propre organisation achevée l'association de Saint-Amand s'occupa spécialement des campagnes, où elle organisa la propagande « de proche en proche. » « La gent humaine, vous le savez, disait le comité, ressemble assez aux moutons de Panurge. »

Elle ne désespéra même pas de gagner à sa cause les communes « indifférentes. » « Nous avons un moyen d'attaquer qui réussira, écrivait le président, à leur sujet. Nous les cernerons en organisant d'abord les communes voisines, et lorsque les journaux seront répandus dans celles-ci, les autres ne tarderont pas à offrir un noyau, qu'il sera facile de grossir. »

5. AN. CC 613, I, p. 140.

6. AN. CC 613, I, p. 138 et II, p. 49.

Pour l'anniversaire des journées de Juillet, en 1833, un banquet patriotique auquel assistaient les républicains de Montluçon réunit 780 personnes, 400 de plus que l'année précédente¹. L'adresse aux Parisiens pour les forts détachés porta 274 signatures, rien que pour Saint-Amand, dont le conseil municipal comprenait d'ailleurs 21 sociétaires sur 23 membres². L'effectif du groupement de Saint-Amand atteignit au total, environ 400 membres³. L'Association manifesta encore sa vie de bien d'autres façons : elle envoya des pétitions à la Chambre, sur le droit d'élection, sur l'impôt indirect, sur la loi contre les réfugiés étrangers⁴, plaça 200 billets de la loterie patriotique⁵, souscrivit à l'*Histoire parlementaire de la Révolution*⁶, à 25 exemplaires de chacune des publications du *Populaire*⁷.

De bonne heure les sectionnaires de Saint-Amand s'accordèrent pour adopter la doctrine des *Droits de l'homme* dont ils approuvèrent le Manifeste⁸. Ils remplacèrent partout par *Le Populaire*, *Le Bon Sens* qui perdit leur confiance parce qu'il s'était montré « hostile à la République⁹. » Peu de groupes purent se vanter d'avoir une pareille homogénéité. « Les nuances qui divisent les patriotes dans certaines

1. AN. CC 613, II, p. 49 :

Il s'agit du discours de Cavaignac sur *le droit d'association*, prononcé au procès des *Amis du peuple* en décembre 1832 (BN. Lb⁵¹ 1638).

2. AN. CC 613, I, p. 136.

3. AN. BB¹⁸ 1354A, PG. Bourges, 2 mai 1834.

4. AN. CC 613, I, p. 136.

5. AN. CC 614, p. 304.

6. *Idem.*

7. *Idem.*

8. AN. CC 613, I, p. 133.

9. AN. CC 614, p. 304. *Le Populaire* devint « en quelque sorte le journal de l'Association, » mais le comité central avait laissé aux sections le choix entre ce journal et *Le Bon sens*. Toutes celles qui avaient à renouveler leur abonnement quittaient le dernier pour le premier.

localités, écrivait un républicain de l'endroit, sont ici, presque imperceptibles¹. » Ils furent ainsi peut-être les seuls en France à ne pas connaître les dissensions qui divisaient partout les républicains en modérés et en Jacobins, en Girondins et en Montagnards.

En dehors de l'arrondissement, la société de Saint-Amand correspondit avec Bourges, où la *Revue du Cher* apportait aux républicains un sérieux concours et où se fonda, mais en retard, une association pour la liberté de la presse qui ne semble pas avoir jamais compté beaucoup plus de 20 membres². Elle eut aussi des adhérents isolés dans l'Indre. Elle se tint, enfin, en liaison étroite avec l'Allier. Il s'était, en effet, formé, le 30 octobre 1832, à Moulins, une association qui comprenait 80 membres parmi lesquels Girard des Blots, Laussedat et Achille Roche³, et plus tard un autre groupe à Montluçon.

L'Allier était la dernière maille du chaînon qui de Paris par Orléans, Bourges et Moulins, conduisait en Auvergne, où se trouvait une des citadelles les plus fortes du parti républicain. La doctrine et l'organisation républicaines s'y répandirent sous l'influence de Trélat. A vrai dire, accablé de travail, il ne pouvait consacrer à la propagande que fort peu de temps. Mais il eut des lieutenants dévoués et ardents comme Usse, Gazard, Mie, etc. Le terrain, d'ailleurs, était, en général, moins difficile qu'en beaucoup d'autres endroits, car l'opposition dynastique avait de nombreux partisans à Riom, à Issoire, au Puy, à Brioude, un peu partout⁴. Mais

1. AN. CC 613, I, p. 136.

2. AN. BB¹⁸, 1354A, PG. Bourges, 2 mai 1834; et CC 619, IV, 5, p. 21. C'est l'avocat Michel qui en était président. Cf. aussi AN. CC 613, I, 131.

3. AN. CC 613, I, p. 51 et 52.

4. AN. BB¹⁸ 1360, PG. Riom à Justice, 29 août 1835.

le véritable centre de la propagande républicaine dans la région était Clermont-Ferrand. Là, le parti se recrutait parmi « les jeunes gens de cette classe qui touche d'un côté au peuple, et de l'autre aux classes éclairées, qui a une demi-aisance, une demi-éducation, et voit d'un œil d'envie toute supériorité sociale¹. » Nombreux, aussi, les républicains d'Aurillac. C'est dans ces deux localités surtout que se trouvaient les forces vives, car, là seulement, la classe ouvrière était touchée. Mais les associations n'en rayonnèrent pas moins sur tout le pays, et principalement sur la partie montagneuse du Massif Central.

Dans la Corrèze, une commission provisoire fut chargée, à la fin de 1832, de préparer la constitution d'une association. Le 16 décembre, celle-ci était fondée par une réunion de 80 patriotes, convoqués individuellement. Elle se proposait de « s'opposer à tout arbitraire de la part du pouvoir... » mais seulement par « les voies légales. » Le comité élu ce jour-là comprit Mie, capitaine d'artillerie, frère de l'imprimeur, Sage, avocat, Borie, etc. Chaque membre avait la faculté de cotiser, au scrutin secret, pour une somme fixée par lui-même. La gestion des fonds était confiée à un secrétaire, et comme la charge pouvait devenir onéreuse, on allouait à ce dernier 5 0/0 sur les recettes, en rémunération du temps qu'il perdait.

L'association prit des abonnements aux journaux. Le 26 février 1833, elle commandait une *Caricature*, un *Charivari*, un *National*, une *Tribune*, une *Glaneuse*, deux *Patriote*, un *Républicain*, un *Populaire*. Elle souscrivit à plusieurs exemplaires de l'ouvrage de Cabet pour les adresser à divers adhérents, organisa un banquet populaire à 1 fr. 50 par tête, à l'occasion de l'anniversaire des journées de Juillet.

1. AN. BB¹⁸ 1360, *cit.*

Elle groupait 150 associés dans la seule ville de Tulle et parvint, semble-t-il, au chiffre de 246 adhérents, parmi lesquels beaucoup d'ouvriers. Elle paraît ne pas avoir échappé aux discussions qui déchiraient le parti. C'est ainsi que Mie donna sa démission en juillet 1833, et qu'un de ses collègues, le citoyen Bussary, l'imita, « attendu, lit-on dans le procès-verbal, que chaque homme libre est maître de son action¹. »

L'association corrèzienne, pourtant, est certainement, de tous les groupes du Centre, celui qui fonctionna le plus régulièrement. La Creuse eut bien une société pour la presse que présidait, à Guéret, l'avocat Godon, mais celle-ci ne fit pas beaucoup de bruit². La Haute-Loire ne connut pas, non plus, de groupe très important. Deux petits noyaux se formèrent seulement à Brioude autour de Mallye Altus, le fils du député et à Langeac autour du notaire Saint-Servant³. Et si les sociétés du Cantal et du Puy-de-Dôme purent se développer, ce ne fut qu'au prix d'efforts considérables et avec de grandes difficultés.

Le Cantal était travaillé par Usse, l'homme de Trélat⁴, un ancien lieutenant d'artillerie, qui avait de « la capacité, et une certaine aisance de fortune. » Cette position sociale lui donnait « une grande influence sur les masses⁵. » Il trouvait par ailleurs une aide précieuse en la personne d'un

1. AN. CC 612. Reg. 5.

Sous cette cote se trouvent tous les PV. des séances du Comité de la Corrèze, de décembre 1832-juillet 1833.

Cf. aussi CC, 613, I, p. 34 et 35.

2. AN. CC 612, reg. 3.

3. AN. CC 665, III, p. 2 *bis*.

4. Usse avait aussi beaucoup d'influence dans le Lot (AN. BB¹⁸ 1359, PG. Riom, 18 août 1835).

5. AN. BB¹⁸ 1359. Intérieur, 11 août 1835 (Dossier Fieschi). Usse fut arrêté à propos de l'affaire Fieschi.

juge suppléant d'Aurillac, Gazard¹. Tous deux ne ménagèrent ni leur temps, ni leur peine : ils parcouraient le département en tous sens pour y semer leurs idées et recrutaient personnellement les adhérents. On les voit par exemple à Murat, à Saint-Flour et à Mauriac en octobre 1833².

C'est Aurillac qui fut le siège central des républicains, du département. Mais, en dépit de cette situation privilégiée, son groupement ne put pas se développer beaucoup, faute d'argent et en raison de l'état d'esprit des habitants. « Tout marche à pas de tortue, écrivait Mirande...; nous comptons peu d'hommes dévoués, peu d'hommes à principes. Beaucoup sont retenus par la crainte... les autres sont des ambitieux qui voudraient réunir et fortune et honneur. Enfin et surtout, le peuple est dominé par l'aristocratie nobiliaire, bourgeoise et ecclésiastique³. » Voilà pourquoi l'association du Cantal, comme celle du Cher d'ailleurs, attachait beaucoup plus d'importance à la diffusion de l'instruction politique qu'au paiement des amendes. Ce fut la besogne des dirigeants, Salarnier le président, l'avocat Mirande, Usse et Gazard⁴. Grâce à eux, des comités locaux se formèrent à Maurs, à Murat, à Saint-Flour, à Mauriac⁵. La Société prit des actions du journal de Trélat et une vingtaine d'abonnements à *L'Utile*⁶. Il est difficile d'évaluer numériquement quelle fut sa force, mais l'adresse qu'elle

1. AN. BB¹⁸, 1332. Intérieur à Justice, 19 octobre 1833.

2. AN. BB¹⁸ 1332. Intérieur à Justice, 19 octobre 1833 et PG. Riom, 16 novembre 1833.

3. AN. CC 613, I, p. 46. Lettre de Mirande à Marchais du 18 mars 1833 et p. 49.

4. AN. CC 613, I, p. 50 et I, p. 61.

5. AN. CC 613, I, p. 49 et 50.

6. AN. CC 613, I, p. 46. L'Association manifesta, à Aurillac, le 28 juillet 1833, devant le mausolée élevé aux victimes de la Révolution de 1830. La plupart des chefs furent inculpés peu après (AN. BB¹⁸ 1332).

envoya sur les « Bastilles » recueillit deux cents signatures¹.

Tous ces comités locaux ou départementaux aboutissaient, en fin de compte, à Clermont-Ferrand qui centralisait l'action de la Creuse, de la Haute-Loire, de la Corrèze, du Cantal et du Puy-de-Dôme. Il s'y était formé en novembre 1832 un comité particulier pour le Puy-de-Dôme présidé par le banquier Jusserand. Mais les républicains se heurtèrent d'abord à de nombreuses difficultés, car, « si bien des gens voulaient la liberté de la presse, peu consentaient à lui prêter aide². » Bien plus, la direction même de l'association laissait beaucoup à désirer. « On ne fera rien du comité de Clermont, écrivait Trélat; il y a là des égoïstes et des vaniteux qui perdent tout. Je m'applaudis beaucoup de m'être tenu en dehors de cette affaire³. » Et il ajoutait en mai 1833 : « L'association est à refaire. Il faut jeter bas les notabilités et reprendre des jeunes gens⁴. » Le conseil de Trélat fut suivi sans doute puisque le comité de l'Association pour la presse comprenait, à la fin de cette même année, de nouveaux personnages, par exemple Hugon, Lajarrige⁵. Le groupement ainsi reconstitué eut, semble-t-il, une action beaucoup plus efficace. Dans le département, il créa des filiales, notamment à Issoire où Altaroche donnait l'impulsion⁶, à Riom où les membres les plus actifs étaient les deux géomètres Leraygue et Bravy⁷. Il réussit même à grouper les cinq départements du Centre et à servir d'intermédiaire avec Paris⁸.

1. AN. CC 613, I, p. 41.

2. AN. CC 613, I, p. 61.

3. AN. CC 613, I, p. 67, 3 avril 1833.

4. *Réquisitoire*, annexes, p. 45.

5. AN. CC 612, I, p. 15 et 612. Reg. 3.

6. *Idem*.

7. AN, CC 612, I, p. 15 et 612, Reg. 3.

8. Tout n'alla cependant pas sans heurt, dans l'association ainsi

Par-dessus les groupes du Centre, et sans liaison avec eux, le Midi, méditerranéen et océanique, regardaient directement vers Paris. Des Alpes au golfe de Gascogne, quatre ou cinq villes jalonnaient la carte républicaine méridionale : Marseille, Perpignan, Bayonne, Toulouse, Montauban.

Au Sud-Est d'abord, la vieille cité phocéenne devint, non sans mal d'ailleurs, le centre d'une active propagande. A la suite de la circulaire du Comité de Paris, en octobre 1832, Démosthène Ollivier y avait fondé une association patriotique¹. Mais il s'était tout de suite heurté à de grosses difficultés. C'est ainsi qu'il avait dû renoncer à se servir de la publicité offerte par la presse, parce que c'eût été, dit-il, le moyen d'échouer². » Réduit aux seules forces de la propagande individuelle, il mit trois ou quatre mois à l'organiser. Le comité qui fut élu plus tard comprit, entre autres membres, Barthe, un professeur de chimie, et Nègre, un avocat. Mais l'association d'Ollivier resta toujours un groupement timide qui plus tard suivit fidèlement *Le Peuple Souverain*, dont la ligne de conduite ne s'écarta jamais de celle que traçait *Le National*, et qui ne voulut rien avoir de commun avec la *Société des Droits de l'homme*. Du reste, jusqu'au milieu

étendue. D'abord les divers groupements connurent des fortunes diverses, « Les associations que le comité de Clermont a fondées, écrit Trélat. le 12 mars 1833 (Riom, Aurillac, Tulle), vont bien, tandis que lui va mal » (*Réquisitoire*, annexes, p. 41.)

De tous, c'est celui de Riom qui fut le plus prospère. « Riom travaille, disait encore Trélat.... Il organise ses comités cantonaux et organisera ensuite ses comités communaux. Cette activité, si elle ne s'éteint, donnera au comité de Riom le droit de tenir la dragée haute à la métropole et de faire prévaloir ses vues. »

De plus, certains comités locaux, probablement à cause de la carence de Clermont, eurent des velléités de faire cavalier seul. « Tulle et Aurillac tendent assez à marcher seuls.... Riom a la même tendance.... » (*Réquisitoire*, annexes, p. 41.)

1. AN. CC 613, I, 76, 22 octobre 1832.

2. *Idem*.

de l'année 1833 elle fut la seule organisation républicaine de Marseille où les conditions de la propagande semblent avoir été assez difficiles. Nous sommes assez bien renseignés à ce sujet par les rapports du commandant de gendarmerie. « Les idées républicaines, écrivait-il, en février 1833, obtiennent peu de faveur sur la terre de la vieille république phocéenne, parce que les prêtres y ont autant d'influence que dans l'Ouest. » Pourtant il reconnaissait, dès ce moment, l'existence d'un petit noyau républicain comprenant quelques ambitieux déçus, quelques centaines de jeunes gens groupés autour d'un organe « sans goût et sans talent », *Le Séaphore*, et pouvant compter sur l'appui de douze à quinze cents ouvriers¹. Ce noyau grandit peu à peu et chercha d'abord à pénétrer à l'intérieur des corps de troupe. Un instant, la venue d'Armand Carrel sembla ralentir ses progrès en divisant les républicains. « Les prolétaires du parti, ou, du moins, ceux qui prenaient cette qualification, parurent mécontents de ce qu'il n'approuvait pas les exagérations de leurs maximes². » Ils lui reprochaient « ses manières aristocratiques et surtout l'austérité de ses principes³. » Les plus modérés, eux-mêmes, se plainquirent de ce qu'il manquât de confiance dans la force du parti et semblât vouloir tout attendre du temps et des efforts de la presse pour amener le triomphe de ses opinions.

1. AG., *Corr. Gén.*, février 1833. Rapport de gendarmerie du 17 février. Le commandant de gendarmerie de Marseille est un certain Cuynat. Il se trouvait auparavant dans l'Isère et dans la Loire-Inférieure. Ses rapports sont presque les seuls qui donnent des détails intéressants sur la situation politique.

2. AG., *Corr. Gén.* Le général commandant la 8^e division militaire à Marseille, 26 avril 1833.

3. *Idem*.

Carrel leur rendit bien leurs appréciations. Il trouva les républicains marseillais au-dessous de leur réputation. C'est Cuynat qui l'affirme. (AG., *Corr. Gén.*, Rapport du 1^{er} mai).

Il fallut le découragement du parti carliste, sa résignation, son rapprochement insensible des constitutionnels¹, pour fournir l'occasion au parti républicain de « jeter le masque et de reporter ouvertement sur le gouvernement du roi la haine et l'inquiétude turbulence qu'il avait jusqu'alors dirigées contre les légitimistes². A vrai dire, il eut peu de succès dans le département, parce que, là même où les habitants étaient divisés par les opinions politiques, ils se trouvaient unis « par une espèce de sympathie, et par les idées religieuses³. » « Tout le mal » vint de la ville. Sans doute, une bonne partie des habitants semblait « ne tenir à la France que par le sol, n'avoir qu'une seule divinité, l'or, mais la classe ouvrière, hostile aux riches, accueillit avec faveur les idées saint-simoniennes et républicaines⁴ qu'elle ne distinguait pas et qu'elle manifestait « imprudemment. » Aussi, en janvier 1833 au cours de leur voyage, les Saint-Simoniens ayant été accueillis dans les quartiers carlistes par une grêle de pierres et par les cris de : *A la mer, les curés rouges!* les républicains voulurent-ils se porter en masse sur le quartier Saint-Jean pour les venger⁵.

Cette curieuse sympathie⁶, ouvertement montrée pour

1. AG., *Corr. Gén.*, 1^{re} quinzaine de mai 1833. Rapport du chef d'escadron, commandant la gendarmerie, 1^{er} mai.

Au point de vue carliste, Cuynat écrit, le 1^{er} mai, que la situation des Bouches-du-Rhône a complètement changé de physionomie depuis trois mois.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. Les Saint-Simoniens firent leur entrée à Marseille le 16 mars 1833, « suivis de quelques centaines d'hommes de la basse classe chantant la *Marseillaise* et la *Carmagnole* (AG., *Corr. Gén.* Le commandant de la gendarmerie, 18 mars 1833).

5. AG., *Corr. Gén.* Rapport du 2 juin. Cuynat appelait déjà, dans son rapport du 1^{er} mai, les Saints-Simoniens, « les commis-voyageurs de la République. »

6. Si les ouvriers républicains allèrent d'instinct au saint-simonisme

adeptes de la doctrine de Saint-Simon, est une des premières manifestations publiques de l'opinion républicaine à Marseille. Dès lors, elles se multiplièrent. Le 14 juillet 1833, 250 ouvriers, réunis à l'auberge du Cheval-Blanc, dans le quartier de la plaine Saint-Michel, célèbrent l'anniversaire de la prise de la Bastille, un ruban rouge à la boutonnière¹. Ailleurs, un banquet organisé par *Le Peuple Souverain* réunit 40 convives qui chantent la *Marseillaise*, le *Ça-Ira*, le *Chant du Départ*². Le 28 juillet, jour anniversaire de la Révolution, un quart seulement de la Garde Nationale assiste à la revue. Et encore la plupart des gardes présents crient-ils : « Vive La Fayette! » ou « Vive le Premier consul! » au pied du buste de Napoléon³.

Ce sont là des manifestations symptomatiques d'une opinion qui se forme, mais elles restent isolées. Ce n'est guère qu'après la réorganisation de la société de Paris, et après le voyage de Garnier-Pagès et de Laboissière, que la propagande s'effectue d'une façon suivie et sous une direction ferme, en même temps d'ailleurs que s'accroît la scission constatée dans le parti républicain dès la fondation du *Peuple souverain*. Tandis que la fraction modérée con-

la réciproque était moins vraie, si l'on en croit une lettre non datée (sans doute de 1833) signée : Auguste Chevalier, saisie au domicile de Napoléon Lebon. « J'aime la cause que vous défendez, disait Chevalier, mais je l'aime en remplaçant un de vos puissants leviers, c'est-à-dire la violence, par un autre infiniment plus puissant, l'amour des hommes. » La raison qu'il donnait de son attitude était que la violence ne servait qu'à élever momentanément la classe pauvre en écrasant les aristocrates, après quoi elle retombait de plus haut, tandis que l'amour s'étendait à tous indistinctement, riches et pauvres, bourgeois et prolétaires. »

C'était, en somme, l'union des classes opposées à la lutte de classes (AN. CC 585, II, 50).

1. AG. Corr. Gén. Rapport des 14 et 15 juillet 1833.

2. *Idem*.

3. AG., Corr. Gén. Rapport du 28 juillet 1833.

tinue à suivre la ligne du *National* et s'occupe surtout de l'Association pour la liberté de la presse, la fraction avancée redouble ses efforts pour conquérir les masses. Pour réchauffer l'enthousiasme, les sectionnaires se promènent avec des cravates et des bonnets rouges, vêtus de vestes « à la Carmagnole. » Chacun d'eux porte un médaillon suspendu avec un ruban rouge et contenant l'image de Marat et de Robespierre¹. Sur l'ordre de Paris, les ouvriers cordonniers, menuisiers, tailleurs d'habit sont embauchés. L'armée est « travaillée », et particulièrement le 13^e régiment d'infanterie². Des pamphlets sont distribués, les soldats conduits dans les guinguettes pour y entendre prêcher la République. Les officiers eux-mêmes sont « entrepris », car le moment est particulièrement favorable. Le gouvernement vient de publier une ordonnance sur la réduction de l'armée, qui supprime les quatrièmes demi-bataillons, et nuit ainsi à l'avancement des officiers. Plusieurs capitaines de première classe qui touchaient jusque-là 2 400 francs de traitement n'en ont plus que 2 000. Pourquoi, dès lors, obéiraient-ils à un gouvernement qui les diminue³?

Cette propagande acharnée porta ses fruits. A peu près au même moment que *Le Peuple Souverain* publiait une déclaration des principes politiques de la fraction modérée, l'autre fraction rendait compte, en une longue lettre, au comité de Paris du résultat de ses efforts. On y pouvait voir que la *Société des Droits de l'homme* comptait environ 674 membres à Marseille même, sans parler de la banlieue et des villages environnants, également organisés en sections. A part quelques différences de détail exigées par la localité, les statuts de la société étaient les mêmes que ceux de Paris.

1. AN. CC 619, I, 4 (dossier Bouches du Rhône).

2. AN. CC 619, I, 8 *idem*.

3. AN. CC 619, I, 12 *idem*.

C'est ainsi que le comité comprenait, comme à Paris, 11 membres, « pour donner aux sociétaires une plus grande confiance, en se voyant dirigés par un plus grand nombre d'hommes de leur choix¹. » On était à la fin de février 1834. Quelques jours plus tard, le 4 mars, les 36 sections se trouvaient au complet de 20, et on devait les dédoubler. La société réunissait donc au moins 720 membres². Les deux fractions républicaines fusionnèrent aux premiers jours d'avril. Des délégués de chacune d'elles nommèrent un nouveau Comité central³. A l'assemblée générale du 8 avril, assistaient 112 délégués à raison de deux par section, ce qui semble indiquer, en tenant compte des absents, que le parti républicain marseillais organisé comprenait, à la veille des journées d'Avril, plus d'un millier de membres⁴.

Marseille correspondit activement avec les villes environnantes : Aix, où l'avocat Moutte dirigeait l'Association de la presse⁵, et où, sous la présidence de Prives⁶, la société plus avancée de la *Cougourde* comptait environ 80 membres⁷; Tarascon, où le club de Jarnègue réunissait 40 républicains⁸, Lambesc, où Chateauneuf-Brutus et Carbonnel avaient fondé une société de la presse affiliée aux *Droits de l'homme*⁹;

1. AN. CC 584, I, 7, 8 et 10, 28 février 1834.

2. AN. CC 619, I, 6, 4 mars 1834.

3. Il comprend onze membres : Leterrier, Gillet, Maynier, Romagny et Carpentras, et six autres membres non encore désignés le 1^{er} avril (AN. CC 619, I, p. 12).

4. AN. BB¹⁸ 1354, PG., Aix, 6 mai 1834.

5. AN. CC 612, reg. 3.

6. AN. CC BB¹⁸ 1354^A PG., Aix, le 11 juillet 1834.

7. AN. CC 584, III (Dossier Imbert), p. 16.

8. AN. BB¹⁸ 1353. PG. Aix, 18 février 1834. Il y avait aussi des républicains à Arles. Ce qui les distinguait d'après Cuynat, ainsi que ceux de Tarascon, c'est qu'ils n'étaient pas, comme partout ailleurs, dans le département, « l'écume des populations. » (AG., *Corr. Gén.*, Rapport du 1^{er} mai 1833.)

9. AN. CC 619, I, 13 et CC 613, I, 74.

Avignon, où Picard animait l'Association pour la liberté de la presse¹. Mais c'est dans le Var que la métropole régionale trouva les groupes les mieux organisés. Commencés en novembre 1832 les efforts des républicains aboutirent, le 27 juillet 1833, à la fondation de l'Association pour la liberté de la presse de Toulon que dirigèrent le pharmacien Ferrat, l'avocat Larade et le négociant Pourriac².

Un peu plus tard, le 1^{er} septembre de la même année, Draguignan vit naître également une association patriotique pour la liberté de la presse et la propagation des idées libérales dont les plus nombreux adeptes furent pris dans « la partie moyenne » de la société. L'avoué Pellicot, le notaire Arnoux, qui faisaient figure de chefs, se proposaient de « répandre l'instruction dans les campagnes par des journaux, écrits ou brochures de toute espèce et de propager par tous les moyens les idées et les principes politiques proclamés par la Révolution de Juillet³. » D'autres groupes se constituèrent encore dans la région, notamment, à Grasse, à Brignoles, au Luc⁴.

Au Sud proprement dit, les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales apportèrent, eux aussi, leurs contingents à la République. Dans le Gard, bien que le pays, selon les représentants du gouvernement, fût relativement tranquille, Nîmes possédait une société *Aide-toi* fortement organisée. Elle tenait d'importantes réunions au Café La Fayette, recevait des brochures et les distribuait par milliers⁵. C'est sous ses auspices que se

1. AN. CC 613, I, p. 38.

2. AN. CC 613, I, p. 21, 24 et 25.

3. AG., *Corr. Gén.* Le général, commandant la 8^e division à Marseille, 12 mai 1834.

4. Girod, I, p. 428 et passim.

5. AN. BB¹⁸ 1354^B. Intérieur à Justice, 22 mai 1833.

fonda l'*Association pour la liberté de la presse* que dirigeaient le médecin Pleindoux et le cafetier Aurillou¹. La contrée la plus active du département était la riche région agricole de la Vaunage où la majorité des habitants professaient la foi républicaine. Il existait, là, au chef-lieu de canton Calvisson un groupe très remuant² qui avait des affiliations à Nages, à Clarensac, à Sommières, à Saint-Manet et jusqu'à Nîmes³.

L'Hérault possédait un centre républicain important à Montpellier. C'est en mars 1833 que le parti avait commencé à y prendre de la force, et fait sa première manifestation, lors du passage des Saint-Simoniens⁴. Après la visite de Granier de Lyon, qui eut lieu en juillet, se fonda une *Association pour la liberté de la presse*. On avait organisé, à l'occasion de l'anniversaire de *Trois Glorieuses*, un grand banquet patriotique auquel assistait Cormenin. Le député Charamaule y porta un toast ému à la presse. « La liberté de la presse et l'association, dit-il, sont les deux leviers qui doivent remuer le monde et accomplir l'émancipation européenne⁵. » Séance tenante, on forma le comité qui comprit, notamment, Vialers, Bouisson et Brives aîné, le président⁶. L'étudiant Baraduc alla créer une filiale à Clermont-l'Hérault au cours d'un banquet de 80 couverts⁷. On compta encore,

1. AN. CC 619, IV, 5, p. 21.

2. AN. CC 665, III, p. 23. AG., *Corr. Gén.*, décembre 1833. Lettre du général commandant la 9^e division militaire à Montpellier, 31 décembre 1833, AN. F⁷ 4004 et BB¹⁸ 1354^b.

3. AG., *Corr. Gén.*, déc. 1833, *cit.* et 2^e quinzaine de mars 1834.

4. AG., *Corr. Gén.*, Général commandant la division de Montpellier, 15 et 28 mars 1833.

5. AG., *Corr. Gén.*, le général commandant la division de Montpellier, 8 août 1833.

6. AN. CC 613, II, p. 26.

7. AG., *Corr. Gén.* Le général commandant la division de Montpellier, 8 août 1833.

dans le département. entre autres groupes, à Montpellier même, un cercle appelé « le licheu¹ », à Béziers deux petits clubs révolutionnaires fermés² et, à Cette, un cercle dénommé l'*Union*³.

Malgré sa population spéciale, l'Aude connut aussi la contagion. Un rapport de l'époque montre les habitants, en grande partie des marchands, des fabricants, des ouvriers, essentiellement occupés de leur industrie. On peut y ajouter, dit-il, les notaires et avoués qui sont pour le gouvernement, et le parti légitimiste qui a une position sociale supérieure par la fortune et l'éducation et qui compte au plus 10 enthousiastes. Ces gens-là, conclut-il, se tiennent tranquilles; mais il existe aussi un parti qui « fait de la politique. » Ce parti qui « faisait de la politique » c'était le parti républicain.

Dès le mois de mai 1833, ce dernier avait formé une « réunion » qui était un véritable club politique, où on discutait tous les actes de l'autorité, où l'on correspondait avec les « journaux exaltés » et où l'on tenait, constamment exposés en public, « des emblèmes ridicules et insultants. » Il poussait même l'audace, paraît-il, jusqu'à recouvrir de crêpe le drapeau national, les jours de solennité. Et, chose plus horrible encore, il ne se composait pas seulement de la basse classe, mais d'une « classe d'hommes affectés à l'exécution des actes de l'autorité⁴. » Les deux plus exaltés étaient les frères Fages⁵. Dans les environs, ils avaient fait des prosélytes. On en comptait une trentaine à Castelnaudary,

1. AN. BB¹⁸ 1354^B PG., Montpellier, 12 mai 1834.

2. *Idem*.

3. *Idem*.

4. AG., *Corr. Gén.*, 2^e quinzaine de mai 1833. Rapport du chef d'escadron commandant la 14^e légion à Carcassonne, 18 mai 1833.

5. AG., *Corr. Gén.*, septembre 1833. Rapport de gendarmerie, 17 septembre.

à Limoux une douzaine¹. Le mot d'ordre venait du député Joly et de l'avocat Trinchon². Sous leur direction, les républicains de l'Aude lisaient les brochures de *Aide-toi*, du *Populaire*, des *Droits de l'homme*; mais pendant longtemps il leur manqua l'organisation. Celle-ci n'exista guère qu'à partir de janvier 1834, à Narbonne³, à Limoux⁴, la ville la plus remuante et surtout à Carcassonne où le député Teisseyre faisait figure d'animateur, entouré de collaborateurs presque tous officiers de la Garde Nationale⁵.

Des quatre départements languedociens, limitrophes de la mer, le département des Pyrénées-Orientales était celui qui offrait l'armée de beaucoup la plus nombreuse et la plus forte à la République. Sous l'influence d'Étienne Arago, un de ses représentants à la Chambre, s'organisa une *Société pour la liberté de la presse* plus originale, plus combative qu'ailleurs. Dans les débats entre *Le National* et *La Tribune*, elle prit toujours le parti de cette dernière. Elle approuva l'organisation des *Droits de l'homme* par sections. « Les divisions matérielles sont nécessaires, disait Corbière, un des militants; comment organiser un immense matériel, sans divisions; comment s'entendre, s'instruire et se bien unir sans ces rapports privés qui ne se trouvent point dans les assemblées tumultueuses. Les sections de 1792 l'ont bien

1. AG., *Corr. Gén.*, septembre 1833. Rapport de gendarmerie, 17 septembre.

2. *Id.*

3. AN. CC 619, IV, 5, p. 21.

4. AN. F⁷ 3934.

5. AN. CC 619, IV, 5, p. 21 et AN. CC 614, p. 306. Lettre de Larrey à Marchais, 16 janvier 1834.

Sur 14 membres du Comité, 9 sont officiers dans la Garde Nationale.

Pour l'Aude, voir encore AG., *Corr. gén.*, 2^e quinzaine de mai et septembre 1833 (Rapports de gendarmerie du 18 mai et du 17 sept.).

prouvé. Le peuple d'aujourd'hui raisonne. Il ne veut agir qu'en connaissance de cause. Un discours, quelque chaleureux qu'il soit, n'enflammera jamais assez nos jeunes républicains pour les faire voler au combat. Dans les sections de vingt à quarante personnes au contraire, ils s'entendent, s'entr'aident et s'expliquent l'opinion qu'ils ont prise dans les journaux.... Après la victoire, ils sont calmes et organisés. » « Voilà en quel sens, concluait-il, nous approuvons la *Société des Droits de l'homme*. Elle est bien avancée déjà, du fait de son organisation matérielle, mais il lui faut une éducation politique différente... des associations pour la liberté de la presse¹. » Corbière s'appliqua très activement à mettre ses principes en pratique et à organiser les républicains sur le modèle unique qu'il préconisait. La *Société des Droits de l'homme* de Perpignan se confondit avec l'*Association de la presse*. Corbière proposa que chaque commune d'au moins 100 habitants s'engageât et se tint prête à déléguer au chef-lieu, sur un appel du comité central, en cas de situation grave, un contingent de 50 hommes d'une moralité éprouvée. Ceux-ci accourus au chef-lieu recevraient des billets de logement, seraient nourris, blanchis et soignés. Ils toucheraient, en outre, vingt sous par jour². Le dénombrement qui eut lieu à la suite de cette proposition nous permet de nous rendre compte assez exactement des effectifs du parti républicain dans le département. Perpignan comptait 300 militants, Ile, 150; Estagel, Saint-Féliu, Corneillac de la Rivière, Collioure, Néfiach, Rivesaltes, chacune une centaine. La Rogue, Elne, 60; Pia, Saint-Estève, Millas, Toulouges, Arles, 50³; Peyrestortes, 30; Bonpas, Saint-Lau-

1. Girod, I, p. 420.

2. Girod, I, p. 424 et suiv.

3. A Arles, ils sont tous gardes nationaux (AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Montpellier, 12 mai 1834).

rent de Cerdagne, 20; Bains, 4 ou 5¹. Au total, 1 500 hommes dévoués et sûrs, 1 500 « purs. »

Perpignan centralisait les associations de tout le département, et était en relation étroite avec Paris; mais le chef-lieu devait composer avec le groupe d'Estagel assez indépendant, et en correspondance directe avec la capitale. Fondé le 1^{er} janvier 1833 par les frères Morat² il avait essaimé et établi des affiliations dans huit communes des environs et il possédait une bibliothèque publique composée d'ouvrages à la portée du peuple³. Les républicains catalans suivaient attentivement l'action de Paris, mais ils entendaient qu'on s'occupât d'eux et qu'on les respectât.

Ainsi Corbière, qui a écrit à Cavaignac, après la publication des manifestes des *Droits de l'homme*, pour lui rendre compte de son adoption par l'association de Perpignan, se plaint amèrement à Marchais de n'avoir pas reçu de réponse. Impossible par ailleurs, ajoute-t-il, d'obtenir un mot d'Étienne⁴ qui est le délégué à l'Association centrale de la presse, et par la faute de qui les comptes ne sont point réglés et les journaux arrivent en retard! « Nos patriotes, dit-il, tiennent à ce qu'on s'occupe d'eux, non pas souvent, mais au moins quelquefois⁵. » Plus curieuse est cette histoire dont l'association d'Estagel se montra très froissée. A propos de l'adresse envoyée par cette bourgade au sujet des forts détachés, un pamphlet parisien le *Bonhomme Richard* se moqua d'Estagel « petit bourg ignoré, perdu dans les Pyrénées-Orientales, » et qui, ayant vu naître M. Arago,

1. Girod, I, p. 433, 434 et AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Montpellier, 12 mai 1834. Bains forme une section d'Arles.

2. AN. CC 613, I, 118.

3. AN. CC 613, II, 297. Dans la région, l'opinion républicaine était dans la proportion de vingt à un.

4. Il s'agit d'Étienne Arago.

5. AN. CC 614, p. 246.

de l'Institut, paraissait « vouloir faire payer à la politique le service rendu à la science. » « Pas un petit mouvement, ajoutait-il, sans que ces excellents Roussillonnais ne se croient tous astronomes, membres de l'Institut et gens de mérite. » Et il terminait en envoyant les « naturels » d'Estagel à Charenton. Morat, très vexé, répondit vertement et demanda l'insertion de sa lettre à *La Tribune*¹.

En quittant la région méditerranéenne et en allant vers l'Atlantique on rencontrait peut-être la plus considérable forteresse républicaine de tout le Midi : Toulouse. De bonne heure, dès la Révolution de 1830, en même temps que les carlistes d'ailleurs, les républicains s'y étaient fortement organisés². Le député Joly y venait souvent apporter la parole de Paris. Une association de la presse y existait sous la direction de l'avocat Romiguière³. Mais elle eut, semble-t-il, beaucoup moins d'influence que la société des *Droits de l'homme*. Celle-ci, s'il faut en croire le procureur général, était organisée « sur le modèle des carbonaris » c'est-à-dire « divisée en décuries et centuries » qui avaient, chacune, un chef. Elle ne se réunissait jamais à jour fixe et jamais au même endroit⁴. Le gros de ses troupes était constitué par les gardes nationaux, les élèves de l'École de Médecine et les élèves de l'École vétérinaire. Ces derniers, les plus turbulents de tous, portaient, comme signe de ralliement, le bonnet rouge « semblable à celui qui est devenu l'emblème dégoûtant d'une horrible époque⁵. » On ne comptait plus

1. AN. CC 613, I, 114.

2. Cependant une tentative pour fonder une société « semblable à celle dite de la Moselle » paraît avoir échoué en août 1832. On ne put recueillir que très peu de signatures et on renonça à ce projet. AN. BB¹⁸ 1209.

3. AN. CC 612. Reg. 3.

4. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Toulouse, le 24 mars 1834.

5. *Id.*

les manifestations qu'ils avaient dirigées entre 1832 et 1834. A côté de ces républicains « bourgeois, » la *Société des Droits de l'homme* recrutait également beaucoup d'ouvriers, environ 8 à 900 surtout dans les faubourgs Saint-Étienne, Arnaud, Bernard et Saint-Cyprien¹. Au total l'armée républicaine pouvait s'enorgueillir de posséder 2 000 à 2 500 sectionnaires dans une ville qui avait à ce moment 62 000 habitants². A leur tête se trouvait un chef de bataillon de la Garde Nationale, peu connu, mais fort actif, un certain Brutus Vassal³.

Si Toulouse possédait une organisation sérieuse, ce n'était le cas ni pour la Haute-Garonne ni pour les départements qui l'entouraient. L'Ariège, que partout on avait assez remarqué pour son agitation au lendemain des journées de Juillet, paraissait relativement tranquille. On n'y comptait guère que des agents de *Aide-toi* dans les cantons de Saint-Lizier et de Sainte-Croix. A Foix, républicains et carlistes réunis formaient à peine les 2/10 de la population⁴. Le Gers possédait une association pour la presse à Auch⁵ mais un groupe similaire essaya en vain de se fonder à Lectoure⁶. Au Nord-Est, le Tarn n'était guère plus favorisé. L'*Association de la presse* de Castres allait se dissoudre en juin 1833, « par indifférence⁷ » et la *Société des Droits de l'homme* ne se constitua à Albi qu'à la fin du mois de mars 1834⁸. Quant à l'Aveyron il ne bougeait

1. AN. BB¹⁸ 1354^B, *cit.*

2. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Toulouse, 21 avril 1834.

3. *Id.*, 26 mai 1834.

4. AG., *Corr. Génér.* Rapport du commandant de la 14^e Légion de gendarmerie à Carcassonne, 18 mai 1833.

5. AN, BB¹⁸ 1354.

6. Le 18 novembre 1832, Gauran, qui tente de l'organiser, n'a encore que des adhésions individuelles (AN. CC 613, I, p. 80).

7. AN. CC 613, I, p. 37.

8. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Toulouse, 18 février 1834.

pas¹. Seul, le Tarn-et-Garonne montrait une véritable activité. Montauban, la vieille cité huguenote, avait une *Association de la presse* dont les dirigeants étaient Henceriest et Desmolières², et une *Société des Droits de l'homme*, « plus forte, plus compacte, plus publique³ » que partout ailleurs dans le voisinage, et qui groupa jusqu'à 57 sections⁴.

Dans le Midi atlantique, c'est Bayonne qui faisait figure de cité « rouge. » La ville avait eu son groupe des *Amis du Peuple*. Le voyage de Marrast, en octobre 1833, « laissa dans chaque localité (de la région), une affiliation qui s'adressait surtout à la classe ouvrière⁵, et qui propagea les idées républicaines. Un banquet fut offert au leader parisien, à Bayonne, dans la salle de la loge maçonnique. Devant plus de 400 personnes, parmi lesquelles beaucoup d'ouvriers, il prononça un grand discours sur les besoins d'association manifestés par l'époque et sur les progrès de l'*Association pour la liberté de la presse*, en France. On organisa aussitôt un comité provisoire de 15 membres⁶. Mais les républicains eurent à compter avec un préfet autoritaire et ferme⁷. Ils durent cacher leurs réunions, et ce n'est que le 4 janvier 1834

1. Le PG. de Montpellier, à propos de ce département, parle, le 20 avril 1833, de sa « tranquillité déjà constamment signalée » (AN. BB¹⁸ 1335). Dans un autre rapport du 12 mai 1834, il répète que l'Aveyron est calme et que l'on n'y trouve aucune trace d'association (AN. BB¹⁸ 1354^B).

2. AN. CC 612, I, p. 15 et CC 612, reg. 3.

3. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. à Intérieur, 26 mai 1834.

4. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 315.

5. AG., *Corr. Gén.*, 18 novembre 1833.

L'association de Bayonne était divisée « en petites sections ou ventes de 8, 10 ou 12 membres. » « Les réunions se tenaient sans bruit et dans des lieux cachés » (AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Pau, 21 avril 1834).

6. AG., *Corr. gén.*, le général commandant la 11^e division militaire à Bordeaux, 1^{er} octobre 1833, et *La Sentinelle des Pyrénées*, 24 et 26 sept. 1833.

7. AG., *Corr. Gén.*, 27 mars 1834.

que la société reçut son organisation définitive¹. Le nouveau comité fut presque uniquement composé d'officiers de la Garde Nationale, parmi lesquels tous les rédacteurs de la *Sentinelles des Pyrénées*, Lanne, ancien maire, Guichené et Morel, rédacteurs en chef². L'association de Bayonne, qui avait fait prendre 20 ou 22 abonnements au *Républicain*, journal mort-né, les fit reporter sur la *Revue Républicaine* dont elle approuvait entièrement la publication, plaça des billets de la loterie patriotique, et affecta une somme de 30 francs par mois à l'achat d'écrits républicains propres à être distribués dans la classe ouvrière. « Le peuple les dévore, » disait-elle³.

A côté de Bayonne, Orthez eut aussi son groupe de la presse fondé en novembre 1833 sous l'impulsion du frère de Marrast et de l'avocat Saint-Gaudens⁴. Ses 80 membres étaient composés en grande partie d'ouvriers « honnêtes, mais crédules » et il tenait « ostensiblement ses réunions⁵. » Quant au comité, qui comprenait 15 personnes, il se recrutait « dans toutes les classes. » Les quatre membres du bureau, comme le président, appartenaient à la Garde Nationale⁶. Il ne se forma, semble-t-il, pas d'autres associations dans le département, mais Bayonne et Orthez correspondaient avec les groupements des départements voisins; avec Tarbes, où le cercle républicain affilié aux Droits de l'homme

1. AN. CC 614, p. 200; *La Tribune*, 11 janvier 1834 et AN. CC 612, registre 3.

2. AN. CC 665, III, 2 bis.

3. AN. CC 614, p. 257, 3 mars 1834.

4. AN. CC 665, III, 2 bis et AG., *Corr. Gén.* Le commandant de la 10^e légion de gendarmerie à Mont-de-Marsan, le 27 mars 1834.

5. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Pau, 21 avril 1834.

6. AN. CC 614, p. 268. Dans le comité se trouvaient, 1 propriétaire, 1 teinturier, 2 négociants, 1 fabricant de chandelle, 1 capitaine retraité, 1 aubergiste, 1 avocat, 1 cultivateur, 1 avoué, 1 tanneur, 1 pharmacien, 1 boulanger, 1 chaudronnier, 1 coiffeur.

recevait la direction du commandant de la Garde Nationale Deville¹, avec les républicains des Landes également. Marrast, lors de son passage, avait essayé de fonder une société à Mont-de-Marsan, mais sans beaucoup de succès. C'est Dax qui fut le vrai centre du parti républicain landais. Un membre du Conseil Municipal, commandant de la Garde Nationale, G. Vergers, y constitua un groupe de 40 membres² qui garda son titre particulier de *Société Patriotique d'aquinoise* et son action séparée³. Mais elle correspondit aussi avec le Comité central de la presse de Paris et elle adopta complètement le manifeste des *Droits de l'homme* et la déclaration des droits de Robespierre dont elle fit sa « loi fondamentale⁴. » Son chef eut un procès retentissant pour avoir insulté le roi et crié « Vive la République; » et le compte rendu des débats fut distribué dans toute la France par les républicains⁵.

Perpignan, Toulouse, Montauban, Bayonne, Dax, tels étaient les jalons républicains du Sud-Ouest. En remontant vers l'Ouest proprement dit, l'activité républicaine diminue considérablement. L'ardeur du parti est moins combative, et la couleur plus rose. La Dordogne pourtant avait depuis longtemps une section de *Aide-toi* à Nontron. Son but était d'éclairer et de seconder les citoyens dans l'exercice de tous les droits qui découlent du principe de la souveraineté

1. AN. CC 665, III, 2 *bis* et AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Pau, 24 mai 1834.

2. AG., *Corr. Génér.* Le général commandant la 11^e division militaire à Bordeaux, 9 novembre 1833.

Les membres du comité étaient tous officiers ou soldats dans la Garde Nationale (AN. CC 613, I, 121).

3. AN. CC, 613, I, 121.

Le président, en réponse au comité de Paris, qui lui a envoyé le *manifeste des Droits de l'homme*, lui dit que la société de Dax n'a pas cru devoir se rattacher à aucune société particulière.

4. AN. CC 613, I, 121.

5. *La Tribune*, 9 novembre 1833.

nationale. Elle se proposait, spécialement, de prendre les intérêts moraux et matériels de la Dordogne et en particulier de l'arrondissement, d'éclairer et de fortifier l'opinion publique, de propager l'instruction primaire, de développer l'exercice du droit de pétition, de favoriser l'avènement à la Chambre des députés, aux Conseils départementaux et municipaux, aux grades de la Garde Nationale, d'hommes probes, instruits, indépendants et patriotes. Plus tard, elle adhéra à l'Association centrale de la presse¹, mais sans même être entièrement républicaine. Tout en se déclarant partisan de l'école américaine et de l'impôt progressif, un de ses membres écrivait à Marchais en novembre 1833, que Nontron n'arborerait pas de longtemps le drapeau de la République et s'appuyait « exclusivement sur la légalité; » et c'est pourquoi elle refusa son adhésion à la *Société des Droits de l'homme*². Le reste du département était calme. A part Nontron, on n'y trouva de groupe républicain qu'à Périgueux, autour du journal *l'Écho de Vesone*³.

Plus calmes encore furent le Lot et le Lot-et-Garonne. On n'y rencontrait pas « d'agrégation révolutionnaire⁴, » mais seulement des « affiliations » isolées à Cahors, à Nérac et à Agen où le commandant de la Garde Nationale était républicain⁵. Enfin la Gironde ne comptait, à peu près, pas pour la République. Bordeaux, ville légitimiste, n'eut qu'une toute petite section de la presse, que dirigeaient Borde et Laroche⁶ et l'arrondissement de Bazas, le plus patriote du dépar-

1. AN. CC 612, registre 3.

2. AN. CC 614, p. 204.

Pour la même raison elle désapprouva la constitution des associations contre l'impôt sur les boissons et sur le sel.

3. AN. CC 612, registre 3.

4. AN. BB¹⁸ 1354, PG. Agen, 19 avril et 1^{er} mai 1834.

5. AN. F⁷ 4060 et 4063.

6. AN. CC 612, registre 3.

tement se contenta d'une petite affiliation à *Aide-toi*¹.

C'est que, par Bordeaux, on touche à l'Ouest, le pays par élection du parti prêtre et du carlisme. L'Ouest, et nous entendons ainsi tout le pays compris au delà d'une ligne allant de Bordeaux à Givet, avait été longtemps réfractaire aux idées avancées. Les quelques républicains qui s'y trouvaient avaient eu assez à faire à lutter contre les « blancs. » Obligés de se défendre ils s'étaient vus durant de longues années, dans l'impossibilité de faire œuvre positive, c'est-à-dire de s'organiser et de s'occuper de la propagande. Un rapport de la société *Aide-toi* constate en 1833 qu'il y a peu d'associations dans cette région. On n'en rencontre, dit-il, ni dans les Côtes-du-Nord, ni en Vendée, ni dans le Maine-et-Loire, ni dans la Mayenne, ni dans le Morbihan, car « on s'y associe plutôt contre les brigandages légitimistes². » Par la suite, il est vrai, l'idée républicaine pénétra assez pour que Lamennais pût écrire en 1833 (en exagérant) : « Dans cet Ouest qu'on connaît si peu, s'il y avait un penchant, ce serait pour la République³. » Encore faut-il distinguer. Dans le vaste territoire que nous avons délimité, on peut très nettement du point de vue de la carte républicaine, découper trois régions distinctes : l'Ouest proprement dit, entre Garonne et Loire; le Nord-Ouest, entre Loire et Seine, comprenant la Bretagne et la Normandie; enfin le Nord, autrement dit un coin rouge entre deux zones blanches ou à peine teintées.

1. *Association Aide-toi : Assemblée générale du 4 février 1833*. BN. Lb⁶¹ 1713.

2. *Id.*

3. Lamennais, *Correspondance*, II, p. 305.

A propos de l'association républicaine de Bretagne (voir plus loin), *La Tribune* du 29 juillet 1833 écrit aussi : « Injustes que nous étions! Nous avons pris l'habitude de compter surtout sur les habitants du Midi ou de l'Est quand nous énumérions les sympathies républicaines! »

L'Ouest, la vieille terre de la chouannerie, fournissait peu de partisans à la République. C'est en Charente-Inférieure qu'on trouvait ceux-ci le mieux organisés. Dès novembre 1832, une association s'y était fondée sous les auspices du comité de *Aide-toi*. Le centre le plus important fut Surgères, où s'agitaient deux personnages très actifs Roche et Robein. Il essaima dans les cantons et réussit notamment à établir une filiale assez sérieuse à Aigre-feuille¹. Limoges, en Haute-Vienne, où existait depuis 1830 une section de *Aide-toi* fut organisée par l'avocat Cozaly². Dans la Vienne, David fonda un groupe à Poitiers et Martinet un autre à Châtellerault³. Tous deux s'appuyaient sur l'*Écho du Peuple*. Les Deux-Sèvres virent se constituer une association de la presse à Niort : celle-ci obéissait aux directives de Nourry et Doucelin, ainsi qu'à celles du rédacteur de *L'Indépendant des Deux-Sèvres* qui recevait et transmettait les paquets de Paris⁴. Le même département eut encore une autre section à Argenton-le-Château⁵. Mais tous ces groupes étaient fort modérés, et à part celui de Surgères, peu nombreux et peu agissants. De plus, deux départements, la Charente et la Vendée se trouvaient dépourvus de toute organisation.

Bien différente apparaissait la région située entre la Basse-Loire et la Basse-Seine. Les groupes républicains, assez forts et assez nombreux, s'y répartissaient en trois endroits bien définis : sur la Basse-Loire proprement dite, en Bretagne et en Normandie.

1. AN. CC 613, II, p. 8.

2. AN. BB¹⁸ 1354^v, PG. Limoges, 19 mai 1834 et AN. CC 612, I, p. 15.

3. *L'Écho du peuple*, 1^{er} février 1834, *Le National*, 19 février 1834 et AN. CC 612.

4. AN. CC 613, II, 5.

5. AN. BB¹⁸ 1354^v, Intérieur à Justice, 12 juin 1834.

De l'embouchure du fleuve aux confins de la région parisienne, et en remontant le fil de l'eau presque sans s'écarter de la rive, on rencontrait quatre villes « rouges » : Nantes, Angers, le Mans, Tours.

Nantes avait possédé dès 1830 une *Association patriotique de la Loire-Inférieure* affiliée aux Associations nationales et destinée à « maintenir la charte développée¹. » Mais elle s'était vite dissoute. Jusqu'en 1833, le département demeura sans association républicaine. Au cours de cette année seulement, se fonda une Association pour la presse, dont le délégué fut Luminais². Bientôt d'ailleurs un vaste essai de centralisation fut tenté par ce qu'on appela la « Réunion de l'Ouest. » Dans une grande assemblée, les 9 et 10 avril 1833, se rencontrèrent les délégués de la Loire-Inférieure, d'Ille-et-Vilaine, du Maine-et-Loire, du Loir-et-Cher, de la Sarthe, du Finistère. Sévin, le directeur du *Courrier de la Sarthe*, présidait. On lut trois rapports : le premier du docteur Guépin sur les sciences physiques, morales et politiques ; le second de Duchatellier, de Quimper, sur l'industrie ; la troisième de Toulmouche, de Rennes, sur les arts. Dans cette même séance, on arrêta un programme précis. La Révolution de Juillet, la Charte et la Royauté du 7 août y étaient considérées comme des faits accomplis, que l'Association devait maintenir avec toutes leurs conséquences. Il n'y avait plus maintenant, ajoutait-on, « qu'à réclamer les institutions républicaines qui nous manquent, à améliorer celles qui existent, et à demander les institutions matérielles qui peuvent rendre le peuple heureux et confiant. » Les délégués nommèrent une commission centrale pour correspondre avec les comités à établir dans les

1. Libaudière, *Histoire de Nantes sous Louis-Philippe*, p. 44, BN. LK⁷ 32497, in-8°.

2. *Aide-toi* : assemblée générale du 4 février 1833, cit.

chefs-lieux de chaque département. Quand chacun de ces comités aurait été organisé, une vaste *Association de l'Ouest* devait se constituer¹. Le projet n'eut pas de suite sans qu'on puisse dire au juste pourquoi, mais probablement à cause des divisions entre républicains². L'opinion républicaine fit assez de progrès quand même pour qu'une société, plus avancée encore, quoique moins importante, existât au début de 1834, correspondit avec les sociétés populaires du département et s'affiliât aux *Droits de l'homme*. C'est le médecin Guépin qui la présidait, assisté des citoyens Pomponneau, Pelletier et Bonamy³.

Un peu plus loin, la République avait trouvé asile à Angers. Longtemps la ville n'eut qu'une affiliation à *Aide-toi* au sujet de laquelle l'avoué Camille Guibert correspondait avec Garnier-Pagès⁴. Dans le courant de 1833, vers le mois d'octobre, le docteur Lefrançois fonda une Société de la presse. Les débuts furent pénibles. Lefrançois ne put pas envoyer, comme cotisation, une grosse somme au comité central. Le mauvais esprit de la localité, le manque de journal d'opposition, le besoin d'améliorer l'opinion, le forçaient, disait-il, à s'abonner à quelques centaines de journaux de l'opposition, de manière à ce qu'il ne restât pas, dans le département, une société d'hommes, une auberge un peu fréquentée, un café, qui ne reçût un exem-

1. Libaudière, *Histoire de Nantes sous Louis-Philippe*, cit. p. 92 et suiv.

2. *La Tribune*, 20 avril 1833, citée par Weil, *Histoire du parti républicain*.

Suivant l'interprétation de M. Weill, le projet n'eut pas de suite parce que les républicains militants, conduits par Lefrançois, d'Angers, demandèrent que la société devînt également politique et furent battus.

Ce n'est pas tout à fait exact. Car le programme cité plus haut de la société était déjà « politique. » La vérité c'est qu'on ne s'entendit sans doute pas sur la ligne à suivre.

3. AN. CC 665, III, 2 bis.

4. *Id.*

plaire d'un journal libéral¹. Ainsi, les quelques fonds recueillis étaient vite engloutis. Lefrançois fut vraiment l'âme de la société de la presse. Il chercha, sans succès, à acheter une imprimerie. Il renseigna le comité parisien. Dans un rapport il attire l'attention particulière de ce dernier sur la situation des patriotes en Maine-et-Loire. Le Gouvernement les traque et les destitue, dit-il, au profit des légitimistes. Le sous-préfet de Baugé, le directeur des contributions indirectes de Vareilles ont été révoqués pour des motifs futiles, le dernier notamment parce qu'il avait osé soutenir lors d'un banquet républicain que « M. Dugué, Saint-Simonien, avait le droit d'assister au banquet. » M. Gillard, percepteur, continue-t-il, a été déplacé, ainsi que M. Nicolas, professeur d'histoire, celui-ci pour avoir donné des leçons empreintes de libéralisme; et les inspecteurs qui viennent visiter le collège, vont prendre auparavant leurs renseignements chez l'évêque².

La société dirigée par Lefrançois resta modérée. Elle eut un moment une rivale plus avancée. Guibert fonda en effet une filiale des *Droits de l'homme*. Ce dernier groupe essaya, semble-t-il, de supplanter l'autre. C'est ainsi qu'il fit signer par le comité une adresse à l'*Association centrale de la presse* pour lui demander d'établir des liens étroits entre les associations³. Ce fut là le premier acte et le dernier de la nouvelle société, qui succomba, s'il faut en croire son promoteur, sous « les coups des intrigues de Lefrançois facilitées par l'esprit de la localité⁴. »

1. AN. CC 613, I, 145. Lettre à Marchais, 12 octobre 1833.

Lefrançois demandait dans cette lettre des conseils à Marchais. Devait-il faire venir *Le Populaire* ou *Le Bon Sens*? Il préférerait le premier mais il penchait pour le second afin de ne pas « effrayer les paysans. »

2. AN. CC 613, I, 145.

3. AN. CC 614, p. 320, adresse du 27 janvier 1834.

4. AN. CC 614, p. 319. Lettre du 28 janvier 1834.

Nantes et Angers firent plus de bruit que de travail. Ce fut le contraire pour Tours qui, sous le nom d'*Association de la presse*, eut une filiale assez active des *Droits de l'homme* dirigée par un certain Pesson, agréé au Tribunal de Commerce¹; pour le Mans surtout, qui, bien qu'un peu à l'écart, fut le vrai centre républicain de la région de la Basse-Loire. Dès août et septembre 1832 Reybaud, du *Courrier de la Sarthe*, avait consacré plusieurs articles à la question des associations². Mais, craignant de compromettre l'influence de sa famille, et rencontrant peu de sympathie, à cette époque, il s'était finalement borné à ouvrir une souscription en faveur de *La Tribune*. C'est le duel d'Armand Carrel qui lui fournit l'occasion de revenir à la charge et de mener à bien la tâche qu'il se proposait depuis longtemps³. Le 14 février 1833 l'*Association pour la défense de la liberté de la presse* était fondée par une réunion de plus de 300 patriotes. Dans la pensée de ses organisateurs, elle ne devait pas seulement se soucier de la défense des journaux, mais aussi de la propagation et de la distribution gratuite dans les ateliers et dans les campagnes des feuilles « qui s'occupent des intérêts et des droits du plus grand nombre. » Les frais ainsi engagés seraient couverts par une cotisation individuelle de 3 francs par an. A la tête de l'Association furent Sevin, chef de bataillon de la Garde Nationale et Reybaud, tous deux du *Courrier*⁴. Ils s'appliquèrent à faire rayonner la propagande dans les arrondissements et même dans les cantons du département. Dans cette intention, ils ne négligèrent aucun effort. On les voit écrire à Marchais pour

1. AN. CC 665, III, 2 bis.

2. AN. CC 613, II, p. 15.

3. *Id.*

4. AN. BB¹⁸ 1334. Le Procureur du Mans, le 20 février 1833; et le *Courrier de la Sarthe*, 15 février 1833.

obtenir l'adhésion de quelques personnages marquants de l'opposition, « parce que les noms propres ont plus de faveur que les principes », s'adresser à La Fayette qui, en 1819, a été député de la Sarthe avec Benjamin Constant; au général Bertrand dont le nom « va bien au peuple »; à Cormenin dont le discours de Montargis a été si répandu¹.

L'Association de la presse ne fut pas la seule société républicaine du Mans. Il y eut encore, dans la ville, trois autres groupes à tendance nettement républicaine : la société des *Trynosophes*, composée de 100 membres, qui organisaient des banquets, s'occupaient de franc-maçonnerie, de lectures, et qui se réunissaient dans une salle tapissée de caricatures du *Charivari*²; une *loge maçonnique*, hostile au gouvernement, dans laquelle seuls les ouvriers étaient admis et qui comprit 60 membres³; une autre « loge maçonnique », enfin que le Grand-Orient ne reconnaissait pas et qui s'appelait *Société des Droits de l'homme*. Cette dernière comptait 43 membres, dont le lieutenant-colonel de la Garde Nationale Pinson, et un ancien professeur de mathématique, Chiron⁴. Les réunions se tenaient dans des maisons particulières. Enfin, plusieurs habitants du Mans correspondaient directement avec Paris⁵. Ainsi le chef-lieu de la Sarthe

1. AN. CC 613, II, p. 15.

2. Cette société a subsisté après les journées d'Avril. Le 15 avril 1837, le Procureur général écrit, en effet, que les Trynosophes se réunissent fréquemment et qu'un grand nombre d'officiers de chasseurs participent aux assemblées (AN. BB¹⁸ 1366, 15 avril 1837). Cette société semble avoir été une simple loge affiliée au Grand-Orient. Le Ministre de l'Intérieur prévient, le 22 avril 1837, son collègue de la Justice qu'il a écrit au Grand-Orient pour faire retirer à la loge des Trynosophes, les titres et privilèges qui l'attachent à la Maçonnerie (AN. BB¹⁸ 1366, 22 avril 1837).

3. Loge de second ordre, succursale de la première, dit un rapport du Ministre de la Guerre (AN. BB¹⁸ 1366, 17 avril 1837).

4. AN. BB¹⁸ 1354. Le Procureur du Mans, 27 avril 1834.

5. *Id.*

possédait un puissant noyau républicain mené par des hommes influents. Ce qui le prouve, mieux que tout commentaire, c'est que, dès février 1833, le parti républicain eut la majorité au Conseil municipal et dans toutes les élections de la Garde Nationale¹.

En Bretagne, le grand foyer du républicanisme se trouvait dans la capitale même, à Rennes. Vers le mois de mai 1833, l'avocat Provins y posa les bases d'une société qui s'affilia aux *Droits de l'homme* mais qui garda toujours sa dénomination spéciale d'*Association républicaine de l'Ouest*. Les raisons de ce particularisme sont curieuses, car elles montrent combien on était encore loin d'avoir réalisé l'unité de doctrine dans des associations qui semblaient poursuivre toutes un but unique : l'établissement de la République. L'Association de Rennes, lit-on en substance, dans un rapport, s'est décidée à prendre après délibération, le titre de « républicaine », car elle professe une horreur profonde pour la plus légère dissimulation et elle considère qu'« il y aurait hypocrisie à ne pas se donner pour ce que l'on est². » Elle veut bien correspondre avec l'*Association centrale de la presse*, à laquelle elle est également affiliée, mais elle n'a pas voulu prendre le nom de cette dernière, à cause « des circonstances particulières » dans lesquelles elle se trouve en Bretagne. En le faisant « elle s'exposait à voir se présenter comme frères des hommes tout à fait opposés à ses principes³. »

1. AN. BB¹⁸ 1354. PG. Angers, le 25 février 1833.

2. AN. BB¹⁸ 1335. Dépêche télégraphique. PG. Rennes à Justico. 18 mai 1833; et lettre du même au même, 19 mai 1833.

Dans cette dernière le PG. reproduit un entretien qu'il a eu avec un « des personnages graves et honorables, » qui en faisaient partie, un avocat à la Cour.

Il s'agit vraisemblablement du président de l'Association, l'avocat Provins.

3. AN. CC 613, I, 57, 10 juillet 1833.

Or elle veut au contraire accoutumer les oreilles bretonnes au mot de République. Voilà pourquoi « elle le crie tout haut¹. »

Original par son nom, le groupe de Rennes l'était encore par l'exposé de son programme qu'il tint lui-même à élaborer. Le peuple, disait-il, a trois façons d'exercer la souveraineté que, par l'élection, il délègue en partie : par la presse il surveille ses mandataires ; par l'association il résiste aux abus possibles du mandat qu'il a confié ; par l'insurrection il prévient la violation de ses droits. Ainsi la tâche de l'association rennaise consistait, avant tout, à contrôler les élus, mais son but était plus vaste : elle poursuivait « l'amélioration de la condition du peuple sous le triple rapport moral, politique et industriel². »

Quant à l'organisation de l'*Association républicaine de l'Ouest*, elle ressemblait à celle de la fraction parisienne des *Droits de l'homme*. La base en était la section de 20 membres. Chaque section nommait, au scrutin secret, un président et un secrétaire. Les présidents et secrétaires de section composaient la section centrale qui, à son tour, élisait un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier. Les ressources provenaient des cotisations mensuelles que chaque associé fixait librement, pour sa part, lors de son admission. Un comité de cinq membres, dont faisait partie de droit le président et le secrétaire de la section centrale, avait la charge de rédiger les instructions à donner aux sections et de tenir à jour la correspondance³.

Sous l'impulsion de Provins, en qualité de président, et de Lamarre comme secrétaire, l'association de Rennes se montra très active. Elle fit de la propagande dans la gar-

1. AN. CC 613, I, p. 57, 10 juillet 1883.

2. AN. BB¹⁸ 1335. Intérieur à Justice, 19 juillet 1883.

3. AN. CC 613, I, 57.

nison, au 33^e régiment d'infanterie, notamment, dont elle avait enrôlé le porte-drapeau, parmi les ouvriers à qui elle distribua, en juillet 1833, 3 000 exemplaires du programme des *Droits de l'homme*¹. Elle réussit, ainsi, à former 11 sections de 20 membres², parmi lesquels des ouvriers, des avocats, des médecins et même « des personnages graves et honorables³. »

Tout autour de Rennes se constituèrent « des succursales très vives⁴. » A l'Ouest, Brest et Morlaix eurent leur club où l'esprit républicain se montrait « vivace⁵. » Le Morbihan, lui-même, fut « gagné à la contagion », et finit par posséder, en février 1834, son club républicain⁶. A l'Est, Urbain Chartier organisa une solide association pour la presse à Craon dans la Mayenne, une à Château-Gontier où tous les membres du comité étaient des gardes nationaux⁷. Une pétition pour la réforme électorale, qui circula en janvier 1834 dans ces divers centres, recueillit 154 signatures⁸. Laval enfin possédait son groupe⁹, et, de Mortagne, dans l'Orne, un certain Chiron, dès novembre 1832, pouvait envoyer 32 francs au comité parisien¹⁰. Ni l'Est, ni l'Ouest

1. AN. BB¹⁸ 1335. Intérieur à Justice, 19 juillet 1833.

2. *Id.*

3. AN. BB¹⁸ 1335. PG. à Justice, 19 mai 1833.

Sur la constitution de l'association, voir aussi *La Tribune* du 20 juin 1833, qui reproduit une lettre de Provins sur l'activité générale du parti républicain en Bretagne. Voir encore AG. *Corr. Génér.* Le général commandant la 13^e division à Rennes, 24 décembre 1833. Le parti républicain, dit ce dernier, est beaucoup plus dangereux que le parti carliste.

4. AN. BB¹⁸ 1354^B. PG. de Rennes, 28 février 1834.

5. *Id.*

6. *Id.*

7. AN. CC 613, I, 78 et CC 614, p. 282.

8. AN. CC 614, p. 283, 31 janvier 1834.

9. AN. CC 613, I, p. 5, 25 novembre 1833.

10. AN. CC 613, I, 81.

de Rennes, cependant, n'apportèrent un gros appoint au parti républicain. Cet appoint lui vint, pour la région, des Côtes-du-Nord et de la Manche. Dans le premier de ces départements le grand animateur fut le docteur Morhéry qui, malgré un « état très pénible » lui enlevant « les deux tiers de son existence, » consacra toutes ses forces à la cause républicaine¹. Les éléments existaient. Dès 1832, le parti républicain était « nombreux et énergique dans plusieurs cantons » où les jeunes gens ne craignaient point d'afficher leur idéal en portant des rubans « bleu de ciel » à leur chapeau². Avec quelques amis, il fonda à Loudéac, au milieu de l'année 1833 une *Société des Droits de l'homme*³. Il y eut quelque mérite à cause de « la tiédeur du département infecté d'employés, presque tous gangrenés de juste milieu⁴. » Il pensa que ce groupe résumerait tous les autres possibles, qu'il était inutile, par conséquent de créer une *Société de la presse*⁵. Il ne fallait pas non plus, à son avis, multiplier les groupements dans les petites localités, alors que déjà il avait bien de la peine à « régulariser » le sien. Enfin il était de toute nécessité, disait-il, de ne pas « embrouiller les esprits faibles et timides » par une poussière d'organisations⁶. Mais il correspondit avec le Comité de la presse parisienne et promit d'appuyer les efforts de ce dernier. Morhéry, fidèle à sa pensée, s'efforça de gagner les groupements déjà formés à la cause des *Droits de l'homme* et de fonder des filiales partout où il n'en existait pas. Dans un premier voyage qu'il fit à Saint-Brieuc en décembre 1833,

1. AN. CC 614, p. 235. Lettre du 22 novembre 1833.

2. AN. F⁷ 3973. Côtes-du-Nord, juin 1832.

3. Ce groupe était en même temps *Société de la presse* (AN. CC 612, I, p. 19).

4. AN. CC 614, p. 235.

5. *Id.*

6. AN. CC 614, p. 235.

il trouva bien 400 sectionnaires, mais ils n'avaient pas la même organisation que les *Droits de l'homme*, et ils désiraient garder l'incognito¹. Le fougueux propagandiste résolut de les amener à la règle commune. L'occasion se présenta lors d'une pétition proposée par l'association de Loudéac pour demander le suffrage universel. Une réunion fut organisée, le 23 décembre, à Saint-Brieuc, où devaient se rendre trois délégués de chacune des localités du département. C'est cette réunion qui marqua le premier effort d'ensemble des Côtes-du-Nord². La tâche de Morhéry était malaisée parce que, suivant ses propres expressions, là où il y avait de la bourgeoisie isolée de la masse, il se trouvait nécessairement de l'ambition, peu de franchise dans les discours et point de précisions dans les principes³. Tel était précisément le cas de Saint-Brieuc. Il ne désespéra pourtant pas. Au cours d'un autre voyage, en mars 1834, il réunit au chef-lieu une nouvelle assemblée. La majorité des membres présents appartenait encore à la classe bourgeoise. La plupart d'entre eux désavouaient le programme des *Droits de l'homme*, comme menaçant la propriété et bien peu paraissaient disposés à s'affilier à cette société. Bien qu'étant « le seul montagnard », Morhéry ne se déclara pas vaincu. C'est qu'il comptait beaucoup sur le peuple pour forcer les bourgeois à suivre « les idées radicales. » Un incident de séance lui fournit la preuve qu'il n'avait pas tort. Un délégué de Pontrieux ayant proposé la suppression des mots « suffrage universel, » pour leur substituer l'expression « contribuable sachant lire et écrire, » un sectionnaire de Saint-Brieuc s'écria : « Si vous consignez un pareil contre-sens de principes, nous sommes perdus, nos sectionnaires ouvriers vont

1. AN. CC 585, I, 26, 18 décembre 1833.

2. AN. CC 585, I, 26, 18 décembre 1833.

3. AN. CC 585, I, 27, 1^{er} avril 1834.

nous croire aristocrates, et nous n'aurons rien à leur répondre! »

Les efforts de Morhéry ne furent donc pas vains. Dans cette même séance, on forma un comité central des associations républicaines des Côtes-du-Nord. Les sept membres qui le composaient étaient chargés de convoquer des réunions tous les mois et de faire tirer, tous les trimestres, un résumé des travaux de l'association. L'assemblée de Saint-Brieuc fit sensation, et affligea beaucoup le préfet qui suivait d'un œil inquiet les progrès de la propagande¹. Déjà Pontrioux possédait une *Association pour la liberté individuelle et pour la liberté de la presse*². Sous l'influence de Morhéry et de Lepescheur-Bertrand, il se fonda d'autres groupes à Guingamp, à Lannion, à Lamballe³. Saint-Brieuc même, vit se constituer le 15 décembre 1833, une seconde association chargée de s'occuper spécialement de la liberté individuelle et de la liberté de la presse⁴ ce qui permet de supposer qu'en peu de temps le parti républicain avait fait assez de progrès pour que Morhéry abandonnât ses idées sur la nécessité de l'association unique. Mais ce dernier groupement n'agit jamais au grand jour pour ne pas exposer les citoyens fonctionnaires à la vengeance du gouvernement.

Département de transition vers la Normandie, la Manche offrit moins de prise à l'action républicaine, parce que,

1. AN. CC 585, I, 27. Les meneurs de l'association briochaise étaient avec Morhéry, 1 avoué, 1 notaire, 1 ancien chef de bataillon, 1 ancien capitaine, 2 avocats, 1 ex-notaire, 1 capitaine au long cours, etc. (AN. BB¹⁸ 1354^B, P. de Saint-Brieuc, 11 mars 1834).

2. *Id.* « Beaucoup moins avancée encore que celle de Saint-Brieuc, dit Morhéry. »

3. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Rennes, 19 mars 1834.

Il y eut aussi, à Quentin, un comité de correspondance qui fut visité par Morhéry.

4. AN. CC 614, p. 228.

dans cette région, on avait surtout conservé le souvenir de l'Empire. « La seule cause qui eût pu réveiller nos Bas-Normands, écrit un propagandiste local, est celle de Napoléon II. » Le même agent, un certain Lepiez, donne d'ailleurs d'autres raisons de l'hostilité du pays à la République. Les gens de la Manche sont « froids et engourdis comme les habitants des terres basses. » Leurs intérêts personnels passent d'abord, et, de plus, ils sont ignorants, fiers, égoïstes et peu avancés. La nuance la plus marquée de la région est celle du *Courrier*. Un exemple illustre parfaitement l'état d'esprit des habitants : dans le canton de Sainte-Mère-Église qui possède 27 communes on ne reçoit que 6 *Courrier*, 2 *National*, 4 *Bon Sens*, 4 *Constitutionnel*, 4 *Gazette*, 2 *Quotidien*, 2 *Caricature*, 12 journaux républicains modérés pour 27 communes ! Lepiez est obligé de prêter son propre journal. On est fort aise de le lire, se plaint-il, mais quand il s'agit de fonder quelque chose, il n'y a point de réunion possible. Toutefois, sans se décourager, il finit par grouper, dans son arrondissement, vers mars 1833, 25 à 30 personnes, dont il se garda bien de rendre le nombre public, parce qu'on s'en serait servi pour abattre l'opinion¹. Quelque temps après, grâce à ses efforts et à ceux des banquiers Lelaidier et de l'avocat Clamorgan, une association naissait à Valognes². A part un comité formé à Avranches qui devait sa constitution à la proximité du Mont Saint-Michel où les détenus étaient fréquemment visités par des délégués de Paris, il n'y eut pas, semble-t-il, d'autre société républicaine dans le département³.

La Manche offrait comme un avant-goût de ce qu'on rencontrait en Normandie. Ici, la République se trouvait

1. AN. CC 613, I, 150, 1^{er} mars 1833.

2. AN. CC 613, I, 148, 2 avril 1833.

3. AN. F⁷ 4073, Manche, octobre 1833.

en grande minorité. Au contraire, « le juste milieu commercial » exerçait encore beaucoup d'influence sur la classe prolétaire, et, surtout, la plupart des libéraux conservaient pieusement le souvenir de l'Empereur¹. Pour beaucoup de Normands, pour ceux du Calvados, notamment, le seul mot de République faisait l'effet d'un épouvantail². Malgré tout, la société *Aide-toi* avait établi, dans le pays, de nombreux comités cantonaux ayant pour but la liberté de la presse et le développement des institutions de Juillet³. Les *Amis du peuple*, eux-mêmes, y comptaient des adhérents⁴. La propagande républicaine possédait donc de sérieuses bases d'action qu'elle ne manqua pas d'utiliser. C'est sous les auspices de *Aide-toi* que se fonda l'*Association pour la liberté de la presse* dans la région⁵. Elle paraît être née d'abord sous l'influence de Lucien Lebailly dans une petite commune de l'arrondissement de Vire, Viessois, au début de 1833⁶. Presque en même temps, elle s'organisait à Caen, bien timidement d'ailleurs pour commencer. L'achat des brochures suffit en effet à dissiper les premières ressources et l'association fut incapable d'envoyer un délégué au comité central⁷. Mais ce qui fait l'originalité de Caen, entre tant d'autres villes groupant des républicains, c'est qu'elle posséda une section de l'*Association pour l'éducation du peuple*. Un délégué de Paris, décurion dans le 3^e arrondis-

1. AN. CC 585, II, 49.

2. AN. CC 614, p. 309.

3. *Aide-toi. Assemblée générale du 4 février 1833*, BN. Lb⁵¹ 1713. Le groupe de Beaumont-le-Roger était offert en exemple à toutes les associations.

AN. BB¹⁹ 1203. Le Procureur de Mortain au PG. 10 et 11 février 1832.

4. AN. BB¹⁸ 1203, *cit.*

5. *Aide-toi. Assemblée générale, cit.*

6. AN. CC 613, I, 126, 2 avril 1833.

7. AN. CC 614, p. 309, 26 février 1834 et CC 613, I, p. 125.

sement, un nommé Boisdon, l'y fonda en octobre 1832. En trois jours, 60 membres se firent inscrire auprès de lui : il promit d'envoyer sous peu une longue liste d'abonnés au *Fondateur* et, en attendant, adressa une souscription de 37 francs à ce dernier journal¹. On en était là quand parut le *Populaire*. La vente de la nouvelle feuille aida puissamment la propagande républicaine. L'association de la presse, surtout, enregistra de grands progrès. Des succursales se formèrent dans les différentes localités du département, grandes ou petites, à Pont-Lévêque, à Bayeux², à Balleroy, à Isigny³. Dans cette dernière commune, un militant, Pierre Guérault essaya d'ouvrir des cours publics et de créer des bibliothèques populaires. Par contre l'arrondissement de Lisieux resta réfractaire⁴. Quant à la *Société des Droits de l'homme*, elle fit peu d'adeptes en deçà de la Seine.

Au delà du fleuve, au contraire, et principalement à Rouen, les associations républicaines furent plus avancées et plus remuantes. A l'appel du Comité de Paris, il se fonda à Rouen une *Association de la presse* qui manifesta son existence, en adhérant aux principes de l'*Association dijonnaise contre l'impôt sur les boissons et sur le sel*⁵, en cherchant à créer un cabinet littéraire où on devait lire les journaux et les imprimés républicains aux personnes qui ne savaient pas lire⁶. Son secrétaire fut Buchet-Bellanger, celui-là même qui, étant juré, n'ayant pu protester, en plein tribunal, contre la peine de mort, dut se contenter d'envoyer sa harangue

1. AN. CC 613, I, p. 129 et 130, 23 octobre 1832.

2. AN. CC 612, registre 3.

3. AN. CC 614, p. 309.

4. AN. CC 613, I, p. 127.

5. AN. CC 613, I, p. 5.

6. AN. CC 619, IV, 7, p. 1 et 613, I, p. 16.

à *La Tribune*¹. Elle comprenait donc des membres fougueux et actifs. Au nombre de ceux-ci, figuraient Baron, Davy, Patey, qui, au mois de septembre 1833, s'occupèrent de fonder une filiale des *Droits de l'homme*. Davy, qui en fut le premier secrétaire, se chargea de prendre les renseignements sur les candidats. Patey, un ancien notaire, en devint président² et ne tarda pas à être considéré comme le chef du parti républicain en Normandie. Ce dernier était un homme « d'une énergie et d'une exaltation peu communes, » « très dangereux à tous égards³. » Il organisa la société en sections, à l'instar de Paris. Dès la fin de 1833, on comptait 11 sections à Rouen⁴. Celles-ci se réunissaient tous les dimanches et le comité tous les quinze jours, le samedi. Des assemblées générales étaient en outre convoquées à la fin de chaque trimestre⁵, mais jamais dans le même lieu⁶. Les conditions d'adhésion à la société, très sévères, prévoyaient un serment : Le candidat devait jurer sur son honneur et sur sa conscience de ne rien divulguer ni des séances, ni des noms des membres et des dirigeants⁷. Comme but la société affichait la propagation des principes destinés à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence au peuple; comme maxime, ni terreur, ni échafaud⁸. Pourtant, malgré ce programme fort raisonnable, les républicains rouennais se montrèrent tout de suite très avancés. Ils lancèrent de violentes diatribes contre La Fayette,

1. AN. CC 613, I, 8, 16 décembre 1833.

2. AN. CC 619, IV, 7, 1, Préfet à Intérieur, 27 septembre 1833.

3. AN. CC 665, liasse 8, p. 1. Le Procureur de Rouen, 1^{er} mai 1834.

4. AN. CC 665, liasse 8, p. 1.

5. AN. BB¹⁸ 1354^B. Réquisitoire du Procureur général, au Procès des *Droits de l'homme*, 19 juin 1834.

6. AN. CC 619, IV, 7, 3. Préfet à Intérieur, 5 novembre 1833.

7. AN. CC 619, IV, 7, 2. Préfet à Intérieur, 24 octobre 1833.

8. AN. BB¹⁸ 1354^B. Réquisitoire, cité.

contre Odilon Barrot « aristocrate passé à côté de la liberté, pour arriver, Dieu aidant, aux honneurs du ministère¹. » Ils correspondirent avec le comité de Paris, avec Garnier-Pagès, avec Cabet, et firent crier *Le Populaire* dans les rues de la ville². La propagande porta, car le milieu était très favorable. Rouen comptait 50 000 ouvriers hors de ses murailles et 30 000 au dedans³. La débâcle des cotons, qui eut lieu au milieu de 1833, attira beaucoup d'entre eux à la cause républicaine⁴. La grève des tailleurs, en octobre de la même année, en amena d'autres. La société ne négligeait rien pour se les concilier. Ne la voit-on pas engager les ouvriers à écrire au Préfet pour empêcher les militaires de la garnison d'être occupés dans les boutiques et fabriques de la ville et de leur faire concurrence⁵? Les effectifs s'accrurent : de 200, en octobre 1833, ils passèrent à 600 en janvier 1834⁶. C'est à cette date que le comédien Ernest, déjà président de l'*Association de la presse*, devint secrétaire des *Droits de l'homme*. Il poussa la première vers le républicanisme et rapprocha les deux groupements⁷. La propagande reprit de plus belle. Deux sections rurales se fondèrent en mars à Quincampoix et à Boisguillaume. Deux

1. AN. BB¹⁸ 1354^B. *Réquisitoire, cité*.

2. AN. BB¹⁸ 1353, PG. Rouen, 29 janvier 1834. On en débitait, à peu près, 5 à 600 exemplaires par jour. On voyait « des gens couverts de haillons, en acheter. »

3. AN. CC 619, IV, 7, p. 3. Préfet à Intérieur, 5 novembre 1833.

4. AN. CC 585, II, pièce 49, lettre signée : B, datée de Bernay, 4 novembre 1833, et adressée au Comité de Paris.

5. AN. CC 619, IV, 7, p. 4. Préfet à Intérieur, 3 janvier 1834.

6. AN. CC 619, IV, 7, p. 4 et 6. Préfet à Intérieur, 3 et 21 janvier 1834.

Cf. aussi AN. F⁷ 4184.

7. Elles « se rapprochent maintenant dans la conduite de leur projet, » écrit le Préfet, le 21 janvier 1834 (AN. CC 619, IV, 7, 6).

Voir BN. Lb⁵¹ 1991. *Allocution prononcée par le citoyen Ernest....*

autres furent amorcées à Maronne et à Deville¹. Les associations rouennaises ne se contentèrent pas de la banlieue, elles rayonnèrent sur les départements voisins. Patey ne cessait de voyager. Il établit des relations avec la Manche, avec l'Eure où il créa des groupes à Pont-Audemer, à Évreux², à Cormeille³. Dans ce dernier département, les organisations de *Aide-toi* qui existaient, vivaces aux chefs-lieux de plusieurs cantons, notamment à Beaumont-le-Roger⁴, et l'influence de Dupont, fournirent les éléments pour les associations nouvelles. Un sieur Duval, ami de ce dernier, en fonda une pour la presse à Bernay en octobre 1833⁵. Il forma même un comité de défense des détenus patriotes qui correspondit avec Boissaye de Paris et promit de constituer plusieurs sections des *Droits de l'homme*⁶. Dans l'Orne, Berrier-Fontaine, un enfant du pays, qui passait son temps à voyager entre Paris, Argentan, Caen et Cherbourg, fut l'instigateur d'un comité d'une vingtaine de membres à Argentan⁷, et Chiron fils dota Mortagne d'un groupe de la presse⁸. Au Havre, en octobre 1833, Lefeuvre, Parisot et Chavanne créèrent, sur le modèle du Var, une *Association patriotique havraise*⁹, qui approuva le manifeste des *Droits de l'homme*. Mais elle eut une vie assez précaire. Les 22 membres qui, divisés en deux sections¹⁰ en

1. AN. CC 619, IV, 7. Pièce 8, Préfet à Intérieur, 25 mars 1834.

2. AN. BB¹⁸ 1354^B. *Réquisitoire* du PG. de Rouen, cité.

3. AN. CC 619, IV, 7, sans numéro. Le comité central d'affiliations républicaines au citoyen d'Aubigne à Cormeille, 4 décembre 1833.

4. *Aide-toi : Ass. Générale, cité.*

5. AN. CC 585, II, pièce 49.

6. *Id.*

7. AN. F⁷, 4112.

8. AN. CC 613, I, 82.

9. AN. CC 613, I, 6, 23 novembre 1833, et 17 et 17 bis, 3 et

11 octobre 1833.

10. AN. CC 613, I, 17.

formaient tout l'effectif finirent par se disperser à cause des « vices d'organisation et du peu de zèle de la majeure partie » d'entre eux. Un peu plus tard, vers mars 1834, on essaya bien de la reconstituer sous le nom d'*Association démocratique du Havre*, mais comme on l'avait épurée, elle comprit encore moins de membres qu'auparavant¹.

Dans le Nord proprement dit, enfin, la République a encore moins d'adeptes qu'en Normandie. Cependant le pays, comme les régions voisines, avait été « travaillé » de bonne heure. Dès 1831 la Société *Aide-toi* y envoyait un commis-voyageur zélé, Martin Maillefer, qui profitait d'un voyage d'affaires pour se renseigner sur la possibilité d'établir des filiales². C'est sous son influence que s'organisa dans la région l'*Association en faveur de la presse*. Les progrès du républicanisme furent lents dans ce pays où les fabricants étaient rois. Pourtant un docteur en médecine du nom de Hautrive réussit à constituer un groupe de 60 membres à Lille³. Delebecque, le rédacteur en chef du *Libéral de Douai*, en fonda un autre dans sa ville⁴. Cassaigneau, le rédacteur en chef de *La Sentinelle picarde* introduisit l'*Association de la presse* à Amiens⁵ et Degeorge du *Propagateur* à Arras⁶. Les trois départements du Nord de la Somme et du Pas-de-Calais formèrent même, au début de 1833, une fédération des associations en faveur de la presse qui eut son comité central à Arras, et dont le délégué aux assemblées de Paris demeura Maillefer⁷. Mais seul le groupement du Pas-de-Calais fonc-

1. AN. CC 614, p. 44.

2. AN. CC 584, II (dossier Maillefer), p. 11.

3. AN. CC 665, III, p. 2 *bis*.

4. AN. CC 612, registre 3.

5. *Id.*

6. AN. CC 613, II, p. 22.

7. AN. CC 613, I, p. 32 et 613, II, p. 23.

tionna réellement et eut de l'influence¹. Il comptait 80 membres sous la présidence d'un brasseur Lantoin-Hardouin². Dès décembre 1832, un mois seulement après sa fondation, il avait déjà réuni 1 500 francs et pouvait employer une partie de ses fonds à envoyer des journaux patriotes dans les communes³.

*
* *

Dans cette vaste randonnée à travers le Centre, le Midi, l'Ouest et le Nord de la France, nous ne sommes plus, tant s'en faut, sur le même terrain que dans l'Est. Cette fois, le réseau a des mailles très lâches et très irrégulières. On lui échappe facilement. Quelques grosses forteresses, dans le Midi surtout : 800 clubistes à Marseille⁴, 1 500 dans les Pyrénées-Orientales⁵, 2 000 à Toulouse⁶, 1 000 à Montauban⁷. D'autres plus petites, à Saint-Amand, à Clermont-Ferrand, à Bayonne, à Nantes, à Tours, au Mans, à Rennes, à Rouen, dont les effectifs varient de 200 à 600 membres. Enfin, quelques centres d'importance beaucoup moindre : Aix, Orthez, Arras avec 80 militants. De vastes fossés isolent ces forteresses, ou ces fortins, entre lesquels la liaison est, pour ainsi dire, nulle : entre la Garonne et la Loire, par exemple, pas un groupe de réelle influence et vraiment audacieux. Au total, à peine 10 000 républicains associés

1. AN. CC 613, II, p. 22, lettre de Degeorge du 20 juillet 1833.
« L'Association du Pas-de-Calais va bien, écrit Degeorge, mais le Nord et la Somme ne font rien. »

2. AN. CC 613, II, p. 23 et CC 612¹, registre 3.

3. AN. CC 613, II, p. 26 et 24.

4. Cf. page 132.

5. Cf. page 138.

6. Cf. page 140.

7. Cf. page 141.

pour plus de 60 départements, à peine autant que dans les 20 départements de l'Est. Et ce qu'il y a de plus grave c'est que l'insuffisance du nombre n'est pas rachetée ici par l'ardeur des convictions. Il n'est pas question, bien sûr, de suspecter la sincérité de ces républicains. Ils brûlent tous d'une flamme très vive. Mais enfin, quoi qu'on dise, qu'on le veuille ou non, ce sont des républicains « deuxième zone, » en quelque sorte. Leur « patriotisme » existe, mais il est théorique. Il n'a pas été aussi fortement éprouvé par l'expérience. Quoi d'extraordinaire que cette imperfection se traduise par une organisation moins parfaite, par une activité moins réfléchie et moins grande? Dans les émeutes des premières années de la monarchie de Juillet, les villes de l'Est seront les premières à se battre, presque les seules, à part Marseille et Clermont.

Il reste néanmoins qu'un progrès considérable a été accompli dans la construction de ce réseau que les *Droits de l'homme* voulaient jeter sur la France. Il est remarquable qu'il ait pu s'étendre en certains endroits du Midi et de l'Ouest considérés comme les fiefs du légitimisme, du Nord-Ouest et du Nord tout imprégnés encore de bonapartisme. La République dispose, au début de 1834, d'une armée de 20 000 hommes embrigadés dans des associations. Quand on songe qu'il n'y a en France à ce moment que 120 000 électeurs, le résultat n'est pas négligeable. Ce qui lui confère une importance particulière, c'est que la République n'a pas pénétré seulement dans les grands centres, mais elle est allée s'insinuer au cœur des petites villes et des campagnes. Il est curieux de voir des bourgades comme Seurre en Côte-d'Or compter autant de républicains que Strasbourg comme Saint-Amand, dans le Cher, en rassembler presque autant que Marseille. Et ce n'est pas un mince hommage rendu à la force d'expansion du republicanisme que celui qui émanait

de ce dicton né vers cette époque à propos de la turbulence de la petite ville d'Arbois dans le Jura. « Arbois, Paris et Lyon sont tranquilles, » s'exclamait-on quand on voulait dire que l'ordre régnait en France. Il se mêlait bien à l'exclamation un peu d'ironie, mais en même temps qu'elle illustrait cette exaltation du « patriotisme, » entendez de la conviction républicaine particulière aux provinces de l'Est, elle n'en montrait pas moins que le gouvernement avait à compter maintenant, non plus seulement avec une poignée d'agitateurs de grandes villes, mais aussi avec les forces vraiment populaires.

Ce résultat c'était la propagande par l'*Association* qui l'avait amené, mais la propagande par la *Presse*, en atteignant un plus grand nombre de citoyens y avait aussi puissamment contribué.

CHAPITRE V

LA PRESSE; L'ENQUÊTE DE 1833

C'est devenu un lieu commun que de retracer l'essor de la presse au lendemain des journées de Juillet. Qui n'a présent à l'esprit le brillant tableau qu'Alfred Nettement, dans son histoire de la littérature a brossé, « de ce temps où tout le monde devient journaliste? » « L'évêque, dit-il, le grand seigneur, le magistrat, le militaire, le savant, l'ancien pair de France, l'ancien député, l'étudiant sortant des bancs de l'école, tous étendaient la main pour saisir le levier de la presse périodique, alors si puissant. C'est une tribune si commode et si retentissante qu'un journal!... Le livre est froid et lent comme un monologue débité en vue d'un spectateur absent. Dans le journal, au contraire, l'effet suit l'action. Cette idée, que vous jetez sur le papier, elle fera demain le tour de la France.... Il se forme des liens secrets entre (le journaliste) et des amis inconnus qu'il n'a jamais vus, qu'il ne verra jamais, mais dont sa pensée est l'aliment, auxquels il communique ses sentiments¹. »

Dans ce grand mouvement des idées, les républicains ne sont pas restés en arrière. Pour ce combat pacifique, ils étaient peut-être mieux placés que quiconque de ceux qui

1. A. Nettement, *Histoire de la littérature sous le gouvernement de Juillet*, t. I, p. 241.

avaient reçu le coup de soleil de Juillet. « Ceux, qui en quelques jours, venaient de renverser une dynastie vieille de plusieurs siècles, et d'en improviser une autre, étaient comme étourdis par le vertige de cette ruine et grisés par l'orgueil de cette création. Tout leur paraissait avoir été détruit ou remplacé, ou devoir l'être. Aucune nouveauté n'était jugée impossible. On eût dit une immense chaudière où les idées de toutes sortes, les chimères, les sophismes, les croyances, les passions, étaient jetés pêle-mêle, bouillonnaient et fermentaient; et chacun se flattait d'en voir sortir, non plus seulement une Charte révisée, mais un monde intellectuel et moral, purifié, rajeuni, transformé dont l'ère daterait des barricades de 1830¹. » Aussi, toute une pléiade de journalistes se leva-t-elle parmi les républicains pour défendre l'idéal nouveau et marcher à la tête du monde régénéré. Il faudrait les citer tous; si l'on devait tenir compte de la sincérité des opinions et même du talent que donne souvent la ferveur des convictions. Mais quelques-uns méritent d'être à la place d'honneur.

C'est Armand Carrel dont chacun aimait l'humeur fière et un peu hautaine, la polémique vigoureuse, la dignité de caractère, la témérité intrépide et même la susceptibilité ombrageuse. Il tenait sa plume comme une épée, mais cet homme qu'on a nommé le *Junius* de la presse française, cet homme au profil marqué et comme emporté dans l'acier, savait aussi séduire par une politesse simple et une grâce sobre qui tirait tout son prix de la force qu'elle dissimulait. Lui-même s'est parfaitement dépeint quand il écrivait à Sainte-Beuve qui avait parlé de lui dans la *Revue des Deux Mondes* : « Je vous sais un gré infini d'avoir deviné et si bien exprimé ma double prétention d'être un homme politique,

1. Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, I, p. 206.

et un journaliste de quelque influence, sans être un homme de lettres, ni savant, ni historien breveté, ni quoi que ce soit qui tienne à quelque chose. Vous avez fait de moi une espèce de partisan littéraire, faisant la guerre en conscience pour le compte de ses opinions qui se trouvent être celles du grand nombre, sans prendre ni recevoir de mot d'ordre d'aucune autorité organisée, ennemi du pouvoir sans engagement avec l'opposition légale, ni même avec les affiliations populaires¹. »

C'est Armand Marrast le « marquis de la Révolution, » esprit fin et pénétrant, doué d'une rare puissance d'à-propos et d'une vaste mémoire, possédant des connaissances étendues et pouvant au besoin s'approprier celles des autres par une faculté merveilleuse d'assimilation, écrivant et pensant avec une égale rapidité. Redoutable par le raisonnement, plus redoutable encore, peut-être, par la raillerie, enfin, donnant à son expression la chaleur et l'éclat d'une imagination méridionale, Marrast avait toutes les qualités d'un journaliste né². Violent jusqu'à l'injustice dans ses polémiques, cet homme savait aussi en prendre les responsabilités; il signait son article même quand la signature n'était pas obligatoire.

Enfin, comment ne pas citer Cormenin qui, sous le pseudonyme de *Timon* faisait au gouvernement de Juillet une guerre de pamphlets sans égale et qui connut, à cette époque où le livre était peu répandu, des tirages fantastiques.

Tels furent, pour ainsi dire, les entraîneurs de la presse républicaine. Dans la période de 1832 à 1834, s'ils appa-

1. Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, VI, p. 127 (3^e éd.). A. Carrel, *Œuvres*, I (Notice biographique, de Littré). Cf. Avenel, *Histoire de la presse française au XIX^e siècle*.

2. Cf. Ambert, *Profilis républicains* et Ph. Audebrand, *Nos révolutionnaires*.

raissent toujours au premier plan, ils sont, en quelque sorte, noyés dans la masse des militants qui tous s'exercent à la polémique. Chaque républicain cache un journaliste. Mais cette fois, au lieu de francs-tireurs, éparpillés çà et là en tirailleurs, c'est comme une immense armée embrigadée, organisée et qui, lourde machine industrielle, marche comme un bélier à l'assaut d'une monarchie périmée dès sa naissance.

En effet, pour les journaux, comme pour les associations, les républicains avaient compris la nécessité de la propagande dans les départements et d'une action conjuguée de Paris et de la France entière. L'idée, à vrai dire, était dans l'air. On remarque, vers 1832, la création d'un « office-correspondance, » destiné à se consacrer au triomphe de la presse départementale. Deux hommes, un certain Bresson, auteur d'ouvrages scientifiques, et un certain Bourgoin, qui s'étaient rendu compte des difficultés présentées par la mise en train d'un journal local, voulurent établir un centre commun d'action pour propager les moyens de réussite dans toute la France. Ce centre, c'était l'office-correspondance, qui déterminait le choix des rédacteurs, envoyait les modèles pour la rédaction des actes de société, favorisait l'échange des feuilles et fournissait même de la copie. Bien entendu, Bresson et Bourgoin se proposaient un but purement commercial; les républicains n'y trouvaient aucun profit pour leur propagande. Mais ils surent exploiter l'idée¹. C'est, en quelque sorte, à créer un office-correspondance républicain pour les départements que vont s'appliquer les associations populaires entre 1832 et 1834, et particulièrement l'*Association pour la liberté de la presse*.

Ici, encore, dans le développement de la presse locale

1. Bresson et Bourgoin, *Rapport sur la presse périodique départementale*.

comme dans celui des associations départementales, c'est Cormenin qui fut le véritable promoteur. Personne ne formula plus clairement que lui ce que chacun sentait obscurément au fond de soi sans cependant s'en rendre un compte bien exact. Dans sa lettre du 10 septembre 1832 à Marchais, écrite « du fond de sa solitude, » c'est-à-dire de Montargis, il exposait « l'état misérable et croulant de la presse départementale, » et il montrait les services immenses qu'elle pouvait rendre à la cause républicaine sans que rien fût capable de la suppléer dans cet office. « Les journaux de département, disait-il, arrivent aux citoyens que la presse de Paris, trop chère pour eux, ne peut atteindre. Ces journaux qui connaissent, mieux que nous, les intérêts, les habitudes, l'esprit, les besoins et les préjugés de chaque localité, savent par quels moyens il faut réveiller ou soutenir les libéraux de province. Ils leur parlent une langue, un patois patriotique si je puis dire ainsi, que nous ne savons pas. Le bureau du journal est l'écho des plaintes de chaque victime de l'arbitraire. Il est le formulaire des élections de toute espèce; il est l'asile où les sociétés populaires trouvent des avocats et des vengeurs; il est le foyer d'où sortent des inspirations collectives. Il est le rendez-vous habituel, où, lorsqu'il faut rédiger une adresse, faire une protestation, mener à bout et vivement une résolution énergique et commune, chacun vient prendre le mot d'ordre. Il est le lien, la voix, l'organe, la puissance exécutive, le siège du gouvernement de tous les libéraux du pays. Où il n'existe pas de journal, il n'y a pas, à proprement parler, d'opinion, une opinion qui ait un corps et du mouvement. Où le journal tourne, l'opinion s'amollit. Où le journal se soutient, l'opinion vit, s'agglomère et marche. » « Si nous laissions périr la presse, concluait-il, nous serions plus que des lâches, nous serions des insensés. Des gémissements, des palliatifs,

des demi-remèdes ne sauveront pas la presse départementale; il faut exciter le zèle des associations locales, faire un appel extraordinaire à nos amis, et diriger toutes nos ressources de ce côté-là. Ne croyez-vous pas que cela vaille la peine de se faire un rapport véridique et complet sur l'état actuel de la presse patriote dans les départements? Ce rapport serait la base de vos résolutions ultérieures¹. »

Cormenin fut écouté. En août 1833, le comité central de l'Association de la presse lança une circulaire à toutes les associations locales². Dans cette circulaire, il exprimait le désir que sa correspondance avec les associations contribuât à donner plus d'ensemble à l'action de la presse patriote, non qu'il voulût la soumettre à une discipline et s'en arroger la direction, ce qui serait contraire à ses principes de liberté, mais parce qu'il était des cas où il importe à l'intérêt public « que la presse agisse simultanément et d'une manière plus ou moins analogue sur l'opinion. » Le Comité se croyait donc particulièrement bien placé pour signaler dans les départements les questions et les circonstances où l'accord de la presse serait particulièrement désirable. En revanche, il désirait recueillir, par le même chemin, « les faits, les notions, les conseils propres... à fournir l'aperçu de ce que réclamerait la généralité d'un intérêt, d'une opinion. » Ainsi, il résulterait, de cette sorte d'enquête, « une certitude, une force qui retourneraient à chacun des organes de l'opinion populaire, et profiteraient à tous les intérêts. »

Pour commencer, le comité se proposait d'appliquer la deuxième partie de son programme. Deux questions lui paraissaient primordiales : celle de l'impôt et celle de la presse. En ce qui concerne cette dernière notamment, et

1. Affaire d'avril 1834. *Réquisitoire du Procureur général*, Annexe n° 1 et Girod, IV, Annexe n° 12.

2. Girod, IV, Annexe n° 13; et AN. CC 612, registre 1, p. 14.

pour se rendre compte de son état, de ses ressources et de la portée de son action, le comité central joignait à sa circulaire un questionnaire minutieux. Elle y était considérée de deux points de vue : 1^o Moyens matériels et procédés qui concourent à la création et à la fabrication des produits; 2^o Action exercée sur les diverses classes de la population, et réaction reçue des dispositions du public. Sous le premier chef, se trouvaient rangées les questions relatives aux imprimeurs, aux brevets, aux libraires, au service des postes, aux annonces, au colportage, aux bibliothèques et aux cercles; sous le second, celles qui concernaient le tirage, la répartition entre la ville et la campagne, les publications de prédilection, les almanachs, les préjugés des localités, la concurrence des autres partis, etc.

Il y eut peu de réponses à ce questionnaire. Seules semblent avoir envoyé la leur les associations de Saint-Amand, de Montargis, de Montauban, d'Estagel, de Bourg, de Lyon, de Rennes¹. Mais ces réponses sont tellement semblables, viennent de régions si diverses et de villes si différentes qu'il est permis d'en tirer des « inductions » assez « générales » et de se rendre un compte suffisamment exact de la presse départementale républicaine au début de 1833, des réalisations effectuées, des possibilités offertes, et des nécessités exigées².

L'enquête montra d'abord clairement la situation matérielle des journaux républicains en province. Des régions entières se trouvaient totalement dépourvues d'imprimeurs dévoués. L'Ain par exemple, qui possédait quatre imprimeurs, dont deux au chef-lieu, les comptait tous au service

1. Dijon, Reims, Nîmes répondirent également, mais en s'attachant surtout à la question des impôts (AN. CC 612, registre 1, p. 19).

2. « Les réponses faites sont tellement uniformes que l'on peut, sans témérité, tirer des inductions générales qui s'appliqueraient à la pluralité des départements. » (AN. CC 613, II, p. 233.)

de l'autorité¹. Des quatre imprimeurs bretons de Rennes, deux imprimaient, l'un, *L'Auxiliaire breton* journal gouvernemental, l'autre *La Gazette de Bretagne*, légitimiste; les deux autres, sans influence, ne paraissaient point disposés à prêter leurs presses aux républicains². Ailleurs, le parti dispose de quelques imprimeries, mais la proportion en est faible par rapport aux partis adverses. Dans le Tarn-et-Garonne, il y en a trois³. Une seule est indépendante, mais rien ne permet d'affirmer qu'elle soit favorable aux républicains. Dans le Centre, Montargis n'a qu'une imprimerie⁴; elle est légitimiste. Les villes de Bourges et de Saint-Amand ont, la première, trois imprimeurs, la seconde un; sur ces quatre, un seul est patriote, deux, légitimistes et un, « justemilieu⁵. » Lyon, elle-même, la grande cité républicaine, ne peut compter que sur deux imprimeurs dévoués, Boitel et Perret⁶. Partout ailleurs où existent des imprimeries républicaines, leur rendement est très faible. Presque toutes, en effet, marchent à l'ancienne méthode. Nulle part on ne trouve encore de presse mécanique⁷.

Cette situation serait acceptable, à la grande rigueur, s'il était possible de créer à volonté des imprimeries nouvelles. Malheureusement le monopole est la grande entrave. Les préfets accordent ou refusent les brevets, suivant leur bon plaisir. Dans l'Ain, par exemple, à la fin de 1832, le Préfet a d'abord accordé, puis refusé un brevet⁸. Aussi, les républicains sont-ils obligés d'avoir recours à des presses étran-

1. AN. CC 613, liasse 2, p. 235.

2. AN. CC 613, I, 55.

3. AN. CC 613, II, 219. Deux à Montauban, une à Moissac.

4. AN. CC 613, II, 232.

5. AN. CC 613, II, p. 234.

6. AN. CC 613, I, p. 227.

7. AN. CC 613, II, p. 219, 232 et 235, etc.

8. AN. CC 613, II, p. 235.

gères dont les propriétaires ne sont pas toujours accommodants. Ainsi, à Montargis, on n'a pu fonder un journal parce que les prétentions exagérées de l'imprimeur équivalaient, en somme, à un refus formel¹.

Si les moyens de création sont très insuffisants, les moyens de diffusion laissent également beaucoup à désirer.

Transports, librairies, bibliothèques ou cercles, tout est défectueux. Le service des postes, d'abord, marche très mal en général. S'il est à peu près régulier à Montauban², par contre à Montargis, il est « horriblement » fait³; les journaux républicains sont distribués avec la plus grande négligence. Il n'est pas de jour où l'on ne voie un ou plusieurs numéros détournés ou perdus. Même situation dans le Cher, en particulier dans les communes rurales, où *Le Bon Sens* n'arrive que très rarement et d'où les plaintes affluent. Autour de Bourg, dans les campagnes, le service se fait avec « difficulté et lenteur; » les facteurs ne sont ni assez nombreux ni suffisamment rétribués⁴.

Sans doute le colportage pourrait remédier, dans une certaine mesure, à cet état de choses, mais, si on l'utilise à Montauban où la police ferme les yeux, et dans quelques rares localités⁵, ailleurs il n'est pas en usage. Saint-Amand ne voit guère, notamment, de crieurs publics que pour les chansons, et fort rarement. Le colportage ne s'y pratique

1. AN. CC 613, II, 232.

On enregistra des refus d'imprimeurs à Rennes, à Toulouse, à Perpignan, à Beauvais, à Auxerre. L'impossibilité d'obtenir de nouveaux brevets y empêcha « la publication de simples écrits ou de feuilles périodiques » (AN. CC 612, registre 1, p. 19. PV. de l'assemblée centrale des délégués : Adresse aux associations des départements).

2. AN. CC 613, II, 219.

3. AN. CC 613, II, 232.

4. AN. CC 613, II, 235.

5. AN. CC 613, II, 219.

guère que pour les ouvrages tombés dans le domaine public et laissés pour compte par les magasins. L'Ain et le Loiret l'ignorent totalement¹.

Les républicains ne peuvent compter sur les librairies, qui n'offrent, à cette époque, qu'un métier peu lucratif, et fort arriéré. Montauban possède trois libraires², Montargis, deux³. Aucun n'est républicain. Ils sont d'opinion indépendante, il est vrai, mais, malgré tout, leur plus grand commerce est celui des livres d'église. A Saint-Amand, il y a trois librairies, mais elles vivent à peine en joignant au trafic des livres, la reliure et les fournitures de bureau. Elles aussi sont indépendantes du Pouvoir, mais, en fait, elle dépendent « des personnes qu'elles désignent sous le nom de *pratiques* », et leurs titulaires cherchent naturellement, chacun de leur côté, à plaire aux clients qui se fournissent chez eux⁴.

Au demeurant, on ne lit guère en province. Les cercles et les bibliothèques sont rares. A Montauban, on trouve plusieurs « salons. » Mais ils ne contiennent guère que quelques journaux. La ville ne possède qu'un cabinet de lecture qui reçoive des brochures en dehors des journaux⁵. Montargis a une bibliothèque publique et un cercle en ville. On peut y lire des journaux de toutes nuances, quelques rares brochures politiques; les journaux patriotes grands ou petits n'y sont que dans la proportion du quart⁶. Le département de l'Ain, un peu mieux pourvu, compte six cercles dont deux au chef-lieu. Malheureusement ils ne

1. AN. CC 613, II, 234, 235 et 232.

2. AN. CC 613, II, 219.

3. *Id.*, 232.

4. AN. CC 613, II, 234.

5. AN. CC 613, II, 219.

6. *Id.*, 232.

renferment, eux aussi, que des journaux. A Bourg, il est vrai, deux cabinets de lecture viennent de se monter. Si on y trouve quelques brochures nouvelles, on y rencontre encore davantage de vieux romans démodés¹. A Saint-Amand enfin, sur les deux cercles, un seul est républicain. Il y a bien encore trois organisations improprement appelées cabinets de lecture, mais ce sont plutôt des libraires qui louent des livres en ville. Ils se fournissent des ouvrages et des brochures que leur demandent leurs abonnés, mais ils ne tiennent pas les journaux qui se lisent au café².

Ainsi, nulle part n'existent de bibliothèques bien organisées. Pourtant les villes sont privilégiées, au regard des campagnes qui se trouvent totalement dépourvues de ce genre d'organisations et où on n'a même pas essayé de les introduire. En beaucoup d'endroits même, on a dû renoncer aux lectures communes qui rencontraient « beaucoup de difficultés et encore plus d'indifférence³. »

Au total le résultat est maigre : qu'il s'agisse de presse périodique ou de presse non périodique, le parti républicain fait une triste figure dans les départements. C'est la presse non périodique qui tient le record de la nullité, soit qu'elle laisse la place aux publications légitimistes et gouvernementales, soit qu'elle cède le pas aux publications vulgaires et sans caractère politique. On n'imagine pas, d'abord, les ravages que font les écrits de l'opposition. Si en certains endroits, comme à Montargis, comme à Saint-Amand,

1. AN. CC 613, II, 235.

2. AN. CC 613, II, 234.

3. Pour tout ce qui va suivre, voir les rapports se rapportant respectivement à chaque ville ou département, et contenus dans la série CC 613, liasse 1, p. 110 pour Estagel; liasse 1, p. 227 pour Lyon; liasse 1, p. 209 pour Besançon; liasse 1, p. 216 pour Avignon; liasse 2, p. 219 pour Montauban; liasse 2, p. 232 pour Montargis; liasse 2, p. 234 pour Saint-Amand; liasse 2, p. 235 pour Bourg.

comme à Bourg, l'action des brochures légitimistes est quasi nulle parce que, dans ces villes, les carlistes ne « savent pas écrire, » il n'en est pas de même dans l'Ouest et le Midi, où les publications des partisans des Bourbons « circulent facilement et échauffent les esprits. » Quant aux productions gouvernementales, elles ont encore plus de succès. A Montauban, on les trouve à foison. Dans le Cher, la préfecture fait adresser gratis le *Journal du Cher* aux électeurs qu'elle considère comme flottants. Le Pouvoir y propage également, auprès de tous les maires qui le désirent, le *Journal de Paris*, au prix réduit de 40 francs par an. Il n'est pas un seul discours de Joubert, enfin, qui n'y ait été adressé aux électeurs ou aux fonctionnaires publics. A Bourg, le gouvernement envoie ses imprimés principalement à l'époque des élections, pour recommander ses créatures, pour dénigrer et calomnier les candidats patriotes. C'est le même procédé qui a été employé pour les diverses élections de Cormenin, que le gouvernement a combattu à coups de pamphlets envoyés par la poste ou répandus de la main à la main.

A côté de ces écrits tendancieux, les almanachs les plus vulgaires sont les plus lus, surtout dans les campagnes. Tel est le cas par exemple pour Montargis ou Saint-Amand, où est en grande faveur le « ridicule *Almanach de Liège*, » celui des *Connaissances utiles* étant trop cher, trop volumineux et ses caractères trop serrés et trop fins. Tel est, aussi, le cas de Bourg, où *Le Messager Boîteux* contribue à propager et à entretenir les erreurs les plus grossières et les superstitions les plus absurdes.

Or, de l'avis des patriotes des départements, c'est à coup d'almanachs qu'il conviendrait précisément d'attaquer les populations des campagnes. Sur ce point, les associations dont nous avons le rapport, sont unanimes. Montargis

pense qu'il n'y a aucune population plus susceptible que celle du Loiret d'être influencée par eux. L'auteur du meilleur almanach, dit son compte rendu, mériterait une récompense nationale. L'Association de Saint-Amand exprime les mêmes desiderata. Il faut, dit-elle, des almanachs à bas prix, parce que c'est « le seul livre des neuf dixièmes de la population lisante et écoutante. » Il est absolument indispensable, continue-t-elle, de supplanter l'almanach des *Connaissances utiles* qui n'a encore aucune couleur politique, mais il serait désirable, dans un almanach républicain, d'indiquer le tableau des foires du département, à l'exemple du *Mathieu Lemberg* qui renferme, par ailleurs, tant de sottises. On pourrait même réserver quelques planches de livres pour y relater des actes de courage et de vertus civiques tirés des almanachs révolutionnaires; ces exemples se graveraient profondément dans la mémoire du peuple, surtout dans celle des jeunes gens. Ces almanachs républicains, au fond, devraient être d'allure inoffensive¹. Ils ne suffiraient donc pas. Il faudrait leur adjoindre des publications détachées, d'un intérêt d'actualité, et d'un style à la portée de toutes les intelligences. Jusqu'à présent, en effet, on n'a guère connu, dans la province, que les brochures de *Aide-toi*. Mais le profit qu'on en a retiré prouve bien

1. Déjà, le 1^{er} janvier 1833, le président du comité de Saint-Amand réclamait la propagation, dans le peuple, « des opuscules moraux et philosophiques qui ont dessillé les yeux de la bourgeoisie. » Il lui faut, ajoutait-il, un autre catéchisme que celui de l'évêque.... Ce catéchisme existe, épars, dans les écrits de nos philosophes et de nos publicistes..., il ne s'agit que de faire un choix convenable.... On pourrait prendre, par exemple, « une grande partie de la loi naturelle de Volney, un peu de Rousseau, du Voltaire, du Mably, et faire précéder le tout de l'immortelle déclaration des Droits de l'homme; » on en ferait un volume in-12 que l'on répandrait à 40 ou 50 centimes.

D'avance l'association de Saint-Amand s'inscrivait pour 300 exemplaires au moins (AN. CC 613, I, p. 139).

l'intérêt qu'il y aurait à les multiplier. Et, seul, Paris pourrait les fournir à des prix raisonnables « parce que les routes principales qui partent toutes de Paris, et les voitures publiques qui les parcourent avec tant de célérité, lui assurent des moyens de transport plus faciles, et un débit plus certain. »

En résumé jusqu'à l'année 1833, la presse non périodique républicaine ne compte pas en province. Pas de possibilité matérielle de créer et de diffuser! On peut même ajouter : pas de possibilité morale, parce que, à part quelques exceptions, Paris a, jusqu'alors, accaparé tous les écrivains, et que « les instruments de publication devaient fatalement se trouver réunis auprès de ceux qui les mettaient en œuvre. » Il fallait donc, aux yeux des républicains, que la fondation des journaux locaux devînt plus active et qu'elle attirât en province quelques publicistes. Tel était, pour eux, le seul moyen de développer la presse non périodique. Ils en donnaient d'ailleurs une illustration frappante en faisant remarquer que l'Allier, depuis la fondation du *Patriote*, pour la première fois, venait d'envoyer le produit de sa presse politique.

Ceci revenait à dire, en définitive, que la tâche la plus urgente était la création ou le développement de la presse périodique locale. Sans doute, déjà, les journaux de Paris parvenaient dans les départements, mais en nombre très restreint, pour des raisons faciles à comprendre. Leur prix élevé n'en permettait pas l'accès aux bourses modestes. En outre, le service en était, la plupart du temps, mal fait. Enfin, trop généraux, ils n'intéressaient pas assez les petites localités¹. *La Tribune*, notamment, avait très peu de lec-

1. C'est ce qu'exprimait clairement l'association de Bourg : « La presse parisienne exerce sans doute une grande influence, disait-elle, mais générale, sur l'esprit public de ce département, comme de tous

teurs hors de la capitale. On ne comptait que quelques rares abonnements au *Républicain*. Certes, *Le Bon Sens* se flattait de posséder une nombreuse clientèle, surtout dans les campagnes. Mais on s'en plaignait vivement. Montargis trouvait qu'il n'avait pas rendu tous les services qu'on était en droit d'attendre de lui; Bourg qu'il ne correspondait pas aux besoins du pays, Saint-Amand que sa rédaction laissait à désirer. Et les localités n'étaient pas rares, où on l'avait remplacé, dès ce moment, par un journal « plus élémentaire et plus tranché » *L'Utile* de la Moselle.

Plus encore que la brochure non périodique, en effet, le journal proprement dit, paraissant à date fixe nécessitait, pour faire œuvre utile, pour ne pas heurter les convictions, mais pour les amener doucement à l'idée républicaine encore un peu hardie et effrayante au jugement des esprits modérés, une adaptation complète aux divers caractères régionaux et locaux. C'est ce qu'exposaient, clairement et en détail, les réponses à l'enquête du Comité central de l'*Association pour la liberté de la presse*. Les préjugés, les besoins, les sentiments des différentes populations de France ne coïncidaient pas toujours. Ainsi l'association de Montauban demandait que les croyances religieuses fussent sévèrement respectées, qu'on répandît l'amour de l'égalité, qui était « le sentiment dominant, » qu'on attaquât surtout « l'aristocratie triviale et pédante du Juste-Milieu, mille fois plus abhorrée que celle des anciens nobles, » que l'on s'acharnât à réclamer la suppression ou la modification des droits réunis. Pareillement, à Montargis, on faisait observer que

les autres.... Mais elle ne traite pas (et on comprend qu'elle ne peut le faire) des matières des localités et des spécialités; un journal patriote particulier à ce département, où une colonne, dans un autre journal d'un département voisin, comme *Le Précurseur*, paraissent indispensables au comité.... » (AN. CC 613; II, 235.)

le Loiret comptait beaucoup d'esprits arriérés pour lesquels subsistaient de vieux préjugés, comme de « sonner pendant l'orage, d'aller au devin, de croire à la guérison par les images. » Il fallait « tourner ces croyances, au lieu de rompre en visière avec elle, » puis promettre l'extension des droits politiques, le dégrèvement de l'impôt, surtout de l'impôt indirect, répandre que la loi agraire était un mensonge, et le retour aux échafauds révolutionnaires, une impossibilité. D'autres populations, au contraire, celles de l'Ain par exemple, n'avaient ni préjugé politique, ni préjugé religieux, parce que « le carlisme et le jésuitisme » s'y trouvaient en minorité. Mais ce qui pouvait toucher le plus les habitants de cette région frontière, c'était l'indépendance et l'honneur national « froissés » par le système du Juste-Milieu. Aussi devait-on réclamer pour eux la réunion de la Savoie avec laquelle ils fraternisaient volontiers, et qui, au surplus, offrait un bon débouché pour leur commerce, et par suite l'abolition des douanes entre les deux territoires voisins. Bourg voulait encore la suppression de l'impôt sur les boissons et sur le sel, une répartition plus juste de l'impôt direct, et cela pour des raisons particulières au pays. En effet, la majeure partie du territoire divisé déjà en petites propriétés, tendait chaque jour à se morceler davantage. Les petits propriétaires, presque tous des ouvriers ou des cultivateurs, attachaient le plus grand prix à la conservation et à l'amélioration de leur fonds doublement payé par leur bourse et par leur travail. C'est pourquoi il était de toute nécessité de trouver un moyen de diminuer l'impôt, soit par une meilleure administration, soit en augmentant ceux de la grande propriété, soit en frappant les rentiers de l'État. De leur côté, enfin, la Bretagne et le Midi protestaient surtout contre les restes de féodalité qui les accablaient. Mais nulle part, mieux que dans la

réponse de la petite ville de Saint-Amand, n'apparaissait cette nécessité, pour un journal républicain, s'il voulait vivre, de se modeler sur les esprits de l'endroit. A Saint-Amand, disait le comité de l'association, on n'est pas dévot, et on ne tient pas à certains préjugés catholiques romains. On ne demande même qu'à les fronder. Mais encore faut-il y apporter de la mesure, de l'adresse, de la retenue et ne pas les choquer trop vivement, car le peuple est peuple avant tout et l'Église romaine a tellement su tirer parti du penchant naturel du peuple pour tout ce qui frappe les yeux et l'imagination, tellement approprié quelques-unes de ses cérémonies aux petites passions d'une société dans l'enfance que, si elle ne règne pas sur les classes instruites, elle conserve au moins une certaine influence sur les autres. Un exemple est particulièrement frappant. Les artisans, pour la plupart, détestent les prêtres, mais ils ne manquent pas de célébrer la fête du saint qui les protège. De leur côté, les paysans, qui ne portent pas beaucoup de respect à leur desservant, n'oublient jamais d'offrir le pain bénit, suivant l'usage. Et même, si la sécheresse survient, ils demandent des prières au curé pour avoir de la pluie. Dans plusieurs communes de l'arrondissement, les gardes nationaux, qui ne croient pas, entrent dans l'église, lors des cérémonies publiques, et beaucoup de grenadiers et de voltigeurs ne sont pas fâchés d'étaler dans le lieu saint leur prestance militaire. Il est donc nécessaire d'aller prudemment dans la lutte contre l'Église, surtout à cause des femmes, « entièrement entre les mains des vieilles dévotes. » Comment faire, se demandent les républicains de Saint-Amand? Choisir parmi les écrits des philosophes du XVIII^e siècle et répandre à profusion les opuscules moraux et philosophiques qui ont opéré, il y a cinquante ans, une révolution complète dans les idées de la bourgeoisie. Le moment est venu de faire

maintenant cette révolution chez les artisans et les petits commerçants qui ont pris la place des bourgeois.

Outre le préjugé clérical, il en est d'autres à ménager à Saint-Amand. On peut fronder en toute assurance la caste nobiliaire, la légitimité ou la quasi-légitimité, mais il existe un sentiment qui exige les plus grands ménagements, c'est celui de la gloire militaire. Le Cher a le plus grand attachement pour tout ce qui rappelle Bonaparte. Il faut donc parler du Génie de l'Empereur, mais en faisant ressortir avec adresse tous les attentats que son gouvernement a commis contre les libertés publiques.

Les préjugés ménagés, restent les intérêts à défendre! Que demande-t-on dans le Centre? L'abolition des droits réunis. Mais on ne s'en fait qu'une idée très vague. Il est donc besoin de descendre dans les détails les plus minutieux, de montrer aux masses par des calculs simples, combien chaque famille de prolétaires paie à l'État. Encore, à Saint-Amand, ne doit-on pas trop insister sur les impôts indirects, mais attaquer surtout l'impôt direct. Peu de familles qui ne soient pas inscrites au rôle des contributions directes! C'est pourquoi « on entend presque autant crier contre ces derniers que contre la rapacité de la régie. »

Les résultats de l'enquête de 1833 confirmaient ainsi pleinement, expérimentalement, les vues exprimées par Cormenin dans sa lettre de 1832. Les républicains, certes, n'avaient pas attendu les réponses des comités locaux pour agir. Depuis longtemps les associations soutenaient la presse en contribuant au paiement des amendes qui s'abattaient en avalanche sur les journaux d'opposition. Ce sont elles qui payent une grosse part de l'amende de 12 000 francs, infligée à *La Tribune* en septembre 1832, de celle de 6 000 francs qui tombe sur le même journal deux mois plus

tard¹. Quelque temps après le comité central des associations de presse souscrit encore 500 francs à une nouvelle amende du journal de Marrast², 200 francs pour *Le Corsaire*³ et lance un appel aux départements pour couvrir l'amende absurde du *Charivari*⁴. Indépendamment des secours qui lui viennent des comités locaux, la presse départementale, elle aussi, en reçoit de Paris. L'association centrale envoie 200 francs à *La Glaneuse*, 200 francs au *Précurseur*⁵, attribue un secours au *Progressif de l'Aube*⁶. Elle aide également les auteurs de brochures. On la voit accorder 100 francs à Destigny malade⁷, l'auteur de la *Némésis incorruptible*, 50 francs à Laponneraye, 30 francs à Parfait⁸, 100 francs par mois aux détenus pour délits de presse à Sainte-Pélagie⁹, etc. Le 6 avril 1834 l'Association pour la liberté de la presse vote encore 1 000 francs pour sa part dans l'amende de 6 600 francs que vient d'encourir le *Courrier de la Moselle* et que doivent achever de payer les associations locales¹⁰. Mais, depuis le début de 1833, le paiement des amendes n'est plus la préoccupation princi-

1. AN. CC 612, registre 1, p. 5, 6, 8, 10, 18. Toutefois le comité central de l'Association en faveur de la presse refusa de donner une subvention périodique.

2. AN. CC 612, registre 1, p. 19.

3. *Réquisitoire*, Annexe n° 1, p. 16, 17 et 18.

4. *Réquisitoire*, Annexe n° 1, p. 15.

5. AN. CC 613, registre 1, p. 19. Procès-verbaux de l'assemblée centrale des délégués, septembre 1833. Rapport semestriel du comité, et séance du 10 septembre 1833.

6. *Réquisitoire*, Annexe n° 1, p. 38.

7. AN. CC 612, registre 4, PV. des séances du comité (séances du 7 août et 9 octobre 1833).

8. AN. CC 612, registre 4, PV. des séances du Comité central (1^{re} séance de juillet).

9. *Réquisitoire*, Annexe n° 1, p. 49.

10. AN. CC 612, registre 4, PV. des séances du comité central, 4 et 6 avril.

pale des associations. « Tout en reconnaissant l'efficacité du paiement des amendes encourues par les journaux patriotes, dit le comité de l'*Association parisienne pour la liberté de la presse*, en février 1833, nous avons jugé que nos efforts ne devaient pas tendre à ce seul résultat qui ne répond pas à tous les besoins... et se trouve trop restreint dans l'état des progrès des associations. Ainsi, sans y renoncer, nous n'entendons appliquer, dans tous les cas, qu'une partie du fonds commun à cet emploi, réservant l'autre pour la propagation dans les départements des journaux écrits dont le comité central aura jugé la publication utile. Ce fonds pourra encore être employé à fonder ou soutenir les journaux et autres entreprises qui se formeraient dans le but de défendre les droits de tous, quel que soit le lieu de leur établissement¹. »

L'enquête de 1833 ne fit qu'affermir les républicains dans cette résolution. Elle les stimula, orienta leur propagande dans un sens plus précis et plus efficace, et amena un développement considérable de la presse non périodique et périodique.

1. AN. CC 612, registre 1, p. 11.

CHAPITRE VI

GÉOGRAPHIE DE LA PRESSE RÉPUBLICAINE

Toutes les associations voulurent participer au développement et à la prospérité des journaux républicains. Mais, dans cette noble émulation, la part principale revient à l'*Association pour la liberté de la presse*. Le 1^{er} mai 1833, son comité central prend 4 000 exemplaires des *lettres de démission de Thouvenet et de de Mornay*¹. Le 15 mai, il décide d'envoyer, à chaque association, deux exemplaires de la *Révolution* de Cabet, et souscrit la somme nécessaire à cet achat². Le 19 juin, il entre, pour moitié avec le comité parisien, dans les dépenses du rapport de Clermont-Tonnerre et des articles de *La Tribune* sur les fortifications de Paris qui se tirent à 6 000 numéros³. En même temps, il prend à son compte 10 000 exemplaires du discours de Bricqueville sur Soult⁴. En juillet, il fait encore imprimer une circulaire de Cavaignac sur les « Bastilles, » et une brochure de Carrel sur le même sujet, avec un plan⁵. Puis il vote 60 francs à Pance et à Cabet pour subvenir à des petites publications

1. AN. CC 612, registre 4, *PV. des séances du CC*, 1^{er} mai 1833.

2. *Id.*, 15 mai 1833.

3. *Id.*, 19 juin.

4. *Id.*

5. *Id.*, 1^{re} séance de juillet.

destinées à l'éducation politique du peuple¹, 50 francs pour l'envoi de la brochure d'Achille Roche, le *Manuel du Prolétaire*². Enfin, en octobre, il prend un exemplaire de toutes les brochures publiées par Riom, et 1 000 exemplaires du *Procès de la Tribune*³.

Les tracts et brochures édités entièrement ou en partie, par l'association de la presse étaient surtout des instruments de combat. Les brochures des *Droits de l'homme* au contraire, imprimées chez Mie, aussi paradoxal que cela puisse paraître, étaient, en général, des exposés de doctrine et de programme. C'est le cas pour des publications comme *L'Étranger et le Juste-milieu* de Vignerte, *De l'instruction*, par Napoléon Lebon, *Association des travailleurs* de Marc Dufraisse. *Ce qui est et ce qui sera* de Lhéritier, *De l'Association des ouvriers dans les corps de l'État*, *De l'Égalité*, *De la légitimité des rois et de la souveraineté du peuple*, *De l'éducation nationale*, *Du Gouvernement en général*, *De l'organisation de l'armée*, etc., ces dernières anonymes⁴.

En dehors des grandes associations à but plus étendu, il faut signaler une association spéciale dite *Association de propagande démocratique* constituée pour répandre les écrits destinés à l'amélioration de la condition morale et matérielle du peuple. Elle était dirigée par Roux, Hadot-Desages et Adolphe Rion, et elle fournissait, pour 1 fr. 50, 100 exemplaires de 4 pages in-8 ou de 16 pages in-32. Elle s'appela aussi *Société du père André*⁵.

1. AN. CC 612, registre IV, PV. des séances, 3 juillet.

2. *Id.*, 17 juillet.

3. *Id.*, 2 octobre 1833.

4. *Réquisitoire*, p. 97, et Girod, IV, 3^e série, p. 431 et suiv.

5. *La Tribune*, 23 août 1833; Girod, IV, 2^e série, n^o 21; Gisquet, *Mémoires*, III, p. 161 et 162.

Suivant Gisquet, la *Société du Père André* se joignit à l'administration du *Populaire* lors de l'adoption de la loi sur les crieurs.

Enfin on ne saurait passer sous silence le centre de publications formé autour du *Populaire* et de Cabet, qui, sous le titre général de « Publications du *Populaire* », imprima et lança une série de brochures à bon marché dans toute la France. En voici quelques-unes : *Nécessité de populariser les journaux républicains*, *Procès du propagateur du Pas-de-Calais*, *Procès du Patriote de la Côte-d'Or*, *Arrestation illégale des Crieurs publics du Populaire*, *La République du Populaire*, *Réponse d'un républicain aux calomnies des pamphlétaires*, *Moyens d'améliorer l'état déplorable des ouvriers*, etc. 14 de ces publications furent répandues dans la seconde moitié de l'année 1833¹.

Toutes ces brochures, vendues ou données gratuitement, s'en allaient par ballots dans les centres départementaux, où les associations locales les distribuaient. Mais bientôt, celles-ci furent à même, en beaucoup d'endroits, d'éditer à leurs frais le produit de leurs propres écrivains. A Lyon, par exemple, les *Droits de l'homme* firent réimprimer le *Manifeste de la Société des Droits de l'homme* de Paris, tirèrent des brochures spéciales comme *De la vénalité du système constitutionnel*, *Au peuple, les Principes de la République*, *Lettre d'un prolétaire sur l'association du progrès*², De son côté *Le Précurseur* et l'association lyonnaise de la presse devinrent les agents actifs de publications républicaines au nombre desquelles on peut citer *Le Précurseur du peuple*, *La Voix du peuple*, *la Liberté de la presse*³, etc. Les associations de Grenoble, à leur tour, furent bientôt assez fortes

1. M. Prudhommeaux, dans *Étienne Cabet et les origines du communisme icarien*, donne la liste complète de ces publications (Bibliographie, p. 11 et 12).

2. *Réquisitoire*, p. 153 et suiv. Girod, IV, nos 66, 67, 68, 70, 72, 73) cite quelques-unes de ces brochures.

3. *Réquisitoire*, p. 159. Une de ces brochures est publiée dans Girod, IV, n° 117 (*Liberté de la presse. Nouvelles de la France et de l'Étranger*).

pour pouvoir réimprimer les *Lettres de Cormenin* et « toutes les choses importantes publiées à Paris¹. » Enfin plusieurs autres associations de moindre envergure purent aussi, dans la mesure de leurs moyens, éditer quelques brochures, par exemple celles de l'Allier².

Il y avait là un sérieux progrès dans la voie des réalisations demandées par l'enquête de 1833. Encore bien insuffisant cependant : les associations ne semblent pas avoir pu mettre sur pied avant 1834 le fameux almanach républicain réclamé à cor et à cri par certains comités locaux³. Il faudra attendre encore plusieurs années pour le rencontrer.

La raison en est, sans doute, que l'effort principal des associations populaires dut se porter d'abord et avant tout sur la presse périodique locale, autrement importante pour la propagande, parce que c'est seulement par elle qu'on pouvait « remédier aux abus d'une centralisation envahissante, en décentralisant en quelque sorte la surveillance et la critique d'injustices et de vexations locales mal jugées de loin et souvent combattues avec indifférence. » Conformément à ces principes et au programme qu'elle s'était tracé dès le début de 1833, l'*Association de la liberté de la presse* s'employa de son mieux à faire naître ou à soutenir les feuilles départementales. Aidée parfois d'autres associations, elle prit des actions aux journaux en formation⁴.

1. *Réquisitoire*, Annexe n° 1, 1^{re} série, p. 35.

2. AN. CC 613, II, 233.

Généralement c'est la fondation du périodique qui entraîne la publication du non périodique. C'est ce qui se passe dans l'Allier.

3. Dans le procès-verbal de la séance du 2 novembre 1833 du comité central permanent des Associations en faveur de la presse, on lit : « Le secrétaire écrira à M. de Cormenin pour le prier de hâter son travail de l'*Almanach républicain* (AN. CC 612, registre 4).

4. Par exemple à l'*Écho du peuple* de Poitiers, au *Vigilant de Seine-et-Oise*, au *Patriote du Puy-de-Dôme*, au *Progrès d'Avignon*, au *Journal*

ou en déconfiture; elle envoya des rédacteurs; elle fonda même, de toutes pièces, des organes républicains¹ : si bien qu'il n'est pas une région de France où, soit directement, soit par l'intermédiaire des comités locaux, soit grâce à l'action de ses délégués, elle n'ait contribué, par quelque côté, au développement de la presse républicaine. Au début de 1834 elle pouvait contempler avec orgueil, presque calquée sur la carte de ses 70 et quelques filiales, la carte considérablement enrichie des journaux républicains français.

*
* *

C'est naturellement dans l'Est que se trouvaient les feuilles les plus nombreuses et les plus importantes. Voici,

de Montpellier, etc. (Cf. CC 612, registre 1, p. 4 et 19 et *Réquisitoire* : Annexe n° 1).

1. L'*Association pour la liberté de la presse* fut la plus active dans le soutien de la presse patriotique mais les autres associations n'y restèrent pas étrangères. *Aide-toi* notamment, conçut un projet curieux que nous révèle une lettre adressée au *Mémorial Dieppois* le 24 février 1834. Il s'agissait d'envoyer, moyennant abonnement, aux feuilles départementales un article de fond pour chacun de leurs numéros. Si l'expérience réussissait on joindrait à l'article de fond un article secondaire ou des nouvelles extérieures et intérieures. Ce secours régulier, dit le document permettrait à chaque rédacteur en chef de donner « plus de soins à sa rédaction, et de s'occuper avec plus de loisir de tous les faits, de tous les détails relatifs à la localité. »

L'abonnement devrait coûter 500 francs par an pour un bi-hebdomadaire, 750 francs, pour un tri-hebdomadaire, 1 000 francs pour les journaux paraissant plus fréquemment. (*Révolution de 1848*, t. XXV, mars-avril-mai 1929 : *Un document sur l'histoire de la presse républicaine sous la monarchie de Juillet*, par H. Chobaut.)

Ce document dut être envoyé à d'autres journaux que le *Mémorial Dieppois*. Mais je n'en ai trouvé aucune trace dans les archives du procès d'avril.

Il est probable que les intéressés n'eurent le temps ni de répondre, ni d'organiser l'affaire. En effet l'insurrection de Lyon et de Paris éclatait un mois après et brisait net toutes les entreprises républicaines.

dans l'Est proprement dit, le *Journal de la Meuse*, à Bar-le-Duc¹, la *Sentinelle des Vosges* à Épinal², *L'Industriel, journal des progrès* et la *Sentinelle de la Meuse*, à Verdun³, *Le Progressif de l'Aube*, à Troyes⁴. Plus considérables sont encore le *Citoyen de la Haute-Marne*, à Chaumont avec 800 abonnés, le *Courrier du Bas-Rhin*, à Strasbourg, dans la Meurthe, *Le Patriote de la Meurthe*⁵, de de Ludre et le *Journal de la Meurthe*. Ce dernier, dès le 2 janvier 1832, demande déjà « une monarchie républicaine⁶. » En 1833, il s'enorgueillit de posséder 1 200 abonnés. Enfin la Moselle républicaine lit le *Courrier de la Moselle* et surtout *L'Utile*, journal mensuel qui coûte 2 francs par an, qui rayonne un peu à travers toute la France, et qui, à la fin de 1832, compte déjà 1 500 abonnés⁷.

Plus au Sud le groupe Franche-Comté-Bourgogne se serre autour de quatre journaux principaux : d'abord *Le Patriote Franc-comtois* que dirige, à Besançon, Gilbert, dit

1. *Registre de correspondance de la loterie patriotique de 1834*, chez Hipp. Sandoz.

Ce registre donne une liste des journaux républicains ou sympathiques, sans doute ceux qui ont souscrit à la loterie. La liste comprend 53 noms. Plusieurs journaux considérés comme républicains n'y figurent pas. Par contre, elle contient quelques feuilles qui, jusque-là, n'étaient pas républicaines : *Le Pilote du Calvados*, par exemple. Avec cette liste, en procédant par recoupement avec d'autres pièces d'archives citées au cours de ce chapitre, on peut reconstituer un catalogue à peu près complet de la presse républicaine départementale au début de 1834.

Ce document m'a été obligeamment communiqué par M. Georges Weill.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Réquisitoire* : Annexes, XI, p. 38. A partir de 1834, *Le Journal de l'Aube* est à peu près acquis à la République.

5. *Registre de correspondance de la loterie patriotique.*

6. AN. BB¹⁸ 1193.

7. *Société patriotique et populaire de Metz, cit. et Tribune*, du 14 septembre 1832 : Lettre de Dornès.

Miran¹. Ce journal développe encore en juillet 1832 son attachement au régime de 1830. Il ne veut pas la République qu'il regarde comme un mode gouvernemental qui ne peut, quoi qu'on dise, assurer le bonheur du peuple. Il se défend de confondre les factieux et les patriotes. « Non, s'écrie-t-il, ils ne combattaient pas avec la faction carlo-républicaine les patriotes qui aux jours de Juillet surent conquérir la liberté. » Bientôt cependant, Miran passe à l'opposition. A la fin de 1832 sa conversion est un fait accompli². A Lons-le-Saunier *La Sentinelle du Jura*, le seul journal important du département, est républicain. A Dijon, Gindriez, soutenu par Cabet, anime *Le Patriote de la Côte-d'Or*³. A Chalon, Menand préside aux destinées du *Patriote de Saône-et-Loire*⁴ qui compte 400 abonnés, et dont la situation est prospère. Bientôt le chef-lieu lui-même, piqué d'émulation, crée son journal, mais le Comité central refuse de lui donner une subvention parce qu'il fait double emploi avec celui de Chalon⁵.

De toute la région de l'Est, c'est Lyon qui possède les deux plus grands journaux républicains. *Le Précurseur* et *La Glaneuse*. Le premier, tour à tour, siège de l'*Association du Progrès*, de l'*Association de la presse* et de l'*Association de l'Est* est dirigé par un des meilleurs journalistes de province, Anselme Petetin⁶. Comme *Le Patriote Franc-comtois*, il s'est d'abord rallié au régime de Juillet. Le 6 novem-

1. *Le Patriote Franc-Comtois*. BN. Lc⁹ 75 et *Réquisitoire*, p. 295 et passim, not. Annexes, p. 151 et suiv.

2. AN. BB¹⁸ 1207, PG. à Justice, 9 juillet 1832 et Archives départementales du Doubs U. 10, n° 211.

3. Girod de l'Ain, I, p. 93, et IV, passim.

4. *Id.*, I, p. 213, 214 et *Réquisitoire*, passim, notamment p. 278.

5. AN. CC 612, I, Rapport semestriel du Comité, pièce 19, et séance du 10 septembre 1833.

6. *Réquisitoire*, p. 134, 159, 160 et suiv.; Girod, I, p. 135, 136 et III, p. 1 et suiv.

bre 1830, le Procureur général de Lyon peut écrire qu'il rend de grands services et que ses articles sont empreints d'une louable modération¹. Mais cette sagesse ne dure pas. Peu à peu, surtout à partir de l'insurrection de novembre, il accentue sa tendance aux idées libérales, si bien que, dès juin 1832, il est sous le poids de quatre procès². Bientôt sous l'influence de Petetin, il passe ouvertement à la République. Dès septembre 1832, le gouvernement attache la plus grande importance à ses campagnes. « Il faut savoir, dit le procureur général, que *Le Précurseur*, par les souvenirs de sa fondation, dans l'intérêt des libertés publiques, par quelques services rendus dans nos journées de novembre, par la position sociale de plusieurs de ses actionnaires, trouve des appuis dans la population³. » « Il est difficile, ajoute-t-il, de l'attaquer avec quelque espoir de succès. » Et, de fait, au moment où écrit ce magistrat, le *Précurseur* vient d'être acquitté dans quatre affaires. Le *Précurseur* est, à Lyon, le journal des classes moyennes. Il représente la tendance modérée. Par contre *La Glaneuse*, dont les bureaux sont le siège de la *Société des Droits de l'homme* est la feuille terrible de la fraction avancée du parti républicain⁴. Pourtant, ses débuts ont été bien modestes. Elle a commencé par être un timide journal de salons, de théâtre et d'échos mondains. Pour elle aussi, les journées de novembre ont été l'occasion d'un changement radical. Dès le 25 novembre, elle affirme ses sympathies pour la classe la plus nombreuse et la plus pauvre⁵. Avec Granier, elle devient d'une violence

1. AN. BB¹⁸ 1319.

2. AN. BB¹⁸ 1205, PG. Lyon, 25 juin 1832.

3. AN. BB¹⁸ 1209, PG. Lyon, 5 septembre 1832.

4. *Réquisitoire*, p. 135 et passim; et Girod, III, p. 25 et suiv.

5. Charléty, *Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours*.

extrême. Interrompu en juin 1832, le journal reparait le 27 septembre avec une nouvelle rédaction¹ dont les éléments nouveaux principaux sont : Albert, le délégué de l'Association pour la presse de Riom, qui devient co-gérant, Ferton et Martin². Au *Précurseur* et à *La Glaneuse*, il faut ajouter, depuis 1833, deux journaux ouvriers qui sont ouvertement républicains : *L'Écho de la Fabrique*, organe des mutualistes³, *L'Écho des travailleurs* de Marius Chastaing⁴ et, à partir de 1834, un journal qui sympathise, le *Journal du Commerce*⁵. Quant aux environs de Lyon, ils ne sont guère représentés dans la presse républicaine que par *Le Dauphinois*, rédigé depuis 1832, à Grenoble, par Crépin, Répellin et Farconnet⁶ et par le *Mercure Ségusien* de Saint-Étienne. Encore ce dernier, qui s'adresse spécialement aux ouvriers, paraît-il être plutôt de tendances bonapartistes⁷.

Au premier abord, l'Est paraît donc amplement pourvu puisque sur 40 journaux qui y sont publiés, une vingtaine sont pour la République. En réalité, l'influence et la prospérité sont loin de correspondre au nombre. Sauf deux ou trois, dont *Le Précurseur* et *La Glaneuse*, tous ces journaux ne paraissent que deux ou trois fois par semaine. *Le Précurseur*, qui possède le plus grand tirage, ne compte que 800 abonnés⁸. Il a beaucoup de peine à les garder d'ailleurs.

1. Et avec comme sous-titre : Journal populaire (Charlety, *Bibliographie critique*, cit.).

2. Girod, I, p. 137.

3. *Réquisitoire*, p. 135; et Girod, I, p. 138.

4. Girod, IV. Annexe n° 100. Chastaing était l'ancien rédacteur en chef de *L'Écho de la fabrique*.

5. *Registre de Correspondance de la loterie patriotique de 1834*.

6. *Réquisitoire*, Annexes, IX, p. 33 et suiv.; et Henry Rousset, *La Presse à Grenoble. Histoire et Physionomie, 1700-1900* (BN. Lc¹, 72).

7. AN. BB¹⁸ 1188, 21 septembre 1830.

8. AN. CC 613, I, 227.

Le capital était divisé en 550 actions souscrites par 400 associés.

En septembre 1833, il en a 86 de moins que l'année précédente, et il ne réussit pas à couvrir ses dépenses. Sa situation est si précaire que Lortet craint de le voir annihilé ou acheté par le *Courrier de Lyon*. Dans ce cas, on ne pourra jamais fonder un nouveau journal, dit-il¹. Presque toutes les autres feuilles sont dans le même cas. Sauf le *Patriote de Saône-et-Loire*, sauf *La Glaneuse*, qui fait « au delà, ses frais² », elles ne se maintiennent qu'à force de sacrifices. *Le Dauphinois* se voit obligé, en décembre 1833, de placer ses actions à tous prix, jusqu'à des coupons de 100 francs, au minimum. « Nous pensons être enfoncés de 10 000 francs pour solder cette année, écrit Perrier, à son sujet. Nous avons déjà placé et perdu plus de 150 000 francs de souscriptions et d'actions. Cela ne va pas bien³. » La *Sentinelle des Vosges*, qui n'a jamais eu plus de 50 abonnés, n'a pas pu tenir. Dès les premiers jours de mai 1833, elle a dû disparaître⁴.

Le Centre, pour la presse comme pour les associations, a trois foyers actifs, dans le Cher, dans l'Allier et dans le Puy-de-Dôme. Dans le premier de ces départements, la *Revue du Cher et de l'Indre*, dont le principal rédacteur est Michel de Bourges, paraît deux fois par semaine. Fondée en avril 1831 sous le titre de *Revue du Cher*, elle s'est transformée en septembre de la même année. L'Indre n'ayant pu réussir à créer une feuille à lui, la revue est devenue

1. *Réquisitoire*, Annexes, IX, p. 21 et CC 613, I, 227.

2. *Id.*

3. *Réquisitoire*, Annexes, IX, p. 35.

4. AG. *Corr. Gén.*, 1^{re} quinzaine de juin 1833. En face des quelques centaines d'abonnés des journaux républicains, les autres feuilles en possèdent des milliers, *L'Indépendant de la Moselle*, 1 100. *Le Journal du Haut et Bas-Rhin*, 2 000. *L'Impartial* de Besançon, 1 200. *Le Drapeau tricolore*, à Châlons, 1 000. *Le Spectateur* de Dijon, 900. *Le Courrier de Lyon*, 3 500. *Le Courrier de l'Isère*, 1 100 (Labot et Degravier : *Abrégé de la Statistique universelle de la presse périodique*, 1833).

Revue du Cher et de l'Indre. Sous cette dernière dénomination, elle est le journal des associations locales pour la liberté de la presse. Elle publie tous les comptes rendus de leurs travaux et de leurs progrès¹. Non loin du domaine de la *Revue du Cher*, trois journaux républicains comptent : au Nord-Ouest, les patriotes lisent *Le Constitutionnel de Loir-et-Cher*, à Blois² et le *Courrier d'Indre-et-Loire*, à Tours. Tous deux ont été fondés à la fin de 1832 sous les auspices d'*Aide-toi*. Rédigé par Thibaut, le premier exprime « timidement ce qu'il a à dire, » parce qu'il s'adresse à une population peu avancée, mais ses fondateurs sont des patriotes sincères. Le second est « plus carré³. » Au Sud-Est la République s'appuie sur l'honnête journal d'Achille Roche, *Le Patriote de l'Allier*. Son animateur, d'abord rédacteur au *Journal de Paris*, puis directeur du *Mouvement*⁴, n'a pas hésité à quitter la capitale pour porter la bonne parole en province et diffuser autour de lui le rayonnement de ses vertus privées et publiques⁵.

A vrai dire, il n'est pas tout à fait isolé. A deux pas, son ami Trélat, rédige *Le Patriote*, journal du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal, de la Corrèze et de la Haute-Loire.

1. *La Revue du Cher*. BN. Journaux, 376, Lc. 10, 73 bis.

La Revue du Cher est fort goûtée des républicains de la région (AN. CC 613, I, p. 234). Elle coûtait 20 francs par an, dans le département, ailleurs 21 francs.

2. Au début de 1834, Blois compte un journal républicain de plus : *Le Bloisais*.

3. *Aide-toi* : *Assemblée générale du 4 février 1833*.

4. *Paris Révolutionnaire*, Marrast, *La presse révolutionnaire*, p. 381, note.

5. *Id.*

Roche était « simple et naïf comme un enfant, chaste comme une jeune fille; vous l'auriez vu rougir au moindre propos libre. » Voir dans *Le Patriote du Puy-de-Dôme*, du 1^{er} février 1834, un article de Trélat sur Roche.

Lui non plus, l'ancien président des *Amis du peuple*, n'a pas craint l'exil de la province. Après avoir figuré parmi les fondateurs de la Charbonnerie, il a jeté au loin le poignard du conspirateur, et il prêche maintenant l'amour et la fusion des classes. Les lettres précises et détaillées qu'il écrit à Marchais permettent de se rendre un compte exact de la situation dans laquelle peuvent se trouver un journaliste et un journal républicains de province, en 1833. Trélat ne se plaint pas des conditions matérielles qui, personnellement, lui sont faites. Il a 4 000 francs par an, ce qui est beau pour l'époque, un vaste logement, le chauffage et l'éclairage. Mais il ne les vole pas. Il souffre cruellement du manque de collaborateurs. Malgré sa faible santé, il est obligé de passer des nuits entières au travail. Il est, à la fois, rédacteur, prote et correcteur. Naturellement le journal s'en ressent. Il est moins bien fait qu'il ne devrait l'être. Le seul rédacteur en effet, changeant continuellement de besogne, ne peut donner, à ses articles de fond, que les courts instants dérobés « aux faits locaux, aux sollicitations bourgeoises, aux tribulations d'une mauvaise imprimerie, aux Chambres, aux tribunaux, à la correspondance, aux extraits de Paris et au rhabillage de ce qu'il faut bien admettre du voisinage sous peine de perdre ses abonnés. » Dans le cas particulier de Clermont, cette situation est encore plus néfaste qu'ailleurs. L'intérêt du journal exigerait de temps à autre un déplacement du directeur dans les départements voisins. Trélat est dans l'impossibilité absolue de le faire. Les *brioques* que l'on a faites pendant un de mes récents et courts voyages à Lyon, écrit-il en substance, ne m'encouragent pas à me faire remplacer par un indigène. Aussi, le pauvre Trélat est-il prêt à sacrifier, même les actions que l'association de Paris pourrait prendre à son journal pour qu'en revanche, elle fasse les frais du séjour

momentané d'un auxiliaire, en l'occurrence, Rittiez qu'il réclame à cor et à cri.

Malgré cette économie de rédacteurs, la situation du journal n'est pas brillante. Sans doute, « les recettes y compris les actions réalisées, et les dépenses de toute nature faites jusqu'au 28 février 1833 se sont à peu près balancées. » Sans doute encore, le nombre des abonnés payants, qui s'est accru, atteint 510, et semble devoir s'accroître encore. La correspondance avec les autres départements est assurée. Enfin, pour soutenir et conserver l'entreprise, les sociétaires après examen des comptes ont bien décidé que chacun d'eux prendrait pour 1833 une nouvelle action de 100 francs, ou qu'il s'inscrirait pour 50 francs par an jusqu'à ce que les recettes provenant du journal même soient suffisantes. Mais il n'en est pas moins vrai que *Le Patriote* ne fait pas ses frais. En mai 1833, il a encore mille écus de dettes. C'est qu'il est « indignement volé » par l'imprimeur, avec qui Trélat a des démêlés de toutes sortes. Au début d'avril, la vie n'est plus tenable. Sentant qu'on allait le quitter, l'imprimeur a exigé un traité. Trélat n'a pas voulu signer. L'imprimeur s'est refusé à imprimer le numéro du jour. Trélat a dû s'adresser à l'imprimeur carliste, « homme fort habile » d'ailleurs, qui ne cherche qu'à gagner de l'argent. Les parents du premier imprimeur et lui-même qui voyaient, dans le journal, « une excellente vache à lait », sont furieux. Or comme ils sont actionnaires, ils « soufflent le feu » partout et veulent faire vendre le journal. Trélat craint fort qu'ils ne réussissent, d'autant plus qu'ils trouvent des appuis. « Quelques intrigants, quelques bourgeois actionnaires, » en effet, qui avaient compté sur Trélat pour « servir leurs petites ambitions, » et qui se voient désappointés, se sont joints à eux pour combattre le directeur du journal « en traîtres de mélodrames », pour empêcher par exemple ceux

qui doivent l'argent d'insertions de le payer, « ce qui le met souvent à la gêne. » Aussi Trélat, las de lutter perpétuellement, est-il, à un certain moment, si découragé qu'il demande à partir à Lyon ou à Marseille, si quelque place y devient libre¹.

Dans cette dernière ville surtout, et dans le Midi, en général, il n'aurait certes pas été de trop. Tout ou presque tout était à faire. Nous sommes tous « dans l'ornière, » écrivait Démosthène Ollivier. Pas de « lustre, » ni de « dignité » dans l'opinion. Rien de « logique » ni de « suivi » dans les feuilles méridionales ! Aucune précision, point d'entente des questions organisées, ignorance complète du travail social qui s'opère, qu'elles devraient, au contraire, harmoniser et accélérer. De la critique, bonne ou mauvaise. De la création, de l'avenir point² ! Ce tableau n'est pas brillant, mais il donne la note juste, au moins pour les débuts de l'année 1833. Peu de feuilles dans le Midi méditerranéen et peu considérables ! A Valence, l'*Écho de la frontière*³, à Perpignan l'*Écho du peuple*⁴, à Montpellier *L'Aviso de la Méditerranée*⁵,

1. Pour tout ce qui concerne Trélat et *Le Patriote du Puy-de-Dôme*, voir : *Réquisitoire*, Annexes, n° 1, XII, p. 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et AN. CC 613, I, p. 67.

Le parti républicain semble avoir compté, dans le Centre, un organe de plus, à partir de 1834 : *Le Courrier de la Limagne* à Riom. Cf. Loterie patriotique de 1834.

En face des 510 abonnés du *Patriote de Clermont* et de la *Revue du Cher*, les deux journaux principaux du Centre, le *Journal du Cher*, à Bourges, a 900 abonnés, les *Annales de la Haute-Vienne*, à Limoges, 900. Le *Mémorial de l'Allier*, 800. *Le Garde National du Loiret*, 1 200. *Journal d'Indre-et-Loire*, à Tours, 800.

2. *Réquisitoire*, Annexes, n° 1, XII, p. 29.

3. *Registre de correspondance de la loterie patriotique de 1834.*

4. *Idem.*

5. G. Weill, *op. cit.*, p. 118.

C'est de ce journal qu'il s'agit sans doute dans le rapport semestriel lu à l'assemblée centrale de la presse de septembre 1833 : « Il paraît aujourd'hui un journal républicain à Avignon, à Montpellier, à

à Marseille trois ou quatre journaux républicains, mais un seul important, *Le Sémaphore* de Feissat rédigé sans goût et sans talent, qui vit misérablement¹ : c'est tout pour une dizaine de départements ! Aussi l'effort républicain paraît-il s'être porté activement sur cette région. A Toulon l'Association de presse créa le *Corsaire de la Méditerranée*². A Avignon, Laboissière et Picard, malgré de nombreuses difficultés, s'efforcèrent de fonder un organe. Depuis trente ans, en effet il n'y en avait pas eu un de libre dans le pays, sinon un « recueil fait en mai, juin et juillet 1830 et mort au mois d'août. » Picard demanda au comité central de l'*Association pour la liberté de la presse* un cautionnement de 5 à 6 000 francs, de façon à pouvoir paraître deux fois par semaine. L'association locale devait subvenir aux autres frais et notamment donner 8 000 francs par an à un gérant avec des intérêts dans le journal. En septembre 1833 tout était prêt pour l'impression, le titre trouvé : *Le Progrès*, avec cette épigraphe : « Avant cinquante ans, l'Europe sera cosaque ou république, » le prospectus paru. On n'attendait plus que le rédacteur en chef, un certain Dunand que Marchais avait proposé³. Mais, pour des raisons ignorées, le journal semble avoir vu le jour seulement en 1834, et sous, un autre nom : *Le Progressif*⁴. Par contre, à Marseille les efforts du parti républicain furent plus heureux. C'était là, surtout, qu'il fallait agir. La ville étendait son influence sur tout le Midi. Elle demandait « un organe vrai des principes de la Révolution, qui attire aux républicains, cette

Mâcon. » (AN. CC. 612, p. 19.) Le comité, dans sa séance du 10 septembre, souscrivit à une action de *L'Aviso*.

1. AG. Corr. Génér. Rapport du commandant de la gendarmerie, Cuynat, du 17 février 1833.

2. AN. CC 613, I, p. 21 et 22.

3. AN. CC 613, I, p. 246, 247.

4. *Registre de correspondance de la Loterie patriotique de 1834.*

population brûlante, si portée à l'enthousiasme et au dévouement, et dont on a, mal à propos, abandonné jusqu'à ce jour l'exploitation aux carlistes. » Aussi, en même temps qu'ils fondaient une *Association pour la liberté de la presse*, les patriotes de Marseille s'appliquaient-ils, sous la direction de Démosthène Ollivier, à lancer un journal digne d'eux.

Ils cherchèrent, d'abord, à utiliser la feuille de Feissat. Celui-ci, en effet « avait eu le désir de céder son *Sémaphore* à des actionnaires, » et « l'extrême bonté de jeter les yeux » sur Ollivier « comme l'instrument le plus capable de réaliser ses vues. » Mais il apparut bientôt que ce projet n'était « autre chose qu'un piège tendu à la crédulité. » Feissat réclama 100 000 francs. Personne ne voulut le suivre sur le terrain de ces prétentions exorbitantes¹. Au demeurant, les républicains de Marseille pensaient qu'il était préférable d'avoir « un organe vierge, pur de tous antécédents, » plutôt que de se « enter sur une feuille niaise ou décrépite². » C'est pourquoi ils constituèrent une société par actions au capital de 30 000 francs divisé en 150 actions de 200 francs³. En mars 1833, la moitié des actions étaient émises. Les fondateurs se montrèrent satisfaits et arrêtèrent volontairement l'émission pour ne pas créer « des embarras intérieurs. » Il fallait, en effet, prendre les premiers actionnaires parmi les républicains avoués pour ne pas être entravé dans la

1. Sur la demande de Petetin, Ollivier se proposait, en mars 1833, de sonder de nouveau Feissat et de faire connaître ses exigences actuelles. Cf. *Réquisitoire*, cit. Annexes, p. 30. Lettre de D. Ollivier à Petetin du 10 mars 1833.

2. « Il faut sans doute quelques efforts de plus pour parvenir au succès, ajoutait Ollivier, mais il est plus glorieux de le tenter et de réussir, mais le talent peut tout.... »

3. Le capital était minime, mais le cautionnement devait être pris en dehors, de manière à ce que le capital social soit entièrement affecté à la publication.

direction à donner au journal. Une fois l'affaire en marche, on verrait à faire appel même à des gens d'opinion différente. Or, comme le nombre des gens dont « l'indifférence ou la couardise n'était pas extrême, » c'est-à-dire des républicains véritables, se trouvait limité, on devait forcément, pour le moment, limiter dans la même proportion le placement des actions. Tel était le raisonnement que D. Ollivier tenait à Petetin dont les conseils furent sollicités et écoutés, et qui fut tenu au courant des péripéties de la fondation du journal. C'est ce dernier, notamment, qui obtint que le nouvel organe eût une périodicité plus fréquente que celle qui avait été prévue, c'est-à-dire fût quotidien au lieu d'être tri-hebdomadaire¹. C'est d'ailleurs lui qui devait venir le diriger, à la grande satisfaction des républicains de Marseille. « Sans vous, lui écrivait Ollivier, je sais que nous ne serons pas appelés à vivre de la vie républicaine, ici et dans le Midi². » Mais, malgré les sollicitations pressantes et répétées d'Ollivier, Petetin ne vint pas, de sorte que la publication du journal qui devait avoir lieu le 1^{er} avril dut être retardée. Marchais s'adressa alors à Trélat qui en avait assez de Clermont. Celui-ci lui répondit qu'il irait volontiers à Marseille, mais seulement dans le cas où il serait indiqué par toutes les personnes déjà sollicitées, et au cas où l'on l'appellerait formellement de là-bas. Il tenait surtout à « la coopération spontanée » de Carrel et il laissait en définitive Marchais juge de la situation avec « les amis les plus intimes³. » Ces conditions ne se réalisèrent sans doute

1. Dans une lettre du 2 mars, Ollivier explique les raisons pour lesquelles le journal devait paraître 3 fois par semaine : « Notre journal dit-il, en paraissant tous les jours devenait en partie commercial. » (*Réquisitoire*, Annexes, n° 1, VIII, p. 25.)

2. Pour tout ce qui précède voir : *Réquisitoire*, Annexes, n° 1, § VIII, p. 22 à 31.

3. *Réquisitoire*, Annexes n° 1, § XII, p. 42.

pas puisqu'on se tourna finalement vers Maillefer qui dirigeait alors le *Libéral du Nord* et qui accepta¹. Aidé du marseillais Imbert, il présida aux destinées de la nouvelle feuille qui parut, enfin, en juin 1833, non pas sous son nom provisoire et primitif du *Progressif*², mais sous celui du *Peuple souverain*³. Le *Peuple souverain* qui tenait le milieu entre *Le National* et *La Tribune*⁴, fut le seul grand journal républicain des bords de la Méditerranée, mais il ne tira jamais à plus de 650 exemplaires⁵.

Le Midi atlantique n'était guère mieux partagé. Le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne, la Gironde, le Gers, les Landes ignoraient, en 1833, comment se faisait un journal

1. Réquisitoire : Annexes, n° 1, § XIII, p. 46 et Girod, III, p. 417.

2. C'est Petetin qui semble avoir fait abandonner ce titre : « Le titre de *Progressif*, donné provisoirement, est peu goûté, lui écrivait Ollivier; si vous en saviez un, donnez-le-moi.... »

Carrel fut également un conseiller précieux pour le journal.

Une fois les premiers numéros parus, Maillefer voulut avoir son avis. Carrel répondit par des conseils curieux à rappeler : « Je vous engage beaucoup, disait-il, dans l'intérêt de votre journal, à ne pas prendre d'articles politiques signés. C'est la ruine d'un journal. Le journal doit toujours parler et jamais les individus. Tâchez de vous procurer, pour les Petites Nouvelles, un plus petit caractère. La *Gazette du Midi*, qui s'imprime tout près de vous, a un fort bon aspect typographique. Le *Peuple Souverain*, a l'air vide.

Vous ne pouvez pas tous les jours remplir le journal d'articles de votre propre fond. Je vous engage beaucoup à emprunter des articles au *Courrier Français*, au *Journal des Communes*, au *Temps*, au *Constitutionnel*; et à relever ce qu'il y a d'inconséquent dans cette politique du Tiers parti.

Traitez cependant cette opinion avec ménagement, parce qu'il faut la convertir et non pas la blesser et la repousser. » (*Réquisitoire*, Annexes, n° 1, p. 29.)

3. AN. BB¹⁸ 1337.

4. AN. BB¹⁸ 1338, PG. Aix, 26 septembre 1833.

5. AN. BB¹⁸ 1354^A, PG. Aix, 26 avril 1834; les débuts de 1834 ne verront dans le midi méditerranéen qu'un seul journal devenir républicain, le *Journal libre de la Corse*, à Ajaccio.

patriote. Toulouse ne le savait plus depuis que *Le Patriote de Juillet* avait disparu à la fin de 1832, faute de trouver un imprimeur¹. Seuls au sud, le Béarn et, au nord, la Dordogne, offrait des journaux aux militants : le premier *La Sentinelle des Pyrénées*², à Bayonne et *Le Mémorial des Pyrénées* à Pau, ce dernier avec 1 100 abonnés³, la seconde, *L'Écho de Vesone*⁴. Il faut attendre 1834 pour trouver trois journaux de plus, *L'Écho de Périgueux*⁵ et *L'Élection*⁶ à Bordeaux qui viennent de se fonder, et *Le Patriote de Juillet* qui a reparu à Toulouse. Enfin *L'Indicateur* de Bordeaux, vers la même époque, semble pencher vers le parti républicain⁷.

Que dire de l'Ouest et du Nord? Les associations avaient eu beaucoup de mal à s'y constituer. Les journaux eurent plus de mal encore à y naître et à y vivre. L'opinion républicaine n'a pas un organe dans la presse bretonne. Pour en avoir dans les principales villes, à Brest, à Nantes, à Rennes, il faudrait de l'adresse et des capitaux, des capitaux pour

1. *La Tribune*, 24 décembre 1832.

2. *La Tribune*, 4 mars 1834.

3. Registre de correspondance de la loterie patriotique de 1834 et Labot et Degraivier, *op. cit.*

4. AG. Corr. Gén., mai 1834. L'abonnement coûte 26 francs par an et le journal est bi-hebdomadaire.

5. Registre de correspondance de la loterie de 1834.

6. AN. CC 612, registre 4, PV. du comité des Associations de presse, séance du 6 avril 1834. Le comité décide de prendre une action de 200 francs à *L'Élection*.

7. Registre de correspondance de la loterie patriotique de 1834.

Parmi les grands journaux du midi le *Journal du Lot-et-Garonne* avait 900 abonnés, le *Journal du Gers*, 900; le *Mémorial Bordelais*, 3 500; le *Journal des Landes*, 350; le *Courrier du Midi* de Montpellier, 900; le *Courrier du Gard*, 1 000; le *Mémorial de la Dordogne*, 300; la *France méridionale*, de Toulouse 2 000.

Enfin la *Gazette du Midi*, organe royaliste était écrite « avec autant d'art et de talent que de mauvaise foi et de perfidie », écrit l'autorité militaire.

acheter un brevet et de l'adresser pour cacher au pouvoir que l'acheteur est républicain. Or, il est impossible de trouver de l'argent, car la population est double. Une partie est carliste, l'autre patriote. Celle-ci se divise, elle-même, en deux fractions. La première comprend des bourgeois riches, partisans du Juste-Milieu qui ne donneront rien ; la seconde, composée du peuple et de quelques hommes échappés à la bourgeoisie, n'a que de très faibles moyens pécuniaires. Quant à l'adresse il n'y faut pas compter : de rédacteur habile à esquiver les amendes, point¹. Pourtant, sur le pourtour de la Bretagne, vivent quelques petites feuilles comme *L'Indépendant des Deux-Sèvres* à Niort², comme *Le Courrier de la Sarthe*³, de Reybaud au Mans, ou *L'Écho du peuple*, de Poitiers. Mais elles ne subsistent que grâce à l'appui de l'*Association pour la liberté de la presse*. La dernière, en particulier, se débat au milieu des difficultés considérables. Depuis sa fondation en 1831, les actionnaires ont eu à lutter contre l'indifférence des masses, le mauvais vouloir de l'autorité, les calomnies de tous les lâches ; de sorte que l'entreprise n'a pu se soutenir qu'avec des sacrifices chaque jour plus onéreux. Les patriotes qui l'ont créée ont essayé, pour la renflouer, de constituer une section locale de l'*Association pour la liberté de la presse*. L'indifférence a été la seule réponse à leur appel. Aussi après avoir lutté désespérément, sont-ils obligés, en janvier 1833, d'adresser une requête pressante au comité de Paris⁴ qui décide, en mai suivant, de prendre une action⁵. Ce n'est pas

1. AN. CC 613, I, p. 55.

2. *Registre de correspondance de la loterie patriotique de 1834*.

3. *Id.* et AN. BB¹⁸ et CC 613, passim.

4. *Réquisitoire, Annexes*, n° 1, p. 37.

5. AN. CC 612, registre 1, p. 19 et CC 612, registre 4, séance du 15 mai 1833.

ce secours infime qui peut enrayer le déficit. Celui-ci qui provient des premières avances faites par les imprimeurs est considérable au début de 1834. Pour comble de malheur, un grand nombre de souscripteurs après dix-huit mois d'abonnement ont refusé d'acquitter ce qu'ils doivent. En somme, c'est une dette de 4 566 francs que se trouve avoir, au moment de l'insurrection d'avril, le malheureux petit journal que 250 abonnés ne réussissent pas à faire vivre¹. Il est vrai qu'en compensation, la République a gagné à sa cause, à cette époque, deux journaux à Nantes, *L'Ami de la Charte* et *Le Breton*, un à Rennes, *L'Auxiliaire Breton*, un à Brest, *L'Armoricaïn* et un à Limoges, *Le Nouveau Contribuable*².

La Normandie est un peu mieux favorisée que la Bretagne, au moins par le nombre. Si, à Caen, *Le Mémorial du Calvados, de l'Orne et de la Manche*, tout en se défendant d'être ministériel, n'est pas assez avancé pour être républicain, *Le Pilote du Calvados* est en train d'évoluer. Avant 1832, il a été gouvernemental. Lorsque, le 1^{er} janvier 1832, Seminal et Courty en deviennent les principaux rédacteurs, dans un aperçu sur la situation, tout en se déclarant par-

1. AN. CC 614, p. 36. Le rédacteur en chef de *L'Écho* est un avocat David des Thiais; le gérant responsable est Gougeard. Dans le comité de rédaction on trouve P. Dupas, Véron, Rahon, Dupuis, Pontois, Junyen, Philippe Vaillant (Cf. *Réquisitoire*, Annexes, p. 37).

2. Parmi les autres journaux, légitimistes ou gouvernementaux, *L'Auxiliaire breton* (première manière) à Rennes, la *Gazette de Bretagne* et surtout le *Journal de Maine-et-Loire* à Angers avaient une influence considérable, le 1^{er} avec 700 abonnés, le dernier avec 1 800 abonnés. Celui-ci était le seul à pénétrer dans les campagnes. Tous les maires le recevaient et le faisaient lire à leurs administrés. On trouvait encore le *Brestois* (600 abonnés), *L'Ami des lois* au Mans (900), *Le Breton* (première manière de Nantes (2 000)). Ce dernier comme aussi *L'Auxiliaire breton*, deviendra presque républicain (Labot et Degraivier : *op. cit.*; AN. CC 614, p. 193).

tisans d'un trône populaire, ils ne cachent pas que l'horizon est sombre. Peu à peu le journal glisse à l'opposition et, au début de 1834, il est à peu près républicain¹. Rouen n'a pas de feuille républicaine. Dans les environs on en compte quelques-unes, mais assez peu importantes : le *Journal du Havre*, *Le Patriote de Lisieux*, *L'Écho de la Vallée de Bray*. De toutes, la plus considérable est *Le Mémorial Dieppois* qui possède 600 abonnés².

Enfin, le Nord a cet avantage sur la Normandie d'avoir au moins un journal vivant, avec un bon rédacteur, *Le Propagateur du Pas-de-Calais* que dirige Degeorge, à Arras. Ce journal « tire à boulets rouges³ » contre le gouvernement et il ne compte plus ses procès, non plus que ses acquittements. En décembre 1833, il vient encore d'être absout. Pourquoi, se demande le Procureur général de Douai? Parce qu'il est puissant. Cette puissance est « si grande qu'elle amène quelques hommes, par sympathie, et beaucoup par peur, à absoudre ses écarts⁴. » Malgré la violence de ses campagnes *Le Propagateur* est de nuance modérée. S'il proteste vigoureusement contre l'état de siège, par

1. Georges Lavalley. *Étude sur la presse en Normandie*, 2^e série. *Bibliographie des journaux normands de la bibliothèque municipale de Caen*, p. 69 et suiv. (BN. Lc¹ 73).

Cependant d'après le secrétaire de l'Association de la presse de Caen, les hommes du *Pilote* sont « très mal disposés. » « On n'obtiendra jamais rien des hommes à opinions mixtes, ajoute-t-il » (AN. CC 614, p. 309; 26 février 1834).

2. *Le Mémorial Dieppois* dont les principaux rédacteurs étaient en 1834, P.-J. Féret et Jules Delamare « était un organe de gauche qui faisait alors campagne contre l'Enseignement primaire des frères de la Doctrine chrétienne en demandant qu'ils fussent remplacés par des instituteurs laïques » (Cf. dans *La Révolution de 1848*, t. XXV, mars-avril 1929; *Un document sur l'histoire de la presse républicaine pendant la monarchie de Juillet*, par H. Chabaut.

3. AN. F⁷ 4116.

4. AN. BB¹⁸ 1207, 24 décembre 1833.

exemple, il s'élève avec non moins de force contre le drapeau rouge¹. En dehors du *Propagateur*, un seul journal paraît faire ses frais et connaître quelque prospérité. C'est *Le Sanglier des Ardennes*, qui s'imprime à Charleville et possède 500 abonnés. Les autres ont du mal à vivre. C'est le cas, par exemple, pour *Le Libéral du Nord*, à Douai, que dirige d'abord Maillefer et qui, après le départ de son directeur pour Marseille, passe entre les mains de Delebecque, un cousin de Robespierre². Son histoire n'est qu'une longue « série de misères. » Dès que Maillefer a été parti *Le Propagateur* a tenté de l'absorber. *Le Libéral* « a quitté l'habit douaisien pour endosser le vêtement compassé d'Arras. » Cette résolution a été prise pour des motifs d'économie, malgré Delebecque, et dans un moment « de détresse et d'abattement. » Le résultat, c'est qu'un certain nombre d'abonnés ont « détalé. » Aussi, vers le début de février 1834, Delebecque pose-t-il un ultimatum. Il ne continuera pas à signer si le journal reste à Arras. Les actionnaires ont alors décidé de le faire revenir à Douai et de pousser à de nouveaux sacrifices pour en continuer l'impression chez le vieux Derognancourt, « espèce de tigre » difficile « à dompter. » Mais il n'en vaut guère mieux. Delebecque, lui-même, estime qu'il ne lui a ainsi rendu que « six mois de vie³. »

On trouve encore, en 1833, dans la région du Nord *La Sentinelle Picarde*⁴ rédigée par Cassaigneau, *La Feuille de Cambrai* qui n'a guère d'influence⁵. Plus tard, vers janvier 1834, se fonde un nouveau journal d'opposition

1. AN. BB¹⁸ 1207, n° du 13 juin 1832.

2. G. Lepreux, *Histoire et bibliographie de la presse périodique dans le département du Nord*, BN. LK 2298.

3. *Réquisitoire, Annexes*, n° 1, § XIII, p. 47-48.

4. Registre de corresp. de la loterie de 1834.

5. *Idem*.

*L'Union*¹. Ce dernier, qui semble être l'organe des Associations du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme pour la liberté de la presse disparaît dans la tourmente d'avril. C'est également à partir de 1834 que *L'Abeille Picarde* et *Le Glaneur*, tous deux à Amiens, paraissent incliner du côté de la République². Par contre le *Patriote de l'Oise*, qui s'imprimait à Beauvais, a disparu dès avril 1833³.

Par le Nord et l'Ouest les républicains cherchèrent encore à prolonger leur propagande de presse au delà de la Manche, en Angleterre. Dans sa séance du 17 juillet 1833, le comité central de l'*Association pour la liberté de la presse* proposa d'établir des relations avec les journaux anglais⁴. Les mêmes raisons qu'on lui avait opposées pour son projet de création d'associations furent utilisées aussi pour les rapports journalistiques, à savoir le « décalage » existant entre le progrès politique en Angleterre et le progrès politique en France. Outre-Manche, en effet, lui répondit le correspondant auquel il s'était adressé, la Révolution n'était pas encore arrivée à 1789. La lutte se passait entre la bourgeoisie et la noblesse, tandis qu'en France, elle mettait déjà aux prises le peuple et la bourgeoisie. Autrement dit, le peuple n'occupait pas encore la scène politique. Il n'était donc pas possible d'établir des liens réguliers avec lui. Pas possible non plus de les nouer

1. AN. BB¹⁸ 1354^A. Lettre du PG. d'Amiens, 20 avril 1834. Cf. aussi *La Tribune*, 4 mars 1834; et AN. F⁷ 4117. « Un nouveau journal d'une opposition tranchée a été imprimé sous la direction des rédacteurs des feuilles radicales du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.... Il se crie dans les rues à 0 fr. 10.... »

Ce journal est colporté par « deux hommes vêtus d'une blouse bleue dont le bas est tricolore » et coiffés d'un chapeau rond en toile cirée avec deux cocardes tricolores (AG., *Corr. Gén.*, Guerre à Justice, 9 janvier 1834).

2. *Registre de Correspondance de la loterie de 1834*.

3. AG. *Corr. Gén.*, avril 1833; et AN. CC 612, registre 4, séance du 5 juin.

4. AN. CC 612, registre 4.

avec la classe moyenne des whigs, qui avait une « sainte terreur des révolutionnaires français. »

De plus l'envoi « d'articles et de réflexions, faits en France sur l'Angleterre et en Angleterre sur la France, n'auraient aucune utilité, attendu que l'Angleterre n'était pas mieux connue à Paris que la France à Londres. »

Enfin la presse anglaise différerait totalement de la presse française. Là-bas, en effet, on regardait les journalistes non point comme des hommes politiques, mais comme de « simples marchands de nouvelles, et rien de plus¹. » Le comité de Paris s'inclina sans doute devant ces raisons, puisqu'on ne retrouve pas trace de nouvelle tentative.

Ainsi, à l'étranger ou en France, l'*Association pour la liberté de la presse* ne connut pas que des succès. Comment peut s'établir le bilan de son activité et des résultats acquis dans le développement de la presse périodique républicaine départementale, de juin 1832 à avril 1834?

Au point de vue du nombre d'abord. Sur un total de 260 journaux environ, le parti républicain en compte maintenant une soixantaine qui sont gagnés à sa cause ou qui lui appartiennent². Il n'y a donc pas un progrès très sensible

1. AN. CC 613, II, p. 90 : « Je ne crois pas qu'il y en ait un seul, dit le correspondant d'Angleterre, à propos des journaux anglais, qui voulût se charger de correspondre avec les journaux de Paris. »

2. Suivant *La Tribune* du 1^{er} juillet 1832, le nombre des journaux de province était de 200, sur lesquels un tiers de patriotes.

A. Thouret, dans *La Tribune* du 19 septembre 1833, évalue à 56 le nombre des journaux républicains.

Il est bien difficile de donner un chiffre exact. Il faudrait savoir d'abord ce qu'on entend par journal; à partir de combien de lecteurs une feuille est-elle un journal? D'autre part, tandis que des organes républicains se créaient d'autres mouraient ce qui diminue le progrès réel des feuilles patriotes, mais ne rapetisse pas l'effort dépensé. Sans l'Association, il serait disparu bien d'autres journaux.

La Tribune donne, le 30 juin 1833, une statistique générale de la

sur les chiffres de 1832. La part qu'a prise à ce progrès l'*Association pour la liberté de la presse* varie infiniment suivant les localités. Ici, elle a contribué à maintenir des feuilles qui étaient sur le point de tomber; c'est le cas de la plupart des journaux de province. Là, elle a créé ou aidé à créer de nouveaux journaux : *L'Écho des travailleurs*, *Le Progressif d'Avignon*, *Le Peuple Souverain*, *L'Élection*, *L'Écho de Périgueux*, *L'Armoricain*, *L'Union*, etc. Ailleurs, enfin, un contingent assez sérieux de feuilles hostiles ou indifférentes ont été gagnées à la cause de la République : *L'Ami de la Charte*, *Le Breton*, *L'Auxiliaire breton*, *L'Indicateur de Bordeaux*, *Le Bloisais*, *Le Pilote du Calvados*, *Le Citoyen de la Haute-Marne*, *Le Journal de L'Aube*, *Le Journal libre de la Corse*, *Le Glaneur d'Amiens*, *L'Abeille picarde*, *Le Courrier de la Limagne*, etc. De cette amélioration c'est la Bretagne et la Normandie qui ont surtout bénéficié. Nantes, Rennes, Brest, Caen, qui n'avaient pas de feuilles républicaines ou sympathiques en sont maintenant bien pourvues. Le Midi méditerranéen également a vu naître un grand journal *Le Peuple souverain*, le plus important de ceux qui se fondèrent à cette époque. Quelques

presse départementale. Il y a, d'après elle, 8 départements privés complètement de journaux : l'Ariège, l'Aude, le Cantal, l'Eure, les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes, le Lot, la Mayenne.

Quatre n'en ont pas dans le chef-lieu mais dans des arrondissements ou d'autres villes, la Corrèze à Brives, le Finistère à Brest, le Haut-Rhin à Belfort et à Mulhouse.

Parmi les départements qui ont le plus de journaux, on compte la Seine-Inférieure (17), le Pas-de-Calais (8), le Nord (12). Le Tarn n'a qu'un seul journal.

Au total il y a 243 journaux dans les départements, publiés dans 127 villes; Lyon en possède 8 ou 9, Marseille et Toulouse chacune 7, Rouen et Bordeaux chacune 6. 30 de ces journaux paraissent tous les jours; 60, trois fois par semaine; le reste 1 ou 2 fois, ou même 1 fois par mois.

organes nouveaux sont apparus aussi dans l'Est, le Centre et le Midi atlantique. Mais, à considérer la carte de la presse républicaine, en 1834, on est frappé de l'inégalité de la répartition des journaux. Si l'on trace une ligne imaginaire allant de Boulogne à Perpignan, et coupant la France en deux, en passant par Orléans, on s'aperçoit que, des deux moitiés, celles de l'Est est abondamment pourvue en comparaison de celle de l'Ouest. D'un côté une quarantaine de journaux, de l'autre une vingtaine. Dans cette portion déshéritée, de vastes îlots sont à peu près totalement privés d'organes républicains, par exemple l'extrémité de la Bretagne, la région Vendée-Charente et surtout le Sud du Massif Central, la Lozère, l'Aveyron, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Gers, le Lot-et-Garonne, le Lot, le Cantal¹. La quantité des feuilles républicaines nouvelles, il est vrai, peut encore faire illusion. Mais il n'en est plus de même de leur influence. Sur la totalité de la presse départementale en effet, trente journaux environ sont quotidiens. Or sur ces trente, quatre ou cinq seulement se déclarent pour la République : *Le Courrier du Bas-Rhin*, *Le Progressif de l'Aube*, *Le Précurseur* de Lyon, *Le Sémaphore* et *Le Peuple souverain* à Marseille, et, tout à la fin, *L'Indicateur de Bordeaux*. Un seul est nouveau, *Le Peuple souverain*. Tout le reste est tri-hebdomadaire, bi-hebdomadaire, hebdomadaire ou mensuel. Mais le meilleur moyen de se faire une idée de la vraie situation de la presse républicaine est de comparer le nombre de ses abonnés et celui des abonnés

1. Du point de vue républicain, le rapport fait à l'assemblée générale des délégués des associations de presse divise la France en trois classes :

1^o Paris et les grandes villes comme Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen et même Metz.

2^o Les départements qui possèdent au moins un journal indépendant.

3^o Les départements qui n'en ont pas (AN. CC 613, II, 293).

des autres journaux. Dans le Nord, en face des 12 000 lecteurs des grandes feuilles de toute nuance, la République ne peut guère aligner que les 500 abonnés du *Sanglier*, les 600 du *Mémorial Dieppois* et le nombre à peu près égal de ceux du *Propagateur*.

Dans l'Ouest, *Le Courrier de la Sarthe* et *L'Écho du Peuple*, de Poitiers tiennent longtemps tête, le dernier avec 250 abonnés, aux 7 000 lecteurs des maisons d'en face. Dans le Centre, *Le Patriote du Puy-de-Dôme* lutte avec 500 fidèles contre 8 000 adversaires. Dans le Midi, *Le Peuple Souverain* ne trouve que 650 acheteurs en face des 15 000 lecteurs de l'autre côté. Enfin, dans l'Est, *Le Précurseur* avec 800 abonnés, *Le Citoyen de la Haute-Marne*, *Le Patriote de Saône-et-Loire* et *Le Courrier du Bas-Rhin*, avec chacun un nombre sensiblement égal, ont peine à contre-balancer l'influence des 11 000 abonnés de la grande presse. Au total, en ne parlant bien entendu que des journaux importants, 53 000 lecteurs d'un côté, 6 000 de l'autre, soit un peu moins du 1/10.

On peut donc dire avec le rapporteur de l'enquête de 1833, car les conditions n'ont pas sensiblement changé au début de 1834, que, malgré les progrès effectués, la presse périodique républicaine départementale n'existe pas en France. En effet, « un grand nombre de départements sont en possession d'organes libres qui manifestent vivement leurs plaintes et leurs opinions. Chaque jour une nouvelle publication s'élève et nous en voyons peu succomber. La presse périodique paraît donc être en progrès.... Et, ce qui est réel, c'est que dans le plus grand nombre de localités, le besoin d'un journal patriotique s'est fait sentir et que par suite on l'a créé. Mais ici, comme dans les entreprises industrielles, la multiplicité des établissements ne prouve pas la prospérité. La plus grande partie des journaux n'ont été

fondés et ne subsistent que par des sacrifices. On ne pourrait en citer qu'un fort petit nombre qui couvrent leurs frais et l'on en trouverait beaucoup d'autres, dont les coopérateurs sont chaque jour sur le point de cesser leurs sacrifices. La pluparts des organes périodiques de l'opinion patriote ne jouissent donc que d'une existence éphémère¹. » Les seules chances de salut, avec la législation actuelle, sont que les besoins intellectuels ayant commencé à être satisfaits, les départements, pour lesquels a existé la possibilité de faire connaître leurs vœux, leurs opinions et leurs intérêts, y renoncent difficilement.

Si l'on ajoute que la presse non périodique² est encore moins développée en province parce que la capitale a, jusqu'ici, ou à peu près, « accaparé tous les écrivains, » force est donc de conclure qu'en 1834, comme en 1832, c'est encore Paris qui reste le grand centre de la presse républicaine.

*
* *

Outre de petits journaux satiriques, comme *Le Charivari*, *La Caricature*, *Le Corsaire* qui ploient sous les amendes et qui ne vivent que grâce à l'appui des associations, elle y possède deux grands journaux de doctrine, les mêmes qu'en 1832, mais avec de profondes modifications; *Le National* et *La Tribune*.

1. AN. CC 613, II, 233. Rapport fait à l'assemblée générale des associations de la presse.

La cause du mal d'ailleurs n'est pas dans « la tiédeur ou dans l'antipathie de l'opinion publique pour les doctrines émises, » mais dans les droits énormes auxquels sont assujettis les journaux (cautionnement, timbre, poste et patente), et dans les tracasseries de l'administration,

2. Elle est « nulle pour ainsi dire, » dit le rapport, « bien que ses frais soient moins considérables dans les départements qu'à Paris. »

Le premier, dirigé par Armand Carrel, a profondément évolué depuis sa fondation. On a coutume de dire qu'il est passé résolument à la République à partir du 1^{er} janvier 1832. Ce n'est pas tout à fait exact. Dans le fameux article de ce jour que l'on cite constamment, Carrel proclame seulement que l'épreuve de la Monarchie de Juillet est faite, mais il n'adhère pas encore entièrement au programme républicain. « Est-ce donc la République que nous demandons? s'écrie-t-il? Pas positivement! » Cette adhésion ne se fera qu'insensiblement, surtout après les journées de Juin, et encore dans un sens très modéré. Mais, de tous les journaux républicains, *Le National*, assez rarement frappé, est le seul qui échappe à l'emprise des associations.

Il n'en est pas de même pour *La Tribune*. Le journal des frères Fabre était passé à peu près complètement entre les mains d'un de ses plus brillants rédacteurs, Armand Marrast, qui en fut désormais l'inspirateur et le rédacteur en chef. Il conserva ses prérogatives dans la nouvelle administration du journal. Celui-ci devint en effet, en décembre 1832, la propriété de « ceux qui le rédigeaient depuis deux ans¹. » Le 29 décembre, *La Tribune* était vendue, clientèle et matériel, pour la somme de 62 000 francs à Germain Sarrut, d'accord avec Mie, Marrast et Boussy². Un peu plus tard, en janvier 1833, toujours sous la même direction, la gestion et la rédaction en furent confiées à Cavaignac, à Arago et au marchand de vins Monteix³. On connaît les difficultés incessantes avec lesquelles *La Tribune* se vit aux prises de 1832 à 1834, et qui lui vinrent surtout des amendes dont elle était périodiquement frappée⁴. C'est l'*Association pour*

1. *Réquisitoire*, Annexes, n° 1, § I, p. 4 et 5. Lettres de A. Marrast.

2. AN. F⁷ 3886.

3. *Réquisitoire*, Annexes n° 1, § I, p. 5; et AN. F⁷ 3886.

4. *Id.*

la liberté de la presse de Paris et des départements, qui, par prélèvement dans sa caisse ou par souscriptions, en payait la plus grande partie. Parmi tous les journaux, *La Tribune* était privilégiée; c'est elle qui recevait les plus grosses sommes. Elle faillit même avoir une véritable rente de l'*Association pour la liberté de la presse*. Le 5 janvier 1833, en lui annonçant le changement d'administration, Marrast réclamait à Marchais un secours mensuel. Ce secours devait être exclusivement réservé à la rédaction, à raison seulement de dix francs la colonne. Comme il y avait dans le journal quatre colonnes d'articles à payer, en moyenne, il s'agissait donc de 1 200 francs par mois. Sur cette somme le comité ferait la moitié, l'administration du journal ferait l'autre. Marchais soumit la proposition au comité qui n'accepta pas. « Tout en se voyant forcé de refuser une subvention mensuelle fixée à l'avance, le comité vous promet, répondait-il à Marrast le 12 janvier, à vous, mon cher Marrast, de prendre, toutes les fois qu'il le pourra, une somme en faveur de *La Tribune*, sur son encaisse, dont vous aurez la disposition, vous regardant comme le représentant des idées républicaines, dans la rédaction et dans l'administration de votre journal¹. » Avec ses 1 500 abonnés, *La Tribune* fut vraiment de 1832 à 1833 le journal républicain par excellence. Presque toujours en désaccord avec

1. AN. CC 612, registre 1, pièce 10. L'Association se faisait souvent « tirer l'oreille ». C'est ce qui paraît ressortir des lettres pressantes et réitérées de Marrast à Marchais (*Réquisitoire*, Annexes, n° 1, p. 6, 7, 8).

Une autre lettre semble même indiquer un désaccord au sujet de *la Tribune* entre Marchais et l'administration de ce journal. « Mon cher Marchais, faites-moi le plaisir de me dire s'il n'y a pas entre vous et l'administration de *La Tribune* telle difficulté qui vous empêche de desserrer les cordons de votre bourse » (*Réquisitoire*, Annexes, n° 1, p. 6. Lettre à Marchais, signée : Mané). Cette lettre est à rapprocher de la réponse citée plus haut de Marchais à Marrast.

Le National il inclinait plutôt vers les doctrines des *Droits de l'homme*. Mais malgré les secours qu'il en recevait, il ne s'inféoda jamais complètement aux associations, quelles qu'elles fussent, et, comme *Le National*, moins que lui toutefois, il garda toujours une certaine indépendance¹.

Tous ces journaux existaient en 1832. Les associations n'avaient fait que les utiliser et les soutenir. Mais il s'en créa bientôt, de toutes pièces, plusieurs, qui ne vécurent que par elles et pour elles. Tel est le cas du *Bon Sens*, du *Fondateur*, du *Populaire* et de la *Revue républicaine*.

Le Bon Sens vit le jour au lendemain des journées de Juin 1832. Le 12 juillet, douze à quinze députés de l'opposition se réunissaient chez Laffitte pour prendre connaissance du premier numéro qui devait paraître le 15. Cette première feuille ne sembla « pas assez forte. » Odilon Barrot, notamment, qui assistait à la réunion, fut d'avis que le journal devait être écrit dans le style des *Droits de l'homme*². Son avis ne prévalut sans doute pas entièrement car, tout en étant le défenseur des intérêts démocratiques, *Le Bon Sens* n'eut pas un caractère aussi accentué que *La Tribune*. Au milieu des autres journaux républicains, il ne manqua pas d'une certaine originalité. Il s'en distinguait par l'appel incessant et direct qu'il faisait à l'intelligence des masses.

1. Dans une de ses lettres pressantes pour solliciter un secours, Marrast écrit à Marchais : « C'est l'œuvre de conscience à vous, Messieurs, que de payer cette amende, car assurément la création de cette association en a seule déterminé l'exorbitance » (*Réquisitoire*, Annexes, n° 1, p. 7). Marrast ne paraît donc pas mendier, au contraire, sa demande est assez fière.

En certains cas, même, *La Tribune* se sépara nettement des *Droits de l'homme*. Par exemple Marrast désavoua la déclaration de Robespierre adoptée dans le manifeste des *Droits de l'homme* et rappela que les associations ne constituaient point tout le parti républicain (*Tribune*, 28, 30 octobre, 10 décembre 1833).

2. AN₇ F⁷ 3886, 12 juillet 1832.

D'ailleurs, sa devise était suffisamment explicite. En tête de ses colonnes il inscrivait : *Tout pour et par le peuple*¹ ! C'est par ce caractère qu'il plut tout de suite aux républicains. *Le Bon Sens* connut dès le lendemain de sa fondation un gros succès. Toutes, ou presque toutes les associations y furent abonnées, ou le reçurent de Paris². Il était déjà assez répandu en novembre 1832 pour donner des inquiétudes à la police. « La publicité du *Bon Sens*, écrivait-elle le 5 novembre, est d'autant plus dangereuse qu'elle a lieu sans aucune des conditions onéreuses imposées aux entreprises littéraires. Les auteurs se sont soustraits, jusqu'à présent, à l'obligation de faire timbrer leur prétendu journal et d'avoir un cautionnement, d'où il résulte pour eux un bénéfice considérable et la possibilité de répandre à très bas prix des quantités énormes de leurs écrits³. »

Le succès du *Bon Sens* fut de courte durée. Il subit, semble-t-il, une transformation sur laquelle nous n'avons pas de détails, mais dont se plaignirent vivement les associations. Certaines écrivirent que sa rédaction primitive « convenait beaucoup mieux, » et que sa nouvelle rédaction était « au-dessus de la portée de la classe ouvrière. » D'autres, qu'il ne répondait plus « aux besoins du pays, » quelques-unes, qu'il s'était montré dans quelques articles hostile à la République⁴. Toujours est-il que le Comité central prit ces plaintes à son compte. « Cette feuille ne s'adresse convenablement aux masses ni par le choix des matières qu'elle

1. H. Avenel, *Histoire de la Presse française*, p. 345.

2. *Réquisitoire*, Annexes, p. 68. Proposition relative au journal *Le Bon Sens*. Cf. aussi CC 613, I, pièce 110. Lettre du comité d'Estagel au comité parisien. « Le journal *Le Bon Sens* est celui qui est le plus goûté par les prolétaires. »

3. AN. Bulletins de police, F⁷ 3886, 5 novembre 1832.

4. AN. CC 614, pièce 304. Lettre du Président de l'Association de Saint-Amand, 27 janvier 1834.

traite, ni même par sa rédaction, » lit-on dans une de ses délibérations; « elle ne professe pas assez ouvertement les principes démocratiques reconnus par le comité central. » Ce dernier, sur la proposition de Morellet, nomma une commission chargée de voir le directeur, Cauchois-Lemaire, et de s'expliquer avec lui sur l'esprit et la rédaction de son journal¹. Les commissaires, Morellet, Martin, Maillefer, Cormenin, Arago et Marchais virent immédiatement Cauchois qui leur déclara que ses principes étaient ceux de la déclaration faite par l'assemblée générale². Il ne semble pas qu'aucune décision ferme ait été prise à ce sujet. Mais c'est à partir de ce moment que l'Association de la presse chercha à fonder un journal qui lui appartînt en propre. Avant que celui-ci ne vît le jour d'ailleurs, *Le Bon Sens* avait déjà été éclipsé par *Le Populaire* de Cabet³, journal de l'Association libre pour l'éducation du peuple, et successeur du *Fondateur*.

Le Fondateur, dont le premier numéro parut en octobre 1832, était mensuel et coûtait 4 francs par an à Paris et 5 francs dans les départements. Il se proposait avant tout de « faire connaître et de seconder les travaux de l'association, mais aussi de répandre les notions morales et politiques les plus utiles à l'humanité, de traiter les questions d'organisation sociale et d'administration d'après des vues d'ensemble, enfin, de décrire le perfectionnement successif des arts mécaniques ainsi que de l'agriculture dans toute la variété de leurs applications⁴. » Le programme était complexe. De fait, on trouve de tout dans les six numéros

1. *Réquisitoire*, Annexes, p. 64, PV. des séances du comité central, séance du 16 avril 1833.

2. *Réquisitoire*, Annexes, p. 64, PV. des séances du 17 avril 1833.

3. « Presque toutes les sections ont remplacé *Le Bon sens* par *Le Populaire*, » écrit le président de l'Association de Saint-Amand Cf. AN. CC 614, pièce 304).

4. *Le Fondateur* (1^{er} numéro).

du journal. A côté des comptes rendus des assemblées de l'association, figurent des études théoriques, comme un aperçu sur l'esprit public de 1789 à 1830, ou un essai sur l'élection des assemblées représentatives en France, ou encore sur l'éducation du peuple comme moyen d'émancipation. On y voit des notes sur l'assolement, sur des expériences d'électricité, des recettes, la manière de blanchir l'ivoire, de donner aux ouvrages de cuivre une belle couleur brune, etc. Sous cette première forme, Cabet le trouva trop compact et trop lourd. Aussi, le numéro de mars 1833 offrit-il une présentation plus légère et plus claire. Il ne contenait que des articles courts et variés. Mais ce fut à la fois le premier et le dernier de la nouvelle série¹.

C'est que Cabet songeait déjà au *Populaire*. Le 27 avril 1833, il en exposait le plan au comité central des associations en faveur de la presse et le 3 juillet suivant, il en annonçait la prochaine publication². Le *Populaire*, qui paraissait tous les dimanches et coûtait dix francs par an, se consacrait ainsi que l'annonçait le prospectus, à l'amélioration du sort du peuple et à son éducation sous le triple rapport politique, matériel et moral. Il voulait d'abord faire l'éducation démocratique du peuple par le commentaire des principaux événements extérieurs et intérieurs, législatifs, administratifs, judiciaires, etc. Il apportait ses soins particulièrement à la revue de la presse départementale qui devait servir de lien commun entre les journaux de province. Il s'intéressait ensuite à l'éducation matérielle des citoyens, c'est-à-dire que, par des articles appropriés, il enseignait les éléments des connaissances essentielles à l'activité humaine, connais-

1. Voir la collection du *Fondateur* (Bibliothèque de l'École normale supérieure). Le journal n'eut que 5 ou 6 numéros.

2. AN. CC 612. Registre 4, procès-verbaux des séances du comité central.

sances théoriques d'histoire, de géographie, etc., mais aussi connaissances pratiques destinées à aider l'ouvrier dans son ménage, dans son atelier, etc. Enfin il se proposait d'améliorer le sens moral de ses lecteurs par tout ce qui pouvait présenter un intérêt quelconque sans distinction aucune : morale proprement dite, religion, littérature, théâtre, beaux-arts, poésies, et surtout en leur mettant sous les yeux en exemple les biographies populaires des hommes sortis du rang et dignes d'être imités.

Chaque article était court et clair, et susceptible d'être compris du plus grand nombre. C'était en quelque sorte, un *Fondateur* considérablement amélioré¹.

Ainsi conçu, *Le Populaire* connut plus de succès que n'importe quelle autre feuille républicaine. Le numéro 7 fut distribué à Paris seulement, à 12 000 exemplaires et on manqua de papier. Il aurait pu être vendu à 40 000. Le tirage normal monta jusqu'à 27 000 numéros².

Entre autres buts, le journal de Cabet servait surtout d'organe de publicité à l'*Association libre pour l'éducation du peuple*, dont il faisait connaître les travaux et les progrès. Mais, pour beaucoup de départements, il ne tarda pas à devenir le journal de l'*Association en faveur de la liberté de la presse*³. Le comité central de cette dernière s'était d'ailleurs inscrit au nombre des actionnaires⁴ et l'avait choisi « comme intermédiaire⁵. »

Cependant, tout en se réjouissant du lancement de cette

1. *Le Populaire*, Prospectus BN. Lc² 1359.

2. AN. CC 615, III, p. 5. *Nécessité de populariser les journaux républicains*.

3. AN. CC 614, pièce 304. Lettre du président de l'Association de Saint-Amand (27 janvier 1834).

4. AN. CC 612, registre 4. PV. du Comité central, 9 novembre 1833.

5. AN. CC 615, 3^e liasse, pièce 5. *Nécessité de populariser les journaux républicains*.

nouvelle feuille, le comité central cherchait de son côté à fonder son journal à lui, un journal qui servît, tout à la fois, de moniteur aux journaux de province et de lien entre les associations, qui fût, en quelque sorte, l'organe officiel des républicains, et donnât la synthèse de la doctrine du parti¹. Un premier projet n'aboutit pas. Conseil chargé de le rapporter conclut au rejet. C'est sur ces entrefaites que Fazy, qui avait eu vent de la chose, proposa un arrangement. Il possédait un journal, *Le Républicain*². Il écrivit au comité pour lui annoncer qu'il était disposé à traiter avec lui et à mettre son journal à sa disposition. La proposition de Fazy, « après un mûr examen, » fut rejetée à l'unanimité³. Le comité décida, au contraire, d'adopter un journal bi-mensuel qui serait fondé sous les auspices de Conseil, sous le nom de *La République*⁴. Le 16 août, on décida de constituer une association dont les actions, en même temps qu'elles permettraient l'impression du journal, serviraient à l'établissement d'un cercle de lecture. La somme prévue était de 40 000 francs. Les associations seraient invitées à souscrire ainsi que toutes les personnes susceptibles de s'intéresser à la publication⁵. Au début de septembre rien n'était fait encore⁶. Mais l'assemblée centrale des délégués donna

1. C'est le 17 avril qu'Audry de Puyraveau avait proposé à l'assemblée centrale que l'Association de la presse eût son journal. Sa proposition avait été renvoyée au comité central permanent pour études. Cf. AN. CC 612, registre 1, p. 4.

2. *Le Républicain* n'eut que 2 numéros.

3. AN. CC 612, registre 4. Séance du 17 juillet 1833.

4. *Id.*

5. *Id.*, séance du 16 août.

6. Le comité permanent, dans son rapport semestriel lu à la séance du 7 septembre de l'assemblée centrale des délégués, s'exprima ainsi : le comité « a songé à créer un journal de doctrines qui, sans paraître en son nom, eût pourtant tout son appui auprès des associations et des patriotes non associés des départements, et qui, tout en conservant la

son assentiment. C'est sans doute vers la fin du mois que le projet définitif s'élabora. Mais, cette fois, les fondateurs demandaient 60 000 francs et le titre se changeait en celui de *Revue républicaine*. Le prospectus imprimé à l'occasion du lancement nous donne des renseignements précieux sur les intentions des promoteurs de la nouvelle feuille. Il s'agissait, « en premier lieu, de développer, pour les populariser dans toutes les classes, les principes communs à l'école républicaine, de les défendre contre les sophismes et les fausses représentations des avocats du privilège et de l'aristocratie et de montrer comment leur application offrirait à tous les intérêts légitimes une protection et une sécurité qu'ils chercheraient vainement dans tout autre système. » En dehors de ce minimum de programme commun susceptible de rallier tout le monde, toutes les nuances de l'opinion républicaine seraient appelées à exposer et à discuter les théories politiques qui les distinguaient¹. *La Revue républicaine* voulait donc, avant tout, être un journal non de polémique, mais de doctrine et de discussion théorique, destiné à confronter et à rapprocher les points de vue². Elle devait comprendre 16 pages et se vendre à Paris, 30 francs par an, en province, 32 francs. Mais les répu-

couleur politique de son rédacteur en chef, ne recevrait pas moins dans ses colonnes les travaux de toutes les nuances de l'opinion républicaine. » (AN. CC 612, registre 1, p. 19.)

1. C'est ce qu'illustre la liste des collaborateurs de la revue : Dupont (rédacteur en chef « anonyme »). Carrel, Marrast, Cavaignac, Conseil, Raspail, Trélat, Roche, Becquet, Cormenin, Pereyre, Sainte-Beuve, E. Arago, Duffait, Bastide, Thibeaudeau, Avril, l'anglais Magnus..., « la rédaction enfin du *National* et de *La Tribune* » (AN. CC 584, liasse 2, dossier Maillefer. Lettre du 28 janvier 1834, pièce 11).

2. AN. CC 612, registre 1, pièce 21. « Dans les feuilles quotidiennes, ajoutait le prospectus, la polémique participe trop souvent des inconvénients de la discussion orale. La réponse suit de si près l'objection

blicains ne voulurent pas s'engager avant d'avoir l'argent indispensable. La récolte des capitaux n'alla pas tout seul, puisque la revue ne parut qu'au début de 1834. Elle n'eut guère d'influence avant l'insurrection d'avril.

En définitive, malgré le développement considérable du nombre des brochures maniables, malgré le maintien des journaux périodiques existants, et la création d'organes assez importants comme *Le Peuple souverain* en province, et *Le Populaire* à Paris, la presse républicaine, au début de 1834, n'avait certainement pas atteint le degré de prospérité correspondant aux espoirs et désirs des associations. Mais il faudrait bien se garder de juger de l'intensité de la propagande et du résultat acquis sur le nombre et la force des journaux. Car les républicains comptèrent plus encore sur le perfectionnement des moyens de diffusion que sur la création d'instruments nouveaux.

Évidemment, les républicains étaient trop pauvres pour se payer chacun un journal, chacun une brochure. Précisément, les associations furent là pour parer à cet inconvénient. Chacune d'elles formait un centre qui, suivant son importance, recevait plus ou moins de journaux de Paris, plus ou moins de journaux locaux, plus ou moins de livres et de brochures¹. On se passait les journaux, les livres, les brochures. On les lisait, on les commentait chez soi dans

qu'elle doit prendre quelquefois, à l'insu même de l'écrivain, des formes vives et passionnées.

Plus froide et plus réfléchie, la discussion aura, dans notre revue, l'avantage d'aplanir, avec moins de peine, les difficultés.... »

1. L'association de Saint-Amand, par exemple, est abonnée à 25 de chacune des publications du *Populaire* (AN. CC 614, p. 304). Elle a pris 3 abonnements au *Républicain*, et elle communique au peuple toutes les publications de *Aide-toi* (AN. CC 613, II, 234).

L'association corrézienne est abonnée à 1 *Caricature*, 1 *Charivari*, 1 *National*, 1 *Tribune*, 1 *Populaire*, 2 *Glaneuse*, 2 *Patriote du Puy-de-Dôme* (AN. CC 612, registre 5).

les sections, dans les assemblées. Les plus instruits les expliquaient à leurs camarades. A Nîmes, de jeunes patriotes se répandent tous les dimanches, dans les campagnes, pour y faire des prêches républicains. A Poitiers, les républicains ont obtenu du maire une grande salle de la ville, où ils réunissent les ouvriers et leur lisent des extraits de journaux de Paris¹. Rouen a fondé un cabinet littéraire gratuit où, deux fois par semaine, les membres de l'association font des lectures à ceux qui en sont privés par l'indigence de leurs moyens financiers ou de leurs facultés intellectuelles².

Dans cet ordre d'idées, l'Association de Saint-Amand a surpassé toutes les autres par son organisation. Elle a subdivisé l'ensemble de ses membres en sociétés partielles de dix à quinze membres, spécialement en vue de la lecture des journaux et des brochures. Forte de l'expérience acquise dans le voisinage, elle a pris des dispositions pour que les journaux fussent effectivement lus. Ainsi Montargis faisait jusqu'à présent adresser *Le Bon Sens* dans toutes les communes. Effet nul ! On ne le lisait pas ! Pourquoi donc ? Parce qu'il était la propriété de tout le monde. Mais que ce même *Bon Sens* soit adressé dans une commune où quelques habitants réunis d'avance par un lien social aient acquis, pour quelques sous par mois, le droit de le lire, il sera lu. C'est pour cette raison qu'elle n'a fait envoyer *Le Bon Sens* que dans les communes où se trouvait un noyau de sociétaires, et c'est pour obtenir plus facilement ce noyau qu'elle a fixé, contrairement à l'Association de Montargis, un minimum de cotisation de 0 fr. 05 par mois³.

1. AN. CC 612, registre 1, p. 19. Rapport semestriel du comité permanent (Assemblée centrale de septembre 1833).

2. AN. CC 612, registre 1, p. 19.

3. AN. CC 612, I, 140.

Pareillement, la société de Saint-Amand a constitué un système de bibliothèque fort original. Pas de bibliothèques publiques, telles qu'elles existent dans certaines villes, et qui sont fréquentées seulement par un petit nombre d'individus! Pas d'organisation non plus dans le genre recommandé par le *Journal des Connaissances utiles*! Mais un procédé nouveau. Le président a visité toutes les bibliothèques privées des patriotes. Il a obtenu de la plupart d'entre eux, à titre de prêt, des ouvrages instructifs. De cette façon, il a pu réunir plus de 200 volumes des meilleurs auteurs. Huit lots ont été formés, répartis en 8 sections. Chacune de ces sections a nommé son bibliothécaire qui enregistre tous les prêts effectués. Tous les deux ou trois mois, on procède à un échange de lots, de manière à ce que les 8 lots passent successivement dans les 8 sections. L'opération dure deux ans environ, et laisse le temps nécessaire à l'acquisition d'autres ouvrages. Ainsi minimum d'outils, maximum de rendement¹.

Un des principaux obstacles à la propagande, signalé dans l'enquête de 1833, était la défectuosité du service postal. Pour y remédier, les républicains organisèrent le colportage. La plupart du temps, la remise des journaux et des livres se faisait de la main à la main, au cours des voyages des militants de province à Paris ou vice versa, ou encore de localité à localité. Mais, quelquefois, on avait affaire à une véritable organisation en marge du service postal; Saint-Amand, par exemple, toujours à l'avant-garde, possède un service particulier de dépêches. Un dépôt central est établi chez un des associés dont la maison est située au centre de la ville et qui, par sa profession de négociant, est contraint à être présent ou à être représenté. On dépose

1. AN. CC 613, I, 138; CC 613, I, p. 234 et CC 612, registre 1, p. 19.

chez lui, dans une boîte spéciale, tout ce qui doit être transmis dans les villes ou communes de l'arrondissement. Les patriotes le savent. L'un d'eux a-t-il à se rendre dans une commune? Il passe chez le dépositaire, pour s'informer s'il n'y a pas un paquet pour cette commune. Pareillement les localités de l'arrondissement sont au courant. Si quelqu'un de leurs habitants vient à Saint-Amand, il ne manque pas d'aller chez le correspondant de sa localité prendre, le cas échéant, le paquet destiné à sa ville, et, réciproquement, chez le dépositaire central de la ville, voir s'il n'y a pas de dépêches pour sa commune¹.

Ces divers moyens, cependant, ne s'adressaient qu'aux seuls initiés. Les républicains surent aussi toucher le grand public par l'emploi d'un système assez nouveau, celui des crieurs publics. C'est, semble-t-il, l'*Association du père André* qui les mit à la mode. Elle employait des crieurs de profession, mais elle s'attacha aussi des hommes de bonne volonté qui revêtaient des costumes particuliers et se coiffaient de chapeaux portant une inscription indicative de leur mission. « Ils colportaient, distribuaient, criaient et vendaient, dans les rues de Paris, tout ce que l'entreprise jugeait convenable de publier. » *Le Bon Sens* adopta cette méthode. *Le Pilon* également. *Le Populaire* en fit une véritable institution². Il avait 24 crieurs attitrés, portant une blouse, un chapeau et une boîte tricolore, et choisit parmi des patriotes sûrs. Pour bien montrer qu'il n'entendait pas créer par là un élément de désordre, *Le Populaire*, dans son premier numéro, pria le public de bien vouloir lui indiquer ceux des crieurs qui ne répondraient pas à sa confiance. Dans la capitale seulement, on compta jusqu'à 1 500 crieurs

1. AN. CC 613, II, p. 49.

2. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 162.

publics. De Paris la méthode passa en province, vers la fin de 1833 surtout et au début de 1834. Les crieurs envahirent les grandes villes, Lyon, Marseille¹. Puis ils pénétrèrent jusque dans les petites villes. On les signale, en janvier 1834, à Autun, à Beaune, à Dijon, à Châlons² qu'ils inondent de brochures républicaines. L'effet fut d'autant plus grand que la curiosité était davantage « éveillée par la nouveauté et l'étrangeté de ce mode de publication³. » Les représentants du gouvernement s'inquiétèrent. Procureurs et préfets firent ressortir le danger qu'il y avait à laisser se propager cette habitude. « Cinquante crieurs vendent et proclament dans les rues de Marseille le *Manuel républicain* écrit, au Ministre de l'Intérieur, le préfet des Bouches-du-Rhône, le 17 décembre 1833. Les mots de « République » et de « républicain » frappent sans cesse les classes inférieures de la société. L'effet est dangereux...; ma correspondance vous a signalé depuis longtemps les dangers du cri public des pamphlets. On publiait alors des écrits carlistes. Les publications ont cessé depuis assez longtemps et ont fait place aux publications républicaines⁴. » On ne pouvait décerner de meilleur brevet d'efficacité à la méthode incriminée. La généralisation de l'emploi des crieurs, en effet, et, d'une façon générale, l'utilisation savante des moyens à sa disposition n'est pas une des moindres originalités de la propagande républicaine de 1832 à 1834. Certes, le nombre des organes de propagande, associations et journaux, dépassait sérieusement celui de la période précédente. En outre, leur rayon

1. AN. BB¹⁸ 1339, 1340 et 1353.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. AN. BB¹⁸ 1340. Extrait d'un rapport du Préfet des Bouches-du-Rhône, cité dans une lettre du Ministre de l'Intérieur au Ministre de la Justice, du 30 décembre 1833.

d'action s'étendait maintenant à toute la France. Mais de tels progrès étaient manifestement insuffisants. C'est pourquoi les républicains suppléèrent à la quantité défailante par l'ingéniosité et l'intensité; ils cherchèrent le rendement non seulement en surface mais en profondeur. D'un autre côté, l'agrandissement du champ de bataille risquait d'entraîner la dispersion des efforts et rendait précaire la situation des postes avancés et souvent isolés, nouvellement créés. Le parti républicain essaya de parer à cet inconvénient par un immense effort d'unification, dans l'organisation, dans le programme, dans la tactique.

CHAPITRE VII

ESSAI D'UN PARTI RÉPUBLICAIN UNIFIÉ

S'il fallait dégager, dans l'esprit des républicains, après les journées de Juin, une préoccupation maîtresse, c'est certainement celle de l'unité qui tiendrait la première place. Pour eux, la notion d'« unité », proche parente de celle d'« association », devient presque un dogme. Partout on la retrouve exprimée, dans leur bouche, sous leur plume, et de mille manières différentes : « Rappelez-vous, dit un ordre du jour des *Droits de l'homme*, rappelez-vous ces jours qui ont suivi les combats de Saint-Merry; nous étions dispersés et sans force.... Aujourd'hui, la République a acquis la force d'unité et de discipline qui lui manquait¹. » Que cette affirmation corresponde à la réalité au moment où elle est émise, c'est-à-dire en juin 1833, il serait exagéré de le soutenir, mais qu'elle traduise un violent désir et le but de toute une activité, ce n'est pas douteux. Jusqu'ici on n'avait pas réussi parce que seul Paris avait donné, et en ordre dispersé encore, mais la province était restée inerte. Il s'agissait donc de la galvaniser, de la lier intimement avec la capitale et cela dans une organisation commune qui ne permette aucune échappatoire. C'est à quoi s'employèrent activement les associations.

1. AN. CC 585 (ordres du jour de la *Société des Droits de l'homme*).

A cet égard il n'y a pas grand'chose à dire de l'*Association libre pour l'éducation du peuple* qui se recruta surtout à Paris. Mais elle fut abondamment suppléée, dans cette tâche, par la *Société des Droits de l'homme* et par l'*Association en faveur de la liberté de la presse patriote*. Chacune d'elles agit à sa manière propre.

« Il est une chose, dit une proclamation de la première, qui avait manqué jusqu'à ce jour à l'organisme républicain, c'est un moyen de correspondance unitaire entre les patriotes des départements et les sociétés populaires de Paris, une association entre la province et la capitale¹. » C'est ce moyen de correspondance, c'est cette collaboration qu'elle voulut établir, en créant le *Comité central d'affiliations républicaines*, qui devint par la suite le *Comité de correspondance générale et d'affiliations républicaines*. Au sein du comité des *Droits de l'homme*, ce nouvel organe forma comme un véritable ministère des relations avec la province, chargé de la surveillance et du contrôle. Comme son nom l'indiquait, sa tâche consistait à « affilier », c'est-à-dire à recruter des filiales, et à correspondre avec les groupes des départements le plus souvent possible². Suivant une circulaire, cette correspondance devait avoir, comme sujet, « les renseignements statistiques sur les départements, la force morale et physique des divers partis, l'esprit général de la population, le caractère, la position matérielle et les dispositions politiques des différentes classes, le nombre et la

1. Girod, I, p. 87. Lettre du Comité d'affiliations (division de l'Est) à Mathieu d'Epinal et AN. CC 585, II, p. 48.

2. « N'ayons, s'il se peut, écrivait-il, que des rapports collectifs... Des relations individuelles nous seront certainement précieuses, et nous les entretiendrons fraternellement, mais nous les dirigerons toujours vers le meilleur moyen de la cause populaire : l'association des citoyens entre eux, l'union des sociétés entre elles. » Girod, IV, Annexe 63.

nuance des journaux, l'influence des divers organes, des diverses opinions, la valeur et la conduite des fonctionnaires, etc.¹. » Le Comité d'affiliations entretenait effectivement avec les départements d'actives relations qu'il cherchait à rendre toujours plus fréquentes, toujours plus régulières. On le vit proposer d'écrire, tous les premiers de chaque mois, aux groupes provinciaux qui répondraient tous les quinze du même mois. Il demanda à ses correspondants de le prévenir expressément toutes les fois qu'une circonstance d'intérêt général ou un incident particulier à la localité mériterait une communication spéciale. Il envoya des commissaires auprès des diverses associations. Il fit démarches sur démarches pour obtenir une centralisation départementale destinée à faciliter ensuite la centralisation dans la capitale. « Nous pensons, écrivait-il, qu'il serait bon de centraliser, dans chaque département, les associations qui y existent ou s'y formeraient. Dans le cas où elles ne se rallieraient pas toutes à la même direction départementale, nous désirons que celles qui s'affilieraient à la nôtre, ou auraient avec elle le plus de conformité se lient par un comité commun, siégeant au chef-lieu, ou sur le point le plus favorable à son action, et qu'elles communiquent par son moyen, avec les sociétés du même département qui suivraient une autre direction. Ce serait avec ce comité central que nous correspondrions nous-mêmes; il se chargerait de transmettre aux différentes associations locales, ainsi qu'aux patriotes isolés, toutes les communications qui lui seraient adressées par nous. Il va sans dire qu'en admettant dans un même département des associations soumises à des directions diverses, en se consacrant à des objets distincts, nous les supposons réunies d'ailleurs par

1. AN. CC 585, II, p. 48.

leur dévouement au même principe.... Enfin le comité central de Paris deviendrait lui-même le point de contact entre les différentes associations départementales¹. » Le comité de correspondance, lui-même, pour la commodité de son action, avait partagé la France en plusieurs régions (Ouest, Est, Centre, Midi, Nord) qui correspondaient dans son sein à autant de « divisions » ayant chacune son secrétaire².

L'unité, la centralisation ainsi obtenues par la *Société des Droits de l'homme* présentent des caractères originaux qu'il importe de définir. Il n'y a pas de super-organisme permanent qui englobe à la fois départements et capitale, pas de fonds communs, pas de conseil d'administration commun. Dans le comité chargé de la liaison avec la province, celle-ci n'est pas représentée. L'adhésion pour les sociétés hors de Paris consiste simplement à envoyer une lettre au comité parisien, qui, en retour, leur envoie le mot d'ordre et exerce ainsi, à la manière montagnarde, la dictature sur le reste de la France. En même temps, d'ailleurs, nombre de sociétés des départements conservent une certaine indépendance d'allure, et souvent même, leur nom particulier, comme c'est le cas par exemple pour l'association républicaine de l'Ouest, pour l'association du Jura³. L'unité est donc à la

1. Girod, IV, Annexe 63.

2. Voir les diverses lettres du Comité dans Girod, I, *passim*. Vignerte, par exemple, fut secrétaire de la division du midi et Fulgence Girard, de la division de l'Est. Félix Avril était le secrétaire général et Guinard le président.

3. « Relativement au mode d'affiliation avec vous, écrit le secrétaire général de la correspondance, Félix Avril, dans une lettre de décembre 1833, c'est à vous à la déterminer. Des associations existantes, les unes (celles du Rhône, de la Seine-Inférieure, de l'Yonne, de Saône-et-Loire, etc.) se sont réunies à la Société parisienne des *Droits de l'homme*, en ont adopté le règlement et le titre, et se sont affiliées à la direction de son Comité central; d'autres, comme celle du Jura, ont également reconnu cette direction, en conservant un nom

fois très forte et très lâche, forte parce que fondée sur un principe dictatorial, lâche parce que dépourvue d'instrument matériel spécial.

Un pareil système devait offrir des avantages et des inconvénients. Des avantages d'abord; il était possible de prendre des décisions rapides. Un comité restreint, fort, uni et actif émanant du centre même pouvait donner une impulsion plus énergique et plus efficace qu'une assemblée délibérative ou qu'un conseil issu de la France entière. Des inconvénients aussi : à la moindre divergence dans les idées ou dans la tactique, un petit groupe d'individus, dépourvu de toute possibilité de confronter ses opinions avec celles des autres dans un large débat public, pour peu qu'il n'ait pas une notion très scrupuleuse de la discipline, était capable d'entraîner de graves scissions même dans l'organisation de la société. C'est précisément ce qui se produisit à plusieurs reprises dans l'organisation des *Droits de l'homme* dont l'histoire est faite surtout du récit de ses dissensions intestines.

Les premiers symptômes de division se révélèrent dès les débuts de l'année 1833. Le 1^{er} avril, 37 chefs de section se réunirent rue Saint-Jacques et « déclinerent l'autorité » du comité; ils ne voulaient plus, disaient-ils, obéir aveuglément à des hommes inconnus, et ils décidèrent sur la proposition de Lagarde, de Napoléon Lebon et de Garnarin de nommer un nouveau comité d'hommes énergiques¹. C'est là l'origine des deux comités désignés généralement du nom de leur chef respectif, le comité Raspail et le comité Lebon.

Devant la gravité de l'événement le premier lança un

distinct, d'autres enfin comme celles de Riom et de la presse parisienne nous annoncent qu'elles veulent se tenir en correspondance régulière avec nous.... » Girod, t. IV, *Annexe* 63, p. 127.

1. AN. F⁷ 3886.

ordre du jour qui accusait la police de susciter des divisions, de pousser aux déclamations incendiaires, et de tendre ainsi aux républicains un piège facile. « Formulons nos doctrines, disait-il, de manière à ne repousser aucune conviction, ne froissons pas les intérêts, n'attaquons pas de front les préjugés, ménageons-les pour les mieux détruire¹. » Telle était la thèse modérée que le président vint défendre, en personne, mais sans succès, à une séance du comité Lebon. Celui-ci répondit par une proclamation où il dénonçait « la combinaison monstrueuse des fayettistes, des bonapartistes, des hommes du *National* et des sections, » où il affirmait que tout « système de concessions serait la mort du parti. » Il invitait, en même temps, chaque section à travailler à la « fusion », c'est-à-dire, pour employer un néologisme, à la mode, à « noyauter » les modérés, ces républicains « beaux causeurs » « inutiles » et « plus encore... dangereux². »

Cependant l'anniversaire des journées de Juillet approchait. « Les hommes en sous-ordre, dit Gisquet, voyaient avec peine une telle division et l'affaiblissement qui en résultait dans les bandes prêtes à combattre. » Aussi, dix-neuf chefs de sections et de séries se réunirent-ils, le 21 juillet, pour essayer d'opérer soit « un rapprochement », soit « une fusion des deux puissances rivales. » Un projet de délibération « équivalant à un traité d'alliance offensive et défensive » fut même rédigé en commun. On y lisait ceci :

ARTICLE PREMIER. — « Toute discussion personnelle est interdite à l'un et l'autre comité.

ART. 2. — Les deux sociétés sont unies de fait. L'élection d'un nouveau comité est ajournée au 1^{er} août.

ART. 3. — Les deux comités désigneront, chacun de leur

1. Girod, I, p. 95 et suiv.

2. *Id.*, p. 98 et suiv.

côté, deux membres pris dans leur sein pour, en cas d'événement, former le comité d'action. Les chefs de séries nommeront chacun de leur côté, dans l'une et l'autre société, un membre pris dans leur sein, qu'ils adjoindront aux quatre membres du comité d'action qui, dès lors, se trouvera composé de six membres représentant les deux sociétés.

Ce comité sera nommé dans le délai de quatre jours à partir de ce jour 21 juillet 1833. Chaque comité sera tenu d'en donner respectivement connaissance aux chefs de séries des deux sociétés aussitôt le comité extraordinaire établi¹. » Cette transaction fut repoussée par les impatients, et c'est en ordre dispersé que les républicains se disposèrent à célébrer, non sans émotion, et sans quelque angoisse, l'anniversaire de Juillet. Le 27 juillet, Raspail les engageait à « redoubler de prudence et de résignation, » « un vaste guet-apens » étant organisé contre eux, et à se contenter de « se répandre comme simple citoyen et de joindre leurs vœux à ceux de la portion patriote de la garde nationale². » Il fut écouté. L'anniversaire, attendu par les uns, redouté par les autres, se passa sans encombre. Peu de temps après, Raspail était arrêté avec de nombreux membres de son comité. Lebon en profita pour « noyauter » plus activement et pour proposer de réunir les deux comités en un seul par élection. Ce fut le comité des onze. La lutte se terminait ainsi à l'avantage des exaltés³.

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 116 et suiv.

2. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 121.

Il se résignait pourtant à la bataille si on la lui offrait. Car il ajoutait : « si jamais... même demain, le peuple entier nous imposait d'autres obligations, chacun de nous, comme en 1830, ne doit plus écouter que les inspirations de la conscience. » (AN. CC 590, p. 9. Lettre de Gisquet au Procureur général du 31 juillet 1833.)

3. Raspail fut dénoncé comme un hypocrite. A Sainte-Pélagie on voulait le pendre. Cf. CC 585, p. 77.

L'unité n'en était pas rétablie pour autant. Tandis, en effet, que les amis de Lebon se séparaient des amis de Raspail, à leur tour les amis de Kersausie délaissaient les partisans de Lebon pour faire bande à part et réclamer une action plus énergique. Kersausie qui s'était rangé tantôt du côté de Raspail, tantôt du côté de Lebon, mais qui ne pouvait s'accorder avec personne¹, supportait à son tour impatiemment que le rôle de la *Société des Droits de l'homme* se bornât à la propagande. Dès avril, il manifesta des velléités d'indépendance et prépara la constitution d'une nouvelle société, la *Société d'Action*, qui existait déjà certainement avant l'anniversaire des journées de Juillet. A vrai dire, dans ses débuts, elle ne fut pas une société séparée. Elle devait agir au sein de la *Société des Droits de l'homme*. Elle était plutôt un *Comité d'action* à la tête duquel les *Droits de l'homme* avaient placé Kersausie, à cause de ses qualités de bravoure et d'homme d'action, « pour la direction militaire à donner aux sections dans le cas de guerre dans la rue. » Il n'est pas possible d'affirmer avec certitude à quel moment cette réforme fut faite, mais tout laisse à penser que le comité d'action se forma durant les quelques jours qui précédèrent l'anniversaire des journées de Juillet². Des présomptions assez sérieuses permettent même de penser que ce comité a été tout simplement la réalisation du projet d'abord formé en commun avec les modérés et repris par les violents pour leur propre compte.

Quoi qu'il en soit, le noyau qui s'était rallié autour de

1. AN. CC 585, p. 77. *Détails exacts des circonstances qui ont amené les événements de Lyon et de Paris, en février et en avril 1834.*

2. AN. CC 590, p. 9. Gisquet a envoyé au Parquet dès le 26 juillet les pièces concernant la *Société d'action*, et, notamment, la copie d'une note écrite de la main de Kersausie, et contenant « la récapitulation sommaire des bases fondamentales de la société d'action. »

Kersausie ne tarda pas à grossir, et celui-ci se trouva bientôt à la tête d'une véritable société concurrente. Le but de celle-ci était clairement indiqué par son nom même : l'action. Kersausie, dit Gisquet, avait reconnu la difficulté de réunir et de faire mouvoir rapidement tous les hommes enrôlés dans les sections, et compris les embarras, les inconvénients de tous genres résultant de l'obligation de se concerter avec dix collègues¹. C'est pour parer à ces inconvénients qu'il se décida à créer de toutes pièces une véritable organisation nouvelle. La *Société d'action* se divisait en quinturies, centuries, décuries et groupes d'éclaireurs. Le recrutement se faisait suivant le système de la boule de neige, ainsi que le montre un document curieux. « Citoyen, dit ce document, vous êtes reçu dans la société de l'action; vous serez quinturion; vous serez tenu de chercher parmi les meilleurs républicains que vous connaîtrez, quatre à cinq hommes que vous nommerez centurions; chaque centurion chercheront, à leur tour (*sic*), chacun dix hommes qui seront nommés décurions, et chacun de ces dix décurions chercheront à leur tour (*sic*) vingt hommes qui seront nommés éclaireurs². »

La société avait un caractère secret. Aucune trace écrite de son activité ne devait subsister³. Les ordres se transmettaient verbalement du chef aux quinturions, et, de proche en proche, jusqu'aux éclaireurs. Mais précisément pour qu'on ne pût pas accuser l'organisation d'être secrète et pour éviter les visites domiciliaires, les réunions se tenaient sur la voie publique tous les huit ou quinze jours. C'étaient, en fait, de véritables revues. « Chaque décurie occupait un

1. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 284.

2. Girod, I, p. 107.

3. Dans la société, « chaque homme était désigné par des colonnes » et le nombre des hommes devait toujours être « en chiffres. »

espace déterminé. Les hommes circulaient isolément pour ne pas attirer l'attention. Kersausie parcourait les localités, donnait, en passant, ses ordres aux chefs secondaires, apprenait de leur bouche le nombre des subordonnés présents et pouvait ainsi, en peu d'instant, connaître d'une manière exacte les forces disponibles et donner le signal de la révolte sans que personne s'y attendît¹. » Ces forces disponibles, s'il faut en croire Gisquet, furent bientôt de 1 000 à 1 200 hommes qui ne cessèrent de faire des recrues. Après le convoi de Dulong, au début de février 1834, il y eut même une véritable désertion en masse de la *Société des Droits de l'homme*. « Un grand nombre de fonctionnaires, irrités de la permanence inutile qu'on leur fit garder toute la journée par ordre du comité central, » se rangèrent du côté de Kersausie, bien décidés à ne « plus consulter que leur impétuosité dans le cas d'une occasion d'émeute². »

On comprend que le comité des *Droits de l'homme* ait pris ombrage de ces progrès. Plusieurs sections s'étaient plaintes à lui des menées organisées parmi leurs membres par la *Société d'Action*. Un ordre du jour écrit et signé de la main de Cavaignac, enjoignit à tout membre des sections qui appartiendrait en même temps à la *Société d'Action*, d'opter entre celle-ci et la *Société des Droits de l'homme* dans les huit jours, faute de quoi il serait considéré comme démissionnaire³. Le comité, en même temps, dépêcha dans les sections le député de Ludre pour essayer de ramener les mécontents. Il fit de violents reproches à Kersausie. Il l'accusa de vouloir « jouer l'avenir de la société dans de

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 285. On lit dans ces *Mémoires*, un peu plus loin, un extrait de *La Tribune*, du 22 janvier 1834, qui décrit une de ces revues à la Porte Saint-Martin.

2. AN. CC 590, p. 20, *Causes de la démission de Kersausie*.

3. Girod. I. p. 104 et 105.

folles entreprises, » de semer la division dans les sections, d'arborer un drapeau différent et de former une société rivale, alors que les *Droits de l'homme* ne pouvaient vivre que « par l'union des chefs et l'obéissance des membres. » « Allez vous faire f..., » aurait répondu Kersausie qui donna sa démission du comité des Onze pour pouvoir « agir en toute liberté¹. » Il ne semble donc pas que Kersausie se soit soumis, comme dit Gisquet, dans ses *Mémoires*, à la direction du comité des *Droits de l'homme* et que l'accord parfait ait régné désormais entre les meneurs². Mais, ce qui est certain, c'est qu'il y eut réconciliation lors de l'insurrection d'avril. S'il faut en croire un rapport de police le comité des *Droits de l'homme* « sachant que Kersausie avait rendu son nom populaire » lui « déféra » à ce moment « le plein pouvoir d'agir comme un général en chef! »

La province, elle-même, suivit l'exemple de Paris, Lyon et Marseille, notamment, connurent de véritables scissions dans leurs organisations. Le comité lyonnais des *Droits de l'homme* avait formé dans son sein une association toute militaire divisée en cinq compagnies commandées chacune par un capitaine³. Après l'échec des troubles de février il se produisit, à Lyon, ce qui s'était passé à Paris après l'anniversaire de Juillet. Un certain Vincent entraîna à la dissidence une trentaine de chefs de sections. Ceux-ci reprochaient à la société de ne faire que des paperasses et de ne pas agir⁴. Ils nommèrent un tribunal de trois membres pour assister

1. AN. CC 590, p. 20. Rapport intitulé : *Causes de la démission de Kersausie. Ses projets*. Le comité reçut sa démission avec joie, dit le rapport, daté du 13 mars 1834.

2. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 289.

3. AN. CC 619, d. 3, l. 4, p. 3. Lettre du 17 mars 1834.

4. AN. CC 619, d. 3, l. 4, p. 3. Lettre du 25 mars 1834.

aux séances du comité central, et exercer sur lui un véritable contrôle¹. De son côté, un nommé Chabert, chef de section, tenta d'organiser un groupement qu'il intitula *Les intrépides chevaliers de Dieu et de la justice*². Un peu plus tard, vers la fin de mars 1834, la *Société d'Action* porta le nombre de ses compagnies à dix, et leur donna un mode de reconnaissance public. En cas de danger, si l'un des membres, par exemple, était saisi par la police, il devait s'écrier : « Sacré mille mitrailles d'enfer³ ! » La confiance ne régnait pas dans ces divers groupements. Chaque membre se méfiait de son voisin, en qui il croyait toujours reconnaître un émissaire de la police.

A Marseille, il n'y eut pas de *Société d'Action* mais, après la publication du manifeste des *Droits de l'homme*, la société se coupa en deux. Sous les auspices du *Peuple Souverain*, 27 membres de la société se réunirent et formèrent un comité scissionnaire composé de Romagny, d'Imbert, de Lardier, de Carpentras et d'André⁴. Les dissidents publièrent un manifeste dans lequel ils déclarèrent que leur association n'avait point pour but de conspirer, mais, au contraire, d'attendre avec courage que la volonté nationale se manifestât. Ils demeurèrent cependant la minorité. L'autre comité, où se trouvaient Gillet, Le Terrier, Meynier, conserva la prépondérance. Mais il prévint le comité parisien. Celui-ci s'inquiéta. Il voulut faire faire une enquête sur le personnel des deux fractions, mais il n'eut pas le temps⁵. En attendant, il ne manquait pas d'envoyer les mêmes

1. AN. CC 619, l. 4, d. 3, p. 12 (1^{er} avril 1834).

2. AN. CC 619, d. 3, l. 4, p. 6. Lettre du 22 mars 1834.

3. AN. CC 619, d. 3, l. 4, p. 7.

4. AN. CC 584, I, p. 10. Lettre du Comité des *Droits de l'homme* de Marseille, du 28 février 1834.

5. AN. CC 619. Dossier 1 (Bouches-du-Rhône), p. 10. Copie d'une lettre d'Imbert au Comité central, 20 mars 1834.

communications aux deux partis adverses, en leur prêchant la fusion. Comme à Lyon, c'est la loi sur les associations qui la hâta¹.

*
* *

Bien différent était le spectacle offert par l'*Association en faveur de la presse patriote*. Dès le début de son existence, en effet, le comité parisien se rendit compte qu'il ne suffisait pas de constituer des groupements, mais qu'il fallait encore « établir entre eux un lien commun et une mutuelle solidarité. » Le concours des associations existe déjà dans la pensée, écrivait-il en substance, à la fin de décembre 1832. Il s'est même déjà manifesté par des relations et par des actes. Mais il est nécessaire maintenant de l'« organiser. » C'est pourquoi il proposa l'institution d'un comité central des associations en faveur de la presse, qui se composerait des délégués de toutes les associations existantes et se réunirait tous les deux mois. On formerait un fonds commun affecté aux journaux, et l'administration en appartiendrait à une commission temporaire qui présenterait ses comptes à chaque réunion du comité central². Il s'agissait donc là, non plus d'une centralisation proprement dite, mais d'une fédération, ou si l'on veut, non pas d'une centralisation à forme dictatoriale mais d'une centralisation à forme parlementaire et représentative. C'était le système américain opposé au système conventionnel, la méthode girondine en face de la méthode montagnarde.

Le comité central tint sa première session en février 1833, il comprenait les délégués d'une trentaine de groupements.

1. AN. CC 619. Dossier 1 (Bouches-du-Rhône), p. 10, PG., Marseille, 28 mars 1834.

2. AN. CC, 612, registre 1, p. 9.

Au cours des séances, il remarqua que la sécurité des patriotes les plus éloignés du centre de la France n'était pas plus assurée que celle des patriotes parisiens. Par conséquent, concluait-il, à une persécution systématique et centrale, il fallait opposer « une résistance combinée et centralisée. » D'autre part, il existait entre les différentes localités, une inégalité de ressources qui avait pour résultat de laisser sans défense, dans tel département, un citoyen qui, dans tel autre, eût été efficacement protégé. D'où la nécessité de mettre en commun une partie des ressources. Ainsi, on devait donc établir une « direction centrale », un « fonds commun » auxquels on pouvait ajouter le « concours de tous les bons esprits : » tel apparaissait, dans ses grandes lignes, le plan de l'action future dont la préparation fut confiée au comité parisien¹.

Conformément à la décision prise à la fin de la réunion de février, celui-ci, faisant provisoirement fonction de comité central, convoqua la première assemblée centrale régulière des représentants de province pour le 7 avril. Sur 36 associations existant dans 30 départements, 25 s'y firent représenter par 20 délégués. On vit là Étienne Arago pour Perpignan et Estagel, d'Argenson pour Strasbourg, Audry de Puyraveau pour Surgères, Bouchotte pour Metz, Cavaignac pour Paris, Pance pour Troyes, Grandjean pour Nancy, Astruc pour Marseille, Cormenin pour Montauban, Outin pour Saint-Amand, Marchais pour Nîmes, Maillefer pour Nord, le la Somme et le Pas-de-Calais, J. Seguin pour Lyon, etc., etc., pour ne citer que les principaux. Sur la proposition de Cavaignac, chaque délégué, à la première séance, exposa quel esprit animait ses commettants. Cette confrontation des points de vue fit apparaître un certain

1. AN. CC 612, registre 1, p. 11.

nombre de principes sur lesquels tout le monde était d'accord et qu'une commission fut chargée de rédiger. Il en sortit une déclaration de trois points qu'on adopta comme « règle de devoirs » de tous les membres de l'association.

ARTICLE PREMIER. — L'influence et la force qui doivent résulter de l'établissement d'une assemblée centrale des associations de la presse et des moyens qui seront mis à sa disposition, seront employés dans un but purement démocratique;

ART. 2. — L'assemblée ne borne pas à la seule liberté de la presse, l'action des patriotes associés. Elle entend la faire servir au triomphe de tous les intérêts populaires résumés par ces mots : Liberté, Égalité, Bien-être des citoyens, Unité, Indivisibilité de la France;

ART. 3. — L'assemblée hâtera, de tous ses efforts, l'époque où un congrès vraiment national exprimera les besoins et la volonté du pays.

Telle fut, en quelque sorte, la Charte générale de l'assemblée centrale de la presse. Entre temps, la même commission¹ avait élaboré le règlement intérieur. L'assemblée se compose des délégués envoyés par toutes les associations particulières, y était-il dit. Les plus nombreuses comme les plus faibles seront représentées par un seul mandataire. Chaque groupement doit fournir une cotisation de 100 francs au moins. Avant de se séparer l'assemblée détermine la date de la prochaine session et élit, au scrutin secret, un comité permanent composé de 7 membres. Ce comité a le devoir de régler sa conduite sur la déclaration adoptée précédemment. En conséquence, ses attributions sont : 1^o d'imprimer une direction générale à toutes les associations particulières; 2^o de correspondre avec les asso-

1. Bouchotte, Grandjean, Pance et Cavaignac.

ciations et avec les patriotes des départements; 3^o de recueillir tous les documents nécessaires pour apprécier l'état de la presse, sa marche et ses besoins; 4^o d'employer les ressources dont il pourra disposer soit à soutenir et encourager les publications existantes, soit même à en créer de nouvelles. Ces ressources fournies par les cotisations se divisent, pour trois quarts, en fonds disponibles consacrés en principe au paiement des amendes, et pour un quart en fonds de réserve destinés à la création de feuilles nouvelles¹.

Une fois les principes et les formes de son action déterminés, il restait à l'assemblée à désigner les hommes chargés d'appliquer le programme, et à leur en donner les moyens matériels. Ce fut la tâche de la séance du 18 avril. D'Argenson, Carrel, Cavaignac, Conseil, Cormenin, Marchais, Pance composèrent le comité central exécutif permanent². Quant à l'argent, la plupart des délégués engagèrent immédiatement leurs associations pour des sommes diverses. Il est intéressant d'en noter quelques-unes, parce qu'on peut ainsi se rendre compte de la force approximative des groupements. Paris s'inscrivit pour 2 400 francs, Metz pour 1 000, Perpignan pour 600, Strasbourg pour 400. La plupart des autres villes donnèrent 200 et surtout 100 francs³. Riom, Lyon, Estagel et Aurillac, pour lesquelles les délégués n'avaient pas de mandat, réservèrent le chiffre de leurs possibilités. Le 21 avril, l'assemblée se séparait, non sans avoir envoyé une adresse aux patriotes des départe-

1. Pour tout ce paragraphe, voir AN. CC 612, registre 1, p. 4. PV. de l'assemblée centrale des délégués des associations (convocation d'avril 1833).

2. *Id.*, séance du 18 avril. Guinard et Astruc étaient en outre suppléants.

3. La petite ville de Surgères donna 200 francs autant que Saint-Amand et Nancy.

ments, et fixé sa prochaine session au moins de septembre suivant¹.

Le mécanisme institué par l'assemblée générale d'avril fonctionna régulièrement. Le comité permanent remplit ponctuellement ses obligations, réunit plus de 4 000 francs de cotisation, paya des amendes, soutint les journaux défaillants, imprima des brochures, prépara la création d'un nouveau journal de toutes les opinions républicaines. En même temps il chercha, par tous les moyens, à augmenter l'union des associations entre elles; il fit parvenir à chacune d'elles la liste de toutes les associations avec les noms des présidents et des secrétaires. Il invita tous les groupements à créer des bibliothèques composées des mêmes ouvrages afin d'imprimer ainsi aux esprits une unité de pensée. Cette action porta ses fruits, puisque à l'assemblée centrale de septembre 1833, on comptait 25 associations de plus qu'en avril, soit exactement 61². A l'assemblée centrale suivante qui devait se réunir le 1^{er} avril 1834, et dont la date fut avancée à cause de la loi sur les associations, on put en dénombrer plus de 70. Entre temps, le comité central avait été réélu presque en entier. Seuls manquaient, dans la nouvelle équipe, Carrel et Pance remplacés par Guinard et Cabet.

Malheureusement le comité permanent ne réussit pas toujours dans ses entreprises d'union et de direction générale. C'est ainsi qu'il ne put fonder « la correspondance régulière » qu'avait recommandée l'assemblée d'avril. Ses avances à cet égard restèrent sans réponse des associations. Pour pallier à cet inconvénient, il eut un moment l'idée de créer une correspondance hebdomadaire faite en son nom et par ses membres, mais il y renonça. Il dut se contenter

1. AN. CC 612, I, p. 4.

2. AN. CC 612, registre 1, p. 19. PV. de l'assemblée centrale... (Convocation de septembre).

simplement d'ouvrir une enquête à propos de l'impôt sur les boissons et sur le sel, et de l'état de la presse. Là encore, bien que plus grand, le succès ne fut pas brillant. Sept associations seulement répondirent sur soixante¹.

La plupart du temps, en effet, le comité permanent se heurtait à une profonde négligence. Mais il avait à compter également avec l'esprit d'indépendance de certaines associations qui répugnaient à recevoir les directives de Paris. C'était le cas, notamment, pour celle de Lyon. Sans doute, elle avait tout de suite adhéré à l'association qui se formait à Paris, mais sa constitution même lui donnait un caractère très particulariste. Un exemple le prouve. En novembre 1832, Marchais lança à Lyon, comme dans toute la France, son appel en faveur de *La Tribune* qui venait d'être condamnée à une forte amende. Les statuts de l'association lyonnaise ne lui permirent pas d'apporter son aide : « Dans l'état, répondait de Seyne, le 27 novembre, l'association lyonnaise est impuissante, elle n'a point d'argent, car si vous avez lu les statuts, vous aurez vu que la souscription de chaque signataire n'est exigible qu'autant qu'un journal patriote du département aura été frappé d'une amende². » Ce caractère particulariste de l'association de Lyon ne faisait d'ailleurs que traduire d'une façon concrète l'état d'esprit de ses membres. Quand le comité de Paris convoqua dans la capitale la réunion de février 1833 qui devait aboutir à la création d'un organisme central pour toutes les associations de presse, les Lyonnais qui n'avaient pas reçu à temps la convocation, tinrent à exprimer par la plume de Lortet leur sentiment à cet égard. « On a repoussé l'idée de fédération sous cette forme, écrivait ce dernier à Marchais.

1. AN. CC 612, I, p. 19.

2. Girod, IV, Annexes, n° 60.

On a dit : on veut cette réunion à Paris, afin que la commission temporaire soit choisie parmi des habitants de Paris, afin que l'argent soit mangé à Paris; c'est un gouffre qui veut tout absorber, où tout va se perdre; on n'en voit rien ressortir. » Il ajoutait : « Il y a, dans notre ville, un grand éloignement pour toute direction siégeant à Paris.... Je crois que pour une autre réunion vous feriez bien de la convoquer... dans une autre ville, à peu près centrale, par exemple, Clermont, Chalon ou Dijon¹. »

Lyon, d'ailleurs, ne se contenta pas d'opérer chez elle. Elle faillit détourner de Paris toute une série d'associations voisines. Un émissaire envoyé par la capitale exposait quelques semaines plus tard la situation dans les termes suivant : « Paris est en arrière, on ne regarde pas du côté de Paris..., l'on songe à fédérer les départements voisins, dans le but de secourir et de propager la presse de Lyon². » Et il insistait sur la nécessité de créer des obstacles à Petetin et à Lortet, les deux meneurs. Effectivement, divers départements de l'Est écrivirent au *Précurseur* : la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or, l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère³. » L'association exista même sous le nom d'*Association de l'Est*, mais beaucoup plus, semble-t-il, sur le papier que dans la réalité. En dépit de ces tendances séparatistes et fédéralistes, Lyon demeura cependant dans le sein de l'association centrale et participa à toutes les assemblées des délégués de province en avril et septembre 1833, en avril 1834⁴.

1. Girod, IV, Annexes, n° 55.

2. Girod, IV, Annexes, n° 56. Il ajoutait : « De toutes parts, unité de mécontentement, voilà ce que Paris inspire à Lyon. Tout cela n'est pas du fédéralisme quant à présent, mais, d'un jour à l'autre, il est à craindre qu'il ne résume ces divers symptômes. »

3. Girod, I, p. 140.

4. AN. CC 612, p. 4 et 19. En avril 1833, elle était représentée par J. Seguin.

D'une façon générale, grâce à la souplesse de sa constitution, ni à Paris, ni entre Paris et la province, on n'eut à enregistrer dans l'organisation de l'*Association de la presse*, des scissions effectives comme il s'en produisait dans la *Société des Droits de l'homme*.

Ainsi se réalisa, dans une certaine mesure, la préoccupation constante des républicains, une fois la période d'organisation passée, d'établir entre eux non plus des relations individuelles, mais des rapports de groupements à groupements, de sections à sections, de n'avoir plus, s'il se pouvait, que des rapports collectifs. La tâche était relativement facile dans les cadres même d'une seule association; elle devenait plus malaisée quand il s'agissait d'unir les grandes associations entre elles. Les républicains parvinrent cependant en plusieurs circonstances, à fondre dans une *organisation commune* toutes les associations existantes. C'est ce qui arriva pour l'institution des loteries patriotiques.

La loterie patriotique était un moyen extraordinaire de se procurer des ressources. On n'y faisait appel, il est vrai, qu'en cas de besoin, mais l'habitude se créa de l'utiliser chaque année. En 1832, 1833, 1834 il y eut une loterie. On dressait une liste des personnes qui, « par leur dévouement, leurs talents ou leur fortune, » pouvaient apporter leur concours. Aux uns on demandait des lots, aux autres on offrait des billets. L'opération était généralement fructueuse. Ainsi la loterie de 1833 rapporta près de 20 000 francs¹. Déjà, elle constituait une tentative d'union intéressante,

1. Celle de 1834, interrompue par l'insurrection, ne paraît pas avoir offert des perspectives aussi fructueuses. Un groupe de 40 prisonniers de Sainte-Pélagie écrivent à la commission de la loterie avant même de connaître les résultats pour se plaindre des frais engagés (3 commis à 130 francs par mois, 386 francs de frais d'impression, 23 fr. 05 d'huile et de chandelle, 1 fr. 40 de pains à cacheter, etc...) et de ce que le bilan de trois mois se chiffrait par un actif de 73 fr. 10.

puisque la commission qui s'en occupait avait été désignée par deux associations : le *Comité de la presse* et la *Commission de secours pour les détenus patriotes*; mais à cet égard, la loterie de 1834 est plus caractéristique encore, à deux points de vue, celui de la formation de la commission, celui de la répartition des fonds. Tout d'abord, la commission, qui comprenait douze membres, se composait de délégués de toutes les associations. C'est ainsi que, pour leur part, les *Droits de l'homme* y possédaient trois commissaires : Fulgence Girard, Sobrier, Bonfils. On avait distribué aussi les dignités, autant que possible, également entre les divers groupements. Dolley, président de l'*Association libre pour l'éducation du peuple*, présidait. Sobrier, des *Droits de l'homme*, portait le titre de chef de la comptabilité. Marchais, secrétaire général des *Associations en faveur de la presse*, assumait les fonctions de trésorier. Enfin, les présidents et vice-présidents des diverses associations remplissaient la charge d'inspecteurs de la comptabilité. Il y avait donc là une représentation parfaite de tous les groupements.

Le même souci d'équité paraissait avoir guidé les organisateurs dans la répartition des bénéfices. Le produit de la loterie, en effet, devait être réparti suivant un barème fixé d'avance proportionnellement aux besoins des associations. Au début, il est vrai, si la *Société des Droits de l'homme*¹ participait à la gestion, elle n'avait point été prévue dans la répartition des fonds. Mais, sur la réclamation de Cavaignac, elle fut inscrite, à son tour, parmi les bénéficiaires, à condition toutefois que, pour elle, cette disposition n'eût aucune publicité. C'est dans ces conditions que Grouvelle proposa et fit adopter la distribution suivante; 1/6^e pour l'*Instruction du peuple*, 2/6^e pour le *Comité de*

1. *Réquisitoire*, Annexes, n° 18, p. 140. *Loterie patriotique de 1834*.

*secours aux détenus patriotes, 1/6^e pour la Presse départementale et 2/6^e pour le Comité de la presse parisienne, à charge d'en remettre la moitié aux Droits de l'homme*¹.

Il s'agit donc bien là d'une institution régulièrement formée, d'un organisme représentatif de tous les groupes, d'une sorte de sur-comité central dont l'autorité s'étendait au-dessus des autres comités. Malheureusement, cette autorité ne s'exerçait que périodiquement et seulement pour un but bien déterminé. Il n'y eut pas, de 1832 à 1834, d'administration commune, centrale, permanente et générale, des associations populaires, et pour une bonne raison, c'est qu'un comité d'organisation de ce genre ne pouvait guère se concevoir sans une unité de doctrine... qui n'existait pas.

1. *Réquisitoire*, Annexes, n° 18, p. 143.

CHAPITRE VIII

PROPAGANDE « POPULAIRE »

Entre 1832 et 1835, les associations patriotiques ont une doctrine. C'est un fait nouveau qui mérite d'être signalé. Jusqu'aux journées de Juin, en effet, les associations ont gardé un des caractères les plus saillants de leurs aînées d'avant la Révolution de 1830. Ce sont des machines de guerre contre le pouvoir; les d'Orléans ont simplement remplacé les Bourbon. La société *Aide-toi* elle-même, à cette époque, n'a guère d'autre objet que les élections. Seule la société des *Amis du peuple* essaie timidement l'ébauche de la théorie républicaine dans les quelques brochures qu'elle a pu lancer. Il n'en est plus de même dès l'année 1833. Les associations ont des vues théoriques et constructives sur la société telle qu'elles la conçoivent. Elles les expriment en des publications nombreuses, sur le dogme de la souveraineté nationale, sur l'égalité, sur l'instruction, sur l'armée, etc., qui sont l'œuvre de quelques-uns de leurs membres, mais à qui elles donnent, pour ainsi dire, l'*imprimatur*. Bref, si l'on peut user de cet anachronisme, les républicains de 1833 ne sont pas seulement organisés, ils sont également « conscients. » Il faut les entendre protester violemment contre « l'accusation effrontée que les républicains manquent de doctrine, comme si le progrès même d'une opinion... ne suffisait pas à prouver qu'elle

est comprise, c'est-à-dire qu'elle possède et professe des doctrines à la fois claires, satisfaisantes et consenties¹. » Bien mieux, « des doctrines, seuls, les républicains en ont, parce que, seuls, ils ont de la conscience et de la logique². »

Cette doctrine est républicaine. Évidemment ! L'expression peut sembler une « lapâlisade. » Pourtant, si l'on compare les associations patriotiques d'avant juin et celles d'après juin, on peut noter une autre profonde différence. Les premières sont infiniment mêlées. On y trouve des carlistes, des bonapartistes, des socialistes (à la manière de Saint-Simon), et bien d'autres encore. Et on le comprend si l'on pense qu'elles sont destinées avant tout à lutter contre l'ennemi commun, l'Orléans. C'est ainsi que la *Société gauloise*, qui a joué un grand rôle en juin, comprend de nombreux carlistes côte à côte avec des républicains farouches. D'abord abattre le tyran ! Après on verra, quitte à se manger entre soi ! Au contraire, après la défaite de juin, il se produit comme une épuration des sociétés patriotiques. On assiste à un regroupement des forces uniquement républicaines dans des associations uniquement républicaines. Plus d'éléments douteux, rien que des purs !

Avec les royalistes d'abord, c'est la rupture totale. Il n'est plus question de « monarchie à institutions républicaines³. » Il y a incompatibilité totale désormais entre la Royauté et la République. La République, en effet, « veut assurer à chacun la possibilité de développer librement les facultés physiques et morales que l'individu a reçues de la nature ; » la Royauté, au contraire, « ne s'entend qu'à ren-

1. *Exposé des principes républicains* dans Girod, I, p. 49.

2. *Id.*, Girod, I, p. 50.

3. *AG. Corr. Gén.*, 20 février 1833. « Le parti républicain lève audacieusement la tête. Il ne parle plus, comme l'an passé, de Royauté entourée d'institutions républicaines, mais seulement de République. »

fermer et à resserrer les existences dans les limites que leur ont assignées le hasard ou les infamies de notre organisation sociale. » Plus de collusion, donc, avec les monarchistes, orléanistes ou carlistes ! D'ailleurs, ceux-ci ne paraissent-ils pas de plus en plus faire cause commune avec leurs ennemis d'hier qui croient ainsi se refaire une « quasi-légitimité¹ ? »

Il n'en va pas tout à fait de même, à première vue, pour les bonapartistes, surtout depuis la mort du duc de Reichstadt. Les affinités sont plus grandes, il est vrai ; le programme extérieur du parti plébiscitaire diffère peu de celui d'un Armand Carrel, par exemple. Aussi les républicains essayèrent-ils de rallier les bonapartistes. Le 2 août 1832, *La Tribune* lança un émouvant appel. « Nous ne viendrons pas hypocritement afficher une douleur que nos affections politiques ne nous inspirent point, s'écriait-elle, » mais les partisans de Napoléon II savent pourtant que, comme eux, « nous voulons que nos affronts soient vengés, que la France reprenne dans l'Europe le rang qu'elle doit occuper. » De son côté, le poète bonapartiste Belmontet chantait la République. Le 2 septembre, *La Tribune* annonçait que la fusion était accomplie. Il y avait du vrai dans cette affirmation. Beaucoup de bonapartistes paraissent avoir soutenu les associations et la presse républicaines. Un rapport de police militaire du 8 avril 1833 affirme que *La Tribune* reçoit l'argent de Joseph Bonaparte qui se serait engagé, vis-à-vis des rédacteurs, à payer toutes les amendes auxquelles ils pourraient être condamnés pour publication d'opinions répu-

1. Girod, IV, p. 484. *De la légitimité des rois et de la souveraineté du peuple.*

On signale, dans les rapports de police, un essai d'alliance entre carlistes et républicains, du genre de celui de la *Société Gauloise* mais la source est suspecte. D'ailleurs il n'a pas eu de suite.

blicaines. D'après le même rapport, les républicains, vers cette époque, auraient décidé si la royauté était renversée, de confier le pouvoir à trois consuls; Louis Bonaparte, le général La Fayette et Armand Carrel¹. Un peu plus tard, la police signale, enfin, l'attitude d'un fils naturel de Napoléon, le comte Léon, qui tient les propos « les plus outrageants, » et qui ne fréquente que les républicains². Ce sont là évidemment des « racontars » policiers. Mais ils n'ont rien d'étonnant si l'on songe que, déjà en 1832, Cavaignac, Guinard et Bastide étaient allés à Londres pour s'entendre avec Joseph Bonaparte contre Louis-Philippe; l'accord avait échoué sur la question sociale³. Qui mieux est, ils paraissent, au moins en certains cas, reposer sur des faits incontestables. C'est ainsi qu'on peut voir Joseph Bonaparte envoyer 300 francs à l'Association de presse de Montargis pour l'amende de *La Tribune*⁴. Enfin certaines sections des *Droits de l'homme* comprennent des bonapartistes ou leur sont favorables. La section des *Victoires* par exemple proposa nettement une alliance avec eux⁵.

Mais le fait devient de plus en plus rare. Il se glisse peut-être quelques bonapartistes parmi les modérés en raison de la similitude de doctrine extérieure, mais les éléments avancés, qui deviennent de plus en plus nombreux, et qui commencent à rêver, au contraire, de la fraternité des peuples et de la paix universelle, rejettent nettement

1. AG. Corr. Gén., avril 1833.

2. Dernièrement, ajoute la note, dans une réunion de républicains on l'aurait trouvé si ressemblant à son père qu'il aurait été question de le faire passer pour lui.

3. *Mémoires du roi Jérôme*, VII, p. 468 cité par Weill, *Histoire du parti républicain en France*, note 1, p. 73.

4. AN. BB¹⁸ 1219, PG. Orléans, le 17 octobre 1833.

5. *Procès des Vingt-Sept* (Plaidoyer de Dupont), BN. Lb⁵¹ 2065, cité par Georges Weill, *op. cit.*, note 2, p. 73.

les éléments césariens. Le comité central des *Droits de l'homme* dissout la section des *Victoires* en prétextant « que le nom de Bonaparte rappelle l'anéantissement de la liberté, la persécution des patriotes, la réinstallation de la noblesse et du clergé, la création des privilèges, des monopoles et de toutes ces institutions aristocratiques qui témoignent encore des coupables intentions de l'Empire¹. »

On peut donc affirmer sans crainte que les associations patriotiques de 1832 à 1835, *Société de la presse*, *Association pour l'instruction du peuple*, *Droits de l'homme* et même *Société Aide-toi*, carlistes, orléanistes et bonapartistes peu à peu éliminés, sont à peu près arrivées à l'unité générale de la doctrine, en ce sens qu'elles aspirent toutes à la République.

De cette évolution, l'histoire de l'*Association en faveur de la liberté de la presse*, pourtant au début fort modérée d'allure, nous fournit une preuve frappante. Lorsque ses fondateurs discutèrent du but à atteindre, à savoir, la protection de la presse, certains d'entre eux, dont La Fayette² voulurent englober tous les journaux, à quelque nuance de l'opinion qu'ils appartenissent. Le comité provisoire en décida autrement³. Il ne protégerait que la presse républicaine. C'était déjà une indication très nette. Sans doute la société n'osa pas tout de suite afficher ostensiblement ses opinions. Mais il est permis de croire qu'elles étaient acceptées volontiers par les adhérents puisque à l'automne 1833, l'association de Paris prit délibérément le titre d'*Association républicaine*⁴. Cependant, le comité central permanent hésita à

1. BN. Lb⁵¹ 2065, *Procès des Vingt-Sept*, Plaidoyer de Dupont.

2. La Fayette, Lettre sans nom de destinataire du 7 novembre 1833 (*Mémoires du général La Fayette*, publiés par sa famille, 1838).

3. AN. CC 612, registre 1, pièce 2 : « Nous ne prêterons appui qu'aux écrivains qui défendront nos principes, » écrit le comité le 6 octobre 1832.

4. AN. CC 612, registre 1, pièce 23.

prendre la même décision pour l'ensemble de la société : « Délégué de près de 100 associations, » il déclara vouloir attendre le jour où il pourrait se prévaloir « non pas seulement de la majorité, mais même de l'unanimité¹. » Il savait, en effet, que des craintes se manifestaient encore. Dans une lettre à son frère Étienne, le 29 octobre 1833, François Arago, lui-même, avait écrit que « le nouveau titre qu'allait prendre la société de la presse amènerait la démission d'une foule de personnes qui en faisaient partie sans avoir d'idée arrêtée sur la question républicaine². » Arago exagérait. Il n'y eut pas de démissions en masse. Jusqu'à sa dissolution, au contraire, l'*Association de la presse* ne cessa de grandir en nombre et en influence.

On était donc, en général, d'accord sur le but : la République, et ce n'est pas un petit résultat. Mais quelle République? Les réponses présentaient de nombreuses et grandes divergences.

Autant de chefs, autant de Républiques presque. Voici, côte à côte, Armand Carrel qui sacrifie tout aux questions extérieures et Raspail qui les néglige pour les problèmes économiques et sociaux; Trélat, qui a jeté au loin le poignard du carbonaro et Mathieu encore entiché du mystère des sociétés secrètes; Guinard, Marrast soucieux des formes parlementaires et Blanqui au perpétuel rêve de bataille sociale; Lebon, Vignerte, d'Argenson qui ne jurent que par

1. AN. CC 612, registre 1, pièce 23.

Le comité comptait que c'était là, d'ailleurs, une simple formalité, et il se proposait d'effectuer la transformation à l'assemblée générale des délégués d'avril 1834.

2. AN. CC 614, p. 215.

Il est certain qu'il y avait encore des gens, dans l'association, que le mot de République effrayait. C'est le cas pour le groupement de Nontron, où l'on n'ose pas arborer ouvertement le drapeau de la République. Ce serait « trop impolitique, » écrit le secrétaire à Marchais, le 3 novembre 1833 (Girod, IV, Annexes, n° 35 bis).

l'Égalité et Cormenin épris de Liberté; Cavaignac, fils de conventionnel, fidèle à la tradition jacobine, et Lafayette, admirateur de l'Amérique et contempteur des singeries de 93; Garnier-Pagès, pour qui la propriété est intangible et le vieux Buonarroti qui veut la détruire. On n'en finirait pas avec l'énumération des variations théoriques individuelles. Elles s'atténuent, il est vrai, dans l'atmosphère des associations et dans le grand enthousiasme qui anime ces réformateurs néophytes. Mais il y a cependant de grands courants qui paraissent irréductibles. Pierre Leroux dit qu'il a trouvé la société des *Droits de l'homme* divisée en trois tronçons, en trois sectes rivales ardentes et acharnées, la première représentée par Marrast prêchant la liberté et qui figure « l'extrême bout de la queue de Danton; » la deuxième, illustrée par Lebon et Vignerte, aux tendances égalitaires, la « queue de Robespierre; » enfin la troisième avec Cavaignac, incarnant la tendance de la fraternité¹. Il y a du vrai dans cette classification. Il est certain que les théories des Lebon et des Vignerte les apparentent plus avec Robespierre qu'avec Danton. Mais Marrast n'a pas plus la fougue du tribun populaire que Napoléon Lebon ou Vignerte l'élégance et la froideur du dictateur « vertueux. » Le contraire serait plus exact. Quant à Cavaignac, il est vrai qu'il a paru un moment faire « cavalier seul, » et qu'on lui a reproché ses tendances bonapartistes, mais il n'est pas seul à prêcher la fraternité. C'est le mot, la marotte de presque tous les républicains. Pierre Leroux a visiblement été obsédé par la vieille devise révolutionnaire : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Une classification établie en la prenant pour base est peut-être séduisante, mais sûrement systématique, et, partant, contraire à la vérité.

1. Tchernoff, *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 273.

Si, à son exemple, on veut rester dans l'atmosphère de l'époque, et demeurer fidèle aux souvenirs de la Révolution, il vaut mieux reprendre la division reconnue par les républicains eux-mêmes, dès cette époque, en Girondins et en Montagnards; les premiers incarnant les idées de décentralisation, de liberté, la politique nationale de prestige à l'extérieur, et la modération; les seconds, attirés par la dictature, l'égalité, inclinant volontiers, pour la première fois, vers les rêves de fédération des peuples, plus enclins à la violence. C'est à peu près la même distinction qu'on prétend établir, quand on parle d'école américaine et d'école conventionnelle, celle-là ayant en vue davantage les réformes politiques, et celle-ci davantage les réformes sociales. Toujours en stylisant et en systématisant, la première correspond assez bien aux idées de la majorité des membres de l'*Association en faveur de la presse* ou, encore, à la doctrine du *National*, et la seconde, à celles des adeptes des *Droits de l'homme*, ou aux principes de *La Tribune*¹.

1. Un correspondant du Midi, Démosthène Ollivier, note ces divergences et cette nécessité de les faire cesser, en un langage pittoresque qui mérite d'être rapporté : « Depuis longtemps, écrit-il, le 22 octobre 1832, tout le monde remarque que l'esprit d'unité et de discipline manque à l'opinion patriotique. Point de formule qui rallie à elle la masse qui flotte indécise, se divise et se subdivise à l'infini. Dans un coin sont des hilotes qui prêchent l'égalité absolue; tout à coup, dans un autre, des Spartiates qui veulent ressusciter Lycurgue, ailleurs des hermaphrodites entre l'Italie et la France, etc.

Le mot de République flotte bien au-dessus de tout cela, mais ce mot, d'ailleurs si vague, ne précise, ne formule rien. Il y a des républicains; il n'y en a pas qui le soient de la même manière. Il serait temps que les hommes à dévouement et à conviction qui sont placés au centre, s'entendissent et s'occupassent à rallier la masse à un même drapeau.... Tant que l'opposition sera une tour de Babel où chacun parle un langage inintelligible à son voisin elle ne comptera que sur des défaites.... » (AN. CC 613, I, 76.)

Voir aussi la curieuse lettre de François Corcelle à Marchais, du 3 mai 1833, par laquelle il envoie sa démission de l'Association de la

On a vu quel rôle dissolvant avait joué cette divergence de vues dans les organisations républicaines. C'est précisément pour remédier à ses inconvénients que les républicains tentèrent d'apporter à la doctrine ce qu'ils essayaient d'introduire dans l'organisation du parti, l'unité. *La Revue républicaine* était un essai timide. Bien plus retentissant fut le *Manifeste des Droits de l'homme*.

Au lendemain des dissensions intestines qui avaient gravement compromis l'existence même de la *Société des Droits de l'homme*, le nouveau comité, pour rallier tout le parti, dans un vaste effort de synthèse, autour d'un programme unique, publia à grands fracas, en novembre 1833, *l'Exposé des principes républicains de la Société des Droits de l'homme et du citoyen*¹. A lire ce libelle, l'intention des auteurs est visible. Après avoir constaté que jusqu'à présent, le parti républicain a été divisé et trop individualiste, mais que ce sont là seulement des mouvements de surface qui n'agitent pas le fond, le comité montre la nécessité de procéder à des actes d'ensemble et d'adhésion publique qui font apparaître une *même* opinion sous un *même* aspect. Il

presse : « Je ne veux plus admettre, écrit-il, en parlant de l'Association, les principes du comité qui la dirige.... Le comité est composé en totalité d'hommes que j'estime et d'amis dont je m'honore, mais nous différons complètement sur certains points assez graves pour exiger que je me retranche dans mon indépendance individuelle. Ainsi la plupart de ses membres professent, comme maxime d'état, que les questions relatives à la forme du gouvernement peuvent être résolues, dans certains cas, par une dictature violemment suspensive des droits individuels. Moi, je crois que les droits individuels sont au-dessus de toutes les questions qui concernent la forme du gouvernement. Vous avez décidé que vous pouviez disposer de nos fonds pour publier des écrits où l'on demande une vague révision de la propriété..., mais je crois que ces matières sont du domaine de la science, qu'il est déplorable de les traiter de manière à effrayer beaucoup d'esprits. » (AN. CC 585, II, pièce 52.)

1. Girod, I. p. 41 et suiv.

ne s'agit pas là d'une tentative égoïste et particulière de la société, profitable seulement à elle seule, mais d'un immense essai de regroupement de tout le parti. « C'est un résultat que la société ne prétend pas attirer à elle, s'écrient les auteurs du Manifeste. Son comité central s'attache à administrer celui qu'elle a obtenu. Mais il doit en provoquer un qui s'étende à l'ensemble du parti, qui le rallie et le représente. » Ce qui le prouve bien, c'est que le comité central entend se mettre en rapport directement avec tous les éléments républicains, « pour amener une manifestation d'assentiment et d'union propre à caractériser plus nettement la pensée démocratique. » L'idée est claire. Le Manifeste n'est pas un simple signe de la vie intérieure de la société, c'est un appel général et solennel à tous ceux qui se réclament de la doctrine républicaine, pour les grouper autour d'un seul drapeau, d'un seul programme.

Quel est ce programme? Il obéit d'abord à un certain nombre de principes fondamentaux, ceux que contient la *Déclaration des Droits* présentée à la Convention par Robespierre. Sans doute, « cette rédaction » n'est pas « la meilleure possible, » mais c'est « la meilleure connue. » « Tout y est suffisamment exprimé, droits, devoirs, moyens, garanties. » Elle résume, d'une façon nette et féconde, « la raison, la conscience et l'expérience humaines¹. »

Mais ce n'est pas tout de proclamer des principes. Il leur faut encore « des conséquences et des moyens d'application, il ne suffit pas de proclamer le droit des exclus, il faut le rétablir. » Autrement dit : ce n'est pas à coups de principes que s'organisera la société républicaine, mais avec un

1. Girod, I, p. 45. Ce qui la domine, ajoute le Manifeste, « c'est la réparation des iniquités sociales... la garantie du droit de tous placée dans la souveraineté de tous... en un mot, le principe d'association appliqué à la société politique.... »

ensemble d'institutions bien définies, conformes à ces principes. Quelles sont ces institutions? Un pouvoir central électif, temporaire et responsable; une assemblée nationale représentant tous les intérêts légitimes; une organisation municipale combinant la liberté des communes avec l'unité du gouvernement; une organisation des gardes nationales élues appelant tous les citoyens à défendre leurs droits et leurs foyers; un système d'éducation publique préparant une communauté d'idées compatible avec le progrès, et donnant le premier rôle à l'instituteur primaire; un système financier juste et équitable, « qui remplace ce qu'on est convenu d'appeler les revenus de l'État par un capital social dont la puissance constitue le budget public, non plus débiteur, mais créancier, et mette le crédit, non plus à la disposition des particuliers envers le corps social, mais à la disposition de celui-ci envers les particuliers; » une organisation judiciaire qui généralise l'institution du jury, et le combine avec la révision et la simplification des codes; une organisation administrative combinant les nécessités de l'unité nationale avec les intérêts locaux; une organisation de l'économie publique meilleure, qui contribue à réaliser ces deux grands principes, la meilleure division du travail et la meilleure répartition des produits; « un concours du droit d'association à ce développement et à la combinaison de la liberté individuelle avec la réforme des désastreux effets de l'isolement »; enfin, une fédération de l'Europe fondée sur le principe de la Souveraineté du peuple.

L'étude de ce programme serait curieuse. Ne contient-il pas en germe la plupart des bases de la société moderne? Mais, du point de vue qui nous occupe particulièrement, c'est-à-dire la tentative d'unité républicaine, bornons-nous à en dégager la préoccupation essentielle, celle qui apparaît presque à chaque phrase : le comité a le souci constant de

rallier le plus possible d'adhérents; aussi prend-il soin d'atténuer ce qui pourrait par trop choquer certains esprits. Il réalise une espèce de synthèse à la Jaurès, si l'on peut employer cette comparaison anachronique, mais tellement tentante. Il redoute l'effroi que peut causer cette accusation de dictature dont il est l'objet. Aussi cherche-t-il toujours à *combinaison*; combinaison de l'unité nationale avec l'autonomie provinciale, combinaison du droit d'association avec la liberté individuelle. D'ailleurs, ajoute-t-il, le Manifeste n'est pas un dogme¹. Il ne s'agit pas « d'imposer une solution, » mais d'y « contribuer... » dans un esprit de préparation et de progrès.... Sans doute, il y a telle de ces vues qui reste soumise à des discussions résultant moins de l'incertitude des esprits que de la liberté des opinions et des consciences, » tel de ces moyens sur lesquels on diffère, moins à cause de leurs avantages, de leur nécessité, de leur justice, que relativement à l'époque où ils pourront être réalisés. Mais c'est là question secondaire. Il est nécessaire de laisser libre jeu à la liberté des opinions et à l'opportunité. Ce qui importe, c'est le petit nombre d'idées susceptibles de rallier tous les membres de la grande famille républicaine. Or elle conçoit *unanimentement*, comme but, l'égalité, comme premier devoir, l'assistance aux prolétaires, pour agent, la forme républicaine, pour principe, la souveraineté du peuple avec sa conséquence naturelle, le droit d'association.

Le Manifeste fit grand tapage. C'était la première fois,

1. C'est ce qu'explique également Gindriez de Dijon à la manifestation organisée par l'association d'Arbois pour protester contre la loi sur les associations; il présente, en effet, la Déclaration des Droits de l'homme, non comme une œuvre parfaite qu'il faut entièrement adopter, mais comme le jalon autour duquel doivent se presser les associations » (AN. CC 619, IV, 5, p. 17).

en quelque sorte, depuis la Révolution, que le parti républicain tentait de systématiser ses idées en un corps de doctrine. On le loua, et on le critiqua, même à l'intérieur du parti, même à l'intérieur de la *Société des Droits de l'homme*. Voyer d'Argenson lui-même, un des plus avancés pourtant de ses membres, après avoir approuvé les passages relatifs à l'amélioration sociale, déclara qu'il « aurait désiré la suppression de plusieurs parties de l'exposé. » Il prit bien soin d'insister seulement sur l'esprit et non sur la lettre du Manifeste. Le comité, dit-il, n'est pas l'oracle de l'avenir. Il ne peut espérer que contribuer à la préparer. Ce sera au peuple seul, dans l'exercice de sa souveraineté, « à s'éclairer par la discussion et à choisir. » Il tint également à bien mettre au point la signification de cette Déclaration de Robespierre dont on essayait de « faire quelque bruit. » C'était, pour lui, un simple élément de « discussion théorique. » Ces jours derniers, écrivit-il, *Le Moniteur*, en analysant un ouvrage de M. Cousin, nous recommandait la méthode éclectique, même en politique. Pourquoi ne pas l'appliquer ici, cet éclectisme, qui consiste à séparer « la part inévitable d'erreur mêlée à la portion de vérité qui est la force et la vie de chaque système¹? » Cependant, malgré toutes les réserves formulées par d'Argenson et certains adhérents, les sections des *Droits de l'homme* approuvèrent d'enthousiasme le Manifeste, à Paris comme en province. « Les adhésions arrivèrent de toutes parts. » « Les démocrates des pays étrangers firent parvenir les leurs. »

Jusqu'à présent, c'était un succès relatif. Ce qu'avait voulu le comité des *Droits de l'homme*, c'était rallier, non pas ses diverses affiliations, chose facile, mais les autres éléments républicains, même les plus modérés. A cet effet,

1. AN. CC 614, p. 253, 29 octobre 1833.

Cavaignac envoya le Manifeste à l'*Association en faveur de la presse*, en lui demandant de le faire parvenir à tous les comités de la presse et des journaux patriotes¹, tâche qui fut remplie scrupuleusement. Les réponses ne tardèrent pas à arriver, mais si les associations les plus avancées, comme à Saint-Amand, comme à Perpignan donnèrent leur adhésion sans réserve, beaucoup, comme celle de Nontron, refusèrent d'adopter l'*Exposé des principes*².

Bien plus, ce que les *Droits de l'homme* auraient désiré, c'était des adhésions publiques et solennelles. Or, il connut sur ce point des échecs retentissants. *La Tribune* elle-même désavoua la *Déclaration de Robespierre* et fit remarquer que les associations ne constituaient point tout le parti républicain³. De son côté, le comité central de l'*Association en faveur de la presse patriote* ne crut pas devoir apporter son approbation. Cavaignac vint, devant lui, défendre le Manifeste. Mais Carrel, au nom de ses collègues, exposa les raisons qui empêchait l'association de se rallier à la formule des *Droits de l'homme*. Ces raisons, il les exposa dans un rapport pondéré et lumineux⁴. « Il est un peu nouveau, dit-il, de s'entendre demander la représentation universelle du pays, l'égalité absolue des droits politiques, la subsistance de tous les membres du corps social assurée aux dépens de ceux qui ont le superflu, la dispense de toute contribution en faveur de ceux qui n'ont que le nécessaire, la limitation du droit de propriété à une certaine portion garantie par la loi, la destruction de toute industrie qui préjudicie à l'exis-

1. AN. CC. 614, p. 191, et CC 617, I, p. 87.

2. Girod, IV, Annexes, 24 et 35 bis.

3. *La Tribune*, 28-30 octobre, 10 décembre 1833.

4. Voir ce rapport dans Carrel, *Œuvres politiques et littéraires*, t. V, p. 390 et suiv., 399 et suiv. (Dossier d'un prévenu).

Voir aussi, Stuart Mill, *Dissertations and discussions*, I, p. 269; Stuart Mill, qui assistait à la séance, l'a racontée.

tence du pauvre, la progression et non la proportion de l'impôt, il est surtout quelque peu effrayant de s'entendre renvoyer pour le développement de ces propositions à l'autorité du représentant Robespierre, car on se souvient beaucoup moins aujourd'hui de Robespierre théoricien que de Robespierre chef de ce triumvirat de terreur qui fut vaincu au 9 thermidor. » Voilà pourquoi la publication du comité des *Droits de l'homme* « ne saurait passer pour l'expression commune et générale du sentiment républicain. » Et surtout, ajoutait-il, la déclaration de Robespierre ne répondait pas « au sentiment... le plus généralement dominant » dans l'*Association de la presse*, « le respect de la souveraineté nationale, la haine de toute usurpation qui prétendrait décider par la minorité ce que la majorité seule a le droit de résoudre. »

Mais, ce qu'il convient de faire ressortir, c'est le tact, la politesse avec lesquels Carrel enveloppa son refus. Il s'efforça de montrer comment le Manifeste avait pu naître dans l'esprit de ses auteurs, pourquoi « les écrits de Robespierre avaient obtenu, sur les plus anciens fondateurs de l'association, plus de crédit qu'aucune autre conception du même temps. » Il développa longuement cette idée que « les idées de réformes développées par le Manifeste ne sont nullement liées, théoriquement du moins, aux idées de la terreur, » puisque « les doctrines qu'on voudrait personnifier dans Robespierre pouvaient trouver, dans quelques-uns des philosophes du XVIII^e siècle, et des réformateurs de 1789, des autorités plus rassurantes. » Et il appela le Manifeste, « un produit spontané des traditions et des sentiments qui vivent dans la démocratie parisienne. »

En termes mesurés, Carrel chercha donc à expliquer, à excuser les dispositions de l'*Exposé des principes*. Il réussit

à obtenir gain de cause, « sans avoir blessé le parti jacobin¹. » Il n'y eut donc pas rupture éclatante, d'autant plus que le rapport de Carrel, lu le 8 décembre 1833, ne fut connu en détail que beaucoup plus tard ; mais il n'y eut pas davantage adhésion solennelle.

Et pourtant il y a, dans ce rapport, des symptômes très nets de l'état d'esprit du parti républicain à la fin de 1833. S'il ne souscrit pas à toutes les théories des *Droits de l'homme*, lui-même, à son tour, est un discret appel à l'unité. Il ne manque pas de mettre en valeur ce qui peut grouper tous les éléments du parti. En déclarant que l'*Association de la presse* était devenue *républicaine*, Carrel allait jusqu'à dire que le Manifeste était un *lien* entre les deux sociétés, parce que « toutes les opinions républicaines partent du même principe et sont solidaires entre elles, quelque éloignées que soient les conséquences. » Mais bien mieux, en exprimant l'espoir que de cet examen sincère des doctrines du Manifeste, malgré les divergences des vues, résulte la preuve que la discussion *rapproche* les divers éléments du parti républicain, il prononçait des paroles caractéristiques : « Qu'on renoue d'ailleurs, s'écriait-il, la chaîne des temps aux hommes de l'une ou de l'autre époque², c'est... le même but, le même vœu, la même fin, la répartition plus égale de la propriété, le triomphe plus complet du principe d'égalité politique, la régénération morale du riche et du pauvre, la réforme sociale pour but, et la réforme politique comme moyen. » De la part du plus conservateur des républicains, de telles phrases sont typiques, symptomatiques. Elles donnent la mesure exacte du chemin parcouru par le parti républicain de la fin de 1832 à la fin de 1833. De plus en

1. G. Weill, *op. cit.*, p. 126.

2. 1789 et 1793.

plus, la question sociale vient au premier plan, chez les *Droits de l'homme*, c'est bien évident, mais, bien mieux, parmi les éléments modérés. Il n'est même pas besoin pour le prouver d'aller chercher Petetin qui n'hésitait pas à se qualifier de « prolétaire », tout comme Vignerte, mais qui, lui, se trouvait dans un milieu spécial. Il suffit de lire les organes qui expriment des opinions moyennes. *La Tribune* qui n'est pas toujours d'accord avec les *Droits de l'homme* écrit que « les Républicains et les prolétaires vont au même but, non pas seulement la destruction des principes monarchiques, mais l'établissement des moyens les plus propres à ce que le bien-être qui naît de la civilisation se répartisse entre le *plus grand nombre possible, au lieu de rester dans un petit nombre de mains*¹. » *La Revue républicaine*, elle-même, organe de l'*Association en faveur de la presse* dit, en septembre 1833, que la tâche du gouvernement « sera de fonder un système équitable de contributions publiques, de faire disparaître de nos lois tous les vestiges d'aristocratie et de monopole, d'en effacer toutes les dispositions qui soutiennent et favorisent l'*exploitation du plus grand nombre par le plus petit*, de consacrer enfin à des mesures réparatrices une partie des ressources nationales, en ouvrant à la classe laborieuse les voies d'une production plus lucrative et d'une véritable instruction². »

Il est donc incontestable que le parti républicain subit une évolution décisive. Il s'oriente délibérément vers la réforme sociale. Ce n'est pas encore une tendance socialiste qui l'anime, malgré les influences de Saint-Simon et de Fourier; pas davantage une tendance communiste, malgré l'influence du vieux Buonarroti, car, s'il faut en croire Cabet

1. *La Tribune*, 17 et 24 novembre 1833 (supplément).

2. AN. CC 612, registre 1, p. 21.

et quoi qu'on en ait dit, l'*Histoire de la conspiration de Babeuf* fut fort peu connue et répandue avant 1834¹; mais bien plutôt une tendance *socialisante* sautant par-dessus Babeuf pour se rattacher à la véritable tradition jacobine. Combien il est plus souvent question de Robespierre et de la Convention que des « Égaux » chez les républicains! En sorte que, si l'on voulait déterminer ce qui caractérise et unifie le parti républicain entre 1832 et 1834, c'est autant que dans son remarquable effort d'organisation, et d'élaboration doctrinale, dans cet élan, cette tendance, cet enthousiasme qui le portent vers le peuple qu'il faudrait aller le chercher. Tout est écrit, parlé, fait pour celui-ci. Tout est *populaire*, journaux, écrits, bals, banquets, réunions. Tout est *patriotique*, étant bien entendu que le véritable patriote est celui qui vient en aide à son prochain sans qu'aucune contrainte ne l'y force, celui à qui aucun sacrifice, aucune peine ne coûtent, pourvu qu'il puisse tendre une main secourable à son semblable, autrement dit celui qui pratique le véritable altruisme, la véritable fraternité.

Il suffit, d'ailleurs, de citer le nom symbolique du journal que lurent tous les républicains, toutes les associations, qui se vendit le plus et qui donnait en somme le *la* à cette tendance pour se convaincre de ce véritable besoin d'extériorisation, de dévouement et d'altruisme qui s'empara de tous les républicains et qui les fit « aller au peuple. » *Le Populaire* de Cabet qui fut vraiment « populaire² » ne voulait-il pas « que le pauvre pût acquérir l'aisance et s'enrichir en travaillant... que le peuple fût relevé à la hauteur du niveau qu'exige la dignité de l'homme et du citoyen? » Et ce journal,

1. Cabet, *Le démocrate*, devenu *communiste malgré lui* (sept. 1842).

2. « *Le Populaire* agissait puissamment sur la partie vive de la nation. » (Ch. Robin, *Louis Blanc, sa vie et ses œuvres*, Paris, 1851, p. 16 et 17.)

où l'on voyait figurer, côte à côte, comme souscripteurs, d'Argenson et Garnier-Pagès, Audry de Puyraveau et La Fayette, Berrier-Fontaine et Salverte, ne synthétisait-il pas dans son seul nom, et son seul programme, toutes les aspirations nouvelles de l'époque?

Il y avait deux aspects des intérêts populaires : les intérêts moraux et les intérêts matériels. Les associations ne les négligèrent ni les uns, ni les autres. Tout d'abord, elles s'attachèrent à développer l'instruction et l'éducation du peuple. Il est inutile de revenir sur la quantité de brochures et d'imprimés qui furent lancés, à ce moment, parmi les masses, sur les tentatives plus ou moins réussies de création de périodiques, quotidiens ou autres. Mais on ne saurait donner trop de relief à l'effort déployé par les républicains pour mettre ces divers écrits à la portée de l'intelligence populaire¹. Ils étaient généralement courts et abondaient en formules simples, claires et frappantes. Non contentes de se placer au niveau des esprits, les associations cherchèrent à ne pas dépasser celui des bourses. Leurs publications coûtaient peu cher, ou le moins cher possible. Ce n'est pas une nouveauté que de dire qu'en créant des journaux ou en publiant des brochures, les associations ne firent pas de brillantes affaires. Il est même bien rare que les capitaux mis en service n'aient pas été totalement engloutis. Mais les premiers, les républicains se rendirent compte de la nécessité pour pénétrer dans les masses, d'avoir des journaux à moins de 80 francs l'abonnement. *Le Populaire* coûtait 10 francs par an. Dans une brochure au titre caractéristique², Cabet justifiait ainsi ce prix et la périodicité du journal : « C'est par un journal au plus bas prix possible

1. Cf. chapitre VI, la façon dont étaient rédigés *Le Fondateur* et *Le Populaire*.

2. *Nécessité de populariser les journaux républicains*.

et, par conséquent, par un journal hebdomadaire qu'il faut commencer. » On peut donc affirmer que l'idée originale de créer une presse à bon marché appartient tout entière au parti républicain. Émile de Girardin ne fit que reprendre des projets qui étaient dans l'air. Et s'il réussit, c'est parce qu'il put trouver les capitaux qui manquaient aux républicains pour payer leur cautionnement et pour organiser industriellement leurs entreprises¹.

Il arriva que, malgré tous ces efforts, les sujets traités fussent encore trop ardues pour des consciences moyennes ou que les prix n'eussent pas encore la modicité suffisante pour devenir abordables aux petites bourses. C'est alors qu'une fois encore, les associations intervinrent. Chacune d'elles fut un centre qui s'abonna aux journaux, aux brochures, aux livres et les fit circuler, tour à tour, parmi ses adhérents. Bien mieux, elle s'efforça de rendre la lecture de ces écrits plus attrayante, plus aisée. Elle organisa des réunions, où les militants les plus instruits expliquaient les textes aux plus ignorants, des « prêches républicains, » où l'on instruisait les masses « de l'ordre social actuel et de l'ordre social futur. » Entre toutes, les associations en faveur de la presse se distinguèrent, et l'on a déjà vu que Nîmes, Saint-Amand, Rouen, Estagel avaient institué de véritables écoles de républicanisme, pour la lecture et la discussion des théories fondamentales². Dans ces sociétés, cependant, ce genre d'exercice n'était pas le but principal. Au contraire il fut un des objets essentiels de l'activité des *Droits de l'homme*. Chaque séance de chaque section était consacrée « à l'examen d'écrits patriotiques, aux commentaires que

1. *Revue d'histoire moderne*, 1902-1903, p. 370. Compte rendu d'un mémoire de diplôme de H. Legendre, *Étude sur les origines de la presse à bon marché en France de 1830 à 1836*.

2. Cf. Plus haut, chap. vi.

cette lecture pouvait provoquer et à des interpellations adressées à chaque membre sur l'objet en discussion.... Chaque sectionnaire avait le droit de demander la parole pour exprimer son opinion sur le contenu des écrits mis en lecture, et sur les doctrines émises pendant la séance¹. » Sans doute le fonctionnement de la méthode n'était pas toujours parfait. Le commissaire du 5^e arrondissement Pornin se plaint du « peu de goût et d'aptitude pour les discussions, » et de la « pauvreté de l'éducation » générale². Celui du premier arrondissement signale également que « l'instruction manque, » que « les discussions sont nulles et languissantes³. » Mais il n'en est pas moins vrai que les sections, par les idées qu'on y confrontait, par la pratique quasi journalière du vote, furent d'admirables écoles d'apprentissage de la vie publique pour des gens qui s'en trouvaient jusqu'ici exclus.

Dans cet ordre d'idées l'institution la plus complète et la plus efficace fut, à coup sûr, l'*Association libre pour l'éducation du peuple*. Elle fonctionnait depuis 1831, mais c'est surtout à partir des journées de Juin, et principalement pendant l'année 1833, qu'elle prit une ampleur nouvelle. Dès sa première assemblée générale, le 4 juin 1832, elle avait élargi son programme. Jusqu'à présent, elle se proposait seulement de « compléter et de féconder l'enseignement primaire par des études assez élevées pour développer le génie d'une nation et pour donner aux citoyens les connaissances nécessaires à l'exercice, soit de leurs professions industrielles, soit de leurs devoirs comme membre de l'État⁴. »

1. Girod, IV, Annexes, 3^e série, n° 15. *Règlement de la société des Droits de l'homme et du citoyen*.

2. Girod, IV, Annexes, 2^e série, n° 6.

3. Girod, IV, Annexes, 2^e série, n° 160.

4. *Le Fondateur*, novembre 1832, BN. Lc² 1325.

Mais ce but apparut comme insuffisant car les études étaient traitées d'une manière trop particulière. On négligeait deux choses : d'abord la partie de l'éducation dans laquelle on doit s'attacher principalement à former le cœur des citoyens et à leur donner l'habitude des vertus sur lesquelles reposent de bonnes institutions politiques, ensuite *l'éducation des femmes* « dont l'influence est si grande dans la société. » Désormais l'association tenterait d'établir une éducation commune, à quelques différences près, aux pauvres ou riches, et aux deux sexes. L'école unique avant la lettre ! Pour remplir ce programme, au lieu de donner aux élèves seulement une instruction élémentaire, on leur enseignerait toutes les sciences nécessaires aux membres d'une nation agricole, industrielle et commerçante, et d'autre part, les notions indispensables aux citoyens d'un peuple appelé à se gouverner lui-même. Ainsi entendus, les cours de l'association différeraient pour les deux sexes, pour les communes industrielles et les communes rurales.

Aux hommes, quelle que soit la localité, on apprendrait la lecture, l'écriture, l'orthographe usuelle, le calcul et le dessin linéaire, la langue française, l'arithmétique, la comptabilité commerciale et industrielle, la géométrie élémentaire et la géométrie descriptive, avec leurs applications à la mesure des longueurs des surfaces et des volumes, au tracé des courbes, à la charpente et à la coupe des pierres, au dessin des engrenages et des parties principales des machines, aux levés de toute espèce, enfin la géographie, le dessin coordonné avec le cours de géométrie, la physique, la chimie, la mécanique avec leurs applications aux arts, la physiologie végétale et animale, l'hygiène, les principes de la législation commerciale et industrielle, l'histoire des différents peuples considérée surtout sous le rapport moral. En outre, à Paris, on enseignerait la lecture et l'écriture

des langues orientales, cela pour les typographes et les graveurs. Dans les villages on donnerait, en plus, les premières notions de la comptabilité agricole, de l'agriculture, de l'art vétérinaire et les rudiments de législation agricole.

Quant aux femmes, leurs cours se borneraient à la lecture, à l'écriture, au calcul, au dessin linéaire et aux premiers éléments de géographie, à la langue française, à la comptabilité, à l'hygiène, au traitement des maladies les plus simples, à l'histoire.

A la ville comme à la campagne les cours des hommes seraient divisés en quatre années. La première année, ils étudieraient la lecture, l'écriture, l'orthographe usuelle, le calcul, le dessin linéaire. La deuxième année ils aborderaient la langue française, l'arithmétique, la comptabilité, la géométrie élémentaire, le dessin, la physique. La troisième année, ils approfondiraient la langue française, la comptabilité, le dessin et la physique et ils commenceraient à étudier la législation commerciale. Ils consacrerait leur quatrième année à des notions complémentaires de dessin et de chimie, à la mécanique, à la physiologie végétale et animale, à l'art vétérinaire, à l'agriculture ou aux langues orientales.

Les cours des dames comporteraient seulement deux années d'étude, et les cours d'histoire seraient communs aux deux sexes¹.

En somme, c'est là l'enseignement donné par nos écoles primaires et nos cours d'adultes. Les républicains ont eu le mérite, non seulement de l'inscrire à leur programme, mais de le réaliser soixante ans avant qu'il ne passe dans les mœurs, et ils ont été les premiers, également, à en faire bénéficier les femmes.

1. *Le Fondateur*, novembre 1832. Cf. aussi le règlement de la société AN. CC 614, p. 266.

En l'organisant, ils avaient un but éminemment « populaire », c'est ce qu'ils ne cessaient de répéter; et c'est ce que proclamait, une fois de plus, Cabet dans son discours d'installation comme président de l'association : « prouver au peuple, non par des paroles, mais par des actions, que nous sympathisons avec lui... travailler à le rendre heureux en lui donnant une instruction utile qu'il demande et en développant ses vertus naturelles; » autrement dit, avoir, comme fin, « l'instruction, l'éducation et le bonheur du peuple, » telle devait être la tâche de la société¹.

Tâche grandiose, mais immense, en vérité, et dont la réalisation supposait une foi ardente pour suppléer à l'insuffisance des moyens! Les républicains s'y attelèrent avec courage. En juin 1832, un an après la fondation de l'association, cinq arrondissements de Paris et une commune possédaient des cours. A la mairie du III^e arrondissement, Roussel, Guibert, Commerson et Victor Lechevallier enseignaient le français, l'arithmétique, la comptabilité et la physique. Les trois premiers avaient chacun 100 élèves. Le dernier 160. Dans la même circonscription, rue Montmartre, Saintomer, Monginot, Berrier-Fontaine parlaient, les deux premiers, devant 50, et le dernier, devant 60 auditeurs. Dans le V^e arrondissement, Laponneraye, celui-là même qui, dès 1831, avait ouvert un cours d'histoire fermé par la police, donnait l'instruction primaire à 40 disciples. Dans le VI^e, V. Lechevallier expliquait l'histoire à 1 000 personnes; dans le VII^e, au Cloître Saint-Merri, on comptait autant d'élèves. Enfin, le XII^e arrondissement et Montreuil, près de Paris, en avaient chacun 300. Tous les professeurs remplissaient leurs fonctions gratuitement. V. Lechevallier, les deux Meissas, Dolley, Vignerte, Laponneraye étaient

1. *Le Fondateur*, février 1833.

les plus connus d'entre eux. Quant aux élèves, ils se recrutaient surtout parmi les ouvriers. A la fin de cette première année, ils atteignaient le chiffre de 2 000¹. On avait dépensé 7 600 francs². Mais une grande partie de cet argent avait été consacrée à du matériel qui demeurait. En réalité la dépense s'élevait seulement à 1 fr. 18 par personne³.

L'Association libre pour l'éducation du peuple pâtit des journées de Juin. On la priva de deux locaux : la mairie du III^e arrondissement, et celui du cloître Saint-Merri. Mais de nouvelles salles furent louées et ajoutées à celles qu'elle possédait déjà⁴. A la fin de 1832, les cours de première année fonctionnaient rue Saint-Honoré, rue Saint-Denis, rue Crussol, rue des Lombards, place Royale, rue du Faubourg-Saint-Antoine, rue de l'Abbaye. Il y avait des cours de seconde année, rue Montmartre, rue des Lombards, place Royale, rue de l'Abbaye et rue de la Montagne-Sainte-Geneviève; des cours de troisième année, rue Saint-Avoie. Quant aux cours de dames, on en comptait trois de première année, deux de deuxième année, auxquels il fallait ajouter des cours supplémentaires de musique, de peinture et de sculpture. C'étaient, au total, en mars 1833, 42 cours, et, en juillet de la même année, 46, suivis par plus de 2 500 personnes⁵, dans lesquels on enseignait douze matières, et auxquels étaient ajoutés un cabinet de physique et chimie et une bibliothèque⁶.

A en juger d'après ces résultats il ne s'agit donc pas de la part de l'Association d'une manifestation purement plato-

1. *Le Fondateur*, novembre 1832.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Le Fondateur*, décembre 1832.

5. *Le Fondateur*, mars 1833.

6. AN. CC 614, p. 266.

nique, mais bien d'une tentative sérieuse d'éducation populaire. Ce qui corrobore cette opinion, c'est que professeurs et élèves, quoique volontaires, sont astreints à une sévère discipline. Tout professeur absent sans raison valable est blâmé. L'activité des maîtres est surveillée par le comité central qui les oblige à un minimum d'efforts. C'est ainsi, par exemple, que les professeurs d'arithmétique, d'algèbre, de géométrie, de physique et de chimie doivent interroger ceux des auditeurs qui sont inscrits comme élèves. A la fin de chaque séance, ils leur donnent à résoudre, à la maison, des problèmes qui seront expliqués à la leçon suivante. De leur côté, les élèves sont tenus à l'exactitude. Pendant la classe, trois commissaires, choisis parmi les élèves les plus exacts et les plus appliqués, sont chargés de tenir la liste des assistants, de procéder à l'appel et de noter les absents, de signaler les paresseux qui n'ont pas fait le devoir imposé, de consigner les incidents survenus au cours de la leçon, bref de faire la police du cours¹.

Nous ne possédons pas beaucoup de renseignements sur le fonctionnement pratique de ces cours. Mais nous pouvons, néanmoins, nous en faire une idée par les quelques rapports des commissaires chargés de l'inspection, que nous avons. En théorie l'organisation était parfaite. Dans la réalité, il en allait différemment. Ainsi le commissaire du I^{er} arrondissement note, en mai 1833, qu'il manque, depuis longtemps, un professeur d'enseignement primaire, rue Saint-Honoré, qu'on en promet un qui n'arrive pas, et que « cela dégoûte les élèves » dont le nombre diminue². Ce n'était pas là une exception. Dans le VI^e arrondissement, pour lequel plusieurs rapports ont survécu, les commissaires se plaignent

1. AN. CC 615, I, p. 9.

2. AN. CC 615, I, p. 49.

vivement de la marche des cours. L'enseignement primaire n'a ni professeurs en nombre suffisant, ni même les objets de première nécessité. De plus il est mal organisé. On emploie comme méthode de lecture, la méthode Dolley dans laquelle il manque trois lettres : G. K. Q. Il est vrai, ajoute le rapporteur, qu'on ne possède pas de bonne méthode. Elle serait pourtant bien nécessaire. En outre les élèves n'ont pas le même livre, d'où impossibilité de pratiquer l'enseignement mutuel¹. Même refrain pour le cours de la rue des Lombards qui n'a pas de maître primaire pour les hommes et qui n'en a qu'un pour les femmes². Que réclame l'association, dit le commissaire inspecteur? L'instruction primaire! Or, dans cette même rue des Lombards, on *écrit* seulement. La lecture est nulle. Les trois quarts du temps sont employés à tailler des plumes. Aux cours de dessin, déjà bien rares, il n'y a pas de modèle. On a dû chercher un mauvais plâtre tout mutilé rue de l'Abbaye. Les élèves l'ont gardé pendant plus de trois semaines³.

On se rend compte, par ces quelques exemples, de quels moyens de fortune disposaient les républicains. Il est plus que probable que les difficultés rencontrées dans le I^{er} et dans le II^e arrondissement devaient se retrouver ailleurs. Mais si incomplet qu'il ait été, cet effort n'en mérite pas moins une mention particulière. C'est la première fois qu'est opérée une vaste tentative d'instruction démocratique. Pour en mesurer toute la portée, il ne faut pas en regarder simplement les résultats immédiats. Toute notre éducation postscolaire était en germe dans l'entreprise de 1833, qui a servi de modèle à presque toutes celles qui lui ont succédé, qui, bien mieux, s'est survécue à elle-même sous d'autres

1. AN. CC 615, I, p. 3, 18, 50.

2. *Id.*

3. AN. CC 615, I, p. 18.

noms, jusqu'à nos jours, et qui dure encore sous la dénomination d'*Association polytechnique*.

« Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple », disait Danton. Les associations républicaines semblaient avoir repris cette formule saisissante, mais à rebours. C'est ce qu'exprimait à merveille un ordre du jour des *Droits de l'homme*. « Jusqu'à présent, y lit-on, nous avons beaucoup fait pour la liberté, et presque rien en faveur de la fraternité. Quand un de nos frères est tombé dans le malheur, que le travail manque à son activité, ou la santé à ses bonnes intentions, nous avons cru avoir tout fait en l'insultant par une aumône. Le comité, au contraire, se propose de réaliser aujourd'hui, au milieu de nous, le projet d'organisation sociale que la République réalisera pour tous les peuples, et veut organiser le travail et l'assistance mutuelle¹. » Pour réaliser ce projet le comité des *Droits de l'homme* remania les sections « de manière à grouper ensemble les membres exerçant la même profession, à former des sections d'un seul métier, en ayant soin de ne pas déplacer les sectionnaires d'un arrondissement ou même d'un quartier dans un autre. » Les sectionnaires se trouvaient ainsi « unis par un lien plus intime » et, désormais, était « renouvelé le compagnonnage, » dépouillé « de toutes les formes barbares du ^{xiii}^e siècle. »

Dans ce cadre nouveau, tout membre manquant de travail devait en informer son chef de section. Celui-ci faisait appel aux sectionnaires puis au comité pour lui trouver un emploi, mais sans le désigner autrement que par sa profession et en respectant l'anonymat. Pendant le temps du chômage, un prêt journalier était alloué au demandeur. En cas de maladie, on lui donnait un secours sanitaire qu'il

1. AN. CC 585, I, 78 (ordres du jours de la *Société des Droits de l'homme*).

pouvait rembourser, mais seulement si son état lui permettait « de suffire à ce sacrifice¹. »

L'idée de la *Société des Droits de l'homme* ne manque pas d'originalité. Ce désir de « renouveler le compagnonnage, » en le vivifiant par une organisation nouvelle répondant aux circonstances de l'époque, est à l'origine des syndicats actuels. De même que les associations d'ouvriers de cette période ont été amenées à faire de la politique et à appeler à leur aide les groupements républicains, de même les sociétés républicaines, pour attirer les ouvriers, ont dû, dans une certaine mesure, se transformer, et se donner un véritable caractère professionnel. L'appel du comité des *Droits de l'homme* fut entendu. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter les yeux sur la composition de quelques-unes des sections. La section *Fleurus* du VI^e arrondissement est, pour ainsi dire, uniquement composée de tabletiers et de tailleurs de pierre. *La liberté de la presse* ne compte, à peu près, que des commis-marchands. Dans la quatrième section du I^{er} arrondissement, on ne trouve que des fabricants et des négociants; la deuxième et la cinquième sont formées seulement d'ouvriers en voitures. La section *Lebas*, de l'arrondissement F, à part trois exceptions, est entièrement constituée par des ouvriers tailleurs. Le même cas se répète, enfin, pour la section *Paix aux chaumières* qui ne comprend, dans sa totalité, que des cordonniers². On pourrait multiplier les exemples. On n'y trouverait que plus abondante, mais non plus frappante, l'illustration de ce fait caractéristique des années 1833 et 1834, l'interpénétration des républicains et des ouvriers.

C'est à un résultat semblable, mais peut-être avec un

1. AN. CC 585, I, 78.

2. Girod, IV, Annexes, 2^e série, n^o 142 et suiv. Cf. Festy, *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet*, p. 218, note 1.

but plus large, que marchait l'*Association libre pour l'éducation du peuple*. Dès sa fondation, nous l'avons vu, elle ne se préoccupait pas seulement d'apporter des secours moraux, mais encore une aide matérielle aux plus pauvres des citoyens « retenus dans leurs tristes demeures par le découragement, compagnon de la misère. » Elle distribua autant d'argent qu'elle put. On la voit adopter, dans le VII^e arrondissement, huit familles indigentes, et quatre autres dans le XII^e. Mais elle ne s'engageait pas à la légère. Elle déterminait, suivant l'état de ses finances, le nombre des indigents et des malades qu'elle pouvait secourir, et elle les faisait élire dans chaque arrondissement par les citoyens pauvres eux-mêmes et par ses propres membres, en rappelant aux électeurs que leur choix devait être déterminé non seulement par les besoins des candidats, mais aussi, et surtout, par les vertus dont ils avaient fait preuve. Après la suspension dont elle fut frappée au moment des journées de Juin, et quand elle eut à peu près terminé sa réorganisation, elle accentua encore son caractère de société de secours mutuels. Elle créa dans chaque arrondissement une commission de médecins et une commission d'avocats qui donnaient les uns et les autres des consultations gratuites. Elle secourut de plus en plus à domicile les familles malheureuses. Elle organisa enfin un service spécial de placements, pour les ouvriers sans travail¹.

Non contentes d'organiser dans leur propre sein, une miniature de République sociale, les associations républicaines luttèrent avec les classes populaires pour l'instaurer en grand sur les ruines de la monarchie. Deux sortes d'injustice les préoccupèrent particulièrement parce qu'elles répondaient aux plaintes générales du moment; l'une qui

1. *Le Fondateur*, novembre 1832 à mars 1833 et CC 615, I, *passim*.

concernait plus spécialement les campagnards consistait dans la mauvaise organisation de l'impôt; l'autre, qui regardait surtout les ouvriers provenait de l'insuffisance des salaires et de la misérable condition des travailleurs.

Ce que la basse classe avait vu surtout dans la Révolution de 1830, c'était l'abolition des « droits réunis. » Or le système de Juillet, loin de répondre aux vœux des populations, ne faisait qu'aggraver la situation existante. Des émeutes incessantes venaient du reste de démontrer clairement quelle importance le peuple attachait à cette réforme. Les républicains, fidèles à leur idéal sans doute, mais trouvant là un admirable levier de propagande, surent à merveille exploiter le mécontentement populaire et se mettre au niveau des réclamants. C'est ce qu'exprimait fort bien Tardif-Giroux dans une lettre à *La Tribune*. « Les cultivateurs, disait-il, ne connaissent guère que les intérêts matériels et ont peu de dispositions à comprendre les idées spéculatives, c'est pourquoi je vous invite dans vos prochains numéros à faire sentir d'une manière évidente quels seraient les immenses avantages que le gouvernement républicain apporterait dans le bien-être matériel de la nation, c'est-à-dire du peuple des villes, des habitants des campagnes.... Il est bien entendu que le jour où la République serait proclamée, tous les impôts indirects seraient abolis tout d'un trait¹. » C'est à l'*Association en faveur de la liberté de la presse*, surtout, qu'il appartient de concrétiser cette idée et de la répandre. Dans sa grande enquête de 1833, à côté de la question de la presse, figurait, en bonne place, le problème de l'impôt indirect. Le comité central invitait les associations et les journaux patriotes à provoquer et à organiser une information d'où résulterait autant que pos-

1. AN. CC 663, III, p. 9.

sible la connaissance du préjudice causé dans chaque localité par cette imposition inique, et du remède à y apporter. Les mémoires qui seraient envoyés à la suite de cette vaste consultation devaient faire l'objet d'un examen à l'assemblée générale des délégués. Un prix viendrait récompenser l'auteur du rapport le mieux réussi « où l'auteur traiterait, de la manière la plus satisfaisante, de la question considérée dans l'intérêt général de la nation, et indiquerait de quelle manière la suppression pourrait être effectuée sans porter atteinte au service public¹.... »

Malheureusement, comme l'exprima le rapporteur, le problème ainsi posé demandait une longue élaboration et les résultats de l'enquête furent encore plus incomplets pour l'impôt que pour la presse. Mais les réponses parvenues au comité suffirent à donner un aperçu de l'état des esprits. Partout on se plaint que l'impôt indirect pèse sur les catégories sociales les moins fortunées. Le comité de Bourg exprime à peu près l'avis général. Le sel, dit-il en substance, qui ne devrait coûter au consommateur qu'un centime la livre, lui est vendu vingt fois plus par le gouvernement. Ensuite cet impôt frappe plus particulièrement les classes populaires, soit parce qu'elles sont les plus nombreuses, soit parce qu'elles font du sel un plus grand usage, précisément « à raison de l'état de sobriété et des privations forcées dans lequel elles vivent et qui ne leur permet pas de recourir à des apprêts plus variés et plus coûteux. Enfin l'impôt du sel nuit à l'industrie et à l'agriculture, parce que le prix arbitrairement fixé par le gouvernement n'en permet pas l'emploi qui serait avantageux à l'amélioration du sol et à l'élevage des bestiaux. Quant à l'impôt sur les boissons, il est odieux par son énormité, par son mode de répartition

1. AN. CC 612, registre 1, p. 14.

et de perception; lui aussi, accable les classes les plus laborieuses et les moins riches qui ne pourraient être privées totalement de vin sans préjudice pour leur santé.

Mais comment remplacer les taxes indirectes? Par des économies d'abord, en supprimant la liste civile, les apanages royaux, les *grandes armées permanentes*, les sinécures, les fonctions diplomatiques et autres, « qui n'ont qu'un but vaniteux de parades, d'étiquette et de représentation, » ensuite par une répartition progressive de l'impôt direct qui, tout en s'adressant plus spécialement au luxe, au superflu du riche et aux ressources de la fortune territoriale, viendrait encore alléger la charge des pauvres, enfin par un impôt sur les créances authentiques et sur les rentes de l'État¹.

C'est là l'avis d'une région agricole mais aussi de tous les pays de vignobles, « vignerons » comme on disait alors. Si l'on se tourne vers une autre contrée, l'Ouest, par exemple, dont les intérêts sont différents, on entend le même son de cloche. Dans une longue pétition de décembre 1833, l'association pontivienne expose le préjudice causé par l'impôt du sel, taxe néfaste au travailleur pour qui le sel est le seul assaisonnement, l'indispensable antidote de la mauvaise qualité des aliments. Des statistiques le prouvent pour l'Ouest. A la ville, le riche consomme, annuellement, 12 kilogs par tête et par an, le pauvre 20 kilogs. A la campagne, le riche use 26 kilogs et le pauvre 35. Comme le sel vaut, au détail, 20 centimes le demi-kilo, on se rend compte de la dépense supplémentaire imposée au pauvre.

D'autres considérations militent encore pour l'abolition de l'impôt sur le sel. On emploie le sel, fréquemment, « dans les arts, » dans l'industrie alimentaire, « pour préserver de

1. AN. CC 613, II, p. 235.

la corruption les viandes et les substances végétales. » On le fait servir à l'élevage des bestiaux, à la fertilisation du sol. Dans l'Ouest, les cantons maritimes ne doivent-ils pas leur fécondité aux varechs toujours imprégnés de sel, ou aux vases de mer et aux résidus des marais salants? Sans ce fatal impôt, la France verrait augmenter d'un tiers sa richesse agricole, et la race paysanne n'en serait que plus forte et plus vigoureuse. On ne serait pourtant pas en peine de lui substituer d'autres taxes plus justes, sur les revenus mobiliers, sur les objets de luxe par exemple¹!

Voilà deux exemples typiques, pris dans des contrées fort dissemblables, et qui expriment, presque dans les mêmes termes, les mêmes idées. Toutes les réponses, à l'enquête de 1833, n'étaient d'ailleurs qu'un écho plus ou moins véhément à ces plaintes. Le comité, s'il n'en tira pas un rapport général, y puisa un réconfort pour ses convictions et l'affermissement de ses résolutions d'action. A son appel, Dijon avait répondu dès septembre par la formation d'une association spéciale dirigée contre l'impôt sur le sel et sur les boissons. Le rapporteur ne put que proposer aux délégués à l'assemblée générale d'imiter l'exemple de la cité bourguignonne.

Il était symptomatique cet exemple! Dans son Manifeste, la nouvelle association remarquait que, parmi tous les impôts, il en était un dont le seul nom en disait plus que tous les raisonnements, celui qui, sous le titre de *Droits réunis*, avait tué la popularité même de l'Empereur, celui qui, sous le titre de *contributions indirectes*, remplaçait, dans la haine des masses, la dime et les droits féodaux. Il ne fallait pas attendre du gouvernement un remède, pas, non plus, attendre de la presse le redressement des iniquités

1. AN. CC 617, V, p. 38. Pétition pour l'abolition de l'impôt sur le sel.

fiscales, car l'action de l'une et de l'autre exerçait sur trop d'objets à la fois. Non, il ne fallait rien moins qu'une force capable de s'employer tout entière à délivrer le pays du joug odieux et tyrannique. Cette force c'était une association nettement spécialisée.

Quels devaient être son but et ses moyens d'action? « Agir par la voie des pétitions collectives, par la publicité donnée à tout ce qui peut faire ressortir l'injustice et les funestes effets de la taxe maudite; établir des enquêtes, publier des mémoires, fournir la preuve que les besoins de l'État ne souffriraient point de la suppression de l'impôt indirect; indiquer les moyens propres à les remplacer, enfin soutenir les membres de l'association dans leurs contestations avec le fisc. » Si ces moyens venaient à échouer, alors on aviserait à tirer parti de l'existence de la société pour organiser le refus de l'impôt.

L'association dijonnaise était organisée sur le modèle de l'association de la presse, avec un comité départemental des comités cantonaux, qui pourraient se fondre éventuellement dans un comité général à Paris¹.

Pance, rapporteur de l'enquête, proposa à l'assemblée d'adopter l'organisation et les statuts de l'association bourguignonne, en faisant remarquer que les pétitions, les mémoires et l'assistance prêtée aux contribuables, entraient dans la ligne de conduite de l'*Association de la presse*, mais il demandait une délibération nouvelle pour le dernier moyen, le refus de l'impôt².

Sous cette réserve, l'assemblée générale approuva la proposition de son rapporteur dans la séance du 16 septembre que présidait Cabet. Un projet de circulaire, rédigé par

1. AN. CC 614, p. 207.

2. AN. CC 613, II, p. 233 et CC 612, registre 1, p. 29.

Conseil et adopté par les délégués, fut envoyé, par la suite, à toutes les associations locales. Il les invitait à suivre l'exemple de Dijon en insistant sur l'opportunité du moment, alors que chacun se préparait aux vendanges¹.

Il ne semble pas que les sections provinciales aient répondu en grand nombre et avec empressement aux exhortations du comité central, et pour des raisons très diverses. Certaines associations comme celle de Nontron, refusent tout net, et à la presque unanimité, parce que l'association de Dijon veut employer des moyens extra-légaux². Avignon prétend qu'il est « impossible d'unir les patriotes³. » Pontrieux se trouve trop isolée pour combattre par d'autres moyens que celui des pétitions aux Chambres : « L'exemple du refus de l'impôt n'est possible et utile que dans les pays vinicoles, écrit en substance le président de son comité⁴. » Estagel se voit obligé d'ajourner « un si noble et si louable projet. » Sans doute on est partisan de l'abolition de l'impôt indirect, à Estagel, mais pour former une association spéciale, il faudrait réunir toutes les opinions, « à moins de n'être pas conséquent » avec les principes républicains. Or, si pareil fait se produit, si les carlistes, notamment, entrent dans l'association, quantité de membres s'en iront. Et le gouvernement aura beau jeu de crier « à l'alliance carlo-républicaine ! » Mieux vaut donc encore payer l'impôt que d'avoir recours à ces gens-là pour en obtenir le juste dégrèvement⁵. Du reste, parmi les buts de l'*Association en faveur de la presse* figure celui que chercherait à atteindre une société dirigée contre l'impôt. C'est là d'ailleurs l'opinion

1. Girod, Annexes, 1^{re} série, n^{os} 22 et 23.

2. Girod, Annexes, 1^{re} série, n^{os} 25 et 35 *bis*.

3. AN. CC 613, I, 246.

4. Girod, Annexes, 1^{re} série, n^o 25.

5. AN. CC 613, I, 108.

qui paraît avoir prévalu dans les localités qui adoptèrent le point de vue du comité. Saint-Amand souscrit de tout cœur aux propositions de Paris, mais à condition d'incorporer l'association contre les impôts indirects dans celle de la presse et de la liberté individuelle. Il n'est guère possible, croit-on dans le Cher, de former une association distincte sans avoir à redouter une scission¹. Le même motif semble avoir dicté la conduite d'Arbois. La nouvelle association qui s'y fonde vers la mi-septembre s'intitule *Association pour la presse patriote et contre l'impôt sur les boissons et sur le sel*². Sous une autre forme, enfin, Perpignan adopte une ligne de conduite analogue. Son association craint d'assumer « cette nouvelle charge », parce que les propriétaires sont généralement pauvres et qu'ils ne pourront pas payer deux cotisations. Elle risquerait ainsi de se voir enlever du monde, parce que ce qui attirerait surtout le public, ce serait la lutte contre l'impôt. Il faut donc être prudent. Aussi pour concilier tous les points de vue, le comité s'adjoint-il simplement quatre membres pris en dehors de l'association parmi les propriétaires de vignobles et les gens éclairés³.

Somme toute, le résultat fut assez maigre. Le comité dut finalement se borner à réclamer des associations des protestations de sympathie à l'égard de l'association de

1. AN. CC 613, I, p. 132.

2. *Réquisitoire*, Annexes, n° 11, p. 102.

3. AN. CC 613, I, p. 109.

De Loudéac, Morhéry écrivait que, nulle part plus que dans son pays, l'opinion n'était montée contre cet odieux impôt qui ruine le peuple et paralyse l'agriculture, mais il jugeait bon de ne pas trop multiplier les associations dans une petite localité. Or il avait en tête le projet d'une association destinée à produire un grand effet et formée « dans le but d'anéantir les domaines rongéables ou plutôt de défendre les droits des colons sur leurs seigneurs. » (AN. CC 614, p. 235.)

Dijon aux prises avec la justice. Mais il resta de cette tentative un double avantage : l'adoption publique, par le comité central, des idées généralement exprimées par les classes populaires sur l'impôt, attira dans l'association de la presse de nouveaux membres, surtout des vigneron, qui vinrent grossir l'armée républicaine; elle précisa et elle affirma, pour la première fois, d'une façon claire et catégorique, ce qui allait être jusqu'à nos jours un des principaux articles du programme républicain, la suppression de l'impôt indirect.

Pleines de sollicitude pour les paysans, les associations républicaines, qui auraient pu prendre comme devise : « Tout ce qui est populaire est nôtre », n'en négligèrent pas pour autant les ouvriers dont la condition restait déplorable. Après la stagnation des années 1830 et 1831, les affaires industrielles semblèrent reprendre activement vers la fin de 1832. Mais le profit de ce développement allait surtout aux patrons. De là naquit une action générale des ouvriers pour l'amélioration de leur situation. Durant toute l'année 1833, les grèves surgirent un peu partout, à Lyon, à Saint-Étienne, à Nantes, à Avignon, à Paris, et dans presque tous les corps de métiers¹. Vers la fin de l'année, le mouvement s'amplifia. Sur tout le territoire, éclatèrent la grève des ouvriers tailleurs et la grève des ouvriers cordonniers qui furent de beaucoup les plus sérieuses de toutes. On compta, d'après Gisquet, 8 000 grévistes chez les premiers, 6 000 chez

1. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 169.

« Ouvriers en papiers peints, scieurs de long, fileurs de coton, cordiers, tailleurs de pierre, marbriers, cochers de fiacre, fondeurs, layetiers, typographes, gantiers, tourneurs en chaises, cambreurs, imprimeurs, bonnetiers, serruriers, mécaniciens, etc. »

Cf. aussi dans AN. BB¹⁸ 1339 des renseignements donnés sur ces grèves à Angers, au Mans, à Lyon, à Grenoble, par les Procureurs généraux.

les seconds¹. Les revendications portaient surtout sur les salaires. Les garçons tailleurs, notamment, réclamaient 2 francs par pièce, et les journaliers 0 fr. 50 de plus par jour, avec une heure de travail en moins. Pour éviter les inconvénients du chômage le comité philanthropique des ouvriers ouvrit, rue Saint-Honoré, un établissement qui devait vendre au prix coûtant. Mais la police s'en mêla. Elle envahit l'établissement et procéda à des arrestations en masse².

C'est dans ces circonstances, et sur ces entrefaites, que les associations républicaines entrèrent dans la lutte aux côtés des ouvriers. Dès le 7 novembre, l'*Association de la presse* engageait ses membres à procurer du travail aux tailleurs associés de la rue Saint-Honoré³. Un peu plus tard, le 15, son comité d'enquête qui avait été chargé de rechercher les responsabilités, faisait paraître, sous la signature de Pagnerre, dans *La Tribune*⁴, un procès-verbal où il relatait les causes et les phases du conflit, mais dans un sens nettement favorable aux grévistes. Cependant le gouvernement continuait à sévir. Tout le mois de décembre se passa au jugement et à la condamnation des ouvriers arrêtés. Alors le comité central publia un écrit retentissant pour protester contre les jugements : *Appel au bon sens du*

1. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 170.

Il y eut, aussi, d'après Gisquet, 5 000 charpentiers, 4 000 bijoutiers, 3 000 garçons boulangers en grève.

2. *La Tribune*, 17 novembre 1833. Procès-verbal du comité d'enquête du 15 novembre.

3. O. Festy, *op. cit.*, p. 241.

Le comité central recommanda également au comité de secours et des prisons les ouvriers détenus pour coalition (AN. CC 616, V, p. 187). Celui-ci décida aussitôt que tous les ouvriers condamnés pour coalition seraient considérés comme détenus politiques et recevraient des secours extraordinaires.

4. *La Tribune*, 17 novembre 1833. Procès-verbal du comité d'enquête du 15 novembre.

peuple du jugement rendu par le tribunal de police correctionnelle contre les ouvriers. Il y avait, selon lui, dans les mesures prises, beaucoup plus qu'un attentat contre la liberté individuelle. « La question de savoir si le jugement était une juste application des lois existantes n'était pas de son ressort, disait-il, mais il s'agissait de savoir s'il se trouvait conforme à l'équité et de la compétence de quiconque sentait battre dans sa poitrine un cœur d'homme et croyait au dogme de la fraternité humaine. » Il ajoutait que rien ne favorisait plus les menées des partis que les exactions de la justice, et que, pour leur part, les républicains ne négligeraient rien pour entraîner les ouvriers. « Quant à nous, concluait-il, qui croyons que les blessures et les douleurs profondes de la société veulent d'autres remèdes que les tortures nouvelles du cachot, nous qui sommes persuadés qu'il est réservé au gouvernement républicain, seul, de soulager et de guérir le mal qu'engendrent les institutions et les lois *faites au profit de petit nombre contre les masses exploitées*, nous pensons qu'il est temps d'appeler toutes les lumières pour éclairer les questions de l'organisation industrielle¹. » En conséquence, le comité annonçait son projet de faire une vaste enquête sur la condition générale des ouvriers². En réalité, le projet ne put être réalisé, mais il est curieux à étudier et symptomatique de l'évolution des esprits. Pour la première fois l'association, pourtant modérée, en faveur de la liberté de la presse et de la liberté individuelle adoptait un drapeau nouveau, en ajoutant à ses préoc-

1. Voir cette brochure dans Girod, IV, Annexes, 1^{re} série, n° 28.

2. Le projet d'enquête industrielle avait pour auteur Flottard. Il fut adopté sur le rapport de Cabet et de d'Argenson par le comité central dans sa séance du 6 novembre, et renvoyé pour exécution au comité de l'association parisienne (AN. CC 612, registre 4).

cupations celle de l'*amélioration matérielle et morale de la condition du peuple*.

On devait tirer le questionnaire destiné à l'enquête, à 10 000 exemplaires. On s'informerait sur toutes les professions. Chacune de celles-ci se verrait consacrer quatre cahiers, le premier contenant la série des questions avec numéros d'ordre, les autres renfermant les réponses des maîtres, des ouvriers, et les observations du comité d'enquête de chaque localité. Le plan du premier cahier se divisait en trois parties : des apprentis, des ouvriers, des maîtres. En outre le comité se proposait de nommer dans son sein une commission spéciale chargée de recevoir à jours et à heures fixes, au siège même de l'association, les maîtres et ouvriers pour enregistrer leurs réponses, de réunir également les réponses écrites, de coordonner les procès-verbaux dressés par les départements, et de former de ces divers éléments un tout¹.

Une entreprise aussi formidable, surtout pour l'époque, demandait beaucoup de temps; les événements d'avril arrêterent net son élan.

Si les ouvriers trouvèrent aide et soutien dans l'*Association de la presse*, à plus forte raison eurent-il l'appui de la *Société des Droits de l'homme*. Il existait déjà, dans cette dernière association, un comité d'affiliations républicaines chargé de répandre les publications surtout dans la classe ouvrière, « qui, plus pure et plus dévouée que les autres avait, plus que tout autre, besoin d'instruction et de lumière². » Après la réconciliation entre les deux fractions, ce comité semble s'être fondu, sans qu'on puisse dire, au juste, de quelle façon, avec une *Commission de propagande* dont le

1. On peut trouver en détails le plan de l'enquête dans la *Revue Républicaine*, 2^e vol. (t. III et IV), p. 231 (BN. Lc² 1380).

2. AN. CC 585, II, 48.

rôle fut encore plus actif. On n'est pas très exactement renseigné sur la composition et sur l'action de ce dernier organisme. D'après Lebon, il comprenait, en dehors de lui-même, deux personnes seulement, Berrier-Fontaine et Vignerte. Son but était de « recruter » et de « délibérer. » « Nous voulions, dit Vignerte, faire connaître aux ouvriers leurs droits¹. » Suivant la police, au contraire, en plus des trois membres précédents, la commission comprenait encore dix-neuf individus, dont Recurt, Mathé et Dufraisse, ainsi que plusieurs ouvriers. Elle se proposait « d'engager les ouvriers des divers corps d'état à former entre eux des coalitions partielles et à se fédérer ensuite en une coalition centrale qui aurait son centre d'action dans un comité unique composé des commissaires délégués par les coalitions particulières². » Où est la vérité? Il est assez difficile de la dire. Une seule fois, la *Société des Droits de l'homme* soutint ouvertement les « coalitions. » « Il nous reste à vous faire connaître une dernière résolution de la *Société des Droits de l'homme*, lit-on dans un ordre du jour du 24 novembre, saisi chez Lebon. Vous avez approuvé la conduite des ouvriers contre leurs exploitateurs. La *Société des Droits de l'homme* doit faire preuve de la sympathie qu'elle ressent pour eux. Une souscription sera donc ouverte dans l'intérêt des ouvriers poursuivis³. » D'après ce document, l'action de la société aurait donc été postérieure aux grèves. C'est la thèse de M. O. Festy. « Il faut admettre, dit-il, que lorsque des coalitions commencèrent à éclater, dans des

1. *Le Moniteur*, p. 1040. Supplément n° 116 du 26 avril 1834. Ce numéro contient le compte rendu de l'audience du 25 avril 1834 où comparurent 22 prévenus, tous ex-membres de la *Société des Droits de l'homme*.

2. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 166 et *Le Moniteur*, *cit.*

3. Girod, I, p. 81.

corps d'état dont les chefs étaient sectionnaires, la commission dut se trouver amenée à appuyer moralement un mouvement social pour lequel elle avait de la sympathie. » Et M. Festy ajoute que la commission n'avait pas provoqué le mouvement général, ne l'avait pas effectivement dirigé, mais qu'il y avait eu, de sa part, seulement complicité *morale*¹. Cette opinion renferme une grosse part de vérité. Il est certain que les grèves eurent toute la sympathie des républicains, que d'autre part, les associations n'ont pas fomenté, de façon spéciale, le mouvement qui a éclaté à la fin de 1833. Mais la responsabilité de ces dernières semble beaucoup plus engagée que ne le croit M. Festy dans la direction et les encouragements donnés. C'est ce qui ressort d'un mémoire très précis rédigé à ce sujet par la police. Voici quels auraient été les faits : les sections déçues parce que l'anniversaire de Juillet s'était passé sans combat, se décimaient de plus en plus, quand, tout à coup, éclata la coalition des ouvriers fondeurs et des serruriers. Alors d'Argenson vint au comité et tint ce langage : « Jusqu'ici les républicains ont fait fausse route; l'ouvrier est complètement indifférent aux questions et aux droits politiques. Il faut donc profiter du moment de fermentation actuelle, cesser de lui parler politique et ne plus l'entretenir que de *son intérêt matériel*. En conséquence le devoir des républicains est de le pousser à la coalition. A cet effet, il appartiendra aux ouvriers chefs de sections les plus capables de jeter le ferment de la révolte dans leurs divers corps de métier, de faire distribuer des écrits où l'on parle de la misère des travailleurs, de l'égoïsme des maîtres. Une fois les ouvriers coalisés, on formera un comité central de toutes les corporations qui fonctionnera sous le patronage de la

1. O. Festy, *op. cit.*, p. 220 et suiv.

Commission de propagande. Un beau jour, quand tout sera prêt, les ouvriers cesseront le travail, tous à la fois, et, si le gouvernement sévit, tous se lèveront en masse.... Mais il importe que la police ne soit pas au courant. Pour l'empêcher de voir clair, les ouvriers demanderont au préfet de police l'autorisation de se former en unions philanthropiques de secours mutuels, afin de pouvoir organiser les réunions préliminaires, les bureaux et les commissions. Quant aux républicains, ils rédigeront une proclamation vigoureuse qui poussera ferme à la coalition¹.

Quand Voyer d'Argenson eut terminé sa harangue, tout le monde applaudit. On adjoignit immédiatement à la commission de propagande Audry de Puyraveau, Mathé, Ephraïm. De plus, le comité écrivit dans toutes les villes où se trouvaient des affiliations, pour qu'elles travaillassent à coaliser les ouvriers. Lyon, Saint-Étienne répondirent d'une manière satisfaisante. Les progrès obtenus dépassaient toutes les espérances quand, précisément, la police arrêta le « comité central des coalitions². »

Que vaut ce rapport? Il émane de la police et, comme tel, il est tendancieux et suspect, peut-on dire? Sans doute! Mais, sans qu'on puisse vérifier absolument toutes ses assertions, on ne peut s'empêcher de remarquer à son sujet des coïncidences au moins curieuses et qui lui donnent de sérieux fondements. C'est à peu près à la même époque, en effet, que parurent deux brochures, l'une intitulée : *Réflexions d'un ouvrier tailleur*, signée : Grignon, ouvrier tailleur³,

1. AN. CC 585, 77. *Détails exacts des circonstances qui ont amené les événements de Lyon et de Paris en février et en avril 1834.*

2. AN. CC 585, 77.

3. En octobre, au début de la coalition des garçons tailleurs.

Le titre exact était : *Réflexions d'un ouvrier tailleur sur la misère des ouvriers en général, la durée des journées de travail, le taux des salaires, les rapports actuellement établis entre les ouvriers et les maîtres d'ateliers,*

l'autre intitulée : *De l'association des ouvriers de tous les corps de l'état*, et portant le nom d'Ephraïm, ouvrier cordonnier¹. Dans la première, « l'ouvrier tailleur » exposait la lamentable situation de ses confrères. Puis il poursuivait : « En attendant qu'un gouvernement populaire soulage l'extrême pauvreté aux dépens de l'extrême opulence, par un meilleur système d'impôts et par une sage organisation du travail, unissons-nous pour resserrer les liens de la fraternité, pour fournir des secours aux plus nécessiteux d'entre nous, pour fixer enfin, nous-mêmes, le maximum de la durée du travail, et le minimum du prix de la journée.... Appelons nos frères des autres corps d'état à suivre notre exemple; alors, il faudra bien que le maître accepte l'ouvrier.... Il faudra que l'association soit assez forte, assez unie pour assurer à chaque membre un salaire qui permette des économies pour la morte-saison et les dépenses accidentelles, le temps de repos nécessaire à la santé et à l'instruction, des rapports d'indépendance et d'égalité avec les maîtres. » Il proposait enfin qu'une *commission permanente fût organisée, qu'elle se mît en rapport avec les divers comités d'associations d'ouvriers, qu'elle provoquât la nomination d'un comité central dont l'action s'étende à tous les corps d'ouvriers*².

De son côté, « l'ouvrier cordonnier » voyait à la situation un seul remède : l'association. Il fallait, non seulement que chaque corps de métier se formât en association, nommât dans son sein une commission chargée de le représenter dans les démêlés avec les patrons, mais encore que les diverses associations se missent en rapport, qu'elles dési-

la nécessité des associations d'ouvriers comme moyen d'améliorer leur condition.

1. En novembre.

2. Girod, IV, Annexes, 1^{re} série, n° 71.

gnassent un comité central chargé de constituer une caisse d'épargne et de secours¹.

Il serait superflu d'analyser plus en détail le contenu de ces deux brochures. Quelques remarques s'imposent cependant. Elles ont paru au moment où l'agitation ouvrière battait son plein. C'est une coïncidence au moins curieuse. Elles sont un véritable écho du programme exposé par d'Argenson qu'elles reprennent de point en point, surtout en ce qui concerne la formation d'associations par profession, et d'une association générale administrée par un comité central de délégués. On n'y remarque, comme le voulait d'Argenson, aucune trace de politique; elles parlent seulement de la situation matérielle des ouvriers. Elles sont signées par deux membres des corps de métier les plus importants qui se trouvaient en grève : tailleurs et cordonniers. Enfin, la première est imprimée ouvertement pour le compte des *Droits de l'homme*, et le véritable auteur de la seconde est Marc Dufraisse, un des membres les plus actifs de la *Commission de propagande*². Sans qu'on puisse voir dans ces coïncidences des preuves certaines, n'y trouve-t-on pas, néanmoins, une forte présomption pour croire à la collusion étroite de la *Société des Droits de l'homme* et des ouvriers?

Il y a mieux encore. Le programme de Voyer d'Argenson, de Grignon et d'Ephraïm ne demeura pas à l'état théorique.

1. Girod, IV, Annexes, 3^e série, n^o 8.

2. Dufraisse s'en reconnut l'auteur devant le tribunal correctionnel, lors du débat sur la *Commission de propagande*. Dans une autre brochure intitulée : *Association des travailleurs*, Dufraisse condamne au contraire la coalition et l'abandon du travail. On peut très bien expliquer la contradiction apparente. La brochure signée : Ephraïm, est une brochure de circonstance et de combat, l'autre, de doctrine. Cette dernière qui préconise les associations de producteurs est l'expression d'un idéal.

Il reçut un commencement d'exécution qui prouve une certaine entente et une certaine unité de direction.

Il existait déjà, à Paris, une *Société philanthropique* des garçons tailleurs, dont le règlement refondu en novembre 1832 rappelait par plus d'un côté celui des *Droits de l'homme*. En 1833 se créèrent deux sociétés rivales : la *Société de l'Aigle* et la *Société du Progrès*. Les trois groupes fusionnèrent dès le mois de septembre. Mais ce n'est qu'à la fin d'octobre, après la publication des *Réflexions*, que cette fusion devint efficace. Il n'y eut désormais qu'une seule association sous le nom de *Société de l'union philanthropique*¹. Le nouveau groupement se mit en rapport avec les garçons tailleurs des départements. Partout se créèrent des sociétés identiques, à Lyon, à Nantes, à Marseille. Affiliées à l'*Union philanthropique*², elles recevaient le mot d'ordre et des émissaires de Paris. Ce sont elles qui fomentèrent l'agitation générale de novembre.

Parallèlement aux garçons tailleurs, les ouvriers cordonniers s'organisèrent, eux aussi, en une vaste association. Le 5 novembre, une assemblée, réunie à la barrière Rochechouart, adoptait le règlement de la *Société d'amitié fraternelle* qui groupait tous les ouvriers cordonniers, « partagés jusqu'ici entre plusieurs sociétés rivales. »

L'influence républicaine apparaît, ici encore, plus nettement que chez les tailleurs. Le règlement, dont le titre porte *Fédération des ouvriers de France*, montre que les cordonniers se considéraient comme simples membres de cette immense société que préconisaient les discours et bro-

1. O. Festy, *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet*, p. 234 et suiv.

2. Un article du règlement réformé à ce moment déterminait les conditions de faveur faites, pour l'admission, aux adhérents des associations de province (Festy, *op. cit.*, p. 237).

chures du moment. En effet, il prévoit la participation de la corporation à la constitution d'un comité général, et une « Fédération des ouvriers. » De plus il porte l'empreinte très nette du nouveau règlement de la *Société des Droits de l'homme*, sur lequel il est calqué. On y trouve les sections désignées par un numéro d'ordre et administrées par un chef, un sous-chef et trois quinturions, la distribution par arrondissements et par quartiers, enfin, la direction générale exercée par un comité central. A l'instar de Paris, les villes de provinces constituèrent des groupements qui prirent, en général, le titre de *Société du parfait accord*, ou, comme dirent les Lyonnais, « compagnons, sociétaires indépendants, tous se tendaient la main, » alors, que jusqu'ici, ils ne pouvaient « se supporter en face les uns des autres. » En dehors de Lyon, on en rencontre à Chalon-sur-Saône, à Montpellier¹.

Sans doute, en grande partie, ce nouvel état de choses n'est que l'aboutissant d'un mouvement professionnel qui s'est manifesté à plusieurs reprises depuis 1830. Mais comment nier que les républicains aient pris une bonne part à son avènement, eux qui fournissaient les chefs, les idées et parfois même l'argent? Comment, enfin, ne pas leur attribuer une grande responsabilité dans les coalitions de la seconde moitié de l'année 1833, si l'on fait observer qu'elles cessèrent presque aussitôt après l'arrestation des membres de la commission de propagande?

On pourrait s'étonner de la docilité manifestée en la circonstance par la classe ouvrière à l'égard des républicains. Mais, outre que ceux-ci lui apportaient des idées simples et facilement assimilables, ils ne dédaignaient plus de descendre de leur piédestal pour les lui expliquer familièrement, pour « aller au peuple. » Le temps n'était plus

1, O. Festy, *op. cit.*, p. 251 et suiv.

où Carrel ignorait la question sociale et où Marrast pouvait paraître « l'aristarque de la société moderne. » Dans un passage célèbre des *Mémoires de Léonard*, Nadaud raconte comment ceux qu'on commençait à appeler « les bourgeois » firent la conquête des classes populaires. Je lisais à haute voix *Le Populaire* chez le marchand de vins, narre-t-il en substance, quand un étudiant en médecine s'approcha de moi, me complimenta sur le ton et sur la manière énergique dont je soulignais certains passages et me serra la main. C'était la première fois qu'un bourgeois me donnait la main et j'avoue que j'en fus très flatté. Mon nouveau compagnon m'introduisit dans sa section où je fus accueilli avec le plus chaleureux enthousiasme. « Dès que j'eus reçu le baptême, il me semblait que je ne pourrais jamais être ni assez téméraire, ni assez audacieux pour gagner la confiance de cette jeunesse républicaine si franchement dévouée aux intérêts de la France et à ceux du peuple¹. »

A ces avances, auxquelles ils n'avaient guère été habitués, les ouvriers, d'abord avec timidité et méfiance, puis franchement, répondirent peu à peu. Entre 1832 et 1834, les républicains s'acheminaient, petit à petit, vers la réforme sociale. Dans un mouvement du même ordre, mais en sens inverse, les ouvriers, préoccupés d'abord des seules questions professionnelles, vinrent à la République. On ne saurait donner de cette conversion un exemple plus frappant que celui qu'offrirent alors les ouvriers lyonnais. Leur journal *L'Écho de la Fabrique* fut d'abord purement corporatif. « Notre feuille, écrivaient-ils au début de 1832, est toute industrielle; le seul but, en la créant, a été de provoquer les améliorations pour la classe laborieuse... qui se meurt dans l'angoisse de la misère.... La feuille que nous publions

1. Nadaud, *Mémoires de Léonard*, ancien garçon maçon, p. 96.

n'est pas politique et nous nous soucions fort peu d'entrer dans de pareils débats. Au lendemain des journées de Juin encore, le même journal fait remarquer qu'il méprise les émeutes et qu'il s'intéresse seulement à la condition des travailleurs¹. Pareillement Bouvery qui discute avec Petetin de l'emploi des machines n'est pas de l'avis de son contradicteur qui trouve l'unique remède de la situation dans les institutions républicaines². Mais il est à présumer que la grâce vint aux ouvriers précisément de la répression de ces émeutes qu'ils stigmatisaient. Dès décembre, en effet, *L'Écho de la Fabrique* reproduit des extraits d'un discours de d'Argenson à la Chambre. Il publie une revue législative. Un peu plus tard, un de ses rédacteurs affirme que la réforme politique est la condition indispensable de l'émancipation des masses laborieuses. A quelque temps de là, le journal s'occupe de l'organisation du banquet Garnier-Pagès et ouvre, lui-même, une souscription à l'amende de *La Tribune*. Le 9 juin, il est presque entièrement converti. « Il faut, dit-il, que le prolétaire connaisse ses droits et ses devoirs comme homme, comme citoyen; il faut qu'il sache quelle forme gouvernementale peut lui donner le bonheur et la tranquillité. » Enfin, le 1^{er} septembre, le masque est arraché. « Nous sommes de l'avis de *La Glaneuse* écrit *L'Écho de la Fabrique*, lorsqu'elle dit que toute réforme sociale qui ne sera pas basée sur une organisation politique républicaine, c'est-à-dire juste et harmonisant les intérêts de tous, ne saurait offrir pour l'avenir aucune garantie de stabilité³. » C'est d'ailleurs

1. O. Festy, *op. cit.*, p. 158 et suiv.

2. Girod, Annexes, 1^{re} série, n^{os} 53 et 54, *Des machines dans l'industrie* (2 lettres de Petetin en réponse à Bouvery).

3. Pour tout ce paragraphe cf. le dossier du mutuellisme, aux Archives nationales, dans les papiers du procès d'avril. Il contient d'assez nombreux numéros de *L'Écho de la fabrique*. (AN. CC 558.)

Voir aussi Festy, *op. cit.*, p. 176 et suiv., et Alazard, *Le mouvement*

peu après que Marius Chastaing fonda *L'Écho des Travailleurs* qui, malgré sa prétention d'être seulement *L'Écho du Mutuellisme*, est nettement et franchement républicain. Il faut attendre, cependant, les premiers mois de 1834 pour que le mouvement d'adhésion à la République se généralise. L'attitude du gouvernement à l'égard des coalitions de 1833 venait de montrer qu'il n'y avait rien à espérer de la monarchie nouvelle. Dès lors, les ouvriers abandonnèrent en masse, qui leurs préventions, qui leurs préjugés corporatifs, pour grossir, en foule, l'armée républicaine. Nul document n'est plus significatif, à cet égard, que le manifeste des ouvriers tailleurs de Lyon. « Personne, écrivait la société philanthropique, n'a oublié les réunions nombreuses et pacifiques de chaque corps d'état après les journées de Juillet. Il semblait au peuple, après ce combat de trois jours, dont il était le héros et le vainqueur, que la pensée de nos législateurs se tournerait vers les classes laborieuses. » Mais qu'est-il arrivé? « On répondit alors par de superbes déclamations en faveur des ouvriers et on vota quelques millions pour éviter les émeutes que le désespoir rendait inévitables.... On a diminué les salaires.... Les ouvriers ont accepté avec résignation.... Mais quand la crise a été terminée, on n'a pas augmenté les traitements. » De la tribune de la Chambre, Garnier-Pagès faisait écho à ces plaintes. « Nous qui avons contribué à faire la Révolution, s'écriait-il, le 3 janvier 1834, nous savons que les ouvriers se sont presque seuls battus pour la liberté. Ils furent vainqueurs, mais ils n'ont pas encore reçu leur récompense¹! »

Pourtant, la masse ouvrière hésitait encore. Lors de la crise de la fabrique en soie, en février 1834, les républicains

politique et social à Lyon entre les deux insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834 dans la Revue d'histoire moderne, t. XVI, année 1911.

1. Cf. *Archives parlementaires*, t. LXXXV.

ayant offert leurs secours au mutuellisme virent leurs avances repoussées. Un ordre du jour aux loges leurs enjoignit de « ne se mêler nullement de politique, mais de faire la coalition par leurs propres moyens. » La coalition échoua. Alors les ouvriers « se convainquirent de l'impossibilité de maintenir pendant plusieurs jours une interdiction de travaux qui privait toute la classe ouvrière. » « De ce jour, on peut dire que le mutuellisme fut détruit, parce qu'il fut convaincu, lui-même, de l'inanité de ses moyens d'action¹. » Gasparin, qui parle ainsi dans sa déposition au procès d'avril, avait raison. Les démissions arrivèrent en foule dans les sociétés corporatives. Les sections des *Droits de l'homme* recueillirent tous ces mécontents. Tout comme Sala, les ouvriers lyonnais furent désormais persuadés que « la réforme sociale ne pouvait avoir lieu sans la réforme politique². » Ils adoptèrent, les yeux fermés, les théories républicaines. Des hommes qui ne savaient pas lire apprirent par cœur le *Catéchisme républicain de La Glaneuse*. « J'ai entendu réciter textuellement, dit Gasparin, des articles entiers par des hommes du peuple qui venaient me présenter des réclamations sur leurs contributions³. » Comme le disait *La Tribune*, dès 1833, il était avéré que « les républicains et les prolétaires allaient au même but⁴. »

Ce que Lyon fit en grand, les autres villes le répétèrent en plus petit, mais avec non moins d'ardeur. Si bien qu'on peut étendre à toute la France le jugement de Lamennais sur l'action des républicains à Paris. « Ils ont su prendre, disait-il, la direction, et soumettre à leur discipline la classe ouvrière qui, ne trouvant ailleurs qu'indifférence à ses maux

1. AN. CC 556, I, 1.

2. Alazard, *op. cit.*

3. AN. CC 556, I, 1.

4. *La Tribune*, 17 novembre 1833 (supplément).

très réels, s'est vue comme réduite à se jeter entre leurs bras¹. » Ainsi l'alliance ébauchée pendant les *Trois glorieuses*, fortifiée les 5 et 6 juin, allait se resserrant de plus en plus étroitement à la fin de 1833 et au début de 1834. Il manquait, cependant, bien des maillons à la chaîne. Mais ceux que n'avaient pu forger ni les républicains, ni les ouvriers, le gouvernement se chargea de les façonner. Si l'unité n'existait pas encore *pour quelque chose*, elle allait se faire *contre quelqu'un*.

1. Lamennais, *Correspondance*, II, p. 331.

CHAPITRE IX

LES RÉPUBLICAINS CONTRE LE « POUVOIR »

De bonne heure, le gouvernement et la police avaient compris les dangers de la propagande républicaine et pris leurs mesures pour l'enrayer. Leur tactique favorite fut de pourchasser les républicains sans leur laisser une minute de répit. « Une lutte journalière, incessante, écrit Gisquet, existait entre le pouvoir et les conspirateurs.... Je faisais disperser les sections à mesure qu'elles se formaient, saisir les papiers, arrêter les individus¹. » De son côté, le Procureur général de Paris notait que l'une des mesures qui contribuaient avec le plus d'efficacité à démoraliser les sociétés républicaines était celle des visites et des perquisitions. « Cela leur enlève tout courage, » disait-il². Aussi, après juin 1832, ne compte-t-on plus les visites domiciliaires, les saisies, les arrestations. Le 11 avril 1833, par exemple, quelques chefs des *Droits de l'homme* devaient se réunir chez Desjardins, rue de l'Odéon : deux agents empêchent la réunion³. Quelques jours plus tard, on perquisitionne chez plusieurs chefs de sections. En juin, une assemblée de chefs de série et de sections se tient chez Lacombe : au beau

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 66.

2. AN. BB¹⁸ 1335. Intérieur à Justice, 4 mai 1833. Note du PG. en marge.

3. AN. F⁷ 3886.

milieu du débat, le commissaire de police entre, trouve 15 personnes dont Kersausie, les disperse et saisit les papiers¹. En juillet, les persécutions redoublent; perquisitions et descentes de police se multiplient : le 3, rue des Fossés-Monsieur-le-Prince; le 7, chez Boissaye; le 9, chez Lhéritier; le 14, chez Rigault; le 27, chez Grouvelle, chez Mathé, chez Desjardins. Et les arrestations suivent; Lagarde, Avril et Flocon sont enfermés². Bref c'est une série de coups d'épingles qui désorganisent les projets, qui fatiguent les nerfs, qui brisent le moral, sans préjudice, d'ailleurs, des mesures générales comme, par exemple la dissolution de la *Société des Droits de l'homme*, en avril 1833. Aucune société ne fut exempte de ces tracasseries, pas plus les modérées que les autres. En juin 1832, on perquisitionne à la *Société Aide-toi* et on y saisit une circulaire lithographiée qui met en garde les correspondants de province contre la manière dont est fait le compte rendu des journées des 5 et 6 Juin³. Le 15 août, l'*Association en faveur de la presse* est réunie sous la présidence de Raspail : la police prévenue fait irruption. La réunion est dissoute, Raspail arrêté⁴. Bientôt c'est le tour de l'*Association pour l'éducation du peuple*. On l'avait suspendue déjà après les événements de Juin : le 27 décembre, une assemblée de 150 personnes est dissoute par la force, 15, place Royale⁵.

Toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, sont dans l'impossibilité de se produire sans que l'autorité y jette un œil perturbateur. Les bals et les banquets patriotiques surtout sont le cauchemar de la police. Elle empêche

1. AN. BB¹⁸ 1337. Intérieur à Justice, 3 juillet 1833.

2. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 91 et suiv.

3. AN. F⁷ 3886.

4. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 135, 136 et *La Tribune*, 29 août 1833.

5. AN. F⁷ 3886 et *La Tribune*, 29 décembre 1833.

le bal du 20 avril 1833, celui du 16 novembre pour lequel 900 billets ont pourtant été placés. Elle interdit le bal du Châtelet. Les banquets subissent le même sort. Le 27 septembre, à la barrière des Amandiers, les républicains offrent un banquet aux nouveaux membres du comité central des *Droits de l'homme*. La police y place 15 sergents de ville et 35 gardes municipaux qui surveillent ostensiblement les paroles et les actes. Le repas est « triste et silencieux. » Le 19 janvier 1834, 180 républicains sont attablés à Belleville pour fêter l'acquittement des Vingt-sept. La force armée dissout la réunion¹.

La presse est logée à la même enseigne que les associations. La police cherche à l'atteindre à la source même. Les perquisitions s'abattent sur les imprimeurs. On saisit les brochures avant qu'elles n'aient pu sortir de l'atelier. C'est ainsi qu'en octobre 1833 on met la main, chez Bories, sur des écrits de l'*Association en faveur de la presse*², qu'en 1834, on saisit à Lyon, *La Revue militaire*³. Les vexations, les tracasseries sont si fréquentes et si préjudiciables que les imprimeurs, surtout hors de Paris, en arrivent à ne plus vouloir travailler pour les républicains. « On a adopté un système de persécutions qui consiste tellement à intimider les imprimeurs de province, qu'ils n'osent plus imprimer les journaux de l'opposition⁴. » Ce fut le cas pour beaucoup de feuilles provinciales, notamment pour *L'Écho du Peuple*, pour *Le Patriote de l'Oise*, pour *Le Précurseur*⁵.

Quand les journaux ou les brochures ont réussi à sortir

1. AN. F⁷ 3886.

2. AN. BB¹⁸ 1338. Intérieur à Justice, 9 octobre 1833.

3. AN. CC 619, III, 4, p. 4. On a saisi l'édition entière : 1 800 exemplaires alors que l'imprimeur n'en avait déclaré que 300.

4. AN. BB¹⁸ 1204 et *Le Propagateur*, 25 juin 1833.

5. AN. BB¹⁸ 1204.

des presses, la surveillance n'en est pas relâchée pour autant. Au contraire, les moindres lignes, les moindres mots en sont scrutés, rapportés, interprétés. Les procès pleuvent, qu'il serait fastidieux d'énumérer; tour à tour *Le Peuple souverain*, *Le Précurseur*, *L'Écho du Peuple*, *Le Patriote du Puy-de-Dôme*, *Le Patriote de la Côte-d'Or*, etc., doivent aller à la barre et payer des amendes. Le record des journaux de province est peut-être détenu par *Le Propagateur* qui a été 12 fois poursuivi jusqu'en décembre 1833¹. A Paris, en quatre ans, *La Tribune* a été l'objet de 111 poursuites. *Le National* s'en est attiré 14, *La Caricature*, 7². Bien entendu Cabet, Parfait, Thouret et consorts ont constamment maille à partir avec la police ou les tribunaux. Qu'il s'agisse des uns ou des autres ce sont les mêmes chefs d'accusation qui reviennent : attaque contre la dignité royale, offense envers la personne du roi, excitation à la haine du gouvernement, diffamation envers les autorités, etc.

Mais ni la police, ni la loi ne sont parfaites. Et les républicains en profitent. Ils se cachent souvent si bien que les meilleurs limiers ont peine à les trouver. Réunis chez des particuliers ou dans des cafés, sous le prétexte de se livrer à divers jeux, ils sont bien difficiles à découvrir. Dans beaucoup de localités, le Procureur sait, « par la notoriété publique, » qu'il y a une association, mais il lui est impossible d'en constater et d'en prouver l'existence officielle³. « Il est impossible de poursuivre l'association de Beaune, dit le procureur général de Dijon.... Les associations secrètes

1. AN. BB¹⁸ 1207, PG. Douai, le 24 décembre 1833.

2. Voir Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse*; H. Avenel, *Histoire de la presse française*; et AN. BB¹⁸ 1338, registre A, 9, n° 1214 et 1306 (relevé des condamnations pour délits de presse de 1830 à 1841).

3. AN. BB¹⁸ 1337. Le Procureur de Beaune au PG. le 20 août 1833.

existent dans la plupart des cantons et sont organisées, mais je n'ai aucun moyen d'en poursuivre la dissolution légale¹. » Il en va de même pour les publications irrégulières ou périodiques. Les procureurs signalent les articles séditieux, mais il y en a tellement qu'ils n'osent pas tous les incriminer. Les républicains ont d'ailleurs plus d'un tour dans leur sac. Tel le moyen proposé par d'Argenson, lors de la grève des tailleurs, en septembre 1833. Parlant de la proclamation qu'il veut faire lancer aux ouvriers, il explique comment on la soustraira aux investigations de la police. On en tirera d'abord un nombre suffisant avant que l'imprimeur en fasse le dépôt, puis on brisera les planches, on leur en substituera d'autres, on tirera l'épreuve, et on fera le dépôt; aussitôt le modèle déposé, on ira chez l'imprimeur pour ordonner de ne pas imprimer afin d'éviter la saisie et on remplacera la proclamation originale par un second appel moins violent².

Il arrive donc souvent aux républicains d'éviter les poursuites tout en réalisant leurs projets. Mais, même lorsqu'ils n'arrivent pas à y échapper, ils savent tirer parti de la situation et, d'une défaite apparente, faire une victoire retentissante. Il est bien rare que les procès ne tournent à l'avantage de leur propagande. Le tribunal, le prétoire servent de tribune publique aux accusés ou aux défenseurs pour exposer au grand jour la doctrine républicaine. L'ouvrier Prosper, qui passe aux assises pour avoir participé aux émeutes de Juin, prend la parole non pas tant pour se défendre que pour étaler, devant tous, un véritable programme politique : il réclame les droits politiques pour tous, la suppression des impôts indirects, l'augmentation des droits de succession³.

1. AN. BB¹³ 1338, PG. Dijon, 20 septembre 1833.

2. AN. CC 585, 77.

3. *Prosper devant ses juges* (BN. LB⁵¹ 1600).

Au procès des *Amis du Peuple*, en décembre 1832, Cavaignac, Desjardins, Plocque et Carré ne se contentent pas de revendiquer le droit d'association mais, par-dessus la barre, ils exaltent la République. Un peu plus tard, en avril 1833, au procès de *La Tribune*, Cavaignac, encore, et Marrast font l'apologie des théories républicaines. Cavaignac parle longuement de la Révolution française et Marrast présente au public le tableau de la corruption monarchique¹. En province, Trélat à Clermont-Ferrand, Joly à Toulouse, Michel à Bourges, Petetin et Granier à Lyon, Cabet à Dijon leur font écho. L'aveu du procureur de Douai n'est-il pas significatif? Degeorge, dit-il, à propos du procès du *Propagateur*, paraît plus coupable encore dans sa défense que dans la faute qu'on lui reproche².

Ce perpétuel défi jeté au pouvoir ne cessait même pas au seuil de la prison qui fournissait un excellent terrain pour la propagande républicaine. D'abord, il s'y accomplissait un salutaire mélange des classes sociales. Malgré les répugnances du début, bourgeois et prolétaires eurent vite fait de fraterniser. Les seconds apprenaient à connaître les premiers, et ceux-ci instruisaient ceux-là. Raspail, surtout, leur donnait d'excellentes leçons. Il se plaisait notamment à instruire « les petits mômes » de Sainte-Pélagie³. Cet exemple porta ses fruits et beaucoup de détenus politiques se mirent à éduquer « les jeunes croûtons. » En outre les prisonniers se rendaient visite, parlaient, discutaient, échangeaient des idées, des livres. Ces conversations, ce commerce quotidien « firent plus pour répandre les théories démocratiques avancées que des mois de propagande libre

1. Les deux discours furent publiés en brochures (cf. BN LB⁵¹ 1779).

2. AN. BB¹⁸ 1207, PG. Douai, 2 septembre 1833.

3. Raspail, *Lettres sur les Prisons*, II, 36^e lettre, p. 92, 93 et suiv., et 39^e lettre, p. 139 et suiv.

à travers la capitale¹. » En même temps, la prison était le théâtre de manifestations et de scènes émouvantes destinées à soutenir le moral des détenus, à entretenir les énergies, à maintenir la foi. La « prière » du soir instituée au début de 1832 ne fut pas le moindre de ces excitants mystiques. Elle permettait aux fidèles de l'idée républicaine « de se réunir, de se serrer les coudes, de se communiquer les impressions de la journée, et de retremper leur courage dans une communion de haine contre le pouvoir qui les avait enfermés². » Il faut lire la description qu'en a faite Marrast pour comprendre comment, malgré les persécutions, les républicains ont pu conserver intact le flambeau, et garder pur leur idéal. « A la tombée du jour, dit-il, les prolétaires détachant respectueusement le drapeau tricolore, l'accompagnent dans la cour et se placent en cercle autour de lui. Tous les républicains descendent, réunis par la religion de l'Égalité, et viennent avec joie lui rendre hommage, tous placés au hasard, s'animant au souvenir d'un autre temps et répétant en chœur les inspirations de nos poètes révolutionnaires. Un des assistants entonne le *Chant du Départ*; bientôt, toutes les voix s'élèvent, de concert, pour répéter le refrain. On passe ensuite à d'autres hymnes de liberté; qu'ils paraissent nobles, élevés, sublimes! Le patriotisme s'échauffe, le cœur s'anime et se passionne, l'âme s'élève. Rien ne trouble cet enthousiasme! Toutes ces voix fortes et viriles, ce silence, ces lieux, cette liberté vantée, exaltée, cette présence des trois couleurs, tous ces hommes dont la foi déborde, dont la conviction accentue les paroles et rend les vœux si fermes et si vibrants, tout cela forme une solennité touchante, une espèce de fête où l'espérance dresse

1. G. Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 97.

2. Émile Couret, *Histoire complète de la prison politique de Sainte-Pélagie*, p. 108.

l'autel, un culte où chacun apporte son corps pour le sacrifice. C'est beau! c'est grand! Puis vient la *Parisienne* dont on supprime quelques vers. Puis la *Marseillaise*. Tout cela se chante gravement, du fond de l'âme et tout le monde est à genoux! Quand l'hymne est fini, le porte-drapeau fait le tour du cercle, chacun baise les trois couleurs, puis on se relève, le drapeau est reconduit avec la même cérémonie¹. » La prière est terminée.

Si les détenus républicains supportent sans trop de peine le régime déprimant de la prison, c'est qu'ils sont soutenus non seulement par leur ardente conviction, mais aussi par les encouragements du dehors. Dès la fin de 1832, s'était constituée une *Commission de secours pour les détenus politiques patriotes*. Cormenin, Audiat, Berrier-Fontaine, Grouvelle, Cabet, Cavaignac, Rittiez, Boissaye en étaient les principaux membres. Lorsque l'*Association en faveur de la presse* se transforma en association républicaine, et ajouta à ses nombreux objets la liberté individuelle, la commission se fondit dans la nouvelle société et en fit partie intégrante sous le nom de *Comité de secours des prisons et des finances*, avec les mêmes membres et les mêmes attributions. Cet organisme s'occupait spécialement de secourir les patriotes enfermés dans les geôles du gouvernement par des dons de toutes sortes, en espèces et en nature. Du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 1833, il dépensa, à cet effet, plus de 20 000 francs. On le voit distribuer 10 francs par mois à chaque détenu du Mont Saint-Michel, envoyer, collectivement ou individuellement, des vêtements, des gilets de flanelle, des souliers, des chemises, fournir des poêles, etc., apporter de l'argent aux familles des prisonniers dans la

1. Cit. par Couret, *op. cit.*, p. 110 et suiv. Cf. aussi Béraud, *Sainte-Pélagie en 1832* (hostile aux républicains).

gène. Sa philanthropie ne se borne pas à faire la charité. Elle s'efforce de procurer du travail aux détenus. Audiat, par exemple, se charge de leur trouver de l'occupation chez les fabricants de chaussons; Grouvelle fait de même auprès des fabricants de cravates. Le Comité de secours se préoccupe aussi de la situation morale des prisonniers. Il leur fait parvenir des bonnets rouges, des cocardes, des livres. Ainsi le 14 novembre 1833, il distribue 25 exemplaires d'une poésie sur la Révolution offerte gracieusement par l'auteur aux détenus de Clairvault, de Sainte-Pélagie, de la Force, de Saint-Lazare, de Bicêtre, de Soissons, du Mont Saint-Michel, de Versailles, etc. En même temps, les républicains veillent à l'état des prisons. Des commissaires sont chargés de rapports spéciaux. Fenet expose la situation de la prison de Bicêtre; Berrier-Fontaine donne un compte rendu de son voyage au Mont Saint-Michel; Cabet, enfin, reçoit la mission d'établir un rapport général sur les diverses maisons d'arrêt. Ainsi le dehors est constamment tenu au courant de ce qui se passe au dedans. La liaison est facilitée par l'institution, dans chaque prison, d'un comité intérieur qui reçoit et avalise les demandes de secours¹.

Malgré la sollicitude dont les détenus sont l'objet, leurs rapports ne sont pas toujours très cordiaux avec leurs camarades du dehors. Aigris peut-être par le régime de la prison, il leur arrive de se plaindre amèrement du fonctionnement de la commission de secours. C'est ce que fit notamment Raspail, l'éternel persécuté, dans une lettre retentissante qui jeta la discorde à Sainte-Pélagie en octobre 1833. S'adressant au Comité de secours il lui reprochait notamment d'avoir introduit des femmes dans leur organisation, celles-

1. Pour tous ces détails sur la commission de secours, voir AN. CC 616, 5^e liasse, pièces 177 à 195 (PV. des séances de la commission de secours).

ci étant plus accessibles « aux flatteries des nécessiteux. » « Votre mesure, disait-il, n'a cessé de partager les prisonniers en trois ou quatre tripotages qui ont pris chacun un cotillon pour bannière. » Il l'accusait, en outre, de méconnaître les intentions des donateurs de fonds en enveloppant « dans une bienveillance commune le républicain inébranlable et le renégat soldé par la police, » et en distribuant également sans discernement de l'argent à des « légitimistes déguisés¹. »

Les prisonniers s'émurent. Ils tinrent une réunion sous la présidence de Kersausie pour juger la conduite de Raspail. La lecture de sa lettre provoqua « un long murmure d'indignation. » Elle fut déclarée « outrageante et calomniatrice. » Puis on décida de faire comparaître l'accusé « à la barre de l'assemblée. » Sollicité par deux membres de la réunion, Raspail refusa d'abord catégoriquement, puis, pressé de nouveau par un ami, il consentit à venir à condition de récuser douze des juges, les uns, parce qu'il ne les estimait pas, les autres parce qu'ils pouvaient être prévenus contre lui. Arrivé au milieu de l'assemblée expurgée, il fit une longue apologie de sa personne, rappela les services rendus à la cause populaire, mais ne fit guère qu'effleurer l'accusation portée contre lui. On vota cependant. A la majorité, le tribunal improvisé se déclara satisfait. Mais dans la lettre qui accompagnait l'envoi du procès-verbal, les mêmes qui avaient admis les explications de Raspail déclarèrent que la séance avait été dirigée contre la volonté du président, « de manière à la rendre nulle, » que la lettre « restait dans toute sa force, » qu'elle était « outrageante et calomniatrice, » qu'elle méritait « une punition exemplaire, » et que Raspail était un « calomniateur et un mauvais citoyen². »

1. AN. CC 616, IV, p. 161.

2. AN. CC 616, V, p. 189 *bis*.

Le Comité de secours enregistra les réclamations des deux parties sans se prononcer. Mais ces incidents l'avaient fortement touché. La preuve en est dans la décision qu'il prit quelques jours après de publier les comptes du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre. Il décida même qu'à l'avenir, les comptes seraient imprimés et envoyés à toutes les associations patriotiques : 50 exemplaires aux *Droits de l'homme*, 25 à l'*Association pour l'instruction du peuple*, et 2 à chacune des associations départementales en correspondance avec le comité central de la presse¹.

Cette révolution ne fit pourtant pas cesser les attaques. Le 30 décembre, Audiat ayant reçu de plusieurs détenus des lettres contenant des allégations injurieuses pour lui-même et pour le comité de secours, abandonna la présidence. Sa démission entraîna celle du comité tout entier qui fut renouvelé peu après. Il restait d'ailleurs en caisse 6 fr. 82 et un bon de 40 francs². Il ne semble pas que, par suite, la commission de secours ait pu reprendre son fonctionnement normal, mais il n'en reste pas moins vrai que pendant un an, à travers les plus grandes difficultés, elle avait contribué à maintenir intacte et agissante la foi républicaine qu'un régime plus rigoureux aurait pu faire perdre à beaucoup d'âmes faibles.

Si le tribunal, et même la prison, profitaient à la cause républicaine que dire des acquittements, beaucoup plus fréquents encore que les condamnations? *Le National*, *Le Corsaire*, *La Tribune*, poursuivis pour des articles séditieux sur les journées de Juin, se virent acquittés tous les trois. Acquittée encore *La Tribune*, en juin, en octobre 1833! Acquittée, Cabet le 15 avril de la même année! Acquittée,

1. AN. CC 616, V, p. 187.

2. AN. CC 616, V, p. 185.

La Caricature en janvier 1834! Du 2 août 1830 au 1^{er} octobre 1834, sur 520 procès de presse, à Paris, on compte seulement 188 condamnations¹. La province était encore mieux traitée. Douze fois poursuivis depuis 1830, *Le Propagateur du Pas-de-Calais* fut douze fois acquitté². En juin 1832, *Le Précurseur* a quatre procès en cours³ : en septembre, il récolte quatre acquittements⁴. *Le Patriote de la Côte-d'Or*, traduit en justice pour avoir publié le manifeste de l'association contre l'impôt indirect, se voit également, un peu plus tard, l'objet de la même faveur⁵. Dans ce petit jeu d'indulgence, les associations ne le cèdent en rien aux journaux. Le verdict rendu au sujet des *Amis du Peuple* est typique. Le jury constate le délit d'association non autorisée, la violation de l'article 291; il déclare les accusés non coupables⁶. A Aurillac, le président, le trésorier d'une association prohibée, et le propriétaire de son siège social passent en cour d'assises; à l'audience il est nettement établi que le cercle poursuivi s'occupe de la lecture des journaux et de buts politiques, qu'il est composé de plus de 20 personnes et qu'il n'est pas autorisé : les inculpés sont tous acquittés. Dès lors, écrit le procureur du roi, « je n'eus plus le droit de demander la dissolution⁷. » Les républicains, on le conçoit, n'ont pas le triomphe modeste. Habilement ils exploitent leur succès. Les journaux relatent avec complaisance tous les détails de la victoire. Des brochures sont imprimées et répandues partout. Il n'est pas jusqu'à la

1. Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. II, p. 229 et suiv. et note 1; et Lesur, *Annuaire*, 1832, 1833, 1834.

2. AN. BB¹⁸ 1207, PG. Douai, 24 octobre 1833.

3. AN. BB¹⁸ 1205, PG. Lyon, 25 juin 1832.

4. AN. BB¹⁸ 1209, PG. Lyon, 3 septembre 1832.

5. Girod, I, p. 93.

6. Cf. Chapitre I^{er}.

7. AN. BB¹⁸ 1332. Le Procureur d'Aurillac, 28 novembre 1833.

plus petite association de province qui ne connaisse le *Procès du Patriote du Puy-de-Dôme*, le *Procès de la Tribune*, le *Procès du Patriote de la Côte-d'Or*, le *Procès des Amis du Peuple*, le *Procès de Vergers*¹, etc., etc., pour ne citer que quelques-uns des plus célèbres. Une de ces brochures porte un titre caractéristique : *Les doctrines républicaines absoutes par le jury lyonnais*. On saisit aisément quel profit en résultait pour les républicains. Ils paraissaient une puissance considérable contre laquelle le gouvernement se heurtait en vain. Les procureurs le savaient bien, et c'est pourquoi, dans beaucoup de cas, ils n'osaient même pas poursuivre. A propos de l'acquittement de Degeorge, celui de Douai pense que le gouvernement a tout à redouter des défaites du parquet et que, par conséquent, les poursuites sont inutiles². Celui de Rouen écrit qu'il connaissait l'existence des sections, qu'il avait eu plusieurs fois l'occasion de les surprendre, mais qu'il avait toujours été arrêté par la crainte de ne trouver dans les dispositions de l'article 291 du Code pénal et de la loi du 8 novembre 1830, qu'une pénalité insuffisante ou qu'une juridiction impuissante ou rebelle³.

Deux événements importants mirent parfaitement en lumière l'impuissance gouvernementale : le procès des vingt-sept, et l'affaire des crieurs.

Le premier eut comme origine la question des forts détachés qui, au mois de juillet 1833, « tomba dans la presse comme une roche dans une flaque d'eau et y fit un long rejaillissement⁴. » Toutes les sociétés républicaines

1. En novembre 1833, on a déjà vendu plus de 1 500 exemplaires de cette brochure que l'association de Marseille a fait réimprimer. (*La Tribune*, 27 novembre 1833.)

2. AN. BB¹⁸ 1207, PG. Douai, 24 décembre 1833.

3. AN. CC 665, VIII, 1. PG. Rouen, 1^{er} mai 1834.

4. L. de la Hodde, *Histoire des sociétés secrètes*, p. 121.

s'unirent pour protester contre les « bastilles » qu'on soupçonnait le gouvernement de vouloir utiliser contre l'opposition, en cas d'émeute. Les colonnes des journaux se remplirent de plaintes indignées. Les pétitions se couvrirent de signatures. Les *Droits de l'homme* se déclarèrent en permanence pour l'anniversaire des Trois Glorieuses et se tinrent prêts à toute éventualité. Mais, pendant la nuit du 27 au 28, la police prit soin de cerner et d'enlever toutes les sections qu'elle put trouver réunies. Au cours de cette rafle, 150 arrestations furent opérées. 27 seulement furent maintenues, d'où le nom de procès des 27¹. Les prévenus, au nombre desquels se trouvaient Kersausie, Raspail, Parfait, se virent bientôt traduits en cour d'assises. Ils se servirent des débats du procès pour y faire une éclatante profession de foi républicaine. L'audace des accusés, jointe à la réputation agressive des avocats, promettait un beau scandale. L'attente des amateurs ne fut pas déçue. Jamais il n'y eut tant de violence, jamais tant de hardiesse insolente! Raspail et Dupont exposèrent avec éclat les principes républicains. Le XIX^e siècle a une mission à remplir, s'écria le second, c'est l'affranchissement moral et politique des prolétaires! Vignerte renchérit. A une affirmation du procureur : « Tu en as menti, misérable! clamait-il. » Et il ajouta : « Vous n'êtes qu'un tas de valets! » Les avocats rivalisèrent si bien d'audace qu'ils furent, tous les trois, suspendus. Mais on acquitta les accusés. Ainsi se voyait absoute une société légalement dissoute qui avait pu, en toute impunité, effectuer la revue de ses forces et provoquer publiquement à l'insurrection².

A peu près vers la même époque, l'affaire des crieurs

1. Sur l'affaire des « Bastilles, » cf. de la Hodde, *op. cit.*, 121 et suiv. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 115.

2. *Procès des Vingt-Sept* (BN. Lb⁵¹ 2065).

publics apparut comme une de celles où le gouvernement « sentit davantage son impuissance et se vit le plus insolument bravé. » C'est vers la fin de 1833, en effet, que la propagande républicaine redoubla d'intensité, en utilisant un mode nouveau, le lancement de milliers de brochures à Paris et en province. A cette époque, dit de la Hodde, les ventes publiques des brochures et des dessins avaient atteint un développement qui n'a pu être surpassé au plus fort de notre orgie républicaine. Six millions d'imprimés démagogiques furent jetés au public dans un espace de trois mois. On ne se contenta pas de les envoyer, de les distribuer, mais des nuées de crieurs entretenaient partout l'agitation, faisaient résonner à travers tout le pays le mot de République, se montrant ainsi les véritables « hérauts d'armes de l'émeute, » « les moniteurs ambulants de l'insurrection¹. »

Le gouvernement résolut de mettre le holà. La loi du 10 décembre 1830 rendait bien libre le colportage et la vente des écrits. Une seule formalité était exigée pour la vente : le dépôt d'un exemplaire entre les mains d'un magistrat municipal. Une seule condition existait également pour l'acquisition de la qualité de crieur public : la déclaration préalable. Jusqu'ici le problème paraissait aisément soluble et les républicains semblaient ne devoir rencontrer aucune difficulté. Mais la police en décida autrement. Gisquet, en effet, fut d'avis que la loi de décembre 1830 n'avait pas implicitement abrogé les dispositions de la loi de finances qui frappait d'une amende tout écrit politique non timbré, et que, d'autre part, elle n'avait ni effacé du code les stipulations protectrices de la morale publique, ni anéanti celles qui punissent les crimes et les délits de presse. Aussi, fort de son interprétation, ordonna-t-il de saisir tous les écrits

1. De la Hodde, *op. cit.*, p. 131 et suiv.

non timbrés vendus sur la voie publique et tous ceux dans lesquels ses subordonnés croiraient reconnaître un délit. Que se passa-t-il alors? Les républicains portaient leurs brochures au visa. Le commissaire refusait. Les crieurs passaient outre. On les arrêtait. Mais le tribunal acquittait toujours sur le chef d'accusation : défaut de timbre, alléguant que l'administration des domaines était seule compétente pour ce genre de contravention, et aussi sur l'autre chef : défaut de visa, parce que, si les crieurs avaient vendu sans le visa, c'est que la police l'avait refusé. Un exemple frappant est celui de Delente. S'étant présenté à la préfecture avec un pamphlet républicain et un recueil de chansons, on lui refusa le visa. « Je me suis conformé à la loi, écrivit-il alors au procureur, je vendrai. » Comme il dit, il fit. On l'arrêta pour défaut de timbre et vente d'écrit séditieux. Lorsqu'il comparut en police correctionnelle, le 18 septembre, on le condamna, mais seulement parce qu'il portait un bonnet rouge. Il se vit acquitté sur le véritable motif de son arrestation. Malgré les instances de Persil, la cour royale, saisie en appel, confirma le jugement. « De ce moment, dit Gisquet, l'autorité ne pouvait plus rien pour atténuer le scandale. Il fallut abandonner la lutte¹. »

C'est ce que démontra encore plus clairement l'affaire Rodde. Rodde, irrité de l'arrestation de plusieurs crieurs du *Bon Sens*, exprima l'intention d'aller, lui-même, vendre son papier, place de la Bourse, le dimanche 13 octobre à deux heures. « Je résisterai à toute tentative de saisie et d'arrestation arbitraire, dit-il, je repousserai la violence par la violence, et j'appelle à mon aide tous les citoyens qui croient encore que force doit rester à la loi. » Il trouva, en

1. Pour tout ce paragraphe consulter Gisquet, *op. cit.*, III, p. 241 et suiv.

l'occurrence, l'appui efficace des *Droits de l'homme* et de *La Tribune*. Celle-ci publia, le 13, un ordre du jour de la société républicaine qui déclarait les sections en permanence durant toute la journée. « Si le sang d'un citoyen coulait pour le soutien de son droit, les républicains tireraient de sa mort une vengeance signalée et la *Société des Droits de l'homme* leur donnerait l'exemple¹. » Cabet lui-même et les cohortes de l'*Association pour l'instruction du peuple* offrirent leur aide². Le dimanche 13, à deux heures, la place de la Bourse et les rues adjacentes fourmillaient de promeneurs en apparence inoffensifs. Les corporations d'imprimeurs, de tailleurs de pierre, de charpentiers se tenaient aux alentours. « Derrière les coulisses » se trouvaient « nos sections permanentes prêtes à soutenir. Le Comité était sur la place et avait l'œil sur ce qui se passait³. » Alors, « au milieu d'un peuple ému on vit s'avancer un homme à la taille athlétique, à la démarche hautaine, au regard enflammé. » C'était Rodde. Son costume était celui d'un crieur. Il portait une blouse amaranthe, et un chapeau verni avec l'inscription : publications patriotiques. Dans sa boîte, deux pistolets voisinaient avec les brochures. A son arrivée, on l'entoura, on le félicita, on l'embrassa. Chacun voulait lui prendre les mains, lui jurant qu'il était prêt à le défendre. Ce fut une « véritable scène républicaine, avec son enthousiasme, sa chaleur, son dévouement et sa sagesse⁴. » Rodde cria, vendit. La police n'osa pas paraître.

Ainsi, le gouvernement ne possédait, en réalité, aucun moyen d'empêcher la propagande républicaine. « La légalité nous tue, s'était écrié Viennet à la Chambre. » Et Gisquet,

1. AN. BB¹⁸ 1339. Intérieur, 13 octobre 1833.

2. *Id.*, copie d'un rapport de police du 12 octobre.

3. AN. CC 585, I, p. 22.

4. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, IV, chap. II.

qui pensait d'abord que seuls les hommes faisaient défaut à la loi, et non la loi aux hommes, dut changer d'avis. « A compter de cette dernière époque (décembre 1833), dit-il, l'administration et la justice ne pouvaient plus rien contre les affiliations secrètes. Il fallut se résigner, attendre la bataille dont les républicains nous menaçaient¹. »

C'est pour remédier à cette « triste » situation que le ministère se décida, enfin, à la session de 1834, à changer la législation et à se donner, trop tard, des armes plus efficaces pour lutter contre la propagande rouge. Dès après le discours du trône qui stigmatisait « les passions insensées » et « les manœuvres coupables », et dès après l'adresse, il déposa le premier des projets de loi qu'il avait élaborés, celui qui concernait les crieurs publics. Ce projet tendait à assujettir l'exercice de la profession de crieurs publics à la formalité d'une autorisation préalable et révocable donnée par l'autorité municipale, et à soumettre au droit de timbre tout écrit de deux feuilles d'impression, et au-dessous, crié, vendu ou distribué publiquement. Dans l'exposé des motifs, le Garde des Sceaux montrait la nécessité de faire cesser ce scandale causé par des pamphlets auxquels « un honnête homme rougissait de répondre. » Il s'efforçait, en même temps, de prouver que la liberté de la presse ne se trouvait ainsi nullement mise en péril. Pareillement, Persil, au cours de son rapport, prenait soin d'indiquer que les dispositions de la nouvelle loi ne présentaient point le caractère d'une censure. Ainsi, tous deux, par avance, indiquaient le terrain de la discussion. Défendre la presse, tel fut en effet le mot de ralliement de l'opposition. Garnier-Pagès, Salverte combattirent violemment le projet, dès la discussion générale. Ils exposèrent comment il était attentatoire à la Charte,

1. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 76.

comment il rétablissait la plus monstrueuse de toutes les censures, au profit de la police, censure mortelle à la presse populaire, dirent-ils, et, au reste, superflue pour la répression du désordre, autant que dangereuse pour la dynastie. Cabet, lui-même, prit la parole au cours du débat sur les amendements. Il montra que, pour le peuple, pour les classes les plus pauvres et les plus laborieuses, il n'existait d'autre presse que la presse des rues; qu'attenter à cette presse, c'était attenter au seul moyen d'instruction en sa puissance.

Malgré tous les efforts, le projet fut adopté à une grosse majorité à la Chambre¹, à la presque unanimité devant les Pairs.

Voter la loi était bien. La faire exécuter était mieux. Mais cette dernière tâche ne devait pas aller sans difficulté. En effet, l'exécution de la loi sur les crieurs publics constituait « un véritable arrêt de mort contre certaines feuilles spécialement destinées au peuple, » ainsi que l'avait démontré Cabet², et, par conséquent, contre la propagande républicaine. Il fallait donc s'attendre à la résistance. Elle vint tout de suite. Le gérant du *Bon Sens* et du *Pilori* voulut faire crier et vendre ses feuilles. Les crieurs furent arrêtés. Pendant plusieurs jours, il y eut des rixes et des troubles. La province courut au secours de Paris. Lyon résista de son mieux. Marseille également. On continua à braver les lois et à crier les écrits républicains³. Malgré un sérieux ralentissement, la propagande ne cessait pas.

Pour en détruire les effets, il était nécessaire d'en supprimer la cause, l'origine, indispensable de réduire à l'impuis-

1. Pour la loi sur les crieurs voir Lesur, *Annuaire*, 1834 et *Archives parlementaires*, t. LXXXVI.

2. Au cours de la discussion.

3. AN. BB¹⁸ 1340, PG. Aix, 6 mars 1834.

sance les associations républicaines. C'est à quoi s'employa, dès lors, le gouvernement. Depuis longtemps, il préparait une loi sur les associations. Déjà, au cours de la discussion de la loi sur les crieurs, deux orateurs de la majorité, Viennet et Giraud avaient réclamé qu'on hâtât son vote. Mais le ministère, qui craignait, à juste titre, une violente résistance de l'opinion publique, attendait une occasion favorable. Il la trouva dans les désordres de Lyon et dans le mouvement sur la Savoie.

Déposé le 25 février 1834, rapporté le 6 mars par Martin du Nord, le projet nouveau remédiait à la faiblesse de l'article 291 tant de fois signalée par les Procureurs. Jusqu'ici, pour éluder l'article, qui défendait la réunion de toute association non autorisée, de plus de 20 personnes, les républicains s'étaient divisés par sections, et on avait pu voir la *Société des Droits de l'homme* se réunir, bien qu'elle eût été dissoute. Désormais, on ne tiendrait plus compte de ces subdivisions. En second lieu, le Code pénal ne punissait que les chefs des groupements contrevenants. A l'avenir, les simples associés seraient frappés également, les peines aggravées et la récidive plus sévèrement punie. Enfin, et c'était l'innovation la plus grave, en cas d'attentat contre la sûreté de l'État, les associations ressortiraient de la Cour des Pairs, et non plus du jury. Celui-ci ne conservait, dans sa compétence, que quelques délits politiques minimes; le fait de s'associer sans autorisation, lui-même, serait dorénavant déféré devant les tribunaux correctionnels.

Longue et fastidieuse, la discussion dura douze jours. De Ludre, Odilon-Barrot, Salverte, Pagès de l'Ariège aidés de Berryer rivalisèrent d'éloquence contre de Broglie, Barthe, Guizot, Thiers et d'Argout. Garnier-Pagès, lui-même, qui ne faisait pas partie des *Droits de l'homme*, les défendit. Pagès rappela à Guizot, à Barthe et à de Broglie que, eux aussi,

avaient appartenu à diverses associations : *Amis de la liberté de la presse*, *Aide-toi*, *Carbonari*. Ce fut en vain. L'opposition était vaincue d'avance. Le ministère présenta la loi non comme « un problème de législation, » mais comme une « question de politique actuelle. » Thiers se montra le plus acharné. Il fit nettement le procès de la République. « La France en a horreur, dit-il; quand on lui parle République, elle recule épouvantée. » La loi fut votée. Au début d'avril, elle était promulguée¹.

Comme pour la loi sur les crieurs, ce n'était pas tout de voter, il fallait appliquer. Déjà, à propos de celle-là l'opinion paraissait fort montée. Qu'allait-il se passer? Les républicains n'avaient pas attendu le résultat des débats pour annoncer leur ferme attention de résister et de passer outre. Ce fut bien pis après le vote. Journaux et associations s'unirent pour protester violemment contre cette atteinte à la liberté. Dans la France entière, les républicains s'assemblèrent dans un élan spontané contre les persécutions de la monarchie². A Chalon, 1 200 sectionnaires du département et des environs se réunirent en plein air. « A midi, les sections rurales débouchèrent de différents côtés au chant de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ*. Les sections chalonnaises qui les attendaient leur répondirent par les mêmes couplets. Les citoyens fraternisèrent. Puis ils firent le cercle et Menand prononça une harangue enflammée³. » A Arbois, 700 républicains se rendirent sur le plateau de l'Hermitage. Formés en sections, ils se déployèrent sur une seule ligne. Il y avait là des habitants du Doubs, de la Côte-d'Or, de

1. Cf. Lesur, *Annuaire*, 1834; et *Archives parlementaires*, t. LXXXVII.

2. On trouve dans Gisquet, *op. cit.*, III, p. 314 et 315, la liste de quelques-unes des protestations de la province.

3. *Réquisitoire*, p. 279; et AN. CC 619, II, 7. Lettre du Préfet du 5 mars 1834.

la Haute-Saône. Miran, de Besançon, montra la nécessité de resserrer les liens entre républicains. Gindriez, de Dijon, fit l'éloge de l'association. D'Epercy proposa une protestation en masse et affirma que l'association continuerait d'exister comme par le passé¹. Saint-Amand annonça la même intention. « On déclarera l'association de la liberté de la presse dissoute, dit une lettre du comité aux membres de la société; mais « on invitera les anciens sociétaires à toujours conserver et entretenir religieusement le feu sacré, on leur dira qu'ils ont toujours le droit de se cotiser pour payer les journaux qu'ils reçoivent, etc., etc. Alors, viendra un nouveau mode d'action, les anciens se trouveront fractionnés en sections de 10 à 20 membres; dans chacune d'elles sera placé un membre du comité ou un des patriotes influents de notre ville; chacun d'eux aura pour mission spéciale de donner à la section l'impulsion qu'il recevra du comité central qui, de son côté, continuera à se réunir à des époques indéterminées, et qui correspondra comme précédemment avec les comités de Paris et des départements². » Dans les grandes villes, les résolutions ne furent pas plus fermes, certes, mais l'expression s'en fit plus violente et les divisions intestines disparurent instantanément. A Marseille les deux fractions de la *Société des Droits de l'homme* se rapprochèrent pour une protestation commune³. Le *Peuple Souverain*, journal des modérés, annonça que les diverses nuances de l'opinion démocratique à Paris avaient resserré les liens de la fraternité, que le parti républicain parlerait et agirait, dorénavant, « comme un seul homme⁵. » Lyon donnait la même note. *La Glaneuse* du 6 mars fit connaître

1. AN. CC 619, II, 1. Lettre du PG. de Besançon, du 23 mars 1834.

2. AN. CC 614, p. 154.

3. *Réquisitoire*, p. 323.

4. *Le Peuple souverain*, 12 avril; et *Réquisitoire*, p. 327.

que toutes les associations de Lyon allaient se solidariser. « Francs-maçons, mutuellistes, unionistes, ferrandiniers, concordistes, sociétaires des *Droits de l'homme*, de l'*Union*, de l'*Indépendance*... s'écriait-elle, ont appris, avec la plus vive indignation quelle nouvelle atteinte nos gouvernants veulent porter contre la liberté.... Une résistance sérieuse va donc s'engager... lorsqu'il faudra exécuter cette infâme loi¹. » Le journal allait jusqu'à proposer le refus de payer les impôts et les loyers. En même temps, le comité central des *Droits de l'homme* publia un ordre du jour où il annonçait que les sections du Rhône continueraient à exister comme avant, « quoi qu'il advienne. » Elles seront dirigées, disait-il, par un comité qui, dans le cas où la violence empêcherait à ses membres l'exercice de ses fonctions, serait immédiatement remplacé par une commission toute prête. Les actes suivirent aussitôt les paroles. La commission prévue fut nommée le 2 mars. 64 signatures l'approuvèrent, 7 du comité central et 57 des chefs de sections². Quelques jours après, se formait le fameux *Comité d'ensemble* qui groupait les délégués des divers corps d'état et des *Droits de l'homme*³.

Au milieu de cette indignation générale Paris ne restait pas inactif. Le comité central des *Droits de l'homme* écrivit à ses sections pour leur dire que la société ne renoncerait ni à son nom ni à son organisation, mais aviserait aux moyens de se reformer d'une manière plus imposante. « Nous voulons exister au mépris de toute loi, mandait-il à l'association de Lyon. » Et il engageait celle-ci à continuer à centraliser l'action des départements voisins⁴. Les associations modérées, elles-mêmes, comme dans la province,

1. *La Glaneuse*, 6 mars 1834. Ce journal cessa de paraître le 23 mars.

2. *Réquisitoire*, p. 184.

3. Louis Blanc, *Histoire de Dix ans*, IV, chap. v.

4. *Réquisitoire*, p. 199 et 200.

se mirent de la partie. *L'Union de juillet*, dont l'existence était pourtant bien calme, fit entendre la protestation de la sagesse. Quant à *l'Association en faveur de la presse*, elle avança la date de la réunion de son assemblée générale. Les délégués de provinces accoururent à Paris à la fin de mars. Dès la première séance, on vota des remerciements aux députés qui, les premiers, avaient indiqué comme un devoir la résistance à la loi. Le 1^{er} avril, on lut une protestation solennelle dont on décida l'insertion dans les journaux. « Que les associations se réunissent, s'étendent, se multiplient donc, au lieu de se dissoudre, y lisait-on, que les sociétés existantes proclament la résistance à ce projet d'oppression et qu'elles en donnent l'exemple¹! » Et Carrel, lui-même, dans *Le National*, faisait remarquer qu'on semblait « avoir pris à tâche de dégoûter la nation » de l'ordre, « pour lever un ignoble gourdin sur la population de Paris². » Mais aucun républicain n'était partisan de l'attaque. Cabet, à l'assemblée de la presse, déconseilla la manière forte³. Le comité des *Droits de l'homme*, de son côté, déclara vouloir attendre, pour se battre, « l'opportunité, » vouloir « attendre la violence⁴. »

Ainsi le résultat le plus tangible de la politique gouvernementale et de ses tracasseries fut, sans doute, de gêner la propagande républicaine, mais, surtout, de faire cette unité que n'avaient pu réaliser complètement ni un patient travail d'organisation, ni une élaboration minutieuse de doctrine. A la fin de mars et au début d'avril, les dissensions se trouvaient effacées d'elles-mêmes, les discordes oubliées. Il ne s'agissait plus, pour les républicains, d'éclairer des

1. AN. CC 612, registre 4.

2. *Le National*, 20 mars 1834.

3. Il fit la même chose à *l'Association libre pour l'éducation du peuple* (Cabet, *Les masques arrachés* (sous le titre : *Services rendus*).

4. AN. CC 619, III, 4, p. 5. Lettre du PG. de Lyon, du 25 mars 1834.

questions économiques, de préparer des projets pour les soumettre à la sanction du peuple, » mais de se « défendre en face de l'ennemi. » Ce n'était là, certes, qu'un programme négatif, mais la lutte pour l'existence, menée en commun, aplanit beaucoup de difficultés, fait disparaître bien des ressentiments. Elle devait être, pour le parti républicain, une source précieuse d'enseignements dont, tôt au tard, il se préparait à recueillir les fruits.

En second lieu, la persécution ministérielle et policière eut pour effet de changer radicalement la forme de la propagande et le mécanisme de ses organes fondamentaux : les associations populaires. Après les journées de Juillet, la France étant désormais libre, beaucoup avaient cru qu'il n'était plus nécessaire de conspirer. Et c'est pourquoi, malgré certaines survivances, la Charbonnerie avait perdu de sa force au détriment des sociétés patriotiques et populaires. « Le temps de la Charbonnerie est passé, écrivait Trélat; chacun, à l'heure qu'il est, agit à la face du ciel. Le plus puissant moyen d'action est la publicité, et c'est se condamner à l'impuissance que de mettre en œuvre d'autres agents que ceux de son époque¹. » Plus n'était besoin, selon lui, de déposer de proche en proche les convictions républicaines par la voie lente mais sûre des sociétés secrètes, avant de les livrer à une propagande plus hardie. Raspail pensait de même. Il déclara, au procès des Vingt-sept, qu'il ne conspirait plus depuis 1830. Mais, outre que la Charbonnerie, « mère de toutes les associations, » avait laissé une profonde empreinte sur les esprits et dans les organisations, l'attitude gouvernementale força les républicains à revenir à l'ancienne tactique. C'est ce que montrait Pagès de l'Ariège dans son discours contre la loi sur les associations. « *La Société des*

1. *Paris révolutionnaire, La Charbonnerie*, par Trélat.

Amis du peuple était publique, dit-il, vous l'avez dissoute.... Vous avez métamorphosé une seule société publique en mille sociétés secrètes¹. » Pagès avait raison. Mais il convient d'ajouter que, de 1832 à 1834, la métamorphose se fit insensiblement. *La Société des Droits de l'homme* conserva longtemps sa propagande ouverte. Les ordres du jour parurent dans *La Tribune*; les noms des chefs furent publiés, mais, avec la meilleure volonté du monde, elle ne put garder une publicité absolue. Elle ne rédigeait pas de procès-verbaux détaillés des réunions, désignait ses sections par des lettres conventionnelles ou des chiffres, tenait des réunions clandestines. *L'Association libre pour l'éducation du peuple*, elle-même, eut l'idée, un moment, de transformer son organisation de *cohorte* en un système de *sections*². Ainsi, après la grande publicité du début, les associations tendaient à devenir demi-secrètes. Le vote et la promulgation de la loi sur les associations précipita l'évolution. « Votre loi, disait encore Pagès, ne détruira pas les associations, elle changera les sociétés publiques en sociétés secrètes. » Et *Le Dauphinois*, comme s'il répondait à cette prédiction, de s'écrier : « C'est bien ! Jusqu'à ce jour, nous avons refusé de faire partie des associations républicaines non publiques. Le principe de l'association est attaqué. Dès ce moment, notre détermination est changée. Guerre, donc ! Et recommençons la lutte que, pendant quinze ans, nous avons soutenue dans les sociétés secrètes contre la Restauration³ ! » Tel était l'état d'esprit général au début d'avril. L'insurrection de Lyon et de Paris, en cimentant dans le sang l'union des diverses fractions, allait achever l'évolution et transformer radicalement la nature des associations et de la propagande républicaine.

1. *Archives parlementaires*, t. LXXXVII.

2. AN. F⁷ 3886, 18 janvier 1833.

3. *Le Dauphinois*, 1^{er} mars; et *Réquisitoire*, p. 259.

CHAPITRE X

LE RETOUR AUX SOCIÉTÉS SECRÈTES

L'arrestation en masse des principaux chefs républicains parut un instant briser net le colossal effort de propagande entrepris depuis deux ans. Pourtant, malgré son succès, le gouvernement ne cachait pas ses préoccupations. Les journaux officiels en font foi. *Les Débats*, entre autres, ne dissimulaient pas que c'était un « grave » procès qui allait s'engager et que le pays tout entier en attendait anxieusement l'issue¹. Un tel état ne se manifestait pas en vain. En apparence écrasé, le parti républicain ne se tenait, en effet, pas pour battu. Pendant un an encore, avec des moyens de plus en plus restreints, on va le voir s'agiter dans des convulsions héroïques et, au lieu de mourir, tenter d'adapter le mieux possible son activité et sa propagande aux circonstances qui lui sont créées.

La première de ces circonstances, c'est l'emprisonnement. A première vue, il n'était pas des plus faciles de s'en servir. Les accusés d'Avril, quoique enfermés, trouvèrent cependant le moyen de continuer leur action. Ils ne négligèrent aucune occasion de reproduire, en petit, les mille manifestations auxquelles ils avaient accoutumé de se livrer au dehors. C'est ainsi, par exemple, qu'ils célébrèrent à leur

1. *Journal des Débats*, 5 avril 1835.

façon, à Sainte-Pélagie, l'anniversaire des 5 et 6 juin. Les prisonniers qui mûrissaient ce projet depuis longtemps se réunirent dans le grand dortoir. Il y avait là, entre autres, Imbert, Mathieu d'Épinal, Destigny, Lhéritier, Picard. Ce dernier tenait, en guise de drapeau, un manche à balai auquel on avait attaché une cravate noire surmontée d'un crêpe. Un autre détenu, Renard, prit la parole. Il prononça, en présence des trois quarts des incarcérés, un discours « sanguinaire », où il faisait appel à la révolte, et où il parlait d'exterminer tous ceux qui sont un obstacle au changement du régime. C'était non plus avec des larmes, disait-il, mais avec du sang qu'on devait célébrer la mémoire des frères de Juin. Et il terminait en faisant jurer à tous la mort de l'usurpateur, infâme, monstre, tyran, parjure, assassin. Quand il eut fini, tous les assistants, à genoux, et à voix très basse, se mirent à chanter la *Marseillaise*¹. Chaque soir d'ailleurs les républicains se réunissaient. Ni les défenses, ni les mesures de coercition, ni l'emprisonnement à *la Force*, où le régime était plus sévère, rien ne les arrêtait². En septembre même, il y eut une véritable révolte. Un beau soir, vers six heures, huit à dix détenus revenant de *la Force*, déclarèrent qu'ils voulaient absolument chanter, que rien ne les empêcherait, que l'infâme Gisquet montrait sa faiblesse en n'osant pas leur infliger plus de dix jours de *Force*. Sous la conduite de Delente, de Martinault, de Morien-court, ils allèrent chercher leur paillasse et y mirent le feu. Toute la nuit ils dansèrent et chantèrent. On put entendre, à maintes reprises, *La Carmagnole* et d'autres chants anti-royalistes ponctués et accompagnés des cris de : « Mort à Louis-Philippe! » « Mort à Gisquet! » La naissance du jour

1. AN. CC 664, 1^{re} liasse, pièce 42.

2. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 428, 429 et suiv.

n'arrêta pas leur ardeur. Durant la matinée entière, les chants retentirent. Toutes les cours s'en mêlèrent. Pour résister à la police, Guinard et Gervais avaient rangé les révoltés sur quatre rangs. Une lutte s'engagea, les républicains eurent le dessous, mais ce n'est que le soir qu'on parvint à étouffer définitivement l'émeute¹.

A chaque instant, ces scènes recommençaient. Tous les prétextes étaient bons. Ainsi, le 2 mai 1835, les prisonniers de Sainte-Pélagie décidèrent de célébrer la fête du roi... à leur façon. Un conseil de 16 membres, où figuraient Pichonnier, Delente, Landolphe, Chilmann régla l'ordonnance de la cérémonie, après avoir pris l'avis de Guinard et de Kersausie. On fit circuler la décision dans les cours afin que tout le monde se tint prêt. Dès six heures du soir, le 1^{er} mai, les chants républicains s'élevèrent de toutes parts. Puis, vers les dix heures, au signal convenu, chacun se mit à briser à coups de pavés, de marteaux, de pieds, ce qui se trouvait à sa portée. Chaises, tables, bouteilles, portes, fenêtres, tout y passa. Après quoi, un charivari général eut lieu dans les corridors à l'aide de casseroles, de chandeliers et d'autres ustensiles du même genre².

Ces manifestations, qui paraissaient des gamineries sans importance, avaient, en réalité, une portée beaucoup plus grande. Elles entretenaient le moral des accusés, mais surtout, connues au dehors, elles contribuaient à ajouter de nouveaux arguments à la démonstration, sans cesse faite et refaite, de la faiblesse de l'autorité, et à jeter, de plus en plus, le discrédit sur le gouvernement. Enfin, elles étaient, la plupart du temps, un moyen de reconstituer l'unité de

1. AN. CC 664, 1^{re} liasse, p. 70. *Rapport sur la révolte des prisonniers politiques à Sainte-Pélagie*, 28 septembre 1834.

2. AN. CC 664, 1^{re} liasse, p. 92. *Rapport sur les désordres de Sainte-Pélagie*, 2 mai 1835.

front qui, une fois le combat terminé, et le péril disparu, menaçait de nouveau de se disloquer à propos des discussions sur la défense¹.

La défense en effet avait été tout de suite la grande préoccupation des détenus. Ils comptaient bien, comme de coutume, en faire un instrument de propagande, à l'occasion du procès qui allait s'ouvrir. C'est pourquoi elle leur parut devoir être organisée à l'avance dans tous ses détails. Un comité fut nommé. On trouvait parmi ses membres la plupart des chefs arrêtés : Cavaignac, Guinard, Marrast, Lebon, Vignerte, Chilmann, Pichonnier. Tous, d'ailleurs, agissaient d'accord avec Garnier-Pagès, Voyer d'Argenson, Carrel et les autres principales têtes du parti². Le comité décida qu'on ne ferait pas de défense personnelle³, et qu'on ne choisirait pas d'avocats, mais qu'on ferait appel à tout ce que le parti comptait de mieux, à Paris comme dans les départements, à « tous les hommes qui, par leur talent, leur vertu, leur renommée, leur service, étaient en état de... représenter dignement l'opinion républicaine⁴. » C'est ainsi qu'on s'adressa à d'Argenson, à de Puyraveau, à Garnier-Pagès, à Carrel, à Barbès, à Blanqui, à Martin Bernard, à Bastide, à Carnot, à Auguste Comte, à Buonarroti, à

1. La plupart du temps, car tous les prisonniers républicains ne participaient pas toujours à toutes ces facéties.

C'est ainsi que, le 21 janvier 1835, beaucoup de détenus ayant illuminé les fenêtres de leurs cellules, Carrel refusa de se joindre à la manifestation.

Une véritable émeute éclata pour l'y contraindre. On faillit lui faire un mauvais parti. Cf. AN. F⁷ 3888 (21 janvier 1835) et de la Hodde : *op. cit.*, p. 172. Carrel n'était pas détenu pour les événements d'Avril, mais pour outrage aux Pairs dans *le National*.

2. AN. CC 664, I, p. 88. *Rapport du 29 avril 1835*, et Louis Blanc, *op. cit.*, IV, p. 387.

3. AN. CC 664, I, p. 85. *Rapport du 24 avril 1835*.

4. L. Blanc, *op. cit.*, IV, p. 387.

Flocon, à Fortoul, à Ledru-Rollin, à Leroux, à Michel de Bourges, à Raspail, à Jules Favre, à Antony Thouret, à Trélat, à Joly, à Lamennais¹, etc., etc. Ces défenseurs ne devaient pas prononcer de plaidoirie, au vrai sens du mot. Car le procès d'Avril n'avait rien de judiciaire. Au contraire, comme le disaient les membres du comité de défense aux orateurs pressentis, il s'agissait de continuer la lutte soutenue depuis cinq ans et de tenir « de solennelles assises républicaines. » On tâcherait donc d'amener le plus de monde possible dans les tribunes, de les remplir des femmes, des parents, des amis, des accusés².

Devant ce public prêt aux applaudissements, on prouverait « que la Révolution de 1830 n'était que la conséquence de la doctrine des États généraux de 1789, que Louis-Philippe, en acceptant la couronne en 1830, avait sanctionné la Révolution de 1789, qu'il n'avait été élu qu'à la condition d'entourer le trône des barricades d'institutions républicaines, qu'il ne l'avait pas fait, qu'il avait sacrifié la gloire et l'intérêt de la Patrie à son intérêt personnel et que sa responsabilité était totale dans les émeutes récentes³. » En regard, on montrerait « l'excellence du gouvernement républicain⁴. » Pour assumer pareille tâche, on conçoit que les républicains n'aient voulu que des hommes dévoués, et non des « avocats, » dont il était à craindre « l'esprit de

1. Voir la liste des défenseurs dans Louis Blanc, *op. cit.*, t. IV.

2. AN. CC 664, I, p. 86. *Rapport du 25 avril 1835*. Cf. Aussi CC 664, I, p. 88 : « Les républicains... attendent tout des débats du procès, des efforts de leurs journaux, des brochures, qu'ils publieront et, chose bien drôle, de leurs portraits lithographiés qu'ils feront distribuer en grand nombre. »

C'est Geoffroy, l'artiste arrêté indûment après les journées de Juin 1832, pour avoir été l'homme au drapeau rouge, qui avait fait ces portraits.

3. AN. CC 664, I, p. 88. *Rapport du 29 avril 1835*.

4. AN. CC 664, I, p. 86. *Rapport du 25 avril 1835*.

convenance, ou plutôt de subordination que leur commandent leur état et la Cour des Pairs¹. » Sur ce point régnait « le plus touchant accord² ». Même accord également pour la répartition de la tâche. L'un traiterait la partie philosophique et religieuse, l'autre le côté administratif; celui-ci l'économie politique, celui-là les arts³, etc.

Mais si les détenus s'entendaient sur les principes généraux, il n'en était plus de même pour les détails. Lorsqu'ils voulurent préciser, les mêmes disputes théoriques, les mêmes discussions brûlantes qu'autrefois reparurent. En effet, l'autorité de Cavaignac et de Marrast « n'était pas considérée plus infaillible que celle de Kersausie et de Raspail. » A côté de ces deux sectes, une troisième réclamait sa place, celle des « puritains » et des « radicaux » qui joignaient « à toute l'impertinence de langage de Vignerte le mysticisme religieux et germanique de Napoléon Lebon et de l'abbé de Lamennais. » On risquait donc d'entendre à la barre, d'abord « la République masquée, moitié impériale de Carrel, Marrast et Cavaignac; puis la République scientifique, progressive et microscopique de Raspail et de Kersausie, ensuite la République pastorale et patriarcale de Vignerte et de Lebon, « grands amateurs de racines et de végétaux, aimant la charrue par-dessus tout, et vouant la haine la plus profonde aux grandes villes, au luxe et à l'industrie. » Enfin, on aurait à supporter l'abbé de Lamennais comparant Louis-Philippe à un rocher que tous les voyageurs, partis pour joindre la terre sainte de la République, devaient abattre d'un commun accord, et s'écriant que Jésus-Christ était le plus fameux républicain de son temps⁴. Autant de

1. AN. CC 664, I, p. 88.

2. AN. CC 664, I, p. 86.

3. Louis Blanc, *op. cit.*, t. IV.

4. AN. CC 664, I, p. 86.

dissidences que, dès la prison, s'efforçait d'atténuer le conseil de défense. Sa tâche se trouvait malheureusement compliquée par les discussions de personnes qui renforçaient les dissensions de doctrine. Les chefs considéraient, en effet, le rôle à jouer devant les Pairs comme décisif, autant pour eux personnellement que pour leur fraction. Or Cavaignac détestait souverainement Raspail, qui, lui-même, ne pouvait souffrir la morgue d'Armand Carrel et de Marrast. Raspail trouvait encore un ennemi dans *La Tribune*, dont « la verve mourante se résignait mal en face de la nouvelle puissance du *Réformateur*. » Kersausie, de son côté, faisait trembler Cavaignac, « en brandissant devant lui son épée provocatrice, et Carrel, lui-même, tremblait devant Raspail, qui lui jetait le nom de traître à la face. Enfin, Cavaignac et Marrast prétendaient seuls diriger les débats, contre Raspail et Kersausie qui leur disputaient cette prérogative¹.

Ces divisions, doctrinales ou personnelles, n'auraient eu, au fond, qu'une importance secondaire, si elles ne s'étaient doublées de profondes divergences sur des buts immédiats et plus pratiques, sur les méthodes même de défense. Les accusés, en effet, discutaient à perte de vue sur la façon dont ils devaient répondre à l'accusation de complot et aux faits personnels qu'on leur reprochait. C'est ce qui se produisit d'abord parmi les détenus de Paris, et surtout chez ceux de Sainte-Pélagie. Il y avait là 40 prisonniers. Douze d'entre eux ne faisaient pas partie des *Droits de l'homme*. On les avait arrêtés parce qu'ils avaient été pris sur le fait dans l'émeute. Au contraire, contre les 28 autres qui appartenaient à la *Société des Droits de l'homme*, on ne pouvait relever aucune preuve convaincante. Ceux-ci ne voulaient pas être assimilés à ceux-là. Ils prétendaient que

1. AN. CC 664, *cit.*

leurs 12 compagnons d'infortune devaient tout avouer, mais sans compromettre *la Société*, dire par exemple, que *la Société* n'avait pas envoyé tous ses membres au secours des combattants parce qu'elle jugeait le moment inopportun. Quant à eux, ils n'avoueraient rien, mais se feraient simplement « les apôtres de la République, » ce que les autres se refusaient à accepter¹.

Bien mieux, les accusés de Paris ne se trouvaient pas d'accord avec leurs défenseurs. Ils émettaient la prétention d'imposer à ces derniers leurs conditions, conditions tellement limitées qu'à beaucoup de défenseurs il paraissait impossible de remplir leur mission. C'était, du moins, l'avis de Garnier-Pagès et de Pagnerre. Ainsi, une des conditions consistait, pour les avocats, à ne pas passer outre aussitôt qu'il plairait aux prévenus de dire : « C'est assez, ma défense est complète, je désavoue ce qui serait ajouté². » C'est que les accusés craignaient que leurs défenseurs ne cherchassent à atténuer leur participation à l'affaire par des raisonnements qui établiraient soit l'importance de leur complicité, soit leur ignorance de la loi, et ne les privassent ainsi de l'auréole du martyr à laquelle ils tenaient absolument. Une deuxième condition avait été soumise à la défense, sur la proposition de Marrast et de Cavaignac, et acceptée par la masse des accusés de Paris, celle de traiter devant la cour de Paris de l'abolition de la propriété comme mesure transitoire. Or les conseils refusaient de s'engager sur ce double terrain³.

Cette dernière obligation était également repoussée par les accusés de Lyon de toutes leurs forces⁴.

1. AN. CC 664, I, p. 88.

2. AN. CC 664, I, p. 89.

3. AN. CC 664, I, p. 89.

4. Les accusés de Lyon avaient leur Comité de défense particulier.

Mais une autre divergence bien plus grave s'élevait entre les diverses catégories de détenus, et, notamment, entre ceux de Paris et ceux de Lyon. Le gouvernement avait déjoué, en effet, tout de suite, le plan républicain qui consistait à prendre des défenseurs en dehors d'avocats régulièrement inscrits au barreau. En vertu des pouvoirs que lui conférait l'article 295 du Code d'instruction criminelle, le baron Pasquier, président de la Cour des Pairs, avait décidé qu'il n'admettrait que des avocats en titre. Devant le refus des accusés de se conformer à cette décision, il était même allé plus loin, en prétendant leur imposer des avocats d'office. Les accusés protestèrent avec énergie et désignèrent trois des leurs, Marrast, Lebon et Landolphe, pour aller demander compte à Pasquier de cette persécution nouvelle. Bien entendu, la démarche échoua. De leur côté, les avocats nommés d'office refusèrent d'obéir. Alors le *Moniteur* publia, le 30 mars 1835, une ordonnance qui investissait la Cour des Pairs et son président à l'égard des avocats, de tous les pouvoirs qui appartiennent aux cours d'assises et aux présidents de ces cours. Nouvelle protestation des détenus, qui écrivirent au barreau de Paris. Celui-ci déclara que, si les accusés persistaient dans leur résistance, il lui serait impossible d'engager avec eux une lutte « sans convenance et sans dignité, » et il conseilla aux avocats d'office de s'abstenir si leurs clients les récusaient. Les barreaux de province joignirent leur voix à celle de leurs confrères parisiens, et la Cour des Pairs dut s'incliner. Dans une séance secrète, elle décida qu'elle ne contraindrait personne à plaider d'office. Mais elle maintint sa première décision¹.

Il se composait de Baune, Lagrange, Tiphaine, Maillefer et Caussidière (L. Blanc, *op. cit.*, t. IV).

1. Pour tous ces détails voir : Louis Blanc, *op. cit.*, IV, p. 390 et suiv. et Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, II, p. 304 et suiv.

Les accusés avaient donc partie gagnée sur un point seulement. En ce qui concerne le second, les Parisiens résolurent alors de ne pas se défendre, et de se laisser juger sans répondre, tout en protestant à la face du pays, contre « ce nouvel assassinat juridique. » C'est ici, précisément, que se manifestait l'objet de la discorde. Si les accusés de Lunéville encourageaient les Parisiens dans leur attitude, les Lyonnais entendaient agir autrement. Leurs délégués au comité de défense, Baune, Lagrange, Maillefer, Tiphaine, Caussidière soutinrent un point de vue nouveau. En se conformant aux vues de Paris, disaient-ils, ils se priveraient « de la sympathie que le combat dans les rues de Lyon a pu inspirer aux personnes qui aiment malgré tout l'éclat¹. »

Ce qui aggravait le danger de ces dissentiments, c'est que les diverses catégories de prisonniers se trouvaient dispersées dans des locaux différents, ceux de Paris à Sainte-Pélagie, ceux de Lunéville à l'Abbaye, ceux de Lyon à la Conciergerie. Les Parisiens demandèrent qu'on les réunît au même endroit. Le Procureur général repoussa cette requête, mais permit toutefois une entrevue entre les comités de Paris et de Lyon, le 18 avril 1835. L'assemblée décida de se conformer à l'avis des défenseurs. En attendant, elle publia la déclaration suivante : « ... Les deux comités de défense de Lyon et de Paris protestent, ensemble et unanimement, contre toute violation de la libre défense. Ils déclarent que leur résolution formelle est de se présenter devant la Cour des Pairs, accompagnés de défenseurs de leur choix, appuyés qu'ils sont, non seulement par les principes communs aux hommes de tous les partis, mais encore par l'opinion de tous les barreaux qui comprennent comme eux le droit accordé à tout accusé de se faire défendre par des hommes

1. AN. CC 664, I, p. 89.

qui aient toute sa confiance¹. » Cette résolution témoignait, en dépit de tout résultat précis, d'un vif désir d'union. Mais la parole restait aux défenseurs.

Or, parmi ceux-ci, les mêmes divisions intestines régnaient. Comment aurait-il pu en être autrement? Cette réunion des défenseurs avait une physionomie bizarre, dit Louis Blanc. Composée d'hommes qui, pour la plupart, ne se connaissaient pas, elle rapprochait, avant d'avoir trouvé le lien qui devait les unir, les éléments les plus hétérogènes : la fermeté réfléchie des hommes du Nord, et la fougue des méridionaux. Outre la diversité d'origine, on pouvait encore lui reprocher les mêmes divergences d'opinions qui séparaient entre eux les membres du comité de défense et les prisonniers. Les uns voulaient donner au débat une allure politique. D'autres, comme Jules Favre, Ledru-Rollin, Saint-Romme faisaient tous leurs efforts pour le ramener aux proportions d'un procès judiciaire².

Quand il fallut résoudre la question qui divisait Lyonnais et Parisiens, la discorde éclata au grand jour. Fallait-il accepter les débats, au cas où la défense ne serait pas libre? La grande majorité le niait. Quelques-uns, seulement, disaient oui. De ce nombre était Jules Favre. Il y eut des scènes violentes entre Carrel et Favre. Elles se répétèrent le 4 mai, quand Michel de Bourges, Favre et Dupont allèrent annoncer aux Lyonnais la décision des défenseurs, le lendemain encore, chez Blanqui où Michel de Bourges et Favre eurent une altercation si terrible que le second dut se retirer. La « lettre des défenseurs » allait, quelques jours plus tard, mettre le comble à ces discussions qui discréditaient les républicains et faisaient le jeu de leur adversaire. Le Comité

1. AN.CC. 664, I, p. 89 et Louis Blanc, *op. cit.*, IV.

2. Louis Blanc, *op. cit.*, *idem*.

de défense finit par apparaître comme une véritable « pétaudière. » En face d'un ennemi désorganisé, le gouvernement devait triompher sans peine¹.

Le 5 mai 1835, en effet, le procès s'était ouvert devant la Cour des Pairs. Dès l'ouverture, la Cour refusa d'accepter la liste des défenseurs proposée par Maillefer, sous prétexte qu'ils n'étaient pas avocats. D'autre part, malgré les protestations de Baune, la Cour maintint l'interdiction, pour les parents des accusés, d'assister aux débats. Aussi y eut-il loin de ce procès fermé aux grandes assises républicaines rêvées par les prisonniers. L'obstruction faite par les accusés, leurs violences, leur tapage, le colletage avec les gardes, amena la Cour à prendre des mesures qui lui permettaient de se passer de leur présence, ce qui supprimait naturellement tout débat contradictoire.

Dès lors, tout l'intérêt que le « procès monstre » pouvait présenter pour la propagande s'évanouissait. Quelques accusés, cependant, tous les Lyonnais entre autres, se laissèrent juger. Certains profitèrent des débats pour faire des déclarations retentissantes. Lagrange et Reverchon, notamment, purent faire, longuement, l'apologie des événements de Lyon. Mais, chez la plupart, la foi n'existait plus. Les chefs, eux-mêmes, jugeaient la partie perdue. Aussi n'hésitèrent-ils pas à s'évader dès qu'ils en trouvèrent l'occasion. Le 12 juillet, 28 prisonniers s'enfuyaient de Sainte-Pélagie. Parmi eux se trouvaient toutes les principales têtes : Cavaignac, Marrast, Guinard, Vignerte, N. Lebon, Landolphe,

1. Pour toutes ces divisions au Comité de défense et entre défenseurs, voir L. Blanc, *op. cit.* et AN. CC 664, I, p. 96, 97, 99, 101, etc.

Il y avait parfois des discussions terribles. Ainsi à la réunion du Comité de défense du 14 mai 1835 la discussion fut tellement orageuse que Desjardins « a effrayé l'assemblée par une attaque de nerfs. » (AN. CC 664, I, p. 96.)

Berrier-Fontaine. Seul des meneurs, Kersausie avait refusé d'accomplir ce qu'il croyait être une désertion¹. Du reste, lassé par la longueur de l'instruction, son attention détournée par l'affaire la Roncière, le public ne s'intéressait plus guère aux républicains. L'attentat de Fieschi vint encore, qui les lui fit, à tort ou à raison, apparaître sous un jour odieux. Si bien que la Cour put, en toute tranquillité, rendre ses arrêts au milieu de l'indifférence générale ou de l'hostilité à leur égard. En janvier 1836, se terminait ce fameux procès, et mourait, avec lui, lamentablement, une des dernières occasions de propagande publique qui s'offraient au parti républicain.

Car il y avait beau temps qu'en dehors des prisons, elle se trouvait réduite à l'impuissance. Presse et association, ses deux principaux leviers, étaient annihilées.

Sans doute, en province comme à Paris, beaucoup de journaux paraissaient encore. Mais, décapités et désorganisés par l'arrestation de leurs animateurs, la plupart avaient vu singulièrement diminuer leur influence. En outre, plus que jamais, ils étaient l'objet de poursuites incessantes qui ne leur laissaient aucun répit. Le jury qui, jusqu'à présent, avait fait preuve d'indulgence, entraîné dans le mouvement général, condamnait maintenant sans hésitation. C'est ainsi que *Le National* qui, jusqu'alors, avait été relativement épargné et dont le chef, Carrel, se trouvait

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 477 et 478. Ces questions d'évasion soulevèrent des polémiques.

Avant le transfert des accusés de Lyon à Paris, deux des leurs s'évadèrent. Les détenus lyonnais blâmèrent cette fuite et les Parisiens s'associèrent au blâme (Gisquet, *Mémoires*, III, p. 458).

Mais, en 1835, les circonstances n'étaient plus les mêmes. Les évadés publièrent un manifeste où ils se justifiaient, et, quelque temps après, les Lyonnais essayèrent aussi de s'enfuir (Gisquet, *op. cit.*, III, p. 480 et suiv.).

en prison, vit son gérant condamné, en décembre 1834, à deux ans de prison et 10 000 francs d'amende. Quant à *La Tribune*, tuée par les saisies, les procès, les amendes, elle dut disparaître le 12 mai 1835. Les républicains se trouvaient ainsi frappés au cœur même de leur forteresse. « *La Tribune*, dit Gisquet, était le drapeau de l'insurrection, l'organe, le bréviaire des républicains montagnards, la confidente de leur projet, l'écho de leurs imprécations, le symbole de la fureur. Envisagée sous ce point de vue, la mort de cette feuille acquérait la consistance d'un événement, car elle révélait l'épuisement du parti violent qui l'avait soutenue¹. »

Deux journaux essayèrent bien de la remplacer : *Le Populaire* et *Le Réformateur*, mais « ils n'avaient ni l'influence, ni les ressources pécuniaires² » de leur aînée. Pourtant, si le premier ne cessa de décliner et de perdre son autorité, le second, par son originalité, mérite qu'on s'attarde un peu à ses efforts. C'est lui qui avait véritablement recueilli la succession de *La Tribune* défunte³. Il devait sa naissance à une libéralité de Kersausie qui en fournit le cautionnement et à la fougue de Raspail qui en fut l'animateur. Ce dernier voulut implanter véritablement dans la presse une formule nouvelle. Dès le prospectus, Raspail avertissait le public de ses intentions. « La politique, disait-il, ne sera pas pour nous une simple question de personnes; elle se généralisera par son contact avec les questions vitales de la grande réforme que nous appelons.... Elle deviendra morale, industrielle, agricole, littéraire et scientifique, car la politique est l'art de gouverner une société qui vit de toutes ces choses; en un mot, la politique pour nous ne sera que l'éco-

1. Gisquet, *Mémoires*, III, p. 490 et suiv.

2. *Id.*

3. *Le Réformateur* parut le 8 octobre 1834. L'abonnement coûtait 70 francs par an.

nomie sociale dans ses généralités et ses applications journalières¹.... » Il revint souvent sur cette idée. Pas de jour, presque, sans qu'il la reprît sous des formes variées. « Il y a autre chose à faire, s'écriait-il le 22 novembre 1834, qu'à mettre en relief les forces insignifiantes où la monarchie se prélassa.... Qu'importe le nom d'un ministre, le changement de ministres n'est rien si le système ne change pas. Nous savons tous que le système ne changera pas, mais à côté de ces vieilleries qui s'en vont, préparons le terrain à l'avenir.... La question n'est pas dans le déplacement des noms, elle est dans l'amélioration des choses². » Ailleurs, enfin, il précisait ainsi ses vues et « le cadre nouveau de la presse périodique » : « Oui l'espoir de l'humanité n'est plus dans ces tartines diplomatiques que le libéralisme de la Restauration nous avait léguées comme le nec plus ultra du talent d'écrire un article.... Parlez-nous bien-être des masses... système économique, morale nouvelle, fraternité, abnégation, pardon des offenses... amélioration du sort des hommes... moyens nouveaux de féconder le sol, d'améliorer l'industrie, d'ennoblir le commerce et de faire progresser les arts³!... » Autrement dit élevons-nous au-dessus des polémiques journalières d'individu à individu, pour ne plus songer qu'aux grands problèmes généraux, qu'au bonheur du peuple. *Le Réformateur*, dit M. G. Weill fut, après *Le Globe* saint-simonien, le premier journal quotidien qui s'inspira des grandes idées sociales, qui voulut travailler à l'éducation de ses lecteurs en négligeant, de parti pris, les

1. *Le Réformateur*, prospectus BN. Lc² 1388. « Jusqu'à présent, disait encore le prospectus, les journaux quotidiens ont été exclusivement consacrés à la classe éclairée et adulte. Nous désirons que l'ouvrier et l'enfant trouvent dans nos pages les éléments d'une instruction quotidienne.... »

2. *Le Réformateur*, 22 novembre 1834.

3. *Id.*, 13 février 1835.

dramas de la vie privée ou les détails piquants de la politique du jour¹. » Raspail eut tout de suite un grand succès. Si on l'en croit même, la presse départementale se montra « tout à coup sympathique » et accueillit son journal, « les bras ouverts². » Quand *La Tribune* succomba, *Le Réformateur* fut chargé de servir les abonnés de la feuille défunte et agrandit son format. Mais, dans la succession qu'il recueillait, se trouvait aussi la haine gouvernementale. Il ne tarda pas à en éprouver les effets. Les saisies se multiplièrent et, bientôt, après l'attentat de Fieschi, Raspail lui-même fut emprisonné aux côtés de Carrel. Son gérant et la plupart de ses rédacteurs le suivirent en captivité. En octobre 1835, *Le Réformateur*, seul grand organe républicain de combat, avait vécu.

A ce moment, l'armure du gouvernement paraissait complète. A la loi contre les crieurs, à la loi sur les associations étaient venues s'ajouter les lois de septembre dont l'attentat de Fieschi avait fourni le prétexte. On en comptait trois. La première concernait les cours d'assises. Elle donnait au ministère de la Justice le pouvoir de former, à l'égard des accusés, autant de cours d'assises qu'il en serait besoin, aux procureurs généraux, le droit d'abrégier les formalités de mise en jugement, et aux présidents de cours d'assises la faculté de juger en l'absence des prévenus qui troubleraient les débats. La deuxième prétendait remédier aux défaillances du jury, en lui attribuant le vote secret, et en réduisant de 8 à 7, sur 12, le nombre de voix nécessaires pour la condamnation. La troisième, de beaucoup la plus importante, avait pour objet de museler la presse et de la supprimer au besoin. Toute offense à la personne du roi, toute

1. G. Weill, *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, p. 149 et 150.

2. *Le Réformateur*, 3 novembre 1834.

attaque contre le principe du gouvernement commises par voie de publication encourageaient la détention et une amende de 10 000 francs. Elle défendait aux citoyens... de prendre la qualification de républicain, de mêler la personne du roi à la discussion des actes du gouvernement, d'exprimer le vœu ou l'espoir de la destruction de l'ordre monarchique et constitutionnel,... de publier les noms des jurés avant ou après la condamnation, de rendre compte des délibérations intérieures du jury, d'organiser des souscriptions en faveur des journaux condamnés. Elle aggravait les prescriptions relatives aux gérants en leur imposant, par exemple, l'obligation de dénoncer les auteurs des articles incriminés, et en les privant de l'administration des journaux durant leur emprisonnement. Elle augmentait le cautionnement. Enfin, elle rétablissait la censure pour les dessins, les emblèmes, les gravures, les lithographies, les pièces de théâtre¹.

L'effet de ces lois fut foudroyant. « Il y eut, dit Thureau-Dangin, un changement notable dans l'état de la presse. Une trentaine de journaux démagogiques, en province ou à Paris, disparurent. Les survivants furent obligés de se modérer. La caricature factieuse fut supprimée. Les jurys condamnèrent, et les procès de presse cessèrent d'offrir le scandale de l'impudence des accusés, comme de la défaillance des juges². Le parti républicain semblait donc irrémédiablement abattu. Carrel lui-même proclamait la « pleine victoire des doctrinaires³. » Victoire plus apparente que réelle! Car, si les manifestations extérieures de la pensée républicaine étaient impitoyablement arrêtées, les esprits restaient libres et fidèles. Le même Carrel, dans un de ses

1. *Archives parlementaires*, 1835.

2. Thureau-Dangin, *op. cit.*, II, p. 328 et de la Hodde, *op. cit.*, p. 188.

3. *Le National*, 30 novembre 1835.

derniers articles écrivait avec une vue prophétique de l'avenir : « On a mis les journaux dans la nécessité de se censurer eux-mêmes. Ils s'y résignent; mais on n'écrit pas tout ce qu'on pense, et l'on ne publie même pas tout ce qu'on écrit. Pour avoir l'idée de la violence que la presse se fait à elle-même, en se présentant avec ces apparences de modération que le *Journal des Débats* célèbre comme le résultat des lois de Septembre, il faudrait se faire apporter les épreuves et les manuscrits qui passent chaque soir sous les yeux des directeurs des feuilles opposantes.... Imaginez les lois de Septembre suspendues pendant deux fois vingt-quatre heures! Combien de choses qu'on croit oubliées recommenceraient à se dire¹! »

La propagande orale désormais impossible aux procès et en public, la presse muselée, il ne restait plus aux républicains qu'à ressusciter les méthodes d'avant Juillet et à y réadapter les associations. Sans doute, la plupart d'entre elles, décapitées par l'arrestation de leurs chefs, désorganisées par les poursuites incessantes, avaient dû peu à peu disparaître, à Paris comme en province. Mais, outre qu'elles ne s'étaient pas résignées à mourir sans résistance, elles laissaient le champ libre pour une nouvelle forme de propagande dont on allait bientôt sentir les effets.

La société *Aide-toi*, l'*Association en faveur de la liberté de la presse*, l'*Union de Juillet*, la *Société de la Nouvelle École* s'étaient dissoutes d'elles-mêmes, sans actes officiels. L'*Association pour l'éducation du peuple* avait cru, elle, devoir procéder à une liquidation en règle. Une commission de liquidation composée de La Fayette, de Cormenin, d'Arago, de Dolley, etc., s'en chargea. Au 31 mai 1834, il ne lui restait plus à payer que 2 500 francs environ, qu'elle régla

1. *Le National*, 1^{er} juillet 1836.

au moyen de cotisations que ses membres continuaient à verser. Le 1^{er} juillet aucun loyer ne demeurait plus à sa charge, les propriétaires des locaux ayant consenti à résilier les baux. Il n'en alla pas aussi facilement de la *Société des Droits de l'homme*. Tandis que les sociétaires essayaient de résister en prison, les autres persistaient à se réunir par fractions de cinq membres¹ et continuaient la propagande et les manifestations au dehors. Dès la fin d'avril, les rapports de police signalent que les républicains redoublent d'activité pour pervertir l'esprit des étudiants². On ne peut plus s'assembler, mais on profite des cours des professeurs pour en faire des centres de propagande. En avril 1835, notamment, le cours de Royer-Collard à l'École de médecine est troublé par les sifflets et les chants des républicains³. La propagande s'exerce aussi parmi les ouvriers que « les notabilités essaient d'irriter contre ceux qui possèdent⁴. » Les quelques chefs qui ont échappé aux mailles de la police tentent de rallier les tronçons du parti. Ephraïm, en particulier est signalé en janvier 1835 comme cherchant à réformer les sections⁵. Au milieu de ces convulsions, on assiste encore à des manifestations tumultueuses. Aux funérailles de La Fayette en mai 1834, au banquet du 14 juillet, en dehors des barrières, à l'enterrement de la sœur de Robespierre en août, à celui de Bonjour, un chef de section, en septembre⁶, aucun chef de section encore en liberté ne manque.

1. AN. CC 619, I, 15.

C'est Imbert qui, de Paris, faisait connaître, le 26 mars 1834, à ses amis les dispositions nouvelles prises à Paris pour se réunir et engageait les Marseillais à en faire autant.

2. AN. F⁷ 3887, 29 avril 1834.

3. AN. F⁷ 3888, 18, 21, 25 avril 1835.

4. AN. F⁷ 3887, 29 décembre 1834.

5. AN. F⁷ 3888, 9 janvier 1835.

6. F⁷ 3887, mai, juin, juillet, août, septembre 1834.

Un peu plus tard, en avril-mai 1835, les républicains pour- tant décimés trouvent encore le moyen d'inquiéter forte- ment les autorités. Au début d'avril ils se montrent osten- siblement sur la voie publique « en costume particulier. » Le 3, une trentaine d'entre eux traversent en groupe tout Paris jusqu'à Belleville. Enfin les premiers jours de mai voient d'importants rassemblements quotidiens au faubourg Saint-Martin. Des orateurs harangent la foule à la barbe de la police, et cherchent à émouvoir le peuple en faveur des accusés, mais cette manifestation devait être la dernière de quelque importance à Paris. Gisquet fit arrêter 300 indi- vidus et tout rentra dans le calme¹.

La province, qui n'avait pas à sa disposition la police solidement organisée de la capitale connut, pendant le même temps, une agitation plus grande encore. Dès le lende- main des journées d'Avril, les associations essaient de se reconstituer. La *Société des Droits de l'homme* réapparaît à Saint-Étienne. Elle ne se dissout qu'après une sévère con- damnation en septembre 1834². On signale les mêmes velléités dans la Côte-d'Or, à Nuits surtout, et à Dijon, où les *Droits de l'homme* se réunissent encore en juin 1834 dans leur ancien local³ des *Mille colonnes* pour rendre compte des souscriptions reçues. Du côté de Strasbourg, les républicains passent la frontière et vont tenir leurs séances dans le grand-duché de Bade. Dans la ville même, le cercle patriote s'est reformé avec plus de 200 souscripteurs enrôlés par Schertz et administrés par une commission provisoire⁴. On

1. AN. F⁷ 3888; Gisquet, *Mémoires*, IV, p. 466; de la Hodde, *op. cit.*

2. AN, BB¹⁸ 1360. Lettre du PG. de Lyon du 8 octobre 1835.

3. AN. BB¹⁸ 1354^A, PG., 17 juin 1834.

4. AN. BB¹⁸ 1358, Intérieur à Justice, 25 janvier 1835.

Et cela, bien qu'il eût été dissous le 13 avril 1834.

A Lyon, à Paris, à Toulouse, en Saône-et-Loire, dans le Bas-Rhin,

rencontre des tentatives analogues à Metz : en janvier 1835 encore, un banquet a lieu où l'on porte des toasts à l'esprit d'association et à son brillant avenir¹. L'Est était privilégié parce qu'il renfermait les associations les plus fortes et les mieux disciplinées; mais d'autres régions connurent aussi ces suprêmes convulsions. A Rouen les membres des *Droits de l'homme* persistent à s'assembler². Le Procureur d'Angers rend compte de faits analogues pour son ressort³. A Angers, les membres des *Droits de l'homme* se réunissent la nuit, en plein champ, au bord de la Mayenne⁴. Mais, de tout le ressort, c'est au Mans que l'audace des républicains est la plus grande. Ils ont d'abord cherché un local extra-muros. Ne l'ayant pas trouvé, ils se sont ajournés jusqu'au procès. A ce moment, ils ont repris leur propagande. La *loge maçonnique*, les *trynosophes*, les *cénomanes* n'hésitent pas à donner un grand banquet de 80 personnes⁵. La *Société des Droits de l'homme* entretient ouvertement des relations avec des ouvriers. La République a envahi le Conseil municipal et la Garde nationale. En janvier 1835, Garnier-Pagès est élu député avec l'appui des légitimistes contre le candidat gouvernemental⁶. Même situation à Toulouse, où les républicains ont également triomphé en mai 1834 aux élections à la Garde nationale et où leur chef, Vassal, a été élu capitaine⁷. A

dit le rapport, les membres les plus ardents des anciennes sociétés populaires ont cherché simultanément à se reformer.

1. AN. BB¹⁸ 1358.

2. AN. BB¹⁸ 1354^B.

3. AN. BB¹⁸ 1354^A, 1355, 1357.

4. AN. BB¹⁸ 1354^A. PG., 22 avril 1834.

5. AN. BB¹⁸ 1355.

6. AN. BB¹⁸ 1357.

7. AN. BB¹⁸ 1354^B. PG. 21 avril, 27 avril, 26 mai, 30 mai et 21 juin 1834; et Intérieur à Justice, 6 juin 1834.

Le quartier général des républicains toulousains est au faubourg Saint-Étienne. Il est le théâtre de désordres incessants. Le PG.

Marseille, Imbert essaie de tourner la loi en faisant adopter une nouvelle organisation calquée sur celle de Paris. Les sections ne seront désormais composées que de cinq associés qui se réuniront chez l'un d'eux. Celui-ci en sera le chef et prendra le nom de quinturion. Cinq quinturions représentant 25 associés formeront ensuite une réunion particulière qui aura, elle aussi, un chef. Cinq de ces chefs à leur tour, représentant 125 associés, s'assembleront de la même manière, et ainsi de suite, ce qui permettra, par exemple, au quatrième degré, à cinq personnes, de représenter un congrès de 625 membres¹. A Aix enfin, une visite domiciliaire effectuée chez Prives, ex-président de la *Cougourde*, permet de se rendre compte qu'une société républicaine continue à se réunir sous une dénomination philanthropique².

Mais, de toutes ces tentatives, la plus curieuse est peut-être celle que fit, dans la Côte-d'Or, Chevrot, l'ancien secrétaire de la *Société des Droits de l'homme* de Dijon³. Dès avril 1834, Chevrot avait établi le plan d'une société « littéraire » destiné à pallier à la suppression des associations patriotiques. Les associations une fois détruites, disait-il, les intérêts de la presse vont devenir plus importants. Il faut donc perfectionner la presse, cette institution populaire, au moment où elle est poursuivie par le pouvoir. La presse des rues n'existe déjà plus. Mais peut-être n'est-elle

signale, le 31 mai, qu'au cours d'une émeute, il y a eu 127 réverbères cassés, et 20 soldats blessés.

D'autre part des troubles ont eu lieu à propos d'un mariage d'un professeur en chirurgie, septuagénaire, qui épousait une demoiselle de trente-six ans. Les deux premières nuits, ce fut « un charivari bourgeois, » mais il dégénéra en *charivari républicain*.

1. AN. 619, I, 14 et 15.

2. AN. BB¹⁸ 1354^A, PG. Aix, 11 juillet 1834.

3. AN. BB¹⁸ 1354^A, PG. Dijon, 29 avril 1834.

pas absolument nécessaire. En effet, les écrits patriotiques se divisent en deux classes : les écrits analytiques et les écrits synthétiques. Les premiers tendent à démontrer que l'ordre actuel est inconvenant, donc à éclairer les masses. Leur action attaque le *statu quo*, le détruit, le dissout; c'est l'analyse. Or une société dissoute ne devient pas pour cela nouvelle, autrement dit, la dissolution n'a pas tout accompli. Il faut absolument reconstruire. Donc nous avons besoin d'écrits synthétiques¹ qui énumèrent et commentent les principes du nouvel ordre de choses. Ces écrits synthétiques ne sont sans doute pas à la portée des masses; ils sont rédigés pour les électeurs et les fonctionnaires. Mais les masses sont déjà suffisamment instruites de l'inconvenance et du peu de durée des principes actuels. Il faut donc, tout en déplorant la faute de la presse des rues qui a atteint le but désiré, porter désormais toute l'attention vers la propagation des écrits synthétiques pour éclairer la religion des hommes capables. Comment peut se faire cette propagation? De trois façons : par les libraires-éditeurs, par les libraires-commissionnaires, par l'auteur s'il est éditeur. Or ces moyens sont coûteux, parce que le libraire-éditeur paie à l'auteur une rétribution considérable et qu'alors il ne peut vendre un ouvrage à bon marché, parce que le libraire-commissionnaire exige de l'auteur-éditeur 50 0/0 de remise, ce qui renchérit considérablement le prix de vente, parce qu'enfin l'auteur-éditeur isolé n'a pas la facilité de propager des ouvrages, qu'il se trouve, en conséquence, placé sous le monopole du libraire et qu'il est forcé de vendre son travail à un prix élevé. Au contraire, une société littéraire, en prenant la place du libraire, facilitera la diffusion des

1. Chevrot cite, comme exemple de ces écrits : *La République* de J. Miller (en 6 livraisons) « qui traite de toutes les institutions d'un gouvernement convenable. »

ouvrages, et pourra donner des livres à moitié meilleur marché. Quant au mode de propagation, il sera le suivant : l'éditeur expédiera les volumes au chef départemental; celui-ci les adressera aux sous-chefs qui devront être très nombreux, et ceux-ci les distribueront en se faisant payer immédiatement.

La Société littéraire de Chevrot fort ingénieusement conçue, paraît être restée à l'état de plan¹. En tout cas, on ne trouve nulle part ailleurs que dans la circulaire de son auteur la trace de son activité, et elle n'inquiéta guère les autorités.

Il n'en fut pas de même des autres tentatives. De toutes parts arrivaient, à Paris, les plaintes des magistrats, impuissants à enrayer le mal. Il n'y a pas moyen de poursuivre, s'écrie le procureur général d'Angers : « Comment savons-nous ce qui se passe? Par ouï-dire. Nous sommes instruits comme particuliers mais, comme magistrats nous ne savons rien². » Et celui de Rouen de faire chorus : « Je dois renoncer à arrêter, pendant qu'ils sont réunis, les membres du Comité de la société de Rouen, écrit-il, parce qu'ils ne s'assemblent plus que la nuit à des heures qui ne sont pas indiquées à l'avance, et dans des maisons nouvelles³. » D'ailleurs, comme par le passé, quand ils sont pris, les républicains s'en tirent à bon compte. A Rouen les sectionnaires ont encore une condamnation ridicule de 100 francs d'amende, « monument de poltronnerie et d'absurdité⁴. » Mieux encore : les membres du cercle patriotique de Strasbourg, arrêtés, se voient tous acquittés par la cour de Colmar⁵, à la fin d'avril 1834.

1. La circulaire de Chevrot, datée du 26 avril 1834, était signée : « La commission des éditeurs de livres patriotiques et utiles de Dijon. » Le chef départemental : Chevrot.

2. AN. BB¹⁸ 1354^A, PG. 30 avril 1834.

3. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. 19 avril 1834.

4. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG., 20 juin 1834.

5. AN. BB¹⁸ 1358.

Malgré les frayeurs des autorités, malgré quelques succès de-ci de-là, il apparaissait cependant de plus en plus clairement que les essais signalés d'un peu partout de reconstitution du parti républicain sur ses anciennes bases étaient voués à un échec. Ils pouvaient faire illusion pendant quelque temps, mais ils étaient en réalité bien plus des bravades que des essais sérieux. Les républicains s'en rendirent vite compte. Dès le lendemain de l'insurrection, ils s'empressèrent de mettre à exécution les menaces qu'ils avaient lancées contre le gouvernement après le vote de la loi sur les associations. Ils transformèrent radicalement le caractère de leur propagande qui, pour s'adapter aux conditions nouvelles, devint désormais *secrète*.

C'est des prisons que paraît être parti le premier mouvement dans ce sens, et ce sont les anciens membres du comité des *Droits de l'homme* qui en furent les promoteurs, surtout les montagnards : Vignerte, Berrier-Fontaine, Napoléon Lebon, Delente¹. Peut-être Cavaignac et Marrast y furent-ils mêlés, eux aussi. Et voici comment se fit cette réorganisation. Les chefs emprisonnés obtenaient parfois des permissions de vingt-quatre ou de quarante-huit heures². Ils pouvaient aussi, de temps à autre, recevoir des visites à heure fixe. Ils profitèrent de cette tolérance pour jeter les bases d'une société nouvelle. Ainsi Chilmann, ancien commissaire des *Droits de l'homme* du troisième arrondissement et quatre détenus de son genre, visitèrent un jour tous les endroits où se réunissaient les sections de leurs ressorts respectifs, pour y organiser l'association qui devait

1. AN. CC 664, I, p. 100. Préfet de Police au PG., 20 mai 1835 et CC 664, I, 102, 22 mai 1835.

2. Gisquet affirme que quelques-uns en profitèrent même pour aller à l'Opéra où leur présence causa du scandale (*Mémoires cit.*, III, p. 456).

remplacer les *Droits de l'homme*¹. Cette société mystérieuse tenait à la fois du *carbonarism*² et de l'ancienne *Société d'action*. Les adhérents pourraient s'assembler partout, même dans les rues, mais les rassemblements ne devaient jamais excéder trois personnes. Dès qu'il en surviendrait une quatrième, l'une des trois premières se retirerait. Il existait un mot d'ordre et un mot de ralliement, l'un et l'autre renouvelé chaque jour si possible et émanant de Sainte-Pélagie.

Nous n'avons pas beaucoup de renseignements précis sur cette société nouvelle. Mais certains rapports de police laissent à penser qu'elle se constitua, au moins sommairement, dès 1834². Un mouchard de la police raconta en effet comment on l'admit dans une association secrète à la fin du mois d'août de cette année³. Après lui avoir bandé les yeux,

1. AN. CC 619, d. 3, l. 6. Rapport du 3 avril 1835.

2. AN. CC 664, I, p. 60, 29 août 1834. « Comme nous étions prêts à nous retirer, il est venu un ordre du jour qui nous a annoncé que la société était constituée, » dit un espion de Gisquet.

3. AN. CC 664. *Id.* C'est vraisemblablement de la même société que parle un rapport de police de novembre 1834. Un autre mouchard raconte qu'il a assisté chez un certain Héder, ouvrier peintre, passage des Petites-Écuries, à une réunion « ayant pour objet la formation d'un comité qui doit agir au nom d'un autre comité. » Assistèrent à la séance, outre Héder, deux tailleurs, un serrurier, un boutonnier, un bijoutier, un ciseleur, un cambreur, un détenu de Sainte-Pélagie en permission, et deux étudiants. L'un de ces deux derniers, Béchet, prit la parole : « Vous êtes ici, dit-il, en nombre suffisant pour former un comité qui sera qualifié de réunion-mère. Chaque membre de ce comité aura des réunions-mères, et il réservera les cotisations nécessaires aux frais d'impression des écrits, sans jamais rendre de compte. Quand la réunion-mère s'assemblera, chaque membre devra lui donner verbalement connaissance des dispositions et des progrès de ses réunions particulières. Un seul membre de la mère-réunion aura mission de se mettre en rapport direct avec le comité occulte. Ce membre sera choisi parmi vous. Cette réunion-mère devra servir de point de mire aux démocrates. Il importe qu'aucun de vous ne révèle son existence, et si cette association marche bien, de concert avec quelque autre société,

on lui fit jurer de ne rien dévoiler de ce qui allait se passer. Puis, en sa présence, « deux hommes se sont interrogés sur la démocratie. » — Que mérite un traître? demanda l'un d'eux. — La mort, répondit l'autre. — Par qui doit-elle être donnée? — Par la personne que le comité désignera. Ces préliminaires terminés, on questionna le postulant sur les principes des Droits de l'homme et on lui demanda ce qu'il pensait de Louvel et de Brutus. Ayant répondu comme il fallait, moyennant la somme de cinq francs, il fut reçu sociétaire, avec mission de s'introduire dans la Garde nationale et de prendre un nom de guerre, après quoi on le congédia en lui remettant un questionnaire sur le droit de propriété avec ordre d'y répondre dans un délai de huit jours¹.

Il s'agit vraisemblablement là, de la société connue sous le nom de *Légions révolutionnaires*, dont Gisquet cite les statuts. D'après l'ancien préfet de police et suivant une pièce annexée aux statuts, elle était organisée de la façon suivante : il y avait, à la tête, cinq commissaires. Ces commissaires choisissaient chacun cinq quinturions lesquels adoptaient, à leur tour, cinq décurions. Les décurions, au nombre de 125, recrutaient chacun 10 sectionnaires, lesquels, enfin, commandaient respectivement à 20 éclaireurs². On arrivait ainsi à un total de 25 000 hommes.

nous serons en mesure pour la moindre circonstance » (AN. CC 619, dossier 3, liasse 6, pièce 3).

Ces détails d'organisation, ainsi que les formalités d'initiation racontées, montre la grande ressemblance de cette société avec la Charbonnerie.

1. Ce questionnaire et cette obligation d'y répondre dans un délai déterminé sont des formalités que l'on retrouve dans la Charbonnerie.

2. Gisquet, *Mémoires*, IV, p. 198.

Voici quelques extraits des statuts tels que les donne Gisquet :

Art. 2. Le récipiendaire ne doit connaître que celui qui l'a reçu.

Art. 4. La société ne se rassemblera que sur les places publiques, et

Il est peu probable que la société ait compris autant de membres. Mais elle remplaçait la quantité par la violence, si l'on en juge par un ordre du jour émané de Sainte-Pélagie et attribué à Vignerte, Lebon, Berrier-Fontaine et Delente. « Arrière désormais, disait-il, les oisifs couverts du masque de travailleurs pour nous imposer leur direction toujours si fatale à nos intérêts.... Vrais organes du peuple révolutionnaire, disons enfin : point d'espérances hors du prolétaire!... Citoyens, vous avez senti comme nous ces vérités. Seulement nous avons cru devoir les mettre en pratique. Nous avons prêché l'union des Travailleurs. Oui, unissons-nous... et nous venons aujourd'hui sanctionner vos travaux et les nôtres en assignant à notre association une dénomination qui présage sa mission : *Légions révolutionnaires*, voilà le nom qui vous apprendra quels moyens vous devez employer. Sous ce titre, vous ne formerez pas seulement une société régicide, mais surtout le corps exterminateur par lequel, après la victoire, doivent être anéanties les menées secrètes des nouveaux exploiters qui ne manqueront pas de se présenter.... Citoyens, fiez-vous à la parole de ceux que le devoir appelle à vous diriger : ils sont peuple comme vous...¹. » Cet ordre du jour semble indiquer que les membres les plus ardents des *Droits de l'homme* avaient été profondément déçus par leur défaite d'avril. Ils en rejetaient la faute sur les meneurs en chapeau « oisifs, couverts du masque des travailleurs » qui n'avaient pas su les diriger. Et ils prétendaient désormais rester entre eux, « les purs ! » les prolétaires !

tous les quinze jours, pour passer la revue qui ne devra durer qu'un quart d'heure.

Art. 10. Les traîtres, les indiscrets, sont voués à la justice du peuple qui sera rigoureuse et infallible.

Art. 12. Toutes les opérations concernant la société ne doivent se faire que verbalement.

1. AN. CC 664, I, p. 100. Rapport du 20 mai 1835.

groupés, non seulement contre le régime, mais encore contre les « exploiters » de leur cause.

Les *Légions révolutionnaires* n'eurent ni le temps, ni l'occasion de manifester leur existence. La police les désorganisa. Les meneurs furent traduits en justice. La « combinaison » n'eut donc pas de suite. Mais elle se confondit avec une autre société qui avait pris naissance au même moment, peut-être en juin 1834, la *Société des Familles*¹.

Comme les *Légions*, les *Familles* agissaient dans le plus grand secret. Les membres se classaient en escouades de 8 à 12 individus; ces fractions s'appelaient *familles*; elles avaient un chef, qui, seul, connaissait les noms des hommes placés sous ses ordres. Ordinairement les associés ne se désignaient que par des noms de guerre. *Papa, maman, bonbon*, tels étaient quelques-uns des vocables courants. D'autres étaient empruntés aux noms des personnalités les plus attachées au gouvernement. On rencontrait des sociétaires qui s'appelaient Decazes, d'Argout, Thiers, Persil, Montalivet, Gisquet, etc. Il n'y avait ni réunion périodique, ni revues générales, ni procès-verbaux des séances. On écrivait le moins possible et les relations ne s'établissaient qu'individuellement. Les chefs secondaires visitaient leurs soldats, mais un à un, pour éviter les indiscretions. On ne devait faire plus ample connaissance que le jour du combat.

Le but poursuivi restait le même que celui de *Légions*. Les sociétaires se réunissaient « pour travailler à la délivrance du peuple et du genre humain, » pour abattre « les privilèges, » émanciper les prolétaires et atteindre à l'égalité. Quels sont les droits du citoyen dans un pays bien réglé, demandait-on au candidat sociétaire? — Le droit d'existence, le droit d'instruction gratuite, le droit de participer

1. Gisquet, *op. cit.*, IV, p. 194.

au gouvernement, devait-il répondre. — Quels sont ses devoirs? ajoutait-on. — Le dévouement envers la société et la fraternité envers ses concitoyens.

En définitive, la société des *Familles* se proposait de faire, non la révolution politique, mais « la révolution sociale. »

Comment y arriver? Par la violence. Par le combat. Chaque sociétaire devait posséder de la poudre et des balles et se procurer des armes. Il n'était pas défendu cependant, en attendant, d'utiliser des moyens plus pacifiques. « Nos tyrans ont proscrit la presse et les associations, disait-on au récipiendaire, c'est pourquoi notre devoir est de nous associer avec plus de persévérance que jamais, et de suppléer à la presse par la *propagande de vive voix*; car tu penses bien que les armes que les oppresseurs nous interdisent sont celles qu'ils redoutent le plus et que nous devons surtout employer. Chaque membre a permission de *répandre* par tous les moyens possibles les doctrines républicaines, de faire en un mot une *propagande active et infatigable*. »

Enfin, organisée militairement comme les *Légions*, la *Société des Familles* exigeait de ses membres une obéissance parfaite surtout pendant le combat. « Ils devaient obéir à leurs chefs suivant toute la rigueur de la discipline militaire¹. » Mais elle semble en avoir différé sur deux points. Si, comme les *Légions*, elle poursuivait la révolution sociale, elle paraît, du moins, avoir été moins rigoureuse dans le choix de ses membres. Elle comprenait beaucoup d'ouvriers, de prolétaires, mais il y avait aussi dans son sein

1. Pour toute cette organisation des *Familles* voir Gisquet, *op. cit.*, IV, p. 177 et suiv.; de la Hodde, *op. cit.*, p. 199 et suiv.; *Revue rétrospective* : Rapport de Taschereau; Mérilhou. *Affaire des 12 et 13 mai 1839* : *Rapport à la Cour des Pairs*.

D'après Taschereau, dans les derniers mois de 1835, les *Familles* enregistrèrent 200 entrées par mois,

des étudiants, des bourgeois. De la Hodde dit que le comité se recrutait, presque en entier, dans les classes moyennes. Et, effectivement, des trois promoteurs principaux, Blanqui, Barbès et Martin Bernard, seul ce dernier est un ouvrier; les deux autres sont d'origine bourgeoise¹. D'autre part, la *Société des Familles* semble avoir compris, parmi ses membres, un grand nombre de militaires. « La société pénétra profondément dans l'armée; elle comptait dans son sein plusieurs officiers, un certain nombre de sous-officiers qui attendaient impatiemment le signal de l'action². »

On saisit là, sur le vif, un des caractères essentiels de la propagande républicaine après les journées d'Avril. D'allure secrète, de tendance socialiste, et même communiste, elle s'exerce partout, en effet, dans les milieux militaires. Sans doute les *Droits de l'homme*, déjà, avaient essayé de rompre l'armée. La publication à Lyon de la *Revue militaire*, destinée spécialement à ce milieu, en est une preuve. La tentative de soulèvement de la garnison de Lunéville en est une autre. On rencontrait dans certains corps des sections composées entièrement de soldats³. Mais, jusqu'à présent, les efforts étaient restés fragmentaires et locaux. Désormais

1. Trinité redoutable, suivant de la Hodde. Blanqui rallie les éléments les plus violents des *Droits de l'homme*, Barbès les étudiants, ces deux noyaux étant composés de la bourgeoisie de classe ou turbulente, enfin Martin Bernard, l'élément populaire (*op. cit.*, p. 198).

Leurs principaux lieutenants Hubin de Guer, Dubosc, Beaufour, Raisant, Nètré, Froncin, Lebeuf, Dussoubs, Lisbonne, Guignot, Lamieussens, Seigneurgens, Schirmann, Spirat, anciens membres des *Droits de l'homme*, étaient presque tous de la classe moyenne, « étudiants, commis, rentiers » (de la Hodde, *op. cit.*, p. 199).

2. BN. Mrs. de Blanqui. Catalogue de nouvelles acquisitions françaises, 3589, cité par Tchernoff, *op. cit.*, p. 381.

3. C'est ce qui avait lieu à Dijon.

Il y avait 4 sections militaires des *Droits de l'homme*, Guillaume Tell, Brutus, La Napolitaine, Marius. AG. *Corr. Gén.*, avril 1834; Rapport au commandant de la 16^e division, 19 avril 1834.

on appliquerait aux milieux militaires la même méthode qui jusqu'alors avait été réservée, avant tout, aux milieux ouvriers. C'était une vaste entreprise générale qui devait s'étendre comme un filet aux mailles serrées sur la France entière. La raison en était très simple. Comment l'émeute avait-elle été réprimée? Grâce à l'armée. Il fallait donc à tout prix gagner celle-ci et la victoire serait certaine.

Le terrain, il faut le dire, était assez favorable. La tradition voulait qu'on eût toujours un peu conspiré chez les soldats. C'est de chez eux qu'étaient partis les soulèvements les plus sérieux contre la Restauration. C'est eux qui avaient fourni à la Charbonnerie naissante une bonne partie de ses premiers contingents¹. Pourquoi n'en serait-il plus de même? D'ailleurs, en 1834, les conditions de la propagande dans les milieux militaires paraissaient particulièrement favorables. On avait cru longtemps, dans l'armée, que le gouvernement de Juillet allait faire revivre les glorieuses épopées d'autrefois, et reconquérir, à la pointe de l'épée, les frontières perdues en 1815. Or le nouveau régime se montrait résolument pacifiste. On en était un peu déçu. « La situation morale de l'armée offre une large prise aux séductions des embaucheurs, écrivait le ministre de l'Intérieur, le 10 octobre 1835. Les événements de Juillet ont amené, sous les drapeaux, une foule de jeunes hommes à tête ardente qui rêvaient les héroïques folies de l'Empire. La formation du 4^e bataillon a donné un avancement inattendu à une grande partie des sous-officiers et stimulé l'ambition du reste. Le maintien de la paix nécessitant des réformes, a détruit les illusions des uns et des autres. De là, dans tous les corps de sous-officiers, un malaise et un besoin

1. *Paris Révolutionnaire, La Charbonnerie*, par Trélat.

d'agir que les conspirateurs... exploitent avec succès¹. »

La « contagion » n'eut donc pas de peine à faire de rapides progrès. Et bientôt on ne rencontra presque pas de corps de troupes qui n'eût, à côté des associations civiles, en relations, ou fondue avec elles, son affiliation secrète. Mais, tandis qu'à Paris il se formait des sociétés entièrement nouvelles comme les *Légions* ou les *Familles*, la province, elle, revenait aux vieilles agrégations de la franc-maçonnerie ou du carbonarisme.

Déjà avant 1834, la franc-maçonnerie avait été en butte à la propagande républicaine. Cette vieille société mystérieuse et philanthropique ne poursuivait, en général, pas de but politique. Mais, du fait même que beaucoup de républicains étaient maçons, ils apportaient tous les principes dont ils étaient imbus dans leurs loges respectives. Aussi, sous leur impulsion, vit-on certaines de celles-ci devenir entièrement républicaines. C'est ainsi que la loge des Neuf-Sœurs avait pour vénérable Garnier-Pagès²; que la loge des *Amis de la Vérité* se composait presque uniquement de sectionnaires des *Droits de l'homme*³; que la loge de la *Trinité indivisible* obéissait à Boissaye, un membre de la commission de secours pour les détenus patriotes qui était Vénérable, et à Titot, un membre du comité central des *Droits de l'homme*, qui était Orateur⁴. Pour ces derniers, l'affiliation des républicains à la maçonnerie ou des maçons à la République, apparaissait comme

1. AG. Corr. Génér. Lettre du Ministre de l'Intérieur, 10 octobre 1835. Voir aussi AN. BB¹⁸ 1362 : Un article du *Patriote de l'Eure*, du 17 décembre 1835, sur les « causes du mécontentement dans l'armée. »

2. G. Weill, *op. cit.* Note 2, p. 129, 130.

3. AG. Corr. Génér., octobre 1833. Préfet de Police à Intérieur, le 25 octobre.

4. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 93, 94.

une simple question de logique. Arrêtés en masse, en 1833, ils écrivaient de Sainte-Pélagie à leurs frères : « Si nous examinons l'association maçonnique, nous trouvons qu'elle renferme en elle-même tous les éléments de l'association républicaine, d'une part dans son organisation, les principes d'égalité, de fraternité et de libre élection; de l'autre, dans son inspiration et dans son but, les principes de moralité et de progrès. » Et ils concluaient : « Nous sommes donc républicains parce que nous sommes amis de la moralité et du progrès, c'est-à-dire maçons¹. » En province, en plusieurs endroits, les loges maçonniques étaient également républicaines. On en rencontrait notamment au Mans, où les Trynosophes et les Cénomanes faisaient l'objet de la plus active surveillance de la part de la police². Il y en avait à Marseille, si l'on en croit une lettre signée : Domicely, et répondant à l'appel des « frères » de Sainte-Pélagie³. Cette invasion de la République dans les loges semble s'être produite petit à petit, et non dès le début du régime de Juillet. « Il y a deux ans, dit Domicely, nous attendions d'être réunis en []⁴ pour faire du républicanisme, et je ne vous cacherai pas que nous rencontrions souvent des opposants parmi nous. Aujourd'hui seulement, la loge est à peu près unanime sur la manière dont on doit considérer

1. Girod, IV, Annexes, n° 121.

2. AN. BB¹⁸ 1366, PG. Angers, 15 avril 1834.

Un grand nombre d'officiers de chasseurs assistent aux réunions des *Trynosophes*, qui comprennent environ 30 membres. Les *Cénomanes* paraissent une succursale des *Trynosophes*. Il y a surtout chez ces derniers des ouvriers (BB¹⁸ 1366. Lettre du Ministre de la Guerre, 17 avril 1834).

3. Girod, IV, Annexes, n° 121; de la Hodde, *op. cit.*, p. 144 dit aussi que les loges maçonniques, où s'étaient organisés plusieurs corps d'action, avaient échangé leur but philanthropique contre un but révolutionnaire.

4. Sections.

nos gouvernants et notre avenir¹. On n'a pas beaucoup de renseignements sur la collusion de la franc-maçonnerie et du républicanisme à cette période. Mais il est permis de supposer que, malgré les assertions des autorités, il y eut beaucoup plus de maçons républicains qu'on ne croit. Seulement, on ne pouvait pas les découvrir. D'abord, parce qu'en général, ils avaient, comme moyens de combat, d'autres associations. Et surtout, parce que sans doute, comme à Marseille, « pour ne pas donner prise au zèle des gens du roi, » ils évitaient de s'occuper de politique dans leurs associations maçonniques². »

Du reste le Grand-Orient voyait d'un mauvais œil cette transformation de la maçonnerie. Il lui arrivait même, comme ce fut le cas pour la *Trinité indivisible*, de refuser de reconnaître les loges qui faisaient de la politique³.

Après la loi sur les associations, la maçonnerie dut recueillir, dans son sein, une grande partie des membres dispersés des anciennes sociétés républicaines. Il est bien difficile, en raison du secret même qu'on y observait, d'affirmer le fait avec certitude. Mais nous possédons au moins quelques témoignages. Le procureur général de Toulouse écrit, le 26 mai 1834, que la ville a deux loges de francs-maçons, l'une carliste, l'autre républicaine⁴. Le ministre de l'Intérieur, un peu plus tard, met en garde le préfet de Besançon contre la nouvelle forme de propagande républicaine. « La franc-maçonnerie, elle-même, lui dit-il, a des loges qui ont

1. Girod, IV. Annexes, n° 121.

2. *Id.*

3. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 93-94. L'Intérieur écrit, le 22 avril, à la Justice qu'il a prié le Grand-Orient de faire retirer aux *Trynosophes* du Mans les « titres et privilèges qui l'attachent à la maçonnerie » (BB¹⁸ 1366).

4. AN. BB¹⁸ 1354^B, PG. Toulouse, 26 mai 1834.

changé de nature¹. » Mais le gros des troupes républicaines ne se fit pas maçon. La maçonnerie n'attira que « les hommes un peu distingués qui répugnaient à s'affilier aux sections des *Droits de l'homme*². » Le reste devint carbonaro.

Avec la Révolution de 1830, qui faisait espérer aux combattants de Juillet une ère de liberté, la Charbonnerie avait paru recevoir un coup mortel. Nombreux furent les républicains qui, comme Trélat, jugèrent désormais toute conspiration, partant toute société secrète, inutile. Aussi la Charbonnerie vit-elle, petit à petit, ses ventes désertées pour les associations nouvelles, principalement pour les *Droits de l'homme*. En plusieurs endroits, comme à Saint-Étienne, la transformation s'effectua fort tard, il est vrai, mais elle n'en existe pas moins.

Cependant on aurait tort de croire que le carbonarisme disparut totalement. Si dans beaucoup de régions, il se mit en quelque sorte en sommeil³, dans d'autres, il continua à jouer un rôle important et s'identifia pour ainsi dire avec l'action républicaine. C'est le cas pour Épinal et Lunéville, par exemple, où Mathieu et Saint-Ouen en étaient les chefs très actifs. Il ressort même d'un document, qu'il comptait des adhérents un peu partout en France et que son organisation n'avait pas été supprimée. Le territoire français restait subdivisé en trois commissariats généraux : Besançon pour l'Est, Lyon pour le Midi, Paris pour l'Ouest et le Nord. A Lyon le commissaire spécial était Lortet, un des principaux membres de l'*Association en faveur de la liberté de la*

1. AN. BB¹⁸ 1361. Intérieur à Préfet du Doubs, 7 novembre 1835.

2. Gisquet, *op. cit.*, III, p. 94 (note).

3. De la Hodde, en parlant du carbonarisme, dit qu'il ne restait plus que « des débris maigres et disloqués, » auxquels l'ancienne réputation de Ch. Teste et de Buonarroti conservait à grand'peine un reste d'existence (*op. cit.* p. 144).

presse. La direction générale se trouvait dans la capitale¹. Le nombre des carbonari demeurait même assez élevé puisque au début de l'année 1833 le diplôme d'un adhérent récemment admis portait le numéro 18643². Il ne fut donc pas difficile aux républicains de réintégrer un organisme qui n'avait jamais été détruit et de lui rapporter de nouveau toute la force et toute l'activité dissimulées, jusque-là, dans les autres sociétés.

La *Charbonnerie démocratique universelle* avait, pour objet, « de rattacher à un centre commun tous les amis de l'égalité, quel que soit leur pays et leur religion. » Elle se divisait en *ventes* : vente suprême, ventes directrices pour chaque pays, ventes intermédiaires pour chaque division territoriale, et ventes simples. Les ventes étaient composées d'*apprentis* et de *maîtres*. Ces derniers, seuls, formaient la *montagne* qui surveillait la vente, l'instruisait et y entretenait la régularité. C'est parmi eux que l'on choisissait les officiers, le *recteur* qui dirigeait la vente, les *collaborateurs* qui « l'aidaient et le remplaçaient au besoin », le *conservateur* qui « donnait ses conclusions dans toutes les délibérations et requérait l'exécution des lois, portait la parole dans les initiations et dans les fêtes, instruisait et examinait les apprentis, maintenait les doctrines et poursuivait d'office les charbonniers infracteurs des lois, » le *secrétaire*, qui exécutait les écritures, le *dépositaire* qui recouvrait les fonds et gardait le trésor, l'*expert* qui introduisait et plaçait les charbonniers, surveillait les décorations et « exécutait les cérémonies et les formes, » le *vigilant* qui veillait à la sûreté des assemblées, le *préparateur*, qui sondait, préparait et instruisait les catéchumènes, le *bienveillant*, qui présentait

1. AG. Corr. Gén., 2^e quinzaine de mars 1834.

2. AN. BB¹⁸ 1472. *Rapport sur les arrestations de carbonari opérées à Toulouse et autres villes du Midi*, octobre 1835.

à chacun le tronc de bienfaisance à chaque séance et servait d'organe pour toutes les œuvres de charité, enfin *l'archiviste*, qui conservait les papiers.

Quand le nombre des membres le permettait, le recteur nommait, au sein de la vente, trois commissions : une commission de l'opinion chargée d'éclairer l'esprit public par tous les moyens compatibles avec les localités, une commission du personnel pour rechercher les hommes vertueux, les désigner prudemment à l'opinion publique, démasquer les méchants, les hypocrites, les intrigants, une commission de sûreté dont la mission consistait à surveiller les ennemis, à épier leurs démarches et à déjouer leurs pièges.

Les finances provenaient des offrandes d'initiation aux deux grades, et de celles des affiliés, des contributions mensuelles obligatoires, du prix des chartes constitutives des dons, des amendes.

On écrivait peu et avec prudence ; on détruisait promptement la correspondance. Les écrits qu'il fallait conserver étaient « tracés d'une manière inintelligible aux païens. »

Les charbonniers se désignaient sous le nom de B... C... (bon cousin) et possédaient chacun un nom de guerre et un numéro distinctif. Tout vrai charbonnier aimait l'égalité et la liberté, traitait tous les hommes en frère, était doux, modeste et bienfaisant envers tous les BB... CC..., respectait « leurs femmes, leurs filles et leurs maîtresses, » et ne se battait jamais en duel avec un « Bon Cousin. » Des maîtres, on exigeait en outre « la sagesse des principes, la pureté des mœurs, le dévouement et la fermeté. » A tous, on demandait un parfait esprit de discipline et une soumission absolue aux règles, aux rites. Ceux-ci avaient été, une fois pour toutes, fixés dans leurs plus petits détails. Travaux, cérémonies, réceptions se déroulaient suivant des normes aussi rigides que les lois des divers cultes, avec autant de pompe, mais

avec plus de mystère et avec cette différence que les initiés seuls y pouvaient être admis¹.

Pour s'en rendre compte il suffit de pénétrer, par la pensée, au sein d'une de ces réunions secrètes qui rassemblaient les « bons cousins » dans leurs ventes. « Le vol de la chauve-souris, » et le « cri de la chouette » ont donné le signal de la réunion. C'est la nuit. Alors les charbonniers se sont glissés dans le souterrain témoin muet de leurs pratiques. Pas tous. Des « officieux » circulent dans la rue pour empêcher toute surprise. A la porte du « temple, » veille « le chef des voyants. » Enfin, à l'entrée même de la salle, le « vigilant » reste en sentinelle, prêt à donner l'alarme². A l'abri de toute surprise, à l'intérieur, les carbonari travaillent. La salle est sombre. Un brasier allumé laisse à peine voir aux murs quelques ornements « mystiques ou funéraires. » Sur une banderole, on lit : « Pro populo³. » Une inscription voisine porte un nom, celui du néophyte qu'on va recevoir tout à l'heure. Au milieu du réduit, une table rudimentaire et, sur cette table, un poignard, deux pistolets, une corde, un Christ et une bible. Tout autour, les charbonniers sont rangés, le « recteur » au milieu flanqué de ses deux « collaborateurs, » du « conservateur » et du « secrétaire, » les autres à la suite, en arc de cercle. Sur chaque tête le bonnet et la cocarde rouges⁴ en calicot, en drap ou en maroquin. Autour de chaque torse l'écharpe carbonarique, la ceinture bleu-rouge-noir. Mais voici que le recteur a frappé deux coups. Il

1. Pour l'organisation de la Charbonnerie nouvelle voir : Girod, IV, Annexes, n^{os} 77, 77 bis, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 83 bis, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 90 bis, 91 et AN. BB¹⁸ 1356.

2. AN. BB¹⁸ 1360, PG. Toulouse, 20 septembre 1835.

3. C'était le seul ornement permis pour les ventes de maîtres. Girod, IV, Annexes, n^o 85.

4. AN. BB¹⁸ 1360, PG. Toulouse, 19 septembre 1835; et Girod, IV, n^o 77 et suiv.

s'assure que la vente est « couverte, » que personne ne s'y est indûment introduit. Puis, d'une voix claire et intelligible : « Sous les auspices de la vente suprême, dit-il, et au nom de la vente directrice, j'ouvre les travaux d'apprentis charbonniers à la vente régionale.... Travaillons à éclairer nos esprits et à épurer nos mœurs ! » La séance est commencée. Nul désormais ne pourra quitter sa place sans l'autorisation du recteur. Le secrétaire rappelle les derniers travaux. Puis on introduit les visiteurs qui ont, auparavant, donné au vigilant le mot de semestre. On entend les commissions, on discute, on délibère, mais personne ne parle sans permission du recteur. On relit et on explique les lois et les doctrines. Enfin, sur la proposition du recteur, on examine la candidature d'un néophyte. Celui-ci a dû, déjà, répondre par écrit à diverses questions. Deux commissaires font leur rapport sur les mérites du postulant. Rapport favorable. On vote au scrutin secret. L'admission est prononcée.

Alors le catéchumène qui, pendant ce temps, dans le « cabinet de préparation, » a subi un nouvel interrogatoire, verbal, cette fois, et prêté le serment préliminaire, est introduit les yeux bandés. Encore une fois, car on ne saurait trop prendre de précautions, le recteur l'interroge sur son nom, son âge, son lieu de naissance, son état, son domicile, ses études, sa fortune. Il lui adresse des questions sur sa vie, ses mœurs, ses opinions morales et politiques, afin de démêler ses vertus, ses défauts, ses goûts, son caractère et sa capacité, de s'assurer s'il a du courage et du dévouement. Quelques charbonniers réclament des précisions, mais par l'organe du recteur. Le candidat répond. Il a satisfait à toutes les demandes. Rien ne s'oppose plus à son initiation. Alors, sur la bible, le Christ, le poignard et la corde, il prête le serment définitif. Le recteur lui imprime sur le cœur la lettre C., lui communique les doctrines, lui fait

choisir un nom, lui enlève son bandeau, le constitue « bon cousin, » lui indique les signes et les mots de reconnaissance. Il lui donne l'accolade fraternelle et lui remet un poignard, un masque, un bonnet rouge et la ceinture carbonarique bleu-rouge-noir. Le catéchumène est désormais « apprenti¹. »

Mais la cérémonie a été longue. Déjà le troisième chant du coq annonce la troisième heure du jour², et le chef des voyants en a prévenu les bons cousins. En hâte le recteur demande si quelqu'un a des propositions à faire. Personne ne prenant la parole, le secrétaire résume les travaux tandis que le bienveillant fait circuler l'urne pour recueillir les oboles. Avec la même solennité, et suivant la même formule qu'à l'ouverture de l'assemblée, le recteur « ferme les travaux. » Et, dans la nuit encore profonde, les charbonniers se dispersent... à moins que la police ne soit déjà venue troubler une si belle ordonnance.

Elle était coutumière du fait. Malgré les précautions prises, il lui arrivait de tomber à l'improviste sur une réunion et d'en arrêter tous les membres. En septembre-octobre 1835, une immense rafle opérée à travers la France entière permit de dépister des associations carbonariques dans toutes les principales villes, particulièrement dans le Midi. On s'aperçut que, partout, des ventes militaires coexistaient avec des ventes civiles. Les premières se révélaient même, parfois, fort importantes. C'est ainsi qu'à Toulouse, par exemple, sur 85 prévenus, il y eut 45 militaires, dont 40 sous-officiers ou caporaux. Des détenus avouèrent que le carbonarisme faisait, dans certains régiments, « des progrès effrayants³. »

1. Girod, IV, n° 77 et suiv. AG. *Corr. Gén.*, octobre 1835, Préfet de Toulouse à Intérieur, 2 octobre 1835; et AN. BB¹⁸ 1360, *cit.*

2. BB¹⁸ 1360, *cit.*

3. C'est Juliot, un grenadier du 11^e de ligne à Toulouse, qui fit cette révélation (AN. BB¹⁸ 1360, PG. Toulouse, 22 septembre 1835).

On connut par une lettre trouvée sur un soldat qu'il s'éten-
dait avec rapidité dans toute la France¹. Le Gouvernement
s'émut. Il procéda partout à des perquisitions, à des arresta-
tions, mais il se garda bien d'ébruiter l'affaire. Il se contenta
généralement de déplacer les régiments « gangrénés. » Il
ne se doutait pas qu'il atteignait ainsi exactement le but
inverse de celui qu'il se proposait. Le transfert des troupes
de ville à ville permettait, en effet, aux éléments républicains,
après avoir laissé derrière eux des organisations achevées,
d'aller semer les germes de propagande sur des terrains
nouveaux. On empêchait bien le foyer néfaste de se déve-
lopper sur un certain point, mais on facilitait sa dissémina-
tion sur tout le territoire. Après un ou deux ans de cette
politique, à la fin de 1835, il existait des ventes un peu
partout, à Rennes, à Nantes, à Lunéville, à Besançon, à
Dijon, à Chalon, à Lyon, à Vienne, à Grenoble, à Avignon, à
Nîmes, à Marseille, à Carcassonne, à Montpellier, à Perpignan,
à Foix, à Pau, à Périgueux, à Toulouse, à Bastia, etc.². On
a fort peu de renseignements sur la plupart d'entre elles,
mais on en sait assez pour distinguer dans le carbonarisme
plusieurs variétés.

Il y avait d'abord la Charbonnerie restée à l'état primitif,
c'est-à-dire purement philanthropique. C'est le cas de celle
de Besançon. La capitale comtoise avait quatre ventes
d'environ 18 ou 20 membres chacune, la *Vente de Brégille*,
le *Champ d'asile* ou la vente du *Bois de Peu*, la vente de
Pirey, et la vente des *Amis réunis*. Pendant la belle saison,
les trois premières se réunissaient dans les bois de Brégille,
de Peu et de Pirey, d'où elles tiraient leurs noms. L'hiver,
les assemblées avaient lieu dans des souterrains. La perqui-

1. AN. BB¹⁸ 1360. PG. Toulouse, 30 septembre 1835.

2. AN. BB¹⁸ 1354^b, BB¹⁸ 1360, *cit.*; BB¹⁸ 1472, *cit.*; et AG. *Corr. Gén.* (1 carton, 1834 à 1837).

sition opérée en novembre 1835 dans la maison d'un menuisier, chez qui l'une des ventes tenait séance, permit de découvrir des écussons, des emblèmes et des inscriptions à tendance *morale et religieuse*, mais sans caractère politique aucun. Parmi les pièces saisies, d'autre part, aucune ne se rapportait à la politique. L'association existait à Besançon depuis une quarantaine d'années, et elle avait même, à plusieurs reprises, obtenu des autorités l'autorisation de se réunir. La Révolution de 1830 ne lui imprima pas une direction nouvelle. Le procès-verbal d'un banquet donné le 1^{er} juillet 1832, en effet, permet de voir que le premier toast fut porté au roi et à sa famille. Des efforts durent être tentés pour amener les ventes à la République. Miran, le rédacteur du *Patriote franc-comtois*, se fit recevoir en octobre 1832. En outre un certain Vernerey-Duret, connu pour ses opinions avancées, essaya de les faire partager à ses coreligionnaires. Il en fut pour ses frais. « Lassée d'être présidée despotiquement » par lui, sa vente ne le reconnut plus pour président et « l'abandonna à son repentir, » si bien qu'il dut s'affilier à une autre fraction. C'étaient là les deux seuls membres républicains de la société carbonarique bison-tine. Il y avait bien deux ou trois jeunes gens aux idées « équivoques, » mais la grande majorité se composait de « chefs de familles, d'ouvriers laborieux, bien famés et connus pour leur dévouement au roi et à son gouvernement¹. »

Une seconde catégorie vraiment originale semblait être fournie par le carbonarisme corse, carbonarisme « indigène, » « moins républicain, mais séditionnier que partout ailleurs »

1. AN. BB¹⁸ 1361. Intérieur à Préfet, 7 novembre 1835, PG. Besançon, 12 novembre et 2 décembre 1835; et Archives départementales du Doubs, 14, U, 10. Lettres n^o 1065 du 12 novembre et 1066 du 17 novembre 1835.

et « dont l'intensité n'égalait point l'étendue¹. » Il avait commencé par ne compter que des adhérents isolés dans l'île. C'est un certain Galotti, aidé de réfugiés italiens, qui l'organisa vers 1832 et lui fit faire des « progrès rapides et étendus². » Mais les autorités refusèrent toujours d'engager des poursuites contre lui parce que, dans le pays, elles auraient pris « la couleur de la persécution » et qu'au demeurant, les carbonari corses ne semblaient pas résolument hostiles au régime³. Un exemple caractéristique de leur attitude était fourni par les Corses qui *peuplaient* le 60^e régiment d'infanterie à Lyon. « Loin de pactiser avec les loges d'ouvriers carbonari ouvertes dans cette ville, ils s'en montrèrent constamment les adversaires⁴. »

C'est que ces « loges, » comme d'ailleurs la grosse majorité des ventes carbonariques de France, apparaissaient d'une tout autre nature. A Lyon, précisément, où la Charbonnerie « régénérée » s'était implantée dès le début de 1835, elles étaient « redoutables. » Elles comprenaient beaucoup de « personnages de la basse classe, » des tailleurs, des menuisiers, des ouvriers en soie⁵. A Dijon elles obéissaient à Monnet,

1. AN. BB¹⁸ 1472.

2. AG. Corr. Gén., 17^e division mil., 27 février 1833.

3. AN. BB¹⁸ 1854. Le 18 avril 1834, le Procureur de Bastia écrit : « Nous avons des ventes de carbonari dans l'intérieur; elles sont composées de toutes espèces de personnes. Presque tous les villages sont partagés en deux partis, l'un des deux prend ce titre, sans pour cela, devenir un parti politique. »

4. AN. BB¹⁸ 1472.

Le 8 novembre 1832, le Préfet de la Corse avait déjà signalé les réunions de la Charbonnerie corse, mais disait-il, il n'y a pas de lien entre les ventes, et elles n'ont « aucune vue hostile contre le gouvernement : on a chanté la *Marseillaise* et la *Parisienne*. »

Seulement, ajoutait-il, si la faction républicaine pouvait avoir chance de succès, elle pourrait aisément s'en emparer (AG. Corr. Gén., novembre 1832).

5. AN. BB¹⁸ 1360, PG. Lyon, 22 décembre 1835.

commandant de la Garde nationale, autrefois président de l'*Association en faveur de la presse*¹. A Toulouse, elles furent créées, en juillet 1834, par un ancien caporal du 60^e, passé au 11^e, dont le vrai nom était Martin et que l'on désignait sous celui de *Magueville*. Aidé dans sa tâche par le sergent-major voltigeur Butet du même régiment, dit : *Nestor* et par un certain Lamazère, dit : *l'Allumette*, il fonda d'abord la *Praga*, qui comprenait un grand nombre de réfugiés polonais, puis la *Sphinx*, puis la *Guerrière*. Toulouse posséda aussi la *Minerve*, la *Mercure*, la *Finesse*, la *Parfaite Union*, la *Terrible*, le *Grand Orchestre*. C'est le même Martin qui introduisit le carbonarisme à Foix, puis à Rennes où il fut muté, où il devint « Grand Maître provincial, » et où on compta deux ventes, la *Naissante Égalité* et la *Meurtrière* dont faisaient partie des militaires du 45^e de ligne. Les ventes de Rennes entretenaient une active correspondance avec celles de Toulouse. Toutes ces affiliations carbonariques étaient nettement républicaines. La plupart de leurs adhérents, en effet, avaient appartenu aux *Droits de l'homme* ou aux anciennes sociétés². Mais, par mesure de prudence, on ne trouvait, en général, nulle trace de leur opinion, ni dans les statuts, ni dans le serment. Quand ils étaient arrêtés, ils pouvaient donc persister à soutenir qu'ils avaient un but uniquement philanthropique.

Deux sortes d'organisations, à allure nettement carbonarique, dérogeaient cependant à cette pratique, les *Compagnies franches* et la Société des *Droits du peuple*.

Un rapport d'octobre indique que, dans plusieurs corps, s'étaient organisées des « compagnies franches. » En réalité on ne découvrit une association de ce genre que dans un seul

1. AN. BB¹⁸ 1361. Intérieur à Préfet de la Côte-d'Or, 8 novembre 1835. Elles se recrutaient également parmi les ouvriers.

2. AN. BB¹⁸ 1360; BB¹⁸ 1354^B et BB¹⁸ 1472.

régiment : le 17^e, à Perpignan. Seuls pouvaient y être inscrits les militaires gradés. L'admission comportait deux stades. On était d'abord aspirant et, comme tel, on devait répondre aux questions posées, notamment indiquer quelle opinion on professait. Après huit jours de stage, l'aspirant passait *compagnon*. Il prêtait alors le serment dans lequel il jurait d'user de tous ses moyens pour contribuer à la fondation du gouvernement républicain¹.

C'est un serment analogue qui ouvrait l'entrée de la Société des *Droits du peuple* découverte dans le 14^e de ligne à Tours, où l'avait constituée, vers septembre 1835, le sous-officier Pesquy. Le candidat sociétaire jurait « haine aux rois, fidélité aux principes immuables des Droits de l'homme et du citoyen, et dévouement sans borne à la cause de la liberté et de l'égalité. » D'après les statuts, la société reconnaissait le gouvernement républicain comme « le seul légitime par ses principes et le plus conforme à la dignité de l'homme. » Elle adoptait intégralement la Déclaration des Droits proposée par Robespierre à la Convention. Mais elle repoussait la loi agraire, « dans toute sa rigueur, » et elle reconnaissait « l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. » Au moment où Pesquy fut arrêté la *Société des Droits du peuple* comprenait 46 affiliés, tous sous-officiers ou soldats².

Tandis que la *Compagnie franche* de Perpignan se présentait plutôt comme une exagération du carbonarisme, ne faisant appel qu'à une élite absolument sûre, la *Société des Droits du peuple* rappelait, par plus d'un côté, les *Droits de l'homme*. C'est ainsi que son organisation ne ressemblait en rien à celle des carbonari. Elle n'avait pas de ventes, mais des sections. Ses dignitaires n'empruntaient point

1. AG. Corr. Gén., 1835; et BB¹⁸ 1472.

2. AG. Corr. Gén., 1835; et Gisquet, *Mémoires*, p. 199 et suiv.

eur nom à la terminologie carbonarique. Ils s'appelaient simplement : président, vice-président, secrétaire et trésorier. D'autre part, l'existence de la « masse », pour les militaires envoyés en disgrâce en Afrique, était, au dire même de Pesquy, une réminiscence des pratiques en usage pour les soldats et sous-officiers affiliés gradés aux *Droits de l'homme*¹. Mais, si les deux sociétés semblaient indépendantes, et possédaient leurs statuts particuliers, elles offraient bien des traits communs avec le carbonarisme, par exemple le serment, le secret, les peines infligées aux « traîtres. » Elles étaient, en tous cas, en relations directes avec la Charbonnerie et se considéraient, elles-mêmes, comme en faisant partie.

On peut donc affirmer sans exagération qu'en province, surtout, c'est bien le carbonarisme qui avait recueilli la succession des anciennes sociétés républicaines. Mais, encore qu'elle poursuivît le même but, la Charbonnerie de 1835 n'était plus celle de 1831 et de 1830. Les rapports des préfets et des procureurs parlent de charbonnerie « réformée, » de charbonnerie « régénérée². » Effectivement, il semble bien que le carbonarisme ait subi d'importants changements. Si l'on s'en réfère à certaines phrases du règlement nouveau ces changements auraient eu lieu un peu avant le vote de la loi sur les associations. Un exemplaire des statuts généraux et un spécimen des lois nationales, saisi chez Mathieu, porte, en effet, les stipulations suivantes : « En attendant la proclamation d'une loi criminelle, les dispositions des titres X et XI des anciens statuts généraux de la grande

1. AG. Corr. Gén., 1835. Lettre Intérieur, 10 octobre 1835.

2. AN. BB¹⁸ 1360, PG. Lyon, 8 octobre et 24 novembre 1835.

La Charbonnerie, dit-il, est en dehors des événements d'Avril. Elle n'a reparu à Lyon qu'au début de 1835. Elle n'est pas la même que la Charbonnerie antérieure.

famille des charbonniers continueront à être exécutés en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.... Pour tout le reste, lesdits statuts généraux sont abolis. Sont également abolis les statuts universels de la Charbonnerie réformée.... Les statuts nationaux de la Charbonnerie française sont supprimés¹. » En quoi ont consisté les modifications, il est difficile de le dire au juste sans une comparaison avec l'ancien règlement que l'on ne possède pas. Il s'agissait vraisemblablement de mettre la vieille Charbonnerie en harmonie avec la nouvelle organisation que venait de créer, en 1831, Mazzini et qui, sous le nom de « Jeune Italie, » et sous le titre de « Jeune Europe, » cherchait « à rajeunir les institutions des frères et amis de la propagande universelle². » En tous cas, si nous ne connaissons pas les modalités exactes des modifications de la lettre, nous pouvons nous rendre compte de la différence d'esprit. Sans doute, la Charbonnerie d'avant 1830 était républicaine en général, mais elle contenait, dans son sein, beaucoup de bonapartistes, beaucoup d'officiers, notamment, qui regrettaient l'Empire et combattaient les Bourbons. Elle était plus « antidynastique » que véritablement républicaine. En 1834 et 1835, le caractère est plus radical. Les éléments bonapartistes étaient pour la plupart passés au service de « la gloire très bourgeoise » du roi-citoyen. Il ne restait que « les blancs-becs³. » Et c'est ainsi qu'on n'avait plus main-

1. Girod, IV, Annexes, n° 77 et suiv.

2. AN. BB¹⁸ 1472.

Parlant de l'intention des républicains marseillais d'éluder la loi sur les associations, le Préfet des Bouches-du-Rhône écrivait le 17 mars 1834 : « L'intention d'un grand nombre est d'imiter l'organisation de la *Jeune Italie*, jusque dans ses tribunaux secrets et dans l'exécution de leurs jugements (AN. CC 619, dossier 1, p. 8).

3. *Paris Révolutionnaire*, Trélat *La Charbonnerie*, édition de 1848, p. 220 et 221.

tenant une Charbonnerie d'officiers, mais bien plutôt une Charbonnerie de sous-officiers. Du même coup, les ventes se trouvaient épurées et la situation devenait plus nette. Devant la répression gouvernementale, tout ce qui, dans les anciennes sociétés, n'avait pas la foi chevillée au corps s'était éclipsé. Plus de Barthe, plus de Schonen, plus de Mérilhou parmi les dirigeants, mais des hommes sûrs : Garnier-Pagès, Armand Carrel, Marchais, Audry de Puyraveau, Michel de Bourges¹. Sous leur égide, la propagande républicaine allait recommencer, au sein des ventes, son travail de Pénélope détruit par le régime de Juillet; elle allait saper le trône de l'Orléans, comme elle avait miné celui du Bourbon; l'humanité allait encore une fois « se recueillir avant de se livrer à ciel ouvert à de nouveaux combats². »

1. Ce sont les dirigeants indiqués par le Rapport d'octobre 1835 (AN. BB¹⁸ 1472).

2. *Paris Révolutionnaire*, Trélat : *La Charbonnerie*, édition de 1848, p. 258.

CONCLUSION

Ainsi, sortis du mystère des ventes carbonariques de la Restauration, voici les républicains rentrés dans l'ombre des sociétés secrètes de la Monarchie de Juillet. Est-ce donc là tout le fruit de cinq années d'efforts ininterrompus, de trois années de propagande particulièrement acharnée, un simple retour au point de départ? En dépit des apparences, il n'en est rien. Le mot de Trélat renferme une profonde vérité. Les républicains vont « se recueillir. » Or quand on se recueille, c'est qu'on est prêt, archi-prêt. C'est que tout a été prévu en vue de l'acte à accomplir. C'est que les exercices sont finis, que l'entraînement est terminée. Voilà précisément l'aboutissement de la propagande républicaine après les journées de Juin 1832. L'instruction, l'entraînement des troupes sont achevés.

Mais ces troupes il avait d'abord fallu les trouver. Où cela? En province. Le résultat capital et original de la propagande républicaine entre 1832 et 1835 est, en effet, la création, dans les départements, d'un parti dont la force avait jusque-là uniquement résidé à Paris. Il ne s'agit pas simplement de recrues sporadiques et éparpillées. C'est vraiment un parti doté de cadres, d'une organisation, d'une doctrine, un parti qui s'est développé avec conscience et méthode, qui sait ce qu'il veut et où il va. Partout, aux quatre coins de la France, le ralliement a été sonné avec succès. Une immense machine a fonctionné avec discipline; un vaste

réseau a uni non seulement Paris et la province, mais les divers centres de la province entre eux, créant comme un état dans l'état, comme une miniature de République dans la monarchie. La poignée anarchique de militants parisiens des années 1830 et 1831 est devenue l'armée organisée des républicains français, une armée de soldats convaincus encadrés de chefs expérimentés où chacun a sa place marquée, l'armée qui fera la seconde République.

Car l'équivoque qui subsistait au lendemain de la Révolution de 1830 a été dissipée. Les journées de Juin 1832, celles d'Avril 1834 ont consommé le divorce entre le roi et le peuple. Il a été prouvé que le premier reniait tous les principes qu'il avait implicitement admis en acceptant le trône des hommes de Juillet, et que, seule, la République était la conséquence logique des « Trois Glorieuses. » Il a été démontré que le roi-citoyen pourchassait et persécutait maintenant ceux qui l'avaient aidé à conquérir le pouvoir. Plus de changement à attendre, mais aussi plus d'équivoque possible. La guerre au régime reste la seule issue. Sans doute les républicains en pâtissent. Car dans cette lutte inégale, ils ne sont pas les plus forts. Mieux, ils paraissent brisés, anéantis après le procès d'avril. Ils sont obligés de se cacher, de comploter dans l'ombre. Quelle différence cependant avec leur situation de 1830 ! Comme alors ils sont réfugiés dans les sociétés secrètes ; mais ils possèdent en plus l'*expérience*. Ces cinq années ont été nécessaires pour ouvrir par la propagande publique, des perspectives plus larges et des horizons plus vastes à leur action ; nécessaires pour renouer sous la direction de maîtres vénérés comme Charles Teste ou Buonarroti la tradition jacobine interrompue par Bonaparte et les Bourbons ; nécessaires enfin pour vivifier cette tradition un peu désuète à la flamme des idées nouvelles ; suffisantes aussi. Ils peuvent maintenant

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Albert, 105, 196.
 Aloze (d'), 95.
 Altaroche, 126.
 André, 243.
 Anstett, 84.
 Arago (Étienne), 60, 62, 217,
 221, 225 (note), 245, 259, 384.
 Arago (François), 54, 55, 259,
 350.
 Argenson (Voyer d'), 54, 62,
 67, 245, 247, 259, 266, 272,
 293 (note), 297, 299, 303,
 336.
 Argout (d'), 326.
 Arnoux, 133.
 Astruc, 245.
 Audiat, 55, 61, 314, 315, 317.
 Aurillou, 134.
 Avril (F), 9, 225 (note), 308.

B

Babeuf, 271.
 Baraduc, 134.
 Barbès, 336, 363.
 Bardin, 53.
 Baron, 161.
 Barrot (Odilon), 6 (note), 34,
 54, 162, 219, 326.
 Barthe, 33 (note), 326, 381.
 Barthe (de Marseille), 127.

Barthélemy-Saint-Hilaire, 51,
 52.
 Bartholomé, 81, 85.
 Bascans, 30.
 Bascède, 7.
 Bastide, 225 (note), 257, 336.
 Baune, 104, 105, 109, 342, 344,
 384.
 Beaumont, 67.
 Becquet, 225 (note).
 Belmontet, 256.
 Béranger (de), 5.
 Béranger (de Strasbourg), 82.
 Bergens, 53.
 Berlié, 111.
 Bernard (J.), 61.
 Bernard (Martin), 336, 363.
 Berrier-Fontaine, 54, 67, 76,
 163, 272, 277, 295, 314, 315,
 345, 357, 360, 384.
 Berryer, 326.
 Bertholon, 104, 105, 107.
 Bertrand (général), 53, 151.
 Berville, 4, 7.
 Bidault, 118, 119.
 Bittoley, 86.
 Blots (Girard des), 122.
 Blanc, 52.
 Blanqui, 9, 34 (note), 259, 336,
 343, 363.
 Bochard, 108.
 Boersch, 81.
 Boinvilliers, 7.

Boisdon, 160.
 Boissaye, 61, 163, 308, 314, 365.
 Bonamy, 148.
 Bonaparte (Joseph), 256, 257.
 Bonaparte (Louis), 257.
 Bonfils, 252.
 Bonjour, 351.
 Borde, 144.
 Borie (Corrèze), 123.
 Bories (Paris), 309.
 Bouchotte, 6, 34, 76, 245.
 Bouisson, 134.
 Bourgoin, 171.
 Boussy, 61, 217.
 Bouvery, 303.
 Bravy, 126.
 Bresson, 171.
 Bricqueville (de), 188.
 Brives, 134.
 Broglie (de), 326.
 Buchet-Bellanger, 160.
 Buchez, 9, 26, 40 (note), 42.
 Budin, 87.
 Bunonarroiti, 260, 270, 336.
 Bussary, 124.
 Butet, 377.

C

Cabet, 54, 55, 58, 61, 76, 95,
 162, 188, 190, 194, 221, 222,
 223, 248, 270, 271, 272, 277,
 228, 293 (note), 310, 312,
 314, 315, 317, 323, 325, 330.
 Cadet-Gassicourt, 52.
 Carbonnel, 132.
 Carnot, 336.
 Carpentras, 243.
 Carré, 312.
 Carrel, 5, 8, 15, 19, 52, 62, 76,
 128, 150, 169, 188, 205
 (note), 217, 225 (note), 247,
 248, 256, 257, 259, 267, 268,
 269, 302, 330, 336, 338, 339,

343, 345, 348, 349, 381.
 Cassaigneau, 164, 210.
 Cavaignac, 9, 41, 43, 49, 62,
 63, 67, 76, 98, 104, 138, 217,
 225 (note), 241, 245, 247,
 252, 257, 260, 267, 312, 314,
 336, 338, 339, 340, 344, 357.
 Cauchois-Lemaire, 4, 8, 52,
 221.
 Caunes, 63.
 Caussidière, 110, 342, 384.
 Chabert, 243.
 Champy, 82.
 Charamaule, 134.
 Charassin, 104.
 Charpentier, 6.
 Chartier, 154.
 Chastaing (Marius), 107, 196,
 304.
 Châteauneuf-Brutus, 132.
 Châtelain, 8, 52.
 Chavanne, 163.
 Chevallier, 52.
 Chevrot, 95, 354, 356.
 Chilmann, 335, 336, 357, 384.
 Chiron (du Mans), 151.
 Chiron (de Mortagne), 154, 163.
 Choiseul-Praslin (duc de), 53.
 Clarmorgan, 158.
 Clerc de Landresse, 87, 88.
 Clermont-Tonnerre (de), 188.
 Cochery, 95.
 Commerson, 277.
 Comte (Auguste), 53, 336.
 Conseil, 62, 224, 225 (note),
 247.
 Constant (Benjamin), 151.
 Coppens, 95.
 Corbière, 136, 137, 138.
 Corcelle (François de), 9, 10, 11.
 Cormenin, 54, 61, 114, 117,
 134, 151, 170, 172, 221, 225
 (note), 245, 247, 260, 314, 350.
 Court (Sylvain), 105.

Courtial, 53, 54.
 Courty, 208.
 Cozaly, 146.
 Crépin, 196.
 Cuynat, 128 (note).

D

Danicourt, 117.
 Danton, 260.
 David, 146.
 Davy, 161.
 Debains, 52.
 Decrussy, 7.
 Degeorge, 164, 209, 312, 319.
 Delaborde, 6 (note), 34.
 Delebecque, 164, 210.
 Delente, 67, 322, 334, 335, 357, 360.
 Demontry, 95.
 Denoux, 50.
 Deregnancourt, 210.
 Deschappelle, 25.
 Desjardins, 50, 62, 67, 307, 308.
 Desmolières, 141.
 Destigny, 186, 334.
 Deville, 143.
 Dolley, 54, 252, 277, 280, 350.
 Domicely, 366.
 Dornès, 76, 78.
 Doucelin, 146.
 Drivon, 104.
 Droinet, 80.
 Drouineau, 4.
 Duchâtellier, 147.
 Duffait, 225 (note).
 Duffraisse, 3, 295, 299.
 Duguay, 85.
 Dulong, 241.
 Dunand, 202.
 Dupin (Ch.), 53.
 Dupont (de l'Eure), 7, 8, 34, 52, 54, 61, 163, 225 (note), 320, 343.

Durozoir, 4.
 Duval, 163.

E

Eissen, 81.
 Epagny (d'), 4.
 Epercy (Regnaud d'), 49, 87, 89, 90, 328.
 Ephraïm, 297, 298, 299, 351.
 Ernest, 162.

F

Fabre (Auguste et Victorin), 15, 217.
 Fages, 135.
 Farconnet, 196.
 Favre (Jules), 104, 337, 343.
 Fazy (James), 9, 15, 30, 224.
 Feissat, 202, 203.
 Fenet, 62, 63, 315.
 Ferrat, 133.
 Ferron, 55.
 Fertou, 196.
 Fieschi, 345, 348.
 Flocon, 308, 337.
 Flottard, 293 (note).
 Fortoul, 337.
 Fourier, 41, 42, 270.
 Fraudel, 82.

G

Galotti, 376.
 Garbit, 53.
 Garnarin, 236.
 Garnier-Pagès, 7, 8, 52, 61, 76, 86, 98, 130, 148, 162, 260, 272, 303, 304, 324, 326, 336, 340, 353, 365, 381.
 Gasparin, 305.
 Gazard, 122, 125.
 Gervais, 34 (note), 335.
 Giacobi, 14 (note).

Gillet, 243.
 Gindriez, 95, 194, 265 (note), 328.
 Girard (Fulgence), 252.
 Girardin (Émile de), 273, 385.
 Giraud, 326.
 Gireault, 119.
 Girod de l'Ain, 71.
 Gisquet, 19, 30, 49, 241, 242, 291, 321, 323, 352.
 Godon, 124.
 Gondinet, 53.
 Grandjean, 80, 245.
 Granier, 134, 195, 312, 384.
 Grignon, 297, 299.
 Grouvelle, 54, 63, 252, 308, 314, 315.
 Guays (Le Boys des), 119.
 Guépin, 147, 148.
 Guérault, 160.
 Guibert, 54, 277.
 Guibert (Camille), 148, 149.
 Guichené, 142.
 Guinard, 9, 61, 67, 248, 257, 259, 335, 336, 344, 384.
 Guizot, 21, 32, 33, 326.
 Guyot, 44.

H

Hadot-Desages, 189.
 Hatt, 82.
 Hautrive, 164.
 Heine (Henri), 13.
 Hencieriest, 141.
 Hey, 82.
 Hodde (de la), 35.
 Hubert, 9, 13, 33.
 Hugon (de Lyon), 105.
 Hugon (de Clermont), 126.

I

Imbert, 205, 243, 334, 354.

J

Jobey, 85.
 Joly, 61, 136, 139, 312, 337.
 Jordis, 81.
 Jouffroy (Achille de), 9 (note).
 Jusserand, 126.

K

Kersausie, 67, 239, 240, 241, 242, 308, 316, 320, 335, 338, 339, 345, 346.

L

Laboissière, 76, 130, 202.
 Laborde (Alexandre de), 54.
 Labruné, 97.
 Lacombe, 307.
 La Fayette, 18, 50, 61, 151, 257, 260, 272, 350, 351.
 Laffitte, 21, 54, 219.
 Lagarde, 236, 308.
 Lagrange, 100, 342, 344.
 Lajarrige, 126.
 Lamarque (général), 25, 53.
 Lamarre, 153.
 Lamazère, 377.
 Lamennais, 145, 305, 337, 338.
 Landolphe, 335, 341, 344.
 Lanne, 142.
 Lantoine-Hardouin, 165.
 Laponneraye, 186, 277.
 Larabit, 53, 54.
 Larade, 133.
 Lardier, 243.
 Laroche, 144.
 Lasteyrie (De), 4, 54, 60.
 Laussedat, 122.
 Lebailly, 159.
 Leblanc, 97.
 Lebon (Napoléon), 63, 67, 189, 236, 238, 239, 259, 260, 295, 336, 338, 341, 344, 357, 360, 384.

Lechevallier (V.), 42, 54, 58, 277.
 Ledru (Charles), 34 (note).
 Ledru-Rollin, 337, 343.
 Lefeuvre, 163.
 Lefèvre, 80.
 Lefranc, 110.
 Lefrançois, 148, 149.
 Lelaidier, 158.
 Lemercier (N.), 60.
 Léon (comte), 257.
 Lepescheur-Bertrand, 157.
 Lepiez, 158.
 Leraygue, 126.
 Leroux (Pierre), 260, 337.
 Le Terrier, 243.
 Lhéritier, 3, 189, 308, 334.
 Lichtenberger, 81, 84, 85.
 Liénard, 80.
 Lipp, 82, 84, 85.
 Lortet, 100, 104, 197, 249,
 250, 368.
 Ludre (de), 67, 80, 241, 326.
 Luminais, 147.

M

Magnus, 225 (note).
 Maillefer, 165, 205 (note), 210,
 221, 245, 342, 344.
 Mallye-Altus, 124.
 Marat, 131.
 Marchais, 7, 54, 60, 62, 138,
 144, 150, 204, 218, 224, 245,
 247, 249, 252, 381.
 Marie, 34 (note), 61.
 Marrast, 9, 26, 30, 41, 42, 61,
 76, 141, 142, 143, 170, 217,
 218, 225 (note), 259, 260,
 302, 312, 313, 336, 338, 339,
 340, 341, 344, 357, 384.
 Marsano, 84.
 Martignon, 117.
 Martin (de Strasbourg), 81,
 84, 85.

Martin (Antide) 104, 105, 107,
 196.
 Martin (caporal), 377.
 Martin du Nord, 326.
 Martinault, 334.
 Mascareigne, 80.
 Mathé, 295, 297, 308.
 Mathieu (de Dijon), 94.
 Mathieu (d'Épinal), 80, 259,
 334, 368, 379.
 Mathiot, 86.
 Mazzini, 380.
 Meissas, 53, 54, 277.
 Menand, 99, 194, 327.
 Mengaud, 53.
 Mérilhou, 381.
 Meynier, 243.
 Michel de Bourges, 34, 197,
 312, 337, 343, 381.
 Mie (de la Corrèze), 122, 123, 124.
 Mie (de Paris), 189, 217.
 Miran (Gilbert dit), 86, 194, 328,
 375.
 Mirande, 125.
 Monginot, 277.
 Monnet, 94, 95, 376.
 Monteix, 217.
 Morat, 138, 139.
 Morel (de Besançon), 86.
 Morel (de Bayonne), 142.
 Morellet, 108, 221.
 Morhéry, 155, 156, 157, 290
 (note).
 Moriencourt, 334.
 Moutte, 132.
 Müller, 83.

N

Nadaud, 302.
 Napoléon, 257.
 Napoléon II, 256.
 Nègre, 127.
 Nettement, 169.
 Nourry, 146.

O

Ollivier (Démosthène), 127,
201, 203, 204, 261 (note).
O'Reilly, 3.
Orléans (duc d'), 14.
Orsigny (Caffin d'), 9.
Outin, 245.

P

Pagès (de l'Ariège), 326, 331.
Pagnerre, 61, 292, 340.
Pance, 188.
Parfait, 186, 310, 320.
Parisot, 163.
Pasquier, 341.
Patey, 161, 163.
Paulowski, 30.
Pelet (général), 36.
Pelletier, 148.
Pellicot, 133.
Pereyre, 225 (note).
Périer (Casimir), 15, 21.
Périer (Michel-Ange), 104.
Périn, 109.
Pérrier (Ad.), 109, 197.
Perrot, 96.
Persil, 322, 324.
Pesquy, 378, 379.
Petetin, 194, 195, 204, 205
(note), 250, 270, 303, 312.
Petit-Delisle, 82.
Petit-Dugourd, 82, 84.
Philipon (Ch.), 14, 30.
Picard (d'Avignon), 133, 202,
234.
Pichonnier, 335, 336.
Pinson, 151.
Plagniol, 9, 14 (note), 34 (note).
Pleindoux, 134.
Plocque, 312.
Pomponneau, 148.
Poncelet, 53.
Poujol, 104, 105.

Pourriac, 133.
Prives, 132, 354.
Prosper, 311.
Provins, 152, 153.
Puyraveau (Audry de), 54, 62,
63, 67, 245, 272, 297, 336, 381.

R

Raspail, 9, 10, 11, 12, 13, 17, 18,
34 (note), 42, 50, 63, 225
(note), 236, 328, 239, 259,
308, 312, 315, 316, 320, 331,
337, 338, 339, 346, 348, 384.
Rasse, 95.
Rancourt, 54.
Rault, 100.
Recurt, 54, 67, 295, 384.
Renard, 334.
Repellin, 196.
Reverchon, 344.
Reybaud, 150, 207.
Richard, 81, 84.
Rigault, 308.
Rion (Ad.), 189.
Rittiez, 34 (note), 76, 122,
189, 198.
Rivière, 104.
Robein, 146.
Robert, 97.
Robespierre, 131, 210, 240, 265,
266, 268, 351.
Roche (Achille), 131, 146, 225
(note), 210, 240, 265, 266,
268, 351.
Rodde, 63, 322, 323.
Rœderer, 81.
Romagny, 243.
Romiguière, 139.
Rostan, 60.
Rothenbach, 84.
Roussel, 277.
Rousselet, 119.
Roux, 189.
Royer-Collard, 351.

S

Sage, 123.
 Saint-Amand, 96.
 Saint-Bonnet, 104.
 Saint-Gaudens, 142.
 Saint-Ouen, 80, 368.
 Saint-Romme, 343.
 Saint-Servan, 124.
 Saint-Simon, 40 (note), 130,
 255, 270.
 Sainte-Beuve, 225 (note).
 Saintomer, 277.
 Salarnier, 125.
 Salverte, 5, 33 (note), 272,
 324, 326.
 Sambuc, 3, 4.
 Sarrut, 30, 217.
 Schertz, 82, 352.
 Schmitt, 82.
 Schneegans, 81.
 Schneider, 81.
 Schnitze, 82.
 Schonen, 381.
 Schützenberger, 82.
 Seguin (Jules), 104, 245.
 Seminal, 208.
 Sentis, 52.
 Sevin, 150.
 Seynes (de), 104, 249.
 Silbermann, 81.
 Sobrier, 252.
 Souesme, 117.
 Soult, 158.
 Stoeber, 81.

T

Tardif-Giroux, 284.
 Teisseyre, 136.
 Teste (Charles), 9, 54.
 Thevenard, 119.
 Thibaut, 198.
 Thibeaudeau, 225 (note).
 Thielmans, 4.

Thierry, 6, 93.
 Thiers, 326, 327.
 Thomas, 7.
 Thouret (Antony), 9, 15, 30, 34,
 310, 337.
 Tiphaine, 110, 342.
 Tisserandot, 6, 86, 93.
 Titot, 67, 365.
 Toulmouche, 147.
 Trélat, 3 (note), 9, 34 (note),
 76, 122, 124, 126, 198, 199,
 200, 201, 204, 225 (note),
 259, 312, 331, 337, 368.
 Trinchan, 136.
 Tracy (V. de), 32, 53, 54.
 Trowitz, 84.

U

Usse, 122, 124, 125.
 Uzanne, 96.

V

Valdenaire, 80.
 Vallier, 52.
 Vassal (Brustus), 140, 353.
 Vauvilliers, 53.
 Vergers, 143.
 Vernerey-Duret, 375.
 Vialers, 134.
 Videau, 95.
 Viennet, 323, 326.
 Vignerte, 46 (note), 67, 189,
 259, 260, 270, 277, 295, 320,
 336, 338, 344, 357, 360, 384.
 Vincent, 241.

W

Wernert, 81, 84, 85.
 Westercamps, 81.

Z

Zeyst, 81.
 Zögger, 81.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	VII
CHAPITRE PREMIER. — Les caractères généraux de la propagande républicaine de juillet 1830 à juin 1832.	1
<i>Les moyens de propagande</i> : Les associations populaires. Société constitutionnelle, associations nationales, Aide-Toi. Amis du peuple. La presse parisienne. La presse de province. <i>Le milieu de la propagande</i> : Républicains et ouvriers. Les desiderata. Bourgeois, paysans, ouvriers. La politique du gouvernement et les classes inférieures : augmentation de l'impôt, misère et chômage. Mécontentement des basses classes. Conséquences : succès de la propagande parmi elles. <i>La forme de la propagande</i> : Les Républicains et leurs adversaires. Législation politique et propagande. La loi et la presse. La politique du gouvernement et les journaux. La loi et les associations : la politique du gouvernement et les associations (politique théorique et politique pratique). Conséquences : diminution de la publicité. <i>Caractères généraux</i> : Absence de netteté et de méthode. Propagande mi-secrète, mi-populaire, mi-organisée.	
CHAPITRE II. — Les nouveaux moyens de propagande : Les associations à Paris de 1832 à 1834.	38
<i>Caractère nouveau de l'Association</i> : synthèse du club révolutionnaire et de la vente. Influence du Saint-Simonisme et du Fourierisme. <i>Une théorie républicaine de l'Association</i> : Cavaignac et l'école montagnarde; <i>Le National</i> et l'école américaine. <i>Justification pratique de l'Association</i> : l'Association comme soutien et complément de la presse. L'Association école de républicanisme.	

Les anciennes associations survivantes : Amis du peuple. Aide-toi le Ciel t'aidera. Leur déclin.

Les nouvelles associations à Paris : Association libre pour l'éducation du peuple. Ses origines. Ses transformations. But. Organisation. Journal. Association pour la liberté de la presse. Origines. Évolution. Organisation. Comité d'enquête. Comité de Défense. Comité des secours, des prisons et des finances. Comités de législation, de la presse. Comité central. Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Origines. Organisation. Fonctionnement. Importance numérique.

Caractères généraux de ces trois associations : Leurs différences, entre elles, avec les associations de la période précédente.

CHAPITRE III. — Les nouveaux moyens de propagande. Les associations en province : l'Est

71

Une nouveauté. La propagande en province. Les jalons posés. Les comités départementaux d'Aide-Toi. Les appels du Comité parisien de la presse. Les commis-voyageurs de la République.

Les associations dans l'Est : Pourquoi elles y sont plus nombreuses et plus vivaces qu'ailleurs. Les divers centres. Metz et Strasbourg. Besançon et Arbois. Dijon et Chalon. Lyon, première ville républicaine de France : Société du Progrès, Société de la Presse, Société des Droits de l'Homme; autres associations. Les environs de Lyon.

Caractères généraux des associations de l'Est : continuité, importance, cohésion, particularisme. Le patriotisme de l'Est.

CHAPITRE IV. — Les associations en province : Centre, Midi, Ouest, Nord

115

Les noyaux du Centre : Montargis, l'action de Cormenin. Saint-Amand et son association modèle. Clermont-Ferrand, Trélat et ses lieutenants. Le groupement du Massif Central.

Les groupes du Midi : Le Sud-Est. Démosthène Ollivier à Marseille. Sympathie des républicains pour les Saint-Simoniens. Société des Droits de l'Homme. Scission dans le parti républicain puis fusion.

L'important groupement des Pyrénées-Orientales. Perpignan. Estagel.

Le Sud-Ouest. Joly à Toulouse. Montauban. Bayonne. Dax.

L'Ouest et le Nord, terres déshéritées du républicanisme : Nantes. La « Réunion de l'Ouest ». Angers : rivalités entre Guibert et Lefrançois. Tours. Le Mans et son puissant noyau.

Rennes : l'association républicaine de l'Ouest, groupe original. Morhéry et sa propagande dans les Côtes-du-Nord : Loudéac. Saint-Brieuc.

La Normandie et le souvenir de l'Empereur. Patey, chef du parti républicain à Rouen.

Maillefer dans le Nord. Degeorge à Arras.

Caractères généraux de ces associations : nombre, cohésion moins grands; idéal moins senti.

Progrès du parti républicain. Évaluation approximative. Pénétration dans les petites villes et dans les campagnes. Une armée et non une poignée d'agitateurs.

CHAPITRE V. — La Presse : l'enquête de 1833. 168

L'essor de la presse au lendemain des journées de Juillet.

Les entraîneurs : Armand Carrel, Armand Marrast, Cormenin. Chaque républicain cache un journaliste.

Un « office-correspondance républicain » pour les départements. Un promoteur : Cormenin. La circulaire du Comité central de l'Association pour la liberté de la presse.

La grande enquête de 1833 : Les réponses : Saint-Amand, Montargis, Montauban, Estagel, Bourg, Lyon, Rennes.

Les résultats : moyens de création et moyens de diffusion insuffisants. Presse non-périodique nulle. Champ libre pour l'adversaire. Nécessité des almanachs. Paris accapare tous les écrivains.

Une tâche urgente : création de la presse périodique locale, adaptée aux caractères régionaux.

CHAPITRE VI. — Géographie de la presse républicaine. 188

Les associations et la presse non périodique : Les publications de l'Association pour la liberté de la presse, de la Société des Droits de l'Homme, de la Société du Père André, du *Peuple*.

Publications locales : Lyon, Grenoble, Moulins.

Effort principal des associations pour la presse périodique,

rôle prépondérant de l'association pour la liberté de la presse :

Carte des journaux de province. L'Est. Le Précurseur et La Glaneuse à Lyon.

Le Centre. La Revue du Cher et de l'Indre. Le Patriote du Puy-de-Dôme et les tours de force de Trélat.

Le Midi. Naissance et histoire du Peuple souverain à Marseille.

L'Ouest et le Nord. Les difficultés. Vie misérable de L'Indépendant des Deux-Sèvres, du Courrier de la Sarthe et de L'Écho du peuple.

Un journal vivant : *Le Propagateur du Pas-de-Calais.* Vains essais de relations avec les journaux anglais.

Un bilan de la presse périodique républicaine de province. Quelques chiffres. Comparaison avec les journaux des partis adverses. Quelques progrès mais peu considérables. Paris reste le grand centre.

La presse périodique républicaine à Paris. Le National, La Tribune et ses tribulations. Nouveaux journaux : Le Bon Sens, Le Fondateur, Le Populaire, La Revue Républicaine.

Le perfectionnement des moyens de diffusion. L'échange des journaux, des brochures et des livres. La lecture en commun. L'exemple de Saint-Amand. Un système de bibliothèques original. Les crieurs publics.

CHAPITRE VII. — Essai d'un parti républicain unifié. . . . 232

La préoccupation maîtresse des républicains après 1832.
L'unité

Effort des associations pour lier Paris et la province. L'action des Droits de l'Homme. Le Comité d'affiliations républicaines. Liens à la fois forts et lâches. Les divisions. Comité Raspail et Comité Lebon. La Société d'action. Kersausie. Dissensions en province. A Lyon. A Marseille.

L'action de l'Association pour la liberté de la presse. Direction centrale de toutes les succursales. L'assemblée centrale de la presse. Le Comité central exécutif permanent. Particularisme de certaines associations. Lyon : l'association de l'Est.

Une organisation commune temporaire. La loterie patriotique. Administration. Répartition des bénéfices.

Pas d'unité permanente d'organisation.

CHAPITRE VIII. — Propagande « populaire. » 254

Un fait nouveau : unité générale de doctrine. Rupture avec les royalistes, les bonapartistes. Associations uniquement composées de républicains. Un exemple : l'évolution de l'association pour la liberté de la presse.

Les associations et les hommes divisés sur la forme de la République. École girondine et École montagnarde. École américaine et École conventionnelle.

Essai d'unité de doctrine : le manifeste des Droits de l'Homme. Critiques et louanges. Les adhésions. Refus de l'association en faveur de la presse. Le rapport d'Armand Carrel.

La question sociale au premier plan. L'engouement « populaire ». Un journal à la portée du peuple; le *Populaire*. L'éducation « populaire ». L'association libre pour l'éducation du peuple. Son rôle. Ses résultats.

Groupements professionnels des sections des Droits de l'Homme. Assistance sociale.

Sollicitude particulière pour les paysans et les ouvriers. L'enquête sur l'impôt indirect. Les associations contre l'impôt. Les grèves de 1833. Rôle de l'association pour la liberté de la presse. Projet d'enquête industrielle. Rôle des Droits de l'Homme et de la Commission de propagande. Les républicains vont aux ouvriers. Les ouvriers viennent à la République.

CHAPITRE IX. — Les républicains contre le pouvoir. 307

La tactique gouvernementale. Une chasse aux républicains de tous les instants. Intervention dans les réunions, dans les bals. Persécutions de la presse.

Comment les républicains bernent l'autorité. L'utilisation du prétoire comme tribune publique. La propagande dans les prisons. La Commission de secours pour les détenus patriotes. Les acquittements.

Deux exemples de l'impuissance du gouvernement. Le procès des Vingt-Sept. L'affaire des crieurs. Rodde sur la place de la Bourse.

Aucun moyen d'empêcher la propagande. « La légalité nous tue. »

Les lois de répression. Contre les crieurs publics, contre

les associations. La résistance des associations. Transformation de la forme de propagande. Vers la société secrète. L'unité reconstituée contre le gouvernement.

CHAPITRE X. — Le retour aux sociétés secrètes. 333

L'adaptation de la propagande aux circonstances. En prison. L'organisation de la défense. Un projet de transformer le procès d'avril en « solennelles assises républicaines. » Divisions des accusés. L'évasion des chefs.

Un nouveau journal tente de remplacer La Tribune : Le Réformateur de Raspail. Sa disparition. Les lois de septembre 1835. La mort de la presse.

Une nouvelle forme de propagande à Paris. La Société des Droits de l'Homme essaie de survivre dans le secret. La curieuse tentative de Chevrot : une société « littéraire. » Les Légions révolutionnaires. La Société des Familles. La propagande dans l'armée.

En province. Le retour à la franc-maçonnerie et au carbonarisme.

INDEX ALPHABÉTIQUE. 386

